# Les impôts sur les salaires

## LA FISCALITÉ ET LE GENRE SOUS L'ANGLE DU DEUXIÈME APPORTEUR DE REVENU

OCDE

2024
(VERSION ABRÉGÉE)

# Les impôts sur les salaires 2024 (version abrégée)

## LA FISCALITÉ ET LE GENRE SOUS L'ANGLE DU DEUXIÈME APPORTEUR DE REVENU

OCDE
DES POLITIQUES MEILLEURES
POUR UNE VIE MEILLEURE

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays Membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

**Merci de citer cet ouvrage comme suit :**
OCDE (2024), *Les impôts sur les salaires 2024 (version abrégée) : La fiscalité et le genre sous l'angle du deuxième apporteur de revenu*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/bb9d7ef8-fr.

ISBN 978-92-64-91682-1 (imprimé)
ISBN 978-92-64-92842-8 (PDF)
ISBN 978-92-64-75577-2 (HTML)
ISBN 978-92-64-76045-5 (epub)

Les impôts sur les salaires
ISSN 1995-3852 (imprimé)
ISSN 2072-5132 (en ligne)

**Crédits photo :** Couverture © Baseline Arts avec des éléments de Shutterstock.

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : www.oecd.org/fr/apropos/editionsocde/corrigendadepublicationsdelocde.htm.

© OCDE 2024

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : https://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation.

# Avant-propos

*Les impôts sur les salaires*[1] est une publication annuelle qui fournit des informations détaillées sur les impôts versés sur les salaires dans les 38 pays membres de l'OCDE. Les informations présentées couvrent l'impôt sur le revenu des personnes physiques et les cotisations de sécurité sociale payés par les salariés, les cotisations de sécurité sociale et les taxes sur les salaires payées par les employeurs ainsi que les prestations en espèces reçues par les familles. Ce rapport a pour objet de décrire comment sont calculés les impôts sur le revenu des personnes physiques, les cotisations de sécurité sociale et les taxes sur les salaires, et d'examiner l'impact de ces prélèvements et des prestations familiales sur les revenus nets des ménages. Les résultats permettent également d'établir des comparaisons quantitatives entre pays sur les niveaux des coûts du travail et la situation globale de différentes catégories de foyers au regard de l'impôt et des transferts sociaux.

Le rapport contient des informations sur le montant des impôts, des cotisations de sécurité sociale, des taxes sur les salaires et des prestations en espèces pour huit catégories de foyers qui diffèrent par leur niveau de revenu et leur composition. Il indique également les taux d'imposition moyens et marginaux correspondants. Les taux moyens d'imposition représentent la part des salaires bruts ou des coûts totaux de main-d'œuvre[2] qui est prélevée sous forme d'impôts sur le revenu des personnes physiques (avant et après prestations espèces), de cotisations de sécurité sociale et de taxes sur les salaires. Les taux marginaux indiquent la part d'une augmentation des salaires bruts ou des coûts totaux de main-d'œuvre qui est absorbée par ces prélèvements.

Cette édition du rapport contient des données relatives à la situation des salariés au regard de l'impôt et des prestations sociales pour 2023 et les compare aux données correspondantes pour l'année 2022.

Le document est structuré de la façon suivante :

- La partie I (Comparaisons et évolution de la charge fiscale) comprend six chapitres :
  - Le chapitre 1 contient une synthèse des principaux résultats pour 2023.
  - Le chapitre 2 présente l'étude spéciale intitulée « La fiscalité et le genre sous l'angle du deuxième apporteur de revenu ».
  - Le chapitre 3 examine les principaux résultats pour 2023, résumés dans des tableaux et graphiques comparatifs.
  - Le chapitre 4 présente une explication graphique de la charge fiscale estimée pesant sur les revenus du travail en 2023 pour les salaires bruts compris entre 50 % et 250 % du salaire moyen.
  - Le chapitre 5 contient des tableaux comparatifs des principaux résultats pour 2022.
  - Le chapitre 6 montre l'évolution dans le temps de la charge fiscale au cours de la période 2000-2023.
- La partie II contient des tableaux par pays indiquant les niveaux de salaires considérés et les charges fiscales correspondantes pour huit catégories de foyer, ainsi qu'une description du système d'imposition/de prestations de chaque pays.

- L'annexe décrit les méthodes et les limites de l'étude.

Cette étude a été rédigée par le Centre de politique et d'administration fiscales (CTPA) de l'OCDE sous l'égide du Groupe de travail sur l'analyse des politiques et les statistiques fiscales (GT nº 2) du Comité des affaires fiscales. Les travaux ont été dirigés par Edoardo Magalini sous la supervision d'Alexander Pick, Chef par intérim de l'Unité d'analyse des données et des statistiques fiscales, avec le soutien de Leonie Cedano. L'étude spéciale a été rédigée par Alexander Pick et Edoardo Magalini. Les auteurs souhaitent remercier Michael Sharratt pour la gestion et la diffusion des données et Violet Sochay pour la mise en page de la publication. Ils sont également reconnaissants à d'autres collègues du CTPA pour leur soutien et leurs commentaires constructifs : David Bradbury, Bert Brys, Manal Corwin, Karena Garnier, Michelle Harding, Diana Hourani, Sarah Perret, Michaël Sicsic, Carrie Tyler et Kurt Van Dender. Ils tiennent aussi à remercier les délégués du GT nº 2 pour leurs contributions. L'élaboration des modèles utilisés dans la publication *Les impôts sur les salaires* a été financée par l'Union européenne. Les vues exprimées ne sauraient refléter l'opinion officielle de l'Union européenne.

# Table des matières

Avant-propos 3

Résumé 9
Principaux résultats 10
Notes 11

**Part I Comparaisons et tendances des taux effectifs d'imposition des revenus du travail 12**

1 Présentation générale 13
Introduction 14
Imposition des salariés célibataires 15
Comparaison de la situation d'un célibataire et d'un couple disposant d'un seul salaire 24
Imposition des couples disposant de deux salaires 28
Salaires 34
References 39
Notes 39

2 Étude spéciale : la fiscalité et le genre sous l'angle du deuxième apporteur de revenu 41
Introduction 41
La politique fiscale contribue à la persistance de disparités entre hommes et femmes sur le marché du travail 41
Méthodologie, hypothèses et limites 45
Le coin fiscal moyen sur les deuxièmes apporteurs de revenu 49
Coin fiscal marginal sur les deuxièmes apporteurs de revenu 56
Conclusion 61
References 63
Annexe 2.A. 65
Notes 70

3 Taux effectifs d'imposition des revenus du travail en 2023 72
Taux d'imposition moyens 73
Taux marginaux d'imposition 75
Notes 98

4 Illustration graphique des taux effectifs d'imposition en 2023 99
Notes 141

5 Taux effectifs d'imposition des revenus du travail en 2022 142

6 Évolution des taux effectifs d'imposition des revenus du travail (2000-23) 157

Tendances à long terme de l'imposition du travail depuis 2000 158

Notes 185

Annexe A. Méthodologie et limites 186

Notes 206

## GRAPHIQUES

Graphique 1.1. Impôt sur le revenu et cotisations de sécurité sociale salariales et patronales, 2023 20
Graphique 1.2. Pourcentages des salaires bruts payés en impôts sur le revenu et en cotisations salariales de sécurité sociale, 2023 23
Graphique 1.3. Impôt sur le revenu et cotisations de sécurité sociale des salariés diminués des prestations en espèces, 2023 27
Graphique 1.4. Impôt sur le revenu et cotisations salariales et patronales de sécurité sociale diminués des prestations en espèces, 2023 31
Graphique 2.1. L'écart salarial entre femmes et hommes s'est réduit, mais reste substantiel dans les pays de l'OCDE 42
Graphique 2.2. Dans les pays de l'OCDE, les femmes consacrent toujours moins d'heures au travail rémunéré que les hommes 43
Graphique 2.3. Coin fiscal du deuxième apporteur et d'un travailleur célibataire percevant le même salaire, 2023 52
Graphique 2.4. Décomposition du coin fiscal sur les deuxièmes apporteurs de revenu, 2023 54
Graphique 2.5. Variations du coin fiscal sur le deuxième apporteur de revenu entre 2014 et 2023 57
Graphique 2.6. Coin fiscal marginal du conjoint lorsque les revenus salariaux augmentent de l'équivalent de 1 % du salaire moyen, 2023 59
Graphique 2.7. Comparaison du coin fiscal marginal d'un deuxième apporteur de revenu et d'un travailleur célibataire dont le salaire passe de 67 % à 100 % du salaire moyen, 2023. 61
Graphique 3.1. Impôt sur le revenu et cotisations de sécurité sociale des salariés et des employeurs diminués des prestations versées, 2023 79
Graphique 3.2. Impôt sur le revenu et cotisations de sécurité sociale des salariés, 2023 81
Graphique 3.3. Impôt sur le revenu et cotisations de sécurité sociale des salariés diminués des prestations versées, 2023 83
Graphique 3.4. Impôt sur le revenu, par type de foyer, 2023 85
Graphique 3.5. Cotisations de sécurité sociale des salariés, 2023 87
Graphique 3.6. Taux marginal applicable à l'impôt sur le revenu et aux cotisations de sécurité sociale des salariés et des employeurs diminués des prestations versées, 2023 89
Graphique 3.7. Taux marginal applicable à l'impôt sur le revenu et aux cotisations de sécurité sociale des salariés diminués des prestations versées, 2023 91

Graphique d'annexe 2.A.1. Taux moyen net d'imposition des personnes physiques du deuxième apporteur de revenu et d'un salarié célibataire ayant le même niveau de revenu, 2023 67
Graphique d'annexe 2.A.2. Coin fiscal d'un parent isolé avec deux enfants, 2023 68
Graphique d'annexe 2.A.3. Coin fiscal des deuxièmes apporteurs de revenu au sein d'un couple dont l'apporteur principal perçoit un revenu élevé, 2023 69

## TABLEAUX

Tableau 1.1. Comparaison du coin fiscal total, 2023 18
Tableau 1.2. Impôt sur le revenu et cotisations de sécurité sociale salariales et patronales, 2023 19
Tableau 1.3. Impôt sur le revenu et cotisations salariales de sécurité sociale, 2023 22

Tableau 1.4. Comparaison du coin fiscal total pour les célibataires et les couples disposant d'un seul salaire, 2023 26
Tableau 1.5. Comparaison du coin fiscal total de couples disposant de deux salaires et ayant des enfants, 2023 32
Tableau 1.6. Impôt sur le revenu et cotisations salariales de sécurité sociale diminués des prestations en espèces, 2023 33
Tableau 1.7. Comparaison des niveaux de salaires en 2022 et 2023 36
Tableau 1.8. Classification du salaire moyen par secteur 37
Tableau 3.1. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, 2023 78
Tableau 3.2. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés, 2023 80
Tableau 3.3. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, 2023 82
Tableau 3.4. Impôt sur le revenu, 2023 84
Tableau 3.5. cotisations sociales des salariés, 2023 86
Tableau 3.6. Taux marginal applicable à l'impôt sur le revenu et aux cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, 2023 88
Tableau 3.7. Taux marginal applicable à l'impôt sur le revenu et aux cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, 2023 90
Tableau 3.8. Augmentation en pourcentage du revenu net selon l'augmentation en pourcentage du salaire brut, 2023 92
Tableau 3.9. Augmentation en pourcentage du revenu net selon l'augmentation en pourcentage des coûts bruts de main d'œuvre, 2023 93
Tableau 3.10. Salaire brut annuel et revenu net, célibataire, 2023 94
Tableau 3.11. Salaire brut annuel et revenu net, couple marié, 2023 95
Tableau 3.12. Coûts annuels de main-d'œuvre et revenu net, célibataire, 2023 96
Tableau 3.13. Coûts annuels de main-d'œuvre et revenu net, couple marié, 2023 97
Tableau 5.1. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, 2022 144
Tableau 5.2. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés, 2022 145
Tableau 5.3. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, 2022 146
Tableau 5.4. Impôt sur le revenu, 2022 147
Tableau 5.5. cotisations sociales des salariés, 2022 148
Tableau 5.6. Taux marginal applicable à l'impôt sur le revenu et aux cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, 2022 149
Tableau 5.7. Taux marginal applicable à l'impôt sur le revenu et aux cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, 2022 150
Tableau 5.8. Augmentation en pourcentage du revenu net selon l'augmentation en pourcentage du salaire brut, 2022 151
Tableau 5.9. Augmentation en pourcentage du revenu net selon l'augmentation en pourcentage des coûts bruts de main d'œuvre, 2022 152
Tableau 5.10. Salaire brut annuel et revenu net, célibataire, 2022 153
Tableau 5.11. Salaire brut annuel et revenu net, couple marié, 2022 154
Tableau 5.12. Coûts annuels de main-d'œuvre et revenu net, célibataire, 2022 155
Tableau 5.13. Coûts annuels de main-d'œuvre et revenu net, couple marié, 2022 156
Tableau 6.1. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, célibataire, salaire égal à 67 % du salaire moyen 159
Tableau 6.2. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, célibataire, salaire égal à 100 % du salaire moyen 160
Tableau 6.3. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, célibataire, salaire égal à 167 % du salaire moyen 161
Tableau 6.4. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, parent isolé, salaire égal à 67 % du salaire moyen 162
Tableau 6.5. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, couple marié, salaire égal à 100 % du salaire moyen 163
Tableau 6.6. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, couple marié, deux enfants, deux salaires égaux à 100 % et 67 % du salaire moyen 164
Tableau 6.7. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, couple marié, deux salaires égaux à 100% du salaire moyen chacun 165
Tableau 6.8. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, couple marié, deux salaires égaux à 100 % et 67 % du salaire moyen 166

Tableau 6.9. Impôt sur le revenu, célibataire, salaire égal à 67 % du salaire moyen 167
Tableau 6.10. Impôt sur le revenu, célibataire, salaire égal à 100 % du salaire moyen 168
Tableau 6.11. Impôt sur le revenu, célibataire, salaire égal à 167 % du salaire moyen 169
Tableau 6.12. Impôt sur le revenu, parent isolé, salaire égal à 67 % du salaire moyen 170
Tableau 6.13. Impôt sur le revenu, couple marié, salaire égal à 100 % du salaire moyen 171
Tableau 6.14. Impôt sur le revenu, couple marié, deux enfants, deux salaires égaux à 100 % et 67 % du salaire moyen 172
Tableau 6.15. Impôt sur le revenu, couple marié, deux salaires égaux à 100% du salaire moyen chacun 173
Tableau 6.16. Impôt sur le revenu, couple marié, deux salaires égaux à 100 % et 67 % du salaire moyen 174
Tableau 6.17. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, célibataire, salaire égal à 67 % du salaire moyen 175
Tableau 6.18. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, célibataire, salaire égal à 100 % du salaire moyen 176
Tableau 6.19. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, célibataire, salaire égal à 167 % du salaire moyen 177
Tableau 6.20. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, parent isolé, salaire égal à 67 % du salaire moyen 178
Tableau 6.21. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, couple marié, salaire égal à 100 % du salaire moyen 179
Tableau 6.22. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, couple marié, deux enfants, deux salaires égaux à 100 % et 67 % du salaire moyen 180
Tableau 6.23. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, couple marié, deux salaires égaux à 100% du salaire moyen chacun 181
Tableau 6.24. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, couple marié, deux salaires égaux à 100 % et 67 % du salaire moyen 182
Tableau 6.25. Salaire brut et net annuel moyen, célibataire sans enfant, 2000-23 183
Tableau 6.26. Salaire brut et net annuel moyen, célibataire sans enfant, 2000-23 (en monnaie nationale) 184

Tableau d'annexe 2.A.1. Classification des systèmes fiscaux des pays de l'OCDE (à compter de 2023) 65

Tableau A A.1. Termes utilisés 187
Tableau A A.2. Caractéristiques des contribuables étudiés 187
Tableau A A.3. Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique 188
Tableau A A.4. Mode de calcul des salaires moyens 191
Tableau A A.5. Source des données concernant les gains, 2022 193
Tableau A A.6. Salaire brut estimé, 2022-2023 (en monnaie nationale) 196
Tableau A A.7. Parités de pouvoir d'achat et taux de change en 2023 197

**Suivez les publications de l'OCDE sur :**

https://twitter.com/OECD
https://www.facebook.com/theOECD
https://www.linkedin.com/company/organisation-eco-cooperation-development-organisation-cooperation-developpement-eco/
https://www.youtube.com/user/OECDiLibrary
https://www.oecd.org/newsletters/

**Ce livre contient des...**

StatLinks
Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

Vous trouverez un StatLink sous chaque tableau ou graphique de cet ouvrage. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de copier le lien dans votre navigateur internet ou de cliquer dessus depuis la version électronique de l'ouvrage.

# Résumé

En 2023, les taux effectifs d'imposition des revenus du travail ont légèrement augmenté dans les pays de l'OCDE, tandis que l'inflation est restée au-dessus de ses niveaux historiques. De nombreux pays de l'OCDE ne prévoient pas d'indexer totalement leur fiscalité sur l'inflation ; il s'ensuit que le coin fiscal moyen[3] pour les huit catégories de foyer étudiées dans ce rapport a augmenté dans une majorité de pays entre 2022 et 2023, sous l'effet, dans la plupart des cas, d'une hausse des impôts sur le revenu. Pour la deuxième année consécutive, les revenus après impôts pour un niveau du salaire moyen ont diminué dans une majorité de pays de l'OCDE.

Pour un célibataire percevant le salaire moyen, le coin fiscal moyen s'établissait à 34.8 % en 2023 dans la zone OCDE, en progression de 0.13 point de pourcentage par rapport à 2022. Il s'agit de la deuxième année consécutive de hausse du coin fiscal pour cette catégorie de foyer, après deux années de baisse pendant la pandémie de COVID-19 en 2020 et 2021. Entre 2022 et 2023, le coin fiscal a augmenté dans 23 des 38 pays de l'OCDE, il a diminué dans 13 pays et il est resté stable dans les deux autres. La hausse a été supérieure à un point de pourcentage en Australie (2.14 points), en raison de la croissance des revenus nominaux et de la suppression d'un dispositif d'allégement fiscal et au Luxembourg (1.39 point), là aussi sous l'effet de la hausse des revenus nominaux. Les baisses du coin fiscal pour les travailleurs célibataires rémunérés au salaire moyen ont toutes été inférieures à un point de pourcentage, de -0.01 point au Canada à -0.98 point au Mexique.

Dans la zone OCDE, le coin fiscal moyen pour un couple avec deux enfants disposant de deux salaires (l'un égal à 100 % et l'autre à 67 % du salaire moyen) a progressé de 0.06 point entre 2022 et 2023, pour s'établir à 29.5 %. Pour cette catégorie de foyer, le coin fiscal a augmenté dans 21 pays et diminué dans 17. Pour un couple avec deux enfants et disposant d'un seul salaire, le coin fiscal a augmenté de 0.08 point en moyenne dans la zone OCDE entre 2022 et 2023, pour s'établir à 25.7 %. L'écart entre le coin fiscal calculé pour cette catégorie de foyer et celui d'un travailleur célibataire percevant le salaire moyen a augmenté de 0.04 point entre 2022 et 2023, pour s'établir à 9.1 points.

Le coin fiscal moyen n'a diminué entre 2022 et 2023 que pour un parent isolé ayant deux enfants à charge et percevant 67 % du salaire moyen. Pour cette catégorie de foyer, il a baissé de 0.31 point, s'établissant à 16.5 % en 2023. Il a augmenté dans 21 pays et a diminué dans 17. C'est en République slovaque que le coin fiscal a le plus diminué (-13.1 points) pour cette catégorie de foyer, en raison d'une hausse temporaire du crédit d'impôt pour enfant à charge et d'une augmentation des allocations familiales. En 2022, le coin fiscal pour cette catégorie de foyer a augmenté de 1.27 point, ce qui représente la plus forte hausse observée toutes catégories de foyer confondues au cours de cette année.

Le rapport contient une étude spéciale consacrée au coin fiscal des deuxièmes apporteurs de revenu dans les pays de l'OCDE. Ce chapitre vise à appréhender l'incidence de la politique fiscale sur les incitations des femmes à prendre un emploi ou à travailler davantage, dans un contexte de persistance des inégalités entre femmes et hommes sur le marché du travail, notamment au regard du taux d'activité des femmes (qui représentent plus de 75 % des deuxièmes apporteurs de revenu et deux tiers des travailleurs à temps partiel dans la plupart des pays de l'OCDE). Les auteurs se sont appuyés sur les modèles utilisés dans la publication *Les impôts sur les salaires* pour calculer les taux effectifs d'imposition d'un deuxième apporteur

de revenu qui prend un emploi ou décide de travailler davantage et ils les ont comparés à ceux d'un travailleur célibataire. À l'exception des pays qui appliquent une imposition individuelle, le coin fiscal moyen des deuxièmes apporteurs de revenu qui prennent un emploi est plus élevé que celui des travailleurs célibataires percevant le même salaire, même si le coin fiscal des deuxièmes apporteurs de revenu a diminué ces dernières années. Le coin fiscal marginal d'un deuxième apporteur de revenu qui augmente son revenu est similaire à celui d'un travailleur célibataire.

## Principaux résultats

### *Le coin fiscal moyen pour les travailleurs célibataires a augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE en 2023*

- Le coin fiscal des travailleurs célibataires sans enfant rémunérés au salaire national moyen s'établissait à 34.8 % des coûts de main-d'œuvre en 2023.
- Entre 2022 et 2023, le coin fiscal pour cette catégorie de foyer a progressé dans 23 pays et diminué dans 13.
- En 2023, c'est en Belgique que le coin fiscal était le plus élevé (52.7 %) pour cette catégorie de foyer, puis en Allemagne (47.9 %), en Autriche (47.2 %), en France (46.8 %) et en Italie (45.1 %).
- La même année, le taux d'imposition moyen pour cette catégorie de foyer s'est établi à 24.9 % du salaire brut. C'est en Belgique qu'il était le plus élevé (39.9 %) et le Danemark, l'Allemagne et la Lituanie sont les seuls autres pays où il ait dépassé 35 %.

### *Le coin fiscal moyen pour les foyers avec enfants a augmenté dans la zone OCDE en 2023*

- En moyenne dans la zone OCDE, le coin fiscal pour un couple ayant deux enfants et disposant de deux salaires (l'un égal à 100 % du salaire moyen, l'autre à 67 %) s'est établi à 29.5 % en 2023, contre 25.7 % pour un couple disposant d'un seul salaire, égal au salaire moyen, et 16.5 % pour un parent isolé percevant 67 % du salaire moyen.
- Parmi les huit catégories de foyer étudiées, c'est pour les couples mariés sans enfant qui perçoivent deux salaires correspondant à 167 % du salaire moyen que le coin fiscal a le plus augmenté entre 2022 et 2023 (0.14 point).
- Les parents isolés gagnant 67 % du salaire moyen sont la seule catégorie de foyer dont le coin fiscal moyen a diminué en 2023 par rapport à 2022 dans les pays de l'OCDE (-0.31 point).
- Le coin fiscal pour les couples mariés avec deux enfants et disposant d'un seul salaire était inférieur à celui d'un travailleur célibataire dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE. L'écart représentait plus de 15 % des coûts de main-d'œuvre en Belgique, en Tchéquie, au Luxembourg, en Pologne et en République slovaque.

### *Les revenus après impôt ont diminué en termes réels dans plus de la moitié des pays de l'OCDE*

- Entre 2022 et 2023, le salaire moyen a progressé dans 37 pays membres de l'OCDE en valeur nominale, mais il a reculé en valeur réelle dans 18 des 38 pays membres.
- La baisse du salaire réel était supérieure à 2 % dans sept pays : l'Estonie (-2.2 %), l'Islande (-2.5 %), la Tchéquie (-3.0 %), la Hongrie (-3.0 %), le Mexique (-4.5 %), la Suède (-4.6 %) et la Colombie (-10.5 %).

- Le revenu réel après impôt d'un travailleur célibataire percevant le salaire moyen a régressé dans 21 pays entre 2022 et 2023.

### *La fiscalité et le genre sous l'angle du deuxième apporteur de revenu (étude spéciale)*

- L'étude spéciale s'appuie sur les modèles et les indicateurs utilisés dans *Les impôts sur les salaires* pour analyser les taux effectifs d'imposition des deuxièmes apporteurs de revenu — dont plus de 75 % sont des femmes dans la plupart des pays de l'OCDE — et examiner les facteurs pouvant les dissuader à prendre un emploi ou à travailler davantage.
- Ce chapitre permet donc de mieux comprendre par quel mécanisme la politique fiscale peut contribuer à faire perdurer les inégalités entre femmes et hommes sur le marché du travail dans les pays de l'OCDE, en particulier au regard du taux d'activité.
- Les auteurs observent que dans la majorité des pays de l'OCDE, les deuxièmes apporteurs de revenu sont soumis à des taux effectifs d'imposition plus élevés que les travailleurs célibataires lorsqu'ils prennent un emploi.
- Les contre-incitations fiscales qui s'exercent sur les deuxièmes apporteurs de revenu sont plus importantes dans les pays où l'impôt est prélevé au niveau du ménage ou dans les pays qui appliquent une imposition individuelle des revenus, mais où les allégements fiscaux sont calculés au niveau du ménage.
- Le coin fiscal des deuxièmes apporteurs de revenu a toutefois diminué depuis 2014, date à laquelle cette analyse a été effectuée pour la dernière fois pour les besoins du rapport *Les impôts sur les salaires*.
- Dans les pays de l'OCDE, les taux marginaux d'imposition des deuxièmes apporteurs de revenu sont généralement très similaires à ceux des célibataires.

## Notes

[1] Les éditions antérieures de ce rapport étaient publiées sous les titres La situation des salariés au regard de l'impôt et des transferts sociaux (éditions 1996 à 1998) et La situation des ouvriers au regard de l'impôt et des transferts sociaux (éditions antérieures à 1996).

[2] Le salaire de référence utilisé pour ces calculs est communiqué par les pays. Les estimations relatives au salaire moyen concernent un salarié employé à plein temps (qui exerce des activités manuelles ou non manuelles) travaillant dans l'un des secteurs B-N de la classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique, Révision 4 (CITI, Rév.4) ou des secteurs C-K de la classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique, Révision 3 (CITI, Rév.3). On trouvera de plus amples informations dans le chapitre 1 du Rapport et dans l'annexe.

[3] Le coin fiscal est le principal indicateur présenté dans ce rapport. Il mesure la différence entre les coûts de main-d'œuvre pour l'employeur et la part correspondant à la rémunération nette après impôt du salarié. Il est égal à la somme de l'IRPP et des cotisations de sécurité sociale patronales et salariales, moins les prestations en espèces reçues, en proportion du total des coûts de main-d'œuvre supportés par l'employeur.

# Part I Comparaisons et tendances des taux effectifs d'imposition des revenus du travail

# 1 Présentation générale

Ce chapitre présente et analyse les principaux indicateurs de l'imposition des revenus du travail dans les pays membres de l'OCDE en 2023. Il met essentiellement l'accent sur le coin fiscal, qui mesure la différence entre les coûts de main d'œuvre pour l'employeur et la rémunération nette correspondante du salarié. Il s'intéresse également au taux moyen net d'imposition des personnes physiques, qui exprime l'impôt sur le revenu des personnes physiques et les cotisations salariales de sécurité sociale après déduction des prestations en espèces en pourcentage du salaire brut. L'analyse porte sur un célibataire sans enfant rémunéré au salaire moyen, un couple marié ayant deux enfants et disposant d'un seul salaire de niveau identique, ainsi qu'un couple marié ayant deux enfants et disposant de deux salaires, dont l'un des conjoints est rémunéré au salaire moyen et l'autre à 67 % du salaire moyen. Ce chapitre contient également une analyse de l'évolution des salaires moyens dans les pays de l'OCDE en 2023.

Cette publication fournit, pour chacun des 38 pays de l'OCDE, des informations détaillées sur les impôts sur le revenu versés par les salariés, leurs cotisations de sécurité sociale, les transferts qu'ils perçoivent sous forme de prestations en espèces, ainsi que sur les cotisations de sécurité sociale (CSS) et taxes sur les salaires versées par leur employeur. Les données spécifiques sur les contribuables figurant dans cette étude permettent de compléter les renseignements compilés chaque année dans les *Statistiques des recettes publiques*, qui contiennent des données comparables à l'échelle internationale sur les niveaux d'imposition et les structures fiscales dans les pays de l'OCDE.

La première partie de cette publication fournit des informations détaillées sur les taux effectifs d'imposition des revenus du travail dans les pays de l'OCDE en 2023 pour huit catégories de foyer ayant des niveaux de revenu comparables, ainsi que sur les coûts totaux de main-d'œuvre qui en découlent pour les employeurs. Elle comporte aussi une analyse détaillée des variations des taux effectifs d'imposition entre 2022 et 2023, ainsi que de leur évolution depuis 2000. La deuxième partie contient des informations détaillées sur les régimes d'imposition des revenus du travail dans les pays de l'OCDE. Une description de la méthodologie utilisée figure en annexe.

Ce chapitre comprend une introduction à la méthodologie utilisée dans cette publication, suivie d'un examen des indicateurs des taux effectifs d'imposition dans les pays de l'OCDE en 2023. L'examen analyse le coin fiscal et le taux moyen d'imposition des personnes physiques d'un travailleur célibataire sans enfant qui perçoit le salaire moyen. Il s'intéresse également aux indicateurs correspondants concernant un couple ayant deux enfants et disposant d'un seul salaire de niveau identique, ainsi qu'un couple marié ayant deux enfants et disposant de deux salaires, dont l'un des conjoints est rémunéré au salaire moyen et l'autre à 67 % du salaire moyen. On trouvera en conclusion une analyse de l'évolution en 2023 des salaires moyens par pays en valeur nominale et en termes réels, ainsi que la classification par branche d'activité utilisée pour effectuer le calcul.

## Introduction

La méthodologie utilisée dans *Les impôts sur les salaires* s'applique exclusivement aux salariés à plein temps. Par hypothèse, leur revenu annuel d'activité est égal à un pourcentage donné du salaire brut moyen des travailleurs adultes travaillant à temps plein, pour chaque économie de l'OCDE, désigné sous le nom de salaire moyen (SM). Sont concernés à la fois les travailleurs manuels et non manuels, soit dans les secteurs C à K inclus, conformément à la classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique, Révision 3 (CITI Rév. 3), soit dans les secteurs B à N inclus, conformément à la classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique, Révision 4 (CITI Rév. 4)[1]. Des précisions figurent dans le Tableau 1.8 ainsi que dans l'Annexe à cette étude. Des hypothèses complémentaires sont formulées concernant la situation personnelle de ces salariés afin de pouvoir déterminer leur positionnement au regard du système de prélèvements et de prestations.

Dans la publication *Les impôts sur les salaires*, le terme « impôt » recouvre l'impôt sur le revenu des personnes physiques, les CSS et les taxes sur les salaires (regroupées avec les CSS patronales pour le calcul des taux d'imposition) payables sur le salaire brut. Par conséquent, aucun impôt sur le revenu pouvant être dû au titre de revenus non salariaux, de même qu'aucun autre type d'impôt — par exemple, l'impôt sur les bénéfices, l'impôt sur le patrimoine net et les impôts sur la consommation — n'est pris en compte. Les transferts inclus sont ceux versés par les administrations publiques sous la forme de prestations en espèces, généralement au titre des enfants à charge.

Pour la plupart des pays de l'OCDE, l'année fiscale correspond à l'année civile. Toutefois, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni font exception. Dans le cas de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni, où l'année fiscale débute en avril, une approche « prospective » a été suivie pour les calculs. Il s'ensuit par exemple que les taux d'imposition indiqués pour 2023 sont ceux de l'année fiscale 2023-2024.

Toutefois, en Australie, où l'année fiscale débute en juillet, il a été décidé d'adopter une approche « rétrospective » afin d'obtenir des résultats plus fiables. Par conséquent, pour l'Australie, l'année 2023 a été considérée comme correspondant à l'année fiscale 2022-2023.

La publication *Les impôts sur les salaires* contient divers indicateurs relatifs à l'imposition de la main-d'œuvre. Il accorde une large place au coin fiscal qui mesure la différence entre les coûts de main-d'œuvre pour l'employeur et la rémunération nette correspondante du salarié. Cet indicateur est calculé en faisant le total de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des CSS à la charge des salariés et des employeurs, et des taxes éventuelles sur les salaires, et en retranchant les prestations en pourcentage des coûts de main-d'œuvre. Les CSS patronales et, dans certains pays, les taxes sur les salaires sont ajoutées au salaire brut des salariés pour obtenir un indicateur des coûts totaux de main-d'œuvre.

Le coin fiscal moyen mesure la part des coûts totaux de main-d'œuvre qui est prélevée sous forme d'impôts et de CSS après déduction des prestations versées en espèces. Au contraire, le coin fiscal marginal mesure la part de l'*augmentation* des coûts totaux de main-d'œuvre qui est ainsi prélevée sous forme d'impôts et de CSS après déduction des prestations versées en espèces. Le coin fiscal prend en compte uniquement les paiements considérés comme des impôts au sens du Guide d'interprétation de l'OCDE. Les salariés et les employeurs peuvent aussi devoir procéder à des paiements obligatoires non fiscaux (PONF)[2] susceptibles d'influer sur le niveau des indicateurs présentés dans cette publication, tels que le coin fiscal. Un document d'accompagnement présente les indicateurs de prélèvements obligatoires, qui combinent la charge fiscale et celle des PONF. Il est accessible via la Base de données fiscales de l'OCDE : https://www.oecd.org/tax/tax-policy/tax-database/non-tax-compulsory-payments.pdf.

Cette publication contient également une analyse du taux moyen d'imposition et du taux moyen net d'imposition des personnes physiques. Le taux moyen d'imposition des personnes physiques est la terminologie utilisée lorsque l'impôt sur le revenu des personnes physiques plus les CSS salariales sont exprimés en pourcentage du salaire brut. Le taux moyen net d'imposition des personnes physiques est obtenu en retranchant les prestations en espèces. Le taux marginal net d'imposition des personnes physiques indique la part d'une *augmentation* du salaire brut qui est reversée sous forme d'impôt sur le revenu des personnes physiques et de CSS salariales, après déduction des prestations en espèces.

## Imposition des salariés célibataires

### *Le coin fiscal*

Le Tableau 1.1 montre que le coin fiscal entre les coûts de main-d'œuvre à la charge de l'employeur et la rémunération nette correspondante des salariés célibataires sans enfant, rémunérés au salaire moyen, différait fortement selon les pays de l'OCDE en 2023 (voir la colonne 1). En effet, il était supérieur à 45 % des coûts de main-d'œuvre en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en France et en Italie, mais inférieur à 20 % au Chili et en Colombie. C'est en Belgique que l'on observait le coin fiscal le plus élevé (52.7 %) et en Colombie qu'il était le plus bas (0.0 %). En Colombie, un salarié célibataire rémunéré au salaire moyen n'a acquitté aucun impôt sur le revenu des personnes physiques en 2023, cependant que ses cotisations d'assurance retraite, d'assurance maladie et d'assurance contre les risques liés à l'emploi sont considérées comme des paiements obligatoires non fiscaux (PONF)[3], et ne sont donc pas comptabilisées comme des impôts dans les modèles des *Impôts sur les salaires*. Le Tableau 1.1 indique que le coin fiscal moyen dans les pays de l'OCDE, exprimé en pourcentage des coûts de main-d'œuvre, s'établissait à 34.8 % en 2023.

Les variations du coin fiscal entre 2022 et 2023 pour un salarié célibataire sans enfant rémunéré au salaire moyen, exprimées en pourcentage des coûts de main-d'œuvre, sont indiquées à la colonne 2 du Tableau 1.1. Le coin fiscal moyen de cette catégorie de foyer dans les pays de l'OCDE a augmenté de 0.13 point de pourcentage en 2023, après une hausse de 0.1 point en 2022 par rapport à 2021. Entre

2022 et 2023, le coin fiscal s'est accru dans 23 pays de l'OCDE et a diminué dans treize autres, tandis qu'il est resté inchangé dans deux autres encore (le Chili et la Hongrie).

La Hongrie est le seul pays de l'OCDE où les seuils, taux et montants de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des CSS ou des transferts en espèces n'ont pas évolué, ce qui signifie que les variations du coin fiscal étaient imputables uniquement à une variation du salaire moyen. En Grèce, en Italie, au Japon et en Pologne, les règles relatives à l'impôt sur le revenu des personnes physiques n'ont pas été modifiées, tandis que d'autres composantes du coin fiscal ont été ajustées. De manière plus générale, les évolutions des politiques publiques intervenues en 2023 (qu'il s'agisse de réformes ou d'ajustements paramétriques) ont eu une incidence sur au moins une des composantes du coin fiscal dans la quasi-totalité des pays. Il est donc difficile d'attribuer les variations du coin fiscal moyen dans un pays donné à une évolution des politiques publiques ou des revenus moyens, d'autant que certains taux directeurs peuvent être automatiquement indexés à la suite de la croissance des salaires (OCDE, 2023[1]).

Les augmentations du coin fiscal ont oscillé entre 0.03 point en Suisse et 2.14 points en Australie. Dans six pays, la hausse a été supérieure à 0.5 point, tandis que seuls l'Australie et le Luxembourg ont enregistré une progression supérieure à 1 point. En Australie, elle s'explique par la suppression d'un crédit d'impôt (la réduction d'impôt pour les revenus faibles et intermédiaires, *Low and Middle Income Tax Offset* ou LMITO) et par le fait que les revenus nominaux se sont accrus tandis que les seuils de revenu du barème d'imposition sont restés les mêmes en termes nominaux. Au Luxembourg aussi, l'augmentation du coin fiscal s'explique par une hausse des revenus nominaux et un barème d'imposition inchangé. Les baisses observées dans les pays de l'OCDE en 2023 ont toutes été inférieures à -1 point, oscillant entre -0.01 point au Canada et -0.98 point au Mexique.

Dans la majorité des pays où le coin fiscal a augmenté, cette hausse s'explique par le relèvement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en pourcentage des coûts de main-d'œuvre (voir la colonne 3 du Tableau 1.1). Dans certains pays, comme l'Australie et le Luxembourg, évoqués ci-dessus, elle est le fait de la progression du salaire nominal moyen entre 2022 et 2023. La hausse du salaire moyen accroît l'impôt sur le revenu des personnes physiques en raison de la progressivité des systèmes d'imposition du revenu si les seuils d'imposition augmentent moins que le salaire moyen (OCDE, 2023[1]). Dans d'autres pays, l'augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes physiques s'explique principalement par le fait qu'une plus forte proportion des revenus est imposée alors que la valeur des abattements et crédits d'impôt diminue par rapport aux revenus.

En Corée, en Finlande et au Japon, l'augmentation du coin fiscal résulte pour l'essentiel de la hausse des CSS salariales ou patronales en pourcentage des coûts de main-d'œuvre. En Finlande, les CSS salariales et patronales ont augmenté en raison de la progression des cotisations salariales d'assurance maladie pour les soins médicaux (de 0.53 % à 0.60 %) et les indemnités journalières (de 1.18 % à 1.36 %) ainsi que du taux de cotisation patronale (de 21.12 % à 21.20 %). Au Japon, le taux de cotisation à l'assurance chômage a augmenté à la fois pour les salariés (de 0.3 % à 0.5 %) et les employeurs (de 0.6 % à 0.85 %) en 2023. En Corée, le taux de cotisation au régime national d'assurance maladie au salaire moyen est passé de 3.923836 % en 2022 à 3.9991145 % en 2023.

Dans huit des treize pays de l'OCDE qui ont enregistré une diminution du coin fiscal en pourcentage des coûts de main-d'œuvre, celle-ci résulte pour l'essentiel d'une baisse de l'impôt sur le revenu (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, Irlande, Islande, Mexique et Suède).

Elle était inférieure à 0.50 point en Allemagne (-0.49 point), en Islande (-0.39 point), au Royaume-Uni (-0.33 point), en Israël (-0.27 point), en Suède (-0.26 point), en Belgique (-0.24 point) en France (-0.17 point) et au Canada (-0.01 point). Les modifications apportées aux allégements fiscaux, aux crédits d'impôt ou aux barèmes d'imposition ont contribué à la baisse observée dans ces pays, à l'exception de la France, où elle est principalement due à une diminution des CSS patronales et salariales.

En Irlande, le relèvement des seuils de revenu figurant dans le barème d'imposition et l'élargissement des allégements fiscaux par rapport à 2022 ont contribué à une diminution du coin fiscal de -0.52 point. Aux États-Unis, les seuils de revenu figurant dans le barème d'imposition ont augmenté davantage que le salaire moyen, ce qui a entraîné une baisse du coin fiscal de -0.52 point. Au Costa Rica, la diminution du coin fiscal de -0.62 point résulte d'une réduction du taux de cotisation total des employeurs (de 26.50 % à 25.17 %). Aux Pays-Bas, la réduction du taux des deux premières tranches d'imposition et des CSS salariales a entraîné une baisse du coin fiscal de -0.68 point. Au Mexique, la modification du barème d'imposition et l'augmentation de l'abattement au titre des congés payés, porté de 25 % de six jours à 25 % de douze jours de salaire du salarié, ont entraîné une baisse du coin fiscal de 0.98 point.

Le Tableau 1.2 et le Graphique 1.1 renseignent sur les éléments constitutifs du coin fiscal en 2023, c'est-à-dire l'impôt sur le revenu des personnes physiques ainsi que les CSS salariales et patronales (y compris les taxes sur les salaires lorsqu'elles sont applicables), en pourcentage des coûts de main-d'œuvre pour un salarié moyen sans enfant. Les coûts de main-d'œuvre indiqués dans le Tableau 1.2 sont exprimés en dollars US à parité de pouvoir d'achat.

Le pourcentage des coûts de main-d'œuvre payés en impôt sur le revenu a varié considérablement dans les pays de l'OCDE en 2023. Les chiffres les plus bas s'observent en Colombie et au Costa Rica (0 % dans les deux cas) ainsi qu'au Chili (0.1 %), tandis que la Corée, la Grèce, le Japon, le Mexique, la Pologne, la République slovaque et la Tchéquie se situent également sous la barre des 10 %. C'est au Danemark qu'ils sont les plus élevés (35.8 %), l'Australie, la Belgique, l'Irlande, l'Islande et la Nouvelle-Zélande dépassant également la barre des 20 %. Le pourcentage des coûts de main d'œuvre payés en CSS salariales varie beaucoup également, de 0.0 % en Australie, en Colombie, au Danemark et en Nouvelle-Zélande, à 19.0 % en Slovénie et 19.2 % en Lituanie. Les employeurs en France paient 26.6 % des coûts de main-d'œuvre sous forme de CSS, soit le niveau le plus élevé parmi les pays de l'OCDE. Les chiffres correspondants dépassent également 20 % dans neuf autres pays — l'Autriche, la Belgique, le Costa Rica, l'Espagne, l'Estonie, la France, l'Italie, la République slovaque, la Suède et la Tchéquie.

En pourcentage des coûts de main-d'œuvre, le total des CSS salariales et patronales dépasse 20 % dans 23 pays de l'OCDE. Il représentait au moins un tiers des coûts de main-d'œuvre en Allemagne, en Autriche, en France et en Tchéquie.

## Tableau 1.1. Comparaison du coin fiscal total, 2023

En % des coûts de main d'œuvre

| Pays[1] | Coin fiscal total en 2023 (1) | Variation annuelle, 2023/23 (en points de pourcentage)[2] | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Coin fiscal (2) | Impôt sur le revenu (3) | CSS salariales (4) | CSS patronales[3] (5) |
| Belgique | 52.7 | -0.24 | -0.24 | 0.00 | 0.00 |
| Allemagne | 47.9 | -0.49 | -1.05 | 0.11 | 0.01 |
| Autriche | 47.2 | 0.29 | -0.27 | 0.03 | -0.18 |
| France | 46.8 | -0.17 | 0.02 | -0.08 | -0.11 |
| Italie | 45.1 | 0.05 | 2.36 | -2.32 | 0.00 |
| Finlande | 43.5 | 0.42 | 0.17 | 0.19 | 0.05 |
| Slovénie | 43.3 | 0.43 | 0.43 | 0.00 | 0.00 |
| Portugal | 42.3 | 0.14 | 0.14 | 0.00 | 0.00 |
| Suède | 42.1 | -0.26 | -0.26 | -0.01 | 0.00 |
| République slovaque | 41.6 | 0.10 | 0.10 | 0.00 | 0.00 |
| Luxembourg | 41.3 | 1.39 | 1.39 | 0.00 | 0.00 |
| Hongrie | 41.2 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Lettonie | 41.1 | 0.61 | 0.62 | 0.00 | 0.00 |
| Espagne | 40.2 | 0.62 | 0.27 | 0.06 | 0.30 |
| Tchéquie | 40.2 | 0.33 | 0.33 | 0.00 | 0.00 |
| Estonie | 39.4 | 0.23 | 0.23 | 0.00 | 0.00 |
| Lituanie | 38.9 | 0.54 | 0.54 | 0.00 | 0.00 |
| Grèce | 38.5 | 0.44 | 0.58 | -0.08 | -0.07 |
| Türkiye | 38.4 | 0.22 | 0.22 | 0.00 | 0.00 |
| Danemark | 36.4 | 0.06 | 0.03 | 0.00 | -0.02 |
| Norvège | 36.4 | 0.18 | 0.27 | -0.09 | 0.00 |
| Pays-Bas | 35.1 | -0.68 | -0.15 | -0.55 | 0.02 |
| Irlande | 35.1 | -0.52 | -0.52 | 0.00 | 0.00 |
| Pologne | 34.3 | 0.50 | 0.50 | 0.00 | -0.01 |
| Japon | 33.0 | 0.36 | 0.03 | 0.15 | 0.19 |
| Canada | 31.9 | -0.01 | -0.23 | 0.11 | 0.12 |
| Islande | 31.7 | -0.39 | -0.38 | 0.00 | 0.00 |
| Royaume-Uni | 31.3 | -0.33 | 0.39 | -0.41 | -0.32 |
| États-Unis | 29.9 | -0.52 | -0.51 | 0.00 | -0.02 |
| Australie | 29.2 | 2.14 | 1.53 | 0.00 | 0.62 |
| Costa Rica | 28.6 | -0.62 | 0.00 | 0.22 | -0.84 |
| Corée | 24.6 | 0.11 | -0.06 | 0.11 | 0.06 |
| Suisse | 23.5 | 0.03 | 0.03 | 0.00 | 0.00 |
| Israël | 23.2 | -0.27 | 0.05 | -0.22 | -0.10 |
| Nouvelle-Zélande | 21.1 | 0.92 | 0.92 | 0.00 | 0.00 |
| Mexique | 20.0 | -0.98 | -1.16 | -0.02 | 0.20 |
| Chili | 7.1 | 0.15 | 0.15 | 0.00 | 0.00 |
| Colombie | 0.0 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| **Moyenne OCDE** | **34.8** | **0.13** | **0.17** | **-0.07** | **0.00** |

Notes : les résultats du tableau concernant un célibataire sans enfant percevant un salaire égal à celui d'un salarié moyen.
1. Les pays sont classés par ordre décroissant du coin fiscal total.
2. À cause des arrondis, les variations du coin fiscal à la colonne (2) peuvent être différentes d'un centième de point de pourcentage de la somme des colonnes (3) à (5). Bien qu'elles ne figurent pas dans les colonnes (3) à (5), les prestations en espèces contribuent à cette différence en Autriche, au Danemark et en Allemagne. Ainsi, la baisse des prestations en espèces en pourcentage des coûts de main-d'œuvre a contribué en 2023 à une hausse du coin fiscal de 0.43 point en Allemagne, de 0.72 point en Autriche et de 0.06 point au Danemark.
3. Les taxes sur les salaires sont incluses si elles s'appliquent.
Sources : contributions des pays et (OCDE[2]) Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2023, numéro 2.

## Tableau 1.2. Impôt sur le revenu et cotisations de sécurité sociale salariales et patronales, 2023

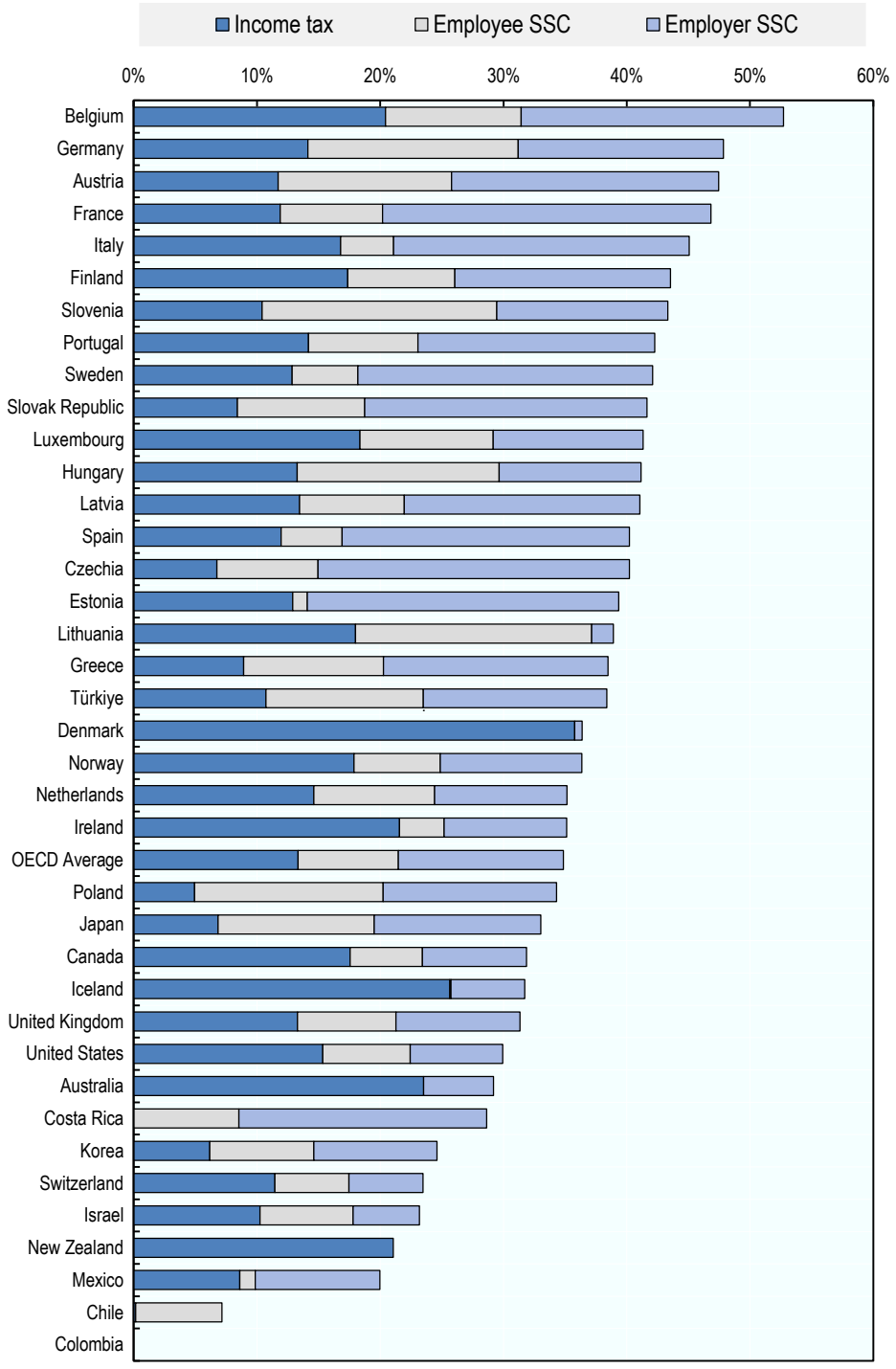
En % des coûts de main d'œuvre

| Pays[1] | Coin fiscal total[2] (1) | Impôt sur le revenu (2) | Cotisations de sécurité sociale | | Coûts de main-d'œuvre[4] (5) |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | salariales (3) | patronales[3] (4) | |
| Suisse | 23.5 | 11.4 | 6.0 | 6.0 | 106 452 |
| Belgique | 52.7 | 20.4 | 11.0 | 21.3 | 103 494 |
| Allemagne | 47.9 | 14.1 | 17.1 | 16.7 | 97 722 |
| Autriche | 47.2 | 11.7 | 14.1 | 21.7 | 97 182 |
| Luxembourg | 41.3 | 18.4 | 10.8 | 12.2 | 95 331 |
| Norvège | 36.4 | 17.9 | 7.0 | 11.5 | 93 654 |
| Pays-Bas | 35.1 | 14.6 | 9.8 | 10.7 | 87 599 |
| Irlande | 35.1 | 21.6 | 3.6 | 10.0 | 85 515 |
| France | 46.8 | 11.9 | 8.3 | 26.6 | 83 034 |
| Danemark | 36.4 | 35.8 | 0.0 | 0.6 | 82 890 |
| Islande | 31.7 | 25.6 | 0.1 | 6.0 | 81 460 |
| Canada | 31.9 | 17.6 | 5.8 | 8.4 | 79 844 |
| Finlande | 43.5 | 17.4 | 8.7 | 17.5 | 78 577 |
| Royaume-Uni | 31.3 | 13.3 | 8.0 | 10.1 | 76 883 |
| Suède | 42.1 | 12.9 | 5.3 | 23.9 | 75 218 |
| Australie | 29.2 | 23.5 | 0.0 | 5.7 | 74 379 |
| Corée | 24.6 | 6.2 | 8.5 | 10.0 | 74 208 |
| États-Unis | 29.9 | 15.3 | 7.1 | 7.5 | 72 731 |
| Italie | 45.1 | 16.8 | 4.3 | 24.0 | 69 388 |
| Espagne | 40.2 | 12.0 | 4.9 | 23.3 | 63 683 |
| Japon | 33.0 | 6.8 | 12.7 | 13.5 | 62 051 |
| Türkiye | 38.4 | 10.7 | 12.8 | 14.9 | 54 063 |
| Grèce | 38.5 | 8.9 | 11.3 | 18.2 | 53 612 |
| Slovénie | 43.3 | 10.4 | 19.0 | 13.9 | 52 785 |
| Israël | 23.2 | 10.2 | 7.6 | 5.4 | 52 035 |
| Nouvelle-Zélande | 21.1 | 21.1 | 0.0 | 0.0 | 51 149 |
| Tchéquie | 40.2 | 6.7 | 8.2 | 25.3 | 51 007 |
| Portugal | 42.3 | 14.2 | 8.9 | 19.2 | 50 796 |
| Pologne | 34.3 | 4.9 | 15.3 | 14.1 | 49 681 |
| Estonie | 39.4 | 12.9 | 1.2 | 25.3 | 48 237 |
| Lituanie | 38.9 | 18.0 | 19.2 | 1.8 | 46 950 |
| Hongrie | 41.2 | 13.3 | 16.4 | 11.5 | 45 105 |
| Lettonie | 41.1 | 13.5 | 8.5 | 19.1 | 43 318 |
| République slovaque | 41.6 | 8.4 | 10.3 | 22.9 | 38 744 |
| Costa Rica | 28.6 | 0.0 | 8.5 | 20.1 | 34 666 |
| Chili | 7.1 | 0.1 | 7.0 | 0.0 | 29 325 |
| Mexique | 20.0 | 8.6 | 1.2 | 10.1 | 18 743 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 16 615 |
| **Moyenne OCDE** | **34.8** | **13.3** | **8.1** | **13.4** | **65 214** |

Notes : les résultats du tableau concernant un célibataire sans enfant percevant un salaire égal à celui d'un salarié moyen.
1. Les pays sont classés par ordre décroissant des coûts de main d'œuvre.
2. À cause des arrondis, le total de la colonne (1) peut être différent d'un dixième de point de pourcentage de la somme des colonnes (2) à (4). En Autriche, les prestations en espèces font baisser le coin fiscal global de -0.24 point, bien qu'elles ne figurent pas dans les colonnes (2) à (4).
3. Les taxes sur les salaires sont incluses si elles s'appliquent.
4. Exprimés en dollars US à parité de pouvoir d'achat.
Sources : contributions des pays et (OCDE[2]) Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2023, numéro 2.

## Graphique 1.1. Impôt sur le revenu et cotisations de sécurité sociale salariales et patronales, 2023

En % des coûts de main-d'œuvre




Notes : les résultats du graphique concernant un célibataire sans enfant percevant un salaire égal à celui d'un salarié moyen. Les taxes sur les salaires sont incluses si elles s'appliquent.

StatLink https://stat.link/nhm7lz

### *Taux moyen d'imposition des personnes physiques*

Le taux moyen d'imposition des personnes physiques correspond à l'impôt sur le revenu plus les CSS salariales en pourcentage du salaire brut. Le Tableau 1.3 indique les taux moyens d'imposition en 2023 pour un salarié célibataire sans enfant rémunéré au salaire moyen. Les chiffres correspondant au salaire brut du salarié moyen sont exprimés en dollars US à parité de pouvoir d'achat. Le Graphique 1.2 donne une représentation graphique du taux moyen d'imposition des personnes physiques décomposé entre l'impôt sur le revenu et les CSS salariales.

Le Tableau 1.3 et le Graphique 1.2 indiquent qu'en moyenne, le taux moyen d'imposition des personnes physiques applicable à un célibataire rémunéré au salaire moyen dans les pays de l'OCDE était de 24.9 % en 2023. La Belgique affichait le taux le plus élevé, à 39.9 % du salaire brut, tandis que l'Allemagne, le Danemark et la Lituanie étaient les seuls autres pays où les taux dépassaient 35 %. C'est au Mexique (11.0 %), au Costa Rica (10.7 %), au Chili (7.1 %) et en Colombie (0.0 %) que les taux moyens d'imposition des personnes physiques étaient les plus bas. En Colombie, le taux moyen d'imposition moyen des personnes physiques était égal à zéro, ce qui s'explique par le fait que les célibataires rémunérés au salaire moyen n'ont pas payé d'impôt sur le revenu en 2023, comme évoqué plus haut[4].

Il est clair que l'incidence de l'impôt et des prestations sociales sur le revenu net disponible d'un salarié varie beaucoup d'un pays à l'autre de l'OCDE. Ces fortes variations dans le montant et la composition du coin fiscal dans les différents pays traduisent en partie les différences que l'on observe en ce qui concerne :

- Le rapport global entre le total des recettes fiscales et le produit intérieur brut ; et
- La part de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des CSS dans l'ensemble des prélèvements nationaux.

En 2023, la part de l'impôt sur le revenu dans le taux moyen d'imposition des personnes physiques était supérieure à celle des CSS salariales dans 23 des 38 pays membres de l'OCDE. Aucune CSS salariale n'est prélevée en Australie, en Colombie, au Danemark ni en Nouvelle-Zélande, et les taux applicables représentent au plus 4 % des revenus bruts en Estonie, en Irlande, en Islande et au Mexique. À l'inverse, dans cinq pays (Chili, Costa Rica, Japon, Pologne et Slovénie), un salarié célibataire rémunéré au salaire moyen payait nettement plus de CSS salariales que d'impôt sur le revenu des personnes physiques (plus de six points de pourcentage). Dans sept pays — Corée, Grèce, Israël, Lituanie, République slovaque, Tchéquie et Türkiye —, le montant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et celui des CSS salariales, en pourcentage des revenus bruts, sont très proches (les écarts sont inférieurs à 3 points de pourcentage).

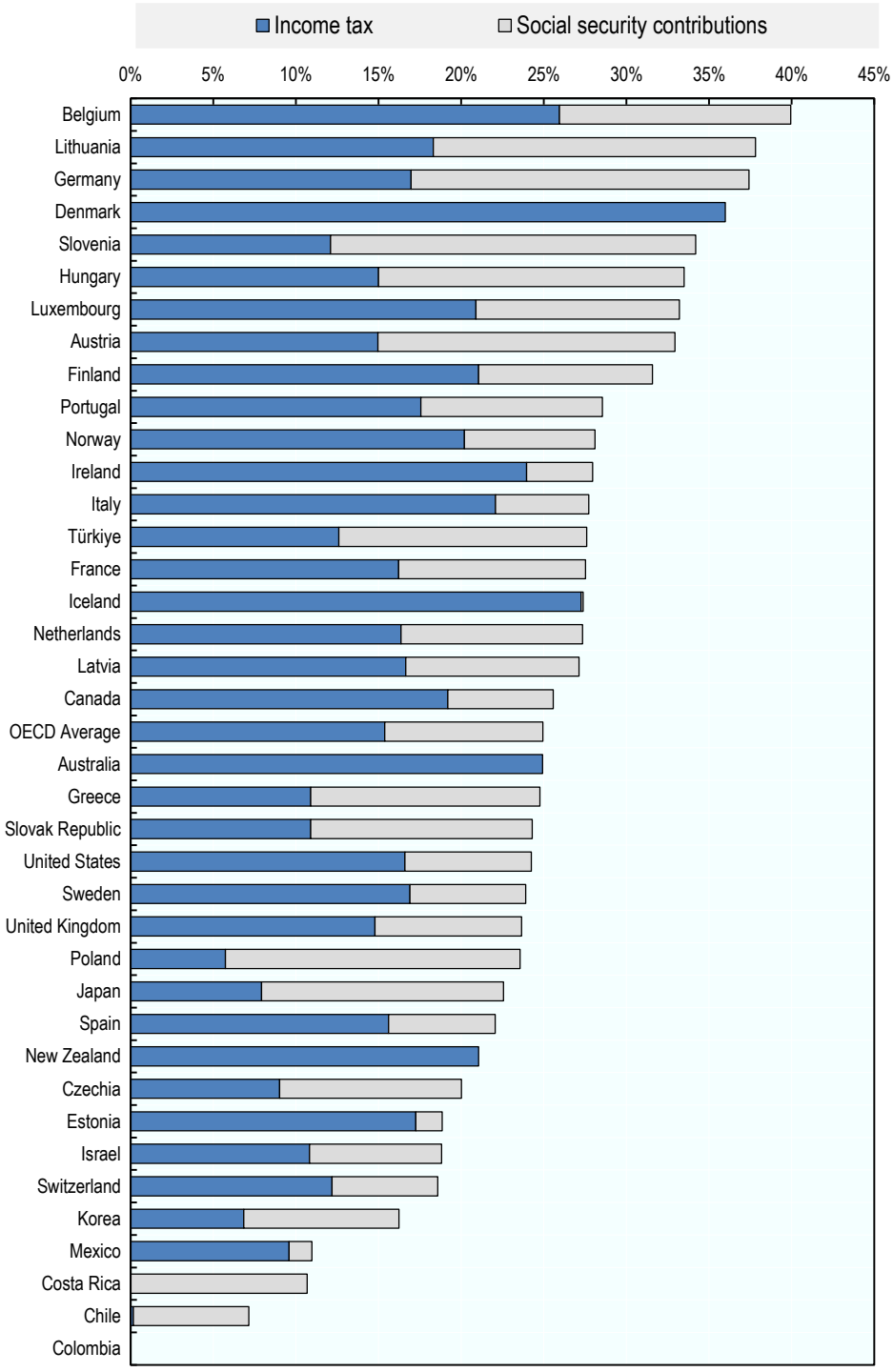
## Tableau 1.3. Impôt sur le revenu et cotisations salariales de sécurité sociale, 2023

En % du salaire brut

| Pays[1] | Prélèvement total[2] (1) | Impôt sur le revenu (2) | CSS salariales (3) | Salaire brut[3] (4) |
|---|---|---|---|---|
| Suisse | 18.6 | 12.2 | 6.4 | 100 048 |
| Luxembourg | 33.2 | 20.9 | 12.3 | 83 741 |
| Norvège | 28.1 | 20.2 | 7.9 | 82 880 |
| Danemark | 36.0 | 36.0 | 0.0 | 82 383 |
| Belgique | 39.9 | 26.0 | 14.0 | 81 461 |
| Allemagne | 37.4 | 17.0 | 20.5 | 81 439 |
| Pays-Bas | 27.3 | 16.4 | 11.0 | 78 201 |
| Irlande | 28.0 | 24.0 | 4.0 | 77 006 |
| Islande | 27.4 | 27.3 | 0.1 | 76 597 |
| Autriche | 32.9 | 15.0 | 18.0 | 76 127 |
| Canada | 25.6 | 19.2 | 6.4 | 73 102 |
| Australie | 24.9 | 24.9 | 0.0 | 70 154 |
| Royaume-Uni | 23.7 | 14.8 | 8.9 | 69 143 |
| États-Unis | 24.2 | 16.6 | 7.7 | 67 264 |
| Corée | 16.2 | 6.8 | 9.4 | 66 806 |
| Finlande | 31.6 | 21.1 | 10.5 | 64 833 |
| France | 27.5 | 16.2 | 11.3 | 60 922 |
| Suède | 23.9 | 16.9 | 7.0 | 57 235 |
| Japon | 22.6 | 7.9 | 14.7 | 53 673 |
| Italie | 27.7 | 22.1 | 5.6 | 52 734 |
| Nouvelle-Zélande | 21.1 | 21.1 | 0.0 | 51 149 |
| Israël | 18.8 | 10.8 | 8.0 | 49 235 |
| Espagne | 22.1 | 15.6 | 6.5 | 48 836 |
| Lituanie | 37.8 | 18.3 | 19.5 | 46 124 |
| Türkiye | 27.6 | 12.6 | 15.0 | 46 011 |
| Slovénie | 34.2 | 12.1 | 22.1 | 45 465 |
| Grèce | 24.8 | 10.9 | 13.9 | 43 840 |
| Pologne | 23.6 | 5.7 | 17.8 | 42 696 |
| Portugal | 28.6 | 17.6 | 11.0 | 41 048 |
| Hongrie | 33.5 | 15.0 | 18.5 | 39 916 |
| Tchéquie | 20.0 | 9.0 | 11.0 | 38 122 |
| Estonie | 18.9 | 17.3 | 1.6 | 36 052 |
| Lettonie | 27.1 | 16.6 | 10.5 | 35 043 |
| République slovaque | 24.3 | 10.9 | 13.4 | 29 872 |
| Chili | 7.1 | 0.1 | 7.0 | 29 325 |
| Costa Rica | 10.7 | 0.0 | 10.7 | 27 695 |
| Mexique | 11.0 | 9.6 | 1.4 | 16 845 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 16 615 |
| **Moyenne OCDE** | **24.9** | **15.4** | **9.6** | **56 306** |

Notes : les résultats du tableau concernant un célibataire sans enfant percevant un salaire égal à celui d'un salarié moyen.
1. Les pays sont classés par ordre décroissant des salaires bruts.
2. À cause des arrondis, le total peut être différent d'un dixième de point de pourcentage de la somme des colonnes de l'impôt sur le revenu et des cotisations de sécurité sociale.
3. Exprimés en dollars US à parité de pouvoir d'achat.
Sources : contributions des pays et (OCDE[2]) Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2023, numéro 2.

## Graphique 1.2. Pourcentages des salaires bruts payés en impôts sur le revenu et en cotisations salariales de sécurité sociale, 2023




Note : les pays sont classés par ordre décroissant des charges fiscales.
Les résultats du graphique concernant un célibataire percevant un salaire égal à celui d'un salarié moyen.

StatLink https://stat.link/qndzs2

## Comparaison de la situation d'un célibataire et d'un couple disposant d'un seul salaire

De nombreux pays de l'OCDE accordent des avantages fiscaux aux ménages ayant des enfants à charge au travers d'un traitement fiscal avantageux et/ou de prestations en espèces. Le Tableau 1.4 compare le coin fiscal, en pourcentage des coûts de main-d'œuvre pour un couple marié ayant deux enfants et disposant d'un seul salaire avec celui d'un célibataire sans enfant, ces deux catégories de foyer étant rémunérées au salaire moyen. Le coin fiscal pour le couple avec enfants est généralement inférieur à celui du célibataire sans enfant : le coin fiscal moyen dans la zone OCDE en pourcentage des coûts de main-d'œuvre pour un couple marié ayant deux enfants et disposant d'un seul salaire s'élevait à 25.7 % en 2023, contre 34.8 % pour un célibataire rémunéré au salaire moyen. Cet écart s'est accru de 0.04 point entre 2022 et 2023 en raison d'une augmentation du coin fiscal moyen pour les célibataires sans enfants[5].

Les économies d'impôt réalisées par un couple marié ayant deux enfants et disposant d'un seul salaire, par comparaison avec la situation d'un célibataire sans enfant, sont égales ou supérieures à 20 % des coûts de main-d'œuvre au Luxembourg et en République slovaque, et supérieures à 15 % en Belgique, en Pologne et en Tchéquie. Le coin fiscal pour un couple marié ayant deux enfants et disposant d'un seul salaire était le même que pour un célibataire rémunéré au salaire moyen au Costa Rica, au Mexique et en Türkiye.

Le coin fiscal d'un couple marié ayant deux enfants et disposant d'un seul salaire a augmenté en moyenne de 0.08 point de pourcentage et a progressé dans 20 pays entre 2022 et 2023 (voir la colonne 4). Dans 29 pays de l'OCDE, la variation est restée limitée (inférieure à un point de baisse ou de hausse). Les hausses ont dépassé un point de pourcentage dans sept pays : Australie, Autriche, Hongrie, Lettonie, Luxembourg, Nouvelle-Zélande et Pologne.

En Australie, l'augmentation de 2.22 point du coin fiscal pour un couple marié ayant deux enfants et disposant d'un seul salaire moyen résulte de la suppression du LMITO. En Autriche (2.33 points), l'allocation familiale supplémentaire de 180 EUR, le chèque énergie et la prime anti-inflation ont tous été supprimés en 2023, tandis que le montant moyen du « Klimabonus » a diminué. En Hongrie, le coin fiscal a augmenté de 1.38 point en 2023 en raison de la hausse des CSS et du fait que les montants de base de la déduction fiscale pour enfant à charge sont restés inchangés alors que les revenus des ménages ont progressé. En Lettonie (1.92 point), la hausse est due à la progressivité du barème d'imposition : les ménages ont payé plus d'impôts à mesure que le salaire moyen augmentait, tandis que les seuils de revenu sont restés inchangés.

Au Luxembourg, le coin fiscal moyen a augmenté de 1.83 point en raison de la progressivité du système fiscal et de l'augmentation des CSS salariales et patronales consécutive à la hausse du salaire moyen, tandis que les prestations en espèces pour enfant à charge sont restées inchangées. En Nouvelle-Zélande (+3.03 points), la hausse est due à la suppression des paiements pour faire face au coût de la vie instaurés en 2022 ainsi qu'à la baisse du montant du crédit d'impôt familial á ce niveau de revenu, puisque le seuil d'allégement n'a pas évolué en 2023 alors que le salaire moyen a augmenté de 7.7 %. En Pologne (2.84 points), le coin fiscal a augmenté en raison de la progressivité du barème d'imposition, les seuils de rémunération n'ayant pas évolué alors que le salaire moyen a sensiblement augmenté (de 12.7 % en termes nominaux) en 2023.

En ce qui concerne les couples mariés ayant deux enfants et disposant d'un seul salaire égal au salaire moyen, le coin fiscal a diminué d'un point ou plus dans deux pays : les Pays-Bas et la République slovaque. Aux Pays-Bas (-1.80 point), le coin fiscal a reculé en raison de la baisse des CSS salariés due à la diminution des taux des prestations de santé, à la hausse des prestations en espèces liées aux enfants et à l'augmentation des crédits d'impôt en 2023 par rapport à 2022. En République slovaque (-10.79 points), la baisse est due à une hausse temporaire du crédit d'impôt pour enfant à charge et d'une augmentation des prestations en espèces pour enfant à charge.

Une comparaison des variations du coin fiscal pour les couples mariés disposant d'un seul revenu et ayant deux enfants et des célibataires sans enfant rémunérés au salaire moyen entre 2022 et 2023 est présentée dans la colonne 6 du Tableau 1.4. Les avantages fiscaux accordés aux familles ont augmenté dans 14 des 38 pays de l'OCDE : Allemagne, Belgique, Canada, Chili, Colombie, Estonie, Irlande, Italie, Lituanie, Norvège, Pays-Bas, République slovaque, Royaume-Uni et Slovénie.

## Tableau 1.4. Comparaison du coin fiscal total pour les célibataires et les couples disposant d'un seul salaire, 2023

En % des coûts de main d'œuvre

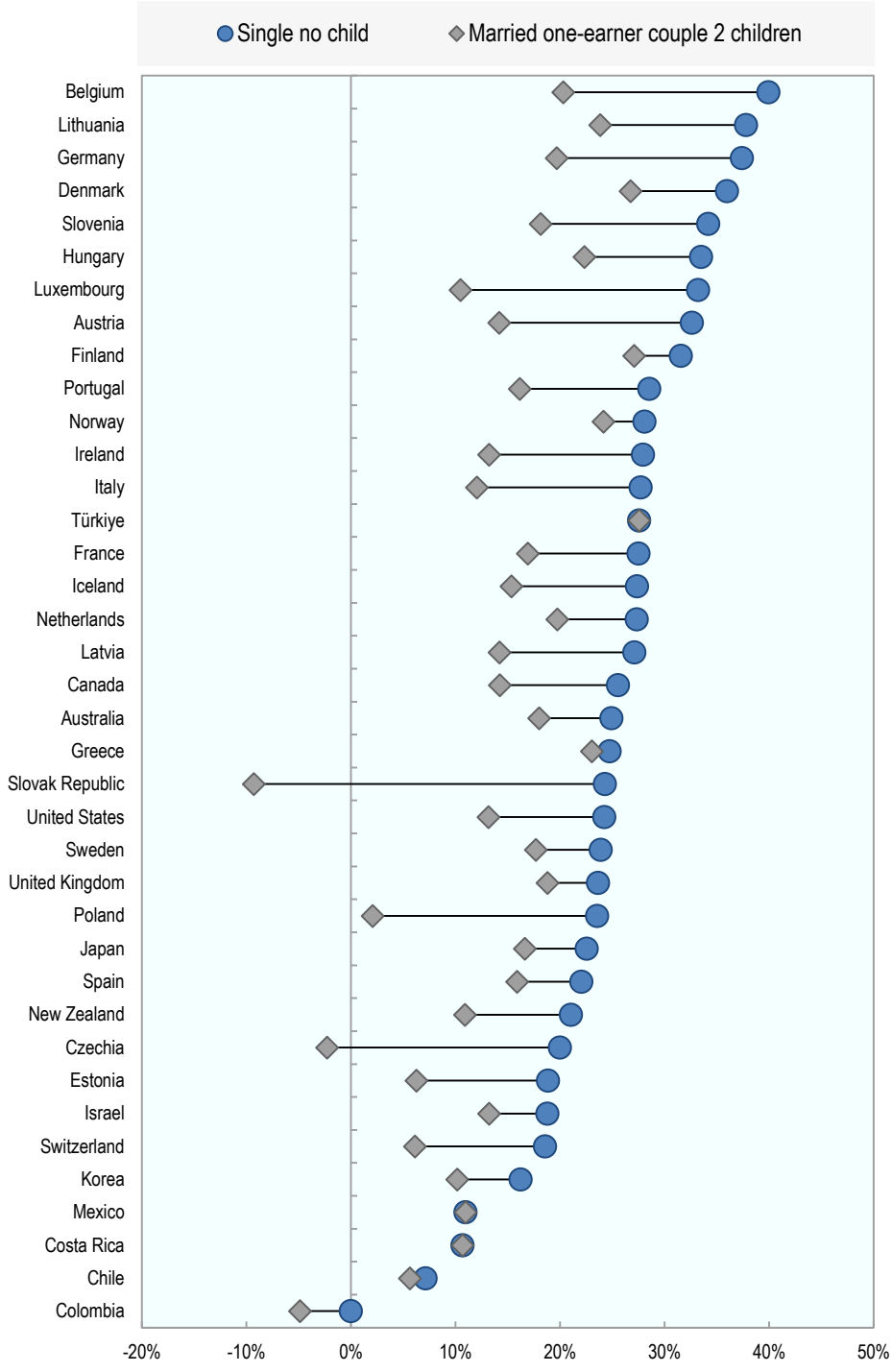
| Pays[1] | Coin fiscal total des familles[2] en 2023 (1) | Coin fiscal total des célibataires[3] en 2023 (2) | Dispositions préférentielles en faveur des familles (1)-(2) (3) | Variation annuelle, 2023/22 (en points de pourcentage) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Coin fiscal des familles (4) | Coin fiscal des célibataires (5) | Différence entre célibataires et familles (5)-(4) (6) |
| République slovaque | 15.7 | 41.6 | -25.9 | -10.79 | 0.10 | 10.89 |
| Luxembourg | 21.4 | 41.3 | -20.0 | 1.83 | 1.39 | -0.44 |
| Pologne | 15.8 | 34.3 | -18.5 | 2.84 | 0.50 | -2.34 |
| Tchéquie | 23.5 | 40.2 | -16.7 | 0.65 | 0.33 | -0.32 |
| Belgique | 37.3 | 52.7 | -15.4 | -0.32 | -0.24 | 0.08 |
| Allemagne | 33.1 | 47.9 | -14.8 | -0.68 | -0.49 | 0.19 |
| Autriche | 32.8 | 47.2 | -14.4 | 2.33 | 0.29 | -2.03 |
| Slovénie | 29.5 | 43.3 | -13.8 | 0.42 | 0.43 | 0.01 |
| Lituanie | 25.2 | 38.9 | -13.7 | 0.53 | 0.54 | 0.01 |
| Irlande | 21.8 | 35.1 | -13.3 | -0.54 | -0.52 | 0.02 |
| Italie | 33.2 | 45.1 | -11.9 | -0.27 | 0.05 | 0.32 |
| Suisse | 11.8 | 23.5 | -11.7 | 0.10 | 0.03 | -0.06 |
| Islande | 20.4 | 31.7 | -11.3 | 0.55 | -0.39 | -0.94 |
| Lettonie | 30.6 | 41.1 | -10.5 | 1.92 | 0.61 | -1.30 |
| Canada | 21.5 | 31.9 | -10.4 | -0.12 | -0.01 | 0.12 |
| États-Unis | 19.7 | 29.9 | -10.2 | -0.14 | -0.52 | -0.38 |
| Nouvelle-Zélande | 10.9 | 21.1 | -10.1 | 3.03 | 0.92 | -2.11 |
| Portugal | 32.3 | 42.3 | -10.0 | 0.32 | 0.14 | -0.18 |
| Hongrie | 31.3 | 41.2 | -9.9 | 1.38 | 0.00 | -1.38 |
| Estonie | 29.9 | 39.4 | -9.4 | -0.90 | 0.23 | 1.13 |
| Danemark | 27.2 | 36.4 | -9.2 | 0.23 | 0.06 | -0.17 |
| France | 39.1 | 46.8 | -7.8 | -0.16 | -0.17 | -0.01 |
| Pays-Bas | 28.3 | 35.1 | -6.8 | -1.80 | -0.68 | 1.11 |
| Australie | 22.7 | 29.2 | -6.5 | 2.22 | 2.14 | -0.08 |
| Corée | 19.1 | 24.6 | -5.5 | 0.37 | 0.11 | -0.26 |
| Israël | 17.9 | 23.2 | -5.3 | -0.25 | -0.27 | -0.02 |
| Japon | 27.9 | 33.0 | -5.1 | 0.46 | 0.36 | -0.10 |
| Colombie | -4.9 | 0.0 | -4.9 | -0.56 | 0.00 | 0.56 |
| Suède | 37.4 | 42.1 | -4.7 | -0.09 | -0.26 | -0.17 |
| Espagne | 35.5 | 40.2 | -4.7 | 0.88 | 0.62 | -0.26 |
| Royaume-Uni | 27.0 | 31.3 | -4.4 | -0.42 | -0.33 | 0.08 |
| Finlande | 39.8 | 43.5 | -3.7 | 0.93 | 0.42 | -0.51 |
| Norvège | 32.9 | 36.4 | -3.5 | -0.05 | 0.18 | 0.23 |
| Chili | 5.7 | 7.1 | -1.5 | -0.01 | 0.15 | 0.16 |
| Grèce | 37.1 | 38.5 | -1.4 | 0.73 | 0.44 | -0.29 |
| Türkiye | 38.4 | 38.4 | 0.0 | 0.22 | 0.22 | 0.00 |
| Mexique | 20.0 | 20.0 | 0.0 | -0.98 | -0.98 | 0.00 |
| Costa Rica | 28.6 | 28.6 | 0.0 | -0.62 | -0.62 | 0.00 |
| **Moyenne OCDE** | **25.7** | **34.8** | **-9.1** | **0.08** | **0.13** | **0.04** |

1. Les pays sont classés par ordre décroissant du coin fiscal de la famille.
2. Couple marié ayant deux enfants et disposant d'un seul salaire égal au salaire moyen.
3. Célibataire sans enfant ayant un salaire égal à celui d'un salarié moyen.

Sources : contributions des pays et (OCDE[2]) Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2023, numéro 2.

## Graphique 1.3. Impôt sur le revenu et cotisations de sécurité sociale des salariés diminués des prestations en espèces, 2023

En % du salaire brut, par catégorie de foyer




Note : les pays sont classés par ordre décroissant des charges fiscales d'un célibataire sans enfant.
Le type de foyer « Célibataire sans enfant » correspond à un niveau de salaire égal à 100 % du salaire moyen, et le type de foyer « Couple marié avec 2 enfants disposant d'un seul salaire » à un niveau de salaire agrégé de 100 %-0 % du salaire moyen.

StatLink https://stat.link/0mt8dq

Le Graphique 1.3 compare le taux moyen net d'imposition du revenu des personnes physiques pour un travailleur célibataire rémunéré au salaire moyen avec celui d'un couple marié ayant deux enfants et disposant d'un seul revenu, au même niveau de revenu. En raison des allégements d'impôt et des prestations en espèces en faveur des familles avec enfants, le revenu disponible d'un couple marié disposant d'un seul revenu dépassait le revenu d'un célibataire de plus de 20 % en République slovaque (33.6 %), au Luxembourg (22.7 %), en Tchéquie (22.3 %) et en Pologne (21.5 %), et de plus de 15 % en Belgique (19 %) 6 %), Autriche (18.4 %), Allemagne (17.7 %), Slovénie (16.0 %) et Italie (15.7 %). Le revenu disponible d'un couple marié disposant d'un seul salaire dépassait de moins de 10 % la rémunération d'un célibataire dans 14 pays : Danemark (9.2 %), Pays-Bas (7.6 %), Australie (6.9 %), Suède (6.2 %), Espagne (6.2 %), Corée (6.1 %), Japon (5.9 %), Israël (5.6 %), Colombie (5.6 %) 4.9 %), le Royaume-Uni (4.9 %), la Finlande (4.5 %), la Norvège (3.9 %), la Grèce (1.7 %) et le Chili (1.5 %). Le montant du revenu disponible ne présentait aucune différence pour les deux catégories de foyer au Costa Rica, au Mexique et en Türkiye, les taux moyens nets d'imposition du revenu des personnes physiques applicables étant identiques dans chaque pays.

## Imposition des couples disposant de deux salaires

Les sections précédentes portaient sur deux ménages ayant des niveaux de revenu comparables : un célibataire percevant un salaire égal à 100 % du salaire moyen, et un couple marié avec deux enfants, disposant d'un seul salaire égal à 100 % du salaire moyen. Cette section élargit l'analyse et examine le coin fiscal et le taux moyen d'imposition des personnes physiques pour une troisième catégorie de foyer : un couple marié ayant deux enfants et disposant de deux salaires, l'un égal à 100 % et l'autre à 67 % du salaire moyen.

### *Le coin fiscal*

Pour cette catégorie de foyer, le coin fiscal moyen dans les pays de l'OCDE en pourcentage des coûts de main-d'œuvre s'établissait à 29.5 % en 2023 (Graphique 1.4 et

Tableau 1.5). La Belgique affichait un coin fiscal de 45.1 %, le plus élevé parmi les pays de l'OCDE pour ce type de foyer. Les autres pays où le coin fiscal dépassait 40 % étaient l'Allemagne et la France (40.7 % et 40.6 % respectivement). Le coin fiscal le plus faible pour cette catégorie de foyer était observé en Colombie (-5.8 %). Dans ce pays, le coin fiscal était négatif du fait qu'un foyer appartenant à cette catégorie ne payait pas d'impôt sur le revenu à ce niveau de revenu (même s'il payait des cotisations qui ne sont pas considérées comme des impôts), et percevait des prestations en espèces versées en complément des salaires. Les autres pays où le coin fiscal pour cette catégorie de foyer était inférieur à 20 % étaient le Mexique (19.6 %), la Nouvelle-Zélande (19.1 %), la Suisse (17.8 %), Israël (14.9 %) et le Chili (5.1 %).

Le Graphique 1.4 illustre le coin fiscal moyen et ses éléments constitutifs, en pourcentage des coûts de main-d'œuvre, pour un couple marié disposant de deux salaires en 2023. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, l'impôt sur le revenu représentait 10.5 % des coûts de main-d'œuvre, et la somme des CSS salariales et patronales 21.4 % de ces coûts. Le coin fiscal est exprimé après déduction des prestations en espèces, qui représentaient 2.3 % des coûts de main-d'œuvre en 2023. Les prestations en espèces reprises dans les modèles des *Impôts sur les salaires* sont celles versées de manière universelle aux travailleurs ayant des enfants à charge âgés de six à onze ans inclus. Les prestations liées à l'exercice d'un emploi qui sont versées aux travailleurs indépendamment de leur situation de famille sont également prises en compte dans les calculs.

Le coin fiscal moyen dans la zone OCDE pour un couple marié disposant de deux salaires a augmenté de 0.06 point en 2023 par rapport à l'année précédente, comme l'indique le

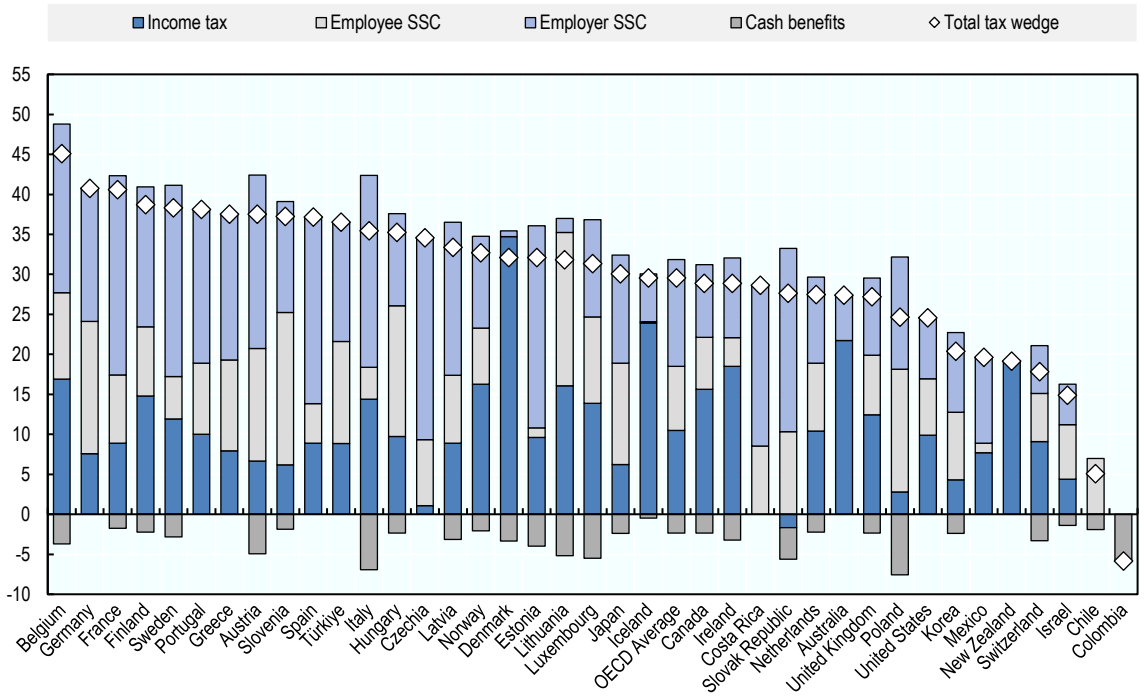
Tableau 1.5 (colonne 2). Pour ce type de foyer, le coin fiscal a progressé dans 21 pays de l'OCDE et diminué dans 17 pays. Cette hausse a été supérieure à un point dans sept pays : Nouvelle-Zélande (1.19 point), Autriche (1.23 point), Lettonie (1.33 point), Slovénie (1.48 point), Pologne (1.72 point), Luxembourg (2.11 points) et Australie (2.61 points). En Nouvelle-Zélande, le coin fiscal a augmenté en raison de la suppression des paiements pour faire face au coût de la vie mis en place en 2022. En Autriche, la hausse s'explique par la suppression en 2023 de l'allocation familiale supplémentaire, du chèque énergie et de la prime anti-inflation, ainsi que par une baisse du montant moyen du « Klimabonus » perçus par les salariés. En Lettonie, la hausse est due à une augmentation des CSS salariales et à la progressivité du barème d'imposition (le salaire moyen a augmenté tandis que les seuils de revenu sont restés inchangés). En Slovénie, le coin fiscal a augmenté principalement en raison d'une diminution des prestations en espèces perçues par les ménages touchant ce niveau de revenu, le salaire moyen ayant augmenté au-delà du seuil de ressources en termes nominaux. En Pologne, le coin fiscal a progressé en raison de la hausse des CSS et de l'impôt dû, le salaire moyen ayant augmenté en 2023 alors que la valeur des seuils d'imposition, des crédits d'impôt et des transferts en espèces n'a pas évolué. Au Luxembourg, le coin fiscal moyen a augmenté, comme indiqué précédemment, en raison de la progressivité du système fiscal et de l'augmentation des CSS salariales et patronales consécutive à la hausse du salaire moyen. En Australie, l'augmentation résulte de la suppression du LMITO, comme indiqué plus haut.

Dans les pays où le coin fiscal a augmenté pour les couples mariés avec enfants disposant de deux salaires en 2023, c'est la hausse de l'impôt sur le revenu, en pourcentage des coûts de main-d'œuvre, qui explique pour l'essentiel celle du coin fiscal dans dix d'entre eux : Australie, Grèce, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Portugal, Tchéquie et Türkiye. Parallèlement, l'augmentation des CSS a été le principal facteur à l'origine de la hausse du coin fiscal pour cette catégorie de foyer dans trois pays : la Corée, l'Espagne et le Japon. En Autriche, au Danemark, en Finlande, en Islande, en Pologne, en Slovénie, en Suède et en Suisse, la hausse du coin fiscal s'explique principalement par la suppression des prestations en espèces ou la diminution de leurs montants.

Dans la plupart des pays ayant enregistré un recul du coin fiscal pour les familles avec enfants entre 2022 et 2023, ce repli résultait de modifications du système d'imposition des revenus et des CSS, tout comme pour les travailleurs célibataires, ainsi que d'une hausse des prestations en espèces ou de l'adoption de mesures fiscales pour enfant à charge. Des baisses de plus d'un point de pourcentage ont été observées dans quatre pays : les Pays-Bas (-1.01 point), le Chili (-1.02 point), l'Estonie (-1.18 point) et la République slovaque (-6.46 points). Comme on l'a vu dans les sections précédentes, la diminution du coin fiscal résulte d'une réduction des CSS salariales aux Pays-Bas, d'un élargissement des prestations en espèces au Chili et en Estonie, et d'une augmentation temporaire du crédit d'impôt pour enfant à charge en République slovaque.

## Graphique 1.4. Impôt sur le revenu et cotisations salariales et patronales de sécurité sociale diminués des prestations en espèces, 2023

Couples disposant de deux salaires et ayant deux enfants, en % des coûts de main-d'œuvre




Note : couple marié ayant deux enfants et disposant de deux salaires égaux à 100 % et 67 % du salaire moyen.
Les taxes sur les salaires sont incluses si elles s'appliquent.

StatLink https://stat.link/y2tq6p

## Tableau 1.5. Comparaison du coin fiscal total de couples disposant de deux salaires et ayant des enfants, 2023

En % des coûts de main d'œuvre

| Pays[1] | Coin fiscal total en 2023 (1) | Variation annuelle, 2023/22 (en points de pourcentage)[2] | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Coin fiscal (2) | Impôt sur le revenu (3) | CSS salariales (4) | CSS patronales[3] (5) | Prestations en espèces (6) |
| Belgique | 45.1 | -0.24 | -0.29 | -0.04 | 0.02 | -0.07 |
| Allemagne | 40.7 | -0.77 | -1.14 | -0.13 | -0.02 | -0.52 |
| France | 40.6 | -0.18 | 0.02 | -0.04 | -0.17 | -0.01 |
| Finlande | 38.7 | 0.68 | 0.09 | 0.22 | 0.05 | -0.31 |
| Suède | 38.3 | 0.03 | -0.07 | -0.01 | 0.00 | -0.10 |
| Portugal | 38.1 | 0.29 | 0.29 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Grèce | 37.5 | 0.59 | 0.74 | -0.08 | -0.07 | 0.00 |
| Autriche | 37.5 | 1.23 | -0.02 | 0.03 | -0.18 | -1.40 |
| Slovénie | 37.2 | 1.48 | 0.43 | 0.00 | 0.00 | -1.04 |
| Espagne | 37.1 | 0.40 | 0.04 | 0.06 | 0.30 | 0.00 |
| Türkiye | 36.5 | 0.26 | 0.26 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Italie | 35.4 | -0.58 | 2.27 | -2.62 | 0.00 | 0.23 |
| Hongrie | 35.2 | 0.83 | 0.50 | 0.00 | 0.00 | -0.33 |
| Tchéquie | 34.6 | 0.65 | 0.65 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Lettonie | 33.4 | 1.33 | 0.94 | 0.00 | 0.00 | -0.39 |
| Norvège | 32.7 | -0.16 | 0.07 | -0.09 | 0.00 | 0.14 |
| Danemark | 32.1 | 0.13 | 0.05 | 0.00 | -0.03 | -0.12 |
| Estonie | 32.1 | -1.18 | -0.39 | 0.00 | 0.00 | 0.79 |
| Lituanie | 31.8 | 0.30 | 0.31 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Luxembourg | 31.3 | 2.11 | 1.76 | 0.00 | 0.00 | -0.35 |
| Japon | 30.0 | 0.39 | 0.01 | 0.15 | 0.19 | -0.04 |
| Islande | 29.6 | 0.10 | -0.46 | 0.00 | 0.00 | -0.56 |
| Canada | 28.8 | -0.03 | -0.28 | 0.15 | 0.16 | 0.06 |
| Irlande | 28.8 | -0.09 | -0.04 | 0.00 | 0.00 | 0.05 |
| Costa Rica | 28.6 | -0.62 | 0.00 | 0.22 | -0.84 | 0.00 |
| République slovaque | 27.6 | -6.46 | -4.98 | 0.00 | 0.00 | 1.48 |
| Pays-Bas | 27.4 | -1.01 | -0.14 | -0.76 | 0.03 | 0.13 |
| Australie | 27.4 | 2.61 | 2.00 | 0.00 | 0.62 | 0.00 |
| Royaume-Uni | 27.2 | -0.25 | 0.45 | -0.37 | -0.27 | 0.07 |
| Pologne | 24.6 | 1.72 | 0.77 | 0.00 | -0.01 | -0.96 |
| États-Unis | 24.6 | -0.16 | -0.15 | 0.00 | -0.02 | 0.00 |
| Corée | 20.4 | 0.23 | -0.05 | 0.11 | 0.06 | -0.11 |
| Mexique | 19.6 | -0.66 | -0.88 | -0.02 | 0.24 | 0.00 |
| Nouvelle-Zélande | 19.1 | 1.19 | 0.90 | 0.00 | 0.00 | -0.30 |
| Suisse | 17.8 | 0.04 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | -0.03 |
| Israël | 14.9 | -0.34 | 0.04 | -0.26 | -0.12 | -0.01 |
| Chili | 5.1 | -1.02 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 1.02 |
| Colombie | -5.8 | -0.67 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.67 |
| **Moyenne OCDE** | **29.5** | **0.06** | **0.10** | **-0.09** | **0.00** | **-0.05** |

Note : les résultats du tableau concernent un couple marié ayant deux enfants et disposant de deux salaires égaux à 100 % et 67 % du salaire moyen.

1. Les pays sont classés par ordre décroissant du coin fiscal total.
2. À cause des arrondis, les variations du coin fiscal colonne (2) peuvent être différentes d'un centième de point de pourcentage de la somme des colonnes (3) à (6).
3. Les taxes sur les salaires sont incluses si elles s'appliquent.

Sources : contributions des pays et (OCDE[2]) Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2023, numéro 2.

## Tableau 1.6. Impôt sur le revenu et cotisations salariales de sécurité sociale diminués des prestations en espèces, 2023

Couples disposant de deux salaires et ayant deux enfants, en % du salaire brut

| Pays[1] | Prélèvement total[2] (1) | Impôt sur le revenu (2) | CSS salariales (3) | Prestations en espèces (4) | Salaire brut[3] (5) |
|---|---|---|---|---|---|
| Suisse | 12.5 | 9.7 | 6.4 | 3.5 | 167 081 |
| Luxembourg | 21.8 | 15.8 | 12.3 | 6.3 | 139 847 |
| Norvège | 23.9 | 18.4 | 7.9 | 2.4 | 138 409 |
| Danemark | 31.6 | 35.0 | 0.0 | 3.4 | 137 580 |
| Belgique | 30.4 | 21.4 | 13.7 | 4.7 | 136 040 |
| Allemagne | 28.9 | 9.1 | 19.8 | 0.0 | 136 004 |
| Pays-Bas | 18.7 | 11.7 | 9.5 | 2.5 | 130 595 |
| Irlande | 21.0 | 20.5 | 4.0 | 3.6 | 128 600 |
| Islande | 25.1 | 25.4 | 0.1 | 0.5 | 127 916 |
| Autriche | 20.2 | 8.5 | 18.0 | 6.3 | 127 131 |
| Canada | 21.7 | 17.2 | 7.1 | 2.6 | 122 080 |
| Australie | 23.0 | 23.0 | 0.0 | 0.0 | 117 157 |
| Royaume-Uni | 19.4 | 13.8 | 8.3 | 2.6 | 115 470 |
| États-Unis | 18.4 | 10.7 | 7.7 | 0.0 | 112 331 |
| Corée | 11.5 | 4.8 | 9.4 | 2.6 | 111 567 |
| Finlande | 25.7 | 17.9 | 10.5 | 2.7 | 108 271 |
| France | 20.8 | 11.9 | 11.3 | 2.3 | 101 739 |
| Suède | 18.9 | 15.6 | 7.0 | 3.7 | 95 583 |
| Japon | 19.1 | 7.2 | 14.7 | 2.7 | 89 634 |
| Italie | 15.1 | 18.9 | 5.2 | 9.1 | 88 066 |
| Nouvelle-Zélande | 19.1 | 19.1 | 0.0 | 0.0 | 85 419 |
| Israël | 10.3 | 4.6 | 7.2 | 1.5 | 82 222 |
| Espagne | 18.0 | 11.6 | 6.5 | 0.0 | 81 557 |
| Grèce | 23.6 | 9.7 | 13.9 | 0.0 | 80 534 |
| Lituanie | 30.6 | 16.4 | 19.5 | 5.3 | 77 027 |
| Türkiye | 25.4 | 10.4 | 15.0 | 0.0 | 76 839 |
| Slovénie | 27.1 | 7.2 | 22.1 | 2.2 | 75 927 |
| Pologne | 12.3 | 3.3 | 17.8 | 8.8 | 71 302 |
| Portugal | 23.4 | 12.4 | 11.0 | 0.0 | 68 549 |
| Hongrie | 26.8 | 11.0 | 18.5 | 2.7 | 66 660 |
| Tchéquie | 12.5 | 1.5 | 11.0 | 0.0 | 63 664 |
| Estonie | 9.2 | 12.9 | 1.6 | 5.3 | 60 206 |
| Lettonie | 17.6 | 11.0 | 10.5 | 3.9 | 58 522 |
| République slovaque | 6.1 | -2.2 | 13.4 | 5.1 | 49 886 |
| Chili | 5.1 | 0.0 | 7.0 | 1.9 | 48 972 |
| Costa Rica | 10.7 | 0.0 | 10.7 | 0.0 | 46 251 |
| Mexique | 10.0 | 8.6 | 1.3 | 0.0 | 28 131 |
| Colombie | -5.8 | 0.0 | 0.0 | 5.8 | 27 747 |
| **Moyenne OCDE** | **18.7** | **11.9** | **9.5** | **2.7** | **94 224** |

Note : les résultats du tableau concernent un couple marié ayant deux enfants et disposant de deux salaires égaux à 100 % et 67 % du salaire moyen.

1. Les pays sont classés par ordre décroissant des salaires bruts.
2. À cause des arrondis, le total peut être différent d'un dixième de point de pourcentage de la somme des colonnes de l'impôt sur le revenu, des cotisations de sécurité sociale et des prestations en espèces.
3. Exprimés en dollars US à parité de pouvoir d'achat.

Sources : contributions des pays et (OCDE[2]) Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2023, numéro 2.

### *Taux moyen d'imposition des personnes physiques*

En 2023, le taux moyen net d'imposition des personnes physiques s'élevait en moyenne à 18.7 % du salaire brut pour un couple marié ayant deux enfants et disposant de deux salaires, dont l'un des conjoints perçoit le salaire moyen et l'autre 67 % du salaire moyen. Le Tableau 1.6 montre les taux moyens nets d'imposition des personnes physiques dans chaque pays de l'OCDE et leurs éléments constitutifs, en pourcentage des salaires bruts. Les chiffres correspondant au salaire brut du ménage qui figurent dans la colonne 5 sont exprimés en dollars US à parité de pouvoir d'achat. À la différence des résultats figurant dans le Tableau 1.3, dans le Tableau 1.6, les prestations en espèces sont prises en compte et atténuent l'incidence de l'impôt sur le revenu et des CSS salariales (colonne 2 plus colonne 3 moins colonne 4).

Le taux moyen net d'imposition des personnes physiques affichait de grandes disparités entre pays de l'OCDE en 2023, allant de -5.8 % en Colombie à 31.6 % au Danemark pour un couple marié disposant de deux salaires. En Colombie, le taux moyen net d'imposition des personnes physiques était négatif du fait qu'un foyer appartenant à cette catégorie ne payait pas d'impôt sur le revenu à ce niveau de revenu, que les cotisations qu'il payait ne sont pas considérées comme des impôts[6], et qu'il percevait des prestations en espèces versées en complément des salaires. Le revenu disponible du ménage après impôt représentait 105.8 % du salaire brut du couple en Colombie, contre 68.4 % au Danemark. Le taux moyen net d'imposition des personnes physiques était égal ou inférieur à 10 % au Mexique (10.0 %), en Estonie (9.2 %), en République slovaque (6.1 %) et au Chili (5.1 %).

Les indicateurs utilisés dans la publication *Les impôts sur les salaires* mettent l'accent sur la structure de l'imposition des revenus du travail. Pour évaluer l'impact global du secteur public sur le bien-être des citoyens, d'autres facteurs comme les impôts indirects (la TVA, par exemple) doivent aussi être pris en compte, tout comme l'imposition d'autres formes de revenu (revenu du capital, par exemple) (Hourani et al., 2023[3]). En outre, les paiements obligatoires non fiscaux qui grèvent le revenu disponible des ménages ne sont pas intégrés dans les calculs présentés dans cette publication, mais l'étude en ligne contient une analyse plus poussée de ces paiements : https://www.oecd.org/tax/tax-policy/tax-database/non-tax-compulsory-payments.pdf.

## Salaires

Si le salaire moyen a augmenté dans 37 pays de l'OCDE entre 2022 et 2023 en valeur nominale, il a diminué en valeur réelle dans 18 des 38 pays. Parallèlement, le revenu après impôt d'un travailleur célibataire percevant le salaire moyen a régressé, en termes réels, dans 21 pays au cours de la même période. Il s'agit de la deuxième année consécutive où le revenu réel après impôt d'un célibataire a diminué dans une majorité de pays de l'OCDE : 33 pays étaient concernés en 2022, les salaires ayant diminué en termes réels dans tous les pays sauf quatre par rapport à l'année précédente.

Le Tableau 1.7 indique le salaire brut en monnaie nationale du salarié moyen dans chaque pays membre de l'OCDE pour les années 2022 et 2023. Les chiffres pour 2023 sont estimés par le Secrétariat de l'OCDE en appliquant la variation de la rémunération par salarié dans l'ensemble de l'économie telle qu'elle est présentée dans la base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE* (volume 2023, numéro 2 (OCDE, 2023[2])) aux valeurs finales du salaire moyen des années précédentes communiquées par les pays membres de l'OCDE. On trouvera davantage d'informations sur les valeurs relatives au salaire moyen et la méthodologie utilisée pour les estimations en Annexe de cette étude.

En 2023, la variation annuelle des salaires bruts en valeur nominale, comme indiqué dans la colonne 3, s'échelonnait entre 0 % au Costa Rica et 111.8 % en Türkiye. Dans une large mesure, les variations des niveaux de salaire nominal dans les pays de l'OCDE traduisent les différences en matière de taux d'inflation (voir la colonne 4 du Tableau 1.7). La variation annuelle des niveaux de salaires réels (avant impôt sur le revenu des personnes physiques et CSS salariales) se situait dans un intervalle compris entre

-2 % et +2 % dans 24 pays (voir la colonne 5 du Tableau 1.7). Sept pays ont enregistré des baisses en dehors de cette fourchette : l'Estonie (-2.2 %), l'Islande (-2.5 %), la Tchéquie (-3.0 %), la Hongrie (-3.0 %), le Mexique (-4.5 %), la Suède (-4.6 %) et la Colombie (-10.5 %).

Dans 21 pays de l'OCDE, un célibataire sans enfant rémunéré au salaire moyen a vu son revenu réel après impôt diminuer entre 2022 et 2023, soit parce que le taux moyen d'imposition des personnes physiques (colonne 6) a diminué moins rapidement que le salaire réel avant impôt (colonne 5), soit parce que le taux moyen d'imposition des personnes physiques a augmenté ou est resté inchangé alors que le salaire réel avant impôt a diminué, soit parce que le taux moyen d'imposition des personnes physiques a augmenté plus vite que le salaire réel avant impôt.

En revanche, en 2023, un célibataire sans enfant percevait, en moyenne, un revenu réel après impôt plus élevé en Allemagne, en Belgique, au Canada, au Chili, en Corée, au Costa Rica, au Danemark, aux États-Unis, en Irlande, en Israël, en Lituanie, au Mexique, aux Pays-Bas, au Portugal, au Royaume-Uni, en Slovénie et en Türkiye.

- En Allemagne, au Canada, aux États-Unis, en Irlande et au Mexique, la diminution du salaire réel avant impôt est inférieure à celle du taux moyen d'imposition des personnes physiques,
- tandis qu'en Belgique, en Israël, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, le taux moyen d'imposition des personnes physiques a diminué alors que le salaire réel avant impôt a augmenté.
- Au Chili, en Corée, au Costa Rica, au Danemark, en Lituanie, au Portugal, en Slovénie et en Türkiye, le taux moyen d'imposition des personnes physiques a moins progressé que le salaire réel avant impôt.

Lorsque l'on compare les niveaux de salaires, il est important de souligner que la définition du salaire moyen peut varier d'un pays à l'autre en raison de limitations tenant aux données disponibles. Par exemple, certains pays n'incluent pas les salaires perçus par les dirigeants et les superviseurs ou n'excluent pas les salaires perçus par les travailleurs à temps partiel (voir le Tableau A.4 en Annexe).

Le Tableau 1.8 donne davantage de précisions sur la question de savoir si les salaires moyens pour les années 2000 à 2023 sont basés sur les secteurs C à K inclus, conformément à la classification internationale type par industrie de toutes les branches d'activité économique, Révision 3 (CITI Rév. 3), ou sur les secteurs B à N inclus, conformément à la classification internationale type par industrie de toutes les branches d'activité économique, Révision 4 (CITI Rév. 4).

La plupart des pays de l'OCDE calculent les salaires moyens sur la base des secteurs B à N de la classification par industrie (CITI Rév. 4), depuis 2008 ou plus tôt. Certains pays ont aussi révisé les valeurs du salaire moyen pour les années précédentes. Les valeurs du salaire moyen calculées à partir de la classification CITI Rév. 4 ou l'une de ses variantes sont disponibles à partir de 2000 pour l'Australie, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, la République slovaque, la Slovénie, la Suisse et la Tchéquie.

L'Australie (pour toutes les années) et la Nouvelle-Zélande (à partir de 2004) ont communiqué des valeurs fondées sur les divisions B à N de la classification type par industrie ANZSIC de 2006, qui recoupe sensiblement les secteurs B à N de la CITI Rév. 4. En ce qui concerne la Nouvelle-Zélande, les années antérieures à 2004 continuent d'être fondées sur les secteurs C à K de la classification ANZSIC. La Türkiye a fourni des valeurs fondées sur les secteurs B à N de la NACE Rév. 2 à partir de l'année 2007. Pour les années antérieures à 2007, les valeurs sont basées sur le salaire de l'ouvrier moyen de l'industrie manufacturière (CITI Rév. 3.1, secteur D). Les valeurs du salaire moyen ne sont pas basées sur les secteurs B à N de la classification par industrie (CITI Rév. 4) dans le cas du Costa Rica (toutes les années), des Pays-Bas (à partir de 2012) et du Mexique (toutes les années).

## Tableau 1.7. Comparaison des niveaux de salaires en 2022 et 2023

| Pays | Salaire brut en monnaie nationale | | Variation annuelle, 2023/22 (pourcentage) | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2022 (1) | 2023 (2) | Salaire brut (3) | Inflation[1] (4) | Salaire réel avant impôt (5) | Variation du taux moyen d'imposition des personnes physiques[2](6) |
| Australie | 95 735 | 99 565 | 4.0 | 5.6 | -1.6 | 7.6 |
| Autriche | 53 126 | 57 082 | 7.4 | 7.7 | -0.3 | 1.7 |
| Belgique | 55 038 | 59 285 | 7.7 | 2.4 | 5.2 | -0.7 |
| Canada | 83 126 | 86 203 | 3.7 | 4.0 | -0.2 | -0.4 |
| Chili | 11 850 890 | 13 232 535 | 11.7 | 7.6 | 3.8 | 2.1 |
| Colombie | 23 470 233 | 23 470 233 | 0.0 | 11.7 | -10.5 | 0.0 |
| Costa Rica | 8 897 195 | 9 193 578 | 3.3 | 0.6 | 2.7 | 1.6 |
| Tchéquie | 479 623 | 515 219 | 7.4 | 10.7 | -3.0 | 2.3 |
| Danemark | 469 400 | 488 078 | 4.0 | 3.6 | 0.4 | 0.2 |
| Estonie | 20 222 | 21 595 | 6.8 | 9.2 | -2.2 | 1.7 |
| Finlande | 50 750 | 53 310 | 5.0 | 4.5 | 0.5 | 1.5 |
| France | 41 522 | 43 438 | 4.6 | 5.7 | -1.0 | -0.4 |
| Allemagne | 57 667 | 60 867 | 5.5 | 6.2 | -0.6 | -1.6 |
| Grèce | 22 170 | 23 536 | 6.2 | 4.3 | 1.8 | 2.5 |
| Hongrie | 6 276 792 | 7 152 170 | 13.9 | 17.5 | -3.0 | 0.0 |
| Islande | 10 452 000 | 11 066 502 | 5.9 | 8.6 | -2.5 | -1.5 |
| Irlande | 57 457 | 59 899 | 4.3 | 5.3 | -1.0 | -2.0 |
| Israël | 171 036 | 180 983 | 5.8 | 4.3 | 1.4 | -1.0 |
| Italie | 32 191 | 33 492 | 4.0 | 6.1 | -2.0 | 0.2 |
| Japon | 5 165 693 | 5 251 660 | 1.7 | 3.2 | -1.5 | 1.1 |
| Corée | 52 055 568 | 54 497 863 | 4.7 | 3.6 | 1.1 | 0.4 |
| Lettonie | 16 500 | 18 559 | 12.5 | 9.4 | 2.8 | 2.9 |
| Lituanie | 21 196 | 23 409 | 10.4 | 8.8 | 1.5 | 1.5 |
| Luxembourg | 68 578 | 73 418 | 7.1 | 3.1 | 3.8 | 5.0 |
| Mexique | 171 738 | 172 991 | 0.7 | 5.5 | -4.5 | -10.5 |
| Pays-Bas | 58 810 | 62 281 | 5.9 | 4.4 | 1.4 | -2.8 |
| Nouvelle-Zélande | 70 588 | 76 001 | 7.7 | 5.8 | 1.8 | 4.5 |
| Norvège | 689 478 | 727 681 | 5.5 | 5.5 | 0.0 | 0.7 |
| Pologne | 76 071 | 85 715 | 12.7 | 11.8 | 0.8 | 2.5 |
| Portugal | 22 073 | 23 714 | 7.4 | 5.5 | 1.8 | 0.6 |
| République slovaque | 15 299 | 16 835 | 10.0 | 11.1 | -0.9 | 0.5 |
| Slovénie | 23 632 | 26 667 | 12.8 | 7.5 | 5.0 | 1.5 |
| Espagne | 28 780 | 30 237 | 5.1 | 3.5 | 1.5 | 2.4 |
| Suède | 493 770 | 511 738 | 3.6 | 8.6 | -4.6 | -1.4 |
| Suisse | 101 350 | 102 141 | 0.8 | 2.2 | -1.4 | 0.2 |
| Türkiye | 150 661 | 319 068 | 111.8 | 52.8 | 38.6 | 0.9 |
| Royaume-Uni | 44 854 | 48 185 | 7.4 | 7.3 | 0.1 | -0.4 |
| États-Unis | 64 845 | 67 264 | 3.7 | 4.2 | -0.4 | -2.2 |

Note : les résultats du tableau concernent un travailleur célibataire sans enfant rémunéré au salaire moyen.
1. Estimation du pourcentage de variation de l'indice total des prix à la consommation.
2. Différence de taux moyen d'imposition d'un salarié moyen, célibataire sans enfant, entre 2022 et 2023.
Sources : contributions des pays et (OCDE[2]) Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2023, numéro 2.

## Tableau 1.8. Classification du salaire moyen par secteur

| | Années pour lesquelles la CITI REV. 3.1 ou une classification équivalente (Secteurs C-K) a été utilisée pour calculer le salaire moyen | Années pour lesquelles la CITI REV. 4 ou une classification équivalente (Secteurs B-N) a été utilisée pour calculer le salaire moyen |
|---|---|---|
| Australie [1] | | 2000-2023 |
| Autriche[2] | 2004-2007 | 2008-2023 |
| Belgique | 2000-2007 | 2008-2023 |
| Canada | 2000-2023 | |
| Chili[3] | 2000-2008 | 2009-2023 |
| Colombie[4] | 2000-2023 | |
| Costa Rica[5] | | |
| République tchèque | | 2000-2023 |
| Danemark[6] | 2000-2007 | 2008-2023 |
| Estonie | | 2000-2023 |
| Finlande | | 2000-2023 |
| France | 2000-2007 | 2008-2023 |
| Allemagne | 2000-2005 | 2006-2023 |
| Grèce[7] | | 2000-2023 |
| Hongrie | | 2000-2023 |
| Islande[8] | | 2000-2023 |
| Irlande[9] | 2000-2007 | 2008-2023 |
| Israël[10] | 2000-2012 | 2013-2023 |
| Italie | | 2000-2023 |
| Japon | | 2000-2023 |
| Corée[11] | 2000-2007 | 2008-2023 |
| Lettonie[12] | | 2000-2023 |
| Lituanie | | 2000-2023 |
| Luxembourg | 2000-2004 | 2005-2023 |
| Mexique[13] | | |
| Pays-Bas[14] | 2000-2007 | 2008-2011 |
| Nouvelle-Zélande[15] | 2000-2003 | 2004-2023 |
| Norvège | 2000-2008 | 2009-2023 |
| Pologne | 2000-2006 | 2007-2023 |
| Portugal | 2000-2005 | 2006-2023 |
| République slovaque[16] | | 2000-2023 |
| Slovénie | | 2000-2023 |
| Espagne | | 2000-2023 |
| Suède | 2000-2007 | 2008-2023 |
| Suisse | | 2000-2023 |
| Türkiye[17] | | 2007-2023 |
| Royaume-Uni | 2000-2007 | 2008-2023 |
| États-Unis | 2000-2006 | 2007-2023 |

1. Australie : données basées sur la classification ANZSIC06 de sorte que les catégories correspondent dans l'ensemble aux secteurs B-N de la CITI Rév. 4.
2. Autriche : les valeurs du salaire moyen pour 2000-2003 ne sont pas basées sur la classification NACE (CITI).
3. Chili : les valeurs pour 2000 à 2008 sont des estimations provenant des variations annuelles des salaires moyens basées sur la « CIIU Rév. 3 » (2009=100), et du salaire moyen pour 2009 basées sur la « CIIU Rév. 4 » (2016=100). À partir de 2009, les valeurs sont basées sur les secteurs B à R de la CITI Rév. 4 CL2012, à l'exclusion du secteur O (8422) « Activités de défense » et O (8423) « Activités de maintien de l'ordre et de la sécurité publics ».
4. Colombie : les valeurs du salaire moyen sont basées sur la CITI Rév. 3. Les secteurs « Agriculture, chasse et sylviculture », « Autres activités de services collectifs, sociaux et personnels » et « Activités incorrectement définies » sont exclus.

5. Costa Rica : les salaires moyens à partir de 2000 se rapportent aux revenus des travailleurs du secteur formel. Le salaire moyen d'un travailleur a été calculé à partir de micro données issues des enquêtes nationales auprès des ménages.
6. Danemark : les valeurs du salaire moyen sont basées sur les secteurs B-N et R-S (NACE Rév. 2).
7. Grèce : les revenus annuels moyens correspondent à ceux des salariés à temps plein des secteurs B à N de la NACE Rév. 2, incluant la Division 95 et excluant les Divisions 37, 39 et 75 à partir de 2008.
8. Islande : utilisation du système national de classification qui correspond au système NACE Rév. 2.
9. Irlande : les valeurs à compter de 2008 sont basées sur le tableau EHA05 de l'Office central des statistiques pour la NACE Rév. 2 ; les valeurs pour les années antérieures sont des estimations du Secrétariat établies à partir des taux de croissance des salaires moyens pour les secteurs C à E, en référence au système NACE.
10. Israël : informations sur les données statistiques concernant Israël accessibles à l'adresse http://oe.cd/israel-disclaimer.
11. Corée : les valeurs du salaire moyen sont basées sur la 6e version de la Classification sectorielle standard de Corée (KSIC), secteurs C à K, pour 2000 et 2001, et sur la 8e version de la KSIC pour 2002 à 2007. Les données relatives au salaire moyen pour 2008 à 2010 sont basées sur les secteurs B-N de la 9e version de la KSIC (échantillons d'entreprises comptant au moins cinq salariés permanents). Les données relatives au salaire moyen pour 2011 à 2019 sont basées sur les secteurs B-N de la 9e version de la KSIC (échantillons d'entreprises comptant au moins un salarié permanent). Les données relatives au salaire moyen pour 2020 et les estimations pour l'année 2021 sont basées sur les secteurs B-N de la 10e version de la KSIC (échantillons d'entreprises comptant au moins un salarié permanent).
12. Lettonie : les valeurs sont basées sur la NACE Rév. 2 et couvrent le secteur privé qui inclut les entreprises commerciales dans lesquelles l'État ou les collectivités locales détiennent jusqu'à 50 % du capital, les entreprises commerciales de tout type sans participation au capital de l'État ou des collectivités locales, les commerçants et les exploitants agricoles ou piscicoles qui comptent 50 salariés ou plus.
13. Mexique : les valeurs du salaire moyen pour 2000-2023 sont basées sur la Classification des Activités Économiques du Mexique (CMAE) qui correspond à l'une des premières versions de la CITI.
14. Pays-Bas : les salaires moyens à partir de 2012 incluent toutes les activités économiques (secteurs A à U de la SBI 2008). On ne dispose pas de valeurs pour le seul secteur privé (secteurs B à N).
15. Nouvelle-Zélande : voir la note relative à l'Australie, qui s'applique à compter de 2004.
16. République slovaque : les valeurs du salaire moyen sont basées sur la NACE Rév. 2 (secteurs B à N), compte non tenu des revenus des travailleurs indépendants. Les données relatives à l'emploi utilisées pour le calcul de la moyenne pondérée tiennent toutefois compte des travailleurs indépendants.
17. Türkiye : le salaire moyen est basé sur le salaire de l'ouvrier moyen CITI Rév. 3.1, secteur D pour les années 2000 à 2006.

## References

Hourani, D. et al. (2023), « The taxation of labour vs. capital income : A focus on high earners », *Documents de travail de l'OCDE sur la fiscalité*, n° 65, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/04f8d936-en. [3]

OCDE (2023), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2023 Numéro 2*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/b07667cd-fr. [2]

OCDE (2023), *Taxing Wages 2023 Indexation of Labour Taxation and Benefits in OECD Countries*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/edd9a79b-fr. [1]

OCDE (2021), *Les impôts sur les salaires 2021*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/24d05263-fr. [4]

## Notes

[1] Tous les organismes statistiques nationaux n'utilisent pas la CITI Rév. 3 ou Rév. 4 pour classer leurs secteurs d'activité. Néanmoins, la Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE Rév. 1 ou 2), le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN 2012), L'Australian and New Zealand Standard Industrial Classification (ANZSIC 2006) et la Classification sectorielle standard de Corée (catégories 6 à 9 de la KSIC) coïncident à peu près avec les Révisions 3 et 4 de la CITI au niveau des secteurs C à K et B à N, respectivement

[2] Les prélèvements obligatoires non fiscaux désignent les prélèvements obligatoires avec et sans contrepartie au profit de fonds à gestion privée, d'organismes d'aide sociale ou de dispositifs d'assurance sociale en dehors des administrations publiques ainsi que d'entreprises publiques (https://www.oecd.org/tax/tax-policy/tax-database/non-tax-compulsory-payments.pdf).

[3] En Colombie, le régime général de sécurité sociale pour les soins de santé est financé par des fonds publics et privés. Le système de retraite est un hybride de deux systèmes différents : un régime de retraite à cotisations définies et entièrement capitalisé, et un régime par répartition. Chacune de ces contributions est obligatoire et plus de 50 % du total des contributions sont versés à des fonds privés. Elles sont par conséquent considérées comme des paiements obligatoires non fiscaux (PONF) (pour de plus amples informations à ce sujet, se reporter à la Partie II du Rapport). En outre, tous les paiements au titre des risques liés à l'emploi sont versés à des fonds privés et sont également considérés comme des PONF. Les PONF existent aussi dans d'autres pays de l'OCDE (voir https://www.oecd.org/tax/tax-policy/tax-database/non-tax-compulsory-payments.pdf).

[4] Voir la note 3.

[5] L'avantage fiscal dont bénéficie un couple avec enfants peut dissuader le conjoint inactif d'occuper un emploi. En effet, pour un deuxième apporteur de revenu dans un couple marié, le coin fiscal peut être sensiblement plus élevé que pour un célibataire ayant le même niveau de revenu et le même nombre d'enfants, ce qui peut faire baisser le taux d'activité des femmes et contribuer ainsi, sur le plan de la

situation professionnelle, à la persistance des inégalités des genres dans de nombreux pays de l'OCDE. Ce sujet est examiné en détail au chapitre 2, qui constitue l'étude spéciale du présent rapport

[6] Voir la note 3.

# 2 Étude spéciale : la fiscalité et le genre sous l'angle du deuxième apporteur de revenu

## Introduction

Cette étude spéciale s'appuie sur les modèles et indicateurs des *Impôts sur les salaires* pour examiner le traitement fiscal des deuxièmes apporteurs de revenu au sein de couples mariés dans les pays de l'OCDE. Bien que la méthodologie des *Impôts sur les salaires* ne fasse pas la distinction entre travailleurs masculins et féminins, les femmes représentent au moins les trois quarts des deuxièmes apporteurs (le conjoint le moins bien rémunéré dans les catégories de foyers des *Impôts sur les salaires* qui incluent deux adultes) dans la plupart des pays de l'OCDE (OCDE, 2023[1]). En estimant les taux d'imposition sur les deuxièmes apporteurs, ce chapitre permet de comprendre les incitations que leur offre le système fiscal de prendre un emploi ou de travailler davantage. Aussi, il entend aider les responsables de l'action publique à réduire les écarts persistants entre les hommes et les femmes au regard des performances sur le marché du travail dans les pays de l'OCDE, et notamment ceux liés au taux d'activité.

Cette étude spéciale, qui s'appuie sur l'analyse effectuée dans l'édition 2016 des *Impôts sur les salaires* (OCDE, 2016[2]), est structurée de la manière suivante. En premier lieu, elle donne un aperçu des disparités en termes de débouchés professionnels entre hommes et femmes dans les pays de l'OCDE et souligne le rôle que les prélèvements et les prestations pourraient jouer à cet égard. Ensuite, elle explique la méthodologie, les données et les indicateurs qui sont utilisés pour examiner le traitement fiscal du deuxième apporteur de revenu dans ce chapitre, ainsi que les hypothèses retenues et les limites inhérentes à l'analyse. La troisième section examine le coin fiscal moyen des deuxièmes apporteurs de revenu qui prennent un emploi, qu'elle compare à celui des travailleurs célibataires dans les pays de l'OCDE, tandis qu'une quatrième section fait appel à de nouveaux indicateurs pour étudier le coin fiscal marginal des deuxièmes apporteurs de revenu qui choisissent de travailler davantage. La cinquième section formule une conclusion.

## La politique fiscale contribue à la persistance de disparités entre hommes et femmes sur le marché du travail

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les femmes sont payées moins, ont moins de chances d'occuper un emploi et consacrent moins de temps à l'exercice d'un emploi rémunéré chaque année que les hommes. Bien que les écarts entre hommes et femmes sur le marché du travail se soient réduits ces dernières décennies, l'égalité femmes-hommes en matière d'emploi reste une perspective éloignée. Cette section décrit brièvement certaines des causes et des conséquences de ces disparités et explique

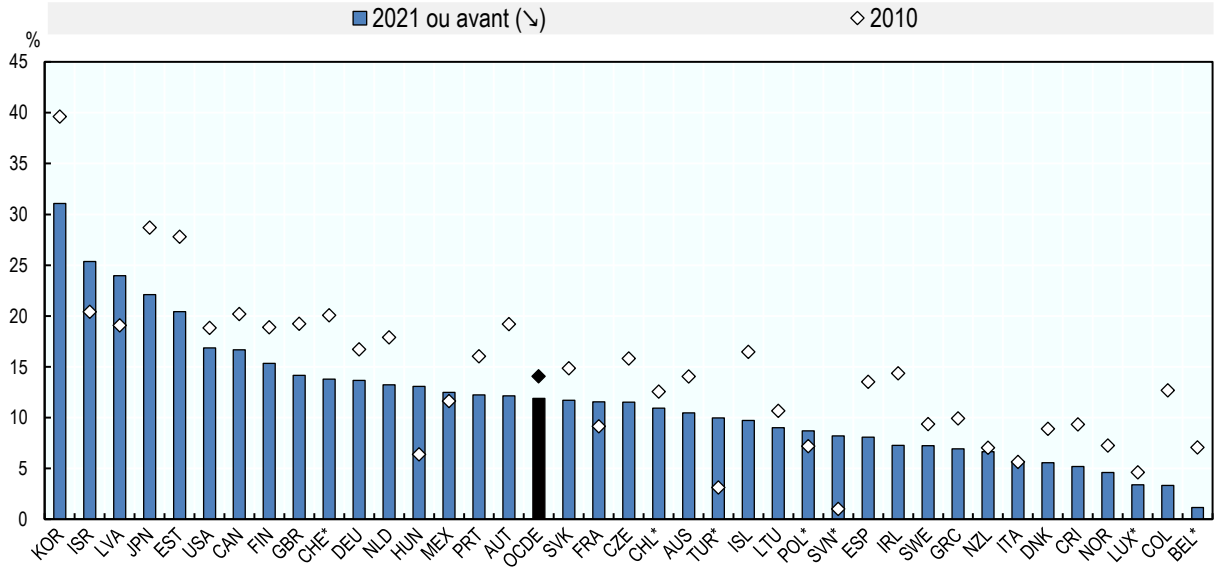
comment les incitations offertes aux deuxièmes apporteurs de revenu en particulier peuvent contribuer à l'existence et à la persistance de ces disparités.

L'égalité femmes-hommes est une priorité universelle, comme l'indique l'Objectif de développement durable (ODD) 4 du Programme de développement durable à l'horizon 2030[1]. Au-delà de l'importance de cet objectif au regard des droits économiques et sociaux des femmes, ainsi que de la cohésion sociale et de la démocratie en général, une plus grande égalité entre femmes et hommes est associée à une série d'avantages économiques (Banque mondiale, 2024[3]) Comme l'a déclaré André et al (2023[4]) en se référant aux pays de l'OCDE, 'une plus grande égalité des chances entre hommes et femmes améliorerait la mobilité sociale, favoriserait l'inclusivité et stimulerait la croissance économique grâce à un meilleur usage des talents.'

L'écart de rémunération entre femmes et hommes fait partie des indicateurs les plus scrutés pour mesurer les inégalités entre femmes et hommes sur le marché du travail. Dans les pays de l'OCDE, cet écart s'explique par d'importantes différences dans les tâches et les responsabilités entre hommes et femmes et par la concentration des femmes dans les entreprises et les secteurs d'activité où les salaires sont bas (OCDE, 2021[5]). Ces disparités contribuent à un 'écart de revenu à la retraite' plus tard dans la vie : en moyenne, dans les pays de l'OCDE, les femmes âgées de 65 ans et plus perçoivent un revenu du système de retraite inférieur de 26 % à celui des hommes (OCDE, 2021[6]).

## Graphique 2.1. L'écart salarial entre femmes et hommes s'est réduit, mais reste substantiel dans les pays de l'OCDE

Écart salarial à la médiane par an en 2010 et 2021




Note : différence non corrigée entre le salaire médian des hommes et des femmes par rapport au salaire médian des hommes. Les dernières données disponibles remontent à 2020 pour la Belgique, la Pologne et la Suisse, à 2018 pour la Slovénie et la Türkiye et à 2014 pour le Luxembourg. Les données concernant le Chili pour 2010 correspondent à la moyenne non pondérée entre les données disponibles pour 2009 et 2011.
Source : https://stats-3.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=8616bf4e-2341-4d03-ab75-343cf657a292&themetreeid=21.

StatLink https://stat.link/37o29z

Le salaire médian à temps plein des femmes était inférieur de 11.9 % à celui des hommes en moyenne dans la zone OCDE en 2021, contre 14.1 % en 2010 et 18.1 % en 2000 (Graphique 2.1). La réduction

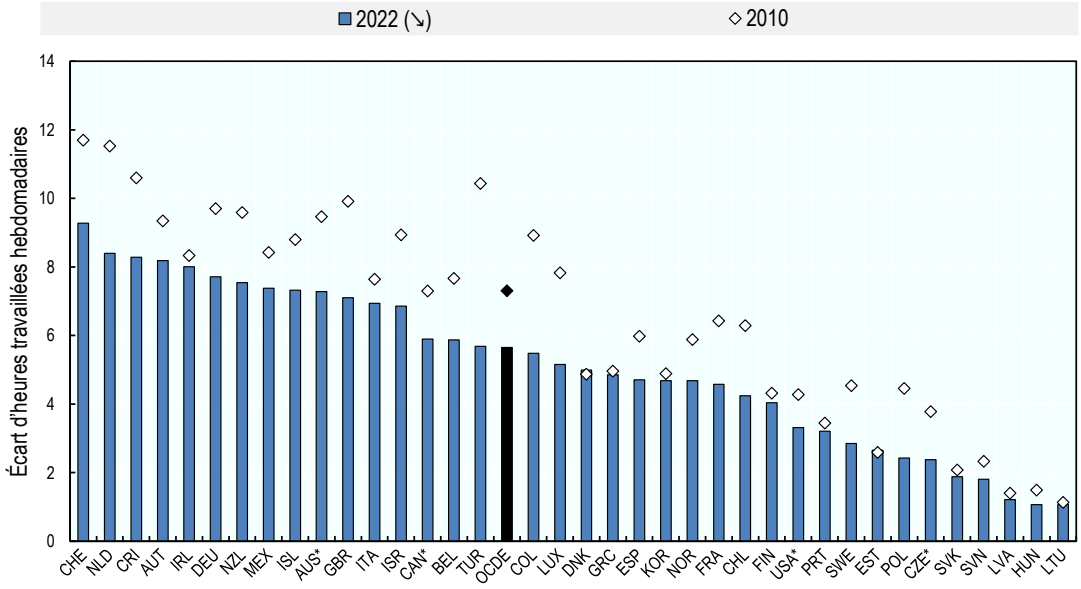
progressive de l'écart salarial dans les pays de l'OCDE au cours des dernières décennies est imputable à l'élévation du niveau d'études des femmes et à la lente progression de la part des femmes à des postes de direction, entre autres facteurs. Les différences entre les salaires perçus par les hommes et les femmes pour un travail de valeur identique sont minimes dans les pays de l'OCDE (OCDE, 2023[1]).

Un autre indicateur essentiel des inégalités entre hommes et femmes sur le marché du travail est l'écart de taux d'activité : dans les pays de l'OCDE, en moyenne, les hommes étaient 10.4 points de pourcentage plus susceptibles d'occuper un emploi que les femmes en 2021 (OCDE, 2023[1]). Cet écart s'est résorbé au cours des dernières décennies (de 5.4 points entre 2000 et 2010 et de 2.2 points entre 2010 et 2021), en grande partie sous l'effet de l'augmentation du taux d'activité des femmes : 64.6 % des femmes exerçaient un emploi en moyenne dans l'OCDE en 2021, contre 55.7% en 2000 (OCDE, 2023[1]).

On constate également des inégalités persistantes entre hommes et femmes en termes de durée d'activité. Les femmes constituent près des deux tiers de la main-d'œuvre à temps partiel et sont près de trois fois plus susceptibles de travailler à temps partiel que les hommes : en moyenne, dans l'OCDE, 21.5 % des femmes en âge de travailler exerçaient un emploi à temps partiel en 2021, contre seulement 7.7 % des hommes (Harding, Paturot et Simon, 2022[7]). Dans l'ensemble, les hommes consacraient près de six heures par semaine de plus que les femmes au travail rémunéré, en moyenne dans l'OCDE, en 2022 (Graphique 2.2). Bien que le taux d'activité des femmes ait chuté davantage que celui des hommes au début de la pandémie de COVID-19, il a rebondi plus vigoureusement par la suite (Queisser, 2021[8]).

## Graphique 2.2. Dans les pays de l'OCDE, les femmes consacrent toujours moins d'heures au travail rémunéré que les hommes

Écart entre les horaires de travail hebdomadaires habituels moyens (emploi principal) des femmes et des hommes, emploi total, hommes – femmes, 15 à 64 ans, 2010 et 2022*




Note : les dernières données disponibles remontent à 2021 pour le Canada et la Tchéquie. Les données concernant les États-Unis se rapportent à l'emploi salarié uniquement. Les données concernant l'Australie et le Canada se rapportent au nombre d'heures de travail effectif moyen de tous les travailleurs de plus de 15 ans.

Sources : *Base de données de l'OCDE sur l'emploi*, https://stats.oecd.org/Index.aspx?DatasetCode=AVE_HRS. Les données disponibles pour l'Australie proviennent du Bureau australien de la statistique, https://www.abs.gov.au/statistics/labour/employment-and-unemployment/labour-force-australia-detailed/latest-release.

StatLink https://stat.link/9jmuv4

Dans les pays de l'OCDE, la différence de temps consacré par les femmes au travail rémunéré persiste, malgré les tensions sur le marché du travail, un certain nombre de secteurs dans certains pays signalant des pénuries de main-d'œuvre (Union européenne, 2023[9]). Ces pénuries sont devenues un problème urgent pendant et après la pandémie de COVID-19, mais elles représentent aussi une préoccupation à long terme, dans un contexte où le vieillissement démographique dans les pays de l'OCDE devrait accroître la demande dans des secteurs d'activité dominés par les femmes, comme la santé et les soins de longue durée. Dans le même temps, pour continuer à combler les écarts de rémunération et de taux d'activité entre hommes et femmes, il faudra mettre en place des politiques visant à doter les femmes des compétences nécessaires et à les inciter à rejoindre les professions qui ont un rôle à jouer dans des économies de plus en plus irriguées par le numérique (OCDE, 2023[1]).

Les stratégies visant à accroître le taux d'activité des femmes recoupent plusieurs domaines de l'action publique. Les politiques relatives à la garde d'enfants sont particulièrement importantes car les trajectoires de carrière des hommes et des femmes ont tendance à diverger lorsque les femmes ont leur premier enfant (Angelov, Johansson et Lindahl, 2016[10] ; Bertrand, Goldin et Katz, 2010[11]). Les normes sociales, qui veulent par exemple que les hommes soient les principaux contributeurs au revenu du ménage ou que les femmes prennent en charge la plupart des soins, rémunérés ou non, peuvent dissuader les femmes de travailler à temps complet ou d'opter pour des emplois plus qualifiés (OCDE, 2023[12]). Dans l'état actuel des choses, de nombreuses femmes privilégient les emplois qui offrent des modalités de travail flexibles : pour les femmes au Royaume-Uni, par exemple, la possibilité de travailler régulièrement depuis leur domicile est valorisée à plus de 20 % du salaire annuel moyen, contre seulement 7 % environ pour les hommes (OCDE, 2023[13]).

De nombreuses études constatent que l'élasticité de l'offre de main-d'œuvre féminine à l'égard du salaire est élevée en valeur absolue et est généralement supérieure pour les femmes mariées que pour les hommes mariés (bien que cette élasticité ait diminué ces dernières années) (Keane, 2022[14] ; CPB, 2015[15]). L'élasticité est particulièrement élevée parmi les femmes faiblement rémunérées et dans les pays où le taux d'activité des femmes est plus bas (Bargain, Orsini et Peichl, 2014[16]). Ces résultats valent aussi bien au niveau de la marge extensive (la décision de prendre un emploi) que de la marge intensive (la décision sur le nombre d'heures de travail), mais s'avèrent plus prononcés au niveau de la marge extensive.

L'élasticité élevée de l'offre de main-d'œuvre féminine a pour conséquence que l'emploi des femmes peut être fortement influencé par les politiques en matière de prélèvements et de prestations. De nombreuses études démontrent que des taux d'imposition plus élevés appliqués au deuxième apporteur dans un couple marié contribuent à expliquer les écarts d'offre de main-d'œuvre entre hommes et femmes (Bick et Fuchs-Schündeln, 2018[17] ; Chen et al., 2023[18]). La forte augmentation du taux d'activité des femmes en Suède au cours des dernières décennies, notamment des femmes mariées, est en partie attribuée à une réforme adoptée en 1971 pour mettre fin à l'imposition commune des couples ; pour la première fois, les femmes mariées étaient imposées sur une base individuelle (Selin, 2014[19]). De la même façon, la progression significative du taux d'activité des femmes mariées aux États-Unis dans les années 1980 s'explique par deux réformes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui ont fait nettement baisser le taux effectif d'imposition des deuxièmes apporteurs de revenu (Kaygusuz, 2010[20]). Dans le même temps, le taux d'activité des femmes en Allemagne a augmenté de plus de 16 points entre 1991 et 2021 pour s'établir à 73.1 %, alors même que l'imposition commune a été maintenue pendant toute cette période, ce qui souligne le rôle potentiel de facteurs non fiscaux tels que les structures d'accueil d'enfants ou l'évolution des normes sociales (Bundesministerium der Finanzen, 2024[21]).

L'abaissement du taux effectif d'imposition qui grève les deuxièmes apporteurs peut accroître à la fois l'efficience du système fiscal (en réduisant la désincitation à travailler au sein de ce groupe) et son équité horizontale (en remédiant à une cause d'inégalités entre femmes et hommes sur le marché du travail) (Mastrogiacomo et al., 2017[22] ; Thomas et O'Reilly, 2016[23]). Imposer le revenu des conjoints sur une base individuelle peut être efficace à cet égard, tout en réduisant l'influence qu'exerce sur le taux d'activité

des femmes le montant de la rémunération de leurs conjoints ou l'effet de la politique fiscale sur la décision d'un couple de se marier (Myohl, 2023[24]). En 2023, 29 pays de l'OCDE appliquaient un régime d'imposition individuelle, même s'il prévoit le plus souvent des allégements fiscaux (notamment des crédits d'impôt) qui sont liés à la composition du ménage ou qui sont calculés au niveau du ménage (voir Tableau d'annexe 2.A.1).

Toutefois, il n'est pas facile de justifier l'imposition individuelle en invoquant des motifs tenant à l'équité[2]. Comme ce chapitre le montre, les désincitations des deuxièmes apporteurs (qu'ils soient imposés conjointement ou individuellement) à augmenter leur taux d'activité (mesuré par le coin fiscal marginal) sont une conséquence de l'imposition progressive (OCDE, 2023[1]). Cette progressivité est essentielle pour réduire les inégalités de revenu disponible entre hommes et femmes (ou entre travailleurs à temps complet et travailleurs à temps partiel). En outre, des taux d'imposition plus élevés pour les couples mariés peuvent être jugés équitables dans un contexte où ces couples perçoivent généralement des revenus disponibles supérieurs à ceux des célibataires (et ont donc une plus grande capacité à payer l'impôt) et sont moins vulnérables aux chocs sur les revenus (Carbonnier, 2021[25] ; Schechtl, 2021[26]).

Dans le même temps, l'imposition individuelle des revenus peut avoir des conséquences imprévues sur l'incidence d'autres instruments non examinés dans les *Impôts sur les salaires*, comme l'imposition des plus-values ou le plafonnement des allégements fiscaux non forfaitaires. Les ménages à faible revenu peuvent être désavantagés par le passage de l'imposition commune à l'imposition individuelle lorsqu'il entraîne une baisse des recettes fiscales qui, à son tour, réduit les ressources disponibles pour les services publics et les prestations dont ils sont davantage tributaires que les ménages plus aisés (Bierbrauer et al., 2023[27]). En outre, des règles juridiques en vigueur peuvent imposer un traitement spécifique des couples mariés, auquel cas un passage à l'imposition individuelle pourrait entraîner des inégalités horizontales (en Allemagne, par exemple)[3]. Il convient de garder à l'esprit cette tension entre différentes considérations tenant à l'équité, ainsi qu'entre les conséquences de la politique fiscale sur le plan social et sur celui de la répartition des revenus lorsqu'on analyse les résultats présentés ci-après.

## Méthodologie, hypothèses et limites

Cette étude spéciale s'appuie sur les modèles des *Impôts sur les salaires* pour analyser le traitement fiscal du deuxième apporteur de revenu dans les pays de l'OCDE. Elle s'intéresse notamment aux incitations fiscales offertes aux deuxièmes apporteurs lorsqu'ils envisagent de prendre un emploi ou de travailler davantage, et apporte de nouveaux éclairages sur la capacité des incitations fiscales à accroître l'offre de main-d'œuvre à la fois au niveau de la marge extensive et de la marge intensive. À cette fin, ce chapitre introduit deux indicateurs qui ne figuraient pas dans les éditions précédentes des *Impôts sur les salaires* afin d'analyser le taux effectif d'imposition qui pèse sur les deuxièmes apporteurs.

L'analyse porte sur les taux effectifs d'imposition de quatre catégories de foyer, caractérisées par différents niveaux de revenu des deux adultes qui travaillent et par la présence (ou l'absence) d'enfants. Dans certains cas, les résultats, présentés pour partie dans une annexe au présent chapitre, sont comparés avec le traitement fiscal des célibataires. Ce chapitre cherche également à déterminer l'évolution de ces indicateurs dans la durée. Il ne procède pas à une comparaison de l'imposition des deux membres du même couple, à savoir le deuxième apporteur et l'apporteur principal qui se situent au même niveau de revenu : la méthodologie qui sous-tend cette analyse suppose que le coin fiscal moyen des deux membres du couple est identique, sous réserve de règles fiscales sexospécifiques[4].

### *Principaux indicateurs*

Cette étude spéciale s'intéresse principalement à deux indicateurs mis au point en suivant la méthodologie adoptée dans les *Impôts sur les salaires* :

- Le coin fiscal moyen supporté par un deuxième apporteur lorsqu'il prend un emploi rémunéré à 67 % et 100 % du salaire moyen, avec et sans enfants[5].
- Le coin fiscal marginal supporté par un deuxième apporteur qui augmente son niveau de revenu de 1 % du salaire moyen ou qui passe de 67 % à 100 % du salaire moyen, avec et sans enfants.

En raison de la méthodologie utilisée pour calculer ces indicateurs, ils doivent être interprétés comme reflétant la charge fiscale supportée par le foyer au regard du revenu supplémentaire perçu par le foyer du fait du changement de statut professionnel du deuxième apporteur (pour le coin fiscal moyen) ou de son niveau de revenu (pour le coin fiscal marginal). Aussi, les indicateurs calculés dans cette étude ne correspondent pas nécessairement aux charges fiscales moyennes et marginales effectivement supportées par le deuxième apporteur en tant que personne physique dans tous les pays couverts par l'analyse, ainsi que la section Hypothèses et limites ci-dessous l'explique plus en détail.

Les indicateurs sont calculés de la manière suivante :

| | |
|---|---|
| Coin fiscal moyen du deuxième apporteur | $\frac{\text{Augmentation de l'impôt sur le revenu, des CSS salariales et patronales (nettes des prestations liées à l'exercice d'un emploi) payés par le foyer du fait de l'entrée du deuxième apporteur sur le marché du travail}}{\text{Augmentation du revenu brut du foyer et des CSS patronales imputable à l'entrée du deuxième apporteur sur le marché du travail}}$ |
| Coin fiscal marginal du deuxième apporteur (entre $X_1$% et $X_2$% du salaire moyen du deuxième apporteur) | $\frac{(\text{Impôt sur le revenu} + \text{CSS salariales et patronales} - \text{prestations liées à l'exercice d'un emploi payés par le foyer à } X_2\text{\% du SM}) - (\text{impôt sur le revenu} + \text{CSS salariales et patronales} - \text{prestations liées à l'exercice d'un emploi payés par le foyer à } X_1\text{\% du SM})}{\text{Coûts du travail à } X_2\text{\% du SM} - \text{Coûts du travail à } X_1\text{\% du SM}}$ |

L'analyse effectuée dans ce chapitre débute en présentant le coin fiscal moyen des deuxièmes apporteurs dans les pays de l'OCDE afin de montrer comment le système de prélèvements et de prestations peut influer sur la décision d'un conjoint de prendre un emploi (la marge extensive de l'offre de main-d'œuvre)[6]. Les résultats sont présentés pour deux cas de figure : celui où le conjoint est rémunéré à 67 % du salaire moyen (revenu faible) et celui où le conjoint perçoit 100 % du salaire moyen (revenu moyen). Les résultats pour les deuxièmes apporteurs en couple avec et sans enfants sont comparés à ceux de célibataires qui se situent à des niveaux de revenu équivalents et dont la composition du foyer est similaire, afin de déterminer si un conjoint bénéficierait d'incitations différentes s'il était célibataire.

Le coin fiscal moyen dans chaque pays est ensuite décomposé afin de mettre en évidence le poids relatif des impôts sur le revenu, des cotisations salariales et patronales de sécurité sociale et des prestations en espèces[7] pour chaque catégorie de foyer, et ainsi montrer quelles sont les politiques ayant le plus fort impact sur les incitations des deuxièmes apporteurs à travailler. Le coin fiscal moyen pour 2023 est alors comparé à celui de 2014, examiné dans l'étude spéciale de l'édition 2016 des *Impôts sur les salaires* (OCDE, 2016[2])[8].

Enfin, le chapitre examine les incitations offertes aux deuxièmes apporteurs lorsqu'ils décident de travailler plus (la marge intensive) en calculant deux nouveaux indicateurs qui rendent compte du coin fiscal marginal lorsqu'un deuxième apporteur :

- augmente son revenu de 1 % du salaire moyen
- augmente son revenu de 67 % à 100 % du salaire moyen.

Les résultats pour les deuxièmes apporteurs sont comparés à ceux de travailleurs célibataires dont la composition du foyer est identique et dont les revenus évoluent de la même manière.

### *Dimensions*

Les quatre catégories de foyer analysées dans ce chapitre se distinguent de par le niveau de revenu du deuxième apporteur et le nombre d'enfants :

- Un couple marié (sans enfants) dans lequel l'apporteur principal perçoit 100 % du salaire moyen et le deuxième apporteur commence à travailler à 67 % du salaire moyen.
- Un couple marié (avec deux enfants) dans lequel l'apporteur principal perçoit 100 % du salaire moyen et le deuxième apporteur commence à travailler à 67 % du salaire moyen.
- Un couple marié (sans enfants) dans lequel l'apporteur principal perçoit 100 % du salaire moyen et le deuxième apporteur commence à travailler à 100 % du salaire moyen.
- Un couple marié (avec deux enfants) dans lequel l'apporteur principal perçoit 100 % du salaire moyen et le deuxième apporteur commence à travailler à 100 % du salaire moyen.

### *Hypothèses et limites*

Le coin fiscal du deuxième apporteur mesure la charge fiscale supplémentaire supportée par le foyer du fait de l'augmentation des revenus du foyer lorsque le deuxième apporteur prend un emploi. Cet indicateur a été utilisé pour la première fois dans l'étude spéciale de l'édition 2016 des *Impôts sur les salaires*. Deux hypothèses principales sont retenues concernant le coin fiscal du deuxième apporteur indiqué dans ce chapitre[9] :

1. La décision du deuxième apporteur de travailler est postérieure à la même décision de l'apporteur principal.
2. La décision du deuxième apporteur de travailler est prise au niveau du foyer plutôt qu'au niveau individuel (pour plus de précisions, voir l'Encadré 2.1 ci-dessous)[10].

En outre, tous les résultats indiqués dans ce chapitre résultent des modèles des *Impôts sur les salaires* et sont donc soumis aux mêmes hypothèses (y compris celles relatives aux secteurs d'activité pris en compte pour estimer les salaires) qui s'y appliquent.

Les indicateurs ci-dessus sont calculés de la même manière, que les couples soient soumis à une imposition individuelle ou commune. Le Tableau d'annexe 2.A.1 contient une classification des systèmes fiscaux en vigueur dans les pays de l'OCDE en 2023 sur la base de leur foyer fiscal[11]. Vingt-neuf pays étaient dotés d'un système d'imposition individuelle, et neuf pays (Allemagne, Espagne, États-Unis, France, Irlande, Luxembourg, Pologne, Portugal et Suisse) avaient un système d'imposition commune ou autorisaient les couples à choisir entre les deux régimes.

Concernant les pays qui autorisent leurs citoyens à choisir leur régime d'imposition (Allemagne, Espagne, États-Unis, Irlande et Portugal), la méthodologie des *Impôts sur les salaires* suppose que le foyer optera pour le régime qui lui procure les revenus après impôts les plus élevés. La plupart des 29 pays dotés d'un régime d'imposition individuelle procèdent à une évaluation conjointe, sous une forme ou sous une autre, de la situation du foyer pour l'octroi d'allégements fiscaux ou déterminent l'éligibilité à certains allégements en fonction de la structure du foyer[12]. C'est pourquoi l'écart de coin fiscal entre les deuxièmes apporteurs et les travailleurs célibataires ne concerne pas seulement les pays appliquant une imposition commune.

Une limite importante inhérente à cette analyse tient au fait que la méthodologie des *Impôts sur les salaires* est neutre du point de vue du genre concernant l'identité des deux adultes membres d'un couple marié. Aussi, les indicateurs relatifs aux deuxièmes apporteurs calculés dans ce chapitre ne concernent pas spécifiquement les incitations fiscales offertes aux femmes mariées. Israël fait exception, car c'est le seul pays où le deuxième apporteur est explicitement supposé être une femme du fait de l'existence d'allégements d'impôt sexospécifiques.

Lorsqu'on étudie les facteurs qui incitent les deuxièmes apporteurs à prendre un emploi, il est important de savoir que les modèles des *Impôts sur les salaires* n'incluent pas les prestations d'inactivité, telles que les allocations de chômage et les dispositifs de revenu minimum garanti. Si elles étaient incluses, le coin fiscal d'un deuxième apporteur qui prend un emploi pourrait être plus élevé que les résultats présentés ici (Thomas et O'Reilly, 2016[23]).

Le cas de figure d'un deuxième apporteur rémunéré à 67 % du salaire moyen et qui augmente son salaire à 100 % du salaire moyen a été choisi pour se rapprocher de la situation d'un conjoint travaillant à temps partiel qui décide de travailler à temps plein. Toutefois, les modèles des *Impôts sur les salaires* reposent toujours sur l'hypothèse d'un emploi à temps plein et ne prennent pas en compte les dispositions fiscales spécifiques applicables aux travailleurs à temps partiel, pas plus que les prestations ou autres allégements fiscaux visant les travailleurs à temps partiel qui passent à temps complet (Harding, Paturot et Simon, 2022[7])[13]. Les résultats générés par ces modèles doivent donc être interprétés avec précaution.

### Encadré 2.1. Modification des hypothèses : une approche individuelle du calcul du coin fiscal pesant sur le deuxième apporteur de revenu

Les deux hypothèses principales qui sous-tendent le calcul du coin fiscal des deuxièmes apporteurs de revenu dans ce chapitre sont que (i) le choix du deuxième apporteur de rejoindre le marché du travail est postérieur à celui de l'apporteur principal, et (ii) ce choix est fait au niveau du foyer. Par voie de conséquence, l'analyse n'examine pas comment la charge fiscale est répartie entre l'apporteur principal et le deuxième apporteur. Si l'analyse reposait au contraire sur l'hypothèse selon laquelle les décisions de rejoindre le marché du travail sont simultanées et que le choix du deuxième apporteur est individuel (de sorte que le deuxième apporteur ne tient pas compte d'une éventuelle variation de la charge fiscale de l'apporteur principal), les résultats seraient sensiblement différents pour pratiquement tous les pays, et notamment pour ceux dotés d'un système d'imposition commune du foyer.

En retenant ces hypothèses différentes, il serait plus judicieux d'examiner la charge fiscale du deuxième apporteur plutôt que les variations de la charge fiscale du foyer. Dans le cas d'un système d'imposition individuelle, le calcul de la charge fiscale supportée par le deuxième apporteur avec cette autre approche resterait simple : la charge fiscale (CSS comprises) supportée par le deuxième apporteur serait divisée par le revenu du deuxième apporteur (majoré des CSS des employeurs). Cela signifie que la perte subie par l'apporteur principal, par exemple d'un abattement ou d'un crédit d'impôt pour conjoint à charge, ne serait pas prise en compte dans le calcul du coin fiscal du deuxième apporteur. Aussi, le coin fiscal moyen du deuxième apporteur tendrait à être plus faible que celle calculée selon la méthodologie actuellement utilisée pour les pays dotés de tels mécanismes. Conformément à cette approche, le coin fiscal moyen de l'apporteur principal augmenterait si le deuxième apporteur prend un emploi.

Dans un régime d'imposition commune du foyer, le calcul de la charge fiscale individuelle du deuxième apporteur serait plus complexe dans la mesure où l'augmentation de la charge fiscale serait juridiquement imputable au foyer plutôt qu'à l'un des deux conjoints. Dès lors, pour calculer le coin fiscal moyen du deuxième apporteur, il faudrait 'répartir' le revenu du foyer entre ses membres. Le revenu attribué au deuxième apporteur serait ensuite utilisé pour les calculs du coin fiscal. En supposant que le revenu du ménage est réparti à part égale, cette approche aurait pour conséquence que le taux moyen d'imposition du revenu de l'ensemble du foyer serait appliqué au deuxième apporteur.

À titre d'exemple, en Allemagne, les couples mariés peuvent choisir d'être imposés en commun en vertu du système du fractionnement du revenu (*Ehegattensplitting*), qui suppose que le revenu du foyer est réparti à part égale au sein du couple. Les revenus imposables des conjoints sont calculés individuellement, puis additionnés (les abattements spécifiques sont doublés), et le montant obtenu est divisé par deux. Le taux d'imposition est appliqué à cette base d'imposition moyenne du foyer, et l'impôt dû est calculé en multipliant le résultat obtenu par deux.

Aussi, les taux d'imposition moyens et marginaux sont identiques pour l'apporteur principal et le deuxième apporteur dans le système allemand du fractionnement du revenu. Dans le même temps, cette approche se traduirait pour le deuxième apporteur par une charge fiscale plus faible que celle indiquée dans ce chapitre. Par exemple, un deuxième apporteur sans enfant rémunéré à 100 % du salaire moyen supporte un coin fiscal moyen de 54.1 % lorsqu'il prend un emploi, selon les hypothèses et calculs utilisés dans ce document (graphique 2.3 Partie A), alors qu'avec la méthode de fractionnement du revenu, le coin fiscal du deuxième apporteur serait de 47.9 %, soit environ 6.2 points de moins. Pour les autres cas, le coin fiscal serait le même que celui présenté dans le chapitre 1 du présent rapport.

## Le coin fiscal moyen sur les deuxièmes apporteurs de revenu

Cette section examine le coin fiscal moyen sur les deuxièmes apporteurs de revenu dans les pays de l'OCDE, et jette un éclairage sur les incitations fiscales dont ils bénéficient lorsqu'ils envisagent de prendre un emploi. Elle compare le coin fiscal des deuxièmes apporteurs à différents niveaux de revenu, avec et sans enfants, à celui d'un travailleur célibataire percevant une rémunération identique et ayant le même nombre d'enfants. Elle décompose ensuite le coin fiscal des deuxièmes apporteurs afin d'illustrer l'importance relative de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des CSS (salariales et patronales) et des prestations en espèces. Enfin, elle compare le coin fiscal des deuxièmes apporteurs en 2023 avec les résultats de 2014 afin de déterminer comment cet indicateur a évolué au cours de la dernière décennie.

### *Coin fiscal du deuxième apporteur comparé à celui du travailleur célibataire*

Le Graphique 2.3 compare le coin fiscal moyen du deuxième apporteur avec celui d'un travailleur célibataire à deux niveaux de revenu différents, pour les foyers avec et sans enfants, en 2023. Cet indicateur montre quel serait le coin fiscal d'un deuxième apporteur qui décide de travailler à ces différents niveaux de revenu.

La partie A se concentre sur un deuxième apporteur rémunéré à 67 % du salaire moyen au sein d'un foyer disposant de deux salaires, dont elle compare le coin fiscal à celui d'un travailleur célibataire percevant 67 % du salaire moyen (dans les deux cas, sans enfant). En moyenne, le coin fiscal était plus élevé pour le deuxième apporteur dans presque tous les pays en 2023, avec une moyenne OCDE pour le deuxième apporteur de 34.0 % contre une moyenne de 31.0 % pour le travailleur célibataire. Israël est le seul pays où le coin fiscal du travailleur célibataire était plus élevé, en raison d'allégements fiscaux sexospécifiques en faveur du deuxième apporteur[14].

Le coin fiscal moyen du deuxième apporteur était le même que celui du travailleur célibataire qui se situe au même niveau de salaire dans 13 pays : Australie, Colombie, Costa Rica, Finlande, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Suède et Türkiye. Ces pays sont dotés d'un régime d'imposition individuelle et n'appliquent pas d'allégements fiscaux calculés au niveau du foyer en l'absence d'enfants. Pour les 25 pays restants, la différence de valeur de l'indicateur entre le deuxième apporteur et le travailleur célibataire s'expliquait par une imposition commune ou par l'existence d'allégements fiscaux déterminés au niveau du foyer.

En 2023, l'écart de coin fiscal du deuxième apporteur et du travailleur célibataire rémunéré à 67 % du salaire moyen était le plus élevé au Luxembourg (38 %) et était de 20 % ou plus dans cinq autres pays (Suisse, Irlande, Islande, Belgique et Allemagne). Hormis les 13 pays qui n'affichaient aucune différence parce qu'ils appliquent un régime d'imposition individuelle et qu'aucun allégement fiscal n'est calculé au niveau du foyer, les écarts les plus faibles ont été relevés en Autriche, au Royaume-Uni, en Corée et en Grèce (moins de 5 % dans tous les cas).

La partie B compare le coin fiscal du deuxième apporteur avec celui d'un travailleur célibataire rémunéré à 100 % du salaire moyen en 2023. Comme dans la partie A, on suppose qu'aucun des deux n'a d'enfant. Comme on pouvait s'y attendre du fait de la progressivité des systèmes fiscaux dans les pays de l'OCDE, le coin fiscal moyen était plus élevé pour les deux catégories de foyer en raison du niveau plus élevé des revenus. À 37.0 % des coûts totaux de main-d'œuvre, le coin fiscal du deuxième apporteur était une fois encore supérieur à celui du travailleur célibataire (34.8 %).

En 2023, la différence entre le coin fiscal du deuxième apporteur et celui du travailleur célibataire était moins prononcée en moyenne lorsqu'ils sont tous deux rémunérés à 100 % du salaire moyen que lorsqu'ils sont rémunérés à 67 % du salaire moyen (8.9 % contre les 14.3 % mentionnés ci-dessus). L'écart dépassait 20 % dans deux pays seulement : la Suisse (29.4 %) et le Luxembourg (20.8 %) ; il était inférieur à 5 % dans sept pays (abstraction faite des 13 pays susmentionnés qui ne calculent pas les allégements fiscaux au niveau du foyer).

Cette différence réduite de coin fiscal entre les deux catégories de travailleur au niveau de revenu supérieur s'explique par le fait que le foyer perdrait une fraction moins importante des allégements fiscaux dans le cas où le deuxième apporteur commence à travailler. Un travailleur célibataire rémunéré à 100 % du salaire moyen est le plus souvent inéligible aux allégements fiscaux dans les pays de l'OCDE ; le désavantage relatif subi par un deuxième apporteur au même niveau de revenu est donc moindre car le fait d'être soumis à une imposition commune au niveau du foyer lui fait perdre moins d'incitations. Dans les pays de l'OCDE, un travailleur célibataire rémunéré à 67 % du salaire moyen bénéficie généralement d'un certain nombre de mesures ayant pour effet de réduire les taux effectifs d'imposition auxquelles un deuxième apporteur ne peut pas prétendre.

La partie C illustre l'évolution du coin fiscal du deuxième apporteur en présence d'enfants dans le foyer. En moyenne, le coin fiscal des deuxièmes apporteurs au sein de ces foyers est supérieur à celui des deuxièmes apporteurs sans enfant indiqué dans les parties A et B. Pour un deuxième apporteur avec enfants qui prend un travail rémunéré à 67 % du salaire moyen, le coin fiscal moyen était de 35.2 % en 2023 (contre 34.0 % pour un deuxième apporteur sans enfant), tandis qu'à 100 % du salaire moyen, il s'élevait à 37.9 % (contre 37.0 % pour un deuxième apporteur sans enfant). Le coin fiscal plus élevé des deuxièmes apporteurs avec enfants par rapport à ceux sans enfant traduit la perte ou la diminution des prestations en espèces sous condition de ressources et des allégements fiscaux fondés sur la situation familiale lorsque le conjoint commence à travailler.

Cette analyse ne compare pas les résultats de couples mariés avec enfants à ceux d'un célibataire avec enfants qui se situe au même niveau de revenu, parce que les parents isolés sont généralement éligibles à un large éventail d'allégements fiscaux et de prestations en espèces qui limitent la comparabilité entre leur situation et celle d'un deuxième apporteur. Pour illustrer cet aspect, le Graphique d'annexe 2.A.2 indique le coin fiscal d'un parent isolé avec deux enfants rémunéré à 67 % du salaire moyen et celui d'un parent isolé avec deux enfants rémunéré à 100 % du salaire moyen. Il convient d'observer qu'il existe d'importantes différences de coin fiscal entre les deuxièmes apporteurs et les travailleurs célibataires avec enfants même dans les pays qui pratiquent l'imposition commune, parce que les prestations en espèces payables aux parents isolés sont soumises à des règles et à des critères d'éligibilité différents par rapport à l'imposition du revenu.

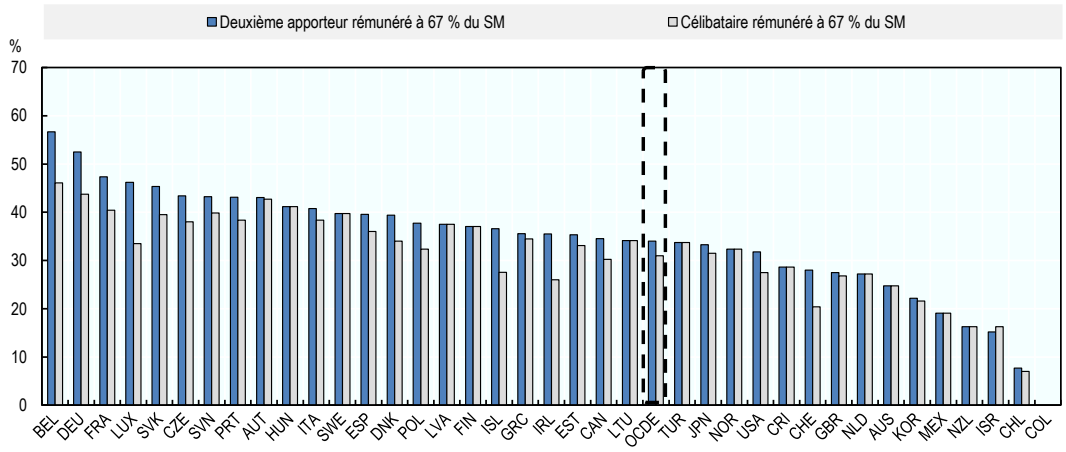
Alors que l'analyse précédente concerne les couples dont l'apporteur principal est rémunéré à 100 % du salaire moyen, le Graphique d'annexe 2.A.3 illustre le coin fiscal du deuxième apporteur lorsque

l'apporteur principal perçoit 167 % du salaire moyen afin de simuler un scénario de revenus élevés. Pour les ménages sans enfant, les résultats sont similaires à ceux ressortant du Graphique 2.3. Le coin fiscal moyen du deuxième apporteur est légèrement plus élevé s'il prend un emploi rémunéré à 67 % du salaire moyen lorsque son conjoint perçoit 167 % du salaire moyen (35.0 % contre 34.0 % dans la partie A du Graphique 2.3), et lorsque le deuxième apporteur commence à travailler en étant rémunéré à 100 % du salaire moyen (37.8 % contre 37.0 % dans la partie B du Graphique 2.3).

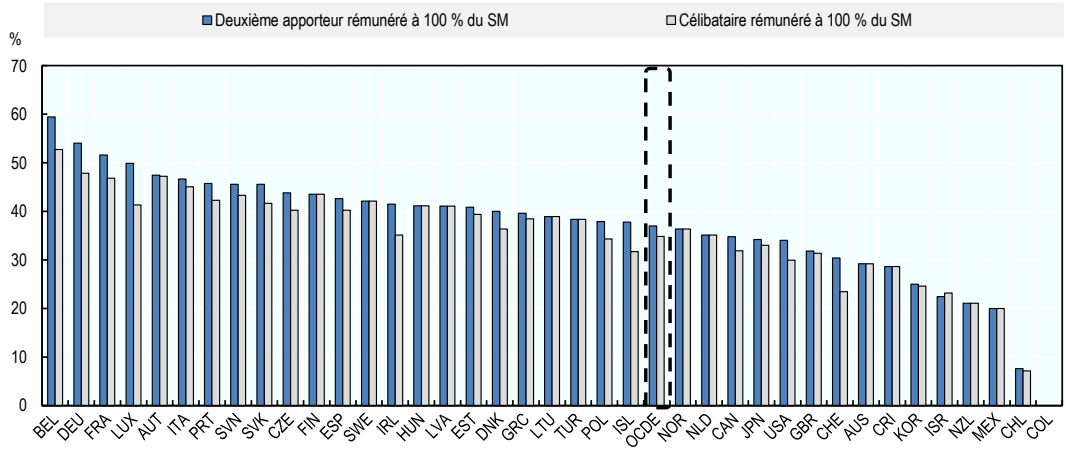
Pour les foyers avec deux enfants, le coin fiscal du deuxième apporteur rémunéré à 67 % du salaire moyen lorsque l'apporteur principal gagne 167 % du salaire moyen est de 34.8 %, soit un peu moins que lorsque l'apporteur principal perçoit 100 % du salaire moyen (35.2 %). Le coin fiscal du deuxième apporteur ayant deux enfants et rémunéré à 100 % du salaire moyen est pratiquement identique quels que soient les revenus de l'apporteur principal (respectivement 37.7 % et 37.8 %). Aussi, le coin fiscal du deuxième apporteur est plus faible (surtout aux bas niveaux de revenus) lorsque l'apporteur principal est bien rémunéré parce qu'il avait déjà épuisé la plupart des allégements sous condition de ressources ou des prestations auxquels le foyer était éligible avant que le deuxième apporteur décide de commencer à travailler. Par conséquent, la contre-incitation fiscale à commencer à travailler est un peu plus faible pour le deuxième apporteur.

## Graphique 2.3. Coin fiscal du deuxième apporteur et d'un travailleur célibataire percevant le même salaire, 2023

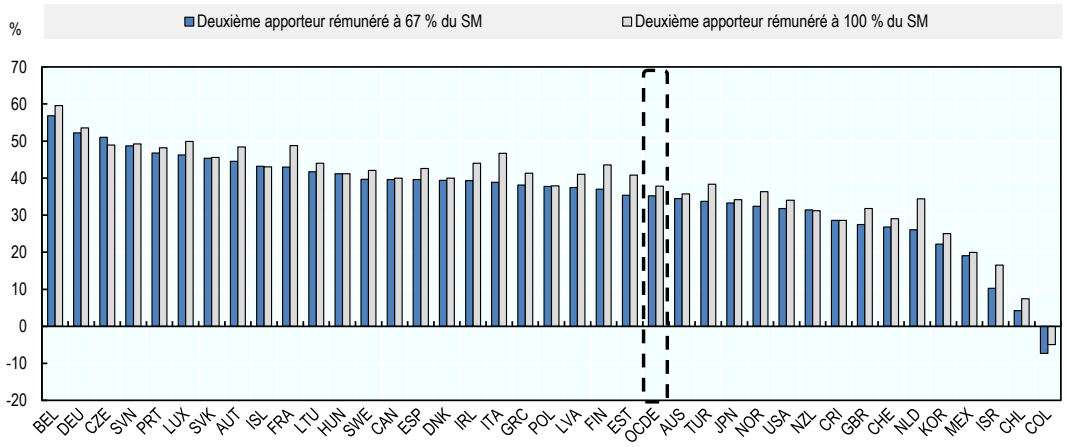
Partie A : 67 % du salaire moyen, sans enfant




Partie B : 100 % du salaire moyen, sans enfant




Partie C : 67 % et 100 % du salaire moyen, deux enfants




Note : l'apporteur principal au sein de couples mariés avec deux salaires est toujours rémunéré à 100 % du salaire moyen.
Source : Contributions des pays, (OCDE, 2023[28]) Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2023, numéro 2.

StatLink https://stat.link/46uhig

Le taux moyen net d'imposition des personnes physiques, autre indicateur standard des *Impôts sur les salaires*, a également été calculé dans le cadre de cette étude. Les résultats sont présentés dans le Graphique d'annexe 2.A.1, qui s'intéresse au taux moyen net d'imposition d'un deuxième apporteur de revenu qui commence à travailler en étant rémunéré à 67 % et à 100 % du salaire moyen. Cet indicateur est inférieur au coin fiscal moyen pour toutes les catégories de foyer, car il n'inclut pas les cotisations patronales de sécurité sociale ou les prélèvements sur les salaires. En dehors des pays qui pratiquent l'imposition individuelle, le taux moyen net d'imposition des foyers sans enfant, tous niveaux de revenus confondus, est plus élevé pour les deuxièmes apporteurs que pour les travailleurs célibataires qui se situent au même niveau de revenu (parties A et B). Pour les foyers avec ou sans enfants, l'indicateur est généralement plus élevé lorsque le deuxième apporteur commence à travailler en étant rémunéré à 100 % plutôt qu'à 67 % du salaire moyen. Cela corrobore les résultats obtenus pour le coin fiscal du deuxième apporteur examiné ci-dessus.

### *Décomposition du coin fiscal des deuxièmes apporteurs de revenu*

Le Graphique 2.4 illustre la décomposition du coin fiscal des deuxièmes apporteurs de revenu, entre impôt sur le revenu, cotisations salariales de sécurité sociale, cotisations patronales de sécurité sociale et prestations en espèces, pour les quatre catégories de foyer dans les pays de l'OCDE en 2023. L'apporteur principal au sein du couple est supposé être rémunéré à 100 % du salaire moyen.

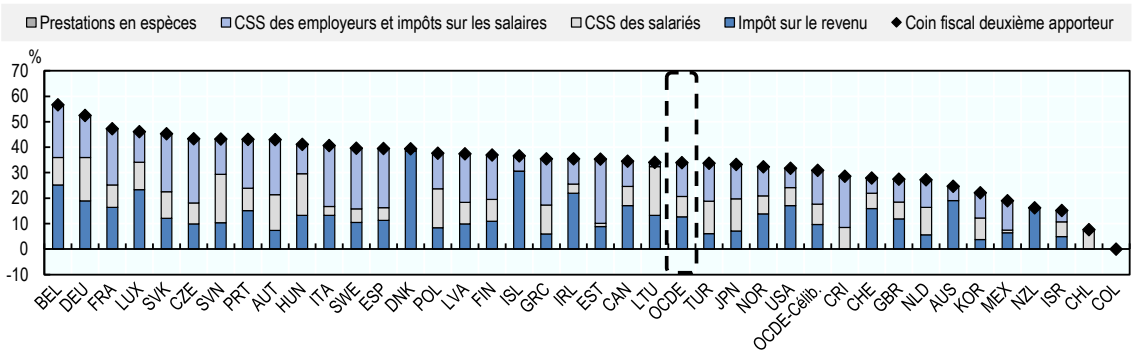
D'après les Parties A et B, le coin fiscal moyen des deuxièmes apporteurs de revenu (sans enfant) qui prennent un emploi est principalement composé de cotisations patronales de sécurité sociale et d'impôts sur le revenu. En moyenne, les cotisations patronales de sécurité sociale ont représenté 39.1 % du coin fiscal à 67 % du salaire moyen, et 36.2 % du coin fiscal à 100 % du salaire moyen, en 2023, tandis que la part de l'impôt sur le revenu a été respectivement de 37.1 % et 41.9 % du coin fiscal à 67 % et 100 % du salaire moyen. Les cotisations salariales de sécurité sociale entrent dans la composition du coin fiscal du deuxième apporteur de revenu, à hauteur de 23.8 % et 21.9 % respectivement à 67 % et 100 % du salaire moyen. Pour les deux niveaux de revenu, les prestations en espèces prises en compte dans les modèles des *Impôts sur les salaires* ne représentent qu'une part minime du coin fiscal.

Les Parties A et B illustrent également la décomposition du coin fiscal d'un salarié célibataire, pour les mêmes niveaux de revenu (« OCDE-célibataire »). En moyenne dans les pays de l'OCDE, dans le cas d'un salarié célibataire percevant 67 % du salaire moyen, les cotisations patronales de sécurité sociale ont représenté 42.9 % du coin fiscal en 2023, les impôts sur le revenu 31.9 % et les cotisations salariales de sécurité sociale 26.1 %. Si l'on considère la situation d'un salarié célibataire percevant 100 % du salaire moyen, il y a eu une petite différence entre les parts relatives des cotisations patronales de sécurité sociale et des impôts sur le revenu en 2023 (38.4 % et 38.3 % du coin fiscal respectivement), celle des cotisations salariales de sécurité sociale s'étant établie à 23.3 %.

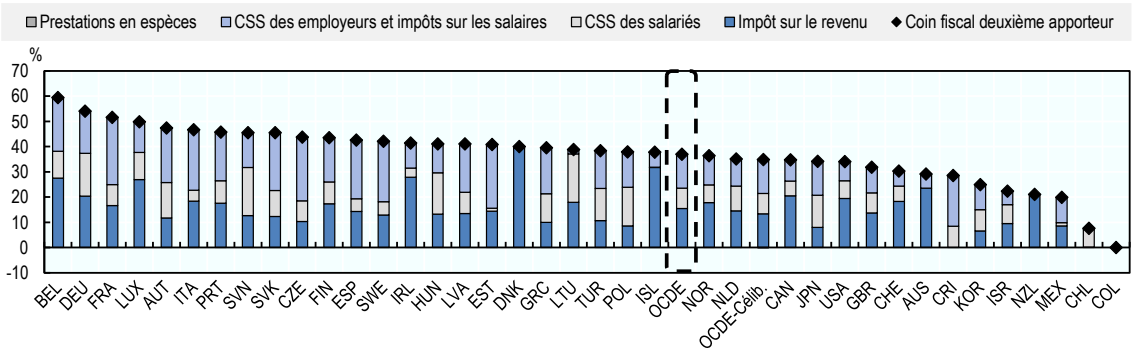
Les Parties C et D mettent en évidence la composition du coin fiscal du deuxième apporteur de revenu au sein de foyers avec deux enfants. En ce qui concerne ce groupe, le coin fiscal tient compte du fait que le foyer perd les prestations familiales lorsque le deuxième apporteur de revenu prend un emploi et ce, à tous les niveaux de revenu. À 67 % du salaire moyen, les transferts en espèces ont représenté 4.3 % du coin fiscal en 2023, contre 3.1 % à 100 % du salaire moyen. L'impôt sur le revenu contribue respectivement à hauteur de 35.3 % et 40.3 % du coin fiscal à 67 % et 100 % du salaire moyen tandis que pour les cotisations patronales de sécurité sociale, les mêmes chiffres ressortent à 37.8 % et 35.4 %.

## Graphique 2.4. Décomposition du coin fiscal sur les deuxièmes apporteurs de revenu, 2023

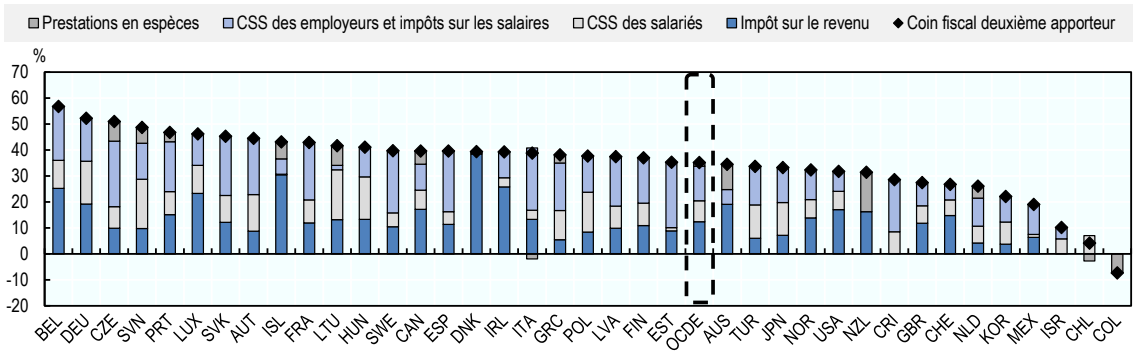
Partie A : deuxième apporteur rémunéré à 67 % du salaire moyen, sans enfant, 2023



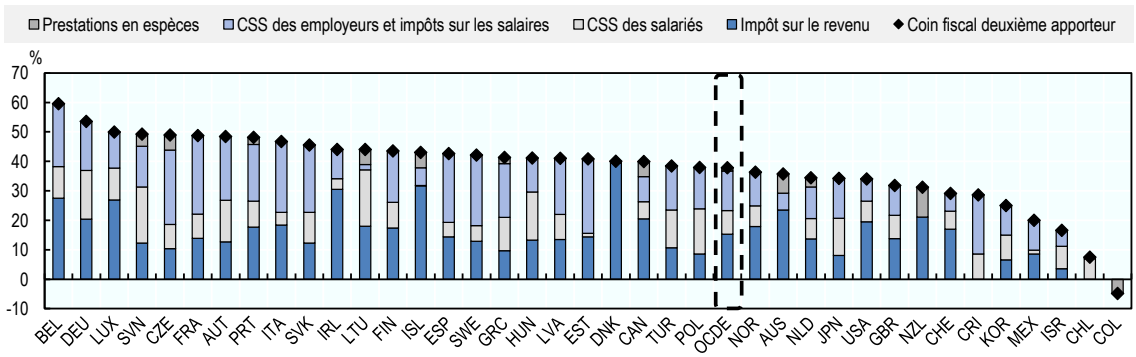

Partie B : deuxième apporteur rémunéré à 100 % du salaire moyen, sans enfant, 2023




Partie C : deuxième apporteur rémunéré à 67 % du salaire moyen, deux enfants, 2023




Partie D : deuxième apporteur rémunéré à 100 % du salaire moyen, deux enfants, 2023




Note : l'apporteur principal au sein de couples mariés avec deux salaires est toujours rémunéré à 100 % du salaire moyen. La catégorie « OCDE-Célib. » fait référence à la moyenne OCDE pour un salarié célibataire percevant le même pourcentage du salaire moyen que le deuxième apporteur de revenu au sein d'un couple marié. Elle n'apparaît que dans les Parties A et B.

Sources : Contributions des pays et (OCDE, 2023[28]) Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2023, numéro 2.

StatLink https://stat.link/72qtnd

Le Graphique 2.5 illustre comment le coin fiscal du deuxième apporteur de revenu a évolué entre 2014 (l'année sur laquelle porte l'analyse présentée dans la précédente étude spéciale consacrée à ce sujet) et 2023, en faisant ressortir l'amplitude et la composition des variations. Il fait également apparaître comment le coin fiscal du salarié célibataire équivalent a évolué au cours de la même période.

Entre 2014 et 2023, le coin fiscal moyen des deuxièmes apporteurs de revenu a diminué légèrement dans toutes les catégories de foyer sur lesquelles porte l'analyse. Pour un deuxième apporteur de revenu sans enfant, le coin fiscal a reculé dans 24 des 38 pays tant à 67 % qu'à 100 % du salaire moyen alors que dans le cas d'un deuxième apporteur de revenu avec deux enfants, il a diminué dans 28 et 25 pays à respectivement 67 % et 100 % du salaire moyen. Bien que l'analyse n'ait pas été reconduite aux fins du présent chapitre, l'étude spéciale figurant dans l'édition 2016 des *Impôts sur les salaires* a montré que le coin fiscal des deuxièmes apporteurs de revenu percevant 67 % du salaire moyen a *augmenté* dans la majorité des pays entre 2010 et 2014.

La diminution du coin fiscal entre 2014 et 2023 est généralement plus prononcée dans le cas de foyers avec enfants et de foyers dont le deuxième apporteur de revenu perçoit 67 % du salaire moyen. En moyenne dans les pays de l'OCDE, le coin fiscal pour un deuxième apporteur de revenu sans enfant prenant un emploi rémunéré à 67 % (Partie A) et 100 % du salaire moyen (Partie B) a reculé de respectivement 1.2 point et 0.7 point. Dans le cas d'un deuxième apporteur de revenu avec deux enfants, la baisse du coin fiscal a été de 1.4 point à 67 % du salaire moyen, (Partie C) et de 0.9 point à 100 % du salaire moyen (Partie D).

Pour les deuxièmes apporteurs de revenu sans enfant, on a observé des fléchissements particulièrement nets en Estonie, en Hongrie, aux Pays-Bas et en Tchéquie, où le recul a été d'au moins 5 points pour au moins une des catégories de foyer. Ces variations à la baisse concordent avec celles du coin fiscal des salariés célibataires équivalents observées dans ces pays au cours de la même période. Pour un deuxième apporteur de revenu avec deux enfants prenant un emploi rémunéré à 67 % du salaire moyen, des baisses d'au moins 5 points ont été constatées en Estonie, en France, en Hongrie et en Italie ; dans ces deux derniers pays, le repli a aussi dépassé 5 points à 100 % du salaire moyen. En Estonie, la forte baisse du coin fiscal des deuxièmes apporteurs de revenu faiblement rémunérés (tant avec enfants que sans enfant) est imputable au passage d'une imposition commune à une imposition individuelle à partir de 2017, laquelle a été à l'origine d'une contraction de la part de l'impôt sur le revenu dans la composition du coin fiscal.

Dans la plupart des pays, l'impôt sur le revenu a été le principal facteur de variation du coin fiscal du deuxième apporteur de revenu au cours de la période considérée pour toutes les catégories de foyer sur lesquelles porte l'analyse ; ce n'est toutefois pas ce qui s'est passé aux Pays-Bas (où les cotisations salariales de sécurité sociale ont été le premier facteur à l'origine de la variation), en Hongrie et en France (où ce sont les cotisations patronales de sécurité sociale qui ont primé) ou en Italie (où ce sont les transferts en espèces qui ont joué le rôle le plus important), pour ne citer que quelques-uns des pays dans lesquels les plus fortes variations ont été enregistrées.

Dans certains pays, la différence du coin fiscal entre 2014 et 2023 a été le produit de variations, pas toujours dans le même sens, subies par de multiples composantes. En Lituanie par exemple, une réforme de la sécurité sociale conduite en 2019 a modifié la composition du coin fiscal : les impôts sur le revenu et les cotisations salariales de sécurité sociale sont devenus les principales composantes du coin fiscal en lieu et place des cotisations patronales de sécurité sociale. Pour un deuxième apporteur de revenu sans enfant, le coin fiscal a reculé pour les différentes catégories de foyer en France et en Grèce, malgré une augmentation du coin fiscal sur le revenu due à des réductions des cotisations patronales et salariales de sécurité sociale, alors qu'il a augmenté en Finlande du fait que l'abaissement de l'impôt sur le revenu et des cotisations patronales de sécurité sociale a été compensé par une hausse des cotisations salariales.

Le repli du coin fiscal des deuxièmes apporteurs de revenu sans enfant entre 2014 et 2023 a été légèrement plus marqué que celui du coin fiscal d'un salarié célibataire sans enfant. À 67 % du salaire

moyen, le coin fiscal moyen, pour un salarié célibataire, a perdu 0.8 point sur la période dans la zone OCDE (et 1.2 point pour le deuxième apporteur de revenu) alors qu'il reculé de 0.4 point à 100% du salaire moyen (et de 0.7 point pour le deuxième apporteur de revenu). La comparaison entre les deuxièmes apporteurs de revenu et les salariés célibataires avec enfants ne figure pas en raison d'écarts de coin fiscal significatifs avec les parents isolés, comme indiqué précédemment.

## Coin fiscal marginal sur les deuxièmes apporteurs de revenu

Cette section a pour objet d'examiner le coin fiscal marginal des deuxièmes apporteurs de revenu afin d'analyser dans quelle mesure ceux-ci sont incités à travailler davantage. Pour ce faire, il est fait référence à deux indicateurs qui ne sont pas des indicateurs standard des *Impôts sur les salaires*, mais qui ont été calculés spécialement pour appréhender ce sujet : la variation du coin fiscal lorsque le salaire du deuxième apporteur de revenu (i) augmente de 1 % du salaire moyen et (ii) passe de 67 % à 100 % du salaire moyen. Les résultats sont comparés avec le coin fiscal marginal d'un salarié célibataire, comme dans les sections précédentes.

### *Coin fiscal marginal pour une augmentation de salaire équivalente à 1 % du salaire moyen*

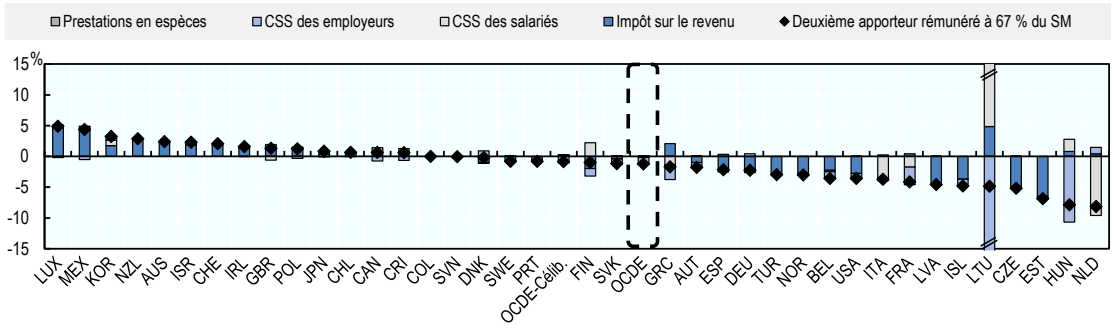
Le Graphique 2.6 contient des éléments éclairants sur les marges intensives de l'offre de main-d'œuvre tirés d'un examen du coin fiscal marginal pour une augmentation équivalente à 1 % du salaire moyen des revenus salariaux des deuxièmes apporteurs de revenu au sein de couples mariés dont l'apporteur principal perçoit 100 % du salaire moyen. Ce scénario a pour but de rendre compte de l'impact d'une faible augmentation du salaire du deuxième apporteur de revenu, augmentation qui a peu de chances de faire passer le couple dans une tranche d'imposition plus élevée.

Les Parties A et B concernent les deuxièmes apporteurs de revenu salariés au sein de foyers sans enfant et ont pour objet de comparer leur coin fiscal marginal (pour ceux percevant respectivement 67 % et 100 % du salaire moyen) avec celui d'un salarié célibataire percevant le même salaire.

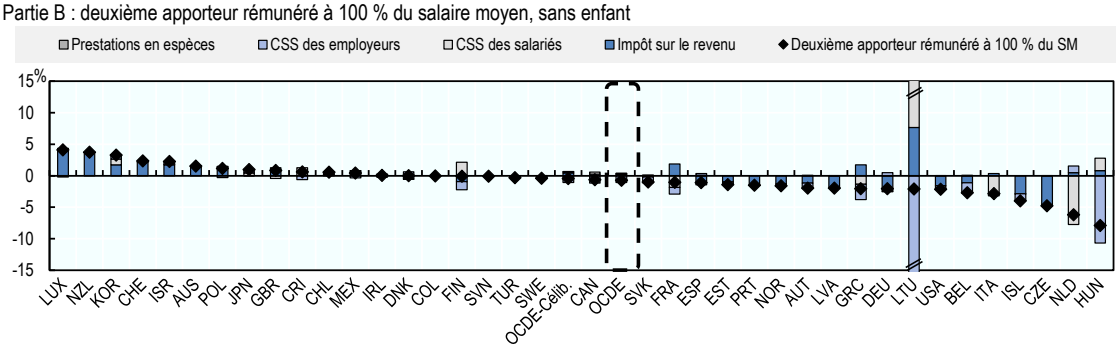
Il en ressort que cette mesure du coin fiscal marginal a été très similaire pour le deuxième apporteur de revenu et le salarié célibataire se situant au même niveau de salaire en 2023 bien que la valeur moyenne pour le salarié célibataire ait été légèrement plus faibles. Pour des emplois rémunérés à 67 % du salaire moyen, les coins fiscaux marginaux moyens d'un deuxième apporteur de revenu et d'un salarié célibataire se sont établis à respectivement 42.6 % et 42.4 % dans les pays de l'OCDE. Pour des emplois rémunérés à 100 % du salaire moyen, ils ont été de respectivement 43.4 % et 43.2 %.

## Graphique 2.5. Variations du coin fiscal sur le deuxième apporteur de revenu entre 2014 et 2023

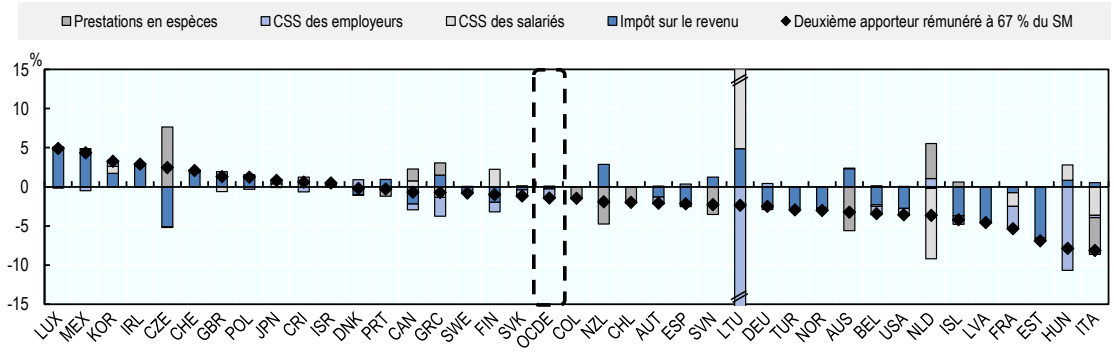
Partie A : deuxième apporteur rémunéré à 67 % du salaire moyen, sans enfant



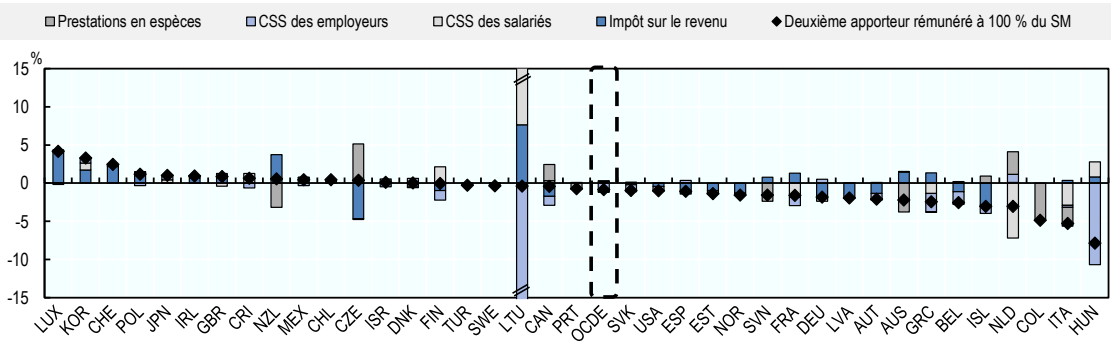

Partie B : deuxième apporteur rémunéré à 100 % du salaire moyen, sans enfant




Partie C : deuxième apporteur rémunéré à 67 % du salaire moyen, deux enfants




Partie D : deuxième apporteur rémunéré à 100 % du salaire moyen, deux enfants




Note : l'apporteur principal au sein de couples mariés avec deux salaires est toujours rémunéré à 100 % du salaire moyen. La catégorie « OCDE-Célib. » fait référence à la moyenne OCDE pour un salarié célibataire percevant le même pourcentage du salaire moyen que le deuxième apporteur de revenu au sein d'un couple marié. Elle n'apparaît que dans les Parties A et B.

Source : Contributions des pays, (OCDE, 2023[28]) Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2023, numéro 2.

StatLink https://stat.link/u8dihb

Pour une rémunération correspondant à 67 % du salaire moyen, l'écart de coin fiscal marginal entre le deuxième apporteur de revenu et le salarié célibataire n'a excédé 0.1 point qu'en Allemagne, au Luxembourg et en Suisse, alors que pour une rémunération correspondant à 100 % du salaire moyen, il en a été ainsi uniquement en Suisse[15]. Tous ces pays se caractérisent par l'application de l'imposition commune.

Les seuls pays dans lesquels le coin fiscal marginal a été plus faible pour le deuxième apporteur de revenu que pour un salarié célibataire ont été la France (en raison de l'abattement dont bénéficient les couples mariés), ce que fait ressortir la Partie A, et la Belgique (en raison de l'application aux travailleurs célibataires et aux couples d'un barème différencié pour la cotisation spéciale de sécurité sociale), comme en témoigne la Partie B.

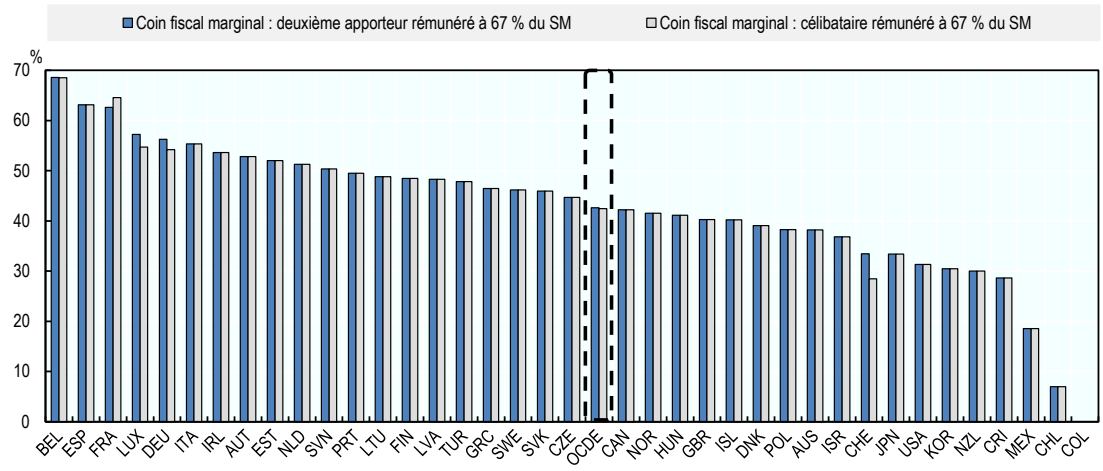
Si le coin fiscal marginal du deuxième apporteur de revenu a été plus élevé en moyenne dans les pays de l'OCDE à 100 % du salaire moyen qu'à 67 %, tel n'a pas été le cas en Allemagne, en Belgique, au Canada, en Espagne, en France ou en Lituanie, pays dans lesquels les deuxièmes apporteurs de revenu percevant 100 % du salaire moyen sont imposés à un taux effectif marginal plus faible que ceux percevant 67 % du salaire moyen[16].

On trouve dans la Partie C une comparaison entre les coins fiscaux marginaux d'un conjoint percevant respectivement 67 % et 100 % du salaire moyen en 2023, dans l'hypothèse où le foyer compte deux enfants. Comme dans les sections précédentes de l'analyse, aucune comparaison n'est faite avec un travailleur célibataire percevant le même montant car les parents isolés bénéficient de régimes fiscaux particuliers qui rendent la comparaison moins éclairante.

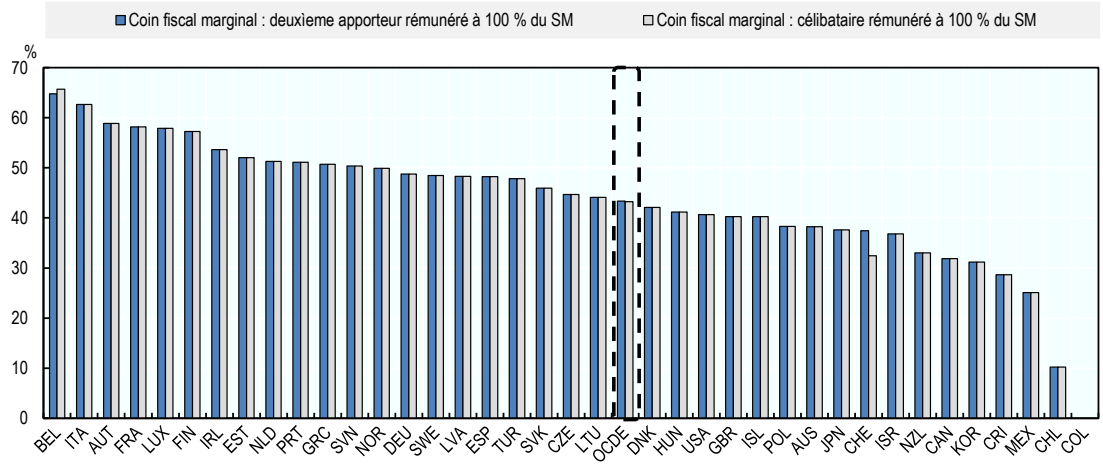
Dans le cas d'une augmentation des revenus salariaux de 1 % du salaire moyen, le coin fiscal marginal du deuxième apporteur de revenu a été pratiquement le même pour les foyers avec enfants (en moyenne 42.5 % à 67 % du salaire moyen et 43.4 % à 100 % du salaire moyen dans les pays de l'OCDE) que pour les couples sans enfant dont il a été question précédemment. Dans ce cas en effet, une augmentation des revenus salariaux équivalente à 1 % du salaire moyen n'a pas d'effet significatif sur le critère de ressources appliqué pour l'octroi de prestations ou d'allégements aux foyers avec enfants, ce qui explique l'obtention de résultats similaires à ceux observés pour les foyers sans enfant.

## Graphique 2.6. Coin fiscal marginal du conjoint lorsque les revenus salariaux augmentent de l'équivalent de 1 % du salaire moyen, 2023

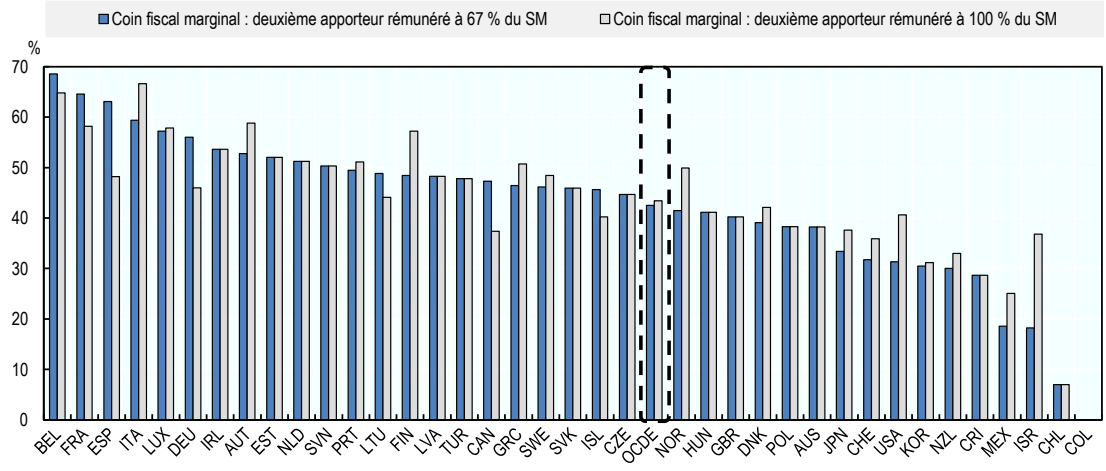
Partie A : deuxième apporteur et travailleur célibataire rémunérés à 67 % du salaire moyen, sans enfant




Partie B : deuxième apporteur et travailleur célibataire rémunérés à 100 % du salaire moyen, sans enfant




Partie C : deuxième apporteur rémunéré à 67 % et 100 % du salaire moyen, deux enfants




Note : l'apporteur principal au sein de couples mariés avec deux salaires est toujours rémunéré à 100 % du salaire moyen.
Source : Contributions des pays, (OCDE, 2023[28]) Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2023, numéro 2.

StatLink https://stat.link/aqhsxp

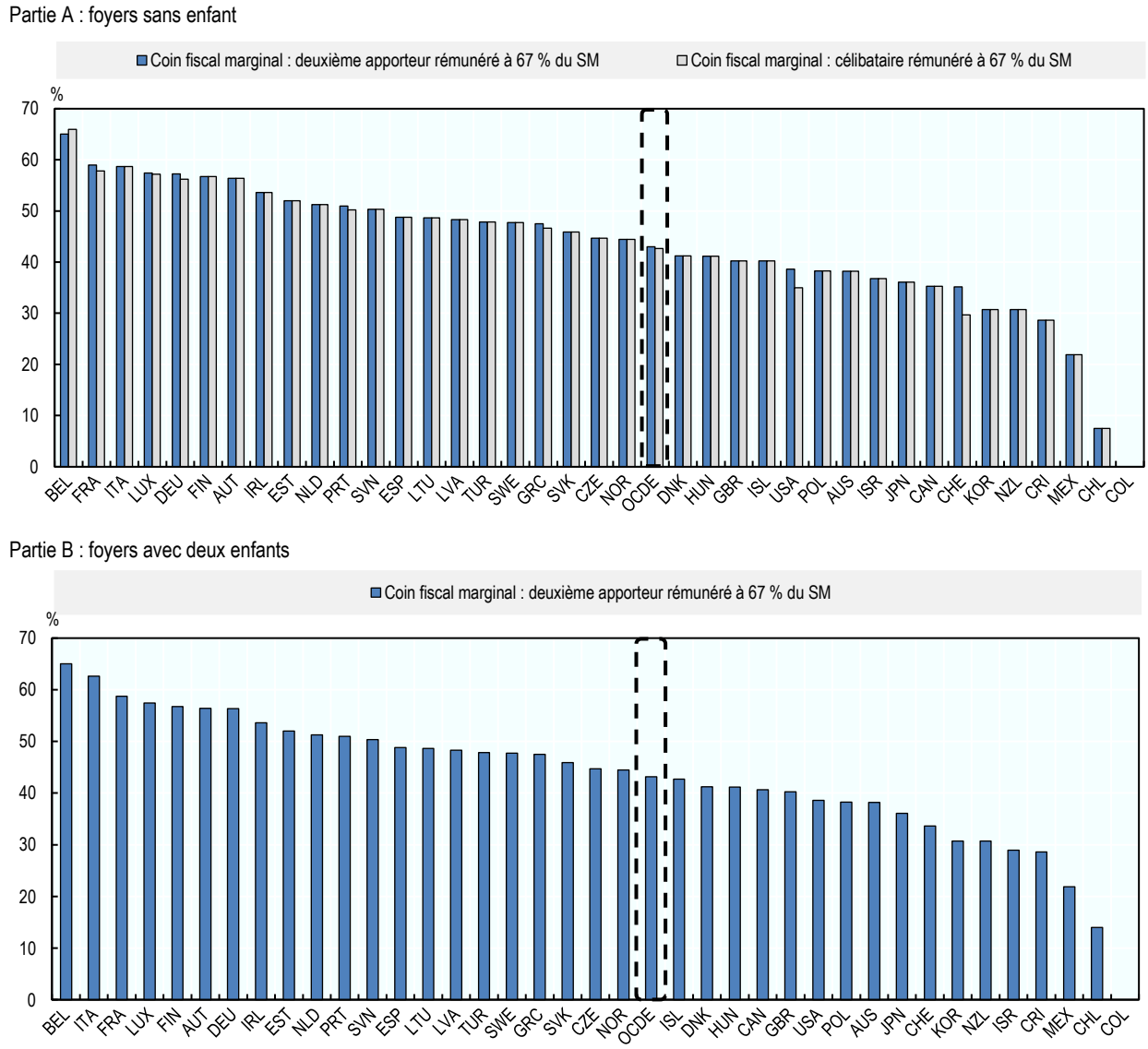
### *Coin fiscal marginal en cas de passage du revenu de 67 % à 100 % du salaire moyen*

La présente sous-section propose une analyse des effets de l'imposition des revenus du travail sur l'offre de main-d'œuvre à la marge intensive fondée sur un examen du coin fiscal marginal pour une augmentation plus sensible des revenus salariaux. Le Graphique 2.7 établit une comparaison du coin fiscal marginal d'un deuxième apporteur de revenu rémunéré à 67 % du salaire moyen dont les revenus salariaux augmentent pour atteindre 100 % du salaire moyen à celui d'un travailleur célibataire dont les revenus salariaux suivent la même évolution. La Partie B représente le coin fiscal marginal d'un deuxième apporteur dont les revenus salariaux évoluent de la même manière en partant cette fois de l'hypothèse que le foyer compte deux enfants. Comme dans l'analyse précédente, l'apporteur principal au sein du couple marié est supposé être rémunéré à 100 % du salaire moyen.

Le cas du deuxième apporteur (ou travailleur célibataire) rémunéré à 67 % du salaire moyen dont les revenus salariaux sont portés à 100 % du salaire moyen est choisi pour approcher la situation d'un travailleur à temps partiel qui passe à temps complet. Néanmoins, il est important de noter que le modèle des *Impôts sur les salaires* retient comme hypothèse un emploi à temps plein ; les résultats devraient donc être considérés avec précaution sachant qu'ils ne prennent pas en compte les dispositions spécifiques pouvant exister pour les travailleurs à temps partiel[17].

Pour les foyers sans enfant, comme le montre la Partie A, le coin fiscal marginal du deuxième apporteur de revenu a été légèrement plus élevé que celui du travailleur célibataire en 2023 (43.0 % contre 42.7 % en moyenne). Conformément aux conclusions présentées dans le Graphique 2.6, la plupart des pays dans lesquels le coin fiscal marginal du deuxième apporteur de revenu est plus élevé appliquent l'imposition conjointe (Allemagne, États-Unis, Finlande, France, Portugal et Suisse). Lorsque le foyer compte deux enfants (Partie B), le coin fiscal marginal du deuxième apporteur de revenu a été légèrement plus élevé puisqu'il s'est établi à 43.2 % en moyenne. La faible augmentation du coin fiscal marginal du conjoint dans un foyer avec deux enfants est imputable à la perte du bénéfice des allégements fiscaux et prestations en espèces soumis à condition de ressources liée à l'accroissement de ses revenus.

**Graphique 2.7. Comparaison du coin fiscal marginal d'un deuxième apporteur de revenu et d'un travailleur célibataire dont le salaire passe de 67 % à 100 % du salaire moyen, 2023.**




Note : l'apporteur principal au sein de couples mariés avec deux salaires est supposé être rémunéré à 100 % du salaire moyen.
Source : Contributions des pays, (OCDE, 2023[28]) Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2023, numéro 2.

StatLink https://stat.link/4enjpz

## Conclusion

Dans la présente étude spéciale, les modèles des *Impôts sur les salaires* pour 2023 sont utilisés pour analyser le coin fiscal des deuxième apporteurs de revenu afin d'apporter un éclairage sur l'un des mécanismes par lesquels l'imposition des revenus du travail peut agir sur les incitations amenant les femmes à accroître leur participation au marché du travail. Ces conclusions peuvent à leur tour servir à orienter les politiques suivies pour combler les écarts persistants entre les femmes et les hommes au regard de l'emploi et ce faisant à démontrer que la politique fiscale est un levier pour améliorer l'égalité femmes-hommes dans les pays de l'OCDE (OCDE, 2022[29]).

Le chapitre met l'accent sur deux indicateurs primaires, à savoir le coin fiscal moyen et le coin fiscal marginal, qui sont présentés pour les deuxièmes apporteurs à différents niveaux de revenu au sein de foyers avec et sans enfants. Le coin fiscal moyen met en évidence les taux effectifs d'imposition d'un deuxième apporteur de revenu qui prend un emploi (augmentation de l'offre de main-d'œuvre à la marge extensive), tandis que le coin fiscal marginal fait ressortir les taux effectifs d'imposition des revenus additionnels du deuxième apporteur considérés comme un indicateur de l'augmentation de l'offre de main-d'œuvre à la marge intensive.

Si le coin fiscal moyen est un indicateur de base utilisé dans les *Impôts sur les salaires*, les deux variantes du coin fiscal présentées dans ce chapitre ont été calculées spécialement aux fins de la présente analyse. Pour les foyers sans enfant, les indicateurs concernant les deuxièmes apporteurs de revenu sont comparés avec les résultats obtenus pour des salariés célibataires afin d'étudier s'ils supportent des taux effectifs d'imposition plus élevés que s'ils étaient célibataires. Des différences majeures dans le niveau et la composition du coin fiscal des parents isolés empêchent une comparaison éclairante avec les deuxièmes apporteurs de revenu avec enfants.

Il ressort des résultats obtenus que le coin fiscal moyen des deuxièmes apporteurs de revenu a été plus élevé que celui des travailleurs célibataires dans une majorité de pays de l'OCDE et en moyenne dans les pays de l'OCDE en 2023. Les écarts ont été principalement dus à l'imposition commune ou à l'existence d'allégements d'impôt (soit sous forme d'abattements, soit sous forme de crédits d'impôt) accordés uniquement à l'un des conjoints ou conditionnés par le montant des revenus des deux conjoints. Les résultats montrent aussi que le coin fiscal moyen d'un deuxième apporteur de revenu ayant commencé à travailler en étant rémunéré à 100 % du salaire moyen a été plus élevé que si sa rémunération avait représenté 67 % du salaire moyen, ce qui s'explique par la progressivité des systèmes fiscaux dans la zone OCDE. Il est apparu que le coin fiscal moyen des deuxièmes apporteurs de revenu a été légèrement plus élevé lorsque ceux-ci avaient des enfants que lorsqu'ils n'en avaient pas.

En moyenne dans les pays de l'OCDE, les cotisations patronales de sécurité sociale et les impôts sur le revenu sont les principales composantes du coin fiscal des deuxièmes apporteurs de revenu. La perte des prestations familiales modifie le coin fiscal des deuxièmes apporteurs avec enfants qui prennent un emploi. Dans environ les deux tiers des pays de l'OCDE, le coin fiscal moyen des deuxièmes apporteurs de revenu a diminué entre 2014 et 2023 pour les différents foyers analysés, dans la plupart des cas en raison d'un abaissement des impôts sur le revenu. L'écart entre le coin fiscal moyen du deuxième apporteur de revenu sans enfant et celui d'un salarié célibataire équivalent s'est légèrement amenuisé sur la période considérée. Un champ d'analyse à explorer dans le futur pourrait consister à examiner plus en détail les facteurs expliquant le fléchissement du coin fiscal moyen des deuxièmes apporteurs de revenu dans les pays de l'OCDE.

Les deux nouveaux indicateurs élaborés pour analyser le coin fiscal marginal des deuxièmes apporteurs mesurent (en premier lieu) les taux effectifs d'imposition appliqués à un revenu additionnel équivalent à 1 % du salaire moyen et (en second lieu) à une augmentation des revenus salariaux les portant de 67 % à 100 % du salaire moyen. D'après les résultats, il n'existe qu'une légère différence entre le coin fiscal marginal des deuxièmes apporteurs de revenu et des salariés célibataires (sans enfant dans les deux cas). Les différences sont la plupart du temps imputables aux pays appliquant l'imposition conjointe. L'analyse du second indicateur du coin fiscal marginal pourrait être poussée plus avant de façon à examiner s'il subirait également les effets de la perte du bénéfice de mesures fiscales spécifiques visant les travailleurs à temps partiel, sachant que le passage d'une rémunération équivalente à 67 % du salaire moyen à une rémunération égale à 100 % du salaire moyen peut être considéré comme un indicateur d'un passage d'un emploi à temps partiel à un emploi à temps complet.

## References

André, C. et al. (2023), « Promouvoir l'égalité des genres pour renforcer la croissance économique et la résilience », *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, n° 1776, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/d1f7a204-fr. [4]

Angelov, N., P. Johansson et E. Lindahl (2016), « Parenthood and the Gender Gap in Pay », *Journal of Labor Economics*, vol. 34/3, pp. 545-579. [10]

Banque mondiale (2024), *Women, Business and the Law 2024*, Banque mondiale, Washington, D.C., https://doi.org/10.1596/978-1-4648-2063-2. [3]

Bargain, O., K. Orsini et A. Peichl (2014), « Comparing Labor Supply Elasticities in Europe and the United States: New Results », *The Journal of Human Resources*, vol. 49/3 (Summer 2014), pp. 723-838, https://www.jstor.org/stable/23798608. [16]

Bertrand, M., C. Goldin et L. Katz (2010), « Dynamics of the gender gap for young professionals in the financial and corporate sectors », *American economic journal: applied economics*, vol. 2(3), pp. 228-255. [11]

Bick, A. et N. Fuchs-Schündeln (2018), « Taxation and labour supply of married couples across countries: A macroeconomic analysis », *The Review of Economic Studies*, vol. 85.3, pp. 1543-1576, https://doi.org/10.1093/restud/rdx057. [17]

Bierbrauer, F. et al. (2023), « The taxation of couples ». [27]

Bundesministerium der Finanzen (2024), *Sechster Bericht zur Tragfähigkeit der öffentlichen Finanzen*. [21]

Carbonnier, C. (2021), « Family-Based Tax and Transfer System – Issues for Income Tax and Other Public Policies », *Economie et Statistique / Economics and Statistics*, vol. 526-527, pp. 41-48, https://doi.org/10.24187/ecostat.2021.526d.2051. [25]

Chen, Q. et al. (2023), *The Role of Structural Fiscal Policy on Female Labor Force Participation in OECD Countries*, International Monetary Fund. [18]

CPB (2015), *Study on the effects and incidence of labour taxation*, European Union, https://doi.org/10.2778/88441. [15]

Harding, M., D. Paturot et H. Simon (2022), « Taxation of part-time work in the OECD », *Documents de travail de l'OCDE sur la fiscalité*, n° 57, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/572b72d3-en. [7]

Kaygusuz, R. (2010), « Taxes and female labor supply », *Review of Economic Dynamics*, vol. 13.4, pp. 725-741. [20]

Keane, M. (2022), « Recent research on labor supply: Implications for tax and transfer policy », *Labour Economics*, vol. 77/August 2022, https://doi.org/10.1016/j.labeco.2021.102026. [14]

Mastrogiacomo, M. et al. (2017), « Heterogeneity in Labour Supply Responses: Evidence from a Major Tax Reform », *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, vol. 79/5, pp. 769-796, https://doi.org/10.1111/obes.12168. [22]

Myohl, N. (2023), « Till taxes keep us apart? The impact of the marriage tax on the marriage rate », *International Tax and Public Finance*, pp. 1-41. [24]

OCDE (2023), *Fidéliser les talents à tout âge*, Vieillissement et politiques de l'emploi, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/00dbdd06-en. [13]

OCDE (2023), *Joining Forces for Gender Equality : What is Holding us Back?*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/67d48024-en. [1]

OCDE (2023), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2023 Numéro 2*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/b07667cd-fr. [28]

OCDE (2023), *SIGI 2023 Global Report : Gender Equality in Times of Crisis*, Social Institutions and Gender Index, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/4607b7c7-en. [12]

OCDE (2022), *Politique fiscale et égalité femmes-hommes : Un bilan des approches nationales*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/c2ca4314-fr. [29]

OCDE (2021), *The Role of Firms in Wage Inequality: Policy Lessons from a Large Scale Cross-Country Study*, Éditions OCDE, Paris, http://doi.org/10.1787/7d9b2208-en. [5]

OCDE (2021), *Towards Improved Retirement Savings Outcomes for Women*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/f7b48808-en. [6]

OCDE (2016), *Les impôts sur les salaires 2016*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/tax_wages-2016-fr. [2]

Queisser, M. (2021), « COVID-19 and OECD Labour Markets: What Impact on Gender Gaps? », *Intereconomics*, vol. 56/5, pp. 249-253, https://doi.org/10.1007/s10272-021-0993-6. [8]

Schechtl, M. (2021), « The Taxation of Families: How Gendered (De)Familialization Tax Policies Modify Horizontal Income Inequality », *Journal of Social Policy*, vol. 52/1, January 2023, pp. 63 - 84, https://doi.org/10.1017/S0047279421000404. [26]

Selin, H. (2014), « The rise in female employment and the role of tax incentives. An empirical analysis of the Swedish individual tax reform of 1971 », *International Tax and Public Finance*, vol. 21, pp. 894-922. [19]

Thomas, A. et P. O'Reilly (2016), « The Impact of Tax and Benefit Systems on the Workforce Participation Incentives of Women », *Documents de travail de l'OCDE sur la fiscalité*, n° 29, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/d950acfc-en. [23]

Union européenne (2023), *Employment and Social Developments in Europe: Addressing labour shortages and skills gaps in the EU*, Union européenne, https://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=26989&langId=en. [9]

# Annexe 2.A.

## Tableau d'annexe 2.A.1. Classification des systèmes fiscaux des pays de l'OCDE (à compter de 2023)

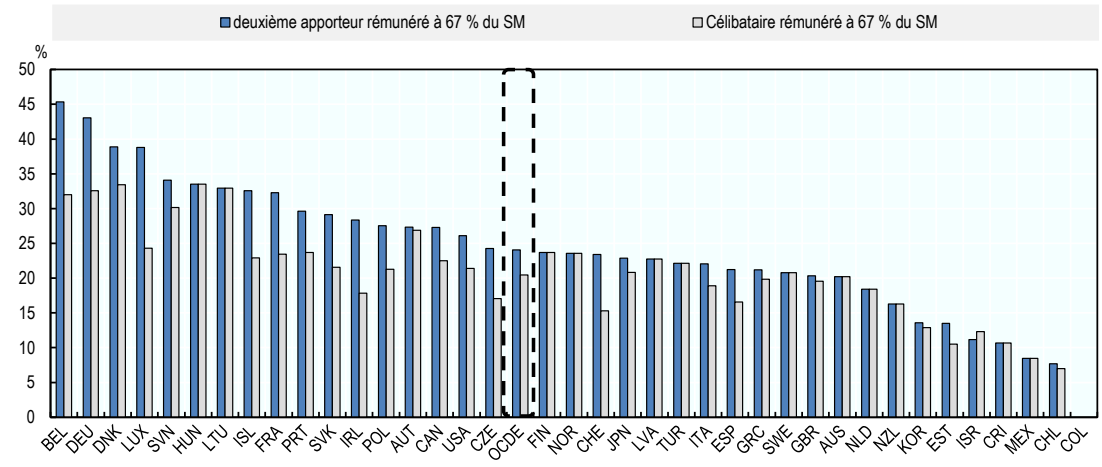
| | Foyer fiscal | Allégements fiscaux |
|---|---|---|
| Allemagne | Au choix (dans les calculs présentés dans les *Impôts sur les salaires*, on considère qu'il s'agit d'une imposition commune) | Foyer |
| Australie | Individuel | Individuel |
| Autriche | Individuel | Mixte |
| Belgique | Individuel | Foyer |
| Canada | Individuel | Mixte |
| Chili | Individuel | Mixte |
| Colombie | Individuel | Mixte |
| Corée | Individuel | Mixte |
| Costa Rica | Individuel | Mixte |
| Danemark | Individuel | Mixte |
| Espagne | Au choix (dans les *Impôts sur les salaires*, l'hypothèse retenue est la plus favorable au niveau du foyer) | Mixte |
| Estonie | Individuel | Mixte |
| États-Unis | Au choix (dans les calculs présentés dans les *Impôts sur les salaires*, on considère qu'il s'agit d'une imposition commune) | Foyer |
| Finlande | Individuel | Individuel |
| France | Conjoint | Mixte |
| Grèce* | Individuel | Individuel |
| Hongrie | Individuel | Individuel |
| Irlande | Au choix (dans les calculs présentés dans les *Impôts sur les salaires*, on considère qu'il s'agit d'une imposition commune) | Mixte |
| Islande | Individuel | Mixte |
| Israël | Individuel | Individuel (bien que les crédits d'impôt soient liés à la composition du foyer) |
| Italie | Individuel | Mixte |
| Japon | Individuel | Mixte |
| Lettonie | Individuel | Mixte |
| Lituanie | Individuel | Individuel |
| Luxembourg | Conjoint | Mixte |
| Mexique | Individuel | Individuel |
| Norvège | Individuel | Mixte |
| Nouvelle-Zélande | Individuel | Individuel |
| Pays-Bas | Individuel | Mixte |
| Pologne | Conjoint | Foyer |
| Portugal | Au choix (dans les *Impôts sur les salaires*, l'hypothèse retenue est la plus favorable au niveau du foyer) | Mixte |
| République slovaque | Individuel | Mixte |
| Royaume-Uni | Individuel | Mixte |

| | | |
|---|---|---|
| Slovénie | Individuel | Mixte |
| Suède | Individuel | Individuel |
| Suisse | Conjoint | Foyer |
| Tchéquie | Individuel | Mixte |
| Türkiye | Individuel | Individuel |

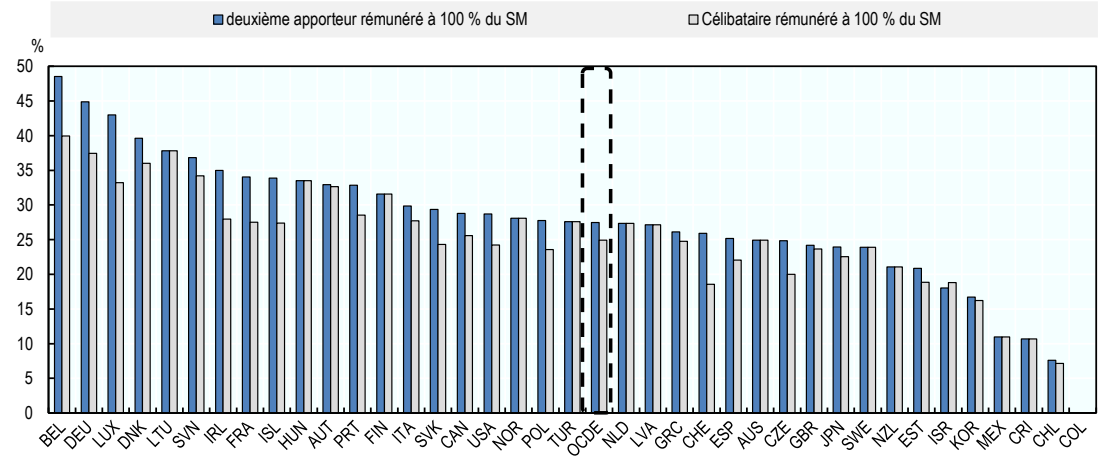
Note : dans la colonne « Foyer fiscal », le terme « Individuel » renvoie aux pays dans lesquels le foyer fiscal est la personne physique et la mention « Conjoint » aux pays où les couples sont imposés conjointement. Dans la colonne « Allégements fiscaux », la mention « Individuel » signifie que tous les allégements fiscaux sont calculés individuellement pour l'apporteur principal et le deuxième apporteur de revenu ; le terme « Mixte » indique qu'au moins certains allégements fiscaux sont calculés au niveau du foyer ou ne sont accordés qu'à l'un des conjoints ; et la mention « Foyer » indique que tous les allégements sont calculés conjointement au niveau du foyer. La classification des systèmes fiscaux est principalement fondée sur la façon dont les impôts sur le revenu des personnes physiques sont calculés. Les cotisations salariales et patronales de sécurité sociale sont presque toujours déterminées au niveau individuel tandis que les prestations en espèces (lorsqu'elles existent) sont généralement calculées au niveau du foyer en tenant compte de l'ensemble des ressources du foyer. En Grèce, les couples remplissent une déclaration conjointe, mais les impôts dont chacun des conjoints est redevable sont calculés sur la base des revenus individuels.
Source : contributions des pays.

## Graphique d'annexe 2.A.1. Taux moyen net d'imposition des personnes physiques du deuxième apporteur de revenu et d'un salarié célibataire ayant le même niveau de revenu, 2023

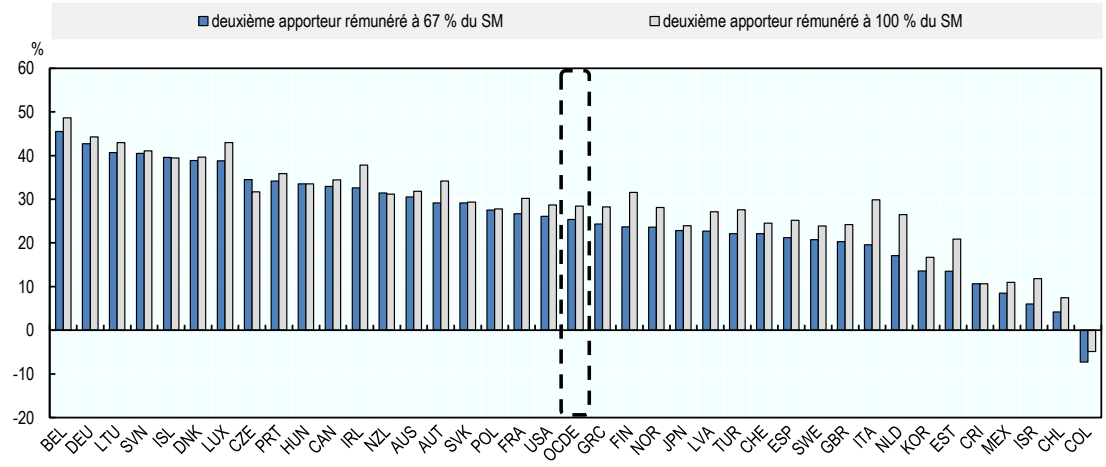
Partie A: 67 % du salaire moyen, sans enfant




Partie B: 100 % du salaire moyen, sans enfant




Partie C: 67 % et 100 % du salaire moyen, deux enfants

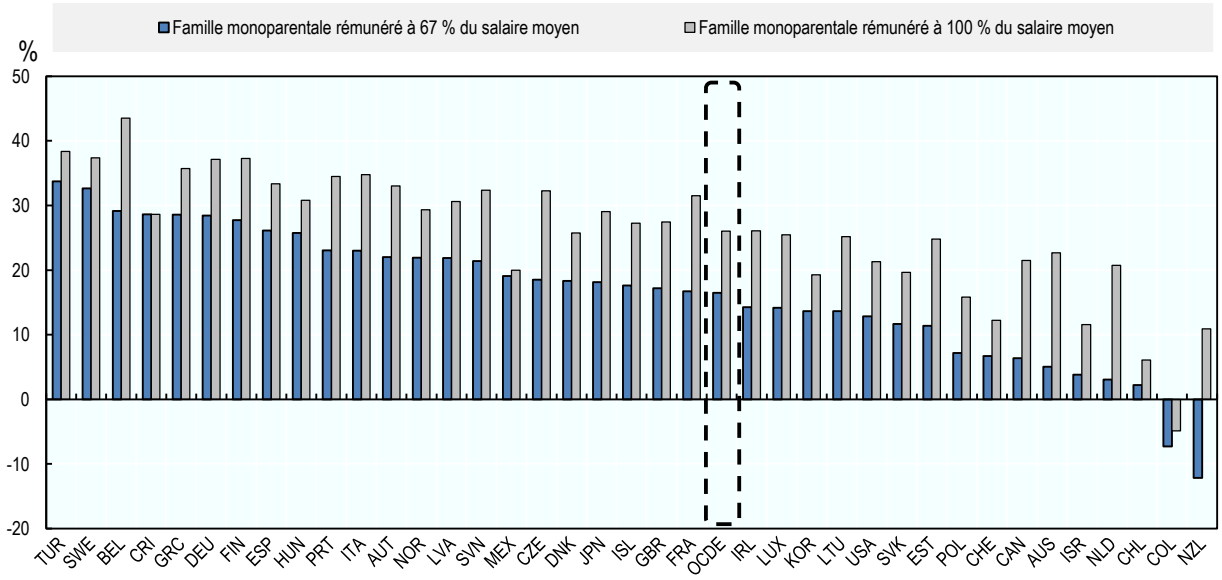



Note : l'apporteur principal au sein de couples mariés avec deux salaires est toujours rémunéré à 100 % du salaire moyen.
Source : Contributions des pays, (OCDE, 2023[28]) Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2023, numéro 2.

StatLink https://stat.link/vpiojx

## Graphique d'annexe 2.A.2. Coin fiscal d'un parent isolé avec deux enfants, 2023

Parent isolé avec deux enfants percevant 67 % et 100 % du salaire moyen

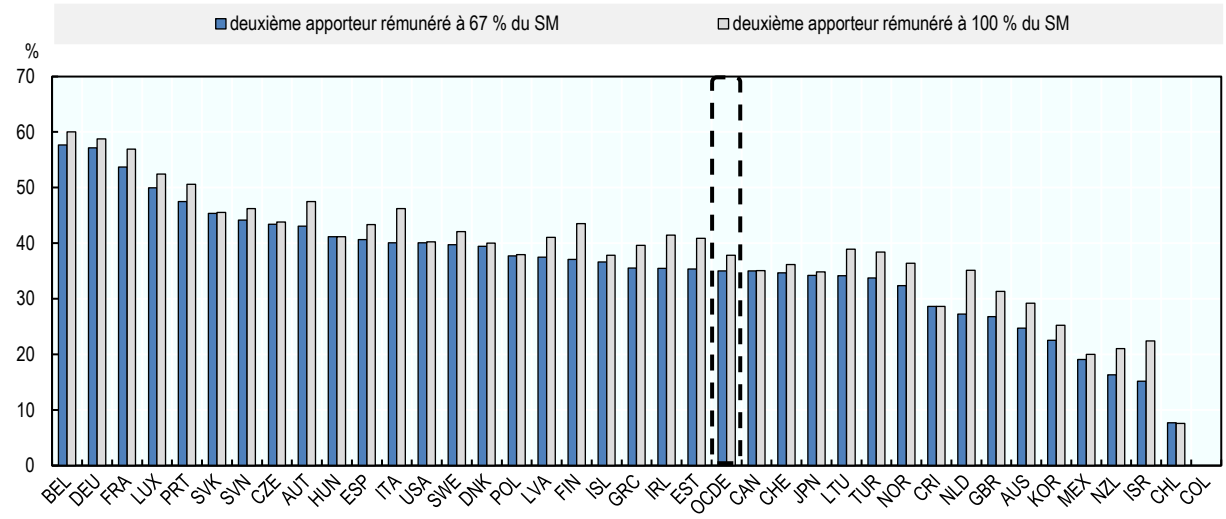



Source : Contributions des pays, (OCDE, 2023[28]) Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2023, numéro 2.

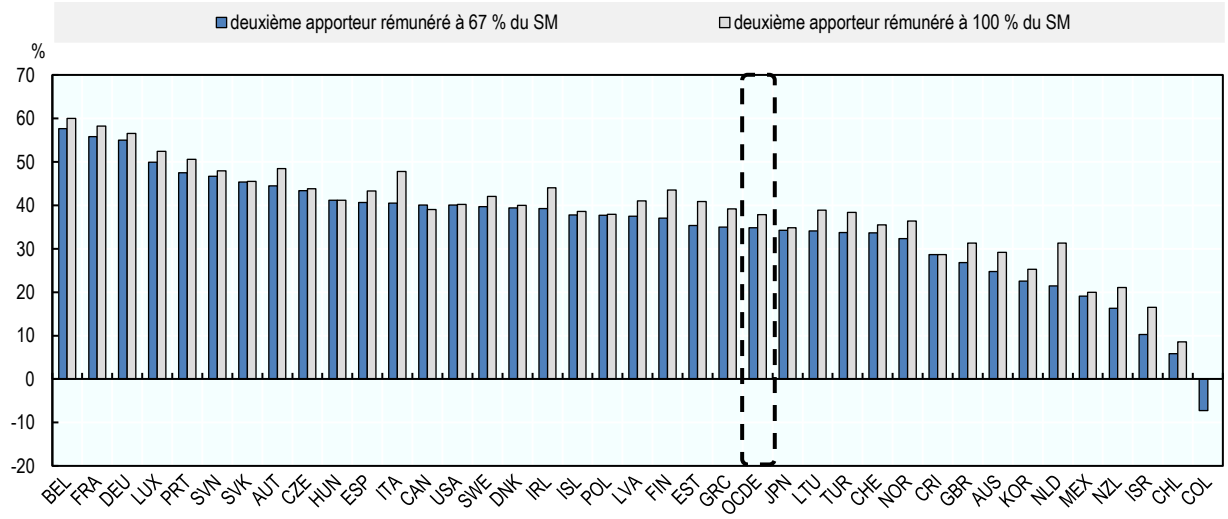
StatLink https://stat.link/ai25ux

## Graphique d'annexe 2.A.3. Coin fiscal des deuxièmes apporteurs de revenu au sein d'un couple dont l'apporteur principal perçoit un revenu élevé, 2023

Partie A : 67 % et 100 % du salaire moyen, sans enfant




Partie B : 67 % et 100 % du salaire moyen, deux enfants




Note : l'apporteur principal au sein de couples mariés avec deux salaires est toujours rémunéré à 167 % du salaire moyen.
Source : Contributions des pays, (OCDE, 2023[28]) Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2023, numéro 2.

StatLink https://stat.link/j18lyv

## Notes

[1] L'objectif principal de l'ODD 5 est de 'parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles'. L'égalité des sexes est également citée dans les ODD portant sur l'éducation (ODD 4) et les inégalités (ODD 10).

[2] Pour un examen plus complet de cette question, voir (Schechtl, 2021[26]) et (Bierbrauer et al., 2023[27]).

[3] En Allemagne, par exemple, les couples mariés sont légalement tenus d'entretenir leur conjoint. L'impact de cette obligation sur la capacité de payer du conjoint à qui elle échoit n'est généralement pas pris en compte dans le barème progressif de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et peut conduire à des inégalités horizontales entre un couple marié avec un conjoint à charge et deux personnes non mariées ayant le même revenu global.

[4] Le coin fiscal (moyen) est calculé uniquement pour l'ensemble du foyer ou pour l'un des deux membres au moment où ils décident de prendre un emploi. Aussi, le coin fiscal de l'apporteur principal et celui du deuxième apporteur serait mécaniquement identique si l'on prend l'hypothèse que le conjoint travaille déjà et est rémunéré à un niveau identique. S'agissant du coin fiscal marginal, l'indicateur de l'apporteur principal et celui de son conjoint sont identiques dans tous les pays de l'OCDE lorsqu'ils sont rémunérés au même niveau et que leurs revenus varient de la même manière.

[5] L'analyse porte sur le coin fiscal afin de donner une image complète des taux effectifs d'imposition qui s'appliquent à une personne qui commence à travailler à différents niveaux de revenu. Cette approche est conforme à celle suivie dans la dernière étude spéciale consacrée à ce sujet en 2016 (OCDE, 2016[2]).

[6] Le calcul du coin fiscal du deuxième apporteur est basé sur la comparaison entre deux situations différentes : un ménage disposant d'un seul salaire et un ménage disposant de deux salaires. Aussi, de par sa conception, l'indicateur doit être interprété comme étant la charge fiscale effective supportée par le deuxième apporteur qui décide de commencer à travailler.

[7] Dans la méthodologie des *Impôts sur les salaires*, les prestations en espèces n'incluent pas les allocations de logement, les paiements ciblant les personnes sans travail (allocations de chômage ou dispositifs de revenu minimum) ou les avantages en nature. Les prestations en espèces indiquées dans les *Impôts sur les salaires* sont généralement des allocations familiales liées à la présence d'enfants et les prestations universelles ou les prestations d'activité sous condition de ressources.

[8] Les résultats pour 2014 présentés dans ce rapport peuvent différer légèrement de ceux figurant dans l'étude spéciale de l'édition 2016 des *Impôts sur les salaires* en raison de révisions et d'améliorations apportées aux calculs par pays.

[9] L'étude spéciale de l'édition 2016 des *Impôts sur les salaires* donne des précisions sur ce qui se produirait si ces deux hypothèses étaient assouplies (OCDE, 2016[2]).

[10] Cet encadré est basé sur un encadré qui figurait dans l'étude spéciale de l'édition 2016 des *Impôts sur les salaires*.

[11] La classification des systèmes fiscaux dans les pays de l'OCDE concerne principalement la façon dont les impôts sur le revenu des personnes physiques sont calculés. Les cotisations sociales à la charge des salariés et des employeurs sont presque toujours déterminées au niveau individuel, tandis que les

prestations en espèces (lorsqu'elles existent) sont généralement calculées au niveau du foyer, en tenant compte de l'ensemble des ressources du foyer.

[12] Les exemples d'allégements fiscaux calculés au niveau du foyer incluent : abattements d'impôt liés à la présence d'un conjoint inactif ; abattements d'impôt liés à la présence d'enfants qui ne peuvent être perçus que par un seul membre du couple (dans les *Impôts sur les salaires*, ils sont attribués à l'apporteur principal) ; crédits d'impôt calculés sur les revenus globaux du couple ; et crédits d'impôt qui peuvent être partagés entre les membres du foyer s'ils ne sont pas entièrement utilisés par le conjoint qui les perçoit.

[13] Sur 37 pays de l'OCDE (à l'exclusion du Costa Rica) pour lesquels cette information est disponible, 16 pays appliquent un traitement fiscal différent aux travailleurs à temps partiel, encore que ces différences soient généralement minimes. Dans le cas de l'Allemagne, de la Belgique, de la Colombie, de l'Espagne, de l'Italie, du Luxembourg, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni, ces dispositions entreraient dans le périmètre du modèle des *Impôts sur les salaires* (si les travailleurs à temps partiel étaient pris en compte). En Australie, en Autriche, au Danemark, aux États-Unis, en France, au Japon, aux Pays-Bas et en Slovénie, elles n'entreraient pas dans le périmètre du modèle (Harding, Paturot et Simon, 2022[7]).

[14] Les femmes pouvaient prétendre à un crédit supplémentaire de 1 410 ISL par rapport aux hommes en 2023, et les mères qui travaillent (ou les parents isolés quel que soit leur genre) avaient droit à un crédit d'impôt pour enfant à charge majoré de 2 820 ISL par rapport aux pères qui travaillent ayant une conjointe.

[15] L'écart de coin fiscal marginal entre le deuxième apporteur de revenu et le salarié célibataire, tous deux sans enfant, ressort à 0.04 point seulement en Belgique pour des personnes rémunérées à 67 % du salaire moyen.

[16] En Allemagne, les deuxièmes apporteurs rémunérés à 100 % du salaire moyen étaient soumis à un taux effectif marginal plus faible que ceux rémunérés à 67 % du salaire moyen puisque, à un niveau de revenu égal à 100 % du salaire moyen, le plafond de calcul des cotisations à l'assurance santé et dépendance est dépassé, tandis qu'il n'est pas franchi à un niveau de revenu égal à 67 % du salaire moyen.

[17] Cette analyse est menée à bien dans (Harding, Paturot et Simon, 2022[7]).

# 3 Taux effectifs d'imposition des revenus du travail en 2023

Les taux effectifs d'imposition des revenus du travail en 2023 calculés pour les huit catégories de foyer sont présentés dans les tableaux 3.1 à 3.13 et les graphiques 3.1 à 3.7. Les catégories de foyer varient selon la situation de famille, le nombre d'enfants et le statut économique. Ce chapitre présente, pour chaque catégorie de foyer, différents indicateurs des taux moyens (coin fiscal, taux d'imposition des personnes physiques, taux net d'imposition des personnes physiques, taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et taux des cotisations salariales de sécurité sociale) et marginale (coin fiscal et taux net d'imposition des personnes physiques). Les résultats de deux indicateurs de la progressivité de l'impôt sont également examinés : mesures de l'élasticité de l'impôt basée sur le salaire brut et sur les coûts de main-d'œuvre.

## Taux d'imposition moyens

Le Tableau 3.1[1] et le Graphique 3.1 font apparaître le coin fiscal moyen dans les pays de l'OCDE pour 2023, qui combine l'impôt sur le revenu des personnes physiques et les cotisations salariales et patronales de sécurité sociale, en tenant également compte du montant des prestations en espèces auquel a eu droit chaque catégorie de foyer spécifique. Le montant total des impôts à verser diminués des transferts reçus est exprimé en pourcentage des coûts de main-d'œuvre, définis comme le salaire brut *plus* les cotisations patronales de sécurité sociale (y compris les taxes sur les salaires). Dans le cas d'un célibataire disposant d'un salaire moyen, le coin fiscal allait de 0 % en Colombie et 7.1 % au Chili à 47.9 % en Allemagne et 52.7 % en Belgique. Pour un couple marié disposant d'un seul revenu égal au salaire moyen, et ayant deux enfants, le coin fiscal était le plus faible en Colombie (-4.9 %) et le plus élevé en France (39.1 %) et en Finlande (39.8 %). Comme l'explique le chapitre 1, le coin fiscal est généralement plus faible pour les couples mariés, ayant deux enfants, et disposant de ce niveau de salaire que pour les célibataires sans enfant en raison de la perception de prestations en espèces et/ou d'un traitement fiscal plus avantageux. Le coin fiscal pour un parent isolé, ayant deux enfants, et gagnant 67 % du salaire moyen était négatif en Nouvelle-Zélande (-12.1 %) et en Colombie (-7.3 %). Ce coin fiscal négatif se produit lorsque la somme des transferts en espèces reçus par ces familles et des crédits d'impôt récupérables éventuels excède la somme de l'impôt dû et de l'ensemble des cotisations de sécurité sociale.

Le Tableau 3.2 et le Graphique 3.2 présentent l'impôt sur le revenu des personnes physiques combiné aux cotisations salariales de sécurité sociale en 2023, exprimé en pourcentage du salaire brut (les indicateurs correspondants faisant apparaître séparément l'impôt sur le revenu et les cotisations salariales de sécurité sociale figurent dans les Tableaux 3.4 et 3.5). Un célibataire sans enfant percevant le salaire moyen supporte la charge moyenne au titre de l'impôt et des cotisations sociales la plus élevée en Lituanie (37.8 %) et en Belgique (39.9 %). On observe les taux moyens les plus bas en Colombie (0.0 %), au Chili (7.1 %), au Costa Rica (10.7 %), au Mexique (11.0 %), en Corée (16.2 %), en Suisse (18.6 %), en Israël (18.8 %), en Estonie (18.9 %) et en Tchéquie (20.0 %).

Le Tableau 3.3 indique la charge de l'impôt sur le revenu et des cotisations salariales de sécurité sociale, déduction faite des droits aux prestations en espèces, pour chaque catégorie de foyer en 2023. Le Graphique 3.3 fait apparaître cette charge pour les célibataires sans enfant et les couples mariés disposant d'un seul salaire ayant deux enfants, ces deux catégories de famille étant rémunérées au salaire moyen. Si l'on compare le Tableau 3.2 et le Tableau 3.3, on observe que les taux moyens d'imposition pour les familles avec enfants (colonnes 4 à 7) sont moindres dans le Tableau 3.3 car la plupart des pays aident les familles ayant des enfants à charge au moyen de prestations en espèces.

Si l'on compare le Tableau 3.2 et le Tableau 3.3 dans le cas des parents isolés ayant deux enfants et gagnant 67 % du salaire moyen, on observe que 33 pays accordaient des prestations en espèces en 2023. En Nouvelle-Zélande, en France et en Estonie, ces prestations représentaient plus de 25 % du revenu brut (soit 28.4 %, 27.9 % et 26.5 %, respectivement). Trente-deux pays accordaient des prestations en espèces à un couple marié, ayant deux enfants, et disposant d'un seul revenu égal au salaire moyen, bien que ces prestations soient moins généreuses par rapport au revenu, atteignant jusqu'à 14.2 % en Pologne. Le niveau plus faible des prestations en espèces pour les couples mariés peut être attribué à trois facteurs : les parents isolés peuvent avoir droit à un régime plus avantageux ; les prestations peuvent être fixées en montant absolu ; ou l'octroi des prestations peut dépendre d'un critère de ressources.

Le Tableau 3.4 indique le montant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dû en pourcentage du salaire brut en 2023. Pour les célibataires, sans enfant, percevant le salaire moyen (colonne 2 du tableau), la charge de l'impôt sur le revenu varie entre 0.0 % (Colombie et Costa Rica) et 36.0 % (Danemark). Dans la plupart des pays de l'OCDE, pour un niveau de salaire moyen, la charge de l'impôt sur le revenu pesant sur un couple marié disposant d'un seul revenu et ayant deux enfants était moindre que celle supportée par un célibataire (comparer les colonnes 2 et 5). Le Graphique 3.4 fait apparaître ces différences. Dans 11 pays de l'OCDE, l'impôt sur le revenu à la charge d'un couple marié disposant d'un

seul salaire et ayant deux enfants est inférieur de plus de la moitié à celle supportée par un célibataire (Allemagne, Autriche, Chili, États-Unis, Luxembourg, Pologne, Portugal, République slovaque, Slovénie, Suisse et Tchéquie). On ne relevait aucune différence dans dix autres pays : Australie, Colombie, Costa Rica, Finlande, Lituanie, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Suède et Türkiye. En Colombie et au Costa Rica, ni un célibataire rémunéré au salaire moyen ni un couple marié disposant d'un seul salaire égal au salaire moyen ne payaient d'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Le taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques était négatif en 2023 dans trois pays de l'OCDE pour le travailleur marié avec deux enfants et percevant un salaire moyen : la Pologne (-1.1 %), la Tchéquie (-6.4 %) et la République slovaque (-14.1 %). Ce résultat est dû à l'existence de crédits d'impôt récupérables en vertu desquels des crédits dépassent le montant d'impôts dus. De même, les parents isolés ayant deux enfants et gagnant 67 % du salaire moyen avaient une charge d'impôt négative dans huit pays – Allemagne, Autriche, Espagne, États-Unis, Israël, Pologne, République slovaque et Tchéquie. Dans trois autres pays – Chili, Colombie et Costa Rica –, cette catégorie de foyer ne payait pas d'impôt sur le revenu.

Une comparaison des colonnes 5 et 6 du Tableau 3.4 montre que si le conjoint avait un emploi rémunéré à 67 % du salaire moyen, la charge d'impôt sur le revenu du foyer (désormais exprimée à 167 % du salaire moyen) serait légèrement plus élevée dans 20 pays, les différences les plus fortes concernant l'Allemagne (9.3 points) et la République slovaque (12.0 points). La charge d'impôt sur le revenu est inférieure dans 15 pays, les différences les plus marquées concernant les Pays-Bas (-4.7 points) et la Finlande et Israël (-3.1 points). Il n'y avait aucun impact sur la charge fiscale au Chili, en Colombie ou au Costa Rica.

Un élément important à prendre en compte dans la conception de l'impôt sur le revenu est sa progressivité – rythme auquel la charge de l'impôt s'accroît avec le revenu. Une comparaison des colonnes 1 à 3 du Tableau 3.4 donne un aperçu des niveaux de progressivité des systèmes d'impôt sur le revenu des pays de l'OCDE. Si l'on compare la charge d'impôt sur le revenu de célibataires rémunérés au salaire moyen à celle de célibataires gagnant 167 % du salaire moyen (colonnes 2 et 3), en 2023, le salarié le moins rémunéré supportait une charge fiscale moindre dans tous les pays sauf en Colombie et en Hongrie. En Colombie, ni le travailleur célibataire rémunéré au salaire moyen, ni celui percevant 167 % du salaire moyen ne payaient d'impôt sur le revenu des personnes physiques. En Hongrie, un taux forfaitaire s'applique aux revenus du travail et tous les foyers sans enfant payaient le même pourcentage d'impôt sur le revenu. Lorsqu'on compare les célibataires qui gagnent 67 % du salaire moyen et les célibataires rémunérés au salaire moyen (colonnes 1 et 2), le travailleur le moins bien payé supportait également une charge fiscale plus faible dans tous les pays de l'OCDE, sauf en Colombie, au Costa Rica et en Hongrie. Enfin, la charge à laquelle doivent faire face les célibataires gagnant 67 % du salaire moyen représentait moins de 25 % de celle supportée par leurs homologues gagnant 167 % de ce salaire dans trois pays de l'OCDE : au Chili (0.0 %), au Costa Rica (0.0 %) et aux Pays-Bas (23.1 %).

L'ajout des cotisations de sécurité sociale au taux moyen d'imposition réduit cette progressivité ainsi que l'économie d'impôt proportionnelle (c'est-à-dire l'économie d'impôt dont bénéficient les travailleurs à bas salaire par rapport aux travailleurs à haut revenu). Si l'on compare le Tableau 3.2 et le Tableau 3.4, le taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, cotisations de sécurité sociale comprises, des célibataires gagnant 67 % du salaire moyen n'était inférieur que de 31.8 % à celle de leurs homologues gagnant 167 % de ce salaire, alors que l'économie d'impôt moyenne pour les seuls impôts sur le revenu des personnes physiques est de 47.3 % pour l'ensemble des pays de l'OCDE en 2023. L'économie d'impôt moyenne observée dans la zone OCDE pour les couples mariés disposant d'un seul revenu égal au salaire moyen et ayant deux enfants par rapport à celle des travailleurs célibataires disposant d'un revenu moyen a baissé de 32.7 % pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques à 20.2 % pour la charge fiscale moyenne intégrant les cotisations de sécurité sociale. Ces diminutions reflètent la faible variation entre les taux des cotisations de sécurité sociale entre les catégories de foyer, comme le montre le Tableau 3.5.

Le Tableau 3.5 illustre les cotisations salariales de sécurité sociale en pourcentage des salaires bruts en 2023. Pour un célibataire sans enfant disposant du salaire moyen (colonne 2), le taux de cotisation varie entre zéro (Australie, Colombie, Danemark et Nouvelle-Zélande) et 22.1 % (Slovénie). L'Australie, le Danemark et la Nouvelle-Zélande ne prélevaient aucune cotisation salariale de sécurité sociale en faveur des administrations publiques. En Colombie, la plupart des cotisations de sécurité sociale sont versées à des fonds qui ne relèvent pas de l'administration publique et sont assimilées à des paiements obligatoires non fiscaux. Aussi, elles ne sont pas comptabilisées en tant que cotisations de sécurité sociale dans les calculs des *Impôts sur les salaires*. Trois autres pays appliquaient des taux très faibles - Islande (0.1 %), Mexique (1.4 %) et Estonie (1.6 %).

Les cotisations de sécurité sociale sont généralement prélevées sur la totalité des revenus, sans seuil d'exonération. Bien qu'un plafond s'applique dans un certain nombre de pays membres de l'OCDE, ce plafonnement concerne habituellement les niveaux de salaire supérieurs à 167 % du salaire moyen. Par conséquent, les cotisations sur les revenus sont généralement stables entre 67 % et 167 % du salaire moyen dans la plupart des pays. Une charge proportionnelle constante des cotisations salariales de sécurité sociale pour les catégories de foyer est observée dans les pays suivants : Slovénie (22.1 %), Lituanie (19.5 %), Hongrie (18.5 %), Pologne (17.8 %), Türkiye (15.0 %), Grèce (13.9 %), République slovaque (13.4 %), Tchéquie et Portugal (11.0 % dans les deux cas), Costa Rica (10.7 %), Lettonie (10.5 %), Norvège (7.9 %), États-Unis (7.7 %), Chili (7.0 %), Espagne (6.5 %), Irlande (4.0 %) et Estonie (1.6 %). Par ailleurs, l'Allemagne et la Belgique appliquaient aux salariés des niveaux de cotisations de sécurité sociale différents en fonction de leur situation de famille (Graphique 3.5).

## Taux marginaux d'imposition

Le Tableau 3.6 et le Graphique 3.6 indiquent le pourcentage d'augmentation marginale des coûts de main-d'œuvre qui est absorbé par l'effet conjugué de la hausse de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des cotisations salariales et patronales de sécurité sociale (y compris les taxes sur les salaires) et de la diminution des transferts en espèces en 2023. On suppose que le revenu brut principal du foyer augmente d'une unité monétaire. Il s'agit du coin fiscal marginal.

Le plus souvent, le coin fiscal marginal absorbait en 2023 25 % à 55 % d'une augmentation des coûts de main-d'œuvre pour les célibataires sans enfant rémunérés au niveau du salaire moyen. Cependant, dans six pays de l'OCDE, ces contribuables étaient soumis à des coins fiscaux marginaux supérieurs à 55 % – Finlande (57.2 %), Luxembourg (57.9 %), France (58.2 %), Autriche (58.8 %), Italie (62.6 %) et Belgique (65.0 %). À l'inverse, le Chili (10.3 %) avait le coin fiscal marginal le plus bas en 2023. En Colombie, aucun impôt sur le revenu n'était dû au niveau du salaire moyen en 2023, et les cotisations de sécurité sociale sont considérées comme des paiements obligatoires non fiscaux et ne sont pas donc prises en compte dans les calculs des *Impôts sur les salaires*[2].

Dans 27 pays membres de l'OCDE, le ***coin fiscal marginal*** pour un couple marié avec deux enfants disposant d'un seul revenu égal au salaire moyen était soit le même que pour un travailleur célibataire sans enfant rémunéré au salaire moyen, ou la différence était inférieure à 5 points. Le coin fiscal marginal était inférieur de plus de 5 points pour les couples mariés disposant d'un seul revenu dans sept pays : France (16.2 points), Luxembourg (12.5 points), États-Unis (9.3 points), Allemagne (7.4 points), Slovénie (6.7 points), Suisse (6.2 points) et Portugal (6.1 points). En revanche, le coin fiscal marginal pour les couples mariés avec deux enfants et disposant d'un seul revenu était supérieur de plus de 5 points à celui des célibataires sans enfant au Canada (5.5 points), aux Pays-Bas (5.6 points), en Islande (9.0 points) et en Nouvelle-Zélande (27.0 points). Ces taux marginaux plus élevés sont dus à la suppression progressive des allégements fiscaux et/ou prestations en espèces accordés sous condition de ressources. Lorsqu'une disposition assortie d'un plafond de ressources est supprimée, la réduction de l'allégement fiscal ou de la

prestation s'ajoute à l'accroissement de l'impôt dû. Ces programmes sont décrits de manière plus détaillée dans les chapitres par pays qui figurent dans la deuxième Partie du rapport.

Le Tableau 3.7 et le Graphique 3.7 illustrent la variation progressive de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des cotisations salariales de sécurité sociale diminués des prestations en espèces en cas d'augmentation marginale du salaire brut en 2023. Comme pour le coin fiscal marginal (Tableau 3.6), l'impôt sur le revenu des personnes physiques et les cotisations salariales de sécurité sociale absorbent entre 25 % et 55 % de l'augmentation du salaire pour les célibataires sans enfant rémunérés au salaire moyen dans la plupart des pays. Le taux marginal d'imposition du travailleur moyen était supérieur à 55 % en Belgique seulement (55.6 %) et inférieur à 25 % au Chili (10.3 %), au Costa Rica (10.7 %), au Mexique (19.4 %) et en Corée (23.5 %). Comme indiqué précédemment, aucun impôt sur le revenu n'était dû en Colombie au niveau du salaire moyen, et les cotisations de sécurité sociale sont considérées comme des paiements obligatoires non fiscaux.

Dans 27 pays membres de l'OCDE, le **t*aux marginal net d'imposition*** applicable aux couples mariés avec deux enfants disposant d'un seul revenu égal au salaire moyen était le même que pour les célibataires sans enfant, ou la différence était inférieure à 5 points. Le taux marginal était inférieur de plus de 5 points pour les couples mariés disposant d'un seul revenu dans sept pays : France (22.1 points), Luxembourg (14.3 points), États-Unis (10.0 points), Allemagne (8.2 points), Slovénie (7.8 points), Portugal (7.5 points) et Suisse (6.6 points). En revanche, le coin fiscal marginal pour les couples mariés avec deux enfants et disposant d'un seul revenu était supérieur de plus de 5 points à celui des célibataires sans enfant au Canada (5.7 points), aux Pays-Bas (6.2 points), en Islande (9.6 points) et en Nouvelle-Zélande (27.0 points). De même que pour le coin fiscal marginal, ces taux marginaux nets d'imposition des personnes physiques plus élevés sont dus à la suppression progressive des allégements fiscaux et/ou prestations en espèces accordés sous condition de ressources.

Le Tableau 3.8 indique le pourcentage d'augmentation du revenu net par rapport au pourcentage d'augmentation du revenu brut lorsque celui-ci s'est accru d'une unité monétaire en 2023, c'est-à-dire l'élasticité du revenu après impôt[3]. Dans un système fiscal proportionnel, le revenu net augmenterait du même pourcentage que l'augmentation du salaire brut, auquel cas l'élasticité serait égale à 1. Plus le système est progressif – au niveau de revenu considéré – plus cette élasticité est faible. Dans le cas d'un couple marié avec deux enfants disposant d'un seul revenu égal au salaire moyen (colonne 5 du Tableau 3.8) ce sont la Nouvelle-Zélande (0.45), la Belgique et l'Italie (0.56 dans les deux cas), l'Irlande (0.59) et les Pays-Bas (0.60) qui avaient, en 2023, les systèmes les plus progressifs d'impôt sur le revenu et de cotisations salariales de sécurité sociale. En revanche, le Chili (0.99), la France (0.95) et le Mexique (0.90) appliquaient ou se rapprochaient d'un système proportionnel d'impôt sur le revenu et de cotisations salariales de sécurité sociale pour ce type de foyer. En Colombie (0.95) et au Costa Rica (1.0), aucun impôt sur le revenu n'était dû au niveau du salaire moyen. En Colombie, les cotisations de sécurité sociale sont considérées comme des paiements obligatoires non fiscaux et ne sont pas prises en compte dans les calculs des *Impôts sur les salaires*. Toutefois, le montant de la prestation en espèces est resté fixe, tandis que le salaire brut a augmenté. Aussi, l'augmentation en pourcentage du revenu net était légèrement inférieure à l'augmentation en pourcentage du salaire brut.

Le Tableau 3.9 fournit une mesure différente de l'élasticité : le pourcentage d'augmentation du revenu net par rapport au pourcentage d'augmentation des coûts de main-d'œuvre (salaire brut majoré des cotisations patronales de sécurité sociale et des taxes sur les salaires) lorsque ceux-ci se sont accrus d'une unité monétaire en 2023[4]. Dans ce cas, les taxes et les cotisations patronales de sécurité sociale sont comprises dans l'analyse. Dans vingt pays membres de l'OCDE, l'élasticité se situait entre 0.50 et 0.97 pour les huit catégories de foyer. L'élasticité était inférieure à 0.50 pour les parents isolés gagnant 67 % du salaire moyen en Espagne (0.50), au Luxembourg (0.47), en Australie et aux Pays-Bas (0.45 dans les deux cas), en Belgique (0.44), en Nouvelle-Zélande (0.38), au Royaume-Uni (0.32), en France (0.31) et au Canada (0.22), et pour les couples mariés avec deux enfants disposant d'un seul salaire égal au salaire moyen en Nouvelle-Zélande (0.45). Elle était en revanche comprise entre 0.98 et 1.0 pour la plupart

des catégories de foyer au Costa Rica et au Chili, et pour certaines catégories d'entre eux en Allemagne, au Canada, en Colombie et en Hongrie, et pour une catégorie de foyer en Estonie et en Lituanie pour un célibataire dont le salaire est égal à 167 % du salaire moyen (1.0). L'utilisation de cette mesure de l'élasticité montre que le système d'impôt sur le revenu était régressif pour un célibataire dont le salaire est égal à 167 % du salaire moyen au Mexique (1.01), en Allemagne (1.04) et en Autriche (1.08), et pour un célibataire rémunéré à 100 % du salaire moyen au Mexique (1.01).

Le Tableau 3.10et le Tableau 3.11 renseignent sur le salaire brut et le revenu net pour les huit catégories de foyer en 2023, après conversion de tous les montants en dollars des États-Unis à parité de pouvoir d'achat. Les travailleurs célibataires percevant le salaire moyen avaient un revenu net supérieur à 50 000 USD dans les 14 pays suivants : Suisse (81 465 USD), Norvège (59 594 USD), Pays-Bas (56 816 USD), Corée (55 956 USD), Luxembourg (55 929 USD), Islande (55 620 USD), Irlande (55 475 USD), Canada (54 408 USD), Royaume-Uni (52 790 USD), Danemark (52 734 USD), Australie (52 668 USD), Autriche (51 228 USD), Allemagne (50 959 USD) et États-Unis (50 954 USD) (Tableau 3.10, colonne 4). Les niveaux les plus bas (en dessous de 20 000 USD) ont été enregistrés au Mexique (14 998 USD) et en Colombie (16 615 USD). Dans le cas d'un couple marié avec deux enfants disposant d'un seul salaire égal au salaire moyen, le revenu net était supérieur à 60 000 USD en Allemagne, en Autriche, en Belgique, au Canada, en Corée, au Danemark, en Irlande, en Islande, au Luxembourg, en Norvège, aux Pays-Bas et en Suisse, tandis que c'est de nouveau en Colombie et au Mexique qu'on enregistrait le niveau le plus bas (Tableau 3.11). Sauf dans le cas du Costa Rica, du Mexique et de la Türkiye, le revenu net disponible du couple marié disposant d'un seul salaire dans les pays de l'OCDE était supérieur à celui du célibataire (ces deux catégories de foyer étant rémunérées au salaire moyen). Cela s'explique par le régime fiscal favorable applicable à cette catégorie de foyer et/ou par les prestations en espèces auxquelles elle avait droit.

Les Tableau 3.12 et Tableau 3.13 contiennent les mêmes chiffres que les Tableau 3.10 et Tableau 3.11 pour les coûts de main-d'œuvre et le revenu net en 2023. Les colonnes « net » des Tableau 3.10 et Tableau 3.11 sont par conséquent identiques à celles figurant dans les Tableau 3.12 et Tableau 3.13 respectivement. Généralement, les coûts de main-d'œuvre sont sensiblement supérieurs aux salaires bruts, parce que les cotisations patronales de sécurité sociale (y compris les taxes sur les salaires) sont prises en compte. En dollars à parité de pouvoir d'achat, les coûts de main-d'œuvre pour un célibataire percevant le salaire moyen (voir Tableau 3.12) étaient les plus élevés (plus de 80 000 USD) en Islande (81 460 USD), au Danemark (82 890 USD), en France (83 034 USD), en Irlande (85 515 USD), aux Pays-Bas (87 599 USD), en Norvège (93 654 USD), au Luxembourg (95 331 USD), en Autriche (97 182 USD), en Allemagne (97 722 USD), en Belgique (103 494 USD) et en Suisse (106 452 USD), et les plus faibles (moins de 30 000 USD) en Colombie (16 615 USD), au Mexique (18 743 USD) et au Chili (29 325 USD). Les coûts annuels de main-d'œuvre sont égaux au salaire annuel brut au Chili, en Colombie, en Colombie et en Nouvelle-Zélande. Ces pays ne prélèvent ni cotisations patronales de sécurité sociale obligatoires ni taxes versées aux administrations publiques sur les salaires. Cependant, les employeurs du Chili et de Colombie sont soumis à des prélèvements obligatoires non fiscaux.

## Tableau 3.1. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, 2023

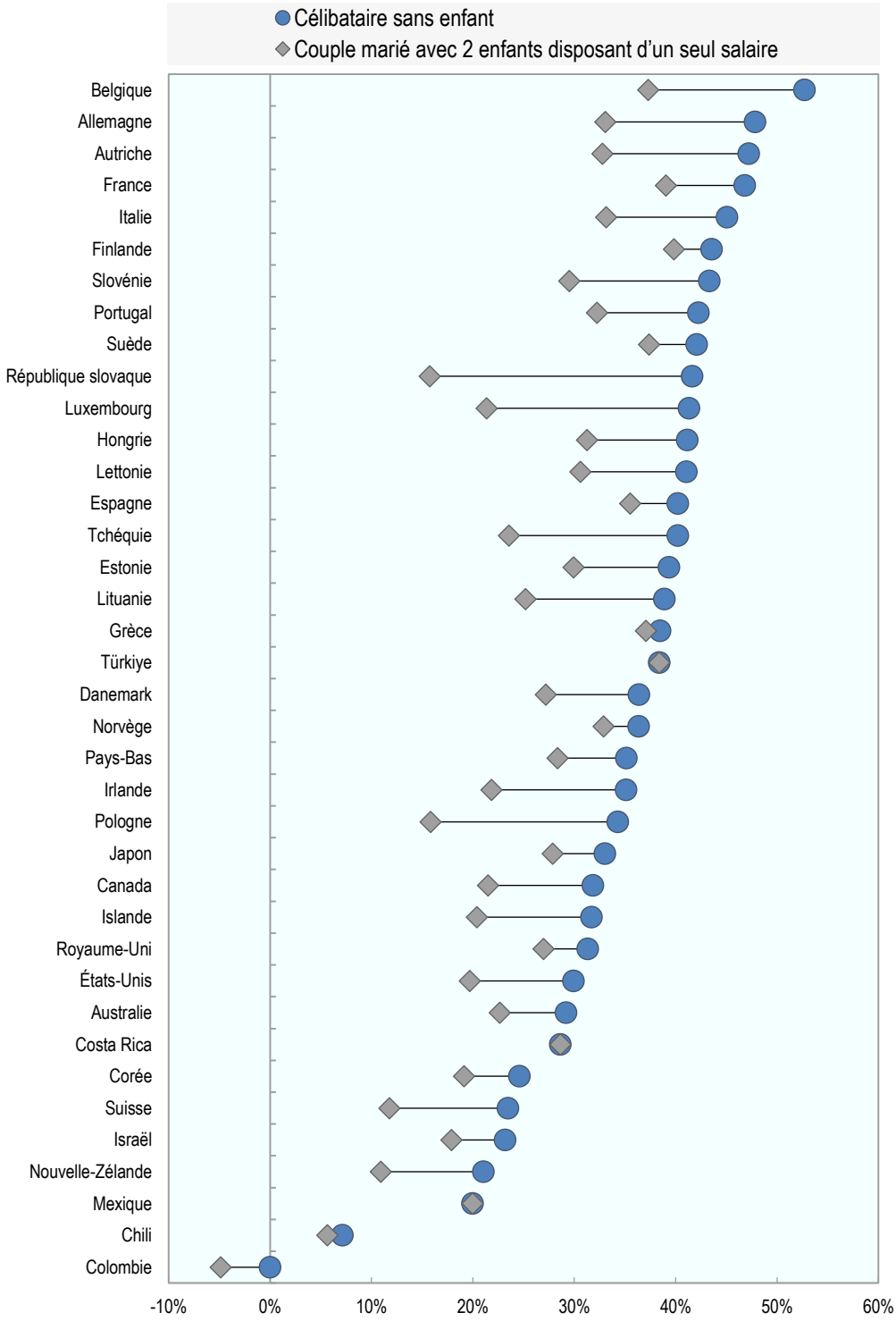
En % des coûts de main-d'oeuvre, par type de foyer et niveau de salaire

| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 43.7 | 47.9 | 49.2 | 28.4 | 33.1 | 40.7 | 43.3 | 46.0 |
| Australie | 24.7 | 29.2 | 34.0 | 5.0 | 22.7 | 27.4 | 29.2 | 27.4 |
| Autriche | 42.7 | 47.2 | 49.9 | 22.0 | 32.8 | 37.5 | 40.6 | 45.4 |
| Belgique | 46.1 | 52.7 | 58.9 | 29.1 | 37.3 | 45.1 | 48.4 | 50.0 |
| Canada | 30.3 | 31.9 | 35.4 | 6.4 | 21.5 | 28.8 | 30.7 | 31.2 |
| Chili | 7.0 | 7.1 | 8.4 | 2.2 | 5.7 | 5.1 | 6.6 | 7.1 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | -7.3 | -4.9 | -5.8 | -4.9 | 0.0 |
| Corée | 21.6 | 24.6 | 27.6 | 13.7 | 19.1 | 20.4 | 22.1 | 23.4 |
| Costa Rica | 28.6 | 28.6 | 30.1 | 28.6 | 28.6 | 28.6 | 28.6 | 28.6 |
| Danemark | 34.0 | 36.4 | 42.0 | 18.3 | 27.2 | 32.1 | 33.6 | 35.4 |
| Espagne | 36.0 | 40.2 | 44.7 | 26.1 | 35.5 | 37.1 | 39.1 | 38.5 |
| Estonie | 33.1 | 39.4 | 41.2 | 11.4 | 29.9 | 32.1 | 35.4 | 36.8 |
| Etats-Unis | 27.5 | 29.9 | 34.3 | 12.8 | 19.7 | 24.6 | 26.9 | 28.2 |
| Finlande | 37.1 | 43.5 | 49.9 | 27.7 | 39.8 | 38.7 | 41.7 | 40.9 |
| France | 40.4 | 46.8 | 53.3 | 16.7 | 39.1 | 40.6 | 43.9 | 44.1 |
| Grèce | 34.5 | 38.5 | 44.0 | 28.6 | 37.1 | 37.5 | 39.2 | 38.0 |
| Hongrie | 41.2 | 41.2 | 41.2 | 25.7 | 31.3 | 35.2 | 36.2 | 41.2 |
| Irlande | 26.0 | 35.1 | 43.5 | 14.3 | 21.8 | 28.8 | 32.9 | 32.0 |
| Islande | 27.5 | 31.7 | 36.8 | 17.6 | 20.4 | 29.6 | 31.7 | 30.0 |
| Israël | 16.3 | 23.2 | 33.1 | 3.8 | 17.9 | 14.9 | 17.2 | 20.0 |
| Italie | 38.4 | 45.1 | 53.8 | 23.0 | 33.2 | 35.4 | 39.9 | 42.4 |
| Japon | 31.5 | 33.0 | 35.9 | 18.2 | 27.9 | 30.0 | 31.0 | 32.4 |
| Lettonie | 37.5 | 41.1 | 42.9 | 21.9 | 30.6 | 33.4 | 35.8 | 39.6 |
| Lituanie | 34.1 | 38.9 | 40.6 | 13.6 | 25.2 | 31.8 | 34.6 | 37.0 |
| Luxembourg | 33.5 | 41.3 | 47.4 | 14.2 | 21.4 | 31.3 | 35.6 | 36.8 |
| Mexique | 19.1 | 20.0 | 23.1 | 19.1 | 20.0 | 19.6 | 20.0 | 19.6 |
| Norvège | 32.4 | 36.4 | 43.4 | 21.9 | 32.9 | 32.7 | 34.6 | 34.8 |
| Nouvelle-Zélande | 16.3 | 21.1 | 25.8 | -12.1 | 10.9 | 19.1 | 21.1 | 19.1 |
| Pays-Bas | 27.2 | 35.1 | 41.0 | 3.0 | 28.3 | 27.4 | 31.4 | 32.0 |
| Pologne | 32.4 | 34.3 | 36.0 | 7.2 | 15.8 | 24.6 | 26.9 | 33.5 |
| Portugal | 38.3 | 42.3 | 48.0 | 23.1 | 32.3 | 38.1 | 40.2 | 40.5 |
| République slovaque | 39.5 | 41.6 | 43.7 | 11.7 | 15.7 | 27.6 | 30.6 | 40.8 |
| Royaume-Uni | 26.8 | 31.3 | 38.3 | 17.2 | 27.0 | 27.2 | 29.4 | 29.5 |
| Slovénie | 39.9 | 43.3 | 46.7 | 21.4 | 29.5 | 37.2 | 39.4 | 41.9 |
| Suède | 39.7 | 42.1 | 49.3 | 32.7 | 37.4 | 38.3 | 39.7 | 41.1 |
| Suisse | 20.4 | 23.5 | 28.0 | 6.7 | 11.8 | 17.8 | 20.4 | 23.3 |
| Tchéquie | 38.0 | 40.2 | 42.0 | 18.5 | 23.5 | 34.6 | 36.2 | 39.3 |
| Türkiye | 33.7 | 38.4 | 42.2 | 33.7 | 38.4 | 36.5 | 38.4 | 36.5 |
| **OCDE-Moyenne** | **31.0** | **34.8** | **39.1** | **16.5** | **25.7** | **29.5** | **31.8** | **33.3** |
| **OCDE-UE 22** | **37.0** | **41.6** | **45.9** | **19.9** | **29.9** | **34.8** | **37.5** | **39.7** |

1. Couple disposant de deux salaires.

## Graphique 3.1. Impôt sur le revenu et cotisations de sécurité sociale des salariés et des employeurs diminués des prestations versées, 2023

En % des coûts de main-d'oeuvre, par type de foyer




Note: Types de foyer « célibataire sans enfant » ayant un salaire égal à celui d'un salarié moyen et « couple marié avec un seul salaire » égal à celui d'un salarié moyen et ayant deux enfants.
Sources : Soumissions nationales et OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE no 1, volume 2023.

StatLink https://stat.link/g7m0ke

## Tableau 3.2. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés, 2023

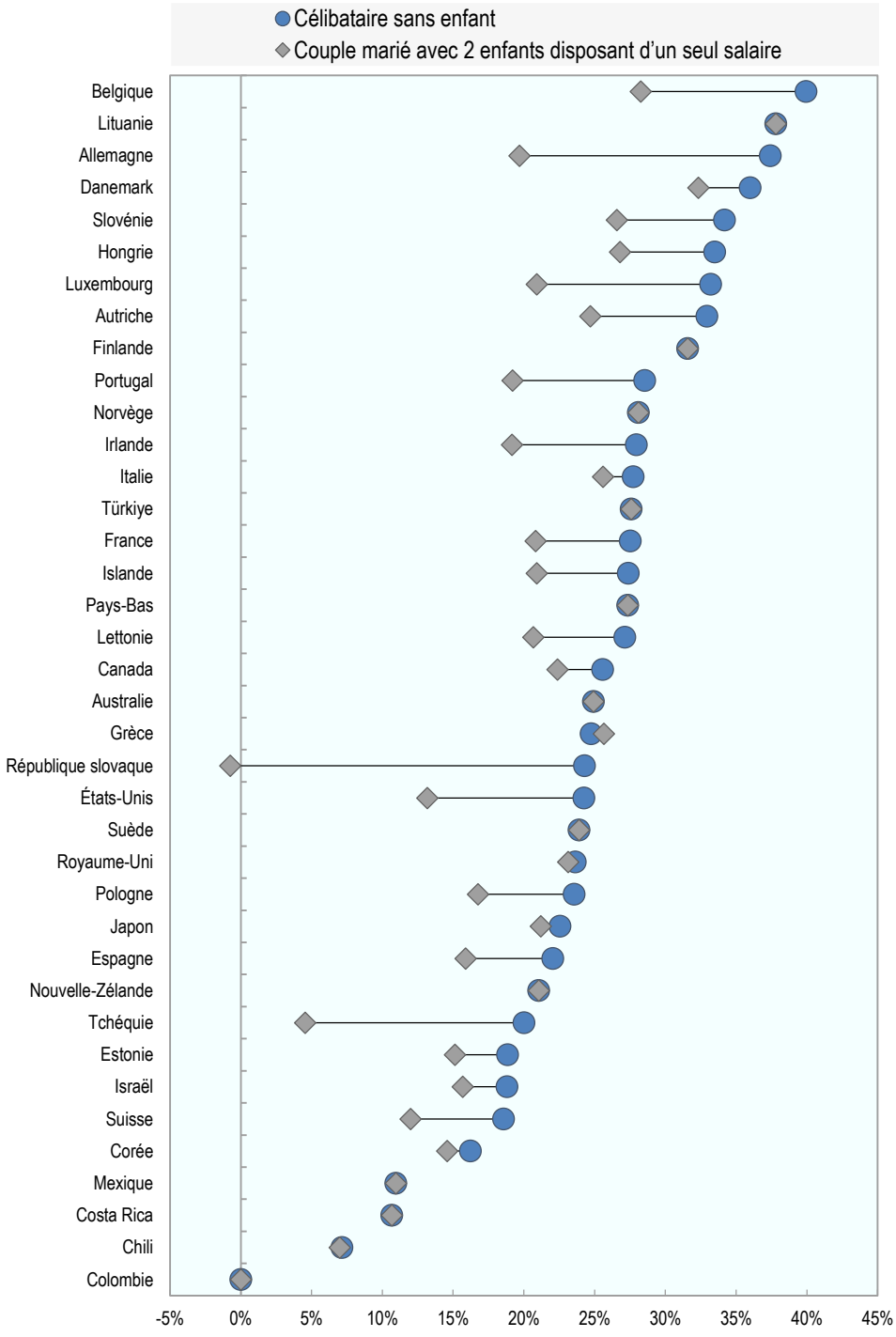
En % du salaire brut, par type de foyer et niveau de salaire

| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 32.6 | 37.4 | 41.6 | 14.2 | 19.7 | 28.9 | 32.0 | 35.2 |
| Australie | 20.2 | 24.9 | 30.0 | 20.2 | 24.9 | 23.0 | 24.9 | 23.0 |
| Autriche | 27.3 | 32.9 | 37.6 | 15.6 | 24.7 | 26.5 | 29.4 | 30.7 |
| Belgique | 32.0 | 39.9 | 47.8 | 26.4 | 28.3 | 35.1 | 38.4 | 36.6 |
| Canada | 22.5 | 25.6 | 31.1 | 16.6 | 22.4 | 24.3 | 25.6 | 24.3 |
| Chili | 7.0 | 7.1 | 8.4 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.1 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 12.9 | 16.2 | 20.4 | 10.7 | 14.6 | 14.2 | 15.6 | 14.9 |
| Costa Rica | 10.7 | 10.7 | 12.5 | 10.7 | 10.7 | 10.7 | 10.7 | 10.7 |
| Danemark | 33.4 | 36.0 | 41.8 | 31.6 | 32.3 | 35.0 | 36.0 | 35.0 |
| Espagne | 16.6 | 22.1 | 27.9 | 3.7 | 15.9 | 18.0 | 20.5 | 19.8 |
| Estonie | 10.5 | 18.9 | 21.3 | 7.9 | 15.1 | 14.5 | 18.0 | 15.5 |
| États-Unis | 21.4 | 24.2 | 29.1 | 5.5 | 13.2 | 18.4 | 20.9 | 22.3 |
| Finlande | 23.7 | 31.6 | 39.3 | 23.7 | 31.6 | 28.4 | 31.6 | 28.4 |
| France | 23.4 | 27.5 | 33.5 | 20.8 | 20.8 | 23.2 | 25.5 | 25.5 |
| Grèce | 19.8 | 24.8 | 31.5 | 19.1 | 25.6 | 23.6 | 25.6 | 24.1 |
| Hongrie | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 23.5 | 26.8 | 29.5 | 30.1 | 33.5 |
| Irlande | 17.8 | 28.0 | 37.2 | 13.7 | 19.2 | 24.5 | 28.5 | 24.5 |
| Islande | 22.9 | 27.4 | 32.8 | 22.9 | 20.9 | 25.6 | 27.4 | 25.6 |
| Israël | 12.3 | 18.8 | 28.8 | 4.8 | 15.7 | 11.8 | 13.7 | 15.7 |
| Italie | 18.9 | 27.7 | 39.2 | 18.9 | 25.6 | 24.2 | 27.7 | 24.2 |
| Japon | 20.8 | 22.6 | 26.6 | 20.8 | 21.2 | 21.9 | 22.6 | 21.9 |
| Lettonie | 22.7 | 27.1 | 29.5 | 13.1 | 20.7 | 21.5 | 23.9 | 25.4 |
| Lituanie | 32.9 | 37.8 | 39.5 | 32.9 | 37.8 | 35.9 | 37.8 | 35.9 |
| Luxembourg | 24.3 | 33.2 | 40.1 | 17.9 | 20.9 | 28.1 | 31.9 | 28.1 |
| Mexique | 8.5 | 11.0 | 15.6 | 8.5 | 11.0 | 10.0 | 11.0 | 10.0 |
| Norvège | 23.6 | 28.1 | 34.9 | 23.2 | 28.1 | 26.3 | 28.1 | 26.3 |
| Nouvelle-Zélande | 16.3 | 21.1 | 25.8 | 16.3 | 21.1 | 19.1 | 21.1 | 19.1 |
| Pays-Bas | 18.4 | 27.3 | 36.1 | 11.9 | 27.3 | 21.2 | 25.2 | 23.8 |
| Pologne | 21.3 | 23.6 | 25.5 | 14.0 | 16.8 | 21.1 | 22.3 | 22.6 |
| Portugal | 23.7 | 28.6 | 35.6 | 16.1 | 19.2 | 23.4 | 26.0 | 26.4 |
| République slovaque | 21.6 | 24.3 | 27.0 | -1.8 | -0.7 | 11.2 | 14.3 | 23.2 |
| Royaume-Uni | 19.5 | 23.7 | 30.8 | 19.5 | 23.1 | 22.0 | 23.7 | 22.0 |
| Slovénie | 30.2 | 34.2 | 38.1 | 25.0 | 26.6 | 29.3 | 31.5 | 32.6 |
| Suède | 20.8 | 23.9 | 33.4 | 20.8 | 23.9 | 22.6 | 23.9 | 22.6 |
| Suisse | 15.3 | 18.6 | 23.5 | 9.5 | 12.0 | 16.1 | 18.3 | 18.3 |
| Tchéquie | 17.1 | 20.0 | 22.4 | 1.2 | 4.6 | 12.5 | 14.7 | 18.8 |
| Türkiye | 22.1 | 27.6 | 32.1 | 22.1 | 27.6 | 25.4 | 27.6 | 25.4 |
| **OCDE-Moyenne** | **20.5** | **24.9** | **30.0** | **15.5** | **19.9** | **21.4** | **23.5** | **23.1** |
| **OCDE-UE 22** | **23.8** | **29.1** | **34.5** | **16.8** | **21.9** | **24.5** | **27.0** | **26.9** |

1. Couple disposant de deux salaires.

## Graphique 3.2. Impôt sur le revenu et cotisations de sécurité sociale des salariés, 2023

En % du salaire brut, par type de foyer




Note: Le type de foyer « célibataire sans enfant » ayant un salaire égal à celui d'un salarié moyen et « couple marié avec un seul salaire » égal à celui d'un salarié moyen et ayant deux enfants.

Sources : Soumissions nationales et OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE no 1, volume 2023.

StatLink https://stat.link/up08gk

## Tableau 3.3. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, 2023

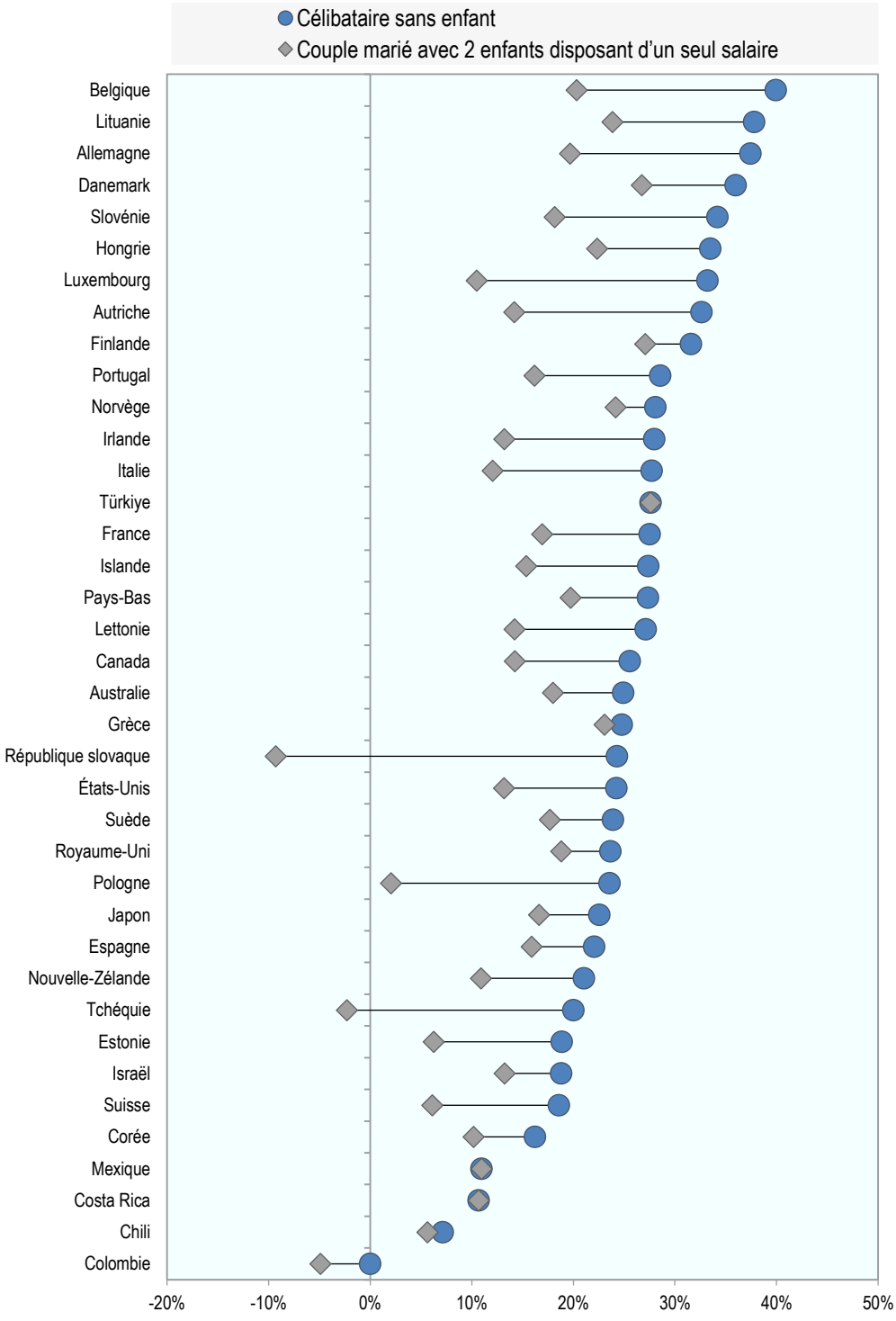
En % du salaire brut, par type de foyer et niveau de salaire

| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 32.6 | 37.4 | 41.6 | 14.2 | 19.7 | 28.9 | 32.0 | 35.2 |
| Australie | 20.2 | 24.9 | 30.0 | -0.7 | 18.0 | 23.0 | 24.9 | 23.0 |
| Autriche | 26.9 | 32.6 | 37.5 | 0.4 | 14.2 | 20.2 | 24.2 | 30.3 |
| Belgique | 32.0 | 39.9 | 47.8 | 10.6 | 20.3 | 30.4 | 34.5 | 36.6 |
| Canada | 22.5 | 25.6 | 31.1 | -4.0 | 14.3 | 21.7 | 24.3 | 24.3 |
| Chili | 7.0 | 7.1 | 8.4 | 2.2 | 5.7 | 5.1 | 6.6 | 7.1 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | -7.3 | -4.9 | -5.8 | -4.9 | 0.0 |
| Corée | 12.9 | 16.2 | 20.4 | 4.1 | 10.2 | 11.5 | 13.4 | 14.9 |
| Costa Rica | 10.7 | 10.7 | 12.5 | 10.7 | 10.7 | 10.7 | 10.7 | 10.7 |
| Danemark | 33.4 | 36.0 | 41.8 | 17.6 | 26.7 | 31.6 | 33.2 | 35.0 |
| Espagne | 16.6 | 22.1 | 27.9 | 3.7 | 15.9 | 18.0 | 20.5 | 19.8 |
| Estonie | 10.5 | 18.9 | 21.3 | -18.6 | 6.3 | 9.2 | 13.6 | 15.5 |
| Etats-Unis | 21.4 | 24.2 | 29.1 | 5.5 | 13.2 | 18.4 | 20.9 | 22.3 |
| Finlande | 23.7 | 31.6 | 39.3 | 12.4 | 27.1 | 25.7 | 29.3 | 28.4 |
| France | 23.4 | 27.5 | 33.5 | -7.1 | 16.9 | 20.8 | 23.5 | 25.5 |
| Grèce | 19.8 | 24.8 | 31.5 | 12.7 | 23.1 | 23.6 | 25.6 | 24.1 |
| Hongrie | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 16.1 | 22.3 | 26.8 | 27.9 | 33.5 |
| Irlande | 17.8 | 28.0 | 37.2 | 4.8 | 13.2 | 21.0 | 25.5 | 24.5 |
| Islande | 22.9 | 27.4 | 32.8 | 12.4 | 15.4 | 25.1 | 27.4 | 25.6 |
| Israël | 12.3 | 18.8 | 28.8 | -0.7 | 13.2 | 10.3 | 12.5 | 15.7 |
| Italie | 18.9 | 27.7 | 39.2 | -1.3 | 12.0 | 15.1 | 21.0 | 24.2 |
| Japon | 20.8 | 22.6 | 26.6 | 5.4 | 16.6 | 19.1 | 20.3 | 21.9 |
| Lettonie | 22.7 | 27.1 | 29.5 | 3.4 | 14.2 | 17.6 | 20.7 | 25.4 |
| Lituanie | 32.9 | 37.8 | 39.5 | 12.1 | 23.8 | 30.6 | 33.4 | 35.9 |
| Luxembourg | 24.3 | 33.2 | 40.1 | 2.3 | 10.5 | 21.8 | 26.7 | 28.1 |
| Mexique | 8.5 | 11.0 | 15.6 | 8.5 | 11.0 | 10.0 | 11.0 | 10.0 |
| Norvège | 23.6 | 28.1 | 34.9 | 11.8 | 24.2 | 23.9 | 26.1 | 26.3 |
| Nouvelle-Zélande | 16.3 | 21.1 | 25.8 | -12.1 | 10.9 | 19.1 | 21.1 | 19.1 |
| Pays-Bas | 18.4 | 27.3 | 36.1 | -8.7 | 19.7 | 18.7 | 23.1 | 23.8 |
| Pologne | 21.3 | 23.6 | 25.5 | -8.0 | 2.1 | 12.3 | 14.9 | 22.6 |
| Portugal | 23.7 | 28.6 | 35.6 | 4.8 | 16.2 | 23.4 | 26.0 | 26.4 |
| République slovaque | 21.6 | 24.3 | 27.0 | -14.6 | -9.3 | 6.1 | 10.0 | 23.2 |
| Royaume-Uni | 19.5 | 23.7 | 30.8 | 9.0 | 18.8 | 19.4 | 21.5 | 22.0 |
| Slovénie | 30.2 | 34.2 | 38.1 | 8.7 | 18.2 | 27.1 | 29.6 | 32.6 |
| Suède | 20.8 | 23.9 | 33.4 | 11.5 | 17.7 | 18.9 | 20.8 | 22.6 |
| Suisse | 15.3 | 18.6 | 23.5 | 0.7 | 6.1 | 12.5 | 15.3 | 18.3 |
| Tchéquie | 17.1 | 20.0 | 22.4 | -9.0 | -2.3 | 12.5 | 14.7 | 18.8 |
| Türkiye | 22.1 | 27.6 | 32.1 | 22.1 | 27.6 | 25.4 | 27.6 | 25.4 |
| **OCDE-Moyenne** | **20.5** | **24.9** | **30.0** | **3.6** | **14.2** | **18.7** | **21.3** | **23.1** |
| **OCDE-UE 22** | **23.7** | **29.1** | **34.5** | **3.1** | **14.9** | **20.9** | **24.1** | **26.9** |

1. Couple disposant de deux salaires.

## Graphique 3.3. Impôt sur le revenu et cotisations de sécurité sociale des salariés diminués des prestations versées, 2023

En % du salaire brut, par type de foyer




Note: Le type de foyer « célibataire sans enfant » ayant un salaire égal à celui d'un salarié moyen et « couple marié avec un seul salaire » égal à celui d'un salarié moyen et ayant deux enfants.
Sources : Soumissions nationales et OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE no 1, volume 2023.

StatLink https://stat.link/yqvgt1

## Tableau 3.4. Impôt sur le revenu, 2023

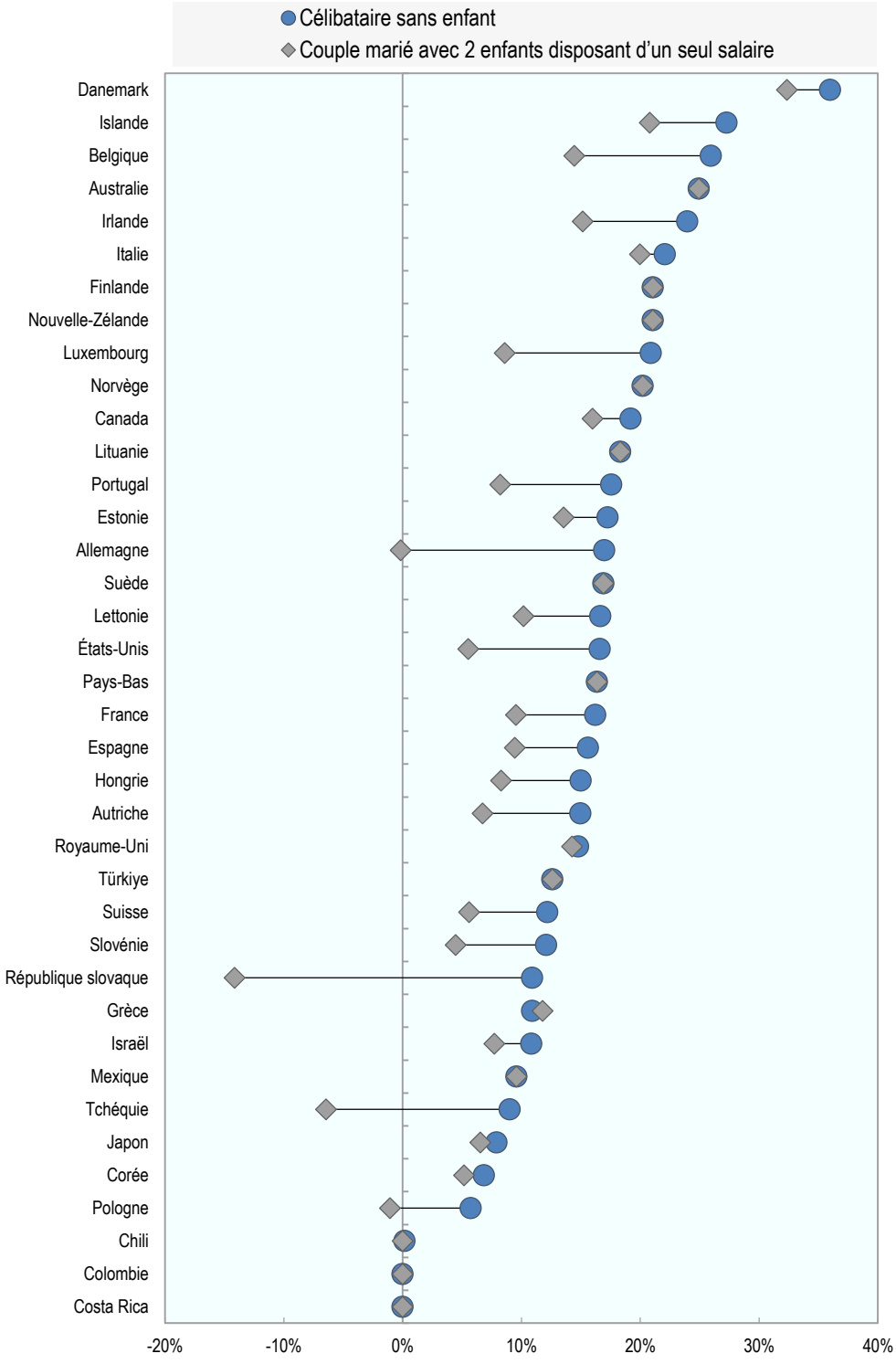
En % du salaire brut, par type de foyer et niveau de salaire

| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 12.2 | 17.0 | 26.5 | -5.5 | -0.2 | 9.1 | 12.1 | 14.8 |
| Australie | 20.2 | 24.9 | 30.0 | 20.2 | 24.9 | 23.0 | 24.9 | 23.0 |
| Autriche | 9.3 | 15.0 | 22.2 | -2.3 | 6.7 | 8.5 | 11.5 | 12.7 |
| Belgique | 18.4 | 26.0 | 34.0 | 12.7 | 14.4 | 21.4 | 24.7 | 22.9 |
| Canada | 14.2 | 19.2 | 27.3 | 8.4 | 16.0 | 17.2 | 19.2 | 17.2 |
| Chili | 0.0 | 0.1 | 1.4 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.1 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 3.5 | 6.8 | 12.1 | 1.3 | 5.2 | 4.8 | 6.2 | 5.5 |
| Costa Rica | 0.0 | 0.0 | 1.8 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Danemark | 33.4 | 36.0 | 41.8 | 31.6 | 32.3 | 35.0 | 36.0 | 35.0 |
| Espagne | 10.1 | 15.6 | 21.5 | -2.8 | 9.4 | 11.6 | 14.1 | 13.4 |
| Estonie | 8.9 | 17.3 | 19.7 | 6.3 | 13.5 | 12.9 | 16.4 | 13.9 |
| États-Unis | 13.8 | 16.6 | 21.4 | -2.1 | 5.5 | 10.7 | 13.3 | 14.7 |
| Finlande | 13.2 | 21.1 | 28.8 | 13.2 | 21.1 | 17.9 | 21.1 | 17.9 |
| France | 12.1 | 16.2 | 22.5 | 9.5 | 9.5 | 11.9 | 14.2 | 14.2 |
| Grèce | 6.0 | 10.9 | 17.7 | 5.2 | 11.8 | 9.7 | 11.8 | 10.3 |
| Hongrie | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 5.0 | 8.3 | 11.0 | 11.6 | 15.0 |
| Irlande | 13.8 | 24.0 | 33.2 | 9.7 | 15.2 | 20.5 | 24.5 | 20.5 |
| Islande | 22.7 | 27.3 | 32.7 | 22.7 | 20.8 | 25.4 | 27.3 | 25.4 |
| Israël | 6.3 | 10.8 | 19.2 | -1.2 | 7.7 | 4.6 | 5.8 | 8.5 |
| Italie | 14.3 | 22.1 | 29.6 | 14.3 | 20.0 | 18.9 | 22.1 | 18.9 |
| Japon | 6.2 | 7.9 | 13.0 | 6.2 | 6.5 | 7.2 | 7.9 | 7.2 |
| Lettonie | 12.2 | 16.6 | 19.0 | 2.6 | 10.2 | 11.0 | 13.4 | 14.9 |
| Lituanie | 13.4 | 18.3 | 20.0 | 13.4 | 18.3 | 16.4 | 18.3 | 16.4 |
| Luxembourg | 12.1 | 20.9 | 27.7 | 5.6 | 8.6 | 15.8 | 19.6 | 15.8 |
| Mexique | 7.2 | 9.6 | 14.1 | 7.2 | 9.6 | 8.6 | 9.6 | 8.6 |
| Norvège | 15.7 | 20.2 | 27.0 | 15.3 | 20.2 | 18.4 | 20.2 | 18.4 |
| Nouvelle-Zélande | 16.3 | 21.1 | 25.8 | 16.3 | 21.1 | 19.1 | 21.1 | 19.1 |
| Pays-Bas | 6.3 | 16.4 | 27.1 | 4.6 | 16.4 | 11.7 | 15.8 | 12.3 |
| Pologne | 3.5 | 5.7 | 7.7 | -3.9 | -1.1 | 3.3 | 4.4 | 4.8 |
| Portugal | 12.7 | 17.6 | 24.6 | 5.1 | 8.2 | 12.4 | 15.0 | 15.4 |
| République slovaque | 8.2 | 10.9 | 13.6 | -15.2 | -14.1 | -2.2 | 0.9 | 9.8 |
| Royaume-Uni | 12.2 | 14.8 | 24.4 | 12.2 | 14.3 | 13.8 | 14.8 | 13.8 |
| Slovénie | 8.1 | 12.1 | 16.0 | 2.9 | 4.5 | 7.2 | 9.4 | 10.5 |
| Suède | 13.8 | 16.9 | 28.5 | 13.8 | 16.9 | 15.6 | 16.9 | 15.6 |
| Suisse | 8.9 | 12.2 | 17.2 | 3.1 | 5.6 | 9.7 | 11.9 | 11.9 |
| Tchéquie | 6.1 | 9.0 | 11.4 | -9.8 | -6.4 | 1.5 | 3.7 | 7.8 |
| Türkiye | 7.1 | 12.6 | 17.1 | 7.1 | 12.6 | 10.4 | 12.6 | 10.4 |
| **OCDE-Moyenne** | **11.0** | **15.4** | **20.9** | **6.1** | **10.4** | **11.9** | **14.0** | **13.6** |
| **OCDE-UE 22** | **12.0** | **17.3** | **23.1** | **5.3** | **10.2** | **12.8** | **15.3** | **15.1** |

1. Couple disposant de deux salaires.

## Graphique 3.4. Impôt sur le revenu, par type de foyer, 2023

En % du salaire brut




Note: Le type de foyer « célibataire sans enfant » ayant un salaire égal à celui d'un salarié moyen et « couple marié avec un seul salaire » égal à celui d'un salarié moyen et ayant deux enfants.

Sources : Soumissions nationales et OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE no 1, volume 2023.

StatLink https://stat.link/c7spwq

## Tableau 3.5. cotisations sociales des salariés, 2023

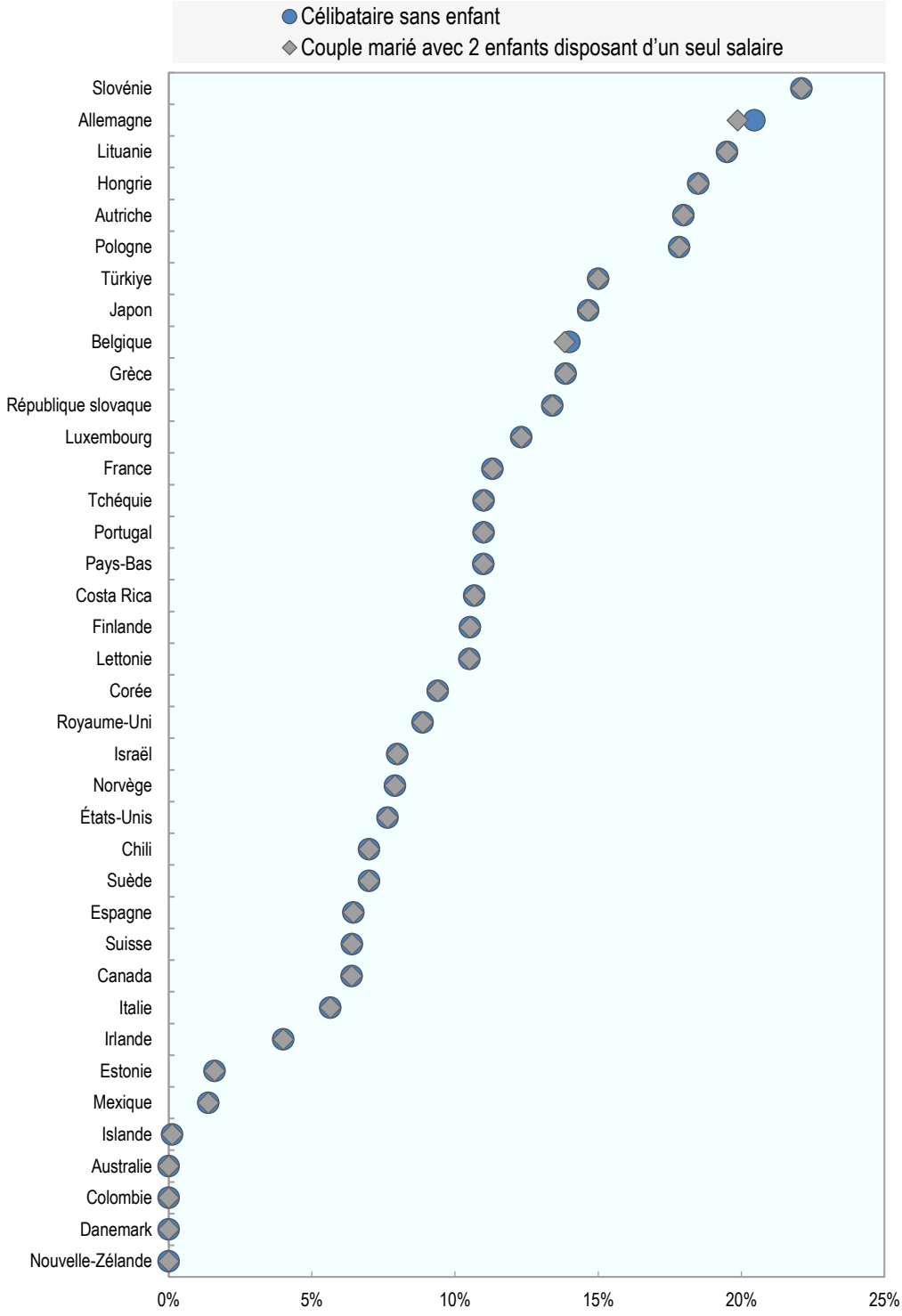
En % du salaire brut, par type de foyer et niveau de salaire

| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 20.3 | 20.5 | 15.1 | 19.7 | 19.9 | 19.8 | 19.9 | 20.4 |
| Australie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Autriche | 18.0 | 18.0 | 15.4 | 18.0 | 18.0 | 18.0 | 18.0 | 18.0 |
| Belgique | 13.6 | 14.0 | 13.8 | 13.6 | 13.8 | 13.7 | 13.7 | 13.7 |
| Canada | 8.3 | 6.4 | 3.8 | 8.3 | 6.4 | 7.1 | 6.4 | 7.1 |
| Chili | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 9.4 | 9.4 | 8.3 | 9.4 | 9.4 | 9.4 | 9.4 | 9.4 |
| Costa Rica | 10.7 | 10.7 | 10.7 | 10.7 | 10.7 | 10.7 | 10.7 | 10.7 |
| Danemark | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Espagne | 6.5 | 6.5 | 6.5 | 6.5 | 6.5 | 6.5 | 6.5 | 6.5 |
| Estonie | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 |
| États-Unis | 7.7 | 7.7 | 7.7 | 7.7 | 7.7 | 7.7 | 7.7 | 7.7 |
| Finlande | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 |
| France | 11.3 | 11.3 | 11.0 | 11.3 | 11.3 | 11.3 | 11.3 | 11.3 |
| Grèce | 13.9 | 13.9 | 13.9 | 13.9 | 13.9 | 13.9 | 13.9 | 13.9 |
| Hongrie | 18.5 | 18.5 | 18.5 | 18.5 | 18.5 | 18.5 | 18.5 | 18.5 |
| Irlande | 4.0 | 4.0 | 4.0 | 4.0 | 4.0 | 4.0 | 4.0 | 4.0 |
| Islande | 0.2 | 0.1 | 0.1 | 0.2 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 |
| Israël | 6.0 | 8.0 | 9.6 | 6.0 | 8.0 | 7.2 | 8.0 | 7.2 |
| Italie | 4.6 | 5.6 | 9.6 | 4.6 | 5.6 | 5.2 | 5.6 | 5.2 |
| Japon | 14.7 | 14.7 | 13.6 | 14.7 | 14.7 | 14.7 | 14.7 | 14.7 |
| Lettonie | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 |
| Lituanie | 19.5 | 19.5 | 19.5 | 19.5 | 19.5 | 19.5 | 19.5 | 19.5 |
| Luxembourg | 12.2 | 12.3 | 12.4 | 12.2 | 12.3 | 12.3 | 12.3 | 12.3 |
| Mexique | 1.3 | 1.4 | 1.5 | 1.3 | 1.4 | 1.3 | 1.4 | 1.3 |
| Norvège | 7.9 | 7.9 | 7.9 | 7.9 | 7.9 | 7.9 | 7.9 | 7.9 |
| Nouvelle-Zélande | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Pays-Bas | 12.1 | 11.0 | 9.0 | 7.3 | 11.0 | 9.5 | 9.4 | 11.4 |
| Pologne | 17.8 | 17.8 | 17.8 | 17.8 | 17.8 | 17.8 | 17.8 | 17.8 |
| Portugal | 11.0 | 11.0 | 11.0 | 11.0 | 11.0 | 11.0 | 11.0 | 11.0 |
| République slovaque | 13.4 | 13.4 | 13.4 | 13.4 | 13.4 | 13.4 | 13.4 | 13.4 |
| Royaume-Uni | 7.3 | 8.9 | 6.4 | 7.3 | 8.9 | 8.3 | 8.9 | 8.3 |
| Slovénie | 22.1 | 22.1 | 22.1 | 22.1 | 22.1 | 22.1 | 22.1 | 22.1 |
| Suède | 7.0 | 7.0 | 4.9 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 |
| Suisse | 6.4 | 6.4 | 6.3 | 6.4 | 6.4 | 6.4 | 6.4 | 6.4 |
| Tchéquie | 11.0 | 11.0 | 11.0 | 11.0 | 11.0 | 11.0 | 11.0 | 11.0 |
| Türkiye | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 |
| **OCDE-Moyenne** | **9.5** | **9.6** | **9.2** | **9.4** | **9.5** | **9.5** | **9.5** | **9.5** |
| **OCDE-UE 22** | **11.8** | **11.8** | **11.4** | **11.5** | **11.8** | **11.7** | **11.7** | **11.8** |

1. Couple disposant de deux salaires.

## Graphique 3.5. Cotisations de sécurité sociale des salariés, 2023

En % du salaire brut, par type de foyer




Note : Le type de foyer « célibataire sans enfant » ayant un salaire égal à celui d'un salarié moyen et « couple marié avec un seul salaire » égal à celui d'un salarié moyen et ayant deux enfants.
Sources : Soumissions nationales et OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE no 1, volume 2023.

StatLink https://stat.link/uvwy37

## Tableau 3.6. Taux marginal applicable à l'impôt sur le revenu et aux cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, 2023

En % des coûts de main-d'oeuvre, par type de foyer et niveau de salaire

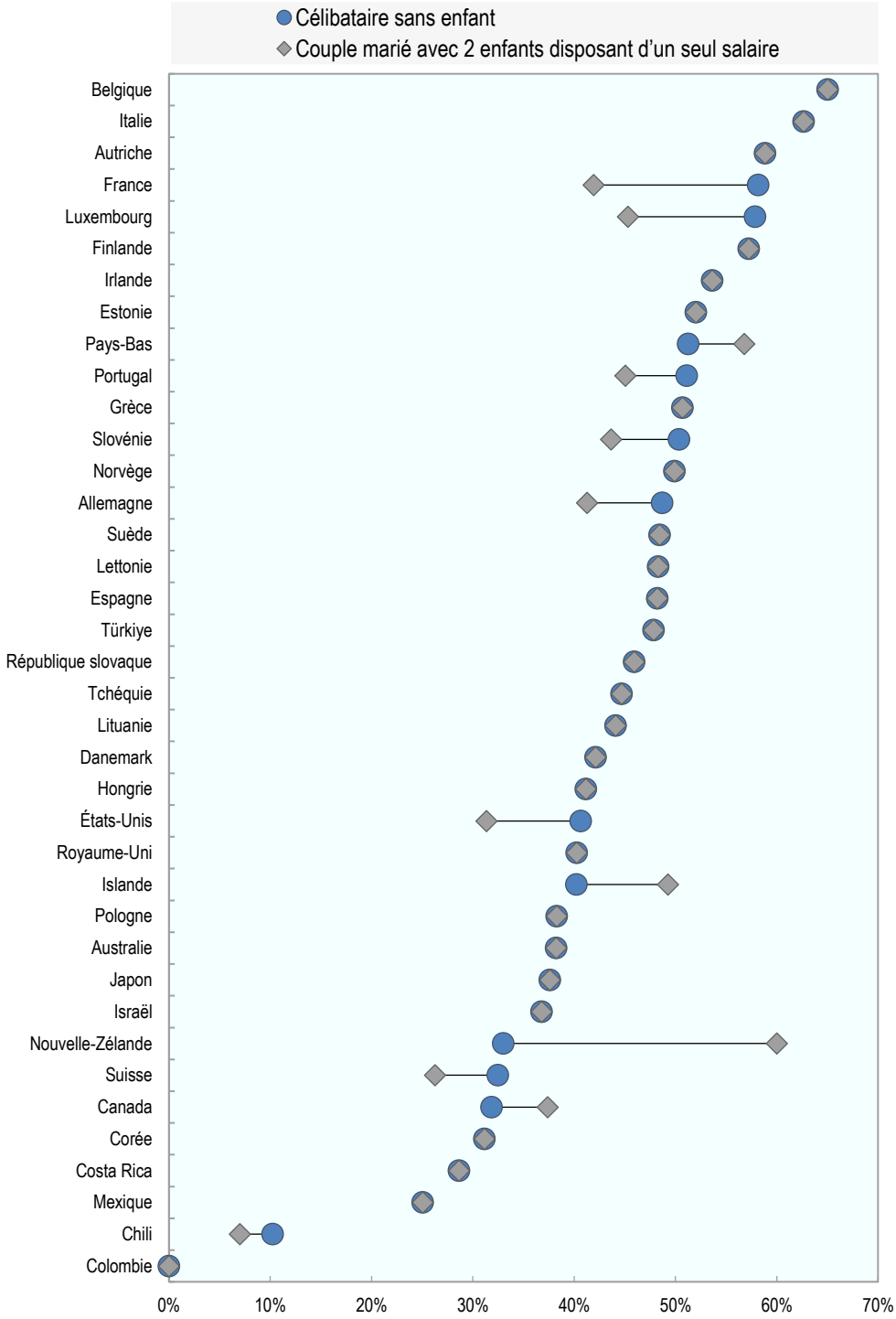
| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 54.1 | 48.7 | 47.0 | 52.7 | 41.3 | 46.2 | 46.0 | 46.1 |
| Australie | 38.2 | 38.2 | 42.5 | 57.1 | 38.2 | 38.2 | 38.2 | 38.2 |
| Autriche | 52.8 | 58.8 | 45.6 | 36.3 | 58.8 | 58.8 | 58.8 | 58.8 |
| Belgique | 68.5 | 65.0 | 67.8 | 68.5 | 65.0 | 65.1 | 64.1 | 65.1 |
| Canada | 42.2 | 31.9 | 44.5 | 79.4 | 37.4 | 37.4 | 37.4 | 31.9 |
| Chili | 7.0 | 10.3 | 10.3 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 10.3 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 30.5 | 31.2 | 33.1 | 23.5 | 31.2 | 31.2 | 31.2 | 31.2 |
| Costa Rica | 28.6 | 28.6 | 36.0 | 28.6 | 28.6 | 28.6 | 28.6 | 28.6 |
| Danemark | 39.1 | 42.1 | 55.9 | 37.3 | 42.1 | 42.1 | 42.1 | 42.1 |
| Espagne | 63.1 | 48.2 | 54.0 | 63.1 | 48.2 | 48.2 | 48.2 | 48.2 |
| Estonie | 52.0 | 52.0 | 41.2 | 52.0 | 52.0 | 52.0 | 52.0 | 52.0 |
| Etats-Unis | 31.4 | 40.6 | 42.5 | 52.1 | 31.4 | 31.4 | 40.6 | 31.4 |
| Finlande | 48.5 | 57.2 | 59.5 | 48.5 | 57.2 | 57.2 | 57.2 | 57.2 |
| France | 64.6 | 58.2 | 59.5 | 74.5 | 41.9 | 50.6 | 58.2 | 47.9 |
| Grèce | 46.5 | 50.7 | 56.3 | 46.5 | 50.7 | 50.7 | 50.7 | 50.7 |
| Hongrie | 41.2 | 41.2 | 41.2 | 41.2 | 41.2 | 41.2 | 41.2 | 41.2 |
| Irlande | 53.6 | 53.6 | 56.8 | 35.6 | 53.6 | 53.6 | 53.6 | 53.6 |
| Islande | 40.2 | 40.2 | 47.7 | 49.3 | 49.3 | 45.6 | 40.2 | 40.2 |
| Israël | 36.8 | 36.8 | 50.7 | 34.4 | 36.8 | 36.8 | 36.8 | 36.8 |
| Italie | 55.3 | 62.6 | 64.1 | 55.3 | 62.6 | 66.7 | 66.7 | 62.6 |
| Japon | 33.4 | 37.6 | 38.2 | 52.7 | 37.6 | 37.6 | 37.6 | 37.6 |
| Lettonie | 48.3 | 48.3 | 44.5 | 48.3 | 48.3 | 48.3 | 48.3 | 48.3 |
| Lituanie | 48.8 | 44.1 | 40.6 | 48.8 | 44.1 | 44.1 | 44.1 | 44.1 |
| Luxembourg | 54.7 | 57.9 | 56.5 | 59.7 | 45.3 | 57.9 | 57.9 | 57.9 |
| Mexique | 18.6 | 25.1 | 28.4 | 18.6 | 25.1 | 25.1 | 25.1 | 25.1 |
| Norvège | 41.5 | 49.9 | 54.6 | 41.5 | 49.9 | 49.9 | 49.9 | 49.9 |
| Nouvelle-Zélande | 30.0 | 33.0 | 33.0 | 57.0 | 60.0 | 33.0 | 33.0 | 33.0 |
| Pays-Bas | 51.3 | 51.3 | 51.5 | 56.8 | 56.8 | 51.3 | 51.3 | 51.3 |
| Pologne | 38.3 | 38.3 | 53.1 | 29.4 | 38.3 | 38.3 | 38.3 | 38.3 |
| Portugal | 49.5 | 51.1 | 54.7 | 49.5 | 45.1 | 49.5 | 51.1 | 49.5 |
| République slovaque | 45.9 | 45.9 | 49.1 | 27.9 | 45.9 | 45.9 | 45.9 | 45.9 |
| Royaume-Uni | 40.2 | 40.2 | 49.0 | 73.1 | 40.2 | 40.2 | 40.2 | 40.2 |
| Slovénie | 50.3 | 50.3 | 55.0 | 43.6 | 43.6 | 50.3 | 50.3 | 50.3 |
| Suède | 46.2 | 48.4 | 65.9 | 46.2 | 48.4 | 48.4 | 48.4 | 48.4 |
| Suisse | 26.7 | 32.5 | 38.9 | 20.8 | 26.3 | 30.3 | 35.9 | 32.8 |
| Tchéquie | 44.7 | 44.7 | 44.7 | 44.7 | 44.7 | 44.7 | 44.7 | 44.7 |
| Türkiye | 47.8 | 47.8 | 47.8 | 47.8 | 47.8 | 47.8 | 47.8 | 47.8 |
| **OCDE-Moyenne** | **42.4** | **43.2** | **46.4** | **45.0** | **42.7** | **42.9** | **43.4** | **42.6** |
| **OCDE-UE 22** | **50.8** | **50.9** | **52.9** | **48.5** | **48.9** | **50.5** | **50.9** | **50.2** |

Note : On fait l'hypothèse que le salaire brut du principal apporteur de revenu du foyer augmente. Le résultat peut être différent si le salaire du conjoint augmente, surtout si les deux conjoints sont imposés séparément.

1. Couple disposant de deux salaires.

## Graphique 3.6. Taux marginal applicable à l'impôt sur le revenu et aux cotisations de sécurité sociale des salariés et des employeurs diminués des prestations versées, 2023

En % des coûts de main-d'oeuvre, par type de foyer




Note : Le type de foyer « célibataire sans enfant » ayant un salaire égal à celui d'un salarié moyen et « couple marié avec un seul salaire » égal à celui d'un salarié moyen et ayant deux enfants.
Sources : Soumissions nationales et OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE no 1, volume 2023.

StatLink https://stat.link/p5v8lz

## Tableau 3.7. Taux marginal applicable à l'impôt sur le revenu et aux cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, 2023

En % du salaire brut, par type de foyer et niveau de salaire

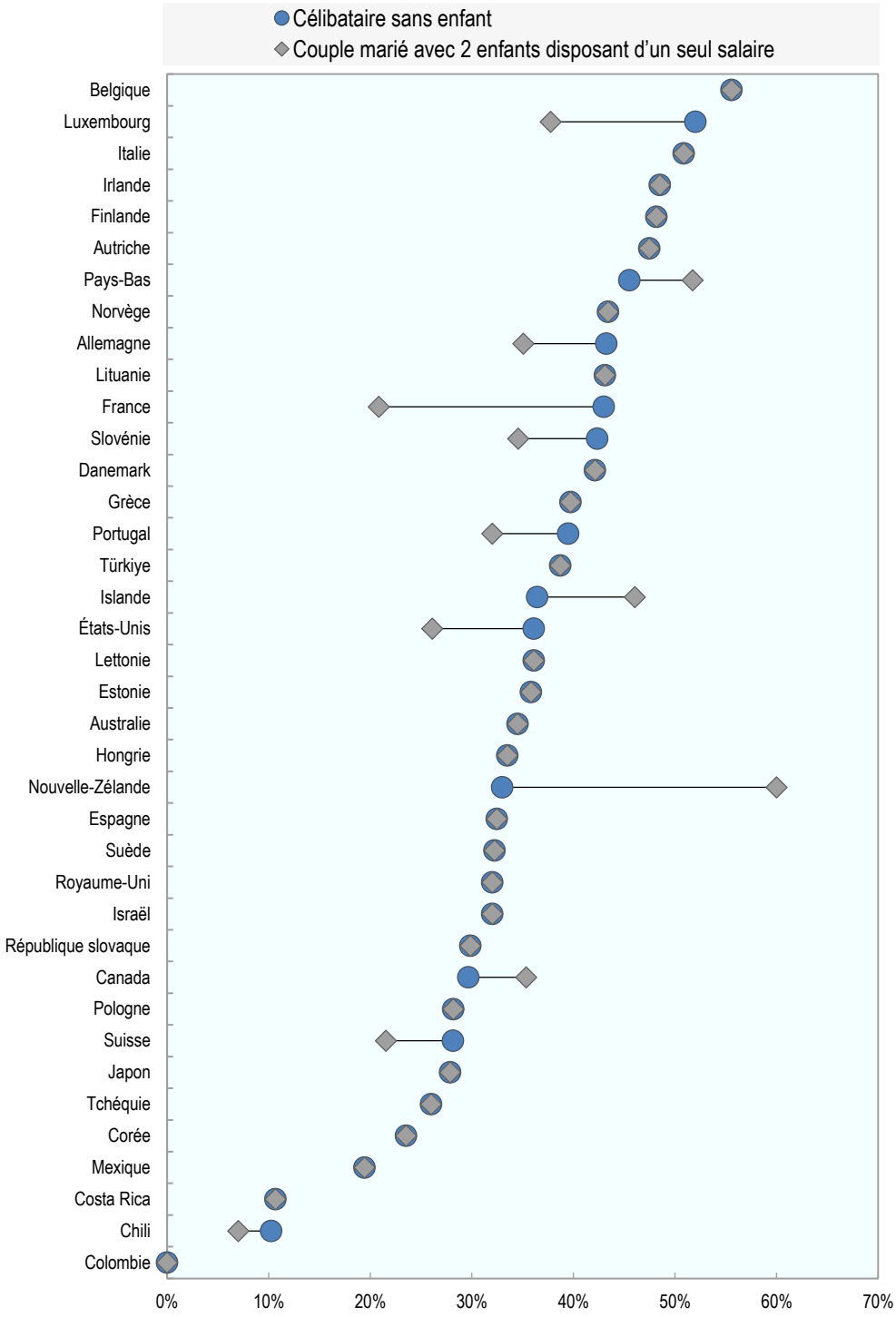
| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 44.8 | 43.2 | 47.0 | 43.1 | 35.1 | 40.5 | 40.2 | 40.4 |
| Australie | 34.5 | 34.5 | 39.0 | 54.5 | 34.5 | 34.5 | 34.5 | 34.5 |
| Autriche | 39.7 | 47.5 | 42.0 | 18.7 | 47.5 | 47.5 | 47.5 | 47.5 |
| Belgique | 55.6 | 55.6 | 59.0 | 55.6 | 55.6 | 55.6 | 54.4 | 55.6 |
| Canada | 35.6 | 29.7 | 43.4 | 77.0 | 35.4 | 35.4 | 35.4 | 29.7 |
| Chili | 7.0 | 10.3 | 10.3 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 10.3 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 22.8 | 23.5 | 28.7 | 15.0 | 23.5 | 23.5 | 23.5 | 23.5 |
| Costa Rica | 10.7 | 10.7 | 19.8 | 10.7 | 10.7 | 10.7 | 10.7 | 10.7 |
| Danemark | 39.1 | 42.1 | 55.9 | 37.3 | 42.1 | 42.1 | 42.1 | 42.1 |
| Espagne | 51.9 | 32.5 | 40.0 | 51.9 | 32.5 | 32.5 | 32.5 | 32.5 |
| Estonie | 35.8 | 35.8 | 21.3 | 35.8 | 35.8 | 35.8 | 35.8 | 35.8 |
| Etats-Unis | 26.1 | 36.1 | 38.1 | 48.4 | 26.1 | 26.1 | 36.1 | 26.1 |
| Finlande | 37.5 | 48.2 | 50.9 | 37.5 | 48.2 | 48.2 | 48.2 | 48.2 |
| France | 32.6 | 43.0 | 42.2 | 51.6 | 20.8 | 32.6 | 43.0 | 29.0 |
| Grèce | 34.5 | 39.7 | 46.6 | 34.5 | 39.7 | 39.7 | 39.7 | 39.7 |
| Hongrie | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 |
| Irlande | 48.5 | 48.5 | 52.0 | 28.5 | 48.5 | 48.5 | 48.5 | 48.5 |
| Islande | 36.4 | 36.4 | 44.4 | 46.0 | 46.0 | 42.2 | 36.4 | 36.4 |
| Israël | 32.0 | 32.0 | 47.0 | 29.4 | 32.0 | 32.0 | 32.0 | 32.0 |
| Italie | 41.2 | 50.9 | 52.8 | 41.2 | 50.9 | 56.1 | 56.1 | 50.9 |
| Japon | 23.0 | 27.9 | 34.2 | 45.3 | 27.9 | 27.9 | 27.9 | 27.9 |
| Lettonie | 36.1 | 36.1 | 31.4 | 36.1 | 36.1 | 36.1 | 36.1 | 36.1 |
| Lituanie | 47.9 | 43.1 | 39.5 | 47.9 | 43.1 | 43.1 | 43.1 | 43.1 |
| Luxembourg | 48.4 | 52.0 | 50.5 | 54.1 | 37.7 | 52.0 | 52.0 | 52.0 |
| Mexique | 12.4 | 19.4 | 23.0 | 12.4 | 19.4 | 19.4 | 19.4 | 19.4 |
| Norvège | 33.9 | 43.4 | 46.4 | 33.9 | 43.4 | 43.4 | 43.4 | 43.4 |
| Nouvelle-Zélande | 30.0 | 33.0 | 33.0 | 57.0 | 60.0 | 33.0 | 33.0 | 33.0 |
| Pays-Bas | 45.5 | 45.5 | 51.5 | 51.7 | 51.7 | 45.5 | 45.5 | 45.5 |
| Pologne | 28.2 | 28.2 | 45.4 | 17.8 | 28.2 | 28.2 | 28.2 | 28.2 |
| Portugal | 37.5 | 39.5 | 43.9 | 37.5 | 32.0 | 37.5 | 39.5 | 37.5 |
| République slovaque | 29.9 | 29.9 | 34.0 | 6.5 | 29.9 | 29.9 | 29.9 | 29.9 |
| Royaume-Uni | 32.0 | 32.0 | 42.0 | 69.4 | 32.0 | 32.0 | 32.0 | 32.0 |
| Slovénie | 42.4 | 42.4 | 47.8 | 34.6 | 34.6 | 42.4 | 42.4 | 42.4 |
| Suède | 29.2 | 32.2 | 55.2 | 29.2 | 32.2 | 32.2 | 32.2 | 32.2 |
| Suisse | 22.0 | 28.1 | 35.7 | 15.7 | 21.5 | 25.8 | 31.8 | 28.5 |
| Tchéquie | 26.0 | 26.0 | 26.0 | 26.0 | 26.0 | 26.0 | 26.0 | 26.0 |
| Türkiye | 38.7 | 38.7 | 38.7 | 38.7 | 38.7 | 38.7 | 38.7 | 38.7 |
| **OCDE-Moyenne** | **33.2** | **35.0** | **39.3** | **36.1** | **34.2** | **34.7** | **35.2** | **34.3** |
| **OCDE-UE 22** | **39.4** | **40.7** | **44.0** | **36.8** | **38.3** | **40.2** | **40.7** | **39.8** |

Note : On fait l'hypothèse que le salaire brut du principal apporteur de revenu du foyer augmente. Le résultat peut être différent si le salaire du conjoint augmente, surtout si les deux conjoints sont imposés séparément.

1. Couple disposant de deux salaires.

## Graphique 3.7. Taux marginal applicable à l'impôt sur le revenu et aux cotisations de sécurité sociale des salariés diminués des prestations versées, 2023

En % du salaire brut, par type de foyer




Note : Le type de foyer « célibataire sans enfant » ayant un salaire égal à celui d'un salarié moyen et « couple marié avec un seul salaire » égal à celui d'un salarié moyen et ayant deux enfants.
Sources : Soumissions nationales et OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE no 1, volume 2023.

StatLink https://stat.link/3kgx0v

## Tableau 3.8. Augmentation en pourcentage du revenu net selon l'augmentation en pourcentage du salaire brut, 2023

Après une augmentation d'une unité monétaire du salaire brut, par type de foyer et niveau de salaire

| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 0.82 | 0.91 | 0.91 | 0.66 | 0.81 | 0.84 | 0.88 | 0.92 |
| Australie | 0.82 | 0.87 | 0.87 | 0.45 | 0.80 | 0.85 | 0.87 | 0.85 |
| Autriche | 0.82 | 0.78 | 0.93 | 0.82 | 0.61 | 0.66 | 0.69 | 0.75 |
| Belgique | 0.65 | 0.74 | 0.78 | 0.50 | 0.56 | 0.64 | 0.70 | 0.70 |
| Canada | 0.83 | 0.95 | 0.82 | 0.22 | 0.75 | 0.83 | 0.85 | 0.93 |
| Chili | 1.00 | 0.97 | 0.98 | 0.95 | 0.99 | 0.98 | 1.00 | 0.97 |
| Colombie | 1.00 | 1.00 | 1.00 | 0.93 | 0.95 | 0.94 | 0.95 | 1.00 |
| Corée | 0.89 | 0.91 | 0.90 | 0.89 | 0.85 | 0.86 | 0.88 | 0.90 |
| Costa Rica | 1.00 | 1.00 | 0.92 | 1.00 | 1.00 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| Danemark | 0.92 | 0.90 | 0.76 | 0.76 | 0.79 | 0.85 | 0.87 | 0.89 |
| Espagne | 0.58 | 0.87 | 0.83 | 0.50 | 0.80 | 0.82 | 0.85 | 0.84 |
| Estonie | 0.72 | 0.79 | 1.00 | 0.54 | 0.68 | 0.71 | 0.74 | 0.76 |
| Etats-Unis | 0.94 | 0.84 | 0.87 | 0.55 | 0.85 | 0.91 | 0.81 | 0.95 |
| Finlande | 0.82 | 0.76 | 0.81 | 0.71 | 0.71 | 0.70 | 0.73 | 0.72 |
| France | 0.88 | 0.79 | 0.87 | 0.45 | 0.95 | 0.85 | 0.75 | 0.95 |
| Grèce | 0.82 | 0.80 | 0.78 | 0.75 | 0.78 | 0.79 | 0.81 | 0.79 |
| Hongrie | 1.00 | 1.00 | 1.00 | 0.79 | 0.86 | 0.91 | 0.92 | 1.00 |
| Irlande | 0.63 | 0.71 | 0.76 | 0.75 | 0.59 | 0.65 | 0.69 | 0.68 |
| Islande | 0.82 | 0.88 | 0.83 | 0.62 | 0.64 | 0.77 | 0.88 | 0.85 |
| Israël | 0.78 | 0.84 | 0.74 | 0.70 | 0.78 | 0.76 | 0.78 | 0.81 |
| Italie | 0.72 | 0.68 | 0.78 | 0.58 | 0.56 | 0.52 | 0.56 | 0.65 |
| Japon | 0.97 | 0.93 | 0.90 | 0.58 | 0.87 | 0.89 | 0.90 | 0.92 |
| Lettonie | 0.83 | 0.88 | 0.97 | 0.66 | 0.74 | 0.78 | 0.81 | 0.86 |
| Lituanie | 0.78 | 0.92 | 1.00 | 0.59 | 0.75 | 0.82 | 0.85 | 0.89 |
| Luxembourg | 0.68 | 0.72 | 0.83 | 0.47 | 0.70 | 0.61 | 0.65 | 0.67 |
| Mexique | 0.96 | 0.90 | 0.91 | 0.96 | 0.90 | 0.89 | 0.90 | 0.89 |
| Norvège | 0.87 | 0.79 | 0.82 | 0.75 | 0.75 | 0.74 | 0.77 | 0.77 |
| Nouvelle-Zélande | 0.84 | 0.85 | 0.90 | 0.38 | 0.45 | 0.83 | 0.85 | 0.83 |
| Pays-Bas | 0.67 | 0.75 | 0.76 | 0.44 | 0.60 | 0.67 | 0.71 | 0.71 |
| Pologne | 0.91 | 0.94 | 0.73 | 0.76 | 0.73 | 0.82 | 0.84 | 0.93 |
| Portugal | 0.82 | 0.85 | 0.87 | 0.66 | 0.81 | 0.82 | 0.82 | 0.85 |
| République slovaque | 0.89 | 0.93 | 0.90 | 0.82 | 0.64 | 0.75 | 0.78 | 0.91 |
| Royaume-Uni | 0.85 | 0.89 | 0.84 | 0.34 | 0.84 | 0.84 | 0.87 | 0.87 |
| Slovénie | 0.83 | 0.88 | 0.84 | 0.72 | 0.80 | 0.79 | 0.82 | 0.86 |
| Suède | 0.89 | 0.89 | 0.67 | 0.80 | 0.82 | 0.84 | 0.86 | 0.88 |
| Suisse | 0.92 | 0.88 | 0.84 | 0.85 | 0.84 | 0.85 | 0.81 | 0.88 |
| Tchéquie | 0.89 | 0.93 | 0.95 | 0.68 | 0.72 | 0.85 | 0.87 | 0.91 |
| Türkiye | 0.79 | 0.85 | 0.90 | 0.79 | 0.85 | 0.82 | 0.85 | 0.82 |
| **OCDE-Moyenne** | **0.84** | **0.86** | **0.86** | **0.67** | **0.77** | **0.80** | **0.82** | **0.85** |
| **OCDE-UE 22** | **0.80** | **0.84** | **0.85** | **0.66** | **0.73** | **0.76** | **0.78** | **0.82** |

Note : Le revenu net est calculé à partir du salaire brut diminué de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des cotisations sociales et augmentés des prestations versées aux familles. L'augmentation qui est rapportée dans le tableau représente une sorte d'élasticité. Dans un système fiscal proportionnel, l'élasticité est égale à 1. A ce niveau de revenu, plus les système est progressif plus l'élasticité est faible. Les élasticités indiquées dans le tableau 3.8 sont calculées de la manière suivante : (100 – METR) / (100 – AETR), où METR désigne le taux marginal de l'impôt sur le revenu, augmenté des cotisations salariales de sécurité sociale et diminué des transferts en espèces, figurant dans le tableau 3.7, et AETR désigne le taux moyen augmenté des cotisations salariales de sécurité sociale et diminué des transferts en espèces, figurant dans le tableau 3.3.

1. Couple disposant de deux salaires. On fait l'hypothèse que le salaire brut du principal apporteur de revenu du foyer augmente.

## Tableau 3.9. Augmentation en pourcentage du revenu net selon l'augmentation en pourcentage des coûts bruts de main d'œuvre, 2023

Après une augmentation d'une unité monétaire des coûts bruts de main d'œuvre, par type de foyer et niveau de salaire

| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 0.82 | 0.98 | 1.04 | 0.66 | 0.88 | 0.91 | 0.95 | 1.00 |
| Australie | 0.82 | 0.87 | 0.87 | 0.45 | 0.80 | 0.85 | 0.87 | 0.85 |
| Autriche | 0.82 | 0.78 | 1.08 | 0.82 | 0.61 | 0.66 | 0.69 | 0.75 |
| Belgique | 0.58 | 0.74 | 0.78 | 0.44 | 0.56 | 0.64 | 0.70 | 0.70 |
| Canada | 0.83 | 1.00 | 0.86 | 0.22 | 0.80 | 0.88 | 0.90 | 0.99 |
| Chili | 1.00 | 0.97 | 0.98 | 0.95 | 0.99 | 0.98 | 1.00 | 0.97 |
| Colombie | 1.00 | 1.00 | 1.00 | 0.93 | 0.95 | 0.94 | 0.95 | 1.00 |
| Corée | 0.89 | 0.91 | 0.92 | 0.89 | 0.85 | 0.86 | 0.88 | 0.90 |
| Costa Rica | 1.00 | 1.00 | 0.92 | 1.00 | 1.00 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| Danemark | 0.92 | 0.91 | 0.76 | 0.77 | 0.80 | 0.85 | 0.87 | 0.90 |
| Espagne | 0.58 | 0.87 | 0.83 | 0.50 | 0.80 | 0.82 | 0.85 | 0.84 |
| Estonie | 0.72 | 0.79 | 1.00 | 0.54 | 0.68 | 0.71 | 0.74 | 0.76 |
| États-Unis | 0.95 | 0.85 | 0.87 | 0.55 | 0.85 | 0.91 | 0.81 | 0.96 |
| Finlande | 0.82 | 0.76 | 0.81 | 0.71 | 0.71 | 0.70 | 0.73 | 0.72 |
| France | 0.59 | 0.79 | 0.87 | 0.31 | 0.95 | 0.83 | 0.75 | 0.93 |
| Grèce | 0.82 | 0.80 | 0.78 | 0.75 | 0.78 | 0.79 | 0.81 | 0.79 |
| Hongrie | 1.00 | 1.00 | 1.00 | 0.79 | 0.86 | 0.91 | 0.92 | 1.00 |
| Irlande | 0.63 | 0.71 | 0.76 | 0.75 | 0.59 | 0.65 | 0.69 | 0.68 |
| Islande | 0.82 | 0.88 | 0.83 | 0.62 | 0.64 | 0.77 | 0.88 | 0.85 |
| Israël | 0.75 | 0.82 | 0.74 | 0.68 | 0.77 | 0.74 | 0.76 | 0.79 |
| Italie | 0.72 | 0.68 | 0.78 | 0.58 | 0.56 | 0.52 | 0.56 | 0.65 |
| Japon | 0.97 | 0.93 | 0.96 | 0.58 | 0.87 | 0.89 | 0.90 | 0.92 |
| Lettonie | 0.83 | 0.88 | 0.97 | 0.66 | 0.75 | 0.78 | 0.81 | 0.86 |
| Lituanie | 0.78 | 0.92 | 1.00 | 0.59 | 0.75 | 0.82 | 0.85 | 0.89 |
| Luxembourg | 0.68 | 0.72 | 0.83 | 0.47 | 0.70 | 0.61 | 0.65 | 0.67 |
| Mexique | 1.01 | 0.94 | 0.93 | 1.01 | 0.94 | 0.93 | 0.94 | 0.93 |
| Norvège | 0.87 | 0.79 | 0.80 | 0.75 | 0.75 | 0.74 | 0.77 | 0.77 |
| Nouvelle-Zélande | 0.84 | 0.85 | 0.90 | 0.38 | 0.45 | 0.83 | 0.85 | 0.83 |
| Pays-Bas | 0.67 | 0.75 | 0.82 | 0.45 | 0.60 | 0.67 | 0.71 | 0.72 |
| Pologne | 0.91 | 0.94 | 0.73 | 0.76 | 0.73 | 0.82 | 0.84 | 0.93 |
| Portugal | 0.82 | 0.85 | 0.87 | 0.66 | 0.81 | 0.82 | 0.82 | 0.85 |
| République slovaque | 0.89 | 0.93 | 0.90 | 0.82 | 0.64 | 0.75 | 0.78 | 0.91 |
| Royaume-Uni | 0.82 | 0.87 | 0.83 | 0.32 | 0.82 | 0.82 | 0.85 | 0.85 |
| Slovénie | 0.83 | 0.88 | 0.84 | 0.72 | 0.80 | 0.79 | 0.82 | 0.86 |
| Suède | 0.89 | 0.89 | 0.67 | 0.80 | 0.82 | 0.84 | 0.86 | 0.88 |
| Suisse | 0.92 | 0.88 | 0.85 | 0.85 | 0.84 | 0.85 | 0.81 | 0.88 |
| Tchéquie | 0.89 | 0.93 | 0.95 | 0.68 | 0.72 | 0.85 | 0.87 | 0.91 |
| Türkiye | 0.79 | 0.85 | 0.90 | 0.79 | 0.85 | 0.82 | 0.85 | 0.82 |
| **OCDE-Moyenne** | **0.83** | **0.87** | **0.88** | **0.66** | **0.77** | **0.80** | **0.82** | **0.86** |
| **OCDE-UE 22** | **0.78** | **0.84** | **0.87** | **0.65** | **0.73** | **0.76** | **0.79** | **0.83** |

Note : Le revenu net est calculé à partir du salaire brut diminué de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des cotisations sociales et augmentés des prestations versées aux familles. L'augmentation qui est rapportée dans le tableau représente une sorte d'élasticité. Dans un système fiscal proportionnel, l'élasticité est égale à 1. A ce niveau de revenu, plus les système est progressif plus l'élasticité est faible. Les élasticités indiquées dans le tableau 3.9 sont calculées de la manière suivante : (100 – METR) / (100 – AETR), où METR désigne le taux marginal de l'impôt sur le revenu, augmenté des cotisations salariales et patronales de sécurité sociale et diminué des transferts en espèces, figurant dans le tableau 3.6, et AETR désigne le taux moyen augmenté des cotisations salariales et patronales de sécurité sociale et diminué des transferts en espèces, figurant dans le tableau 3.1.

1. Couple disposant de deux salaires. On fait l'hypothèse que le salaire brut du principal apporteur de revenu du foyer augmente.

## Tableau 3.10. Salaire brut annuel et revenu net, célibataire, 2023

En dollars US convertis sur la base des PPA, par type de foyer et niveau de salaire

| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Total des revenus bruts avant impôts | Revenus nets après impôts | Total des revenus bruts avant impôts | Revenus nets après impôts | Total des revenus bruts avant impôts | Revenus nets après impôts | Total des revenus bruts avant impôts | Revenus nets après impôts |
| Allemagne | 54 564 | 36 800 | 81 439 | 50 959 | 136 004 | 79 425 | 54 564 | 46 797 |
| Australie | 47 003 | 37 504 | 70 154 | 52 668 | 117 157 | 81 988 | 47 003 | 47 320 |
| Autriche | 51 005 | 37 302 | 76 127 | 51 288 | 127 131 | 79 504 | 51 005 | 50 782 |
| Belgique | 54 579 | 37 116 | 81 461 | 48 922 | 136 040 | 71 055 | 54 579 | 48 786 |
| Canada | 48 978 | 37 955 | 73 102 | 54 408 | 122 080 | 84 056 | 48 978 | 50 940 |
| Chili | 19 648 | 18 272 | 29 325 | 27 228 | 48 972 | 44 862 | 19 648 | 19 212 |
| Colombie | 11 132 | 11 132 | 16 615 | 16 615 | 27 747 | 27 747 | 11 132 | 11 944 |
| Corée | 44 760 | 38 994 | 66 806 | 55 956 | 111 567 | 88 861 | 44 760 | 42 928 |
| Costa Rica | 18 556 | 16 576 | 27 695 | 24 740 | 46 251 | 40 473 | 18 556 | 16 576 |
| Danemark | 55 197 | 36 751 | 82 383 | 52 734 | 137 580 | 80 106 | 55 197 | 45 504 |
| Espagne | 32 720 | 27 304 | 48 836 | 38 064 | 81 557 | 58 789 | 32 720 | 31 513 |
| Estonie | 24 155 | 21 618 | 36 052 | 29 254 | 60 206 | 47 394 | 24 155 | 28 646 |
| États-Unis | 45 067 | 35 420 | 67 264 | 50 954 | 112 331 | 79 690 | 45 067 | 42 566 |
| Finlande | 43 438 | 33 141 | 64 833 | 44 359 | 108 271 | 65 684 | 43 438 | 38 049 |
| France | 40 818 | 31 252 | 60 922 | 44 152 | 101 739 | 67 670 | 40 818 | 43 696 |
| Grèce | 29 373 | 23 543 | 43 840 | 32 983 | 73 213 | 50 118 | 29 373 | 25 650 |
| Hongrie | 26 744 | 17 785 | 39 916 | 26 544 | 66 660 | 44 329 | 26 744 | 22 446 |
| Irlande | 51 594 | 42 388 | 77 006 | 55 475 | 128 600 | 80 697 | 51 594 | 49 120 |
| Islande | 51 320 | 39 552 | 76 597 | 55 620 | 127 916 | 85 986 | 51 320 | 44 959 |
| Israël | 32 987 | 28 926 | 49 235 | 39 975 | 82 222 | 58 517 | 32 987 | 33 227 |
| Italie | 35 332 | 28 652 | 52 734 | 38 114 | 88 066 | 53 588 | 35 332 | 35 801 |
| Japon | 35 961 | 28 474 | 53 673 | 41 562 | 89 634 | 65 801 | 35 961 | 34 025 |
| Lettonie | 23 479 | 18 142 | 35 043 | 25 533 | 58 522 | 41 280 | 23 479 | 22 674 |
| Lituanie | 30 903 | 20 724 | 46 124 | 28 683 | 77 027 | 46 602 | 30 903 | 27 166 |
| Luxembourg | 56 106 | 42 461 | 83 741 | 55 929 | 139 847 | 83 787 | 56 106 | 54 815 |
| Mexique | 11 286 | 10 330 | 16 845 | 14 998 | 28 131 | 23 748 | 11 286 | 10 330 |
| Norvège | 55 529 | 42 432 | 82 880 | 59 594 | 138 409 | 90 038 | 55 529 | 49 002 |
| Nouvelle-Zélande | 34 270 | 28 686 | 51 149 | 40 381 | 85 419 | 63 341 | 34 270 | 38 427 |
| Pays-Bas | 52 394 | 42 757 | 78 201 | 56 816 | 130 595 | 83 421 | 52 394 | 56 968 |
| Pologne | 28 606 | 22 517 | 42 696 | 32 636 | 71 302 | 53 129 | 28 606 | 30 891 |
| Portugal | 27 502 | 20 987 | 41 048 | 29 328 | 68 549 | 44 146 | 27 502 | 26 180 |
| République slovaque | 20 014 | 15 699 | 29 872 | 22 614 | 49 886 | 36 434 | 20 014 | 22 934 |
| Royaume-Uni | 46 326 | 37 274 | 69 143 | 52 790 | 115 470 | 79 958 | 46 326 | 42 159 |
| Slovénie | 30 462 | 21 269 | 45 465 | 29 918 | 75 927 | 47 008 | 30 462 | 27 804 |
| Suède | 38 347 | 30 382 | 57 235 | 43 556 | 95 583 | 63 672 | 38 347 | 33 938 |
| Suisse | 67 032 | 56 769 | 100 048 | 81 465 | 167 081 | 127 851 | 67 032 | 66 537 |
| Tchéquie | 25 542 | 21 183 | 38 122 | 30 492 | 63 664 | 49 393 | 25 542 | 27 850 |
| Türkiye | 30 828 | 24 008 | 46 011 | 33 314 | 76 839 | 52 209 | 30 828 | 24 008 |
| **OCDE-Moyenne** | **37 725** | **29 528** | **56 306** | **41 332** | **94 032** | **63 746** | **37 725** | **36 110** |
| **OCDE-UE 22** | **37 858** | **28 626** | **56 504** | **39 471** | **94 362** | **60 329** | **37 858** | **36 273** |

## Tableau 3.11. Salaire brut annuel et revenu net, couple marié, 2023

En dollars US convertis sur la base des PPA, par type de foyer et niveau de salaire

| | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | | Couple marié sans enfant 100-67(% SM)[1] | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Total des revenus bruts avant impôts | Revenus nets après impôts | Total des revenus bruts avant impôts | Revenus nets après impôts | Total des revenus bruts avant impôts | Revenus nets après impôts | Total des revenus bruts avant impôts | Revenus nets après impôts |
| Allemagne | 81 439 | 65 404 | 136 004 | 96 665 | 162 879 | 110 776 | 136 004 | 88 098 |
| Australie | 70 154 | 57 529 | 117 157 | 90 172 | 140 308 | 105 336 | 117 157 | 90 172 |
| Autriche | 76 127 | 65 320 | 127131 | 101 449 | 152 253 | 115 435 | 127 131 | 88 590 |
| Belgique | 81 461 | 64 907 | 136 040 | 94 635 | 162 922 | 106 750 | 136 040 | 86 227 |
| Canada | 73 102 | 62 683 | 122 080 | 95 533 | 146 203 | 110 615 | 122 080 | 92 363 |
| Chili | 29 325 | 27 667 | 48 972 | 46 484 | 58 650 | 54 808 | 48 972 | 45 501 |
| Colombie | 16 615 | 17 427 | 27 747 | 29 370 | 33 230 | 34 853 | 27 747 | 27 747 |
| Corée | 66 806 | 60 010 | 111567 | 98 701 | 133 613 | 115 663 | 111 567 | 94 950 |
| Costa Rica | 27 695 | 24 740 | 46 251 | 41 316 | 55 391 | 49 480 | 46 251 | 41 316 |
| Danemark | 82 383 | 60 350 | 137 580 | 94 096 | 164 766 | 110 080 | 137 580 | 89 484 |
| Espagne | 48 836 | 41 073 | 81 557 | 66 851 | 97 673 | 77 611 | 81 557 | 65 368 |
| Estonie | 36 052 | 33 798 | 60 206 | 54 695 | 72 103 | 62 331 | 60 206 | 50 873 |
| États-Unis | 67 264 | 58 405 | 112 331 | 91 709 | 134 529 | 106 375 | 112 331 | 87 243 |
| Finlande | 64 833 | 47 274 | 108 271 | 80 415 | 129 666 | 91 633 | 108 271 | 77 500 |
| France | 60 922 | 50 606 | 101 739 | 80 537 | 121 843 | 93 151 | 101 739 | 75 762 |
| Grèce | 48 224 | 37 107 | 80 534 | 61 550 | 96 448 | 71 710 | 80 534 | 61 092 |
| Hongrie | 39 916 | 31 005 | 66 660 | 48 789 | 79 832 | 57 549 | 66 660 | 44 329 |
| Irlande | 77 006 | 66 833 | 128 600 | 101 617 | 154 012 | 114 704 | 128 600 | 97 040 |
| Islande | 76 597 | 64 837 | 127 916 | 95 833 | 153 193 | 111 240 | 127 916 | 95 172 |
| Israël | 49 235 | 42 720 | 82 222 | 73 725 | 98 470 | 86 147 | 82 222 | 69 284 |
| Italie | 52 734 | 46 381 | 88 066 | 74 800 | 105 468 | 83 363 | 88 066 | 66 766 |
| Japon | 53 673 | 44 749 | 89634 | 72 489 | 107 346 | 85 577 | 89 634 | 70 036 |
| Lettonie | 35 043 | 30 065 | 58 522 | 48 207 | 70 087 | 55 597 | 58 522 | 43 675 |
| Lituanie | 46 124 | 35 124 | 77 027 | 53 462 | 92 248 | 61 420 | 77 027 | 49 407 |
| Luxembourg | 83 741 | 74 970 | 139 847 | 109 320 | 167 482 | 122 718 | 139 847 | 100 578 |
| Mexique | 16 845 | 14 998 | 28 131 | 25 328 | 33 689 | 29 996 | 28 131 | 25 328 |
| Norvège | 82 880 | 62 851 | 138 409 | 105 283 | 165 760 | 122 445 | 138 409 | 102 026 |
| Nouvelle-Zélande | 51 149 | 45 564 | 85 419 | 69 067 | 102 298 | 80 761 | 85 419 | 69 067 |
| Pays-Bas | 78 201 | 62 765 | 130 595 | 106 188 | 156 401 | 120 246 | 130 595 | 99 573 |
| Pologne | 42 696 | 41 814 | 71 302 | 62 538 | 85 392 | 72 657 | 71 302 | 55 154 |
| Portugal | 41 048 | 34 414 | 68 549 | 52 517 | 82 095 | 60 732 | 68549 | 50 440 |
| République slovaque | 29 872 | 32 648 | 49 886 | 46 830 | 59 744 | 53 745 | 49 886 | 38 312 |
| Royaume-Uni | 69 143 | 56 145 | 115 470 | 93 057 | 138 287 | 108 573 | 115 470 | 90 063 |
| Slovénie | 45 465 | 37 211 | 75 927 | 55 345 | 90 931 | 63 994 | 75 927 | 51 187 |
| Suède | 57 235 | 47 112 | 95 583 | 77 494 | 114 470 | 90 668 | 95 583 | 73 937 |
| Suisse | 100 048 | 93 919 | 167 081 | 146 128 | 200 097 | 169 430 | 167 081 | 136 427 |
| Tchéquie | 38 122 | 38 997 | 63 664 | 55 732 | 76 244 | 65 041 | 63 664 | 51 675 |
| Türkiye | 46 011 | 33 314 | 76 839 | 57 322 | 92 023 | 66 628 | 76 839 | 57 322 |
| **OCDE-Moyenne** | **56 422** | **47 704** | **94 224** | **75 138** | **112 843** | **86 838** | **94 224** | **71 029** |
| **OCDE-UE 22** | **56 704** | **47 508** | **94 695** | **73 806** | **113 407** | **84 632** | **94 695** | **68 412** |

1. Couple disposant de deux salaires.

## Tableau 3.12. Coûts annuels de main-d'œuvre et revenu net, célibataire, 2023

En dollars US convertis sur la base des PPA, par type de foyer et niveau de salaire

| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Coûts bruts de main d'oeuvre avant impôts | Revenus nets après impôts | Coûts bruts de main d'oeuvre avant impôts | Revenus nets après impôts | Coûts bruts de main d'oeuvre avant impôts | Revenus nets après impôts | Coûts bruts de main d'oeuvre avant impôts | Revenus nets après impôts |
| Allemagne | 65 403 | 36 800 | 97 722 | 50 959 | 156 205 | 79 425 | 65 403 | 46 797 |
| Australie | 49 834 | 37 504 | 74 379 | 52 668 | 124 213 | 81 988 | 49 834 | 47 320 |
| Autriche | 65 112 | 37 302 | 97 182 | 51 288 | 158 541 | 79 504 | 65 112 | 50 782 |
| Belgique | 68 837 | 37 116 | 103 494 | 48 922 | 172 835 | 71 055 | 68 837 | 48 786 |
| Canada | 54 420 | 37 955 | 79 844 | 54 408 | 130 038 | 84 056 | 54 420 | 50 940 |
| Chili | 19 648 | 18 272 | 29 325 | 27 228 | 48 972 | 44 862 | 19 648 | 19 212 |
| Colombie | 11 132 | 11 132 | 16 615 | 16 615 | 27 747 | 27 747 | 11 132 | 11 944 |
| Corée | 49 719 | 38 994 | 74 208 | 55 956 | 122 690 | 88 861 | 49 719 | 42 928 |
| Costa Rica | 23 226 | 16 576 | 34 666 | 24 740 | 57 892 | 40 473 | 23 226 | 16 576 |
| Danemark | 55 703 | 36 751 | 82 890 | 52 734 | 138 086 | 80 106 | 55 703 | 45 504 |
| Espagne | 42 667 | 27 304 | 63 683 | 38 064 | 106 350 | 58 789 | 42 667 | 31 513 |
| Estonie | 32 319 | 21 618 | 48 237 | 29 254 | 80 556 | 47 394 | 32 319 | 28 646 |
| États-Unis | 48 836 | 35 420 | 72 731 | 50 954 | 121 246 | 79 690 | 48 836 | 42 566 |
| Finlande | 52 647 | 33 141 | 78 577 | 44 359 | 131 224 | 65 684 | 52 647 | 38 049 |
| France | 52 461 | 31 252 | 83 034 | 44 152 | 144 989 | 67 670 | 52 461 | 43 696 |
| Grèce | 35 920 | 23 543 | 53 612 | 32 983 | 89 532 | 50 118 | 35 920 | 25 650 |
| Hongrie | 30 221 | 17 785 | 45 105 | 26 544 | 75 326 | 44 329 | 30 221 | 22 446 |
| Irlande | 57 295 | 42 388 | 85 515 | 55 475 | 142 810 | 80 697 | 57 295 | 49 120 |
| Islande | 54 578 | 39 552 | 81 460 | 55 620 | 136 039 | 85 986 | 54 578 | 44 959 |
| Israël | 34 553 | 28 926 | 52 035 | 39 975 | 87 530 | 58 517 | 34 553 | 33 227 |
| Italie | 46 490 | 28 652 | 69 388 | 38 114 | 115 877 | 53 588 | 46 490 | 35 801 |
| Japon | 41 574 | 28 474 | 62 051 | 41 562 | 102 718 | 65 801 | 41 574 | 34 025 |
| Lettonie | 29 026 | 18 142 | 43 318 | 25 533 | 72 336 | 41 280 | 29 026 | 22 674 |
| Lituanie | 31 456 | 20 724 | 46 950 | 28 683 | 78 406 | 46 602 | 31 456 | 27 166 |
| Luxembourg | 63 871 | 42 461 | 95 331 | 55 929 | 159 202 | 83 787 | 63 871 | 54 815 |
| Mexique | 12 766 | 10 330 | 18 743 | 14 998 | 30 879 | 23 748 | 12 766 | 10 330 |
| Norvège | 62 748 | 42 432 | 93 654 | 59 594 | 159 052 | 90 038 | 62 748 | 49 002 |
| Nouvelle-Zélande | 34 270 | 28 686 | 51 149 | 40 381 | 85 419 | 63 341 | 34 270 | 38 427 |
| Pays-Bas | 58 759 | 42 757 | 87 599 | 56 816 | 141 348 | 83 421 | 58 759 | 56 968 |
| Pologne | 33 286 | 22 517 | 49 681 | 32 636 | 82 967 | 53 129 | 33 286 | 30 891 |
| Portugal | 34 034 | 20 987 | 50 796 | 29 328 | 84 830 | 44 146 | 34 034 | 26 180 |
| République slovaque | 25 958 | 15 699 | 38 744 | 22 614 | 64 702 | 36 434 | 25 958 | 22 934 |
| Royaume-Uni | 50 917 | 37 274 | 76 883 | 52 790 | 129 602 | 79 958 | 50 917 | 42 159 |
| Slovénie | 35 366 | 21 269 | 52 785 | 29 918 | 88 152 | 47 008 | 35 366 | 27 804 |
| Suède | 50 396 | 30 382 | 75 218 | 43 556 | 125 615 | 63 672 | 50 396 | 33 938 |
| Suisse | 71 323 | 56 769 | 106 452 | 81 465 | 177 533 | 127 851 | 71 323 | 66 537 |
| Tchéquie | 34 175 | 21 183 | 51 007 | 30 492 | 85 182 | 49 393 | 34 175 | 27 850 |
| Türkiye | 36 223 | 24 008 | 54 063 | 33 314 | 90 286 | 52 209 | 36 223 | 24 008 |
| **OCDE-Moyenne** | **43 610** | **29 528** | **65 214** | **41 332** | **108 603** | **63 746** | **43 610** | **36 110** |
| **OCDE-UE 22** | **45 518** | **28 626** | **68 176** | **39 471** | **113 412** | **60 329** | **45 518** | **36 273** |

## Tableau 3.13. Coûts annuels de main-d'œuvre et revenu net, couple marié, 2023

En dollars US convertis sur la base des PPA, par type de foyer et niveau de salaire

| | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Coûts bruts de main d'oeuvre avant impôts | Revenus nets après impôts | Coûts bruts de main d'oeuvre avant impôts | Revenus nets après impôts | Coûts bruts de main d'oeuvre avant impôts | Revenus nets après impôts | Coûts bruts de main d'oeuvre avant impôts | Revenus nets après impôts |
| Allemagne | 97 722 | 65 404 | 163 125 | 96 665 | 195 444 | 110 776 | 163 125 | 88 098 |
| Australie | 74 379 | 57 529 | 124 213 | 90 172 | 148 758 | 105 336 | 124 213 | 90 172 |
| Autriche | 97 182 | 65 320 | 162 294 | 101 449 | 194 364 | 115 435 | 162 294 | 88 590 |
| Belgique | 103 494 | 64 907 | 172 331 | 94 635 | 206 988 | 106 750 | 172 331 | 86 227 |
| Canada | 79 844 | 62 683 | 134 264 | 95 533 | 159 688 | 110 615 | 134 264 | 92 363 |
| Chili | 29 325 | 27 667 | 48 972 | 46 484 | 58 650 | 54 808 | 48 972 | 45 501 |
| Colombie | 16 615 | 17 427 | 27 747 | 29 370 | 33 230 | 34 853 | 27 747 | 27 747 |
| Corée | 74 208 | 60 010 | 123 927 | 98 701 | 148 416 | 115 663 | 123 927 | 94 950 |
| Costa Rica | 34 666 | 24 740 | 57 892 | 41 316 | 69 332 | 49 480 | 57 892 | 41 316 |
| Danemark | 82 890 | 60 350 | 138 593 | 94 096 | 165 779 | 110 080 | 138 593 | 89 484 |
| Espagne | 63 683 | 41 073 | 106 350 | 66 851 | 127 365 | 77 611 | 106 350 | 65 368 |
| Estonie | 48 237 | 33 798 | 80 556 | 54 695 | 96 474 | 62 331 | 80 556 | 50 873 |
| États-Unis | 72 731 | 58 405 | 121 567 | 91 709 | 145 463 | 106 375 | 121 567 | 87 243 |
| Finlande | 78 577 | 47 274 | 131 224 | 80 415 | 157 155 | 91 633 | 131 224 | 77 500 |
| France | 83 034 | 50 606 | 135 494 | 80 537 | 166 068 | 93 151 | 135 494 | 75 762 |
| Grèce | 58 973 | 37 107 | 98 485 | 61 550 | 117 947 | 71 710 | 98 485 | 61 092 |
| Hongrie | 45 105 | 31 005 | 75 326 | 48 789 | 90 211 | 57 549 | 75 326 | 44 329 |
| Irlande | 85 515 | 66 833 | 142 810 | 101 617 | 171 030 | 114 704 | 142 810 | 97 040 |
| Islande | 81 460 | 64 837 | 136 039 | 95 833 | 162 921 | 111 240 | 136 039 | 95 172 |
| Israël | 52 035 | 42 720 | 86 588 | 73 725 | 104 071 | 86 147 | 86 588 | 69 284 |
| Italie | 69 388 | 46 381 | 115 877 | 74 800 | 138 775 | 83 363 | 115 877 | 66 766 |
| Japon | 62 051 | 44 749 | 103 625 | 72 489 | 124 102 | 85 577 | 103 625 | 70 036 |
| Lettonie | 43 318 | 30 065 | 72 344 | 48 207 | 86 637 | 55 597 | 72 344 | 43 675 |
| Lituanie | 46 950 | 35 124 | 78 406 | 53 462 | 93 900 | 61 420 | 78 406 | 49 407 |
| Luxembourg | 95 331 | 74 970 | 159 202 | 109 320 | 190 661 | 122 718 | 159 202 | 100 578 |
| Mexique | 18 743 | 14 998 | 31 509 | 25 328 | 37 486 | 29 996 | 31 509 | 25 328 |
| Norvège | 93 654 | 62 851 | 156 402 | 105 283 | 187308 | 122 445 | 156 402 | 102 026 |
| Nouvelle-Zélande | 51 149 | 45 564 | 85 419 | 69 067 | 102 298 | 80 761 | 85 419 | 69 067 |
| Pays-Bas | 87 599 | 62 765 | 146 358 | 106 188 | 175 197 | 120 246 | 146 358 | 99 573 |
| Pologne | 49 681 | 41 814 | 82 967 | 62 538 | 99 362 | 72 657 | 82 967 | 55 154 |
| Portugal | 50 796 | 34 414 | 84 830 | 52 517 | 101 593 | 60 732 | 84 830 | 50 440 |
| République slovaque | 38 744 | 32 648 | 64 702 | 46 830 | 77488 | 53 745 | 64 702 | 38 312 |
| Royaume-Uni | 76 883 | 56 145 | 127 800 | 93 057 | 153 767 | 108 573 | 127 800 | 90 063 |
| Slovénie | 52 785 | 37 211 | 88 152 | 55 345 | 105 571 | 63 994 | 88 152 | 51 187 |
| Suède | 75 218 | 47 112 | 125 615 | 77 494 | 150 437 | 90 668 | 125 615 | 73 937 |
| Suisse | 106 452 | 93 919 | 177 774 | 146 128 | 212 903 | 169 430 | 177 774 | 136 427 |
| Tchéquie | 51 007 | 38 997 | 85 182 | 55 732 | 102 015 | 65 041 | 85 182 | 51 675 |
| Türkiye | 54 063 | 33 314 | 90 286 | 57 322 | 108127 | 66 628 | 90 286 | 57 322 |
| **OCDE-Moyenne** | **65 355** | **47 704** | **109 059** | **75 138** | **130 710** | **86 838** | **109 059** | **71 029** |
| **OCDE-UE 22** | **68 420** | **47 508** | **114 101** | **73 806** | **136 839** | **84 632** | **114 101** | **68 412** |

1. Couple disposant de deux salaires.

## Notes

[1] Les tableaux 3.1 à 3.7 présentent des chiffres arrondis à la première décimale. Du fait des opérations d'arrondi, les variations en points de pourcentage présentées dans le texte peuvent différer d'un dixième de point de pourcentage.

[2] En Colombie, le régime général de sécurité sociale pour les soins de santé est financé par des fonds publics et privés. Le système de retraite est un hybride de deux systèmes différents : un régime de retraite à cotisations définies et entièrement capitalisé, et un régime par répartition. Chacune de ces contributions est obligatoire et plus de 50 % du total des contributions sont versés à des fonds privés. Elles sont par conséquent considérées comme des paiements obligatoires non fiscaux (PONF) (pour de plus amples informations à ce sujet, se reporter à la Partie II du Rapport). En outre, tous les paiements au titre des risques liés à l'emploi sont versés à des fonds privés et sont également considérés comme des PONF. Les PONF existent aussi dans d'autres pays (voir http://www.oecd.org/tax/tax-policy/tax-database).

[3] Les élasticités indiquées dans le Tableau 3.8 sont calculées de la manière suivante : (100 – METR) / (100 – AETR), METR désignant le taux marginal de l'impôt sur le revenu, augmenté des cotisations salariales de sécurité sociale et diminué des prestations en espèces, figurant dans le Tableau 3.7, et AETR désignant le taux moyen de l'impôt sur le revenu augmenté des cotisations salariales de sécurité sociale et diminué des prestations en espèces, figurant dans le Table 3.3.

[4] Les élasticités indiquées dans le Tableau 3.9 sont calculées de la manière suivante : (100 – METR) / (100 – AETR), METR désignant le taux marginal de l'impôt sur le revenu, augmenté des cotisations salariales et patronales de sécurité sociale et diminué des prestations en espèces, figurant dans le Tableau 3.6, et AETR désignant le taux moyen de l'impôt sur le revenu augmenté des cotisations salariales et patronales de sécurité sociale et diminué des prestations en espèces, figurant dans le Tableau 3.1.

# 4 Illustration graphique des taux effectifs d'imposition en 2023

Ce chapitre présente les données relatives aux taux effectifs d'imposition des revenus du travail en 2023 pour des salaires bruts compris entre 50 % et 250 % du salaire moyen. Elles sont illustrées dans des graphiques séparés pour les quatre catégories de foyers et pour chaque pays membre de l'OCDE. Les catégories de foyers sont les suivantes : contribuables célibataires sans enfant ; parents isolés avec deux enfants ; couples mariés sans enfant disposant d'un seul salaire ; couples mariés avec deux enfants disposant d'un seul salaire.

Les graphiques se divisent en deux séries qui indiquent la décomposition du coin fiscal moyen et marginal en pourcentage des coûts totaux de main-d'œuvre. Les graphiques montrent également les taux moyens et marginaux nets de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Les graphiques présentés dans cette section indiquent les taux effectifs d'imposition des revenus du travail en 2023 pour des salaires bruts compris entre 50 % et 250 % du salaire moyen (SM). Pour chaque pays membre de l'OCDE, des graphiques séparés portent sur quatre catégories de foyers : célibataires sans enfant, parents isolés avec deux enfants, couples mariés sans enfant disposant d'un seul salaire et couples mariés avec deux enfants disposant d'un seul salaire. En outre, le taux moyen et le taux marginal net d'imposition des personnes physiques [(la variation de] l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des cotisations salariales de sécurité sociale nets des prestations en espèces en pourcentage des [de la variation des] salaires bruts) figurent dans les graphiques montrant respectivement le coin fiscal moyen et marginal[1].

Les graphiques illustrent l'importance relative des divers éléments constitutifs du coin fiscal : impôts nationaux sur le revenu, impôts locaux sur le revenu, cotisations salariales de sécurité sociale, cotisations patronales de sécurité sociale (y compris les taxes sur les salaires éventuellement applicables) et prestations en espèces en pourcentage des coûts totaux de main-d'œuvre. Il y a lieu de noter que si leur part des coûts totaux de main-d'œuvre diminue, cela signifie que la valeur des prélèvements diminués des prestations n'augmente pas aussi vite que le total des coûts de main-d'œuvre correspondants. Cela n'implique pas nécessairement que la valeur des prélèvements diminués des prestations baisse en valeur nominale.

Le système de prélèvements et de prestations est favorable aux foyers à faibles revenus dans de nombreux pays de l'OCDE. Les impôts sur le revenu prélevés par les administrations centrales sont négatifs en Belgique, en raison des crédits d'impôt récupérables pour les travailleurs à faibles revenus et les enfants à charge ; au Canada[2], en raison de la prestation fiscale récupérable pour le revenu du travail ; en Allemagne, en Autriche, en République slovaque et en Tchéquie, en raison des crédits d'impôt récupérables pour enfant à charge ; en Israël, du fait du crédit d'impôt récupérable au titre des revenus du travail pour les familles avec enfants (depuis 2016, la fourchette des revenus ouvrant droit au bénéfice de ce crédit d'impôt pour les parents isolés a été étendue) ; au Luxembourg, en raison d'un crédit d'impôt mis en place en 2019 pour les salariés qui perçoivent le salaire minimum social ; en Pologne, du fait du crédit d'impôt pour enfants à charge remboursable sous conditions appliqué depuis 2015 ; en Espagne du fait de crédits d'impôts récupérables pour les parents isolés ; et aux États-Unis du fait du crédit d'impôt récupérable au titre des revenus du travail et du crédit d'impôt pour enfant à charge. En Suède, les graphiques montrent que les impôts sur le revenu prélevés par les administrations centrales sont négatifs pour les quatre types de foyers, du fait du crédit d'impôt au titre des revenus du travail. Le crédit d'impôt n'est toutefois pas récupérable dans la mesure où il ne permet pas de ramener le total des impôts sur le revenu du contribuable à moins de zéro. Il est également déduit des impôts locaux sur le revenu.

Dans la majorité des pays de l'OCDE, le taux net moyen d'imposition des personnes physiques est négatif pour les parents isolés ou les couples mariés disposant d'un seul salaire qui perçoivent un faible revenu, ce qui signifie que ces catégories de foyer ne paient pas d'impôt sur le revenu, ni de cotisations de sécurité sociale, ou que ces prélèvements sont totalement compensés par des prestations en espèces. À titre d'exemple, le taux moyen net d'imposition des personnes physiques devient positif à partir d'un revenu supérieur à 90 % du SM en Tchéquie (à 91 % du SM pour les parents isolés) et en Pologne (à 93 % du SM pour les parents isolés et pour les couples mariés disposant d'un seul salaire). En Autriche, aux États-Unis, en Israël, en République slovaque, au Royaume-Uni et en Tchéquie, les taux négatifs nets moyens d'imposition des personnes physiques sont le résultat conjugué des crédits d'impôt récupérables et des prestations en espèces. Ils sont en revanche essentiellement imputables aux crédits d'impôt récupérables pour les parents isolés en Espagne (jusqu'à 62 % du SM). On observe des écarts marqués entre les pays de l'OCDE en ce qui concerne le niveau des prestations en espèces. Elles représentent environ un quart ou plus des coûts totaux de main-d'œuvre pour les parents isolés à faibles revenus et/ou les couples mariés avec deux enfants et un seul salaire en Australie, au Canada, en France, en Irlande, en Lituanie, en Nouvelle-Zélande, en Pologne et au Royaume-Uni.

Le coin fiscal marginal est relativement uniforme sur toute l'échelle des revenus dans certains pays en raison de l'uniformité des taux des cotisations de sécurité sociale et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Les célibataires sans enfant sont soumis à un coin fiscal marginal uniforme sur les revenus compris entre 50 % et 250 % du SM en Tchéquie (44.7 %) et en Hongrie (41.2 %). En Colombie, le coin fiscal marginal appliqué aux célibataires ainsi qu'aux couples mariés sans enfants disposant d'un seul salaire est nul pour toute l'échelle des revenus, car aucun impôt sur le revenu des personnes physiques n'est acquitté à ce niveau de rémunération. Pour les foyers ayant deux enfants, le taux d'imposition marginal est nul pour toute l'échelle des revenus ; on observe néanmoins une variation brutale à 237 % du SM, attribuable à la perte du bénéfice des prestations en espèces liées aux enfants. En outre, les cotisations d'assurance retraite, d'assurance maladie et au titre des risques liés à l'emploi sont considérées comme des paiements obligatoires non fiscaux (PONF)[3], et ne sont donc pas comptabilisées comme des impôts dans les calculs des *Impôts sur les salaires*. Le coin fiscal marginal est aussi relativement constant en Islande et en République slovaque. En Islande, le coin fiscal marginal est de 40.2 % sur les gains inférieurs à 130 % du SM, de 47.6 % sur les gains à 130 % du SM, puis de 47.7 % sur les gains compris entre 131 % et 250 % du SM. En République slovaque, le coin fiscal marginal est de 45.9 % sur les gains inférieurs à 149 % du SM, de 48.4 % sur les gains à 149 % du SM, puis de 49.1 % sur les gains compris entre 150 % et 250 % du SM.

Les cotisations de sécurité sociale sont prélevées à des taux forfaitaires dans de nombreux pays de l'OCDE. Certains d'entre eux appliquent un plafond de rémunération au-dessus duquel les cotisations de sécurité sociale n'augmentent pas. Les écarts de cotisations marginales de sécurité sociale sont généralement identiques pour les quatre catégories de foyers, puisque les taux de cotisation ou les plafonds de revenu ne varient pas selon la situation maritale ou le nombre d'enfants à charge.

Dans l'intervalle de revenu de 50 % à 250 % du SM, les taux marginaux des cotisations patronales de sécurité sociale deviennent nuls en raison du plafond de rémunération en Allemagne (à 146 % du SM), en Espagne (à 179 % du SM), au Luxembourg (à 196 % du SM) et aux Pays-Bas (à 115 % du SM). Les taux marginaux des cotisations salariales de sécurité sociale deviennent nuls en Allemagne (à 146 % du SM), en Autriche (à 144 % du SM), en Espagne (à 179 % du SM), aux Pays-Bas (à 200 % du SM) et en Suède (à 118 % du SM). Au Canada, le taux marginal des cotisations patronales de sécurité sociale devient nul à 78 % du SM. On observe néanmoins une variation brutale à 84 % du SM. La contribution santé de l'Ontario, dont le calcul se fonde sur un barème de revenu, est un montant fixe qui varie lorsque le contribuable change de tranche de revenu.

En outre, les taux marginaux des cotisations patronales et/ou salariales de sécurité sociale diminuent parfois en pourcentage des coûts totaux de main-d'œuvre à certains niveaux de l'échelle des revenus à mesure que leur salaire augmente. C'est le cas en Allemagne, en Autriche, en Belgique, au Canada, en Corée, aux États-Unis, en France, au Japon, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Pologne, au Royaume-Uni et en Suisse. Cette diminution est marquée au Japon, où les taux marginaux des cotisations salariales et patronales de sécurité sociale passent respectivement de 12.67 % à 5.17 % et de 13.50 % à 6.07 % pour les gains supérieurs à 147 % du SM ; au Luxembourg, où les taux marginaux des cotisations salariales de sécurité sociale passent de 10.94 % à 1.40 % pour les gains supérieurs à 194 % du SM ; en Pologne, où les taux des cotisations salariales et patronales de sécurité sociale passent respectivement de 15.32 % à 10.82 % et de 14.06 % à 3.61 % pour les gains supérieurs à 241 % du SM ; au Royaume-Uni, où les taux marginaux des cotisations salariales de sécurité sociale passent de 10.54 % à 1.76 % pour les gains supérieurs à 103 % du SM ; et aux États-Unis, où les taux marginaux des cotisations patronales et salariales de sécurité sociale passent de 7.11 % à 1.43 % pour les gains supérieurs à 237 % du SM.

En Slovénie, les taux marginaux des cotisations patronales de sécurité sociale sont négatifs jusqu'à 53 % du SM parce que l'employeur s'acquitte de cotisations supplémentaires sur les gains inférieurs au seuil de revenu minimal pour la sécurité sociale. Cette pénalité diminue à mesure que les gains augmentent et disparaît totalement lorsque les revenus du salarié atteignent le seuil de revenu minimal pour la sécurité

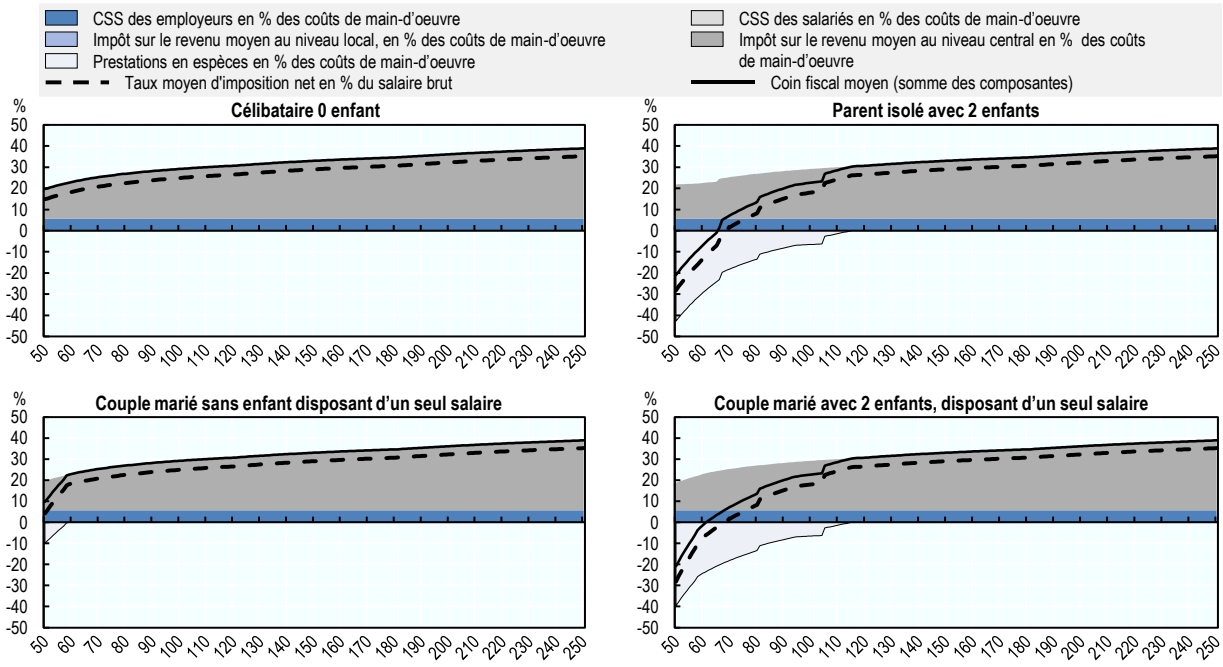
sociale. Les taux marginaux négatifs des cotisations patronales de sécurité sociale découlent de la diminution des cotisations supplémentaires.

Les contribuables supportent des taux marginaux nets d'imposition des personnes physiques et des coins fiscaux d'environ 70 % ou plus dans plusieurs pays de l'OCDE à certains niveaux de revenu. Tel est le cas des contribuables sans enfant en Australie, en Autriche, en Belgique, au Chili, en Estonie, en France, Italie, au Japon, au Luxembourg, au Mexique et en Slovénie. Ces taux s'appliquent aussi aux familles avec enfants en Australie, en Autriche, en Belgique, au Canada, au Chili, en Colombie, en Espagne, en Estonie, en France, en Grèce, en Irlande, en Italie, au Japon, en Lituanie, au Luxembourg, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, au Portugal, au Royaume-Uni, en Slovénie et en Tchéquie. Dans de nombreux pays, ces taux d'imposition marginaux élevés résultent en partie d'une réduction des prestations, abattements ou crédits d'impôt ciblant les contribuables à bas revenus à mesure que le revenu augmente.

Le mouvement de zigzag des pressions fiscales marginales qui transparaît de certains graphiques se produit lorsque les modifications des impôts, des cotisations de sécurité sociale et/ou des prestations consécutives à de faibles augmentations du revenu varient de manière discontinue sur l'échelle des revenus. Tel est le cas en Allemagne, au Luxembourg, en Suède et en Suisse à cause des règles d'arrondi ; et en raison des caractéristiques discrètes du crédit d'impôt, dans le cadre du système PAYE (prélèvement à la source), du crédit d'impôt pour conjoint à charge et des allocations familiales en Italie.

## Australie 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

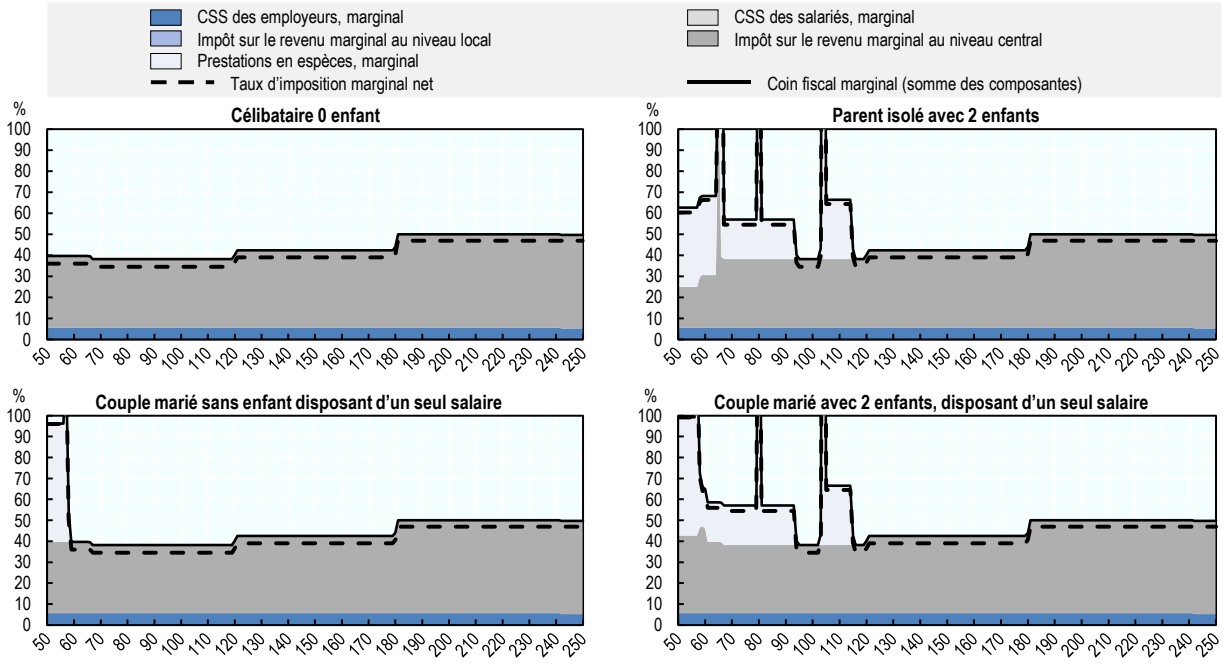
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/jilep3

## Australie 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

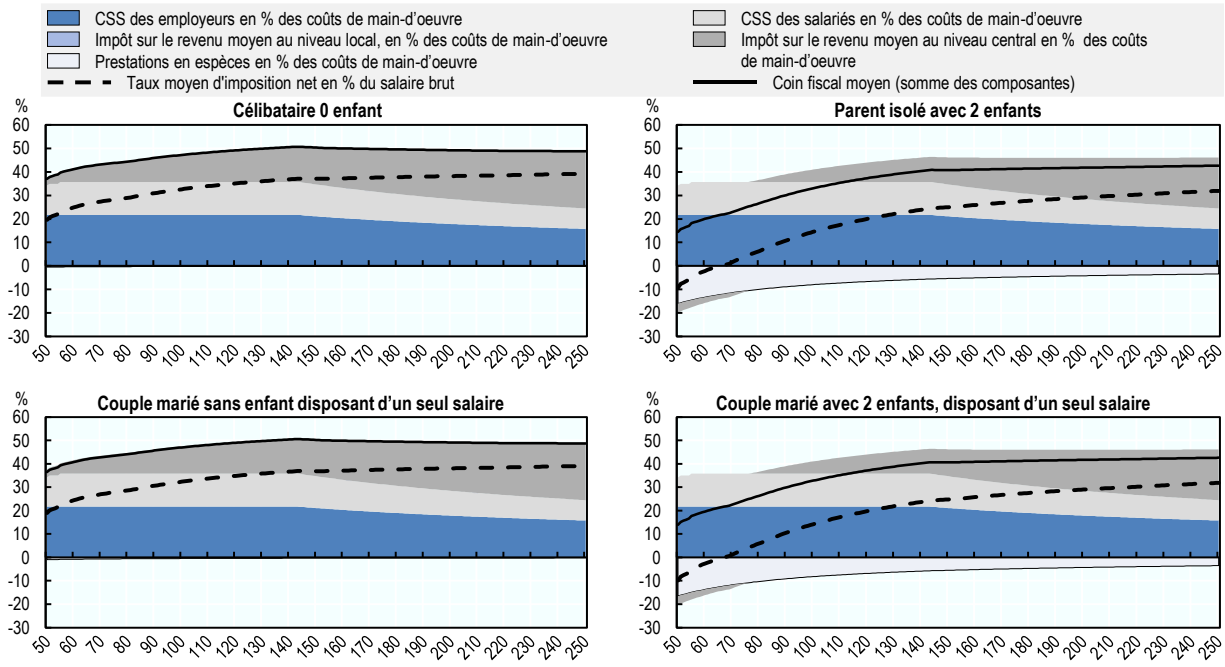
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/ndzyrq

## Autriche 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

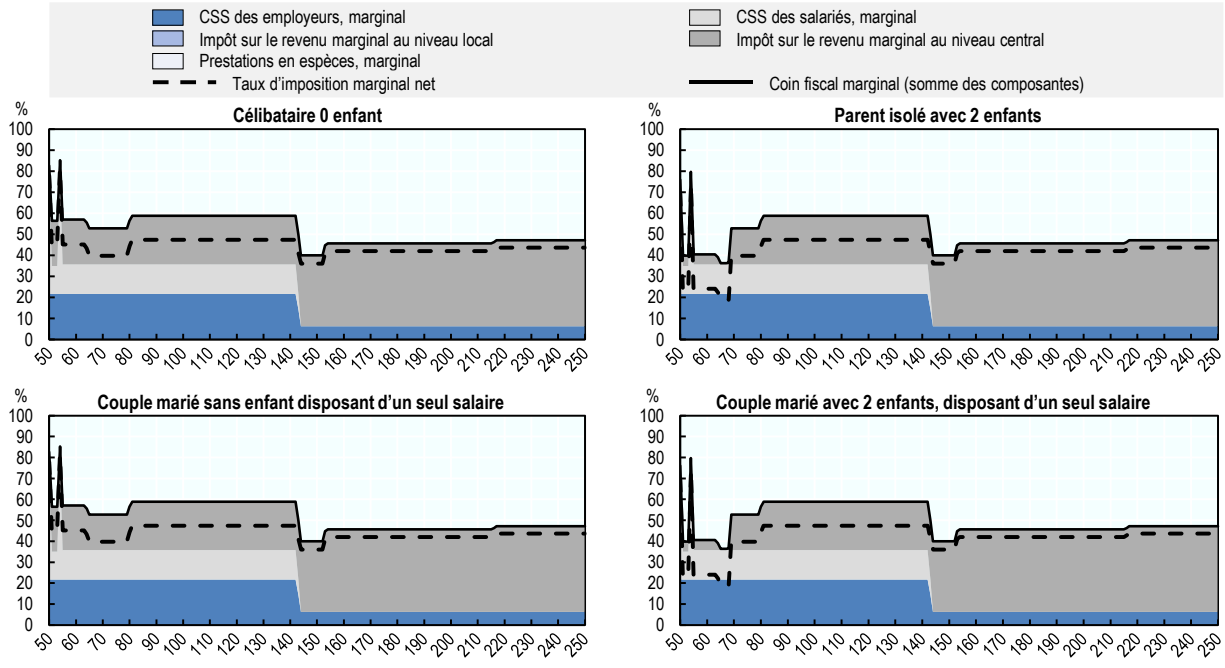
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/p3knyw

## Autriche 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

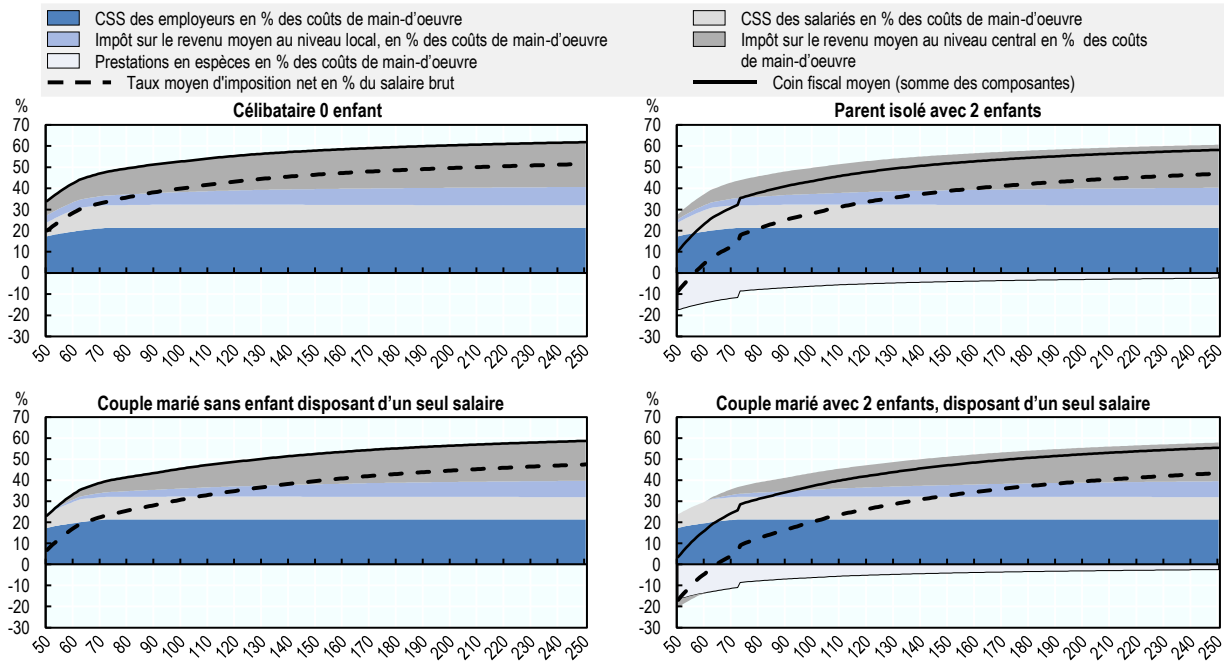
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/3p7dwn

## Belgique 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

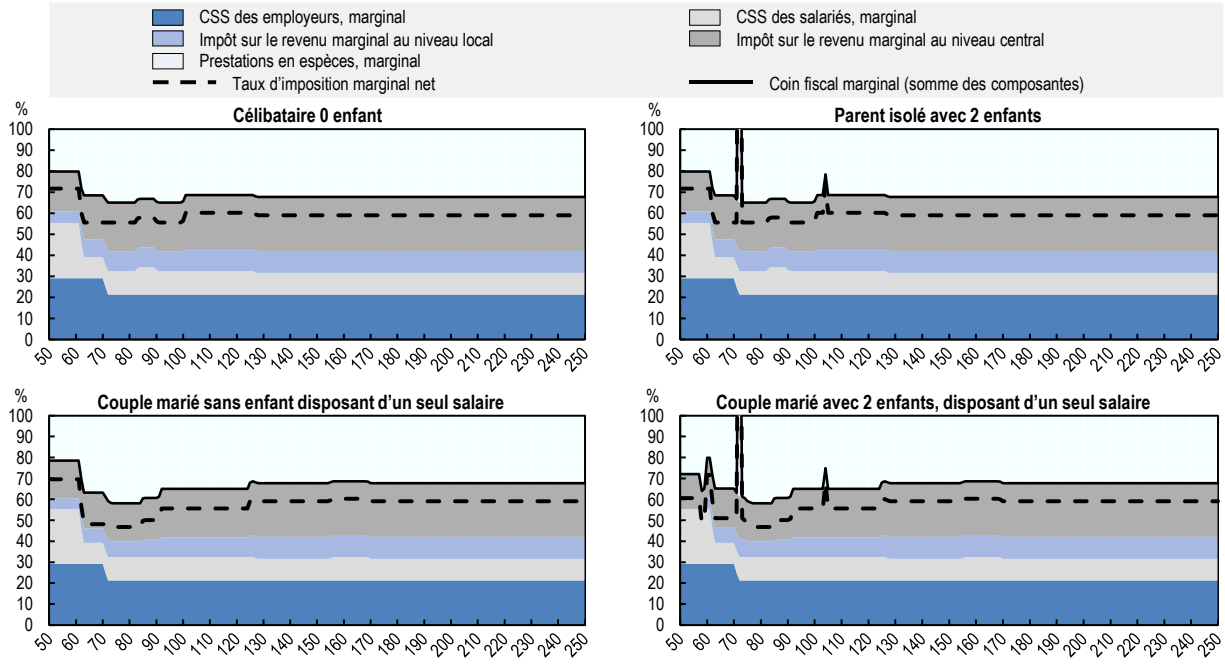
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/hq41rp

## Belgique 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

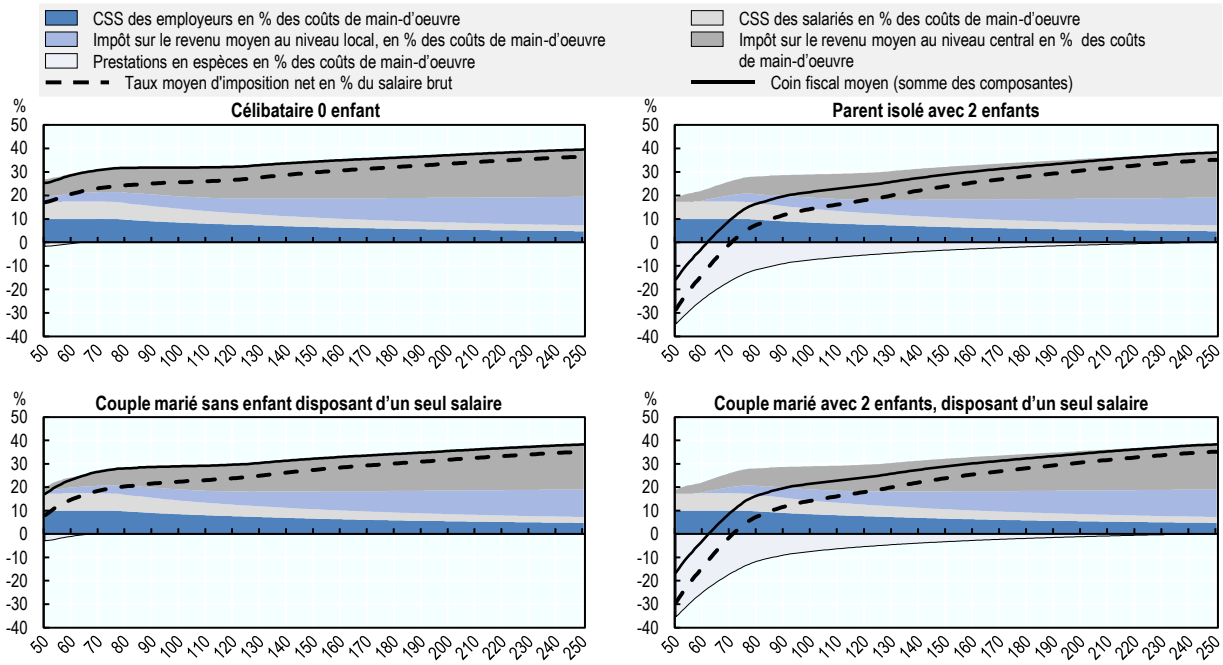
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/16f5z8

## Canada 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

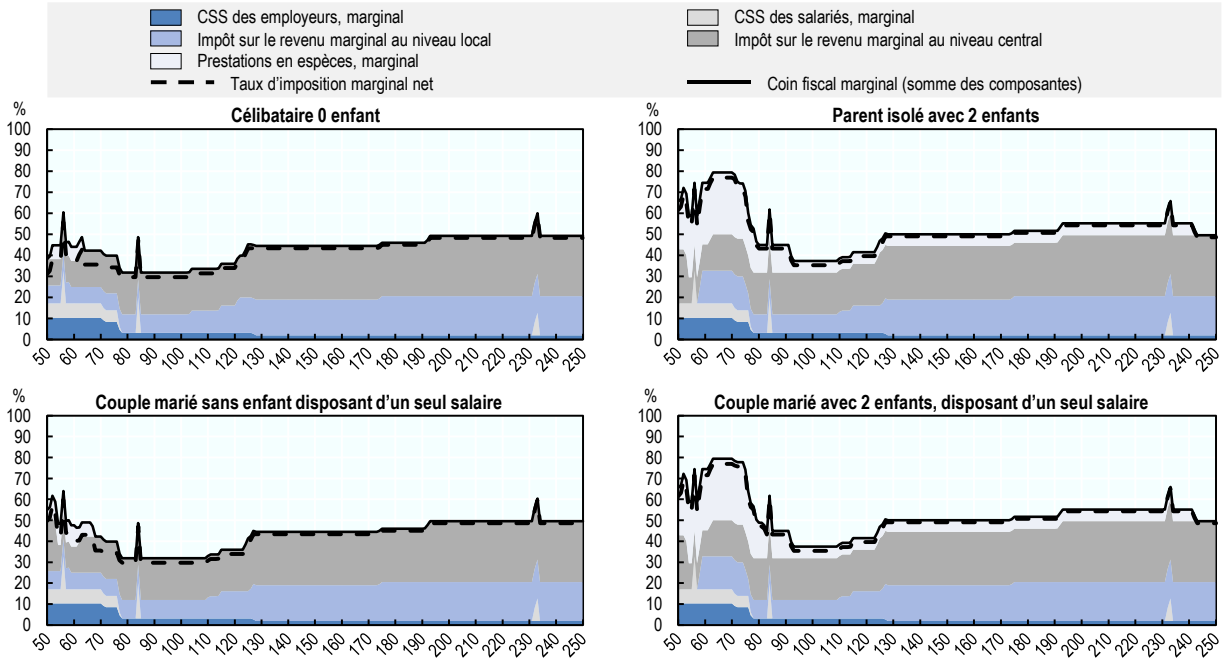
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/a4vyow

## Canada 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

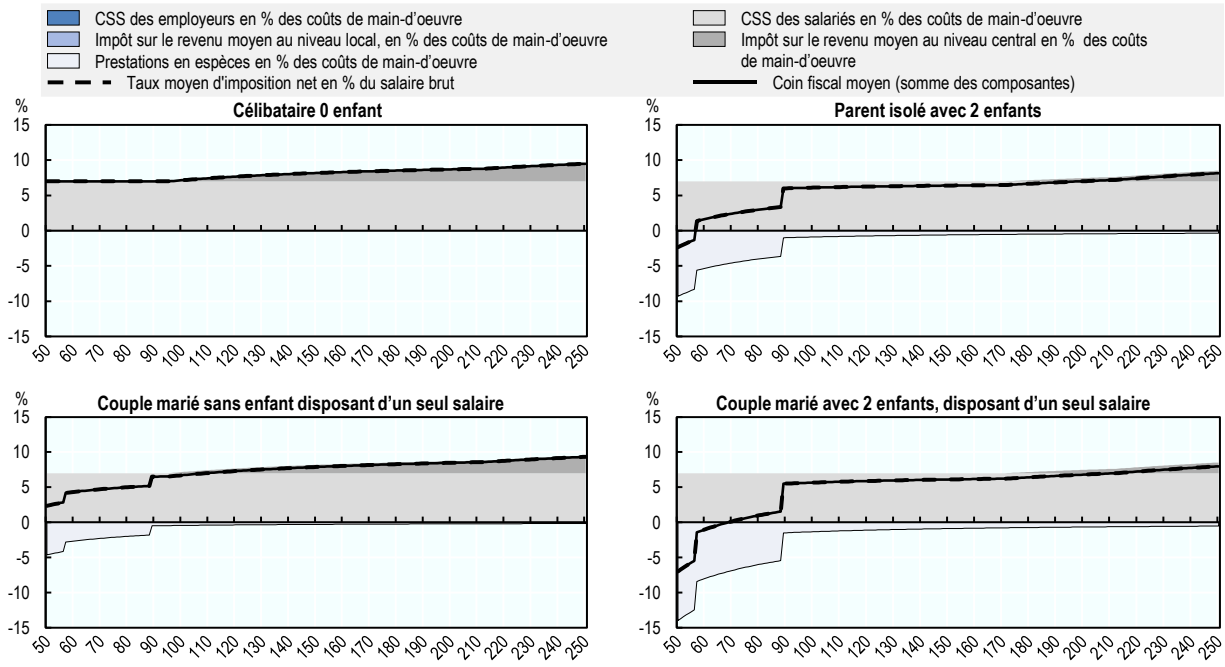
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/rpg2he

## Chili 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

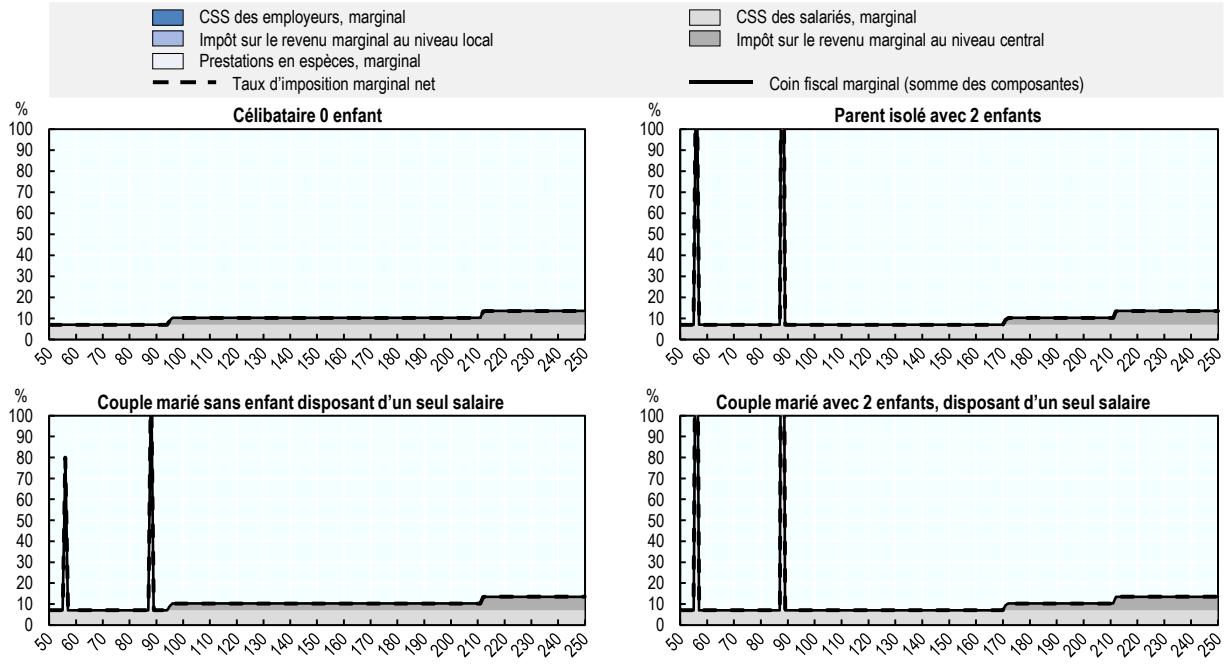
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/py9sjv

## Chili 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

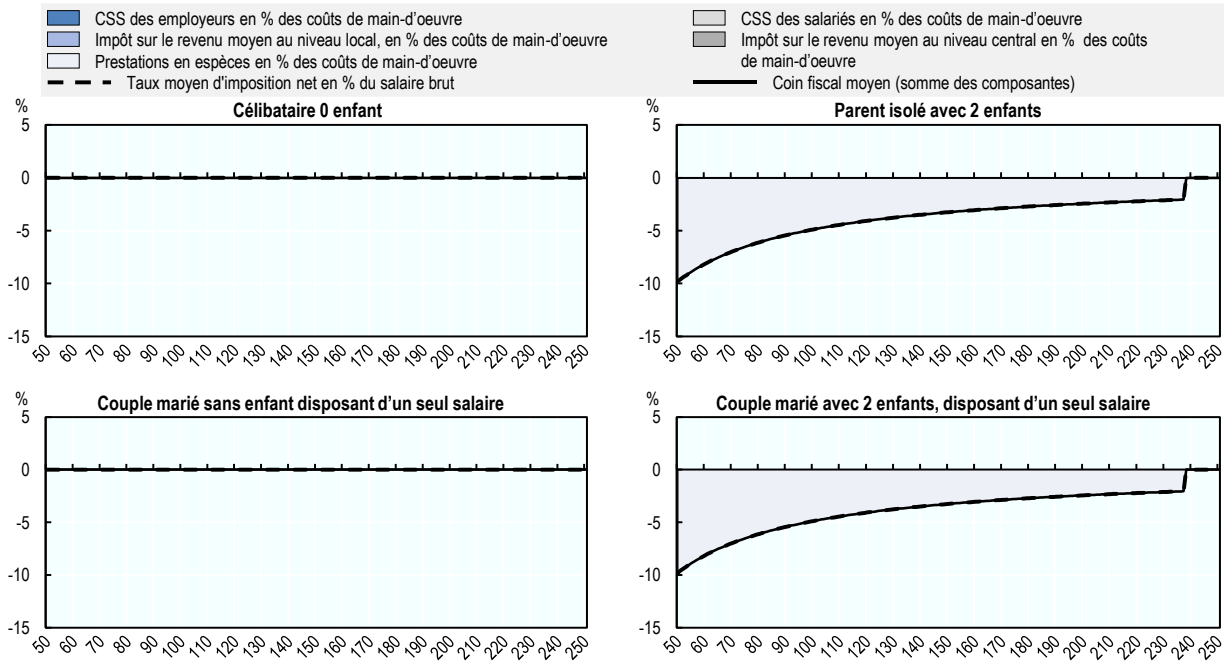
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/7ijs92

## Colombie 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

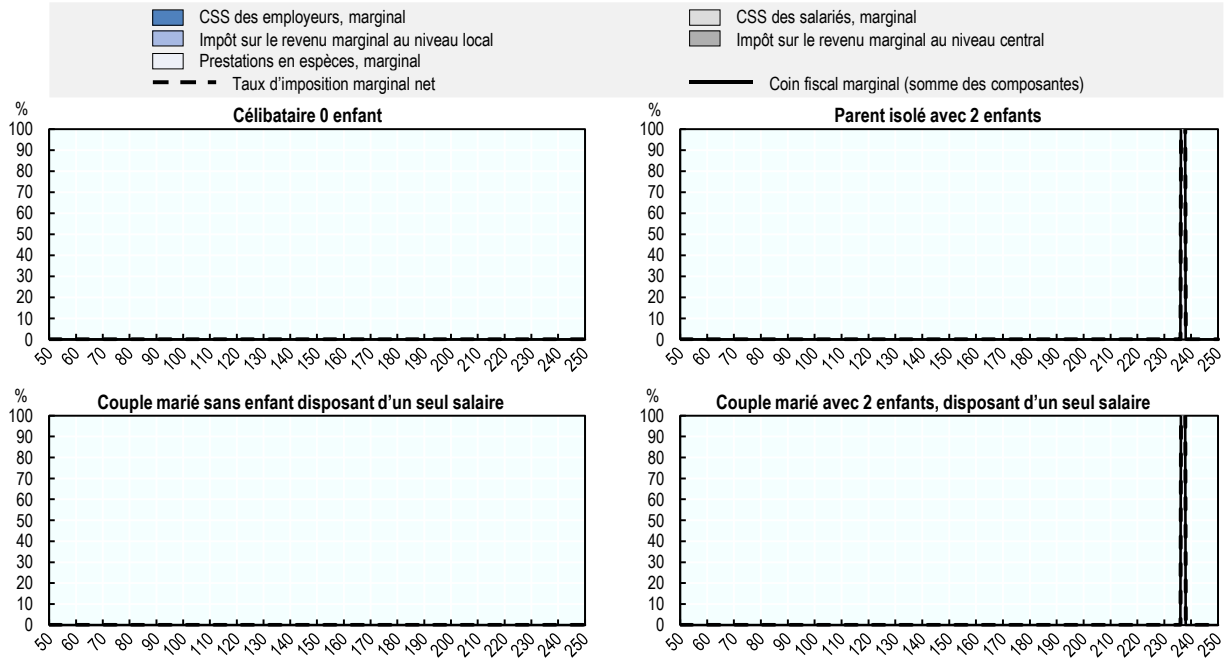
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/7mvs38

## Colombie 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

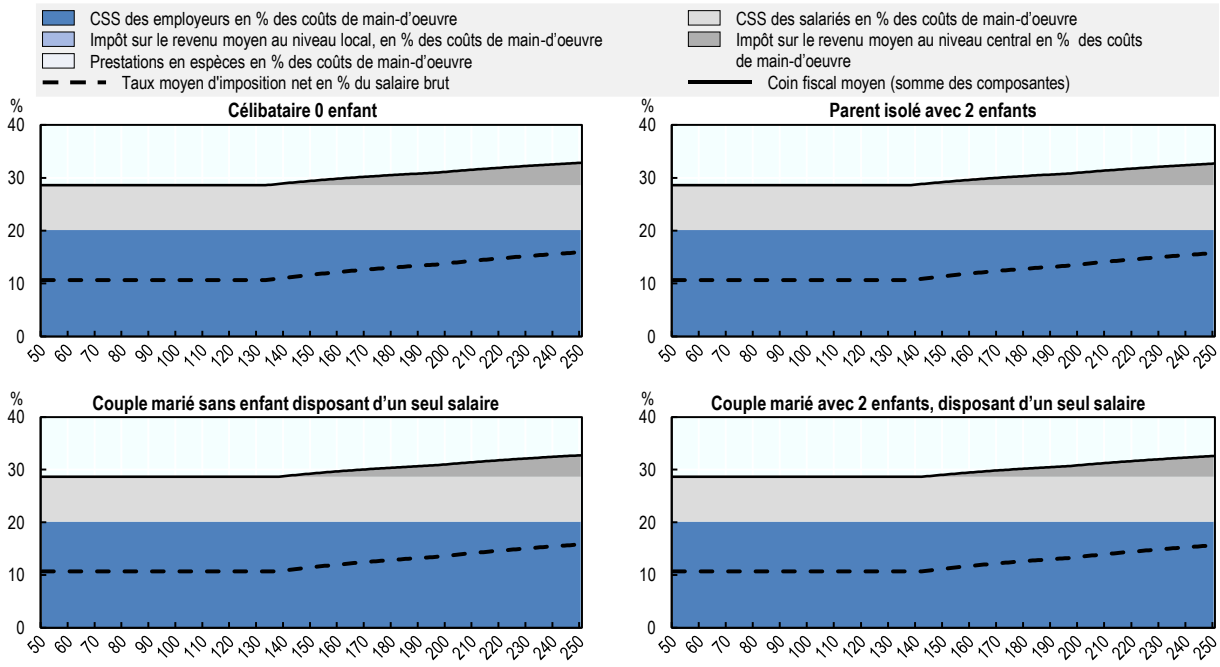
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/e3u5da

## Costa Rica 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

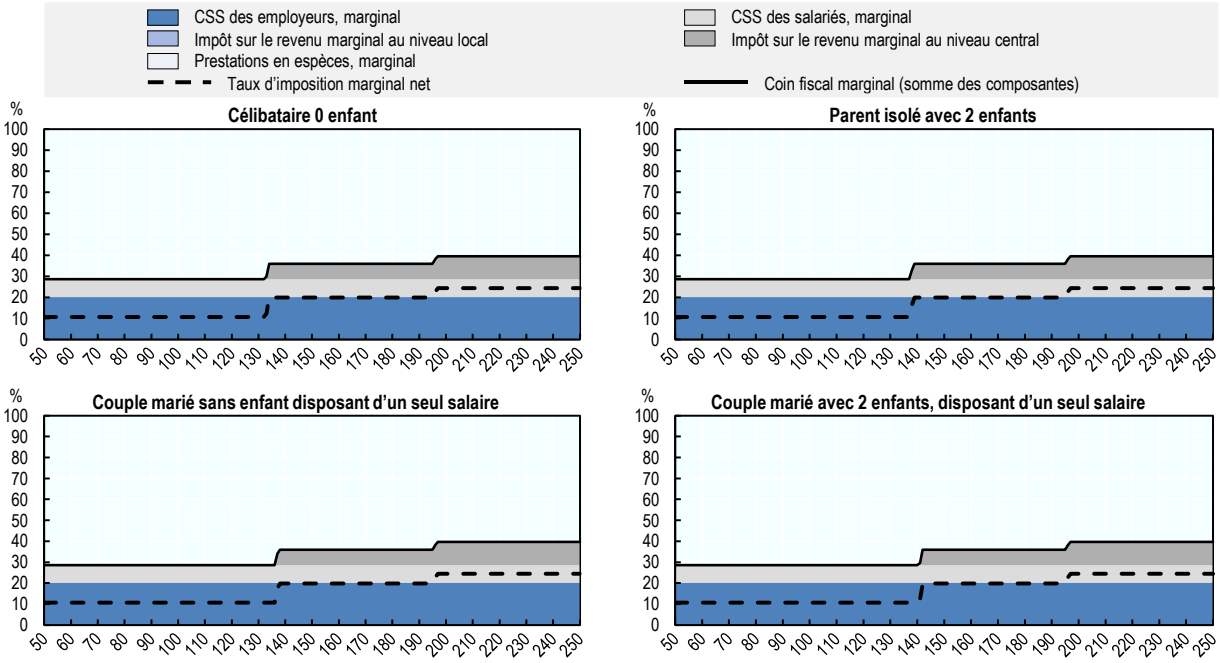
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/dh648q

## Costa Rica 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

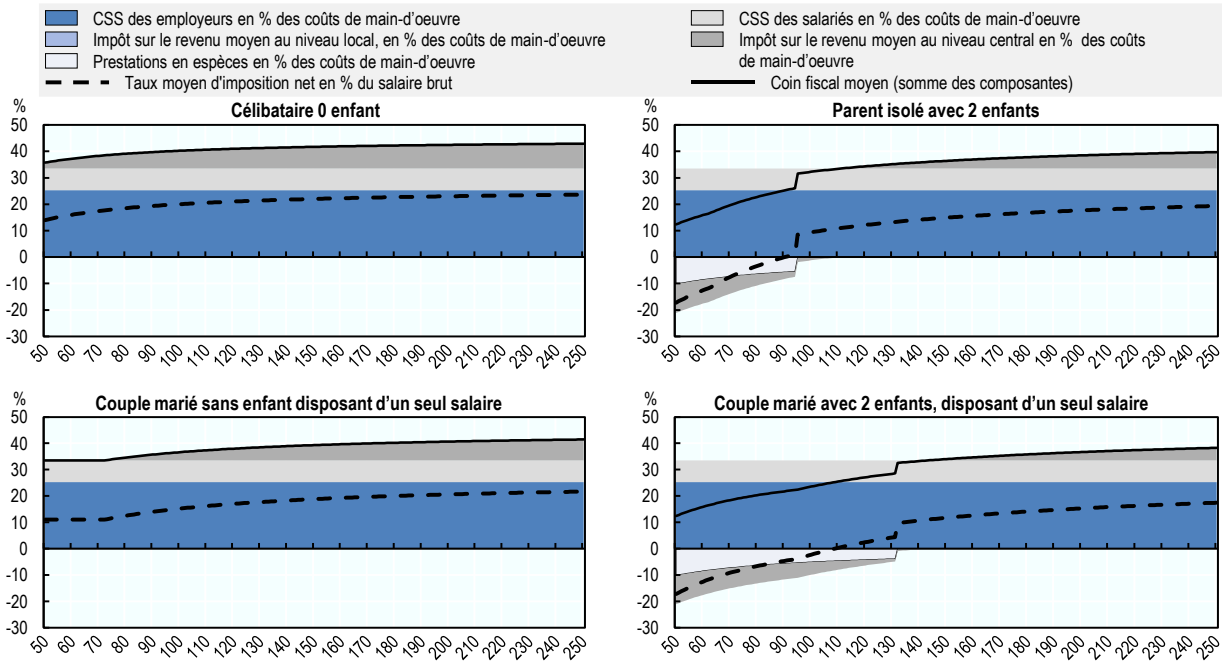
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/39eb2w

## Tchéquie 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

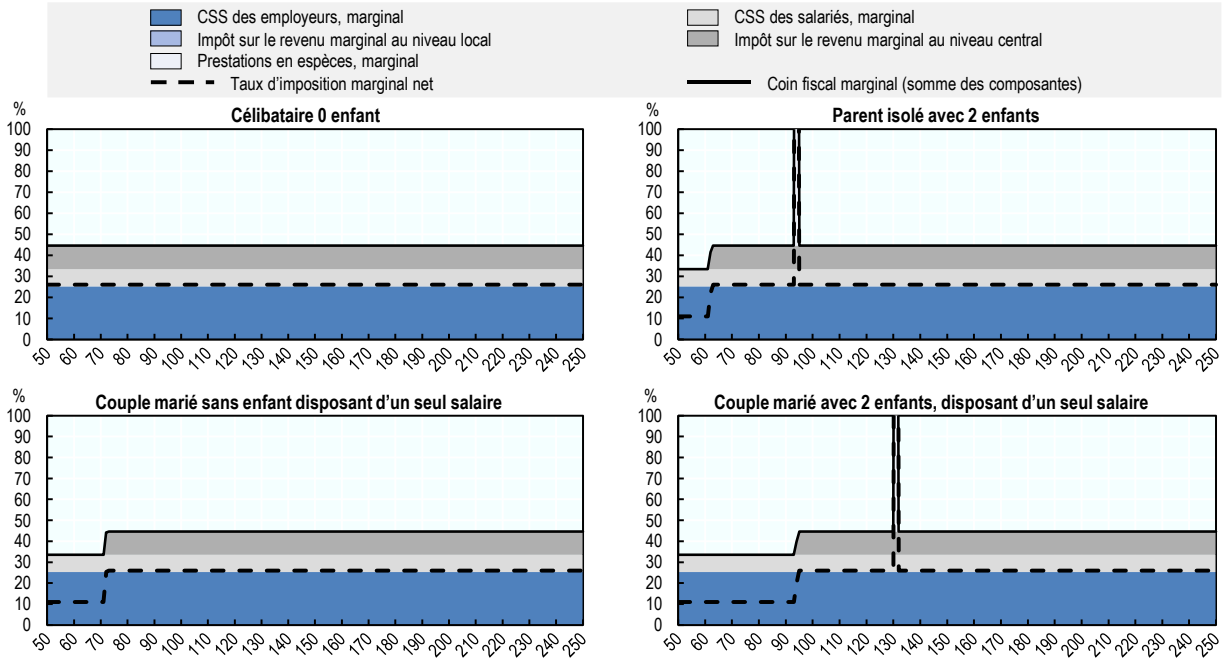
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/t4b8nq

## Tchéquie 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

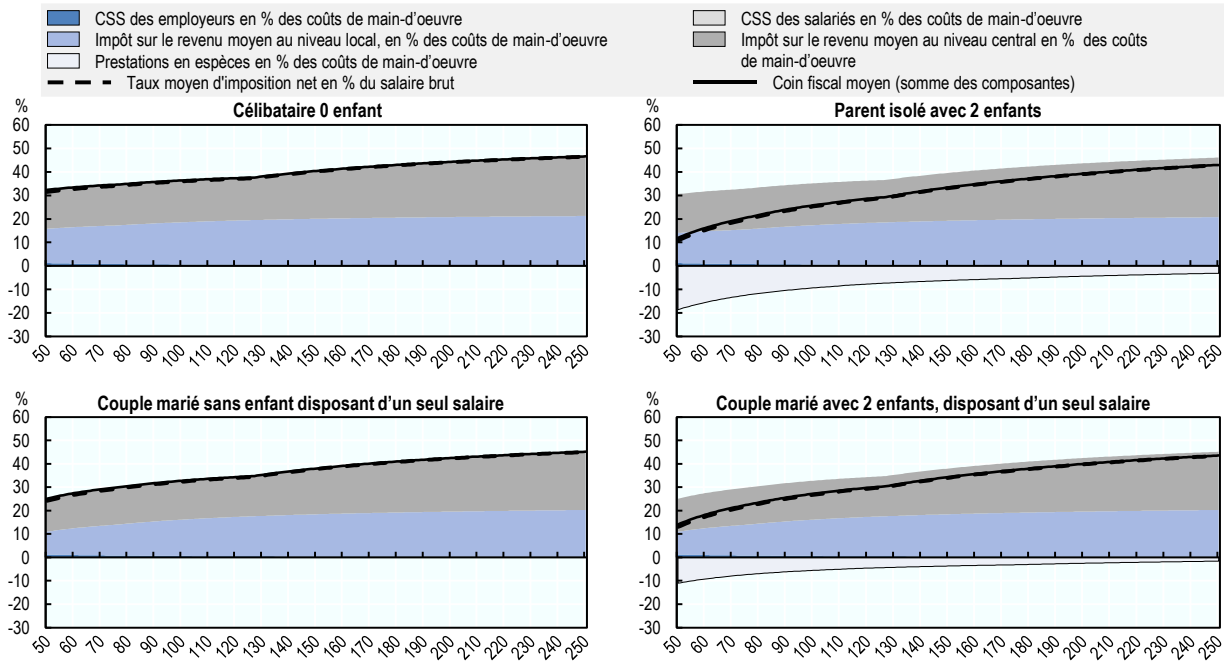
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/803gl4

## Danemark 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

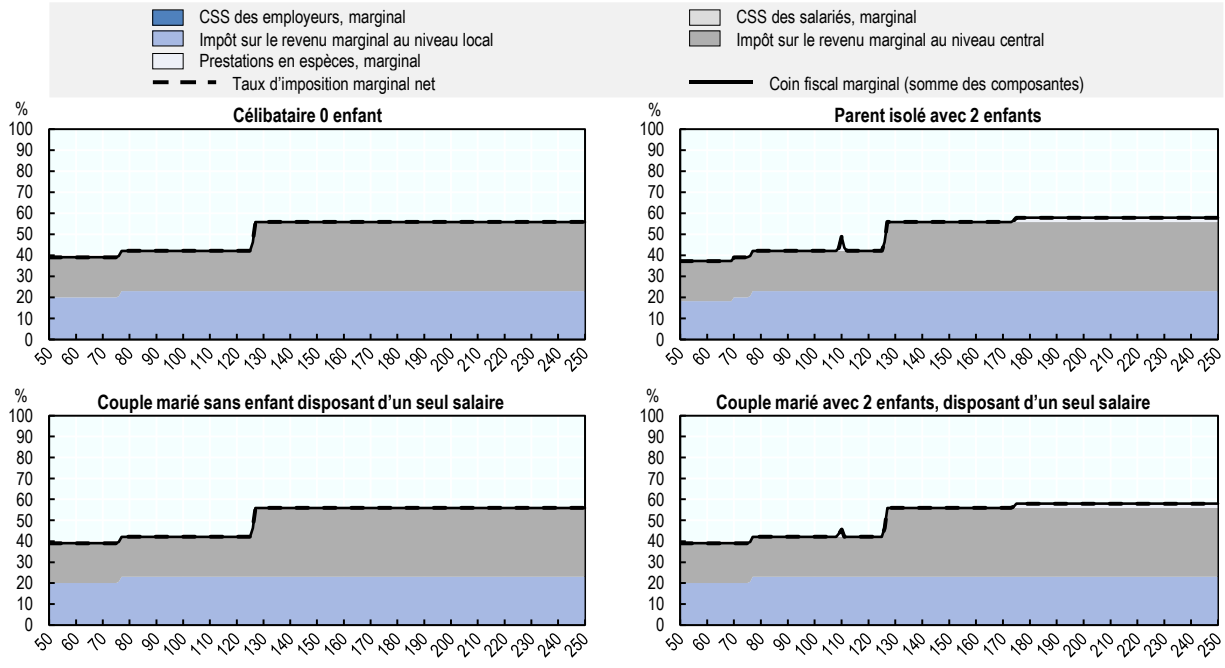
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/b20k4e

## Danemark 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

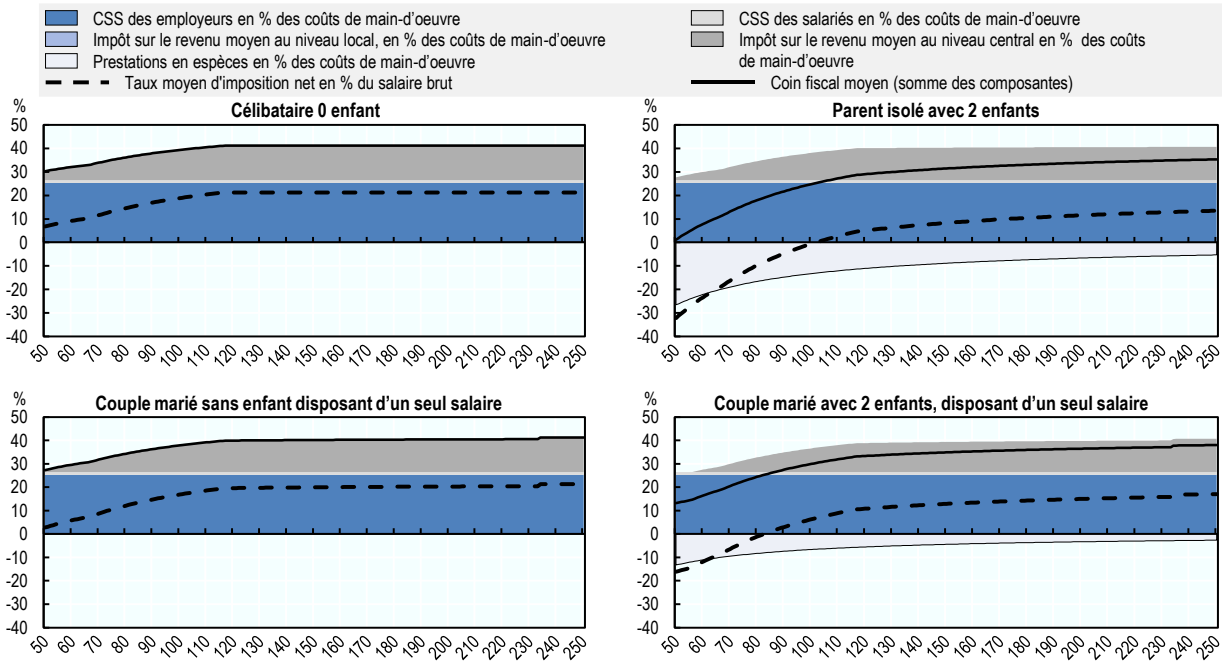
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/6p5eyt

## Estonie 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

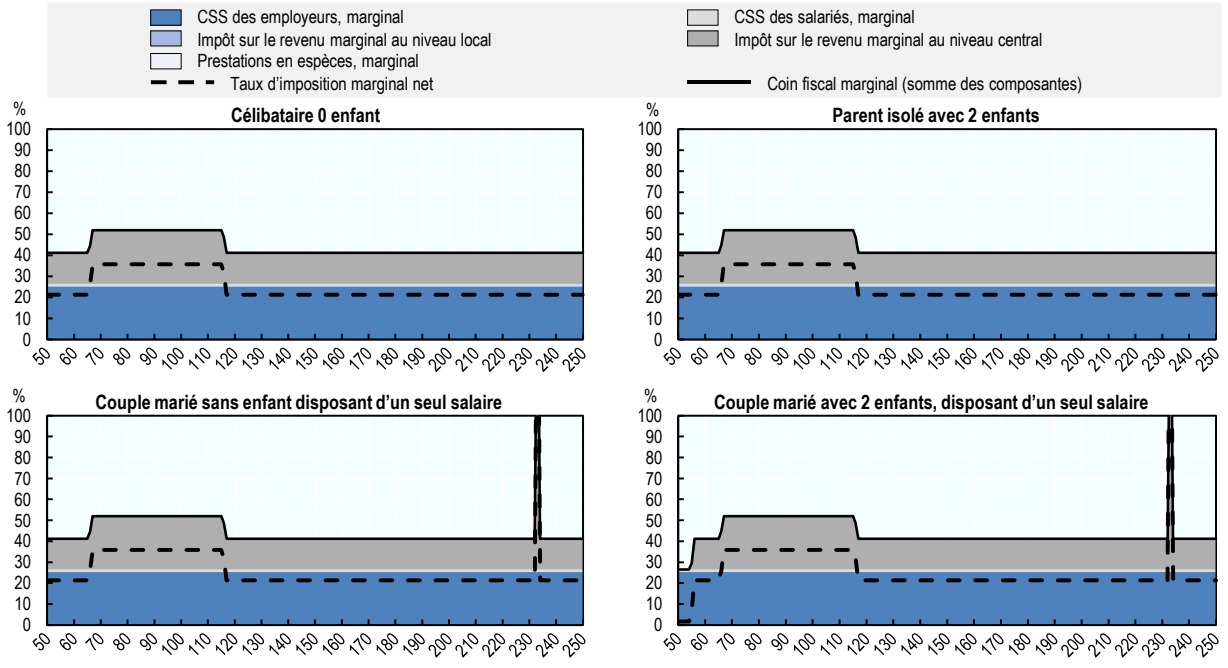
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/1bfm9n

## Estonie 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

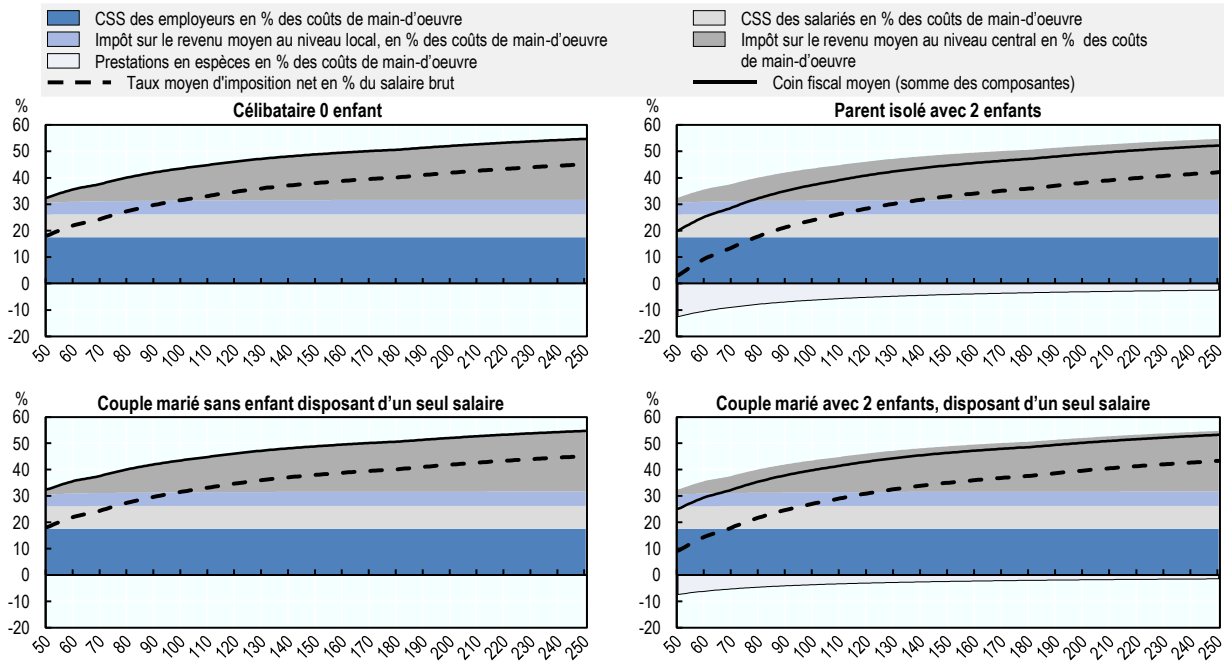
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/xk1ap8

## Finlande 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

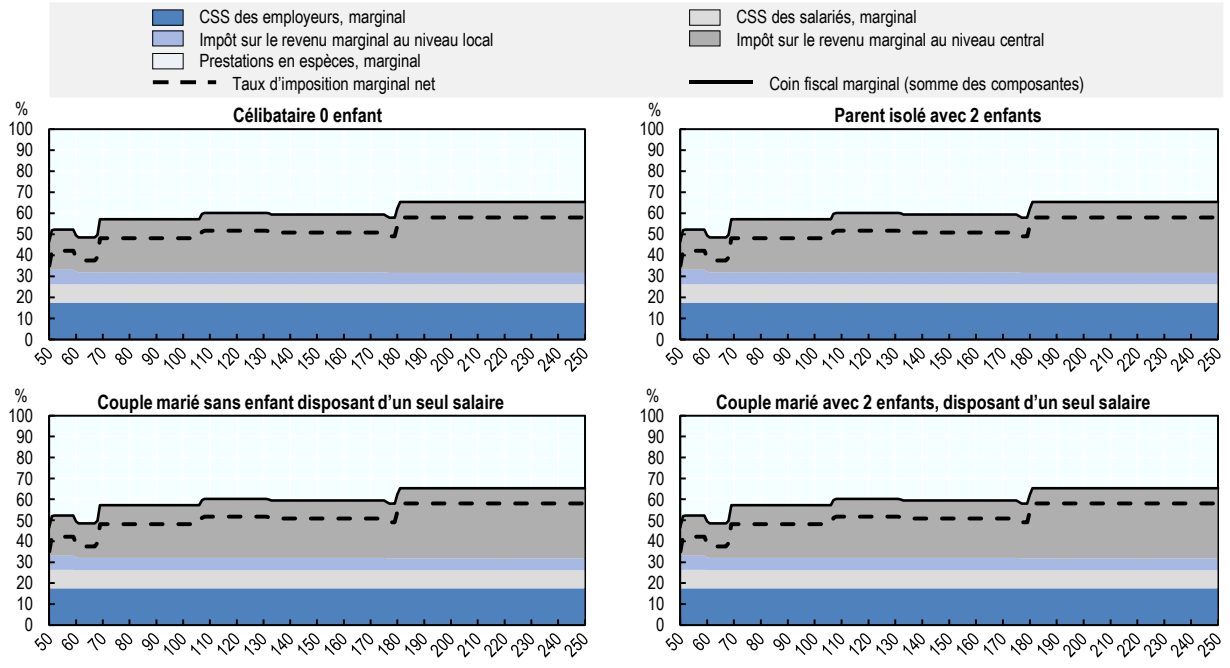
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/2hrb9a

## Finlande 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

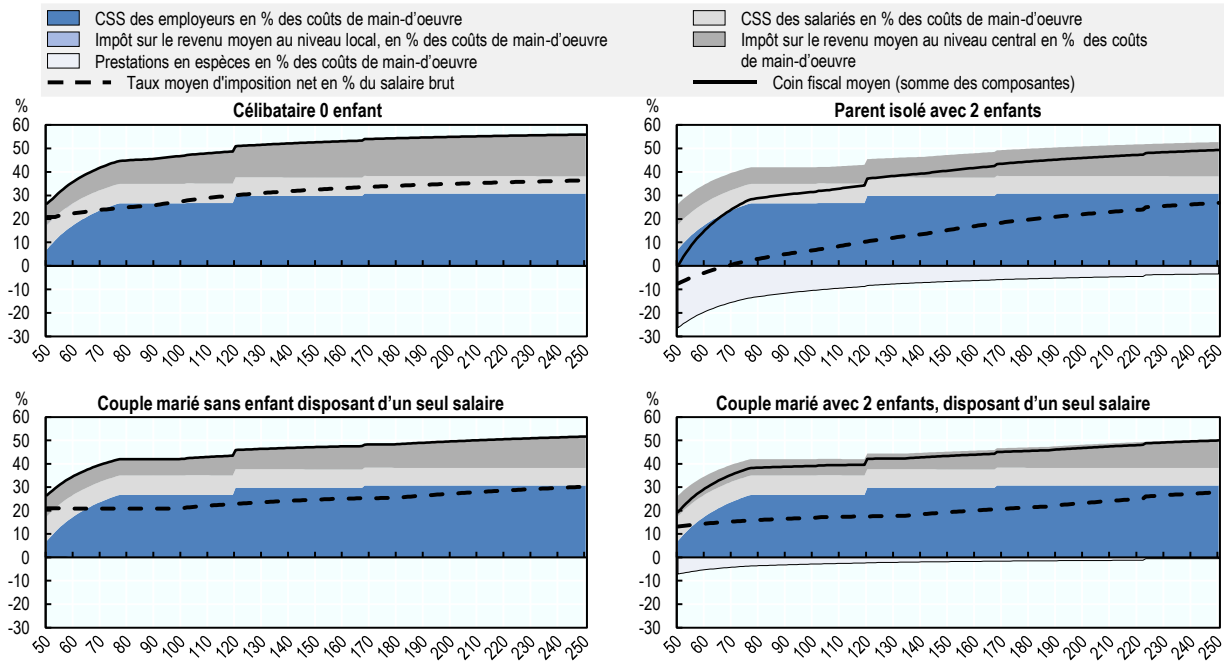
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/ktse6f

## France 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

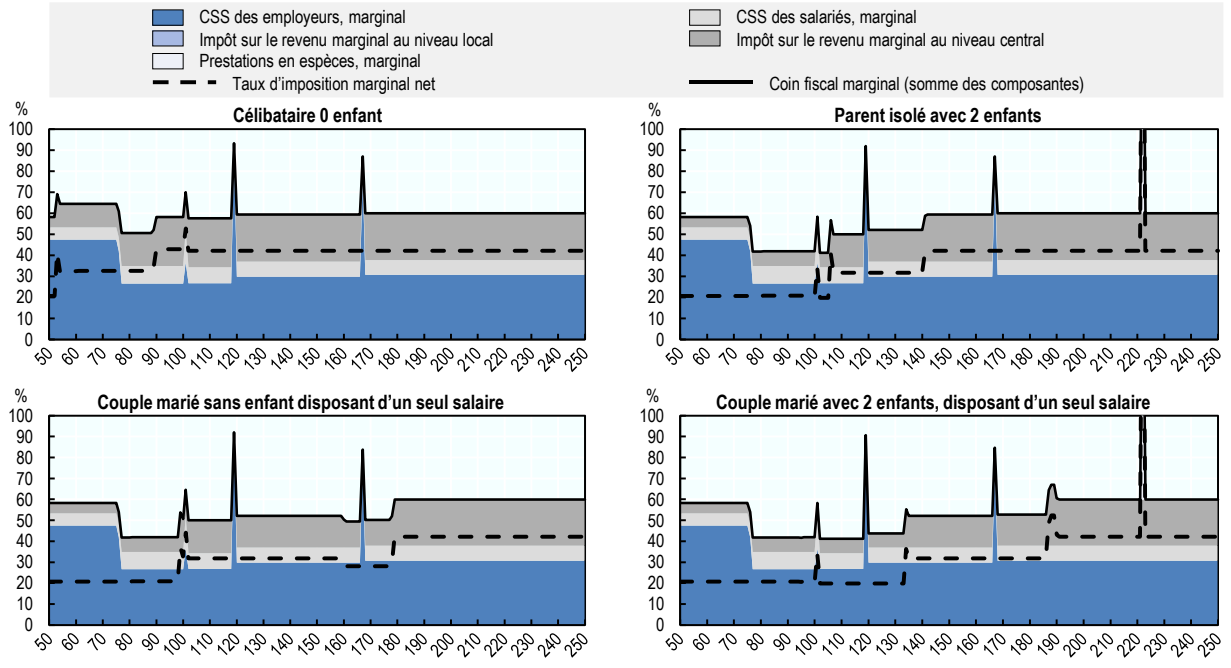
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/g6hdkf

## France 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

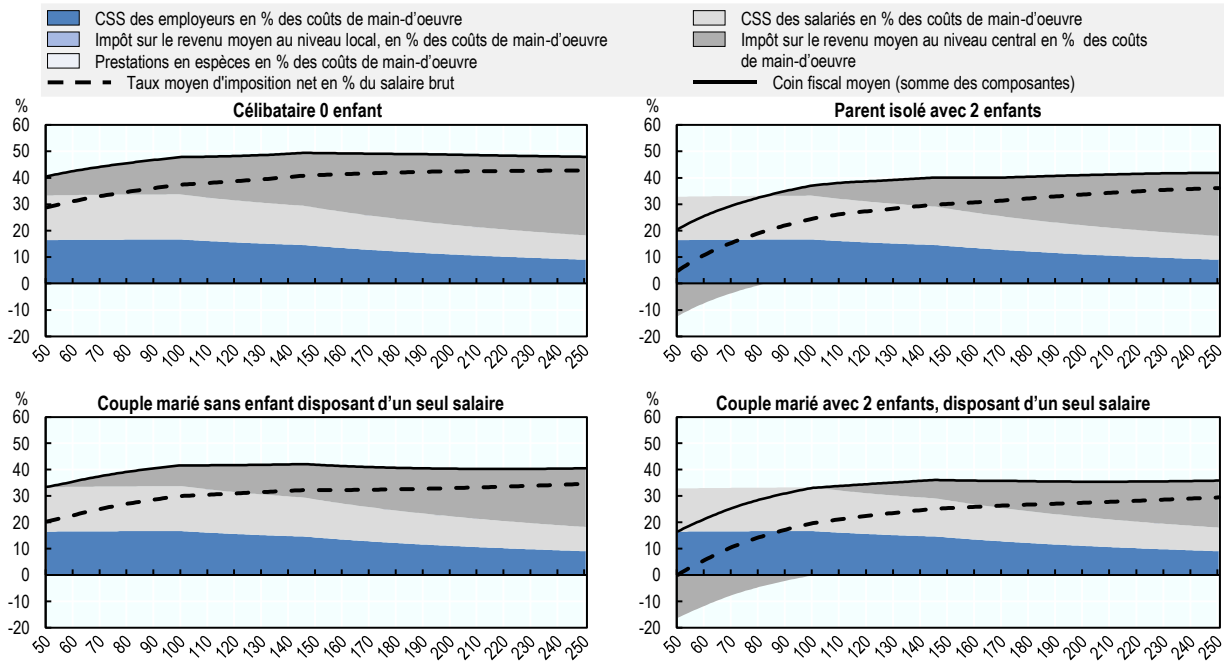
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/dce476

## Allemagne 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

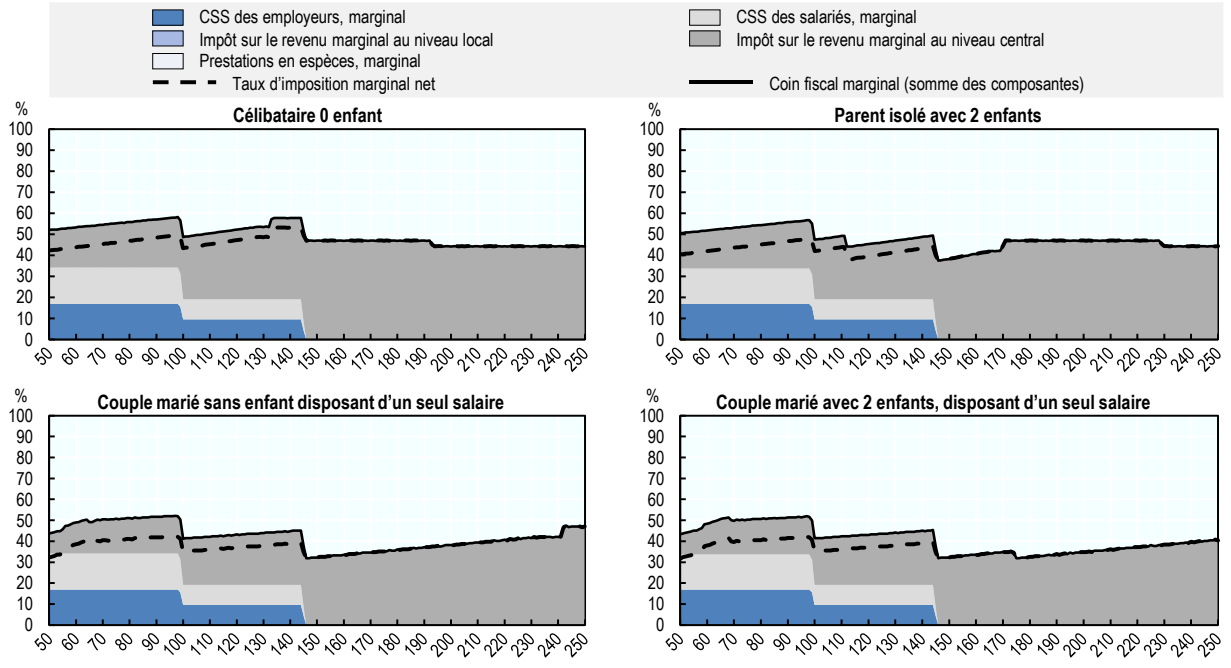
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/oqtche

## Allemagne 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

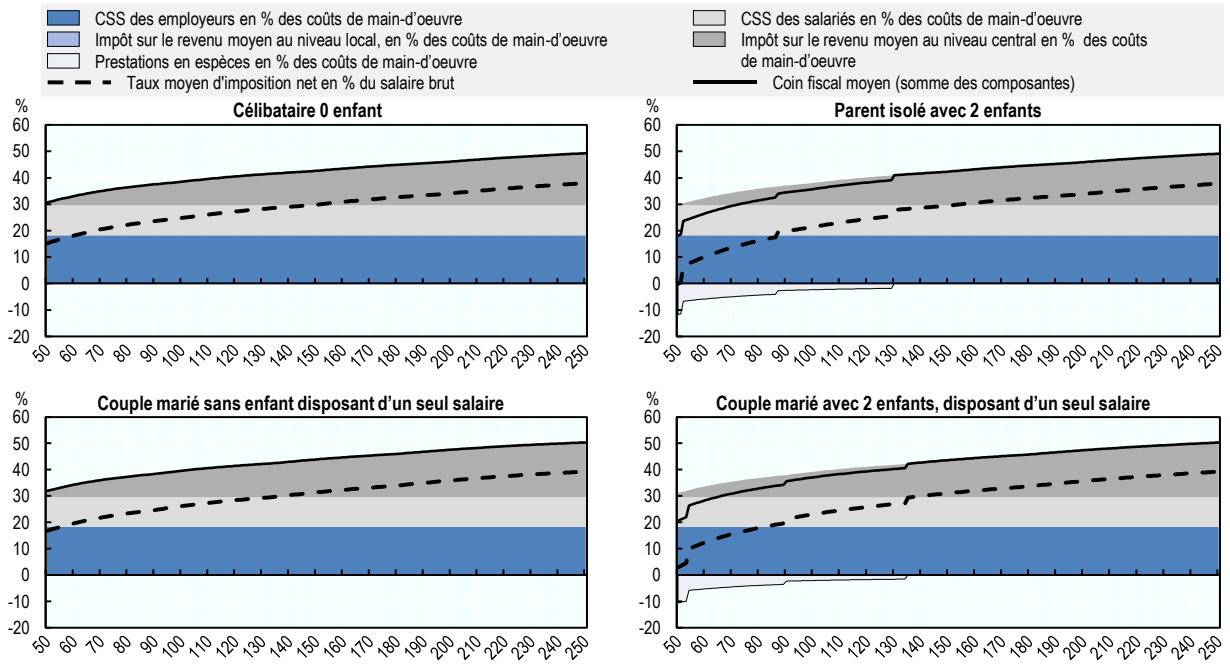
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/1jyb2d

## Grèce 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

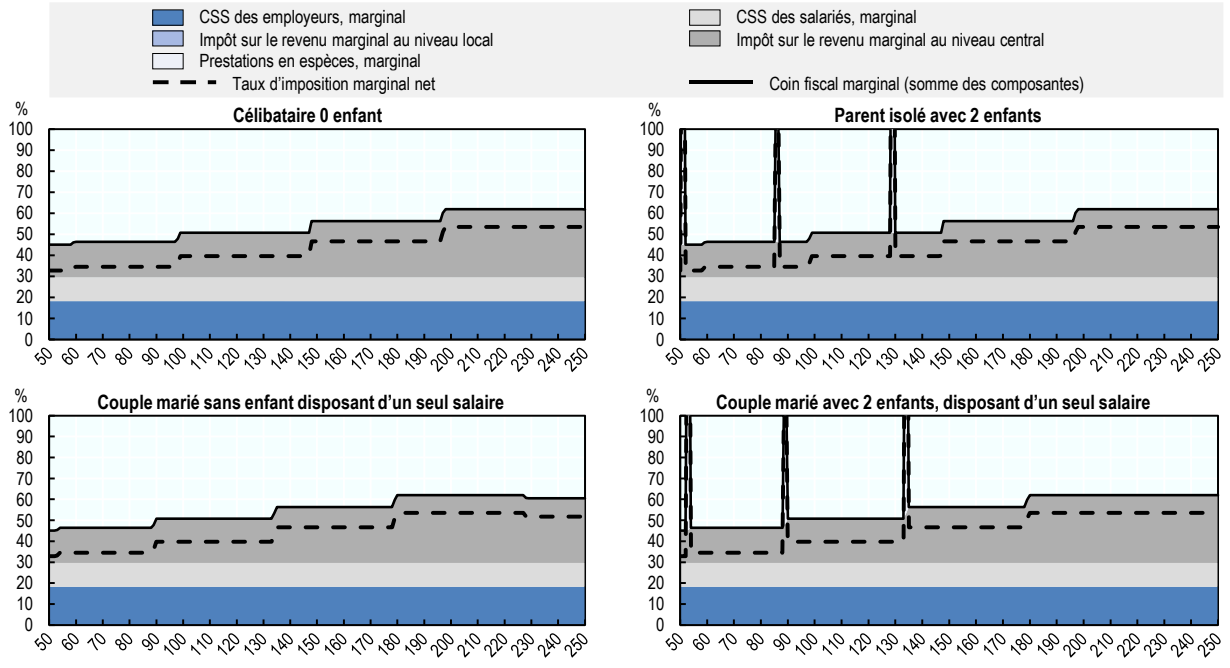
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/3axbgu

## Grèce 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

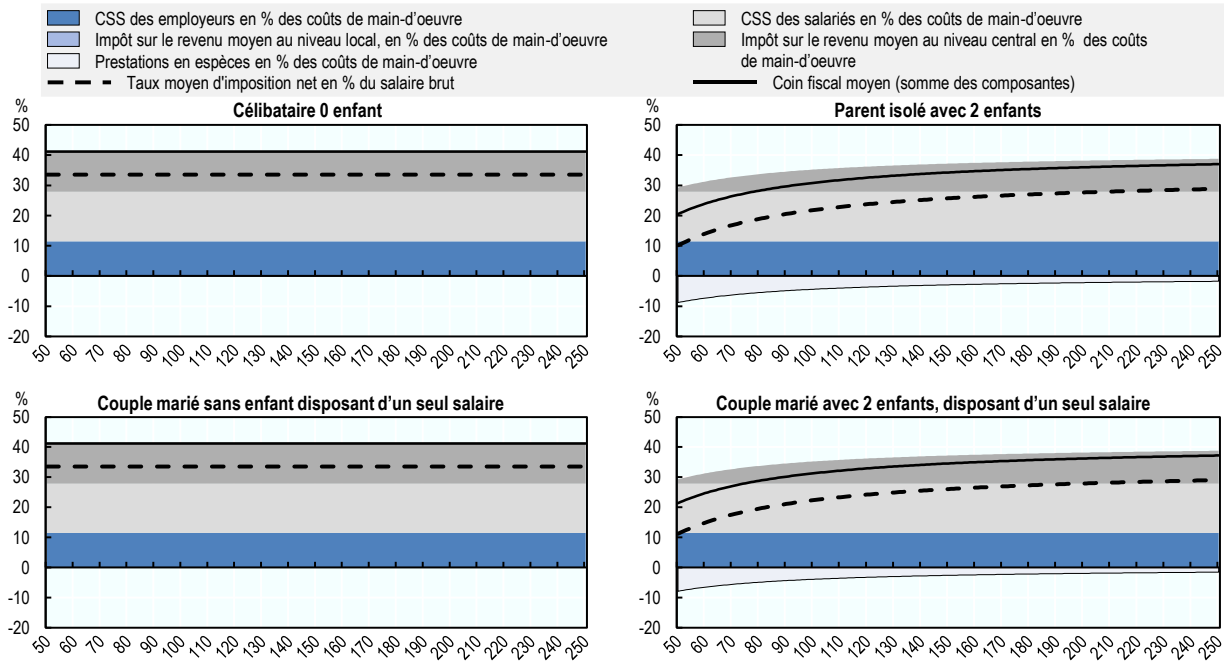
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/b1jtcw

## Hongrie 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

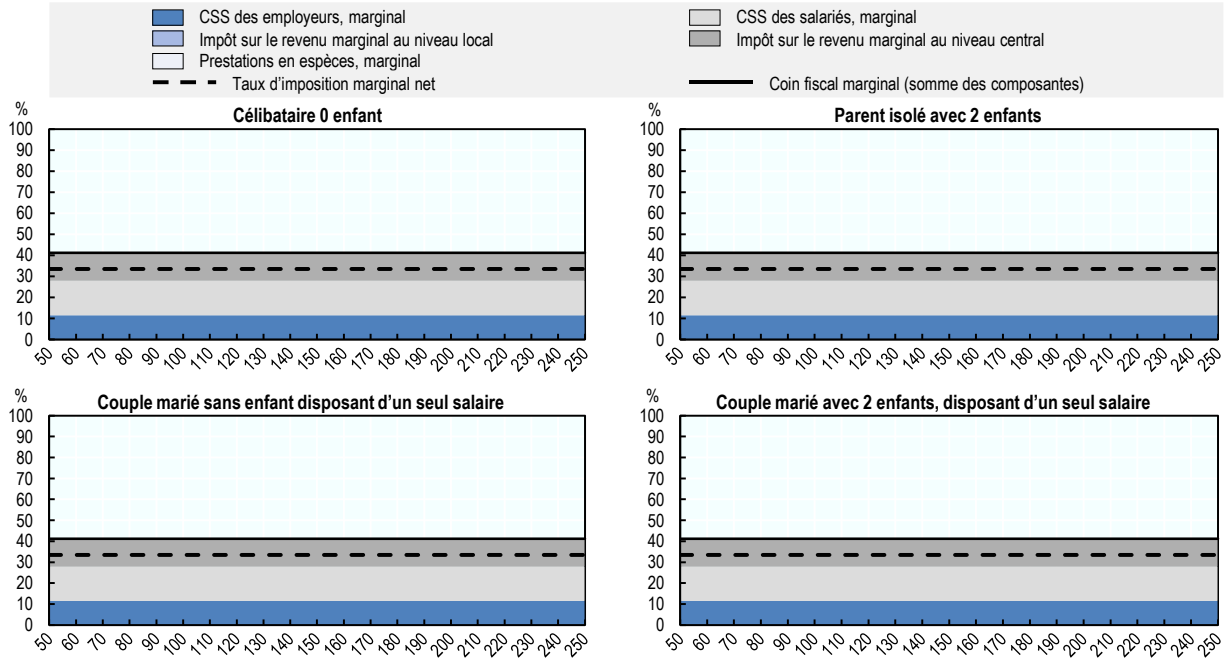
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/ts3e9w

## Hongrie 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

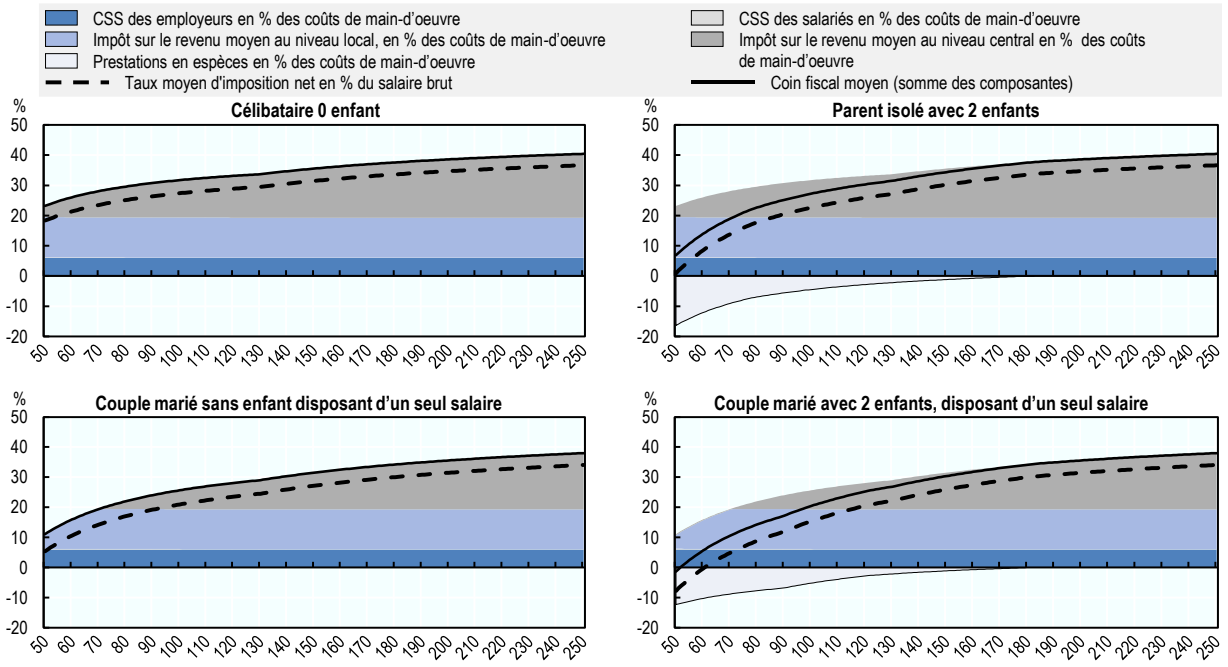
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/dbvs2e

## Islande 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

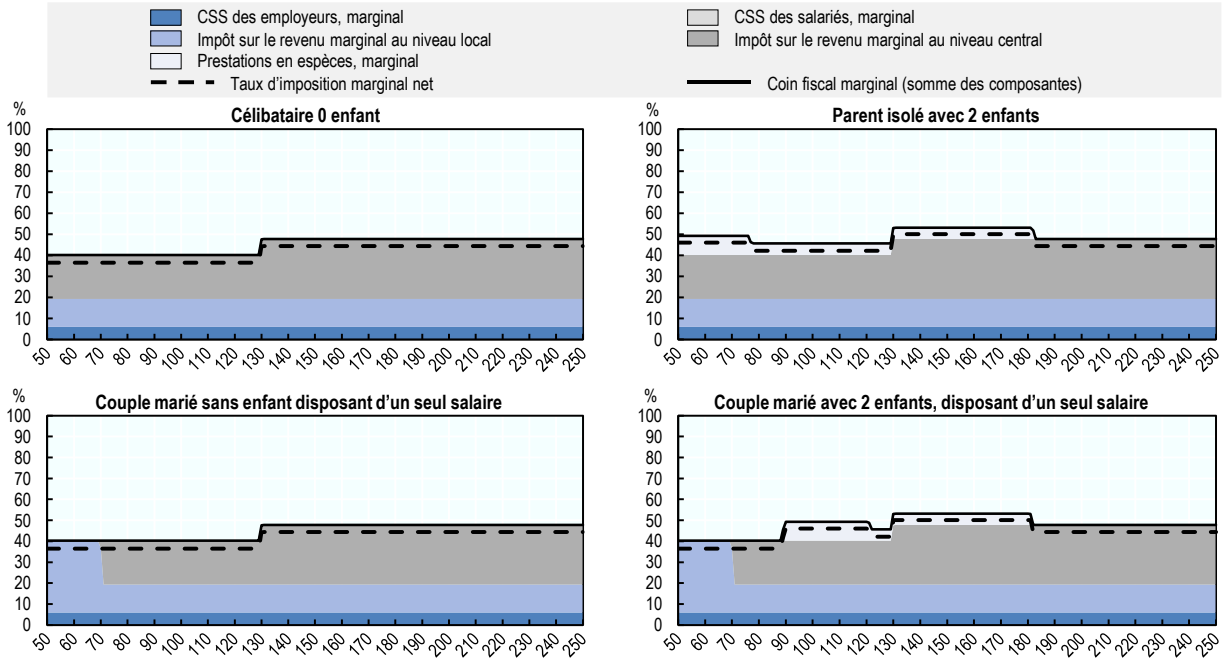
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/rytw34

## Islande 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

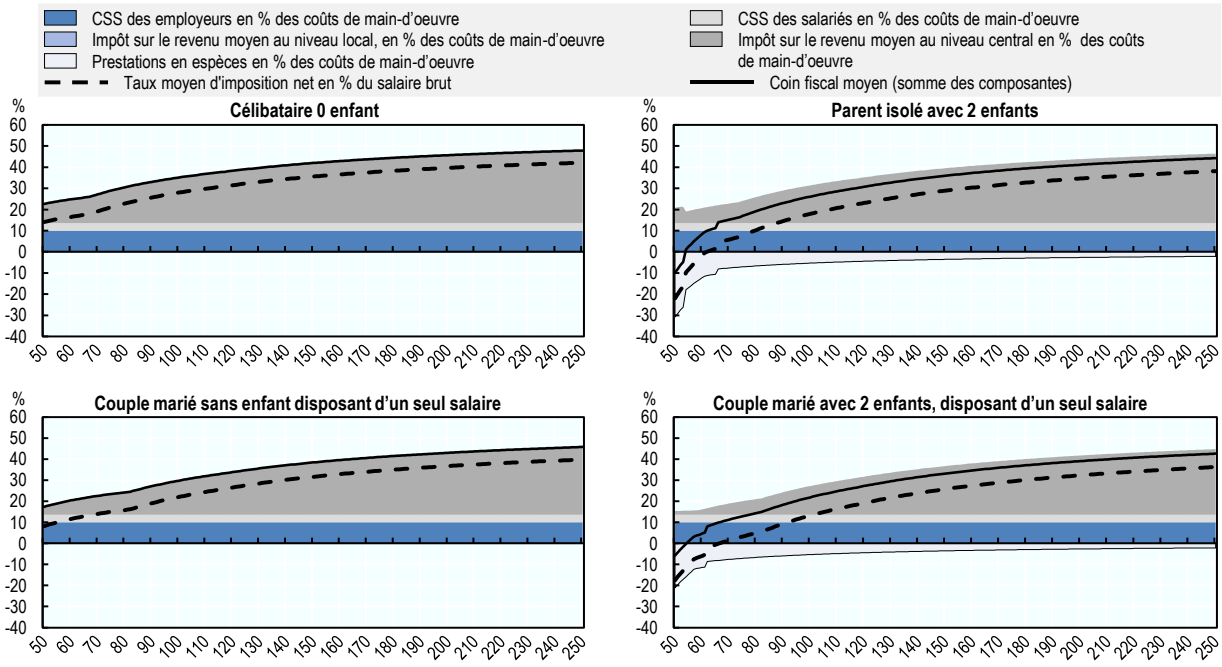
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/pazu1l

## Irlande 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

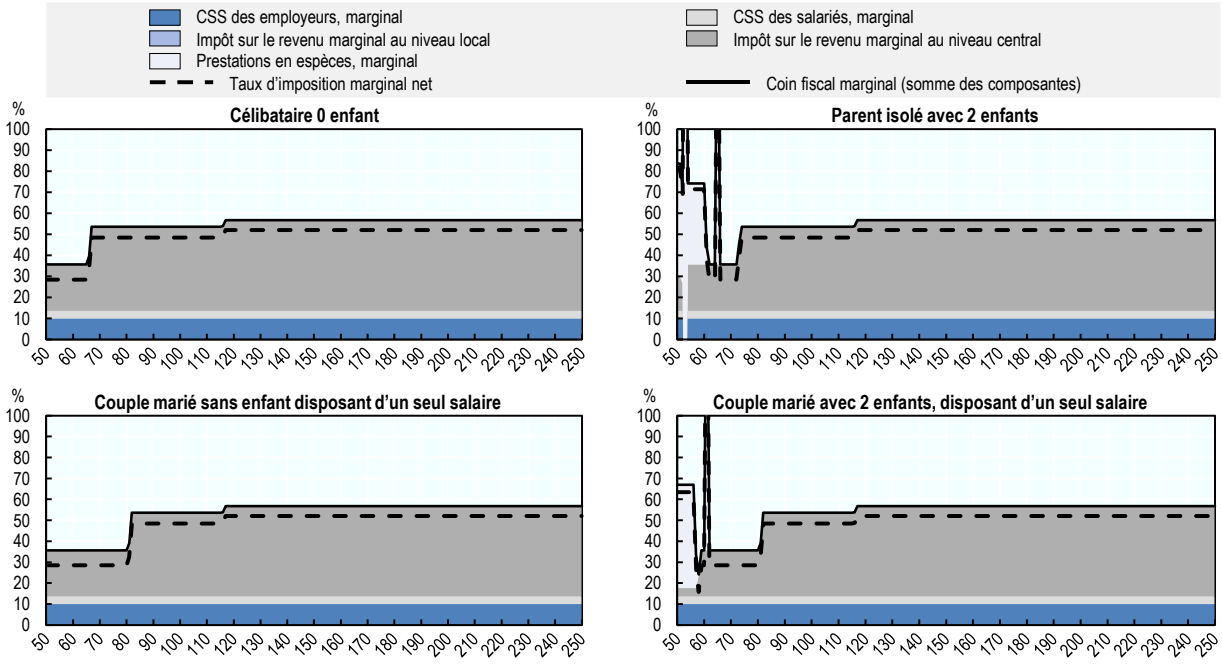
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/9tb12h

## Irlande 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

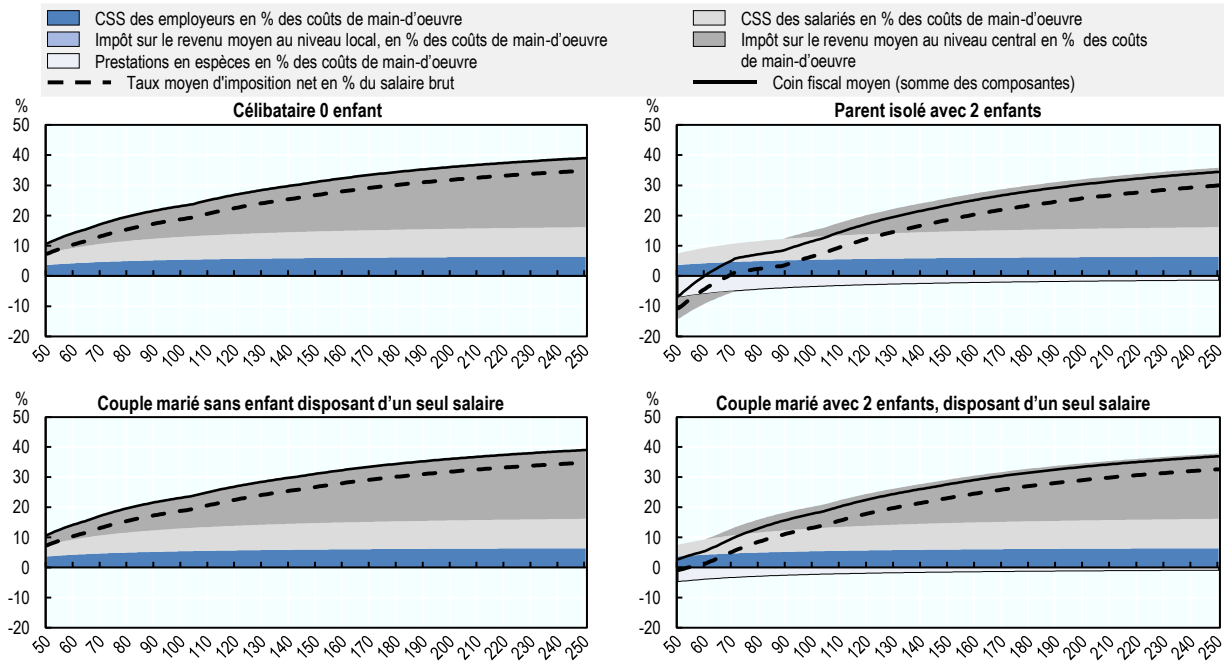
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/25gz76

## Israël 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

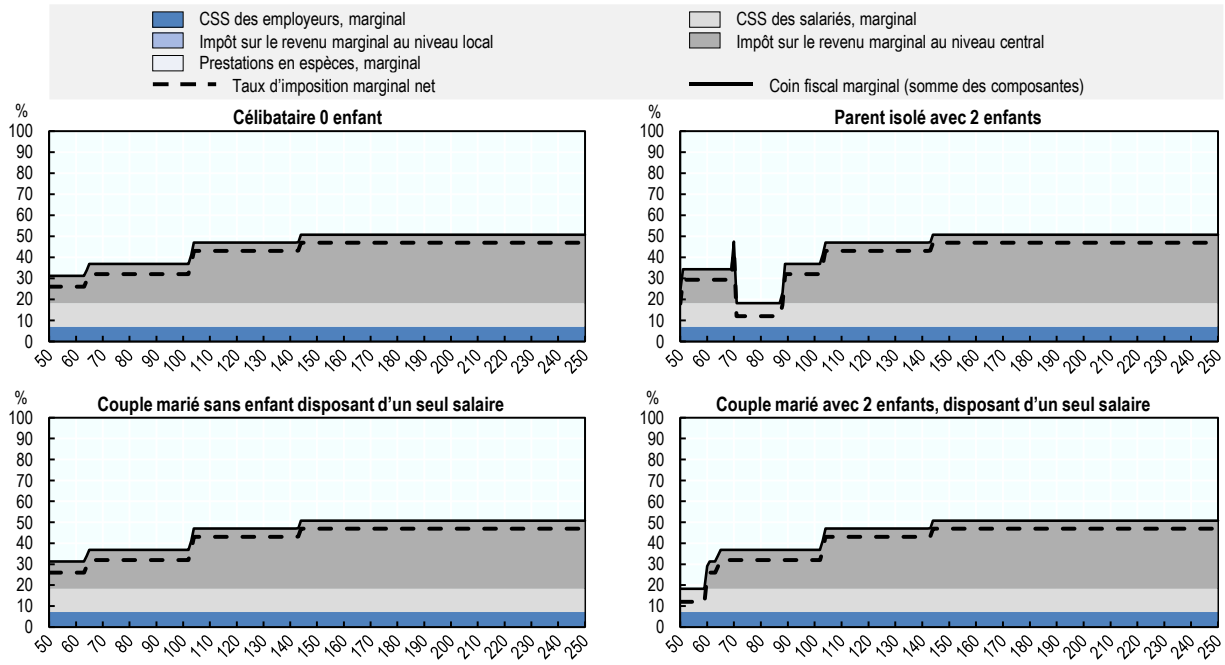
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/8ndbly

## Israël 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

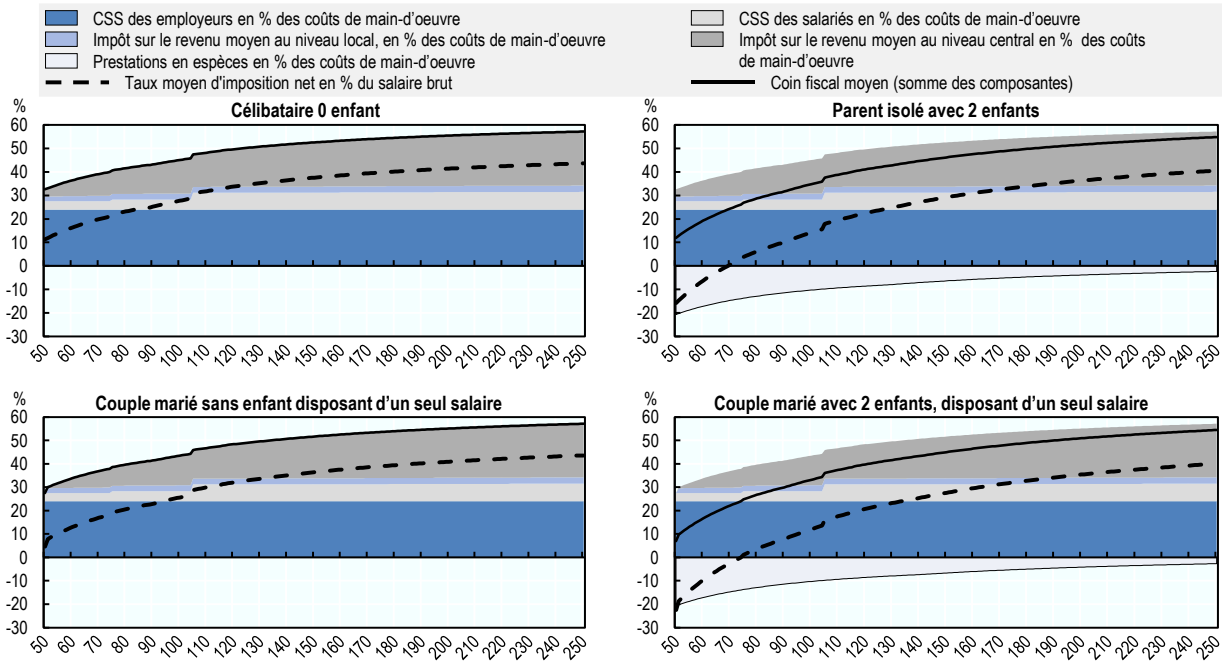
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/cm15ka

## Italie 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

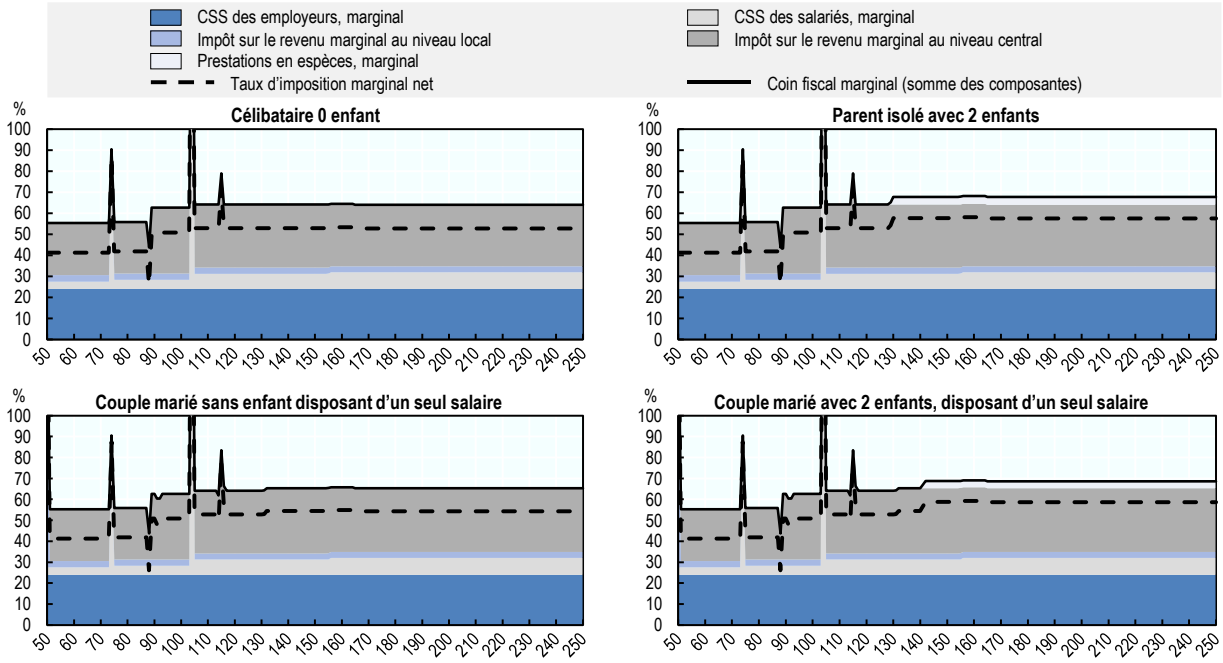
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/8759uk

## Italie 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

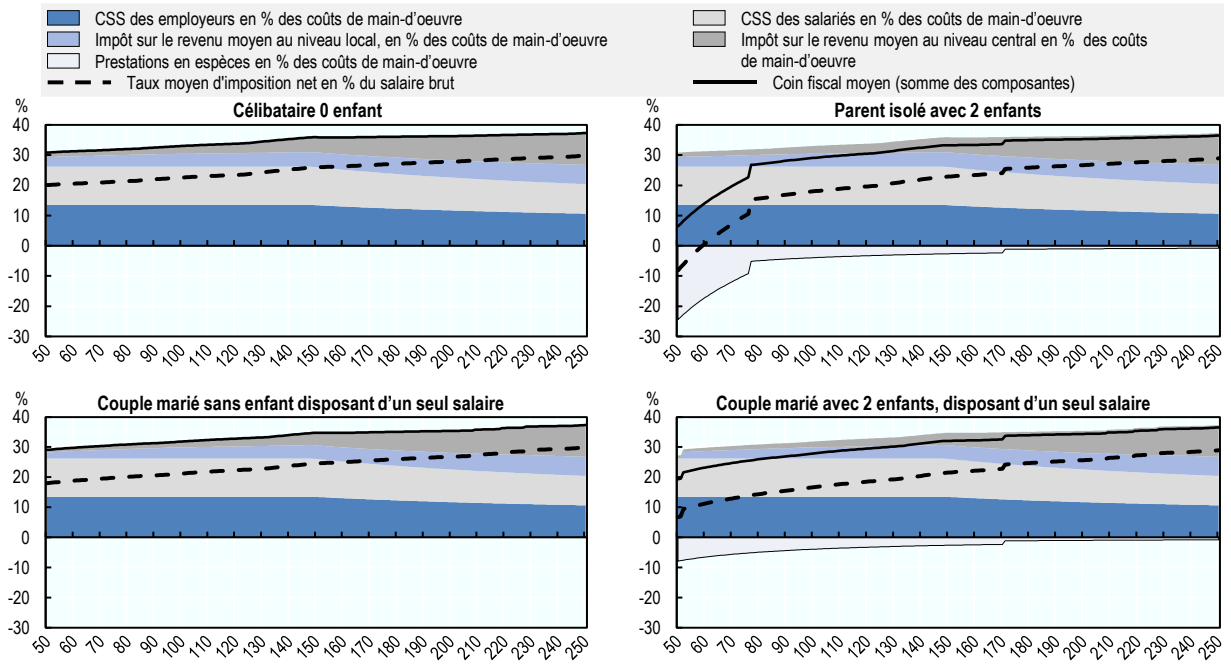
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/cyn8me

## Japon 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

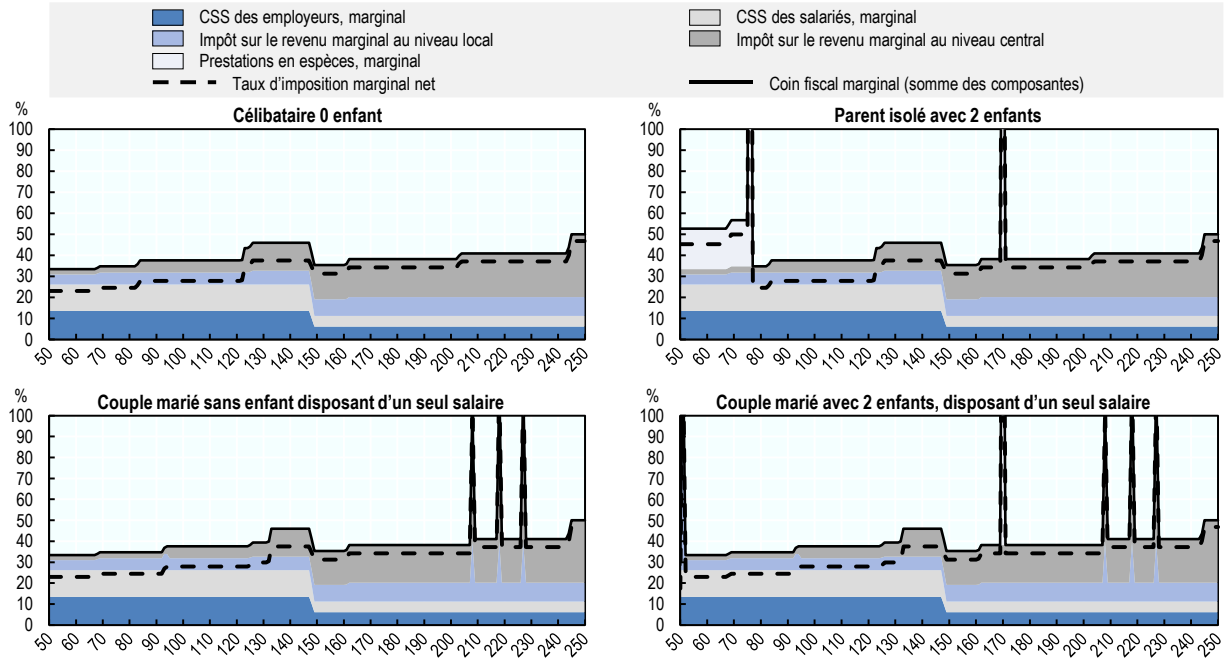
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/fzvna0

## Japon 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

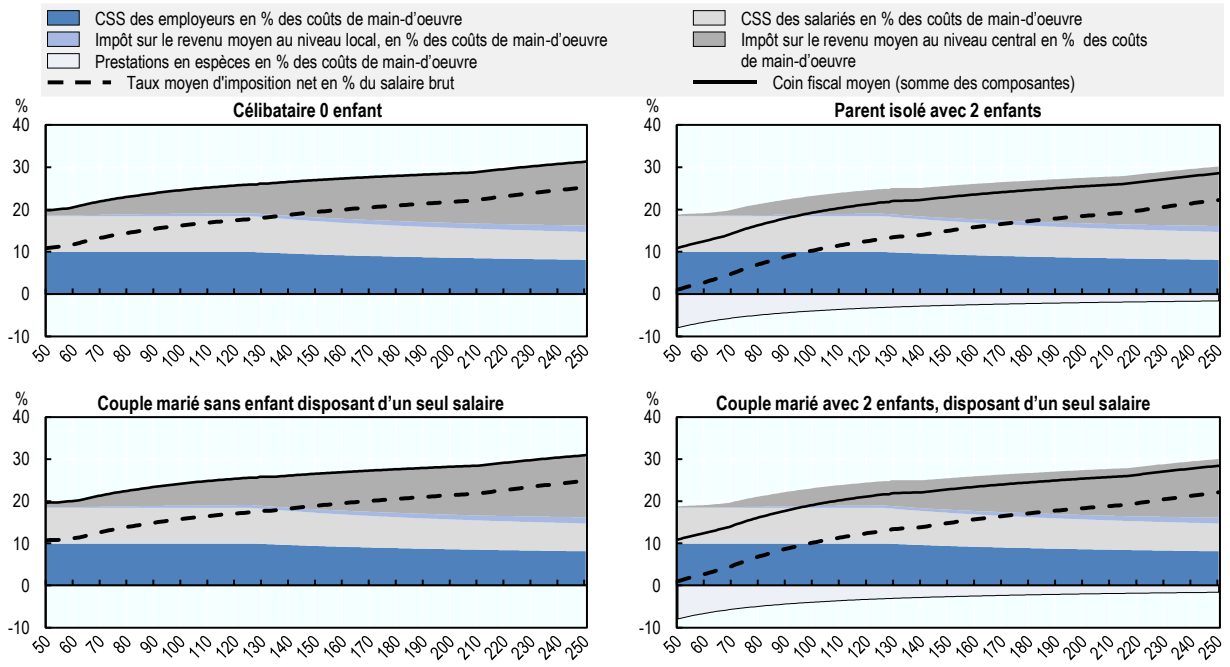
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/13npyh

## Corée 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

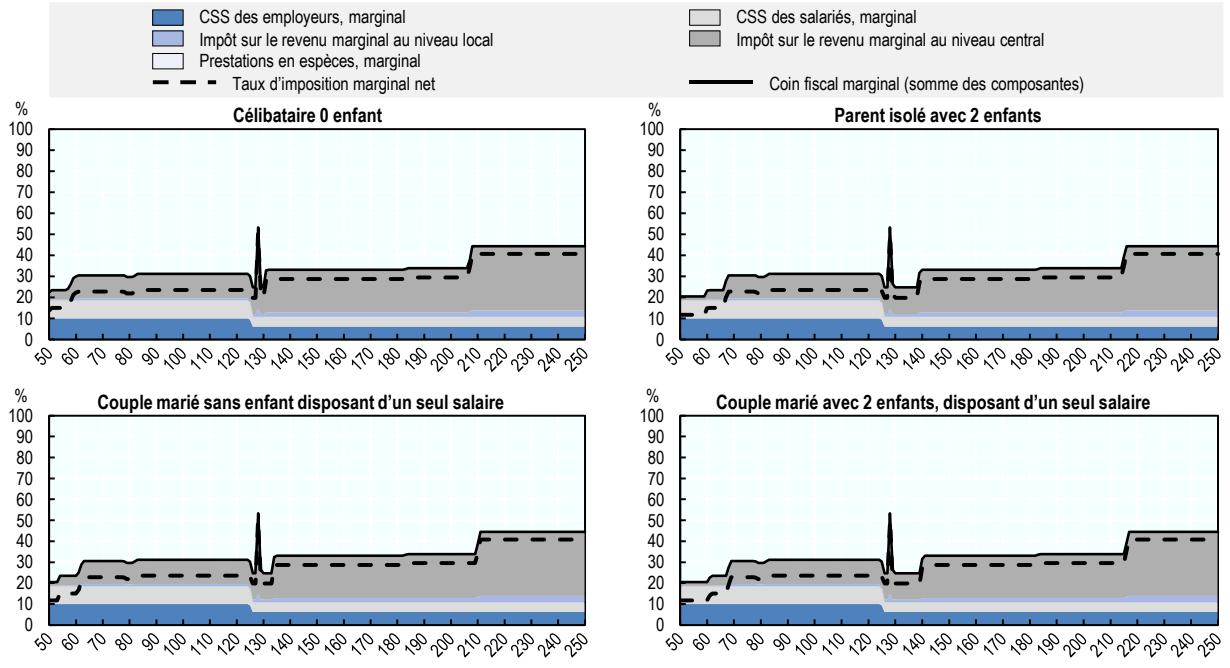
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/gsl6an

## Corée 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

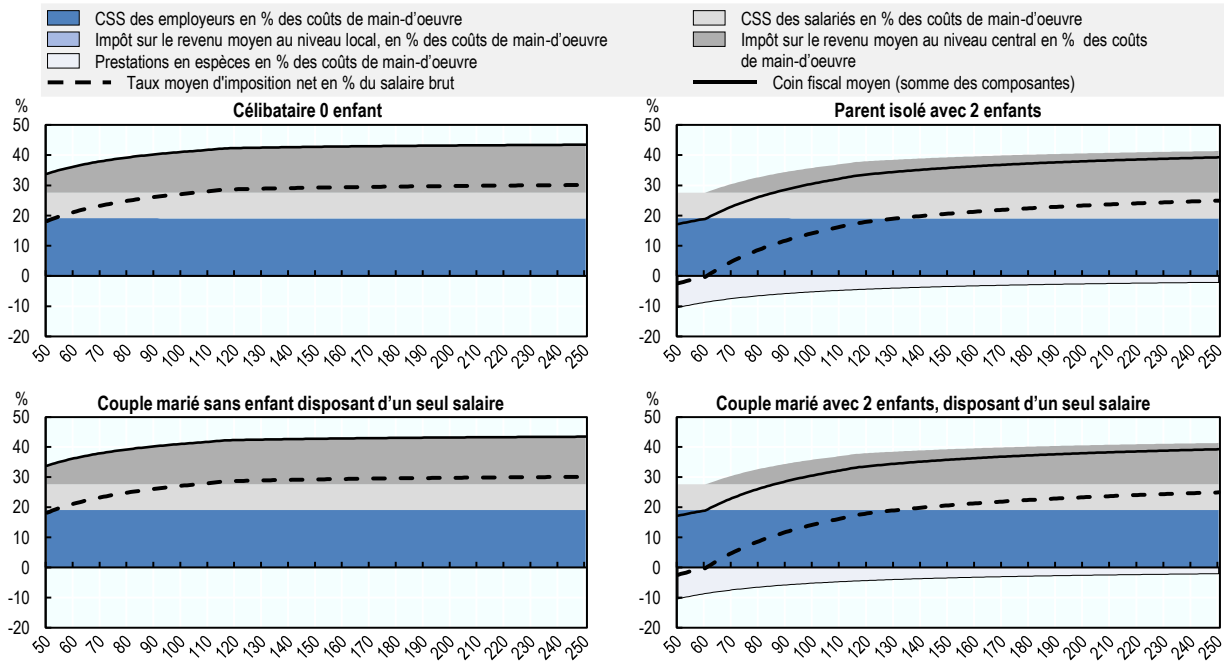
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/27tmw8

## Lettonie 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

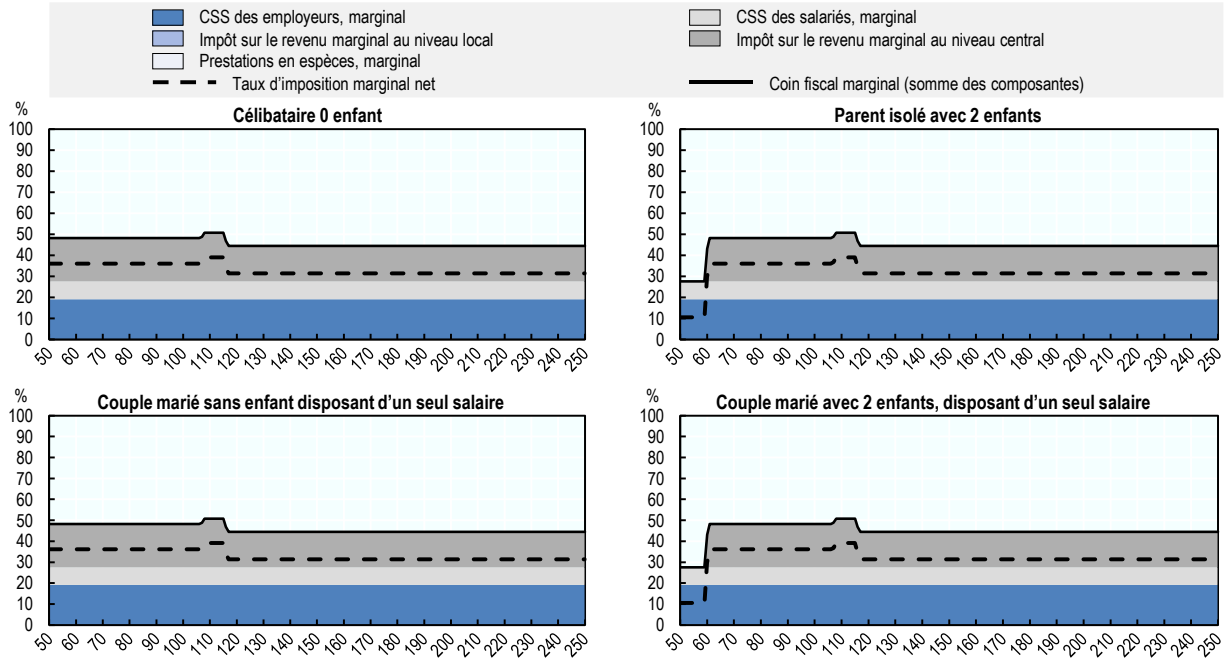
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/gtlynb

## Lettonie 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

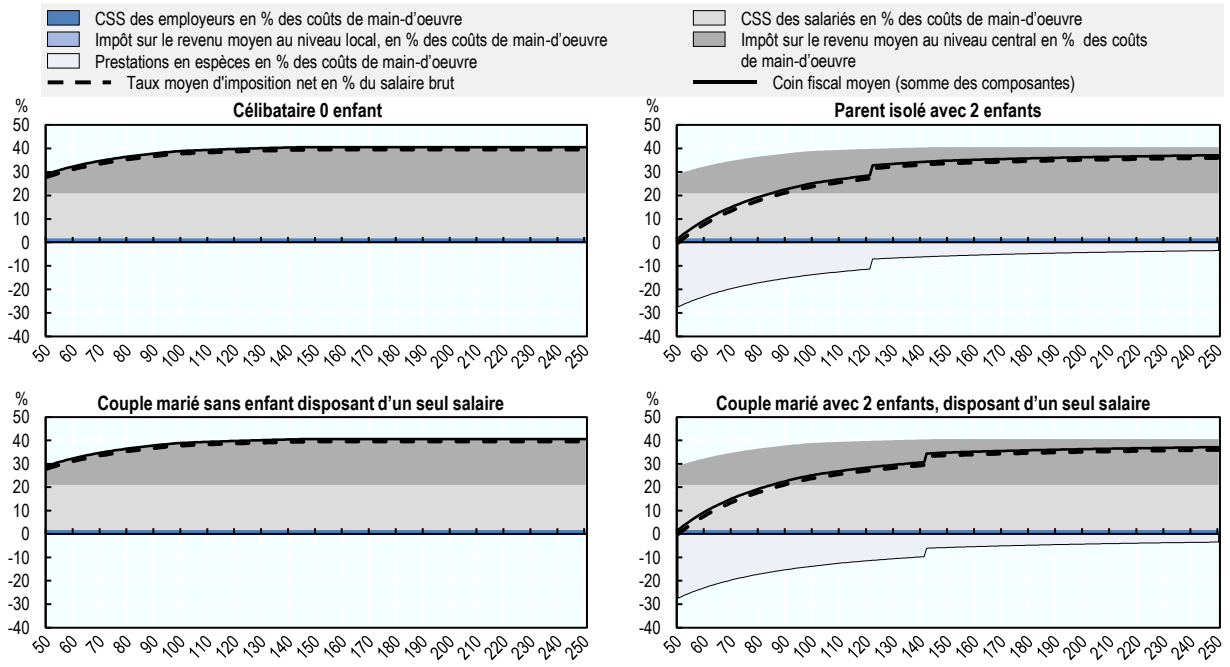
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/vopj1m

## Lituanie 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

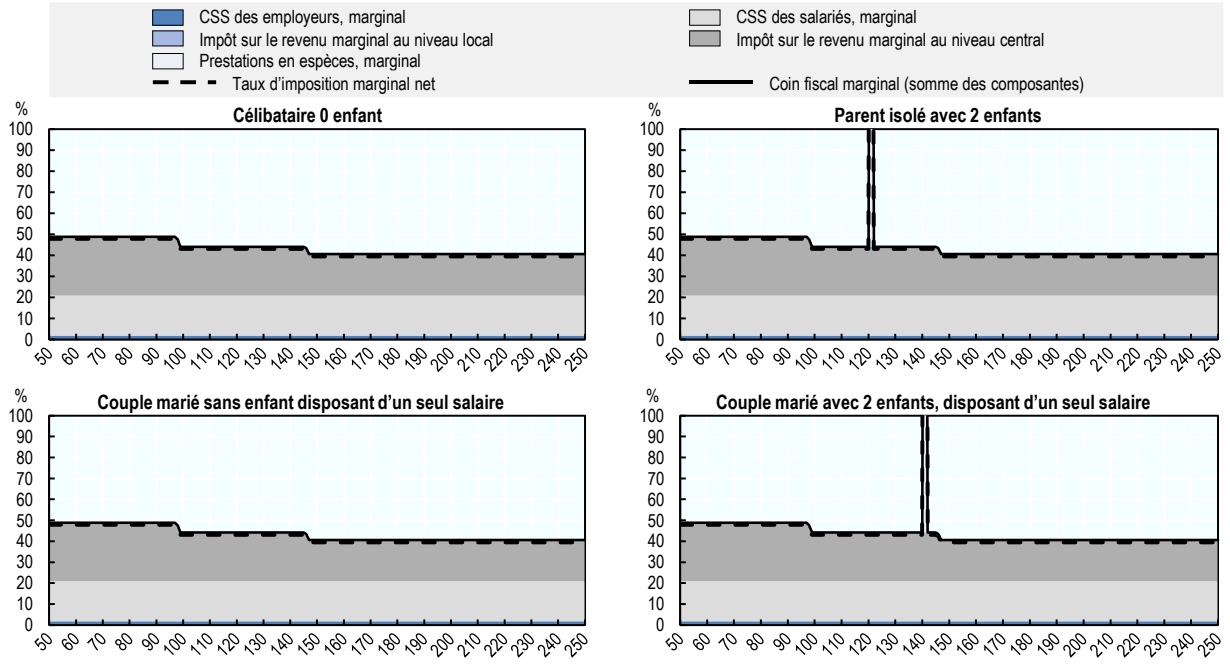
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/eyi7u3

## Lituanie 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

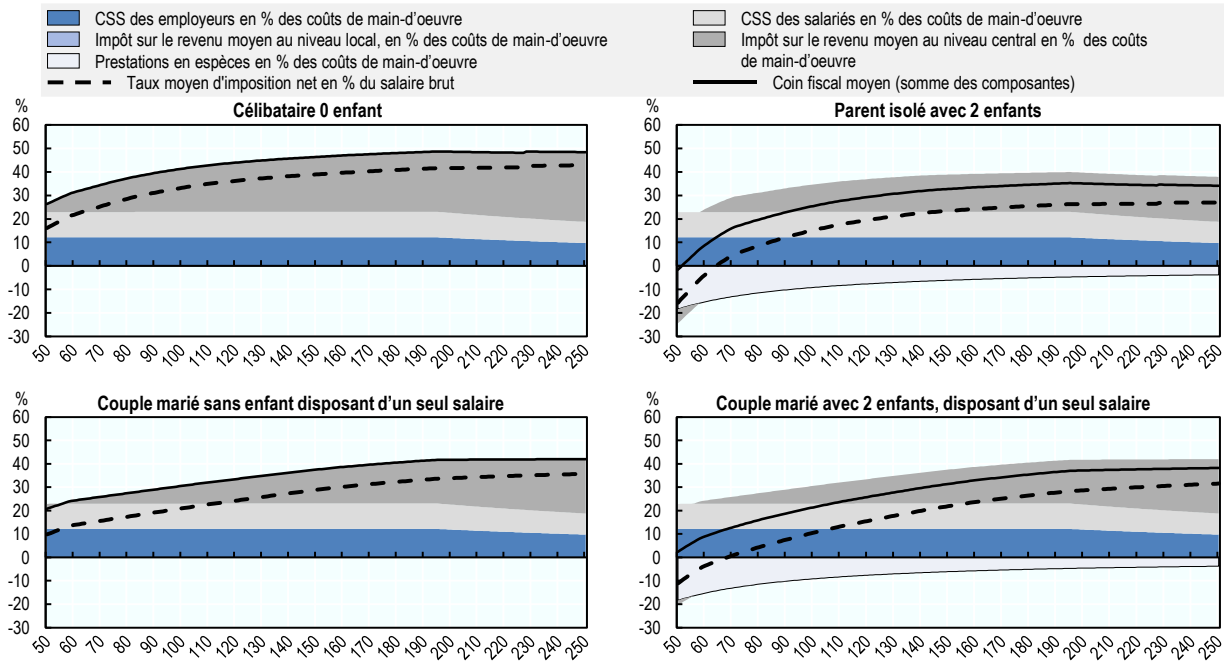
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/befrun

## Luxembourg 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

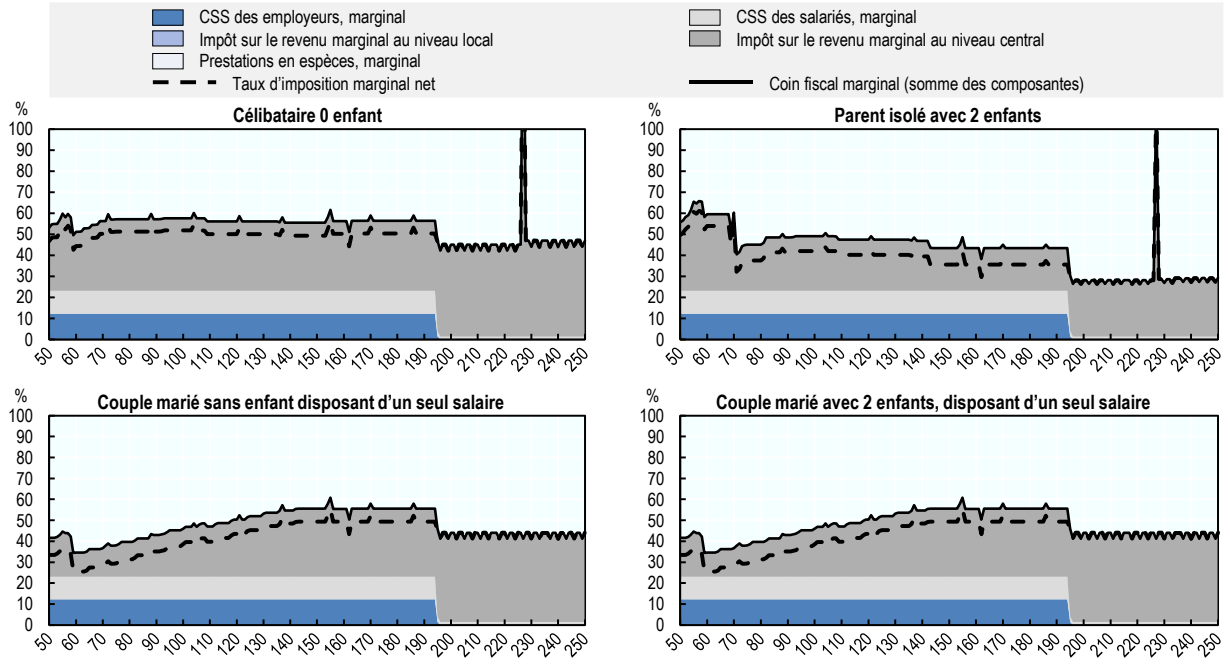
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/ryf5p4

## Luxembourg 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

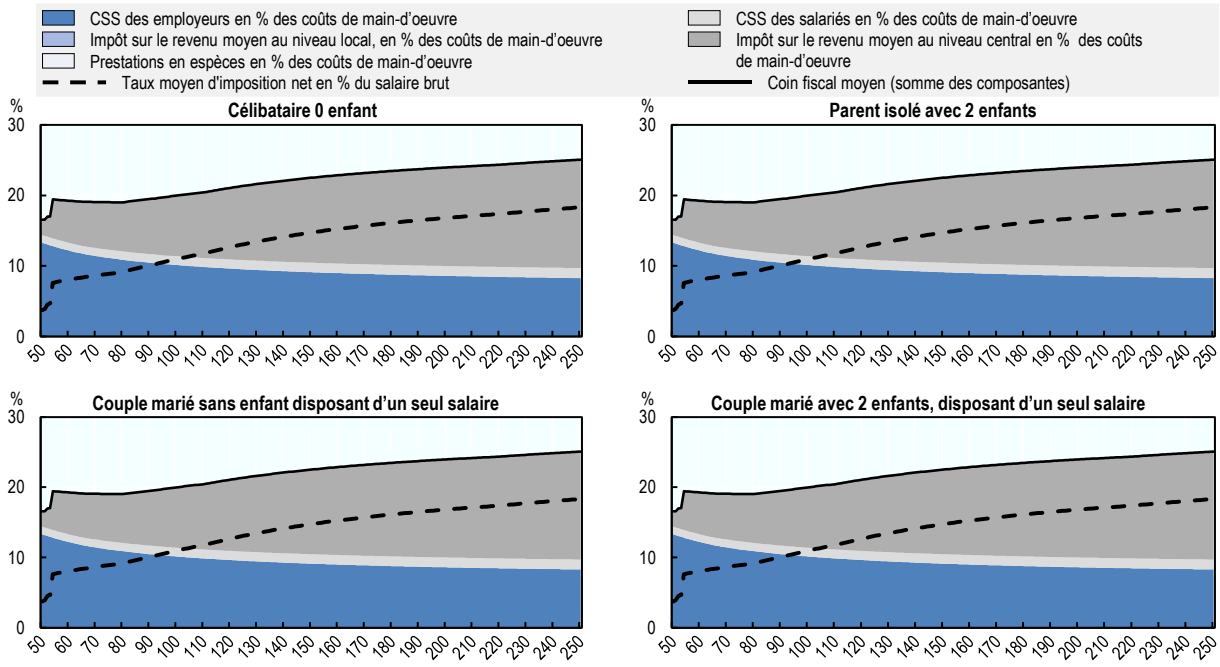
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/dy8qcb

## Mexique 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

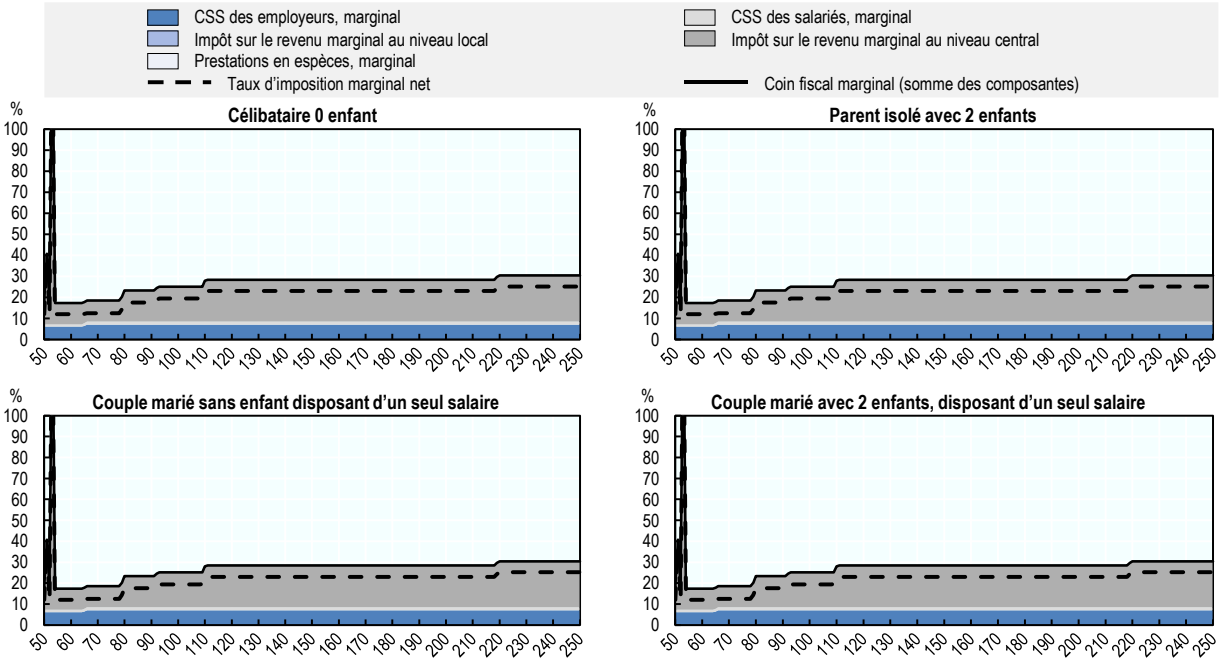
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/9ahcvw

## Mexique 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

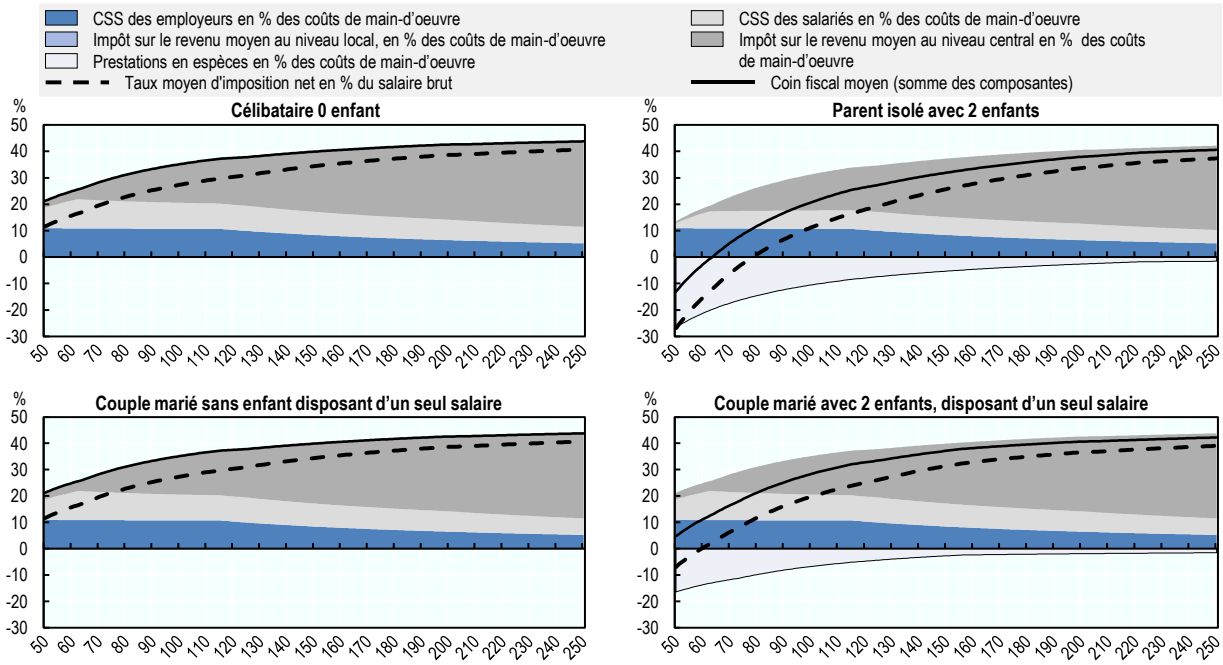
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/m1bjtx

## Pays-Bas 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

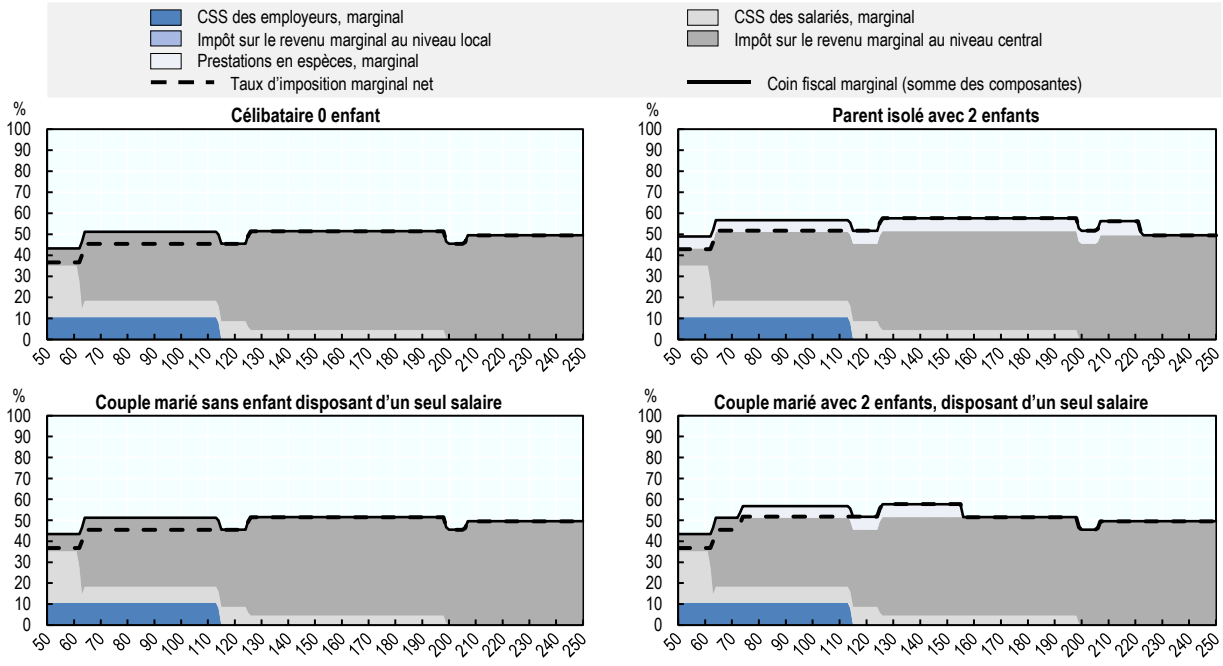
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/kghieo

## Pays-Bas 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

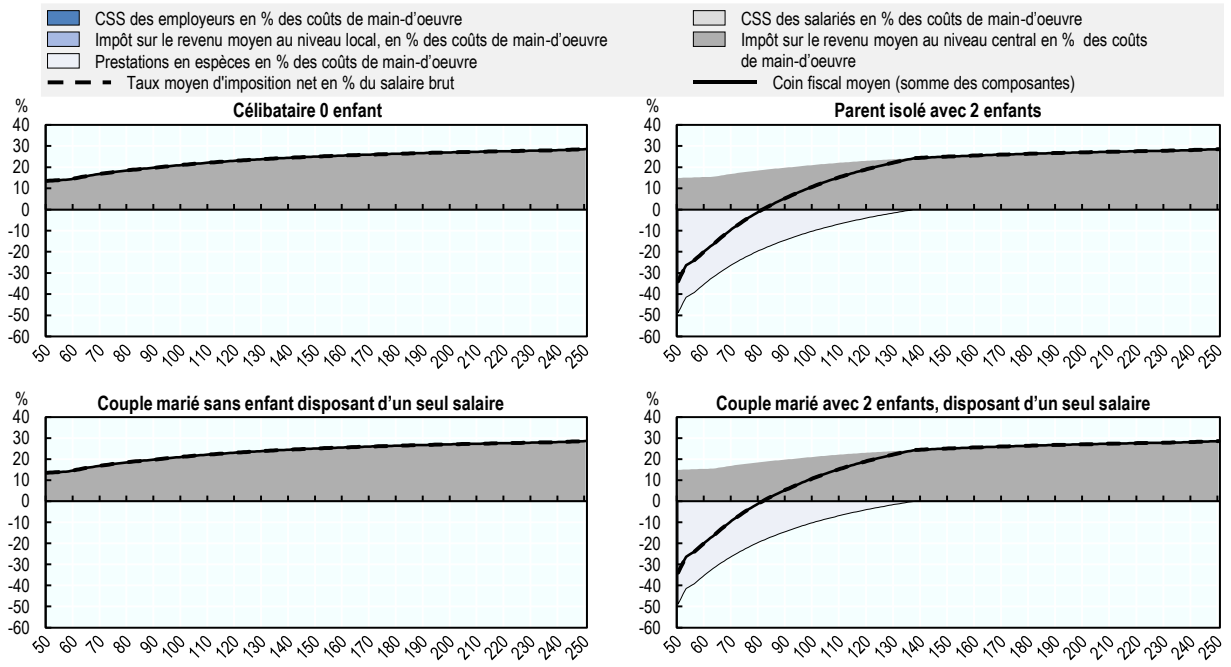
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/5l4tas

## Nouvelle-Zélande 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

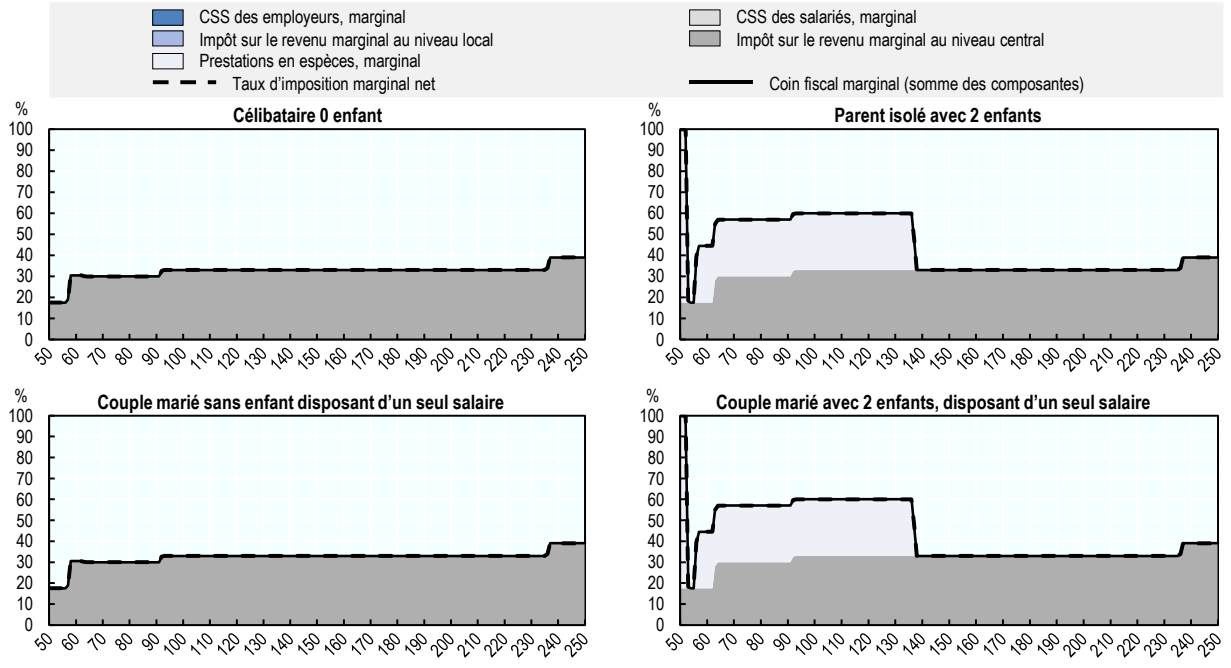
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/avcs89

## Nouvelle-Zélande 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

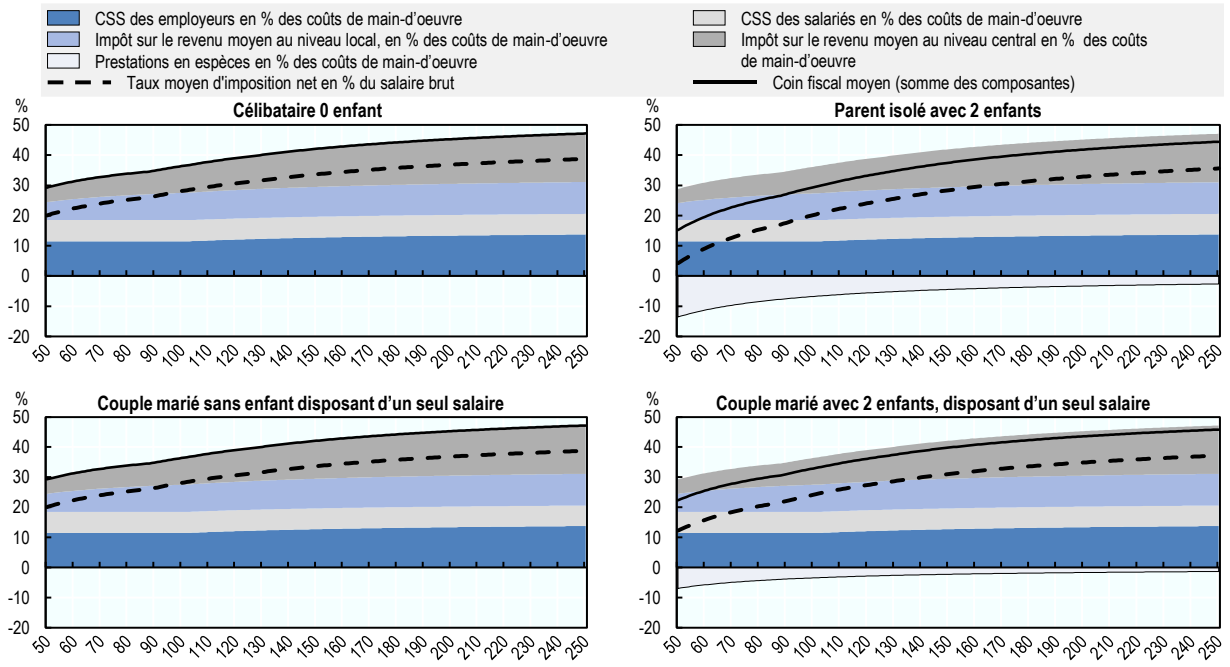
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/q35r1t

## Norvège 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

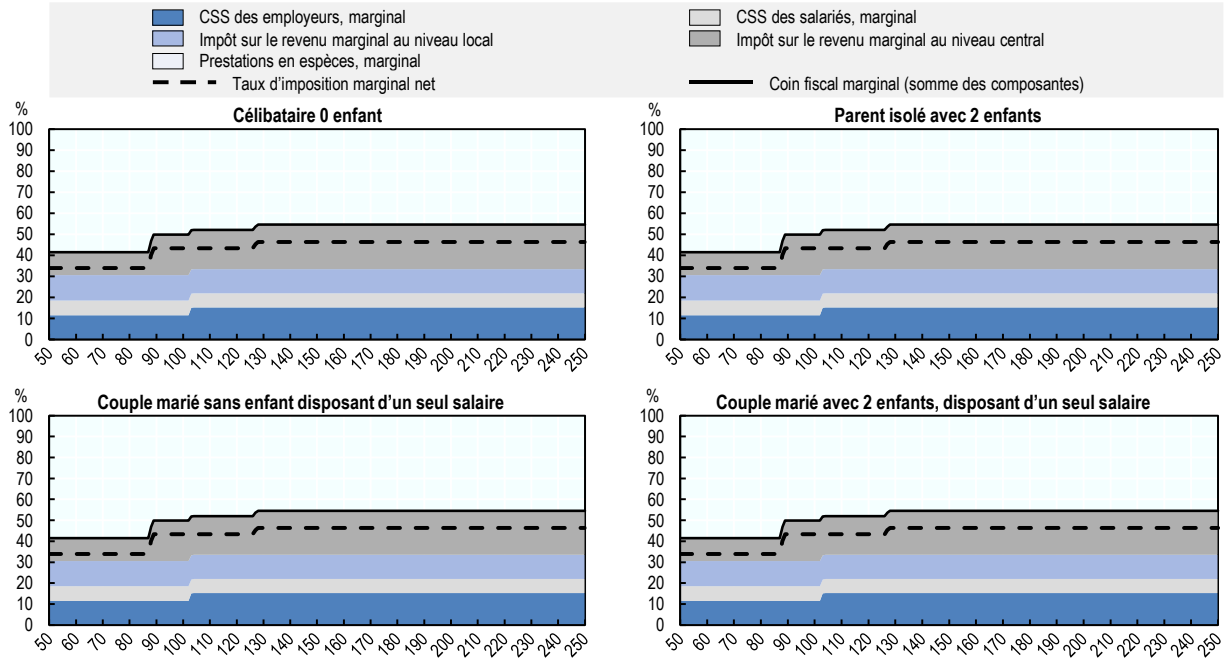
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/bcmd68

## Norvège 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

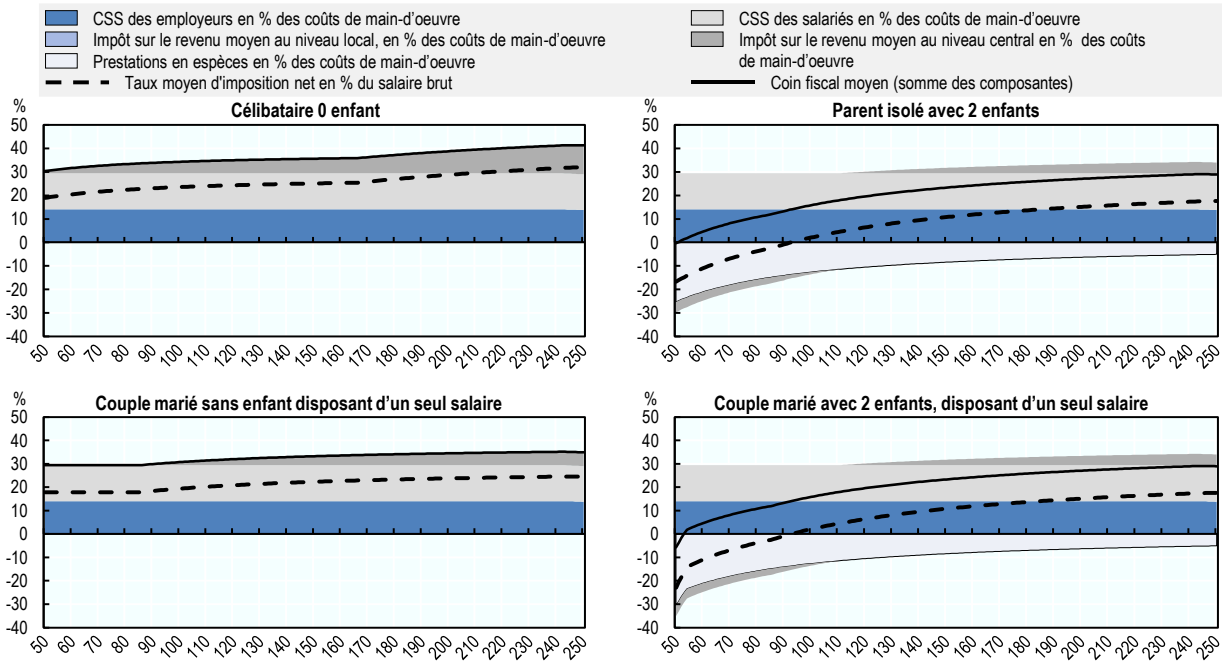
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/63fvji

## Pologne 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

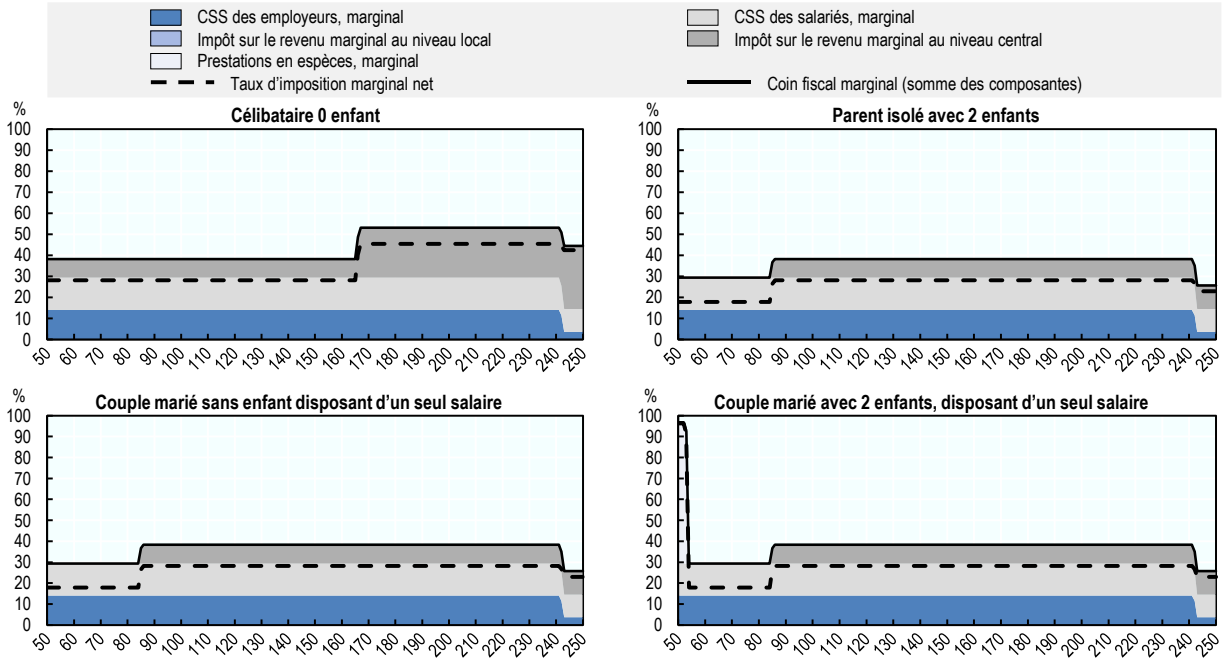
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/z1wcbi

## Pologne 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

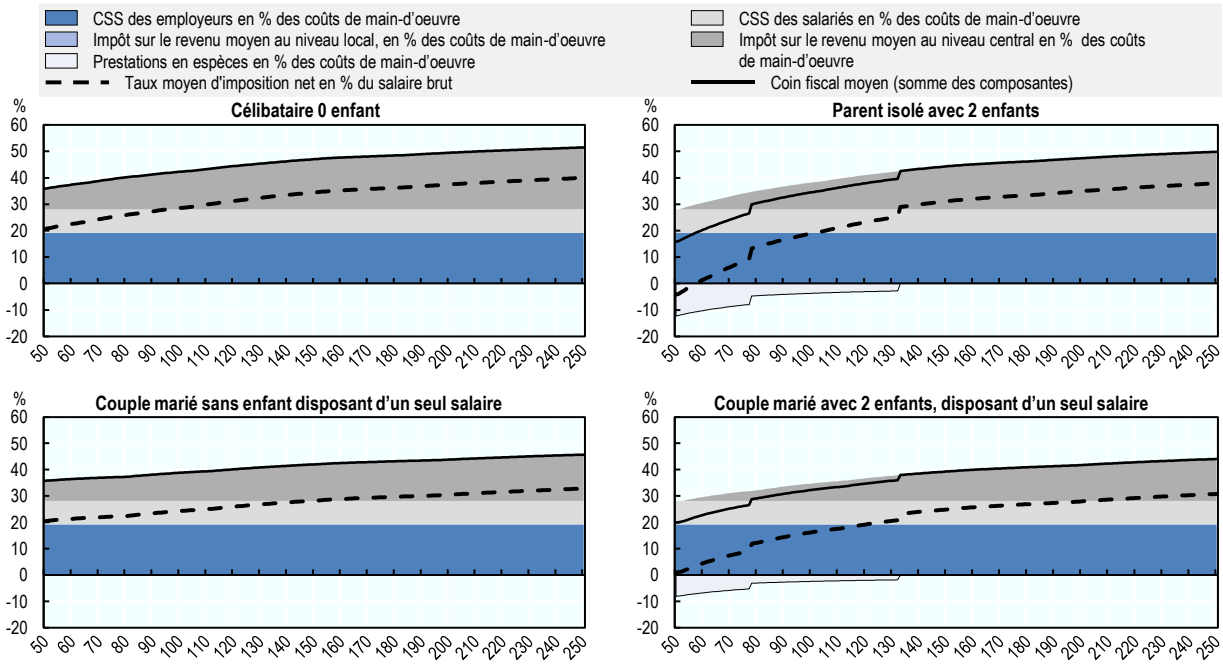
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/c5lwx4

## Portugal 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

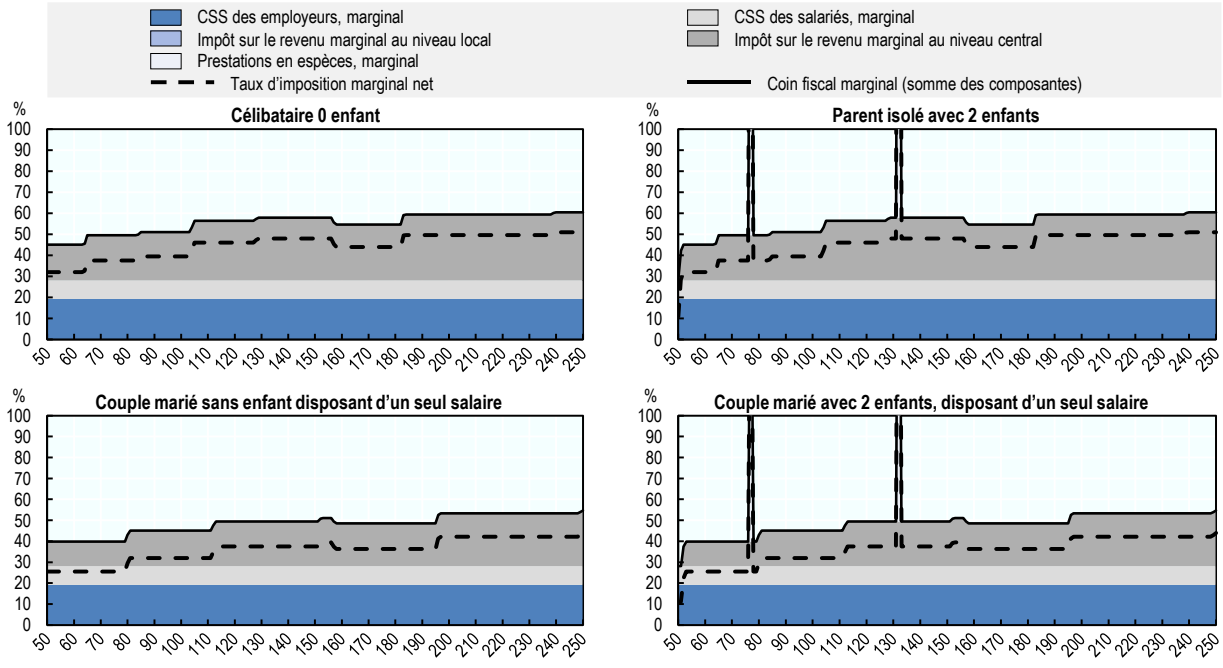
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/y1inpj

## Portugal 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

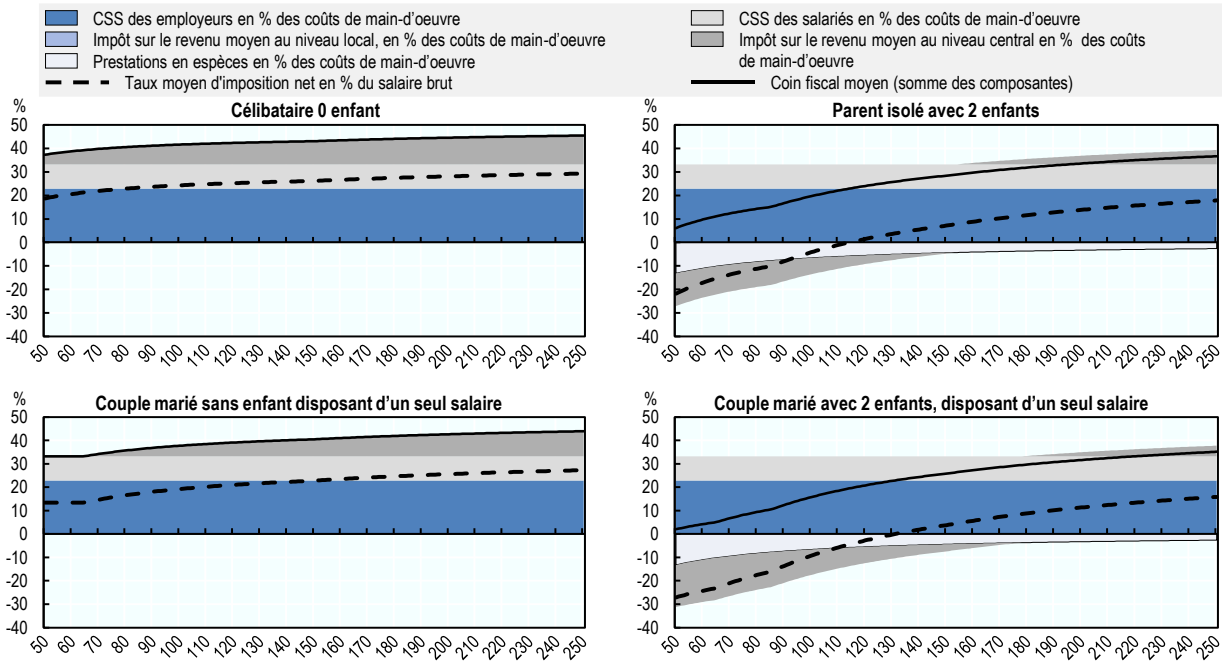
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/je2ibv

## République slovaque 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

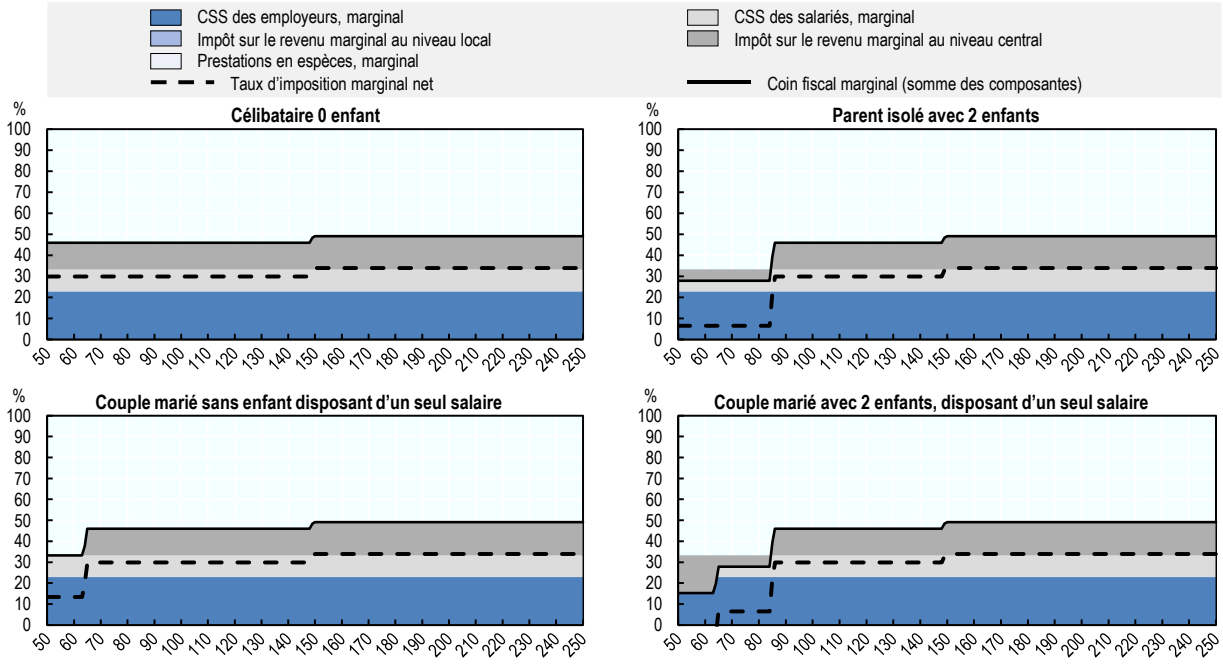
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/yeqsk0

## République slovaque 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

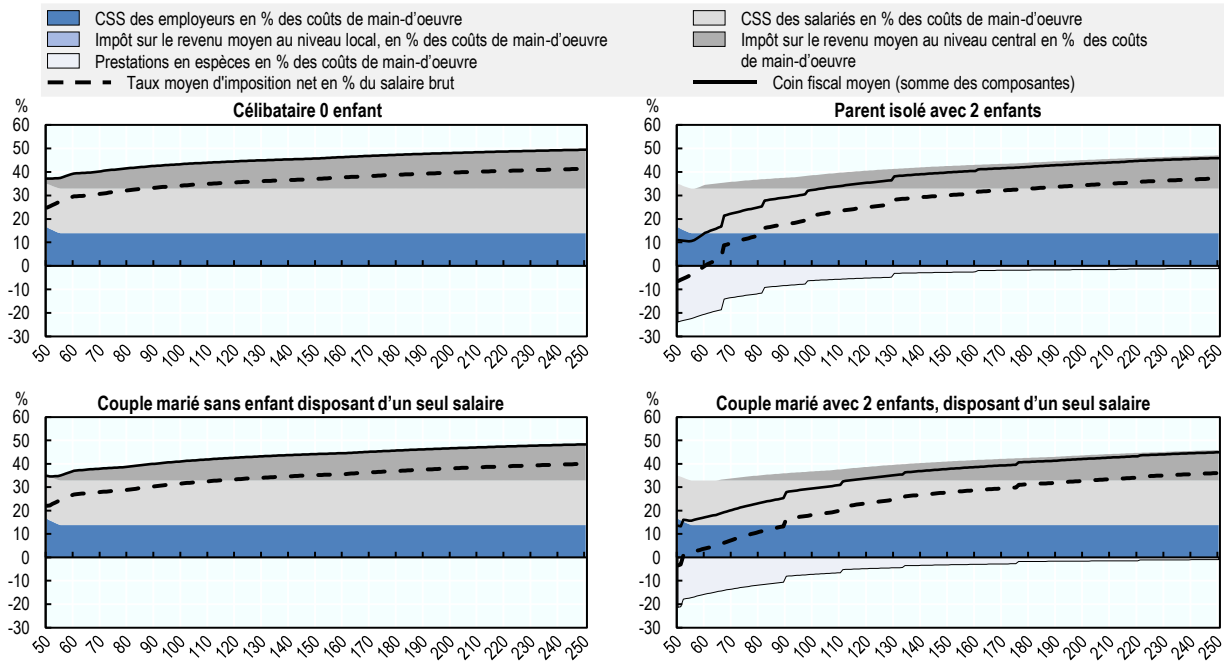
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/73pxe0

## Slovénie 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

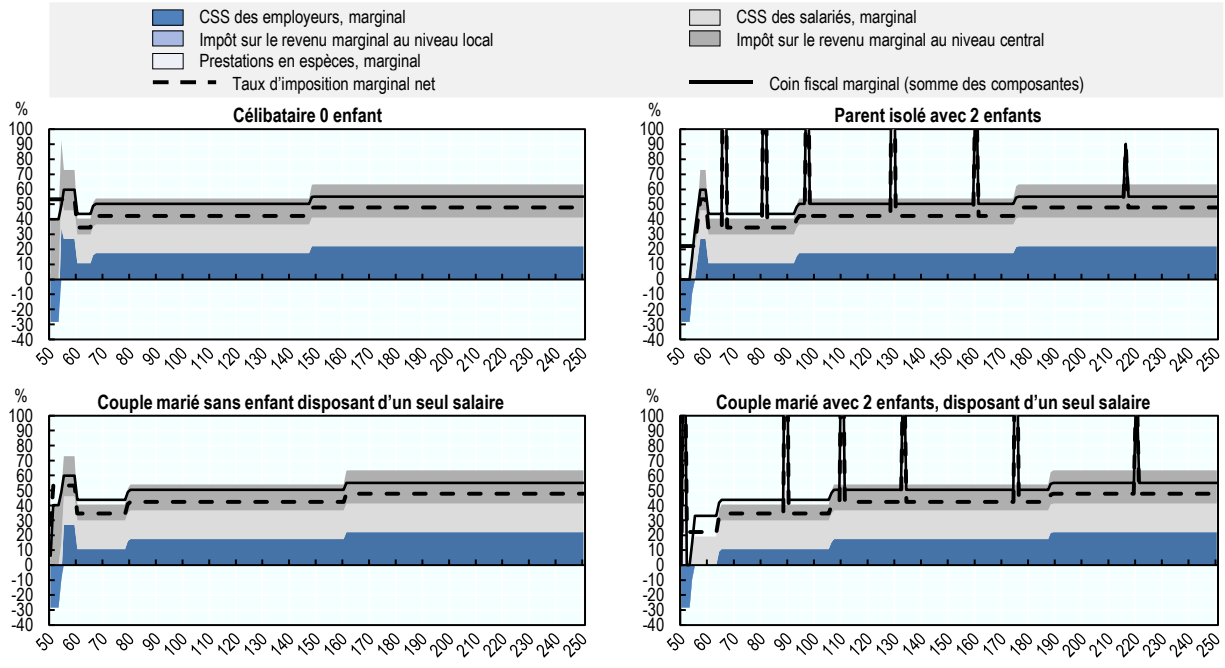
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/gn94ej

## Slovénie 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

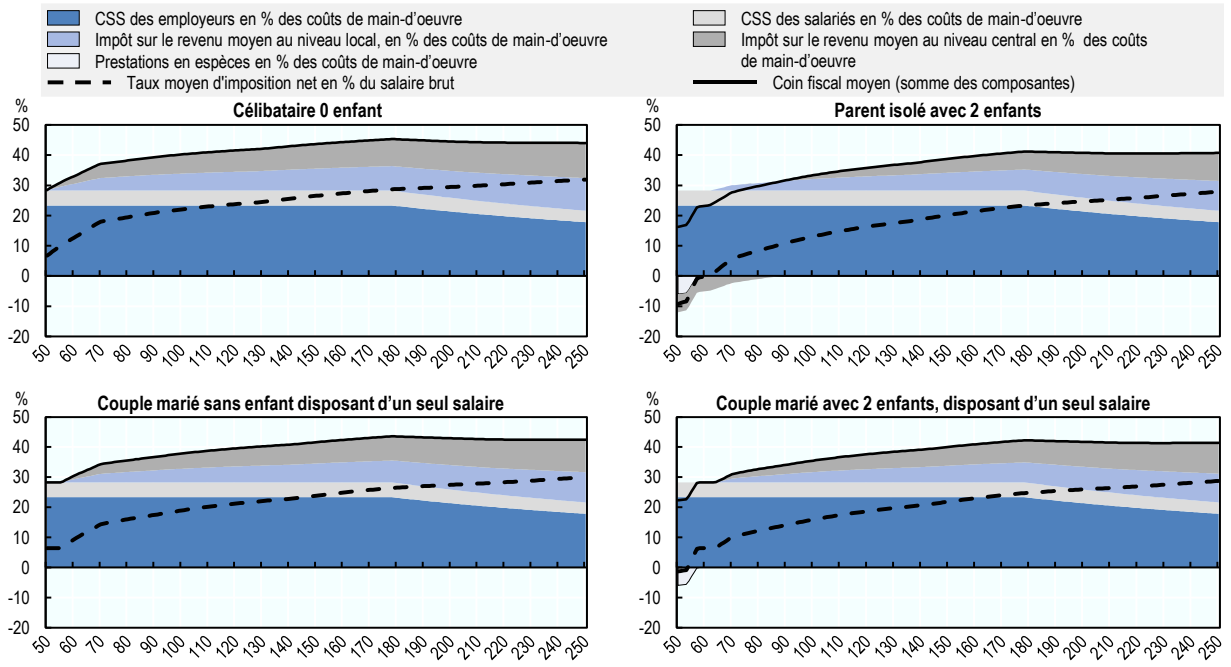
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/hbj673

## Espagne 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

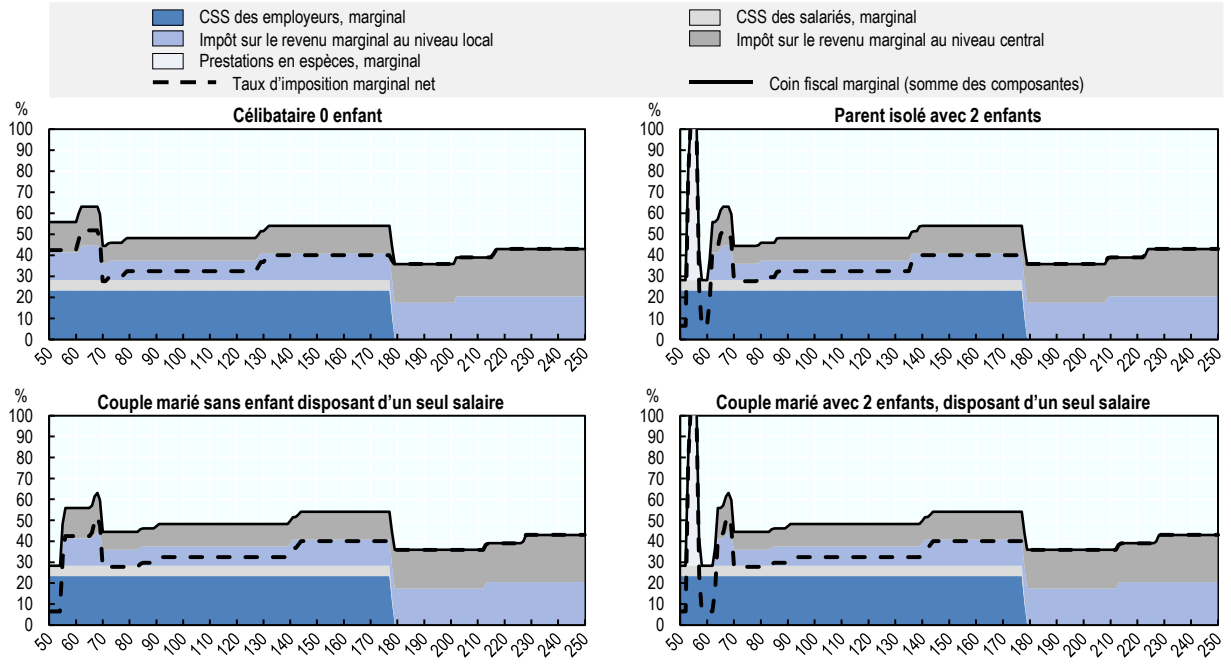
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/wubqkr

## Espagne 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

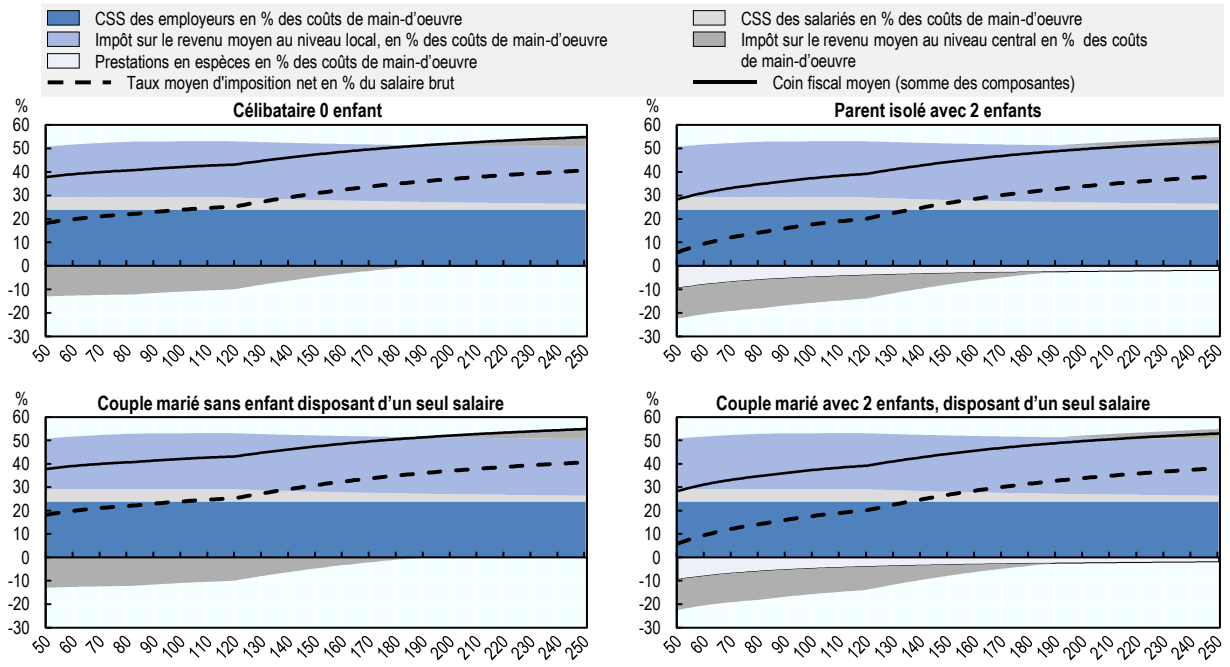
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/7z5k21

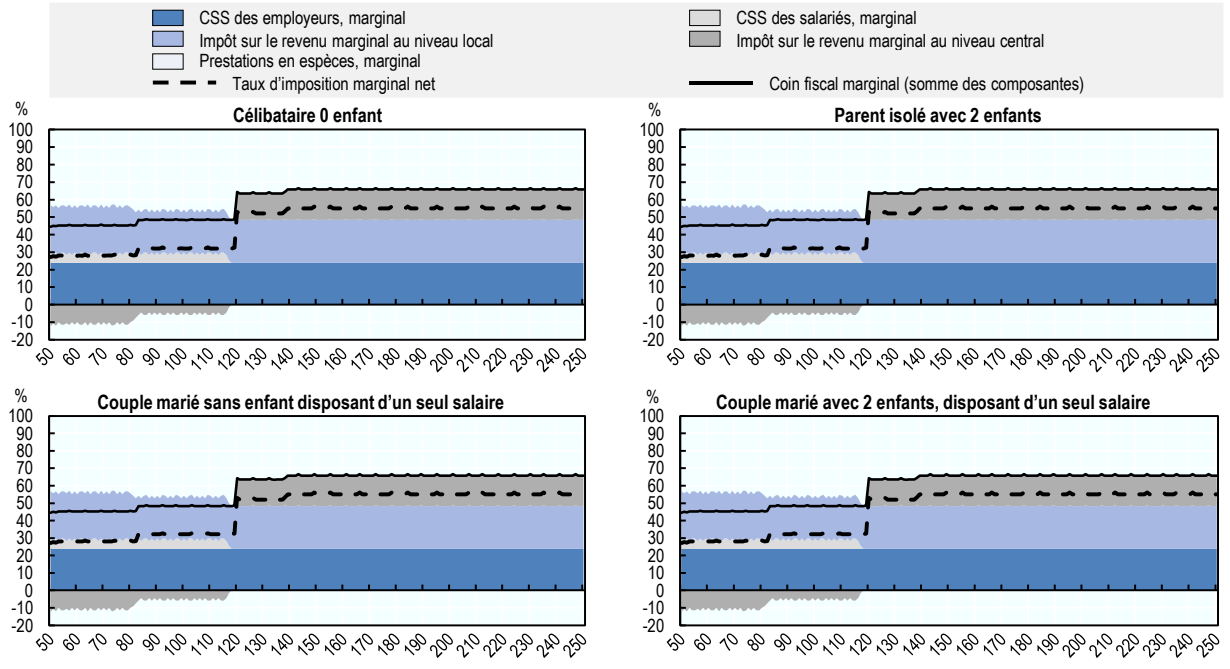
## Suède 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/c5avi6

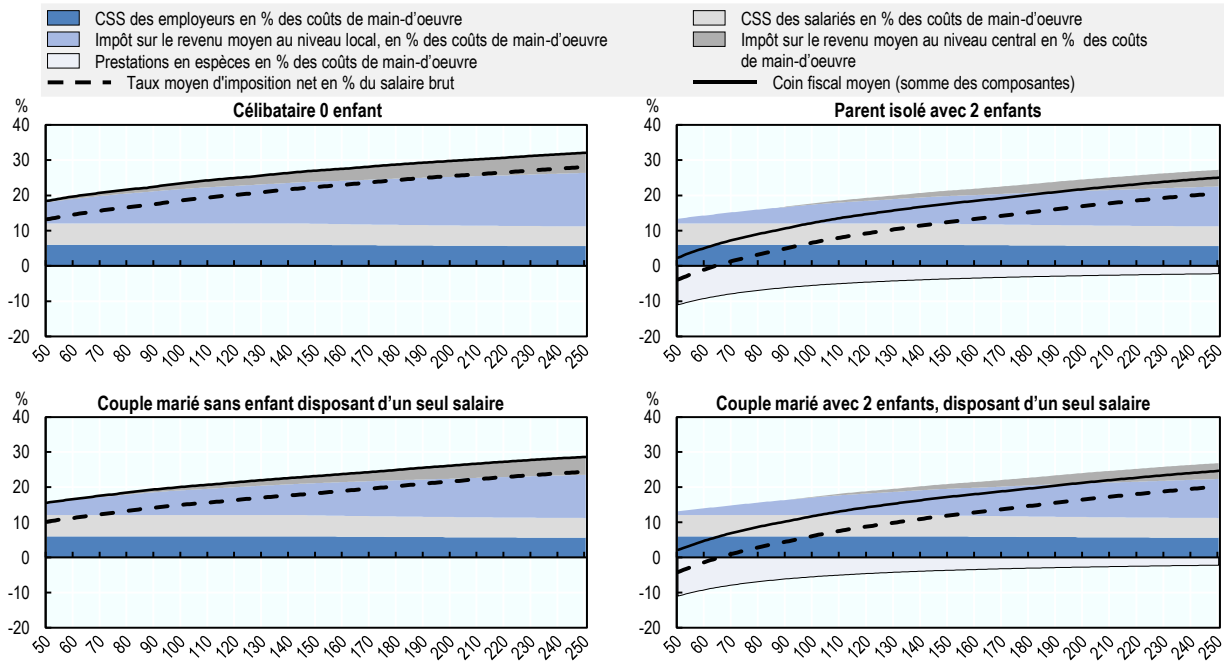
## Suède 2023 : décomposition du coin fiscal marginal




StatLink https://stat.link/zxconp

## Suisse 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

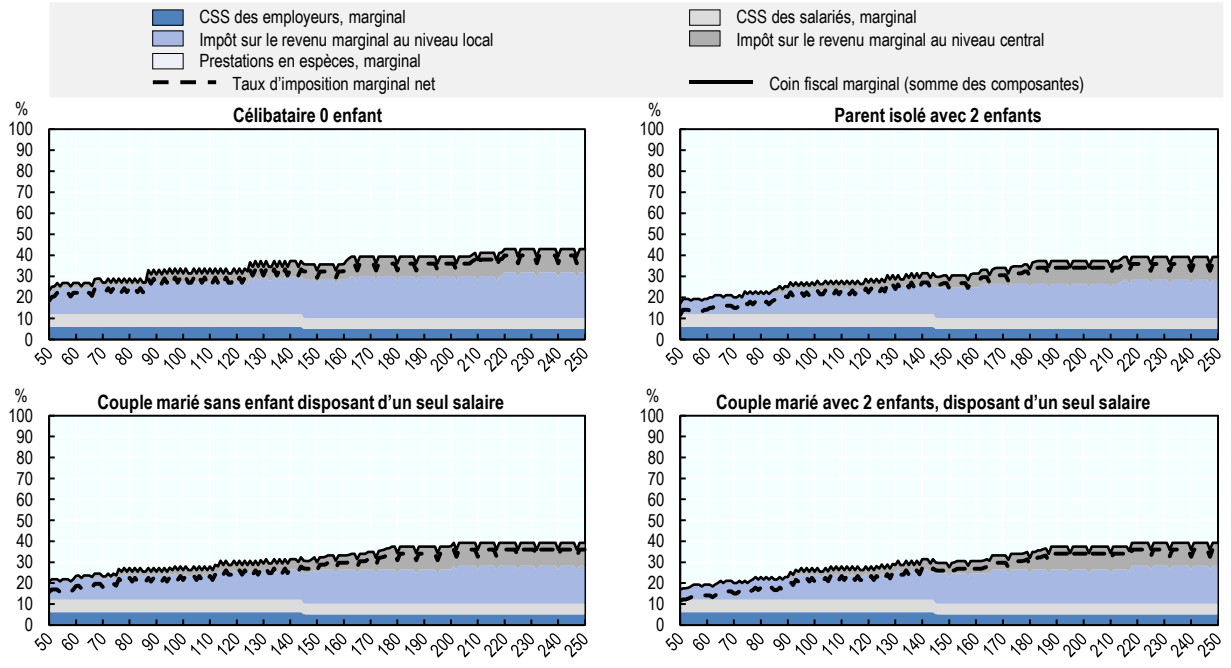
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/3ru8zo

## Suisse 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

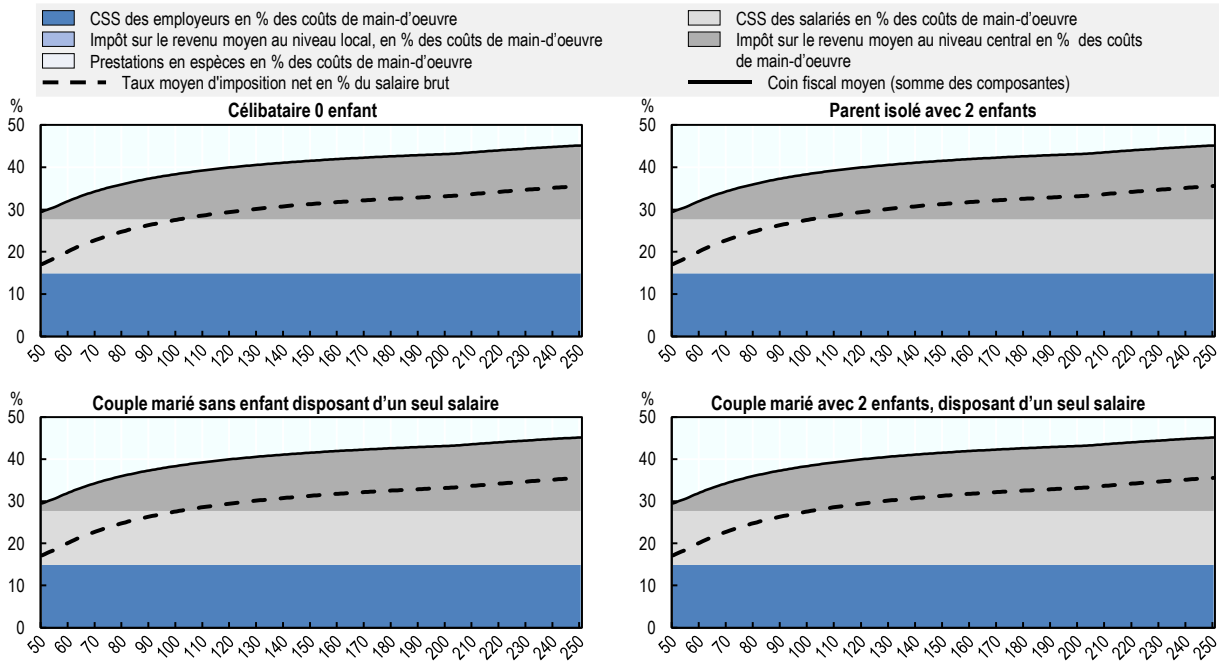
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/v0g85q

## Türkiye 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

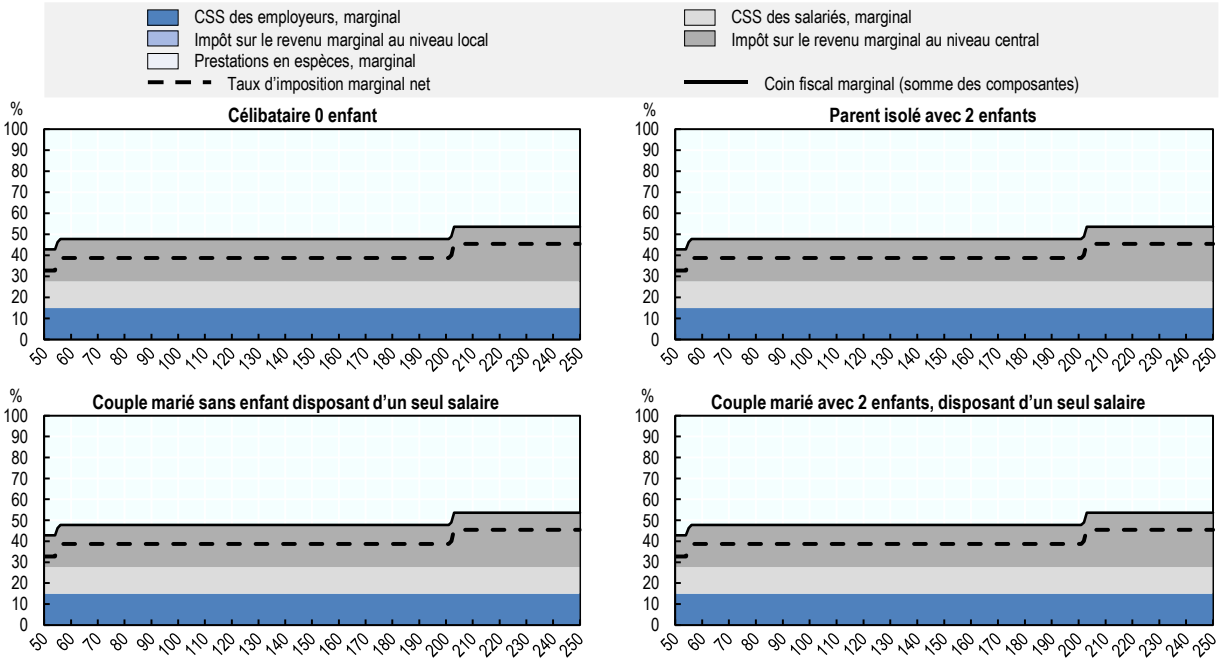
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/ovr1bp

## Türkiye 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

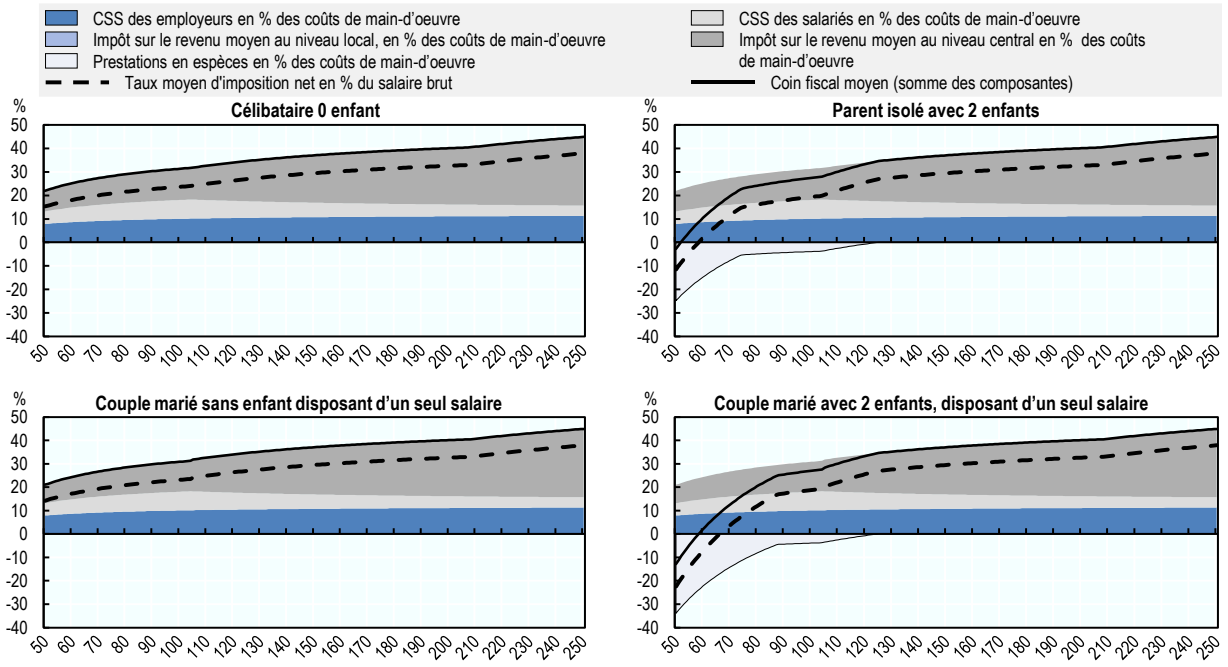
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/bkhxzi

## Royaume-Uni 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

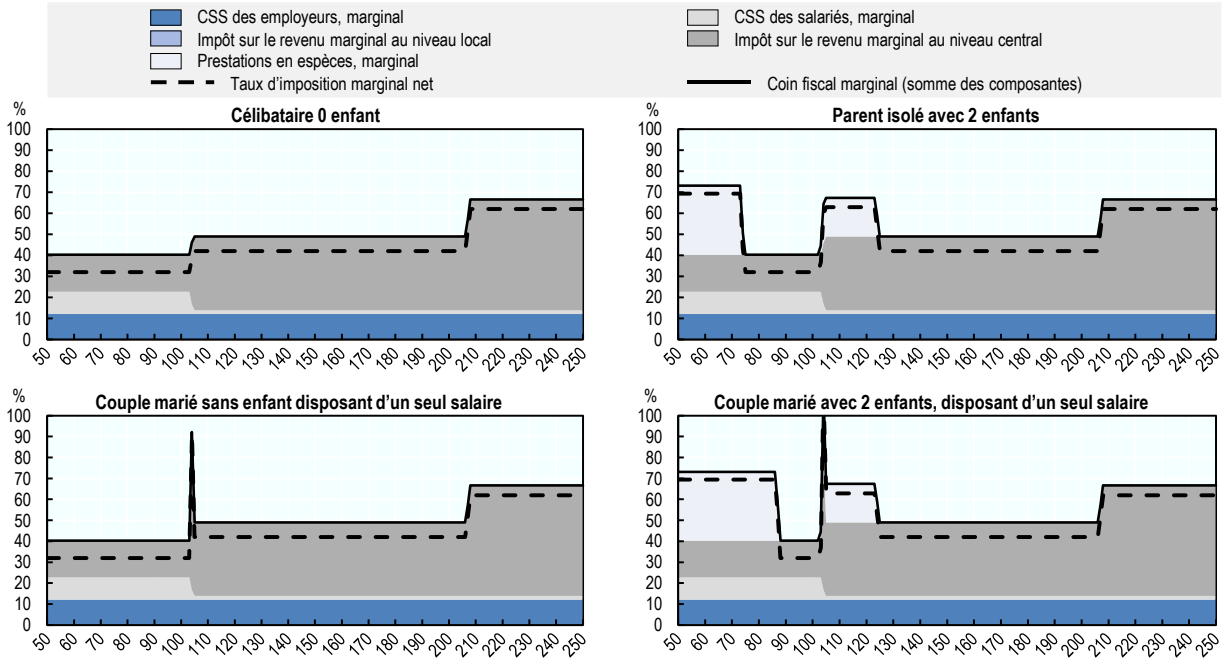
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/pdf3au

## Royaume-Uni 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

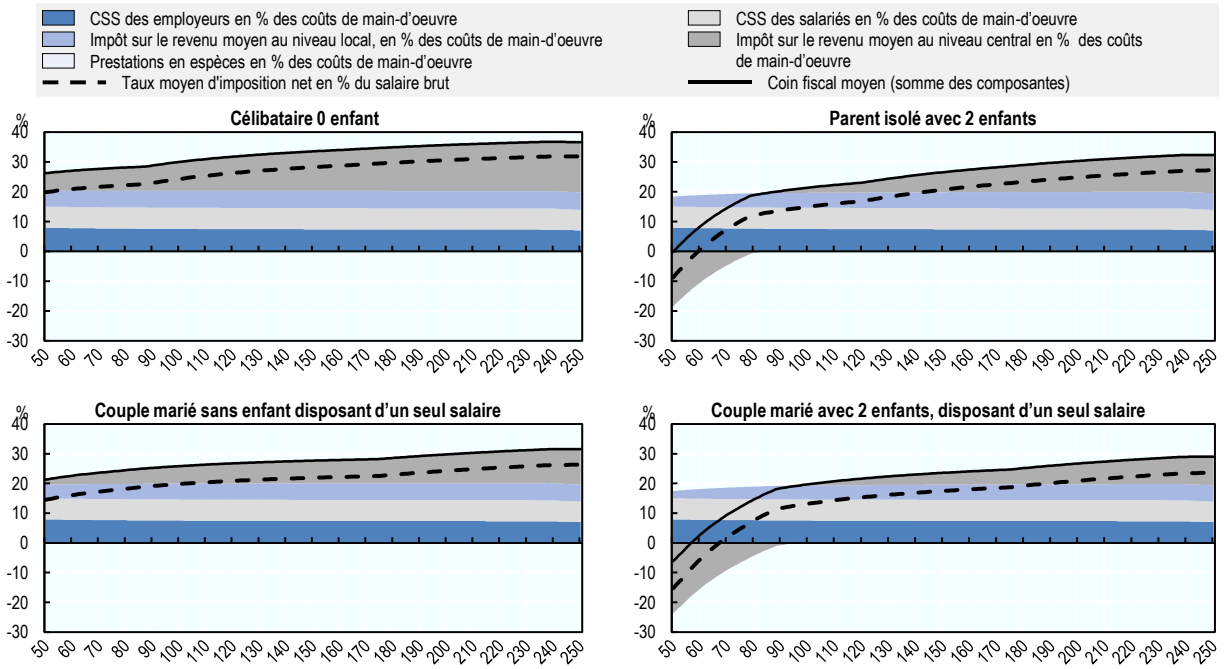
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/uq6boi

## États-Unis 2023 : décomposition du coin fiscal moyen

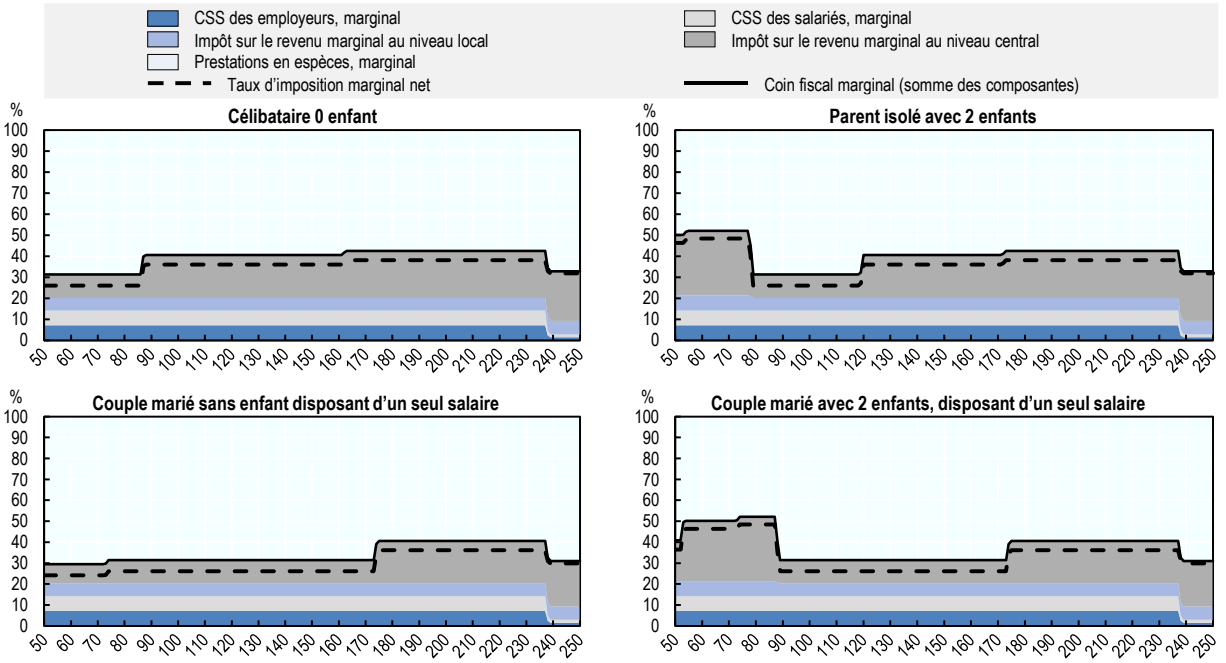
en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/0ysvmo

## États-Unis 2023 : décomposition du coin fiscal marginal

en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen




StatLink https://stat.link/qp6fa5

## Notes

[1] Les coins fiscaux marginaux figurant dans les graphiques sont calculés d'une manière légèrement différente de celle adoptée pour les taux d'imposition marginaux figurant dans le reste de la publication *Les Impôts sur les salaires*. Dans cette publication, les taux marginaux sont généralement calculés en majorant les salaires bruts d'une unité monétaire (excepté pour le conjoint d'un couple marié disposant d'un seul salaire dont les gains augmentent de 67 % du salaire moyen). Cependant la démarche fondée sur l'ajout d'une unité monétaire exige que l'on calcule les taux marginaux pour chaque unité monétaire à l'intérieur de la tranche de revenu représentée dans les graphiques ; à défaut, il ne serait pas correct de relier les différents points de données dans la mesure où on ne disposerait pas des données pour les niveaux de revenu situés entre les différents points. Pour réduire le nombre de calculs à effectuer, les taux marginaux qui sont présentés dans les graphiques sont calculés en majorant les salaires bruts d'un point de pourcentage, au lieu d'une unité monétaire, si bien que chaque ligne du graphique se compose de 200 points de données.

[2] Même si cela n'apparaît pas sur les graphiques, les impôts sur le revenu prélevés par les administrations centrales sont négatifs jusqu'à 47 % du SM pour les parents isolés et les couples avec ou sans enfants.

[3] En Colombie, le régime général de sécurité sociale pour les soins de santé est financé par des fonds publics et privés. Le système de retraite est un hybride de deux systèmes différents : un régime de retraite à cotisations définies et entièrement capitalisé, et un régime par répartition. Chacune de ces contributions est obligatoire et plus de 50 % du total des contributions sont versés à des fonds privés. Elles sont par conséquent considérées comme des paiements obligatoires non fiscaux (PONF) (pour de plus amples informations à ce sujet, se reporter à la Partie II du Rapport). En outre, tous les paiements au titre des risques liés à l'emploi sont versés à des fonds privés et sont également considérés comme des PONF. Les PONF existent aussi dans d'autres pays (voir http://www.oecd.org/tax/tax-policy/tax-database.htm#NTCP).

# 5 Taux effectifs d'imposition des revenus du travail en 2022

Ce chapitre présente les taux effectifs d'imposition des revenus du travail en 2022 pour les huit catégories de foyer étudiées. Les tableaux 5.1 à 5.13 présentent un certain nombre de mesures de la charge fiscale moyenne (coin fiscal, taux d'imposition des personnes physiques, taux net d'imposition des personnes physiques, taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et taux des cotisations salariales de sécurité sociale) et marginale (coin fiscal et taux net d'imposition des personnes physiques). Les résultats de deux indicateurs de la progressivité de l'impôt sont également examinés : mesures de l'élasticité de l'impôt basée sur le salaire brut et sur les coûts de main-d'œuvre. Les formats des tableaux sont identiques aux tableaux 3.1 à 3.13 examinés dans le chapitre 3 qui illustrent les taux effectifs d'imposition des revenus du travail en 2023.

Les tableaux qui suivent indiquent les taux effectifs d'imposition du revenu du travail concernant les huit catégories de foyer visées par les modèles des *Impôts sur les salaires* en 2022. La colonne 2 des tableaux se rapporte aux célibataires sans enfant percevant le salaire moyen, et la colonne 5 aux couples mariés ayant deux enfants et disposant d'un seul revenu égal au salaire moyen. Les colonnes 1, 3 à 4 et 6 à 8 des tableaux indiquent les résultats correspondants pour les six autres catégories de foyer. Les indicateurs présentés dans les tableaux peuvent être comparés avec les indicateurs correspondants figurant dans le chapitre 3, qui indiquent les résultats pour 2023.

- Le Tableau 5.1 indique le coin fiscal total (qui correspond à l'impôt sur le revenu des personnes physiques majoré des cotisations de sécurité sociale [CSS] salariales et patronales et diminué des prestations en espèces) par catégorie de foyer et en pourcentage des coûts de main-d'œuvre (salaire brut plus CSS patronales [y compris les taxes sur les salaires]). Dans la majorité des pays, les variations entre 2022 et 2023 de l'écart entre les coûts totaux de main-d'œuvre et le salaire net disponible correspondant étaient comprises entre plus ou moins un point.
- Le Tableau 5.2 indique la charge cumulée de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des CSS salariales sous la forme de taux moyens d'imposition des personnes physiques en pourcentage du salaire brut.
- Le Tableau 5.3 indique le taux moyen net d'imposition des personnes physiques, qui correspond au total de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des CSS salariales diminués du montant des prestations en espèces en pourcentage du salaire brut.
- Le Tableau 5.4 indique le montant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dû en pourcentage du salaire brut.
- Le Tableau 5.5 montre les CSS salariales en pourcentage du salaire brut.
- Le Tableau 5.6 indique le coin fiscal marginal (taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques majoré des CSS salariales et patronales, ainsi que des taxes sur les salaires, le cas échéant, et diminué des prestations en espèces) en pourcentage des coûts de main-d'œuvre lorsque le salaire brut du principal apporteur augmente d'une unité monétaire.
- Le Tableau 5.7 indique le taux marginal de l'impôt sur le revenu des personnes physiques majoré des CSS salariales et diminué des prestations en espèces (le taux marginal net d'imposition des personnes physiques) par catégorie de foyer et niveau de salaire, lorsque le salaire brut du principal apporteur augmente d'une unité monétaire.
- Le Tableau 5.8 indique le pourcentage d'augmentation du revenu net par rapport au pourcentage d'augmentation du revenu brut lorsque celui-ci s'accroît d'une unité monétaire.
- Le Tableau 5.9 indique le pourcentage d'augmentation du revenu net par rapport au pourcentage d'augmentation des coûts de main-d'œuvre (salaire brut majoré des cotisations patronales de sécurité sociale et des taxes sur les salaires) lorsque ceux-ci s'accroissent d'une unité monétaire . Les résultats réunis dans les tableaux 5.8 et 5.9 dépendent des taux d'imposition marginaux et moyens.
- Les Tableau 5.10 à Tableau 5.13 donnent des informations générales sur les niveaux des coûts de main-d'œuvre, les salaires bruts et les salaires nets.

## Tableau 5.1. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, 2022

En % des coûts de main d'œuvre, par type de foyer et niveau de salaire

| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 44.2 | 48.3 | 49.8 | 29.5 | 33.7 | 41.5 | 43.8 | 46.5 |
| Australie | 21.4 | 27.0 | 33.2 | 1.4 | 20.4 | 24.8 | 27.0 | 24.8 |
| Autriche | 42.0 | 46.9 | 50.5 | 19.4 | 30.5 | 36.3 | 39.7 | 45.1 |
| Belgique | 46.3 | 53.0 | 59.1 | 29.3 | 37.6 | 45.3 | 48.7 | 50.3 |
| Canada | 30.2 | 31.9 | 35.6 | 7.0 | 21.6 | 28.9 | 30.8 | 31.2 |
| Chili | 7.0 | 7.0 | 8.2 | 4.8 | 5.7 | 6.1 | 6.6 | 7.0 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | -6.4 | -4.3 | -5.2 | -4.3 | 0.0 |
| Corée | 21.5 | 24.5 | 27.5 | 13.3 | 18.8 | 20.1 | 21.8 | 23.3 |
| Costa Rica | 29.2 | 29.2 | 31.0 | 29.2 | 29.2 | 29.2 | 29.2 | 29.2 |
| Danemark | 33.9 | 36.3 | 41.9 | 18.0 | 27.0 | 32.0 | 33.5 | 35.3 |
| Espagne | 36.1 | 39.6 | 44.1 | 25.7 | 34.6 | 36.7 | 38.4 | 38.2 |
| Estonie | 34.5 | 39.1 | 41.2 | 22.0 | 30.8 | 33.3 | 35.8 | 37.3 |
| Etats-Unis | 27.8 | 30.5 | 34.7 | 13.7 | 19.8 | 24.7 | 27.3 | 28.5 |
| Finlande | 36.8 | 43.1 | 49.4 | 26.5 | 38.9 | 38.0 | 41.0 | 40.6 |
| France | 40.6 | 47.0 | 53.9 | 20.2 | 39.2 | 40.7 | 44.1 | 44.3 |
| Grèce | 33.8 | 38.0 | 43.4 | 27.6 | 36.4 | 36.9 | 38.6 | 37.4 |
| Hongrie | 41.2 | 41.2 | 41.2 | 23.6 | 29.9 | 34.4 | 35.5 | 41.2 |
| Irlande | 26.8 | 35.6 | 43.7 | 11.8 | 22.4 | 28.9 | 33.0 | 32.1 |
| Islande | 28.1 | 32.1 | 37.3 | 16.6 | 19.9 | 29.5 | 32.1 | 30.5 |
| Israël | 16.7 | 23.4 | 33.2 | 3.4 | 18.1 | 15.2 | 17.5 | 20.3 |
| Italie | 39.3 | 45.0 | 53.3 | 24.5 | 33.4 | 36.0 | 40.1 | 42.7 |
| Japon | 31.2 | 32.7 | 35.6 | 17.2 | 27.4 | 29.7 | 30.6 | 32.1 |
| Lettonie | 37.0 | 40.4 | 42.7 | 19.5 | 28.7 | 32.0 | 34.6 | 39.1 |
| Lituanie | 34.2 | 38.4 | 40.6 | 13.7 | 24.7 | 31.5 | 34.1 | 36.7 |
| Luxembourg | 31.7 | 39.9 | 46.8 | 12.8 | 19.5 | 29.2 | 33.9 | 35.1 |
| Mexique | 19.3 | 21.0 | 23.9 | 19.3 | 21.0 | 20.3 | 21.0 | 20.3 |
| Norvège | 32.7 | 36.2 | 42.1 | 23.2 | 32.9 | 32.8 | 34.6 | 34.8 |
| Nouvelle-Zélande | 14.7 | 20.1 | 25.3 | -16.1 | 7.9 | 18.0 | 20.1 | 18.0 |
| Pays-Bas | 28.4 | 35.8 | 41.0 | 7.1 | 30.1 | 28.5 | 32.2 | 32.8 |
| Pologne | 31.6 | 33.8 | 35.6 | 4.4 | 13.0 | 22.9 | 25.4 | 32.9 |
| Portugal | 38.2 | 42.1 | 47.9 | 26.2 | 31.9 | 37.8 | 39.9 | 40.4 |
| République slovaque | 39.4 | 41.5 | 43.6 | 24.8 | 26.5 | 34.1 | 36.0 | 40.7 |
| Royaume-Uni | 26.8 | 31.7 | 38.5 | 18.4 | 27.4 | 27.4 | 29.8 | 29.7 |
| Slovénie | 39.7 | 42.9 | 46.0 | 16.4 | 29.1 | 35.7 | 38.8 | 41.6 |
| Suède | 39.5 | 42.4 | 50.3 | 32.2 | 37.5 | 38.3 | 39.9 | 41.2 |
| Suisse | 20.4 | 23.4 | 28.1 | 6.6 | 11.7 | 17.8 | 20.4 | 23.2 |
| Tchéquie | 37.5 | 39.9 | 41.8 | 17.9 | 22.9 | 33.9 | 35.7 | 38.9 |
| Türkiye | 33.4 | 38.2 | 42.0 | 33.4 | 38.2 | 36.3 | 38.2 | 36.3 |
| **OCDE-Moyenne** | **30.9** | **34.7** | **39.1** | **16.8** | **25.6** | **29.5** | **31.7** | **33.1** |
| **OCDE-UE 22** | **37.0** | **41.4** | **45.8** | **20.6** | **29.9** | **34.7** | **37.4** | **39.6** |

1. Couple disposant de deux salaires.

## Tableau 5.2. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés, 2022

En % du salaire brut, par type de foyer et niveau de salaire

| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 33.8 | 38.5 | 42.7 | 16.2 | 21.0 | 30.5 | 33.1 | 36.4 |
| Australie | 17.2 | 23.2 | 29.7 | 17.2 | 23.2 | 20.8 | 23.2 | 20.8 |
| Autriche | 27.6 | 33.3 | 38.3 | 15.6 | 24.5 | 26.5 | 29.6 | 31.0 |
| Belgique | 32.4 | 40.2 | 48.0 | 26.8 | 28.7 | 35.5 | 38.8 | 37.0 |
| Canada | 22.6 | 25.7 | 31.5 | 17.0 | 22.5 | 24.4 | 25.7 | 24.4 |
| Chili | 7.0 | 7.0 | 8.2 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 12.9 | 16.2 | 20.4 | 10.6 | 14.4 | 14.1 | 15.5 | 14.9 |
| Costa Rica | 10.5 | 10.5 | 12.7 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 |
| Danemark | 33.4 | 36.0 | 41.7 | 31.6 | 32.3 | 34.9 | 36.0 | 34.9 |
| Espagne | 17.0 | 21.6 | 27.4 | 3.5 | 15.1 | 17.8 | 20.0 | 19.7 |
| Estonie | 12.4 | 18.5 | 21.3 | 9.7 | 14.6 | 15.0 | 17.6 | 16.1 |
| États-Unis | 21.7 | 24.8 | 29.5 | 6.4 | 13.3 | 18.5 | 21.4 | 22.6 |
| Finlande | 23.4 | 31.1 | 38.7 | 23.4 | 31.1 | 28.0 | 31.1 | 28.0 |
| France | 23.5 | 27.6 | 33.5 | 20.8 | 21.0 | 23.3 | 25.6 | 25.6 |
| Grèce | 19.0 | 24.2 | 30.7 | 18.2 | 24.9 | 22.8 | 24.9 | 23.4 |
| Hongrie | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 22.1 | 25.9 | 28.9 | 29.7 | 33.5 |
| Irlande | 18.7 | 28.5 | 37.5 | 13.5 | 19.7 | 24.6 | 28.5 | 24.6 |
| Islande | 23.5 | 27.8 | 33.3 | 23.5 | 21.6 | 26.1 | 27.8 | 26.1 |
| Israël | 12.6 | 19.0 | 28.9 | 4.1 | 15.9 | 12.1 | 13.9 | 16.0 |
| Italie | 20.1 | 27.7 | 38.6 | 20.1 | 25.5 | 24.6 | 27.7 | 24.6 |
| Japon | 20.6 | 22.3 | 26.3 | 20.6 | 20.9 | 21.6 | 22.3 | 21.6 |
| Lettonie | 22.2 | 26.4 | 29.2 | 11.3 | 19.1 | 20.3 | 22.7 | 24.7 |
| Lituanie | 33.0 | 37.3 | 39.5 | 33.0 | 37.3 | 35.5 | 37.3 | 35.5 |
| Luxembourg | 22.3 | 31.6 | 39.4 | 17.3 | 19.5 | 26.1 | 30.3 | 26.1 |
| Mexique | 9.0 | 12.2 | 16.5 | 9.0 | 12.2 | 10.9 | 12.2 | 10.9 |
| Norvège | 24.0 | 27.9 | 34.6 | 21.5 | 27.9 | 26.3 | 27.9 | 26.3 |
| Nouvelle-Zélande | 15.4 | 20.1 | 25.3 | 15.4 | 20.1 | 18.2 | 20.1 | 18.2 |
| Pays-Bas | 19.7 | 28.1 | 36.4 | 13.3 | 27.8 | 22.2 | 26.0 | 24.8 |
| Pologne | 20.4 | 23.0 | 25.1 | 13.5 | 15.3 | 20.2 | 21.5 | 21.9 |
| Portugal | 23.5 | 28.4 | 35.6 | 15.4 | 18.8 | 23.0 | 25.7 | 26.3 |
| République slovaque | 21.4 | 24.2 | 26.8 | 10.4 | 10.1 | 17.7 | 19.7 | 23.0 |
| Royaume-Uni | 19.3 | 23.8 | 30.6 | 19.3 | 23.2 | 22.0 | 23.8 | 22.0 |
| Slovénie | 30.0 | 33.7 | 37.3 | 24.7 | 26.3 | 28.8 | 30.8 | 32.2 |
| Suède | 20.5 | 24.2 | 34.6 | 20.5 | 24.2 | 22.7 | 24.2 | 22.7 |
| Suisse | 15.3 | 18.5 | 23.5 | 9.4 | 11.9 | 16.0 | 18.3 | 18.3 |
| Tchéquie | 16.4 | 19.6 | 22.1 | -0.3 | 3.2 | 11.6 | 14.0 | 18.3 |
| Türkiye | 21.7 | 27.3 | 31.9 | 21.7 | 27.3 | 25.1 | 27.3 | 25.1 |
| **OCDE-Moyenne** | **20.5** | **24.8** | **30.0** | **15.6** | **19.9** | **21.4** | **23.5** | **23.0** |
| **OCDE-UE 22** | **23.8** | **29.0** | **34.4** | **17.3** | **22.1** | **24.6** | **27.0** | **26.8** |

1. Couple disposant de deux salaires.

## Tableau 5.3. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, 2022

En % du salaire brut, par type de foyer et niveau de salaire

| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 33.0 | 38.0 | 42.4 | 15.4 | 20.5 | 29.8 | 32.6 | 35.8 |
| Australie | 17.2 | 23.2 | 29.7 | -3.8 | 16.2 | 20.8 | 23.2 | 20.8 |
| Autriche | 25.8 | 32.1 | 37.8 | -3.2 | 11.0 | 18.4 | 22.8 | 29.7 |
| Belgique | 32.4 | 40.2 | 48.0 | 10.9 | 20.7 | 30.8 | 34.8 | 37.0 |
| Canada | 22.6 | 25.7 | 31.5 | -3.1 | 14.5 | 21.9 | 24.5 | 24.4 |
| Chili | 7.0 | 7.0 | 8.2 | 4.8 | 5.7 | 6.1 | 6.6 | 7.0 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | -6.4 | -4.3 | -5.2 | -4.3 | 0.0 |
| Corée | 12.9 | 16.2 | 20.4 | 3.7 | 9.8 | 11.3 | 13.2 | 14.9 |
| Costa Rica | 10.5 | 10.5 | 12.7 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 |
| Danemark | 33.3 | 35.9 | 41.7 | 17.2 | 26.5 | 31.5 | 33.1 | 34.9 |
| Espagne | 17.0 | 21.6 | 27.4 | 3.5 | 15.1 | 17.8 | 20.0 | 19.7 |
| Estonie | 12.4 | 18.5 | 21.3 | -4.3 | 7.5 | 10.7 | 14.1 | 16.1 |
| Etats-Unis | 21.7 | 24.8 | 29.5 | 6.4 | 13.3 | 18.5 | 21.4 | 22.6 |
| Finlande | 23.4 | 31.1 | 38.7 | 10.9 | 26.0 | 25.0 | 28.6 | 28.0 |
| France | 23.5 | 27.6 | 33.5 | -3.0 | 17.0 | 20.9 | 23.7 | 25.6 |
| Grèce | 19.0 | 24.2 | 30.7 | 11.4 | 22.1 | 22.8 | 24.9 | 23.4 |
| Hongrie | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 13.6 | 20.8 | 25.9 | 27.1 | 33.5 |
| Irlande | 18.7 | 28.5 | 37.5 | 2.1 | 13.8 | 21.1 | 25.6 | 24.6 |
| Islande | 23.5 | 27.8 | 33.3 | 11.3 | 14.8 | 25.0 | 27.8 | 26.1 |
| Israël | 12.6 | 19.0 | 28.9 | -1.4 | 13.4 | 10.6 | 12.7 | 16.0 |
| Italie | 20.1 | 27.7 | 38.6 | 0.7 | 12.4 | 15.8 | 21.1 | 24.6 |
| Japon | 20.6 | 22.3 | 26.3 | 4.5 | 16.3 | 18.9 | 20.0 | 21.6 |
| Lettonie | 22.2 | 26.4 | 29.2 | 0.5 | 11.8 | 16.0 | 19.1 | 24.7 |
| Lituanie | 33.0 | 37.3 | 39.5 | 12.2 | 23.3 | 30.3 | 32.9 | 35.5 |
| Luxembourg | 22.3 | 31.6 | 39.4 | 0.8 | 8.4 | 19.4 | 24.7 | 26.1 |
| Mexique | 9.0 | 12.2 | 16.5 | 9.0 | 12.2 | 10.9 | 12.2 | 10.9 |
| Norvège | 24.0 | 27.9 | 34.6 | 13.2 | 24.2 | 24.1 | 26.1 | 26.3 |
| Nouvelle-Zélande | 14.7 | 20.1 | 25.3 | -16.1 | 7.9 | 18.0 | 20.1 | 18.0 |
| Pays-Bas | 19.7 | 28.1 | 36.4 | -4.2 | 21.8 | 19.8 | 24.0 | 24.8 |
| Pologne | 20.4 | 23.0 | 25.1 | -11.3 | -1.2 | 10.3 | 13.2 | 21.9 |
| Portugal | 23.5 | 28.4 | 35.6 | 8.6 | 15.8 | 23.0 | 25.7 | 26.3 |
| République slovaque | 21.4 | 24.2 | 26.8 | 2.4 | 4.7 | 14.5 | 17.0 | 23.0 |
| Royaume-Uni | 19.3 | 23.8 | 30.6 | 10.1 | 19.0 | 19.5 | 21.6 | 22.0 |
| Slovénie | 30.0 | 33.7 | 37.3 | 2.9 | 17.7 | 25.4 | 29.0 | 32.2 |
| Suède | 20.5 | 24.2 | 34.6 | 10.9 | 17.8 | 18.9 | 21.0 | 22.7 |
| Suisse | 15.3 | 18.5 | 23.5 | 0.6 | 6.0 | 12.5 | 15.3 | 18.3 |
| Tchéquie | 16.4 | 19.6 | 22.1 | -9.8 | -3.2 | 11.6 | 14.0 | 18.3 |
| Türkiye | 21.7 | 27.3 | 31.9 | 21.7 | 27.3 | 25.1 | 27.3 | 25.1 |
| **OCDE-Moyenne** | **20.4** | **24.8** | **30.0** | **4.0** | **14.1** | **18.6** | **21.2** | **23.0** |
| **OCDE-UE 22** | **23.7** | **28.9** | **34.4** | **4.0** | **15.0** | **20.9** | **24.0** | **26.8** |

1. Couple disposant de deux salaires.

## Tableau 5.4. Impôt sur le revenu, 2022

En % du salaire brut, par type de foyer et niveau de salaire

| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 13.5 | 18.2 | 27.5 | -3.8 | 1.1 | 10.5 | 13.1 | 16.1 |
| Australie | 17.2 | 23.2 | 29.7 | 17.2 | 23.2 | 20.8 | 23.2 | 20.8 |
| Autriche | 9.7 | 15.3 | 22.2 | -2.4 | 6.6 | 8.6 | 11.6 | 13.1 |
| Belgique | 18.7 | 26.3 | 34.2 | 13.2 | 14.9 | 21.8 | 25.0 | 23.2 |
| Canada | 14.6 | 19.4 | 27.7 | 9.0 | 16.2 | 17.5 | 19.4 | 17.5 |
| Chili | 0.0 | 0.0 | 1.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 3.6 | 6.9 | 12.3 | 1.3 | 5.2 | 4.8 | 6.3 | 5.6 |
| Costa Rica | 0.0 | 0.0 | 2.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Danemark | 33.4 | 36.0 | 41.7 | 31.6 | 32.3 | 34.9 | 36.0 | 34.9 |
| Espagne | 10.7 | 15.2 | 21.1 | -2.8 | 8.7 | 11.5 | 13.6 | 13.4 |
| Estonie | 10.8 | 16.9 | 19.7 | 8.1 | 13.0 | 13.4 | 16.0 | 14.5 |
| États-Unis | 14.1 | 17.1 | 21.9 | -1.2 | 5.7 | 10.9 | 13.7 | 15.0 |
| Finlande | 13.2 | 20.8 | 28.4 | 13.2 | 20.8 | 17.8 | 20.8 | 17.8 |
| France | 12.1 | 16.2 | 22.5 | 9.5 | 9.5 | 11.9 | 14.2 | 14.2 |
| Grèce | 5.0 | 10.2 | 16.7 | 4.2 | 10.9 | 8.8 | 10.9 | 9.4 |
| Hongrie | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 3.6 | 7.4 | 10.4 | 11.2 | 15.0 |
| Irlande | 14.7 | 24.5 | 33.5 | 9.5 | 15.7 | 20.6 | 24.5 | 20.6 |
| Islande | 23.4 | 27.7 | 33.2 | 23.4 | 21.5 | 25.9 | 27.7 | 25.9 |
| Israël | 6.2 | 10.8 | 19.2 | -2.2 | 7.7 | 4.6 | 5.7 | 8.5 |
| Italie | 11.5 | 19.0 | 29.1 | 11.5 | 16.8 | 16.0 | 19.0 | 16.0 |
| Japon | 6.2 | 7.9 | 12.7 | 6.2 | 6.5 | 7.2 | 7.9 | 7.2 |
| Lettonie | 11.7 | 15.9 | 18.7 | 0.8 | 8.6 | 9.8 | 12.2 | 14.2 |
| Lituanie | 13.5 | 17.8 | 20.0 | 13.5 | 17.8 | 16.0 | 17.8 | 16.0 |
| Luxembourg | 10.1 | 19.3 | 27.0 | 5.1 | 7.2 | 13.8 | 18.0 | 13.8 |
| Mexique | 7.7 | 10.8 | 15.0 | 7.7 | 10.8 | 9.6 | 10.8 | 9.6 |
| Norvège | 16.0 | 19.9 | 26.6 | 13.5 | 19.9 | 18.3 | 19.9 | 18.3 |
| Nouvelle-Zélande | 15.4 | 20.1 | 25.3 | 15.4 | 20.1 | 18.2 | 20.1 | 18.2 |
| Pays-Bas | 6.4 | 16.5 | 27.2 | 4.8 | 16.4 | 11.8 | 16.0 | 12.5 |
| Pologne | 2.6 | 5.1 | 7.2 | -4.4 | -2.5 | 2.4 | 3.7 | 4.1 |
| Portugal | 12.5 | 17.4 | 24.6 | 4.4 | 7.8 | 12.0 | 14.7 | 15.3 |
| République slovaque | 8.0 | 10.8 | 13.4 | -3.0 | -3.3 | 4.3 | 6.3 | 9.6 |
| Royaume-Uni | 11.6 | 14.4 | 23.2 | 11.6 | 13.8 | 13.3 | 14.4 | 13.3 |
| Slovénie | 7.9 | 11.6 | 15.2 | 2.6 | 4.2 | 6.7 | 8.7 | 10.1 |
| Suède | 13.5 | 17.2 | 29.8 | 13.5 | 17.2 | 15.7 | 17.2 | 15.7 |
| Suisse | 8.9 | 12.1 | 17.2 | 3.0 | 5.5 | 9.6 | 11.9 | 11.9 |
| Tchéquie | 5.4 | 8.6 | 11.1 | -11.3 | -7.8 | 0.6 | 3.0 | 7.3 |
| Türkiye | 6.7 | 12.3 | 16.9 | 6.7 | 12.3 | 10.1 | 12.3 | 10.1 |
| **OCDE-Moyenne** | **10.8** | **15.2** | **20.8** | **6.1** | **10.3** | **11.8** | **13.9** | **13.4** |
| **OCDE-UE 22** | **11.8** | **17.0** | **23.0** | **5.5** | **10.1** | **12.7** | **15.2** | **14.9** |

1. Couple disposant de deux salaires.

## Tableau 5.5. cotisations sociales des salariés, 2022

En % du salaire brut, par type de foyer et niveau de salaire

| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 20.3 | 20.3 | 15.1 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.3 |
| Australie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Autriche | 18.0 | 18.0 | 16.1 | 18.0 | 18.0 | 18.0 | 18.0 | 18.0 |
| Belgique | 13.6 | 14.0 | 13.9 | 13.6 | 13.8 | 13.8 | 13.7 | 13.8 |
| Canada | 8.0 | 6.3 | 3.7 | 8.0 | 6.3 | 7.0 | 6.3 | 7.0 |
| Chili | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 9.3 | 9.3 | 8.1 | 9.3 | 9.3 | 9.3 | 9.3 | 9.3 |
| Costa Rica | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 |
| Danemark | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Espagne | 6.4 | 6.4 | 6.4 | 6.4 | 6.4 | 6.4 | 6.4 | 6.4 |
| Estonie | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 |
| États-Unis | 7.7 | 7.7 | 7.7 | 7.7 | 7.7 | 7.7 | 7.7 | 7.7 |
| Finlande | 10.2 | 10.3 | 10.3 | 10.2 | 10.3 | 10.2 | 10.3 | 10.2 |
| France | 11.3 | 11.4 | 11.0 | 11.3 | 11.4 | 11.4 | 11.4 | 11.4 |
| Grèce | 14.0 | 14.0 | 14.0 | 14.0 | 14.0 | 14.0 | 14.0 | 14.0 |
| Hongrie | 18.5 | 18.5 | 18.5 | 18.5 | 18.5 | 18.5 | 18.5 | 18.5 |
| Irlande | 4.0 | 4.0 | 4.0 | 4.0 | 4.0 | 4.0 | 4.0 | 4.0 |
| Islande | 0.2 | 0.1 | 0.1 | 0.2 | 0.1 | 0.2 | 0.1 | 0.2 |
| Israël | 6.4 | 8.2 | 9.7 | 6.4 | 8.2 | 7.5 | 8.2 | 7.5 |
| Italie | 8.7 | 8.7 | 9.5 | 8.7 | 8.7 | 8.7 | 8.7 | 8.7 |
| Japon | 14.5 | 14.5 | 13.6 | 14.5 | 14.5 | 14.5 | 14.5 | 14.5 |
| Lettonie | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 |
| Lituanie | 19.5 | 19.5 | 19.5 | 19.5 | 19.5 | 19.5 | 19.5 | 19.5 |
| Luxembourg | 12.2 | 12.3 | 12.4 | 12.2 | 12.3 | 12.3 | 12.3 | 12.3 |
| Mexique | 1.3 | 1.4 | 1.5 | 1.3 | 1.4 | 1.4 | 1.4 | 1.4 |
| Norvège | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 |
| Nouvelle-Zélande | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Pays-Bas | 13.3 | 11.6 | 9.2 | 8.5 | 11.4 | 10.4 | 10.0 | 12.3 |
| Pologne | 17.8 | 17.8 | 17.8 | 17.8 | 17.8 | 17.8 | 17.8 | 17.8 |
| Portugal | 11.0 | 11.0 | 11.0 | 11.0 | 11.0 | 11.0 | 11.0 | 11.0 |
| République slovaque | 13.4 | 13.4 | 13.4 | 13.4 | 13.4 | 13.4 | 13.4 | 13.4 |
| Royaume-Uni | 7.7 | 9.4 | 7.4 | 7.7 | 9.4 | 8.7 | 9.4 | 8.7 |
| Slovénie | 22.1 | 22.1 | 22.1 | 22.1 | 22.1 | 22.1 | 22.1 | 22.1 |
| Suède | 7.0 | 7.0 | 4.9 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 |
| Suisse | 6.4 | 6.4 | 6.3 | 6.4 | 6.4 | 6.4 | 6.4 | 6.4 |
| Tchéquie | 11.0 | 11.0 | 11.0 | 11.0 | 11.0 | 11.0 | 11.0 | 11.0 |
| Türkiye | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 |
| **OCDE-Moyenne** | **9.6** | **9.7** | **9.2** | **9.5** | **9.6** | **9.6** | **9.6** | **9.6** |
| **OCDE-UE 22** | **12.0** | **12.0** | **11.5** | **11.8** | **11.9** | **11.9** | **11.9** | **12.0** |

1. Couple disposant de deux salaires.

## Tableau 5.6. Taux marginal applicable à l'impôt sur le revenu et aux cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, 2022

En % du salaire brut, par type de foyer et niveau de salaire

| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 54.5 | 59.0 | 47.0 | 53.2 | 52.2 | 54.2 | 56.4 | 56.8 |
| Australie | 39.2 | 40.7 | 42.1 | 58.2 | 40.7 | 40.7 | 40.7 | 40.7 |
| Autriche | 54.3 | 59.5 | 45.7 | 36.5 | 59.5 | 59.5 | 59.5 | 59.5 |
| Belgique | 68.5 | 68.7 | 67.8 | 68.5 | 65.0 | 67.8 | 67.8 | 67.8 |
| Canada | 41.9 | 31.9 | 44.5 | 79.2 | 37.4 | 37.4 | 37.4 | 31.9 |
| Chili | 7.0 | 7.0 | 10.3 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 30.3 | 31.0 | 33.0 | 23.3 | 31.0 | 31.0 | 31.0 | 31.0 |
| Costa Rica | 29.2 | 29.2 | 36.5 | 29.2 | 29.2 | 29.2 | 29.2 | 29.2 |
| Danemark | 39.1 | 42.1 | 55.9 | 37.3 | 42.1 | 42.1 | 42.1 | 42.1 |
| Espagne | 44.3 | 47.9 | 53.8 | 44.3 | 47.9 | 47.9 | 47.9 | 47.9 |
| Estonie | 41.2 | 49.5 | 41.2 | 41.2 | 49.5 | 49.5 | 49.5 | 49.5 |
| Etats-Unis | 31.5 | 40.8 | 42.7 | 52.3 | 31.5 | 31.5 | 40.8 | 31.5 |
| Finlande | 56.1 | 56.1 | 59.0 | 56.1 | 56.1 | 56.1 | 56.1 | 56.1 |
| France | 64.6 | 57.7 | 60.0 | 74.5 | 41.2 | 50.0 | 57.7 | 47.3 |
| Grèce | 46.6 | 46.6 | 56.4 | 46.6 | 50.8 | 50.8 | 50.8 | 50.8 |
| Hongrie | 41.2 | 41.2 | 41.2 | 41.2 | 41.2 | 41.2 | 41.2 | 41.2 |
| Irlande | 53.6 | 53.6 | 56.8 | 35.6 | 53.6 | 53.6 | 53.6 | 53.6 |
| Islande | 40.2 | 40.2 | 47.7 | 49.3 | 49.3 | 45.6 | 40.2 | 40.2 |
| Israël | 36.8 | 36.8 | 50.7 | 40.9 | 36.8 | 36.8 | 36.8 | 36.8 |
| Italie | 56.1 | 62.7 | 64.2 | 56.1 | 62.7 | 66.6 | 66.6 | 62.7 |
| Japon | 33.1 | 37.3 | 38.0 | 52.5 | 37.3 | 37.3 | 37.3 | 37.3 |
| Lettonie | 47.4 | 47.4 | 44.5 | 47.4 | 47.4 | 47.4 | 47.4 | 47.4 |
| Lituanie | 47.2 | 44.1 | 40.6 | 47.2 | 44.1 | 44.1 | 44.1 | 44.1 |
| Luxembourg | 51.6 | 58.5 | 56.5 | 60.9 | 44.3 | 58.5 | 58.5 | 58.5 |
| Mexique | 18.6 | 28.3 | 28.3 | 18.6 | 28.3 | 28.3 | 28.3 | 28.3 |
| Norvège | 41.6 | 49.9 | 52.6 | 41.6 | 49.9 | 49.9 | 49.9 | 49.9 |
| Nouvelle-Zélande | 17.5 | 33.0 | 33.0 | 44.5 | 60.0 | 33.0 | 33.0 | 33.0 |
| Pays-Bas | 51.0 | 51.0 | 51.1 | 56.5 | 56.5 | 51.0 | 51.0 | 51.0 |
| Pologne | 38.3 | 38.3 | 38.3 | 29.4 | 38.3 | 38.3 | 38.3 | 38.3 |
| Portugal | 46.7 | 51.1 | 58.0 | 46.7 | 46.7 | 49.5 | 51.1 | 49.5 |
| République slovaque | 45.9 | 45.9 | 49.1 | 41.4 | 45.9 | 45.9 | 45.9 | 45.9 |
| Royaume-Uni | 41.3 | 41.3 | 50.0 | 73.6 | 41.3 | 41.3 | 41.3 | 41.3 |
| Slovénie | 43.6 | 50.3 | 55.0 | 43.6 | 43.6 | 43.6 | 43.6 | 50.3 |
| Suède | 46.2 | 49.3 | 65.9 | 46.2 | 49.3 | 49.3 | 49.3 | 49.3 |
| Suisse | 26.7 | 32.5 | 39.5 | 20.8 | 26.3 | 31.1 | 36.7 | 33.5 |
| Tchéquie | 44.7 | 44.7 | 44.7 | 44.7 | 44.7 | 44.7 | 44.7 | 44.7 |
| Türkiye | 47.8 | 47.8 | 47.8 | 47.8 | 47.8 | 47.8 | 47.8 | 47.8 |
| **OCDE-Moyenne** | **41.2** | **43.5** | **46.0** | **44.6** | **43.1** | **43.1** | **43.7** | **43.0** |
| **OCDE-UE 22** | **49.2** | **51.1** | **52.4** | **47.9** | **49.2** | **50.5** | **51.0** | **50.6** |

Note : On fait l'hypothèse que le salaire brut du principal apporteur de revenu du foyer augmente. Le résultat peut être différent si le salaire du conjoint augmente, surtout si les deux conjoints sont imposés séparément.

1. Couple disposant de deux salaires.

## Tableau 5.7. Taux marginal applicable à l'impôt sur le revenu et aux cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, 2022

En % du salaire brut, par type de foyer et niveau de salaire

| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 45.5 | 50.8 | 47.0 | 43.8 | 42.7 | 45.0 | 47.7 | 48.1 |
| Australie | 36.0 | 37.5 | 39.0 | 56.0 | 37.5 | 37.5 | 37.5 | 37.5 |
| Autriche | 41.5 | 48.2 | 42.0 | 18.7 | 48.2 | 48.2 | 48.2 | 48.2 |
| Belgique | 55.6 | 60.2 | 59.0 | 55.6 | 55.6 | 59.0 | 59.0 | 59.0 |
| Canada | 35.4 | 29.6 | 43.4 | 76.9 | 35.4 | 35.3 | 35.3 | 29.6 |
| Chili | 7.0 | 7.0 | 10.3 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 22.6 | 23.4 | 28.6 | 14.9 | 23.4 | 23.4 | 23.4 | 23.4 |
| Costa Rica | 10.5 | 10.5 | 19.7 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.5 |
| Danemark | 39.1 | 42.1 | 55.9 | 37.3 | 42.1 | 42.1 | 42.1 | 42.1 |
| Espagne | 27.6 | 32.4 | 40.0 | 27.6 | 32.4 | 32.4 | 32.4 | 32.4 |
| Estonie | 21.3 | 32.4 | 21.3 | 21.3 | 32.4 | 32.4 | 32.4 | 32.4 |
| Etats-Unis | 26.3 | 36.3 | 38.3 | 48.6 | 26.3 | 26.3 | 36.3 | 26.3 |
| Finlande | 46.8 | 46.8 | 50.4 | 46.8 | 46.8 | 46.8 | 46.8 | 46.8 |
| France | 32.6 | 42.2 | 42.2 | 51.6 | 19.8 | 31.7 | 42.2 | 28.0 |
| Grèce | 34.6 | 34.6 | 46.7 | 34.6 | 39.8 | 39.8 | 39.8 | 39.8 |
| Hongrie | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 |
| Irlande | 48.5 | 48.5 | 52.0 | 28.5 | 48.5 | 48.5 | 48.5 | 48.5 |
| Islande | 36.4 | 36.4 | 44.4 | 46.0 | 46.0 | 42.2 | 36.4 | 36.4 |
| Israël | 32.0 | 32.0 | 47.0 | 36.4 | 32.0 | 32.0 | 32.0 | 32.0 |
| Italie | 42.3 | 51.0 | 52.9 | 42.3 | 51.0 | 56.1 | 56.1 | 51.0 |
| Japon | 22.8 | 27.7 | 34.1 | 45.2 | 27.7 | 27.7 | 27.7 | 27.7 |
| Lettonie | 34.9 | 34.9 | 31.4 | 34.9 | 34.9 | 34.9 | 34.9 | 34.9 |
| Lituanie | 46.3 | 43.1 | 39.5 | 46.3 | 43.1 | 43.1 | 43.1 | 43.1 |
| Luxembourg | 44.8 | 52.7 | 50.5 | 55.4 | 36.6 | 52.7 | 52.7 | 52.7 |
| Mexique | 12.5 | 22.9 | 22.9 | 12.5 | 22.9 | 22.9 | 22.9 | 22.9 |
| Norvège | 34.0 | 43.4 | 46.4 | 34.0 | 43.4 | 43.4 | 43.4 | 43.4 |
| Nouvelle-Zélande | 17.5 | 33.0 | 33.0 | 44.5 | 60.0 | 33.0 | 33.0 | 33.0 |
| Pays-Bas | 45.2 | 45.2 | 51.1 | 51.4 | 51.4 | 45.2 | 45.2 | 45.2 |
| Pologne | 28.2 | 28.2 | 28.2 | 17.8 | 28.2 | 28.2 | 28.2 | 28.2 |
| Portugal | 34.0 | 39.5 | 48.0 | 34.0 | 34.0 | 37.5 | 39.5 | 37.5 |
| République slovaque | 29.9 | 29.9 | 34.0 | 24.0 | 29.9 | 29.9 | 29.9 | 29.9 |
| Royaume-Uni | 32.7 | 32.7 | 42.7 | 69.7 | 32.7 | 32.7 | 32.7 | 32.7 |
| Slovénie | 34.6 | 42.4 | 47.8 | 34.6 | 34.6 | 34.6 | 34.6 | 42.4 |
| Suède | 29.2 | 33.4 | 55.2 | 29.2 | 33.4 | 33.4 | 33.4 | 33.4 |
| Suisse | 22.0 | 28.1 | 36.0 | 15.7 | 21.5 | 26.7 | 32.6 | 29.3 |
| Tchéquie | 26.0 | 26.0 | 26.0 | 26.0 | 26.0 | 26.0 | 26.0 | 26.0 |
| Türkiye | 38.7 | 38.7 | 38.7 | 38.7 | 38.7 | 38.7 | 38.7 | 38.7 |
| **OCDE-Moyenne** | **31.8** | **35.2** | **38.9** | **35.6** | **34.5** | **34.7** | **35.4** | **34.6** |
| **OCDE-UE 22** | **37.4** | **40.8** | **43.4** | **36.1** | **38.4** | **40.0** | **40.7** | **40.1** |

Note : On fait l'hypothèse que le salaire brut du principal apporteur de revenu du foyer augmente. Le résultat peut être différent si le salaire du conjoint augmente, surtout si les deux conjoints sont imposés séparément.

1. Couple disposant de deux salaires.

## Tableau 5.8. Augmentation en pourcentage du revenu net selon l'augmentation en pourcentage du salaire brut, 2022

Après une augmentation d'une unité monétaire du salaire brut, par type de foyer et niveau de salaire

| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 0.81 | 0.79 | 0.92 | 0.66 | 0.72 | 0.78 | 0.78 | 0.81 |
| Australie | 0.77 | 0.81 | 0.87 | 0.42 | 0.75 | 0.79 | 0.81 | 0.79 |
| Autriche | 0.79 | 0.76 | 0.93 | 0.79 | 0.58 | 0.64 | 0.67 | 0.74 |
| Belgique | 0.66 | 0.67 | 0.79 | 0.50 | 0.56 | 0.59 | 0.63 | 0.65 |
| Canada | 0.83 | 0.95 | 0.83 | 0.22 | 0.76 | 0.83 | 0.86 | 0.93 |
| Chili | 1.00 | 1.00 | 0.98 | 0.98 | 0.99 | 0.99 | 1.00 | 1.00 |
| Colombie | 1.00 | 1.00 | 1.00 | 0.94 | 0.96 | 0.95 | 0.96 | 1.00 |
| Corée | 0.89 | 0.91 | 0.90 | 0.88 | 0.85 | 0.86 | 0.88 | 0.90 |
| Costa Rica | 1.00 | 1.00 | 0.92 | 1.00 | 1.00 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| Danemark | 0.91 | 0.90 | 0.76 | 0.76 | 0.79 | 0.84 | 0.86 | 0.89 |
| Espagne | 0.87 | 0.86 | 0.83 | 0.75 | 0.80 | 0.82 | 0.84 | 0.84 |
| Estonie | 0.90 | 0.83 | 1.00 | 0.75 | 0.73 | 0.76 | 0.79 | 0.81 |
| Etats-Unis | 0.94 | 0.85 | 0.88 | 0.55 | 0.85 | 0.90 | 0.81 | 0.95 |
| Finlande | 0.69 | 0.77 | 0.81 | 0.60 | 0.72 | 0.71 | 0.74 | 0.74 |
| France | 0.88 | 0.80 | 0.87 | 0.47 | 0.97 | 0.86 | 0.76 | 0.97 |
| Grèce | 0.81 | 0.86 | 0.77 | 0.74 | 0.77 | 0.78 | 0.80 | 0.79 |
| Hongrie | 1.00 | 1.00 | 1.00 | 0.77 | 0.84 | 0.90 | 0.91 | 1.00 |
| Irlande | 0.63 | 0.72 | 0.77 | 0.73 | 0.60 | 0.65 | 0.69 | 0.68 |
| Islande | 0.83 | 0.88 | 0.83 | 0.61 | 0.63 | 0.77 | 0.88 | 0.86 |
| Israël | 0.78 | 0.84 | 0.75 | 0.63 | 0.79 | 0.76 | 0.78 | 0.81 |
| Italie | 0.72 | 0.68 | 0.77 | 0.58 | 0.56 | 0.52 | 0.56 | 0.65 |
| Japon | 0.97 | 0.93 | 0.89 | 0.57 | 0.86 | 0.89 | 0.90 | 0.92 |
| Lettonie | 0.84 | 0.88 | 0.97 | 0.65 | 0.74 | 0.77 | 0.80 | 0.86 |
| Lituanie | 0.80 | 0.91 | 1.00 | 0.61 | 0.74 | 0.82 | 0.85 | 0.88 |
| Luxembourg | 0.71 | 0.69 | 0.82 | 0.45 | 0.69 | 0.59 | 0.63 | 0.64 |
| Mexique | 0.96 | 0.88 | 0.92 | 0.96 | 0.88 | 0.87 | 0.88 | 0.87 |
| Norvège | 0.87 | 0.78 | 0.82 | 0.76 | 0.75 | 0.75 | 0.77 | 0.77 |
| Nouvelle-Zélande | 0.97 | 0.84 | 0.90 | 0.48 | 0.43 | 0.82 | 0.84 | 0.82 |
| Pays-Bas | 0.68 | 0.76 | 0.77 | 0.47 | 0.62 | 0.68 | 0.72 | 0.73 |
| Pologne | 0.90 | 0.93 | 0.96 | 0.74 | 0.71 | 0.80 | 0.83 | 0.92 |
| Portugal | 0.86 | 0.84 | 0.81 | 0.72 | 0.78 | 0.81 | 0.81 | 0.85 |
| République slovaque | 0.89 | 0.93 | 0.90 | 0.78 | 0.74 | 0.82 | 0.85 | 0.91 |
| Royaume-Uni | 0.83 | 0.88 | 0.83 | 0.34 | 0.83 | 0.84 | 0.86 | 0.86 |
| Slovénie | 0.94 | 0.87 | 0.83 | 0.67 | 0.79 | 0.88 | 0.92 | 0.85 |
| Suède | 0.89 | 0.88 | 0.68 | 0.79 | 0.81 | 0.82 | 0.84 | 0.86 |
| Suisse | 0.92 | 0.88 | 0.84 | 0.85 | 0.83 | 0.84 | 0.80 | 0.87 |
| Tchéquie | 0.89 | 0.92 | 0.95 | 0.67 | 0.72 | 0.84 | 0.86 | 0.91 |
| Türkiye | 0.78 | 0.84 | 0.90 | 0.78 | 0.84 | 0.82 | 0.84 | 0.82 |
| **OCDE-Moyenne** | **0.85** | **0.86** | **0.87** | **0.67** | **0.76** | **0.80** | **0.82** | **0.85** |
| **OCDE-UE 22** | **0.82** | **0.83** | **0.86** | **0.67** | **0.73** | **0.76** | **0.78** | **0.82** |

Note : Le revenu net est calculé à partir du salaire brut diminué de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des cotisations sociales et augmentés des prestations versées aux familles. L'augmentation qui est rapportée dans le tableau représente une sorte d'élasticité. Dans un système fiscal proportionnel, l'élasticité est égale à 1. A ce niveau de revenu, plus les système est progressif plus l'élasticité est faible. Les élasticités indiquées dans le tableau 5.8 sont calculées de la manière suivante : (100 – METR) / (100 – AETR), où METR désigne le taux marginal de l'impôt sur le revenu, augmenté des cotisations salariales de sécurité sociale et diminué des transferts en espèces, figurant dans le tableau 5.7, et AETR désigne le taux moyen augmenté des cotisations salariales de sécurité sociale et diminué des transferts en espèces, figurant dans le tableau 5.3.

1. Couple disposant de deux salaires. On fait l'hypothèse que le salaire brut du principal apporteur de revenu du foyer augmente.

## Tableau 5.9. Augmentation en pourcentage du revenu net selon l'augmentation en pourcentage des coûts bruts de main d'œuvre, 2022

Après une augmentation d'une unité monétaire des coûts bruts de main d'œuvre, par type de foyer et niveau de salaire

| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 0.81 | 0.79 | 1.06 | 0.66 | 0.72 | 0.78 | 0.78 | 0.81 |
| Australie | 0.77 | 0.81 | 0.87 | 0.42 | 0.75 | 0.79 | 0.81 | 0.79 |
| Autriche | 0.79 | 0.76 | 1.10 | 0.79 | 0.58 | 0.64 | 0.67 | 0.74 |
| Belgique | 0.59 | 0.67 | 0.79 | 0.45 | 0.56 | 0.59 | 0.63 | 0.65 |
| Canada | 0.83 | 1.00 | 0.86 | 0.22 | 0.80 | 0.88 | 0.90 | 0.99 |
| Chili | 1.00 | 1.00 | 0.98 | 0.98 | 0.99 | 0.99 | 1.00 | 1.00 |
| Colombie | 1.00 | 1.00 | 1.00 | 0.94 | 0.96 | 0.95 | 0.96 | 1.00 |
| Corée | 0.89 | 0.91 | 0.93 | 0.88 | 0.85 | 0.86 | 0.88 | 0.90 |
| Costa Rica | 1.00 | 1.00 | 0.92 | 1.00 | 1.00 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| Danemark | 0.92 | 0.91 | 0.76 | 0.76 | 0.79 | 0.85 | 0.87 | 0.90 |
| Espagne | 0.87 | 0.86 | 0.83 | 0.75 | 0.80 | 0.82 | 0.84 | 0.84 |
| Estonie | 0.90 | 0.83 | 1.00 | 0.75 | 0.73 | 0.76 | 0.79 | 0.81 |
| États-Unis | 0.95 | 0.85 | 0.88 | 0.55 | 0.85 | 0.91 | 0.81 | 0.96 |
| Finlande | 0.69 | 0.77 | 0.81 | 0.60 | 0.72 | 0.71 | 0.74 | 0.74 |
| France | 0.60 | 0.80 | 0.87 | 0.32 | 0.97 | 0.84 | 0.76 | 0.95 |
| Grèce | 0.81 | 0.86 | 0.77 | 0.74 | 0.77 | 0.78 | 0.80 | 0.79 |
| Hongrie | 1.00 | 1.00 | 1.00 | 0.77 | 0.84 | 0.90 | 0.91 | 1.00 |
| Irlande | 0.63 | 0.72 | 0.77 | 0.73 | 0.60 | 0.65 | 0.69 | 0.68 |
| Islande | 0.83 | 0.88 | 0.83 | 0.61 | 0.63 | 0.77 | 0.88 | 0.86 |
| Israël | 0.76 | 0.83 | 0.74 | 0.61 | 0.77 | 0.75 | 0.77 | 0.79 |
| Italie | 0.72 | 0.68 | 0.77 | 0.58 | 0.56 | 0.52 | 0.56 | 0.65 |
| Japon | 0.97 | 0.93 | 0.96 | 0.57 | 0.86 | 0.89 | 0.90 | 0.92 |
| Lettonie | 0.84 | 0.88 | 0.97 | 0.65 | 0.74 | 0.77 | 0.80 | 0.86 |
| Lituanie | 0.80 | 0.91 | 1.00 | 0.61 | 0.74 | 0.82 | 0.85 | 0.88 |
| Luxembourg | 0.71 | 0.69 | 0.82 | 0.45 | 0.69 | 0.59 | 0.63 | 0.64 |
| Mexique | 1.01 | 0.91 | 0.94 | 1.01 | 0.91 | 0.90 | 0.91 | 0.90 |
| Norvège | 0.87 | 0.78 | 0.82 | 0.76 | 0.75 | 0.75 | 0.77 | 0.77 |
| Nouvelle-Zélande | 0.97 | 0.84 | 0.90 | 0.48 | 0.43 | 0.82 | 0.84 | 0.82 |
| Pays-Bas | 0.68 | 0.76 | 0.83 | 0.47 | 0.62 | 0.69 | 0.72 | 0.73 |
| Pologne | 0.90 | 0.93 | 0.96 | 0.74 | 0.71 | 0.80 | 0.83 | 0.92 |
| Portugal | 0.86 | 0.84 | 0.81 | 0.72 | 0.78 | 0.81 | 0.81 | 0.85 |
| République slovaque | 0.89 | 0.93 | 0.90 | 0.78 | 0.74 | 0.82 | 0.85 | 0.91 |
| Royaume-Uni | 0.80 | 0.86 | 0.81 | 0.32 | 0.81 | 0.81 | 0.84 | 0.84 |
| Slovénie | 0.94 | 0.87 | 0.83 | 0.67 | 0.79 | 0.88 | 0.92 | 0.85 |
| Suède | 0.89 | 0.88 | 0.68 | 0.79 | 0.81 | 0.82 | 0.84 | 0.86 |
| Suisse | 0.92 | 0.88 | 0.84 | 0.85 | 0.83 | 0.84 | 0.80 | 0.87 |
| Tchéquie | 0.89 | 0.92 | 0.95 | 0.67 | 0.72 | 0.84 | 0.86 | 0.91 |
| Türkiye | 0.78 | 0.84 | 0.90 | 0.78 | 0.84 | 0.82 | 0.84 | 0.82 |
| **OCDE-Moyenne** | **0.84** | **0.86** | **0.88** | **0.67** | **0.76** | **0.80** | **0.82** | **0.85** |
| **OCDE-UE 22** | **0.81** | **0.83** | **0.88** | **0.66** | **0.73** | **0.76** | **0.78** | **0.82** |

Note : Le revenu net est calculé à partir du salaire brut diminué de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des cotisations sociales et augmentés des prestations versées aux familles. L'augmentation qui est rapportée dans le tableau représente une sorte d'élasticité. Dans un système fiscal proportionnel, l'élasticité est égale à 1. A ce niveau de revenu, plus les système est progressif plus l'élasticité est faible. Les élasticités indiquées dans le tableau 5.9 sont calculées de la manière suivante : (100 – METR) / (100 – AETR), où METR désigne le taux marginal de l'impôt sur le revenu, augmenté des cotisations salariales et patronales de sécurité sociale et diminué des transferts en espèces, figurant dans le tableau 5.6, et AETR désigne le taux moyen augmenté des cotisations salariales et patronales de sécurité sociale et diminué des transferts en espèces, figurant dans le tableau 5.1.

1. Couple disposant de deux salaires. On fait l'hypothèse que le salaire brut du principal apporteur de revenu du foyer augmente.

## Tableau 5.10. Salaire brut annuel et revenu net, célibataire, 2022

En dollars US convertis sur la base des PPA, par type de foyer et niveau de salaire

| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Total des revenus bruts avant impôts | Revenus nets après impôts | Total des revenus bruts avant impôts | Revenus nets après impôts | Total des revenus bruts avant impôts | Revenus nets après impôts | Total des revenus bruts avant impôts | Revenus nets après impôts |
| Allemagne | 53 050 | 35 520 | 79 179 | 49 073 | 132 229 | 76 218 | 53 050 | 44 875 |
| Australie | 45 194 | 37 403 | 67 454 | 51 835 | 112 648 | 79 237 | 45 194 | 46 932 |
| Autriche | 48 846 | 36 234 | 72 904 | 49 506 | 121 750 | 75 774 | 48 846 | 50 400 |
| Belgique | 50 927 | 34 447 | 76 011 | 45 422 | 126 938 | 65 969 | 50 927 | 45 353 |
| Canada | 45 463 | 35 189 | 67 856 | 50 435 | 113 319 | 77 659 | 45 463 | 46 871 |
| Chili | 17907 | 16 653 | 26 726 | 24 856 | 44 633 | 40 952 | 17 907 | 17054 |
| Colombie | 11 305 | 11 305 | 16 873 | 16 873 | 28 178 | 28 178 | 11 305 | 12 034 |
| Corée | 41 923 | 36 522 | 62 571 | 52 450 | 104 494 | 83 176 | 41 923 | 40 363 |
| Costa Rica | 17 394 | 15 567 | 25 961 | 23 235 | 43 354 | 37 845 | 17 394 | 15 567 |
| Danemark | 49 104 | 32 764 | 73 290 | 46 971 | 122 394 | 71 408 | 49 104 | 40 648 |
| Espagne | 31 703 | 26 302 | 47 318 | 37 121 | 79 022 | 57 351 | 31 703 | 30 586 |
| Estonie | 23 516 | 20 594 | 35 098 | 28 589 | 58 614 | 46 141 | 23 516 | 24 534 |
| États-Unis | 43 446 | 34 006 | 64 845 | 48 765 | 108 291 | 76 315 | 43 446 | 40 650 |
| Finlande | 41 822 | 32 037 | 62 420 | 42 998 | 104 242 | 63 855 | 41 822 | 37 255 |
| France | 39 686 | 30 379 | 59 233 | 42 856 | 98 919 | 65 789 | 39 686 | 40 857 |
| Grèce | 27 791 | 22 505 | 41 479 | 31 454 | 69 270 | 48 017 | 27 791 | 24 621 |
| Hongrie | 25 618 | 17 036 | 38 236 | 25 427 | 63 855 | 42 463 | 25 618 | 22 124 |
| Irlande | 49 448 | 40 202 | 73 803 | 52 745 | 123 251 | 77 046 | 49 448 | 48 409 |
| Islande | 49 052 | 37 503 | 73 212 | 52 861 | 122 264 | 81 557 | 49 052 | 43 532 |
| Israël | 30 895 | 27 001 | 46 112 | 37 349 | 77 007 | 54 756 | 30 895 | 31 324 |
| Italie | 34 486 | 27 538 | 51 471 | 37 234 | 85 957 | 52 806 | 34 486 | 34 253 |
| Japon | 35 471 | 28 159 | 52 942 | 41 127 | 88 413 | 65 140 | 35 471 | 33 864 |
| Lettonie | 21 287 | 16 569 | 31 772 | 23 391 | 53 059 | 37 554 | 21 287 | 21 191 |
| Lituanie | 29 152 | 19 538 | 43 510 | 27 297 | 72 662 | 43 960 | 29 152 | 25 610 |
| Luxembourg | 54 427 | 42 291 | 81 234 | 55 538 | 135 661 | 82 194 | 54 427 | 54 009 |
| Mexique | 11 088 | 10 091 | 16 549 | 14 522 | 27 638 | 23 069 | 11 088 | 10 091 |
| Norvège | 52 010 | 39 551 | 77 626 | 55 974 | 129 636 | 84 796 | 52 010 | 45 122 |
| Nouvelle-Zélande | 32 297 | 27 553 | 48 204 | 38 497 | 80 501 | 60 136 | 32 297 | 37 512 |
| Pays-Bas | 51 567 | 41 397 | 76 965 | 55 316 | 128 532 | 81 692 | 51 567 | 53 714 |
| Pologne | 27 002 | 21 491 | 40 301 | 31 042 | 67 303 | 50 435 | 27 002 | 30 042 |
| Portugal | 26 594 | 20 337 | 39 692 | 28 427 | 66 286 | 42 714 | 26 594 | 24 297 |
| République slovaque | 19 020 | 14 957 | 28 389 | 21 528 | 47 409 | 34 703 | 19 020 | 18 559 |
| Royaume-Uni | 44 113 | 35 587 | 65 840 | 50 201 | 109 952 | 76 255 | 44 113 | 39 656 |
| Slovénie | 28 319 | 19 818 | 42 267 | 28 024 | 70 586 | 44 286 | 28 319 | 27 485 |
| Suède | 37 805 | 30 053 | 56 425 | 42 744 | 94 230 | 61 607 | 37 805 | 33 687 |
| Suisse | 64 551 | 54 687 | 96 344 | 78 482 | 160 895 | 123 048 | 64 551 | 64 154 |
| Tchéquie | 24 862 | 20 784 | 37 108 | 29 846 | 61 970 | 48 244 | 24 862 | 27 299 |
| Türkiye | 21 397 | 16 745 | 31 936 | 23 204 | 53333 | 36 319 | 21 397 | 16 745 |
| **OCDE-Moyenne** | **35 777** | **28 061** | **53 399** | **39 295** | **89 176** | **60 491** | **35 777** | **34 244** |
| **OCDE-UE 22** | **36 183** | **27 400** | **54 005** | **37 843** | **90 188** | **57 738** | **36 183** | **34 537** |

## Tableau 5.11. Salaire brut annuel et revenu net, couple marié, 2022

En dollars US convertis sur la base des PPA, par type de foyer et niveau de salaire

| | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Total des revenus bruts avant impôts | Revenus nets après impôts | Total des revenus bruts avant impôts | Revenus nets après impôts | Total des revenus bruts avant impôts | Revenus nets après impôts | Total des revenus bruts avant impôts | Revenus nets après impôts |
| Allemagne | 79 179 | 62 935 | 132 229 | 92 781 | 158 358 | 106 789 | 132 229 | 84 942 |
| Australie | 67 454 | 56 536 | 112 648 | 89 238 | 134 908 | 103 670 | 112 648 | 89 238 |
| Autriche | 72 904 | 64 872 | 121 750 | 99 296 | 145 808 | 112 568 | 121750 | 85 534 |
| Belgique | 76 011 | 60 257 | 126 938 | 87 894 | 152 022 | 99 152 | 126 938 | 79 972 |
| Canada | 67 856 | 58 019 | 113 319 | 88 482 | 135 712 | 102 455 | 113 319 | 85 624 |
| Chili | 26 726 | 25 212 | 44 633 | 41 909 | 53 453 | 49 949 | 44 633 | 41 509 |
| Colombie | 16 873 | 17 602 | 28 178 | 29 636 | 33 746 | 35 204 | 28 178 | 28 178 |
| Corée | 62 571 | 56 425 | 104 494 | 92 650 | 125 142 | 108 578 | 104 494 | 88 972 |
| Costa Rica | 25 961 | 23 235 | 43 354 | 38 802 | 51 921 | 46 470 | 43 354 | 38 802 |
| Danemark | 73 290 | 53 874 | 122 394 | 83 900 | 146 580 | 98 106 | 122 394 | 79 735 |
| Espagne | 47 318 | 40 184 | 79 022 | 64 932 | 94 637 | 75 751 | 79 022 | 63 423 |
| Estonie | 35 098 | 32 480 | 58 614 | 52 324 | 70 196 | 60 319 | 58 614 | 49 184 |
| États-Unis | 64 845 | 56 217 | 108 291 | 88 237 | 129 690 | 101 984 | 108 291 | 83 783 |
| Finlande | 62 420 | 46 191 | 104 242 | 78 228 | 124 841 | 89 189 | 104 242 | 75 035 |
| France | 59 233 | 49 150 | 98 919 | 78 245 | 118 465 | 90 443 | 98 919 | 73 586 |
| Grèce | 45 627 | 35 543 | 76 197 | 58 838 | 91 254 | 68 572 | 76 197 | 58 378 |
| Hongrie | 38 236 | 30 296 | 63 855 | 47 332 | 76 473 | 55 723 | 63 855 | 42 463 |
| Irlande | 73 803 | 63 612 | 123 251 | 97 263 | 147 606 | 109 806 | 123 251 | 92 947 |
| Islande | 73 212 | 62 398 | 122 264 | 91 727 | 146 424 | 105 722 | 122 264 | 90 364 |
| Israël | 46 112 | 39 934 | 77 007 | 68 863 | 92 224 | 80 529 | 77 007 | 64 711 |
| Italie | 51 471 | 45 085 | 85 957 | 72 354 | 102 943 | 81 182 | 85 957 | 64 772 |
| Japon | 52 942 | 44 323 | 88 413 | 71 746 | 105 884 | 84 714 | 88 413 | 69 287 |
| Lettonie | 31 772 | 28 012 | 53 059 | 44 581 | 63 544 | 51 403 | 53 059 | 39 960 |
| Lituanie | 43 510 | 33 369 | 72 662 | 50 657 | 87 020 | 58 417 | 72 662 | 46 835 |
| Luxembourg | 81 234 | 74 416 | 135 661 | 109 313 | 162 468 | 122 294 | 135 661 | 100 294 |
| Mexique | 16 549 | 14 522 | 27 638 | 24 614 | 33 099 | 29 045 | 27 638 | 24 614 |
| Norvège | 77 626 | 58 822 | 129 636 | 98 373 | 155 253 | 114 796 | 129 636 | 95 525 |
| Nouvelle-Zélande | 48 204 | 44 401 | 80 501 | 66 051 | 96 408 | 76 995 | 80 501 | 66 051 |
| Pays-Bas | 76 965 | 60 209 | 128 532 | 103 024 | 153 930 | 116 943 | 128 532 | 96 713 |
| Pologne | 40 301 | 40 803 | 67 303 | 60 386 | 80 603 | 69 938 | 67 303 | 52 533 |
| Portugal | 39 692 | 33 436 | 66 286 | 51 024 | 79 384 | 59 013 | 66 286 | 48 867 |
| République slovaque | 28 389 | 27 053 | 47 409 | 40 533 | 56 777 | 47 105 | 47 409 | 36 484 |
| Royaume-Uni | 65 840 | 53 345 | 109 952 | 88 563 | 131 680 | 103 176 | 109 952 | 85 788 |
| Slovénie | 42 267 | 34 800 | 70 586 | 52 663 | 84 534 | 60 048 | 70 586 | 47 842 |
| Suède | 56 425 | 46 377 | 94 230 | 76 430 | 112 851 | 89 121 | 94 230 | 72 796 |
| Suisse | 96 344 | 90 541 | 160 895 | 140 781 | 192 689 | 163 194 | 160 895 | 131 407 |
| Tchéquie | 37 108 | 38 283 | 61 970 | 54 787 | 74 216 | 63 848 | 61 970 | 50 630 |
| Türkiye | 31 936 | 23 204 | 53 333 | 39 949 | 63 872 | 46 409 | 53 333 | 39 949 |
| **OCDE-Moyenne** | **53 508** | **45 420** | **89 358** | **71 484** | **107 016** | **82 595** | **89 358** | **67 545** |
| **OCDE-UE 22** | **54 193** | **45 511** | **90 503** | **70 763** | **108 387** | **81 170** | **90 503** | **65 587** |

1. Couple disposant de deux salaires.

## Tableau 5.12. Coûts annuels de main-d'œuvre et revenu net, célibataire, 2022

En dollars US convertis sur la base des PPA, par type de foyer et niveau de salaire

| | Célibataire sans enfant 67 (% SM) | | Célibataire sans enfant 100 (% SM) | | Célibataire sans enfant 167 (% SM) | | Célibataire 2 enfants 67 (% SM) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Coûts bruts de main d'oeuvre avant impôts | Revenus nets après impôts | Coûts bruts de main d'oeuvre avant impôts | Revenus nets après impôts | Coûts bruts de main d'oeuvre avant impôts | Revenus nets après impôts | Coûts bruts de main d'oeuvre avant impôts | Revenus nets après impôts |
| Allemagne | 63 647 | 35 520 | 94 995 | 49 073 | 151 978 | 76 218 | 63 647 | 44 875 |
| Australie | 47 605 | 37 403 | 71 053 | 51 835 | 118 658 | 79 237 | 47 605 | 46 932 |
| Autriche | 62 502 | 36 234 | 93 287 | 49 506 | 153 090 | 75 774 | 62 502 | 50 400 |
| Belgique | 64 191 | 34 447 | 96 570 | 45 422 | 161 272 | 65 969 | 64 191 | 45 353 |
| Canada | 50 384 | 35 189 | 74 020 | 50 435 | 120 557 | 77 659 | 50 384 | 46 871 |
| Chili | 17 907 | 16 653 | 26 726 | 24 856 | 44 633 | 40 952 | 17 907 | 17 054 |
| Colombie | 11 305 | 11 305 | 16 873 | 16 873 | 28 178 | 28 178 | 11 305 | 12 034 |
| Corée | 46 536 | 36 522 | 69 456 | 52 450 | 114 785 | 83 176 | 46 536 | 40 363 |
| Costa Rica | 22 003 | 15 567 | 32 840 | 23 235 | 54 843 | 37 845 | 22 003 | 15 567 |
| Danemark | 49 573 | 32 764 | 73 758 | 46 971 | 122 863 | 71 408 | 49 573 | 40 648 |
| Espagne | 41 183 | 26 302 | 61 467 | 37 121 | 102 649 | 57 351 | 41 183 | 30 586 |
| Estonie | 31 464 | 20 594 | 46 961 | 28 589 | 78 426 | 46 141 | 31 464 | 24 534 |
| États-Unis | 47 091 | 34 006 | 70 127 | 48 765 | 116 896 | 76 315 | 47 091 | 40 650 |
| Finlande | 50 654 | 32 037 | 75 604 | 42 998 | 126 258 | 63 855 | 50 654 | 37 255 |
| France | 51 186 | 30 379 | 80 850 | 42 856 | 142 740 | 65 789 | 51 186 | 40 857 |
| Grèce | 34 015 | 22 505 | 50 768 | 31 454 | 84 783 | 48 017 | 34 015 | 24 621 |
| Hongrie | 28 949 | 17 036 | 43 207 | 25 427 | 72 156 | 42 463 | 28 949 | 22 124 |
| Irlande | 54 912 | 40 202 | 81 958 | 52 745 | 136 870 | 77 046 | 54 912 | 48 409 |
| Islande | 52 167 | 37 503 | 77 861 | 52 861 | 130 027 | 81 557 | 52 167 | 43 532 |
| Israël | 32 414 | 27 001 | 48 787 | 37 349 | 82 030 | 54 756 | 32 414 | 31 324 |
| Italie | 45 376 | 27 538 | 67 726 | 37 234 | 113 102 | 52 806 | 45 376 | 34 253 |
| Japon | 40 920 | 28 159 | 61 074 | 41 127 | 101 218 | 65 140 | 40 920 | 33 864 |
| Lettonie | 26 317 | 16 569 | 39 275 | 23 391 | 65 584 | 37 554 | 26 317 | 21 191 |
| Lituanie | 29 674 | 19 538 | 44 289 | 27 297 | 73 962 | 43 960 | 29 674 | 25 610 |
| Luxembourg | 61 960 | 42 291 | 92 477 | 55 538 | 154 436 | 82 194 | 61 960 | 54 009 |
| Mexique | 12 501 | 10 091 | 18 374 | 14 522 | 30 297 | 23 069 | 12 501 | 10 091 |
| Norvège | 58 771 | 39 551 | 87 718 | 55 974 | 146 489 | 84 796 | 58 771 | 45 122 |
| Nouvelle-Zélande | 32 297 | 27 553 | 48 204 | 38 497 | 80 501 | 60 136 | 32 297 | 37 512 |
| Pays-Bas | 57 811 | 41 397 | 86 194 | 55 316 | 138 476 | 81 692 | 57 811 | 53 714 |
| Pologne | 31 423 | 21 491 | 46 899 | 31 042 | 78 322 | 50 435 | 31 423 | 30 042 |
| Portugal | 32 910 | 20 337 | 49 119 | 28 427 | 82 028 | 42 714 | 32 910 | 24 297 |
| République slovaque | 24 669 | 14 957 | 36 820 | 21 528 | 61 489 | 34 703 | 24 669 | 18 559 |
| Royaume-Uni | 48 584 | 35 587 | 73 471 | 50 201 | 123 997 | 76 255 | 48 584 | 39 656 |
| Slovénie | 32 878 | 19 818 | 49 072 | 28 024 | 81 950 | 44 286 | 32 878 | 27 485 |
| Suède | 49 683 | 30 053 | 74 154 | 42 744 | 123 838 | 61 607 | 49 683 | 33 687 |
| Suisse | 68 682 | 54 687 | 102 511 | 78 482 | 171 072 | 123 048 | 68 682 | 64 154 |
| Tchéquie | 33 266 | 20 784 | 49 650 | 29 846 | 82 916 | 48 244 | 33 266 | 27 299 |
| Türkiye | 25 142 | 16 745 | 37 525 | 23 204 | 62 666 | 36 319 | 25 142 | 16 745 |
| **OCDE-Moyenne** | **41 383** | **28 061** | **61 887** | **39 295** | **103 054** | **60 491** | **41 383** | **34 244** |
| **OCDE-UE 22** | **43 556** | **27 400** | **65 232** | **37 843** | **108 599** | **57 738** | **43 556** | **34 537** |

## Tableau 5.13. Coûts annuels de main-d'œuvre et revenu net, couple marié, 2022

En dollars US convertis sur la base des PPA, par type de foyer et niveau de salaire

| | Couple marié 2 enfants 100-0 (% SM) | | Couple marié 2 enfants 100-67 (% SM)[1] | | Couple marié 2 enfants 100-100 (% SM)[1] | | Couple marié sans enfant 100-67 (% SM)[1] | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Coûts bruts de main d'oeuvre avant impôts | Revenus nets après impôts | Coûts bruts de main d'oeuvre avant impôts | Revenus nets après impôts | Coûts bruts de main d'oeuvre avant impôts | Revenus nets après impôts | Coûts bruts de main d'oeuvre avant impôts | Revenus nets après impôts |
| Allemagne | 94 995 | 62 935 | 158 642 | 92 781 | 189 990 | 106 789 | 158 642 | 84 942 |
| Australie | 71 053 | 56 536 | 118 658 | 89 238 | 142 106 | 103 670 | 118 658 | 89 238 |
| Autriche | 93 287 | 64 872 | 155 789 | 99 296 | 186 574 | 112 568 | 155 789 | 85 534 |
| Belgique | 96 570 | 60 257 | 160 761 | 87 894 | 193 140 | 99 152 | 160 761 | 79 972 |
| Canada | 74 020 | 58 019 | 124 405 | 88 482 | 148 041 | 102 455 | 124 405 | 85 624 |
| Chili | 26 726 | 25 212 | 44 633 | 41 909 | 53 453 | 49 949 | 44 633 | 41 509 |
| Colombie | 16 873 | 17 602 | 28 178 | 29 636 | 33 746 | 35 204 | 28 178 | 28 178 |
| Corée | 69 456 | 56 425 | 115 992 | 92 650 | 138 913 | 108 578 | 115 992 | 88 972 |
| Costa Rica | 32 840 | 23 235 | 54 843 | 38 802 | 65 681 | 46 470 | 54 843 | 38 802 |
| Danemark | 73 758 | 53 874 | 123 331 | 83 900 | 147 517 | 98 106 | 123 331 | 79 735 |
| Espagne | 61 467 | 40 184 | 102 649 | 64 932 | 122 933 | 75 751 | 102 649 | 63 423 |
| Estonie | 46 961 | 32 480 | 78 426 | 52 324 | 93 923 | 60 319 | 78 426 | 49 184 |
| États-Unis | 70 127 | 56 217 | 117 218 | 88 237 | 140 253 | 101 984 | 117 218 | 83 783 |
| Finlande | 75 604 | 46 191 | 126 258 | 78 228 | 151 207 | 89 189 | 126 258 | 75 035 |
| France | 80 850 | 49 150 | 132 037 | 78 245 | 161 701 | 90 443 | 132 037 | 73 586 |
| Grèce | 55 845 | 35 543 | 93 261 | 58 838 | 111 690 | 68 572 | 93 261 | 58 378 |
| Hongrie | 43 207 | 30 296 | 72 156 | 47 332 | 86 414 | 55 723 | 72 156 | 42 463 |
| Irlande | 81 958 | 63 612 | 136 870 | 97 263 | 163 917 | 109 806 | 136 870 | 92 947 |
| Islande | 77 861 | 62 398 | 130 027 | 91 727 | 155 722 | 105 722 | 130 027 | 90 364 |
| Israël | 48 787 | 39 934 | 81 201 | 68 863 | 97 574 | 80 529 | 81 201 | 64 711 |
| Italie | 67 726 | 45 085 | 113 102 | 72 354 | 135 452 | 81 182 | 113 102 | 64 772 |
| Japon | 61 074 | 44 323 | 101 993 | 71 746 | 122 148 | 84 714 | 101 993 | 69 287 |
| Lettonie | 39 275 | 28 012 | 65 592 | 44 581 | 78 550 | 51 403 | 65 592 | 39 960 |
| Lituanie | 44 289 | 33 369 | 73 962 | 50 657 | 88 578 | 58 417 | 73 962 | 46 835 |
| Luxembourg | 92 477 | 74 416 | 154 436 | 109 313 | 184 954 | 122 294 | 154 436 | 100 294 |
| Mexique | 18 374 | 14 522 | 30 875 | 24 614 | 36 747 | 29 045 | 30 875 | 24 614 |
| Norvège | 87 718 | 58 822 | 146 489 | 98 373 | 175 436 | 114 796 | 146 489 | 95 525 |
| Nouvelle-Zélande | 48 204 | 44 401 | 80 501 | 66 051 | 96 408 | 76 995 | 80 501 | 66 051 |
| Pays-Bas | 86 194 | 60 209 | 144 005 | 103 024 | 172 389 | 116 943 | 144 005 | 96 713 |
| Pologne | 46 899 | 40 803 | 78 322 | 60 386 | 93 799 | 69 938 | 78 322 | 52 533 |
| Portugal | 49 119 | 33 436 | 82 028 | 51 024 | 98 238 | 59 013 | 82 028 | 48 867 |
| République slovaque | 36 820 | 27 053 | 61 489 | 40 533 | 73 640 | 47 105 | 61 489 | 36 484 |
| Royaume-Uni | 73 471 | 53 345 | 122 055 | 88 563 | 146 941 | 103 176 | 122 055 | 85 788 |
| Slovénie | 49 072 | 34 800 | 81 950 | 52 663 | 98 144 | 60 048 | 81 950 | 47 842 |
| Suède | 74 154 | 46 377 | 123 837 | 76 430 | 148 308 | 89 121 | 123 837 | 72 796 |
| Suisse | 102 511 | 90 541 | 171 193 | 140 781 | 205 021 | 163 194 | 171 193 | 131 407 |
| Tchéquie | 49 650 | 38 283 | 82 916 | 54 787 | 99 301 | 63 848 | 82 916 | 50 630 |
| Türkiye | 37 525 | 23 204 | 62 666 | 39 949 | 75 050 | 46 409 | 62 666 | 39 949 |
| **OCDE-Moyenne** | **62 021** | **45 420** | **103 493** | **71 484** | **124 042** | **82 595** | **103 493** | **67 545** |
| **OCDE-UE 22** | **65 463** | **45 511** | **109 174** | **70 763** | **130 925** | **81 170** | **109 174** | **65 587** |

1. Couple disposant de deux salaires.

# 6 Évolution des taux effectifs d'imposition des revenus du travail (2000-23)

Ce chapitre présente l'évolution des taux effectifs d'imposition des revenus du travail entre 2000 et 2023 pour les huit catégories de foyer. Les tableaux 6.1 à 6.8 indiquent le coin fiscal (moyen), constitué des impôts sur le revenu majorés des cotisations de sécurité sociale des salariés et des employeurs (y compris les taxes sur les salaires éventuellement applicables) et diminués des prestations en espèces ; les tableaux 6.9 à 6.16 contiennent des données liées à la charge (moyenne) des impôts sur le revenu des personnes physiques ; et les tableaux 6.17 à 6.24 indiquent la charge (moyenne) des impôts sur le revenu majorés des cotisations de sécurité sociale des salariés et diminués des prestations en espèces (taux moyens nets d'imposition des personnes physiques).

## Tendances à long terme de l'imposition du travail depuis 2000

Ce chapitre présente l'évolution des taux effectifs d'imposition des revenus du travail pour les huit catégories de foyer décrites par les modèles des *Impôts sur les salaires* au cours de la période comprise entre 2000 et 2023. Les tableaux 6.1 à 6.24, intitulés « Tableaux indiquant les impôts sur le revenu, les cotisations de sécurité sociale et les prestations en espèces », correspondent à une mesure particulière de la charge fiscale pour une catégorie spécifique de foyer. L'examen est centré sur les principales tendances observables au cours de cette période et met en lumière les variations importantes d'une année sur l'autre[1]. Les taux effectifs d'imposition des revenus du travail indiqués dans ce chapitre ont tous baissé entre 2000 et 2023 pour chacune des catégories de foyer étudiées.

- Sur la période considérée, les baisses du coin fiscal moyen constatées dans les pays de la zone OCDE se sont échelonnées entre 1.3 point pour les travailleurs célibataires percevant 167 % du salaire moyen [SM] et 3.0 points pour les parents isolés rémunérés à 67 % du SM.
- La baisse de la charge fiscale moyenne sur le revenu des personnes physiques est comprise entre 0.8 point pour les travailleurs célibataires rémunérés au SM et 1.6 point pour les parents isolés gagnant 67 % du SM.
- Le taux d'imposition net moyen des personnes physiques a également reculé dans les pays de l'OCDE pour toutes les catégories de foyer pendant la période étudiée. Ce repli varie de 0.5 point pour les travailleurs célibataires percevant 167 % du SM et 1.7 point pour les parents isolés gagnant 67 % du SM.

## Tableau 6.1. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, célibataire, salaire égal à 67 % du salaire moyen

Pression fiscale en % des coûts de main-d'œuvre, célibataire sans enfant

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 47.6 | 44.9 | 45.3 | 45.4 | 45.3 | 45.2 | 44.7 | 44.3 | 44.2 | 43.7 |
| Australie | 25.9 | 21.0 | 23.1 | 23.6 | 24.1 | 22.7 | 23.3 | 21.5 | 21.4 | 24.7 |
| Autriche | 43.2 | 43.5 | 45.1 | 43.1 | 43.3 | 43.6 | 42.9 | 43.2 | 42.0 | 42.7 |
| Belgique | 51.4 | 50.4 | 49.4 | 47.3 | 46.1 | 45.5 | 45.4 | 45.7 | 46.3 | 46.1 |
| Canada | 29.4 | 29.0 | 29.6 | 28.7 | 28.8 | 28.2 | 28.7 | 29.7 | 30.2 | 30.3 |
| Chili | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | -6.5 | 7.0 | 7.0 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 15.0 | 17.4 | 18.4 | 18.9 | 19.2 | 19.7 | 20.2 | 20.8 | 21.5 | 21.6 |
| Costa Rica | 27.8 | 28.0 | 28.2 | 28.6 | 29.0 | 29.0 | 29.2 | 29.2 | 29.2 | 28.6 |
| Danemark | 37.4 | 33.5 | 33.4 | 33.3 | 33.0 | 33.1 | 33.1 | 33.2 | 33.9 | 34.0 |
| Espagne | 34.9 | 36.5 | 35.8 | 35.8 | 35.9 | 35.9 | 34.7 | 36.0 | 36.1 | 36.0 |
| Estonie | 39.8 | 38.7 | 38.0 | 38.0 | 32.7 | 33.2 | 33.4 | 33.9 | 34.5 | 33.1 |
| États-Unis | 29.0 | 28.3 | 29.2 | 29.2 | 27.6 | 27.5 | 23.5 | 24.7 | 27.8 | 27.5 |
| Finlande | 42.7 | 36.8 | 37.9 | 36.9 | 36.5 | 35.9 | 35.4 | 36.7 | 36.8 | 37.1 |
| France | 43.9 | 46.8 | 43.6 | 42.3 | 42.3 | 41.9 | 39.5 | 40.8 | 40.6 | 40.4 |
| Grèce | 35.9 | 35.8 | 34.6 | 36.0 | 36.2 | 36.2 | 33.9 | 32.9 | 33.8 | 34.5 |
| Hongrie | 51.4 | 43.8 | 49.0 | 46.2 | 45.0 | 44.6 | 43.6 | 43.2 | 41.2 | 41.2 |
| Irlande | 27.5 | 24.2 | 24.9 | 24.0 | 24.3 | 25.5 | 26.1 | 27.1 | 26.8 | 26.0 |
| Islande | 23.8 | 28.4 | 30.2 | 29.5 | 29.6 | 29.4 | 29.0 | 27.9 | 28.1 | 27.5 |
| Israël | 23.2 | 14.1 | 14.8 | 15.1 | 15.0 | 15.4 | 15.7 | 16.6 | 16.7 | 16.3 |
| Italie | 43.6 | 44.0 | 40.8 | 40.7 | 40.8 | 41.0 | 40.9 | 40.4 | 39.3 | 38.4 |
| Japon | 28.7 | 28.9 | 30.9 | 31.0 | 31.2 | 31.2 | 31.2 | 31.2 | 31.2 | 31.5 |
| Lettonie | 41.7 | 43.2 | 41.7 | 41.3 | 39.7 | 39.6 | 38.7 | 37.9 | 37.0 | 37.5 |
| Lituanie | 43.0 | 38.8 | 39.3 | 37.8 | 37.2 | 34.8 | 33.5 | 34.3 | 34.2 | 34.1 |
| Luxembourg | 29.8 | 28.8 | 32.4 | 30.2 | 30.5 | 30.7 | 31.7 | 31.8 | 31.7 | 33.5 |
| Mexique | 7.6 | 12.9 | 15.0 | 16.1 | 16.1 | 16.8 | 19.4 | 19.1 | 19.3 | 19.1 |
| Norvège | 35.1 | 34.1 | 33.7 | 32.8 | 32.7 | 32.6 | 32.7 | 32.9 | 32.7 | 32.4 |
| Nouvelle-Zélande | 18.6 | 14.3 | 13.5 | 13.7 | 13.8 | 14.0 | 14.1 | 14.2 | 14.7 | 16.3 |
| Pays-Bas | 42.3 | 33.6 | 32.0 | 30.4 | 30.8 | 29.7 | 28.7 | 27.3 | 28.4 | 27.2 |
| Pologne | 37.0 | 33.3 | 35.0 | 35.0 | 35.2 | 35.0 | 34.2 | 34.3 | 31.6 | 32.4 |
| Portugal | 33.2 | 32.2 | 36.3 | 36.6 | 36.7 | 37.1 | 37.3 | 37.7 | 38.2 | 38.3 |
| République slovaque | 40.7 | 35.0 | 39.1 | 39.4 | 39.7 | 39.7 | 39.0 | 39.2 | 39.4 | 39.5 |
| Royaume-Uni | 29.1 | 29.4 | 26.0 | 26.3 | 26.2 | 26.1 | 25.3 | 26.2 | 26.8 | 26.8 |
| Slovénie | 42.6 | 38.6 | 38.6 | 40.0 | 39.8 | 40.3 | 40.2 | 40.4 | 39.7 | 39.9 |
| Suède | 48.6 | 40.7 | 40.6 | 40.9 | 41.0 | 40.4 | 40.5 | 39.8 | 39.5 | 39.7 |
| Suisse | 20.2 | 19.3 | 19.1 | 19.3 | 19.4 | 19.5 | 19.9 | 20.1 | 20.4 | 20.4 |
| Tchéquie | 41.3 | 39.0 | 40.0 | 40.8 | 41.4 | 41.7 | 41.9 | 37.7 | 37.5 | 38.0 |
| Türkiye[1] | 39.1 | 34.4 | 35.9 | 33.4 | 34.6 | 36.2 | 36.2 | 36.3 | 33.4 | 33.7 |
| **OCDE-Moyenne** | **33.1** | **31.3** | **31.8** | **31.4** | **31.3** | **31.2** | **30.9** | **30.6** | **30.9** | **31.0** |
| **OCDE-UE 22** | **40.9** | **38.3** | **38.8** | **38.2** | **37.9** | **37.8** | **37.2** | **37.2** | **37.0** | **37.0** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.2. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, célibataire, salaire égal à 100 % du salaire moyen

Pression fiscale en % des coûts de main-d'œuvre, célibataire sans enfant

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 52.9 | 49.0 | 49.4 | 49.5 | 49.5 | 49.3 | 48.8 | 48.1 | 48.3 | 47.9 |
| Australie | 31.0 | 26.8 | 28.3 | 28.6 | 28.9 | 27.9 | 28.4 | 27.0 | 27.0 | 29.2 |
| Autriche | 47.3 | 48.2 | 49.6 | 47.4 | 47.6 | 47.9 | 47.5 | 47.8 | 46.9 | 47.2 |
| Belgique | 57.1 | 55.9 | 55.3 | 53.8 | 52.7 | 52.3 | 52.2 | 52.4 | 53.0 | 52.7 |
| Canada | 34.1 | 31.8 | 32.5 | 31.4 | 31.4 | 31.0 | 31.1 | 31.5 | 31.9 | 31.9 |
| Chili | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.1 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 16.4 | 20.1 | 21.4 | 22.0 | 22.4 | 22.9 | 23.4 | 23.9 | 24.5 | 24.6 |
| Costa Rica | 27.8 | 28.0 | 28.2 | 28.6 | 29.0 | 29.0 | 29.2 | 29.2 | 29.2 | 28.6 |
| Danemark | 41.5 | 35.9 | 35.9 | 35.8 | 35.7 | 35.9 | 35.8 | 35.9 | 36.3 | 36.4 |
| Espagne | 38.6 | 39.7 | 39.4 | 39.3 | 39.4 | 39.4 | 39.0 | 39.5 | 39.6 | 40.2 |
| Estonie | 41.3 | 40.1 | 39.0 | 39.0 | 36.2 | 37.0 | 37.3 | 38.2 | 39.1 | 39.4 |
| États-Unis | 30.8 | 30.7 | 31.4 | 31.8 | 29.6 | 29.7 | 27.2 | 28.3 | 30.5 | 29.9 |
| Finlande | 47.5 | 42.3 | 43.5 | 43.0 | 42.6 | 42.2 | 41.8 | 43.1 | 43.1 | 43.5 |
| France | 50.4 | 49.9 | 48.5 | 47.4 | 47.4 | 47.2 | 46.5 | 46.9 | 47.0 | 46.8 |
| Grèce | 38.7 | 40.0 | 38.8 | 40.2 | 40.4 | 40.4 | 38.9 | 37.4 | 38.0 | 38.5 |
| Hongrie | 54.7 | 46.6 | 49.0 | 46.2 | 45.0 | 44.6 | 43.6 | 43.2 | 41.2 | 41.2 |
| Irlande | 35.3 | 30.9 | 33.2 | 32.6 | 32.9 | 34.8 | 35.2 | 35.9 | 35.6 | 35.1 |
| Islande | 28.8 | 33.4 | 34.3 | 32.8 | 32.9 | 32.7 | 32.5 | 31.9 | 32.1 | 31.7 |
| Israël | 29.6 | 20.7 | 21.8 | 22.1 | 22.0 | 22.5 | 22.8 | 23.4 | 23.4 | 23.2 |
| Italie | 47.1 | 47.2 | 47.8 | 47.7 | 47.7 | 47.9 | 46.9 | 45.4 | 45.0 | 45.1 |
| Japon | 29.8 | 30.2 | 32.3 | 32.5 | 32.7 | 32.7 | 32.6 | 32.6 | 32.7 | 33.0 |
| Lettonie | 43.2 | 44.0 | 42.5 | 42.7 | 42.6 | 42.5 | 42.3 | 40.5 | 40.4 | 41.1 |
| Lituanie | 45.7 | 40.6 | 41.2 | 41.1 | 40.7 | 37.7 | 37.1 | 37.6 | 38.4 | 38.9 |
| Luxembourg | 35.8 | 35.3 | 39.5 | 37.8 | 38.2 | 38.5 | 39.5 | 39.8 | 39.9 | 41.3 |
| Mexique | 12.7 | 16.0 | 19.8 | 20.4 | 19.7 | 20.2 | 20.4 | 20.2 | 21.0 | 20.0 |
| Norvège | 38.6 | 37.3 | 36.7 | 35.9 | 35.8 | 35.7 | 35.8 | 35.9 | 36.2 | 36.4 |
| Nouvelle-Zélande | 19.4 | 17.0 | 17.6 | 18.3 | 18.6 | 19.0 | 19.3 | 19.4 | 20.1 | 21.1 |
| Pays-Bas | 40.0 | 38.1 | 37.0 | 37.4 | 37.8 | 36.9 | 36.1 | 35.0 | 35.8 | 35.1 |
| Pologne | 38.2 | 34.2 | 35.7 | 35.7 | 35.8 | 35.6 | 34.9 | 34.9 | 33.8 | 34.3 |
| Portugal | 37.3 | 37.1 | 42.1 | 41.4 | 40.9 | 41.4 | 41.5 | 42.0 | 42.1 | 42.3 |
| République slovaque | 42.1 | 38.1 | 41.5 | 41.7 | 41.9 | 41.9 | 41.3 | 41.5 | 41.5 | 41.6 |
| Royaume-Uni | 32.6 | 32.6 | 30.8 | 31.0 | 31.0 | 30.9 | 30.4 | 30.9 | 31.7 | 31.3 |
| Slovénie | 46.3 | 42.5 | 42.6 | 42.9 | 43.2 | 43.5 | 43.1 | 43.5 | 42.9 | 43.3 |
| Suède | 50.1 | 42.8 | 42.6 | 42.9 | 43.0 | 42.6 | 42.7 | 42.5 | 42.4 | 42.1 |
| Suisse | 22.9 | 22.1 | 21.8 | 22.1 | 22.2 | 22.4 | 22.7 | 23.1 | 23.4 | 23.5 |
| Tchéquie | 42.6 | 42.1 | 42.8 | 43.4 | 43.7 | 44.0 | 44.1 | 40.0 | 39.9 | 40.2 |
| Türkiye[1] | 40.4 | 37.0 | 38.2 | 38.9 | 39.2 | 39.6 | 39.5 | 39.9 | 38.2 | 38.4 |
| **OCDE-Moyenne** | **36.2** | **34.5** | **35.2** | **35.1** | **34.9** | **34.9** | **34.7** | **34.6** | **34.7** | **34.8** |
| **OCDE-UE 22** | **44.3** | **41.8** | **42.6** | **42.2** | **42.0** | **42.0** | **41.6** | **41.4** | **41.4** | **41.6** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.3. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, célibataire, salaire égal à 167 % du salaire moyen

Pression fiscale en % des coûts de main-d'œuvre, célibataire sans enfant

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 56.2 | 51.5 | 51.3 | 51.5 | 51.3 | 51.0 | 51.3 | 50.7 | 49.8 | 49.2 |
| Australie | 38.8 | 32.4 | 34.0 | 34.0 | 34.3 | 34.4 | 34.7 | 32.9 | 33.2 | 34.0 |
| Autriche | 50.4 | 51.4 | 52.1 | 50.8 | 51.0 | 51.0 | 50.9 | 51.1 | 50.5 | 49.9 |
| Belgique | 62.6 | 61.0 | 60.7 | 59.6 | 59.0 | 58.7 | 58.6 | 58.7 | 59.1 | 58.9 |
| Canada | 37.0 | 35.0 | 35.5 | 34.5 | 34.5 | 34.0 | 34.7 | 35.2 | 35.6 | 35.4 |
| Chili | 8.3 | 8.0 | 8.2 | 8.3 | 8.3 | 8.3 | 8.3 | 8.3 | 8.2 | 8.4 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 20.5 | 21.7 | 23.3 | 24.4 | 25.0 | 25.6 | 26.2 | 26.9 | 27.5 | 27.6 |
| Costa Rica | 27.8 | 28.5 | 29.2 | 30.2 | 30.6 | 30.7 | 30.8 | 31.0 | 31.0 | 30.1 |
| Danemark | 49.3 | 42.9 | 42.1 | 41.8 | 41.5 | 41.6 | 41.4 | 41.4 | 41.9 | 42.0 |
| Espagne | 41.0 | 42.4 | 43.8 | 43.7 | 43.8 | 43.9 | 43.4 | 44.0 | 44.1 | 44.7 |
| Estonie | 42.5 | 41.2 | 39.9 | 39.9 | 41.2 | 41.2 | 41.2 | 41.2 | 41.2 | 41.2 |
| États-Unis | 37.1 | 35.9 | 36.3 | 36.5 | 34.1 | 34.1 | 33.8 | 34.6 | 34.7 | 34.3 |
| Finlande | 53.2 | 48.2 | 49.4 | 49.1 | 48.8 | 48.4 | 48.3 | 49.4 | 49.4 | 49.9 |
| France | 52.5 | 53.6 | 54.3 | 54.4 | 54.0 | 54.1 | 53.2 | 54.0 | 53.9 | 53.3 |
| Grèce | 44.7 | 45.5 | 45.1 | 45.7 | 45.9 | 46.0 | 44.8 | 42.5 | 43.4 | 44.0 |
| Hongrie | 59.2 | 53.1 | 49.0 | 46.2 | 45.0 | 44.6 | 43.6 | 43.2 | 41.2 | 41.2 |
| Irlande | 42.2 | 40.7 | 42.3 | 41.4 | 41.6 | 43.0 | 43.3 | 43.8 | 43.7 | 43.5 |
| Islande | 39.6 | 37.8 | 38.6 | 37.7 | 37.5 | 37.4 | 37.4 | 37.1 | 37.3 | 36.8 |
| Israël | 38.1 | 29.5 | 30.8 | 31.3 | 31.2 | 32.0 | 32.4 | 33.2 | 33.2 | 33.1 |
| Italie | 51.1 | 52.5 | 54.2 | 53.8 | 53.9 | 54.0 | 54.2 | 54.2 | 53.3 | 53.8 |
| Japon | 31.6 | 33.3 | 34.9 | 35.0 | 35.1 | 35.1 | 35.2 | 35.6 | 35.6 | 35.9 |
| Lettonie | 44.4 | 44.7 | 43.2 | 43.5 | 42.6 | 42.8 | 42.9 | 42.6 | 42.7 | 42.9 |
| Lituanie | 47.9 | 42.0 | 42.1 | 42.1 | 42.1 | 40.0 | 40.0 | 40.2 | 40.6 | 40.6 |
| Luxembourg | 44.1 | 42.5 | 46.2 | 45.3 | 45.5 | 45.6 | 46.2 | 46.4 | 46.8 | 47.4 |
| Mexique | 19.5 | 21.4 | 22.8 | 23.4 | 22.8 | 23.2 | 23.4 | 23.3 | 23.9 | 23.1 |
| Norvège | 45.2 | 43.0 | 42.4 | 41.6 | 41.5 | 41.5 | 41.5 | 41.7 | 42.1 | 43.4 |
| Nouvelle-Zélande | 24.2 | 23.3 | 23.4 | 23.9 | 24.1 | 24.4 | 24.6 | 24.8 | 25.3 | 25.8 |
| Pays-Bas | 44.9 | 41.8 | 42.2 | 42.0 | 42.3 | 42.1 | 41.2 | 40.6 | 41.0 | 41.0 |
| Pologne | 39.1 | 35.0 | 36.3 | 36.2 | 36.3 | 36.1 | 36.4 | 36.5 | 35.6 | 36.0 |
| Portugal | 42.3 | 43.1 | 48.0 | 46.7 | 46.3 | 46.8 | 46.9 | 47.5 | 47.9 | 48.0 |
| République slovaque | 45.5 | 40.3 | 43.5 | 43.6 | 43.7 | 43.6 | 43.2 | 43.4 | 43.6 | 43.7 |
| Royaume-Uni | 35.8 | 37.2 | 37.3 | 37.4 | 37.4 | 37.1 | 36.7 | 37.3 | 38.5 | 38.3 |
| Slovénie | 51.0 | 47.6 | 46.5 | 46.3 | 46.7 | 47.0 | 46.0 | 46.4 | 46.0 | 46.7 |
| Suède | 55.7 | 51.0 | 50.7 | 51.6 | 51.6 | 50.7 | 50.3 | 50.3 | 50.3 | 49.3 |
| Suisse | 27.4 | 26.6 | 26.4 | 26.7 | 26.9 | 27.0 | 27.3 | 27.7 | 28.1 | 28.0 |
| Tchéquie | 44.8 | 44.7 | 45.1 | 45.5 | 45.7 | 45.8 | 45.9 | 41.9 | 41.8 | 42.0 |
| Türkiye[1] | 35.0 | 39.8 | 41.8 | 42.5 | 42.7 | 42.9 | 42.8 | 43.1 | 42.0 | 42.2 |
| **OCDE-Moyenne** | 40.3 | 38.7 | 39.3 | 39.2 | 39.1 | 39.1 | 39.0 | 39.0 | 39.1 | 39.1 |
| **OCDE-UE 22** | 48.4 | 46.2 | 46.7 | 46.4 | 46.3 | 46.3 | 46.1 | 45.9 | 45.8 | 45.9 |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.4. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, parent isolé, salaire égal à 67 % du salaire moyen

Pression fiscale en % des coûts de main-d'œuvre, parent isolé ayant deux enfants

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 31.8 | 29.8 | 30.9 | 31.3 | 31.5 | 31.4 | 27.6 | 28.1 | 29.5 | 28.4 |
| Australie | 4.0 | -6.5 | -1.4 | 0.6 | 1.9 | 1.1 | 1.2 | -1.3 | 1.4 | 5.0 |
| Autriche | 25.2 | 26.1 | 29.6 | 27.7 | 28.1 | 22.3 | 20.2 | 22.8 | 19.4 | 22.0 |
| Belgique | 36.4 | 36.8 | 35.6 | 33.4 | 32.3 | 31.4 | 27.9 | 28.0 | 29.3 | 29.1 |
| Canada | 10.4 | 11.1 | 2.4 | 1.3 | 1.3 | -0.4 | 3.0 | 7.4 | 7.0 | 6.4 |
| Chili | 5.9 | 6.1 | 6.2 | 6.2 | 6.2 | 6.2 | 6.1 | -24.3 | 4.8 | 2.2 |
| Colombie | -6.9 | -5.6 | -6.6 | -6.6 | -6.4 | -6.5 | -7.2 | -7.5 | -6.4 | -7.3 |
| Corée | 14.4 | 16.7 | 12.9 | 13.2 | 13.6 | 13.5 | 10.6 | 12.5 | 13.3 | 13.7 |
| Costa Rica | 27.8 | 28.0 | 28.2 | 28.6 | 29.0 | 29.0 | 29.2 | 29.2 | 29.2 | 28.6 |
| Danemark | 11.5 | 8.0 | 6.3 | 4.8 | 18.0 | 18.3 | 18.4 | 18.7 | 18.0 | 18.3 |
| Espagne | 28.6 | 29.2 | 24.2 | 24.3 | 24.5 | 24.8 | 23.3 | 25.0 | 25.7 | 26.1 |
| Estonie | 18.5 | 24.1 | 21.7 | 22.8 | 17.4 | 18.1 | 18.7 | 20.2 | 22.0 | 11.4 |
| États-Unis | 10.7 | 8.9 | 11.7 | 13.0 | 9.7 | 10.1 | 2.3 | -0.8 | 13.7 | 12.8 |
| Finlande | 28.3 | 25.5 | 27.2 | 26.5 | 26.5 | 26.1 | 25.2 | 26.9 | 26.5 | 27.7 |
| France | 34.5 | 38.8 | 36.0 | 23.6 | 23.9 | 20.2 | 16.1 | 19.7 | 20.2 | 16.7 |
| Grèce | 35.2 | 34.4 | 30.8 | 31.6 | 29.6 | 29.7 | 26.7 | 26.1 | 27.6 | 28.6 |
| Hongrie | 34.0 | 27.4 | 27.2 | 23.0 | 21.8 | 22.0 | 22.7 | 23.5 | 23.6 | 25.7 |
| Irlande | 16.6 | -4.5 | 0.1 | 1.2 | 3.8 | 10.0 | 10.6 | 11.5 | 11.8 | 14.3 |
| Islande | 5.9 | 16.7 | 20.5 | 19.1 | 17.9 | 18.1 | 17.0 | 15.6 | 16.6 | 17.6 |
| Israël | 3.3 | 1.6 | 2.9 | 1.7 | 1.5 | 2.8 | 2.8 | 4.3 | 3.4 | 3.8 |
| Italie | 29.5 | 28.1 | 25.3 | 25.1 | 25.3 | 25.8 | 24.8 | 24.1 | 24.5 | 23.0 |
| Japon | 15.9 | 9.5 | 17.0 | 17.0 | 17.3 | 16.9 | 16.7 | 16.7 | 17.2 | 18.2 |
| Lettonie | 24.0 | 29.5 | 25.0 | 26.2 | 24.9 | 24.3 | 23.6 | 24.3 | 19.5 | 21.9 |
| Lituanie | 38.4 | 30.0 | 31.7 | 30.6 | 26.1 | 18.7 | 9.1 | 13.2 | 13.7 | 13.6 |
| Luxembourg | 4.4 | 2.0 | 9.0 | 6.6 | 7.6 | 8.3 | 10.9 | 11.6 | 12.8 | 14.2 |
| Mexique | 7.6 | 12.9 | 15.0 | 16.1 | 16.1 | 16.8 | 19.4 | 19.1 | 19.3 | 19.1 |
| Norvège | 16.4 | 20.9 | 22.2 | 21.9 | 22.2 | 22.0 | 22.4 | 23.0 | 23.2 | 21.9 |
| Nouvelle-Zélande | -3.0 | -17.7 | -14.1 | -12.9 | -19.9 | -18.8 | -17.3 | -16.4 | -16.1 | -12.1 |
| Pays-Bas | 26.4 | 12.2 | 10.2 | 6.8 | 7.2 | 6.0 | 5.6 | 4.7 | 7.1 | 3.0 |
| Pologne | 29.8 | 28.4 | 23.9 | -17.2 | -10.7 | -4.7 | 4.7 | 4.9 | 4.4 | 7.2 |
| Portugal | 26.6 | 20.6 | 25.3 | 22.0 | 22.5 | 23.6 | 23.9 | 25.0 | 26.2 | 23.1 |
| République slovaque | 26.1 | 22.6 | 27.9 | 29.0 | 29.7 | 30.0 | 29.2 | 28.3 | 24.8 | 11.7 |
| Royaume-Uni | 15.3 | 9.3 | 5.3 | 9.5 | 11.0 | 12.6 | 6.0 | 18.1 | 18.4 | 17.2 |
| Slovénie | 13.4 | 12.4 | 10.1 | 12.6 | 13.4 | 14.8 | 15.2 | 16.7 | 16.4 | 21.4 |
| Suède | 39.9 | 32.3 | 33.2 | 33.9 | 33.1 | 32.5 | 32.7 | 32.2 | 32.2 | 32.7 |
| Suisse | 6.5 | 4.7 | 4.1 | 4.5 | 4.7 | 4.9 | 5.4 | 6.0 | 6.6 | 6.7 |
| Tchéquie | 12.7 | 15.9 | 24.7 | 22.5 | 21.4 | 22.8 | 23.2 | 16.9 | 17.9 | 18.5 |
| Türkiye[1] | 39.1 | 33.0 | 34.6 | 31.9 | 33.1 | 34.8 | 34.9 | 34.9 | 33.4 | 33.7 |
| **OCDE-Moyenne** | **19.6** | **17.3** | **17.8** | **16.1** | **16.2** | **16.3** | **15.6** | **15.5** | **16.8** | **16.5** |
| **OCDE-UE 22** | **26.0** | **23.2** | **23.5** | **20.4** | **20.8** | **20.7** | **20.0** | **20.6** | **20.6** | **19.9** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.5. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, couple marié, salaire égal à 100 % du salaire moyen

Pression fiscale en % des coûts de main-d'œuvre, couple marié ayant deux enfants et un seul salaire

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 35.3 | 32.6 | 34.0 | 34.3 | 34.3 | 34.2 | 32.5 | 32.8 | 33.7 | 33.1 |
| Australie | 23.4 | 14.6 | 17.8 | 20.7 | 21.5 | 20.8 | 20.8 | 19.0 | 20.4 | 22.7 |
| Autriche | 35.2 | 36.4 | 39.2 | 37.0 | 37.3 | 33.7 | 32.2 | 34.1 | 30.5 | 32.8 |
| Belgique | 42.6 | 41.2 | 40.3 | 38.4 | 37.4 | 36.6 | 36.4 | 36.5 | 37.6 | 37.3 |
| Canada | 27.1 | 24.7 | 19.2 | 20.2 | 20.1 | 19.4 | 20.0 | 21.4 | 21.6 | 21.5 |
| Chili | 6.3 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | -18.5 | 5.7 | 5.7 |
| Colombie | -4.6 | -3.8 | -4.4 | -4.4 | -4.3 | -4.3 | -4.8 | -5.0 | -4.3 | -4.9 |
| Corée | 15.7 | 17.8 | 16.3 | 17.2 | 17.9 | 18.1 | 16.2 | 17.9 | 18.8 | 19.1 |
| Costa Rica | 27.8 | 28.0 | 28.2 | 28.6 | 29.0 | 29.0 | 29.2 | 29.2 | 29.2 | 28.6 |
| Danemark | 28.2 | 24.9 | 25.3 | 25.2 | 22.6 | 23.0 | 23.1 | 23.5 | 27.0 | 27.2 |
| Espagne | 32.3 | 34.0 | 33.7 | 33.7 | 33.9 | 34.0 | 33.4 | 34.2 | 34.6 | 35.5 |
| Estonie | 32.8 | 31.0 | 28.6 | 29.0 | 26.1 | 27.1 | 27.6 | 29.1 | 30.8 | 29.9 |
| États-Unis | 21.2 | 18.5 | 20.4 | 20.9 | 18.5 | 18.6 | 10.1 | 8.2 | 19.8 | 19.7 |
| Finlande | 40.3 | 37.0 | 38.9 | 38.5 | 38.2 | 37.9 | 37.6 | 39.1 | 38.9 | 39.8 |
| France | 41.3 | 42.9 | 40.5 | 39.4 | 39.3 | 38.6 | 37.5 | 39.0 | 39.2 | 39.1 |
| Grèce | 40.3 | 40.3 | 37.3 | 38.3 | 37.1 | 37.2 | 35.5 | 34.1 | 36.4 | 37.1 |
| Hongrie | 43.9 | 36.7 | 35.3 | 31.4 | 30.2 | 30.1 | 30.2 | 30.6 | 29.9 | 31.3 |
| Irlande | 20.4 | 14.7 | 17.7 | 16.9 | 17.6 | 20.6 | 21.1 | 22.4 | 22.4 | 21.8 |
| Islande | 13.1 | 19.2 | 23.2 | 21.6 | 20.2 | 19.9 | 19.4 | 19.3 | 19.9 | 20.4 |
| Israël | 25.5 | 17.5 | 19.2 | 19.5 | 19.4 | 20.0 | 20.3 | 21.1 | 18.1 | 17.9 |
| Italie | 39.3 | 37.8 | 38.6 | 38.4 | 38.6 | 39.0 | 37.3 | 35.8 | 33.4 | 33.2 |
| Japon | 26.4 | 22.1 | 27.0 | 27.3 | 27.5 | 27.5 | 27.3 | 27.3 | 27.4 | 27.9 |
| Lettonie | 31.4 | 34.8 | 31.4 | 32.6 | 32.6 | 32.2 | 32.1 | 31.4 | 28.7 | 30.6 |
| Lituanie | 45.7 | 34.7 | 36.1 | 35.7 | 33.3 | 26.9 | 20.7 | 23.4 | 24.7 | 25.2 |
| Luxembourg | 11.7 | 12.9 | 17.5 | 16.6 | 17.1 | 17.4 | 18.6 | 19.0 | 19.5 | 21.4 |
| Mexique | 12.7 | 16.0 | 19.8 | 20.4 | 19.7 | 20.2 | 20.4 | 20.2 | 21.0 | 20.0 |
| Norvège | 28.4 | 30.7 | 31.9 | 31.3 | 32.3 | 32.0 | 32.2 | 32.5 | 32.9 | 32.9 |
| Nouvelle-Zélande | 13.6 | -0.9 | 5.2 | 7.0 | 2.7 | 4.3 | 5.7 | 6.4 | 7.9 | 10.9 |
| Pays-Bas | 29.9 | 30.8 | 31.4 | 32.2 | 32.7 | 31.9 | 29.7 | 28.9 | 30.1 | 28.3 |
| Pologne | 33.3 | 28.4 | 30.6 | 10.8 | 15.1 | 17.4 | 15.1 | 15.3 | 13.0 | 15.8 |
| Portugal | 30.2 | 26.3 | 30.7 | 28.8 | 29.3 | 30.1 | 30.3 | 31.1 | 31.9 | 32.3 |
| République slovaque | 31.3 | 23.5 | 29.0 | 30.0 | 30.7 | 31.0 | 30.4 | 30.0 | 26.5 | 15.7 |
| Royaume-Uni | 27.8 | 26.5 | 25.8 | 26.3 | 26.3 | 26.4 | 25.7 | 26.5 | 27.4 | 27.0 |
| Slovénie | 25.0 | 22.9 | 23.6 | 24.4 | 25.1 | 25.8 | 28.5 | 29.3 | 29.1 | 29.5 |
| Suède | 44.3 | 37.2 | 37.7 | 38.2 | 37.7 | 37.3 | 37.4 | 37.4 | 37.5 | 37.4 |
| Suisse | 11.7 | 10.3 | 9.2 | 9.6 | 9.8 | 10.0 | 10.5 | 11.1 | 11.7 | 11.8 |
| Tchéquie | 22.0 | 21.2 | 26.8 | 25.9 | 25.5 | 26.7 | 27.2 | 22.1 | 22.9 | 23.5 |
| Türkiye[1] | 40.4 | 35.4 | 36.7 | 37.3 | 37.7 | 38.0 | 37.9 | 38.3 | 38.2 | 38.4 |
| **OCDE-Moyenne** | **27.7** | **25.4** | **26.5** | **26.0** | **25.7** | **25.7** | **25.1** | **24.6** | **25.6** | **25.7** |
| **OCDE-UE 22** | **33.5** | **31.0** | **32.0** | **30.7** | **30.5** | **30.4** | **29.8** | **30.0** | **29.9** | **29.9** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.6. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, couple marié, deux enfants, deux salaires égaux à 100 % et 67 % du salaire moyen

Pression fiscale en % des coûts de main-d'œuvre, couple marié ayant deux enfants et deux salaires

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 45.4 | 41.4 | 42.3 | 42.5 | 42.6 | 42.4 | 41.2 | 41.0 | 41.5 | 40.7 |
| Australie | 26.7 | 23.8 | 26.2 | 26.6 | 27.0 | 25.8 | 26.3 | 24.8 | 24.8 | 27.4 |
| Autriche | 39.0 | 40.1 | 42.2 | 40.0 | 40.3 | 38.3 | 37.1 | 38.4 | 36.3 | 37.5 |
| Belgique | 50.9 | 48.9 | 48.1 | 46.3 | 45.1 | 44.6 | 44.5 | 44.8 | 45.3 | 45.1 |
| Canada | 31.9 | 29.7 | 28.4 | 27.5 | 27.5 | 26.9 | 27.6 | 28.6 | 28.9 | 28.8 |
| Chili | 6.6 | 6.6 | 6.7 | 6.7 | 6.7 | 6.7 | 6.6 | -8.6 | 6.1 | 5.1 |
| Colombie | -5.5 | -4.5 | -5.3 | -5.3 | -5.2 | -5.2 | -5.8 | -6.0 | -5.2 | -5.8 |
| Corée | 15.5 | 17.9 | 17.4 | 18.1 | 18.7 | 19.0 | 18.1 | 19.3 | 20.1 | 20.4 |
| Costa Rica | 27.8 | 28.0 | 28.2 | 28.6 | 29.0 | 29.0 | 29.2 | 29.2 | 29.2 | 28.6 |
| Danemark | 35.8 | 31.0 | 31.1 | 31.0 | 31.0 | 31.2 | 31.2 | 31.3 | 32.0 | 32.1 |
| Espagne | 35.4 | 36.7 | 36.3 | 36.2 | 36.3 | 36.4 | 35.6 | 36.5 | 36.7 | 37.1 |
| Estonie | 37.4 | 35.8 | 33.7 | 33.9 | 30.0 | 30.7 | 31.0 | 32.1 | 33.3 | 32.1 |
| États-Unis | 26.9 | 25.3 | 26.3 | 26.5 | 24.0 | 24.0 | 18.9 | 17.8 | 24.7 | 24.6 |
| Finlande | 41.3 | 37.0 | 38.4 | 37.8 | 37.5 | 37.1 | 36.7 | 38.1 | 38.0 | 38.7 |
| France | 43.3 | 45.3 | 43.2 | 41.8 | 41.9 | 41.6 | 39.9 | 40.7 | 40.7 | 40.6 |
| Grèce | 39.1 | 39.2 | 37.3 | 38.3 | 37.7 | 37.7 | 35.8 | 34.6 | 36.9 | 37.5 |
| Hongrie | 47.0 | 39.6 | 40.8 | 37.3 | 36.2 | 35.9 | 35.6 | 35.6 | 34.4 | 35.2 |
| Irlande | 29.3 | 22.1 | 24.8 | 24.4 | 24.9 | 27.6 | 28.2 | 29.1 | 28.9 | 28.8 |
| Islande | 25.4 | 30.4 | 32.7 | 31.4 | 31.2 | 31.1 | 30.4 | 29.5 | 29.5 | 29.6 |
| Israël | 21.6 | 14.4 | 15.5 | 15.8 | 15.7 | 16.1 | 16.3 | 17.1 | 15.2 | 14.9 |
| Italie | 44.2 | 42.5 | 41.5 | 41.4 | 41.5 | 41.7 | 40.6 | 39.5 | 36.0 | 35.4 |
| Japon | 28.2 | 25.4 | 29.3 | 29.5 | 29.7 | 29.7 | 29.6 | 29.6 | 29.7 | 30.0 |
| Lettonie | 35.5 | 38.2 | 35.5 | 36.1 | 35.5 | 35.2 | 34.7 | 34.0 | 32.0 | 33.4 |
| Lituanie | 44.6 | 38.8 | 39.3 | 36.5 | 36.3 | 31.9 | 29.8 | 30.9 | 31.5 | 31.8 |
| Luxembourg | 21.4 | 22.5 | 27.5 | 25.8 | 26.4 | 26.8 | 28.3 | 28.7 | 29.2 | 31.3 |
| Mexique | 10.6 | 14.7 | 17.9 | 18.7 | 18.3 | 18.8 | 20.0 | 19.8 | 20.3 | 19.6 |
| Norvège | 33.0 | 33.4 | 33.2 | 32.5 | 32.4 | 32.2 | 32.4 | 32.7 | 32.8 | 32.7 |
| Nouvelle-Zélande | 19.0 | 13.9 | 16.0 | 16.5 | 16.7 | 16.9 | 17.2 | 17.3 | 18.0 | 19.1 |
| Pays-Bas | 38.1 | 31.9 | 30.6 | 29.6 | 30.0 | 29.0 | 28.3 | 27.2 | 28.5 | 27.4 |
| Pologne | 35.8 | 30.7 | 33.0 | 27.1 | 27.2 | 24.9 | 23.2 | 23.3 | 22.9 | 24.6 |
| Portugal | 33.0 | 32.5 | 35.7 | 36.2 | 35.8 | 36.5 | 36.7 | 37.4 | 37.8 | 38.1 |
| République slovaque | 37.2 | 31.9 | 36.0 | 36.6 | 37.0 | 37.1 | 36.5 | 36.2 | 34.1 | 27.6 |
| Royaume-Uni | 28.4 | 28.4 | 26.2 | 26.6 | 26.6 | 26.6 | 25.9 | 26.7 | 27.4 | 27.2 |
| Slovénie | 37.1 | 34.0 | 34.6 | 35.1 | 35.3 | 35.7 | 35.8 | 36.3 | 35.7 | 37.2 |
| Suède | 46.0 | 38.6 | 38.8 | 39.3 | 39.0 | 38.5 | 38.7 | 38.3 | 38.3 | 38.3 |
| Suisse | 17.7 | 16.4 | 15.4 | 15.9 | 16.0 | 16.2 | 16.7 | 17.2 | 17.8 | 17.8 |
| Tchéquie | 36.3 | 34.4 | 35.6 | 35.0 | 34.8 | 35.5 | 35.7 | 33.8 | 33.9 | 34.6 |
| Türkiye[1] | 39.9 | 35.4 | 36.7 | 36.2 | 36.8 | 37.7 | 37.6 | 37.9 | 36.3 | 36.5 |
| **OCDE-Moyenne** | **31.8** | **29.8** | **30.5** | **30.0** | **29.8** | **29.7** | **29.3** | **29.0** | **29.5** | **29.5** |
| **OCDE-UE 22** | **38.8** | **36.0** | **36.7** | **35.8** | **35.6** | **35.3** | **34.8** | **34.9** | **34.7** | **34.8** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.7. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, couple marié, deux salaires égaux à 100% du salaire moyen chacun

Pression fiscale en % des coûts de main-d'œuvre, couple marié ayant deux enfants et deux salaires

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 48.3 | 44.1 | 44.7 | 44.9 | 44.9 | 44.7 | 43.9 | 43.5 | 43.8 | 43.3 |
| Australie | 29.6 | 26.8 | 28.3 | 28.6 | 28.9 | 27.9 | 28.4 | 27.0 | 27.0 | 29.2 |
| Autriche | 41.7 | 42.9 | 45.0 | 42.7 | 42.9 | 41.3 | 40.4 | 41.5 | 39.7 | 40.6 |
| Belgique | 53.7 | 51.8 | 51.1 | 49.5 | 48.4 | 48.0 | 48.0 | 48.1 | 48.7 | 48.4 |
| Canada | 34.1 | 31.4 | 30.9 | 29.9 | 29.8 | 29.3 | 29.6 | 30.5 | 30.8 | 30.7 |
| Chili | 6.6 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | -5.7 | 6.6 | 6.6 |
| Colombie | -4.6 | -1.9 | -4.4 | -4.4 | -4.3 | -4.3 | -4.8 | -5.0 | -4.3 | -4.9 |
| Corée | 16.1 | 19.1 | 19.1 | 19.9 | 20.4 | 20.7 | 20.0 | 21.1 | 21.8 | 22.1 |
| Costa Rica | 27.8 | 28.0 | 28.2 | 28.6 | 29.0 | 29.0 | 29.2 | 29.2 | 29.2 | 28.6 |
| Danemark | 38.1 | 32.7 | 32.7 | 32.7 | 32.7 | 32.9 | 32.8 | 33.0 | 33.5 | 33.6 |
| Espagne | 37.2 | 38.3 | 38.0 | 37.9 | 38.0 | 38.1 | 37.6 | 38.2 | 38.4 | 39.1 |
| Estonie | 38.6 | 36.9 | 34.9 | 35.1 | 32.2 | 33.0 | 33.4 | 34.5 | 35.8 | 35.4 |
| États-Unis | 28.8 | 26.8 | 27.6 | 28.0 | 25.9 | 26.1 | 22.1 | 21.4 | 27.3 | 26.9 |
| Finlande | 43.9 | 39.7 | 41.2 | 40.7 | 40.4 | 40.0 | 39.7 | 41.1 | 41.0 | 41.7 |
| France | 46.5 | 47.1 | 45.6 | 44.4 | 44.4 | 44.2 | 43.4 | 44.0 | 44.1 | 43.9 |
| Grèce | 40.8 | 41.0 | 39.6 | 40.6 | 40.8 | 40.8 | 39.4 | 37.8 | 38.6 | 39.2 |
| Hongrie | 49.3 | 41.7 | 42.2 | 38.8 | 37.6 | 37.3 | 36.9 | 36.9 | 35.5 | 36.2 |
| Irlande | 33.7 | 27.0 | 29.9 | 29.2 | 29.7 | 31.9 | 32.4 | 33.2 | 33.0 | 32.9 |
| Islande | 28.8 | 33.3 | 34.3 | 32.8 | 32.9 | 32.7 | 32.2 | 31.9 | 32.1 | 31.7 |
| Israël | 25.0 | 16.7 | 18.2 | 18.7 | 18.6 | 19.2 | 19.6 | 20.4 | 17.5 | 17.2 |
| Italie | 45.9 | 44.7 | 45.3 | 45.1 | 45.2 | 45.5 | 44.1 | 42.5 | 40.1 | 39.9 |
| Japon | 28.9 | 26.6 | 30.2 | 30.5 | 30.7 | 30.7 | 30.5 | 30.5 | 30.6 | 31.0 |
| Lettonie | 37.3 | 39.4 | 36.9 | 37.7 | 37.6 | 37.3 | 37.2 | 36.0 | 34.6 | 35.8 |
| Lituanie | 45.7 | 39.7 | 40.3 | 38.4 | 38.2 | 33.8 | 32.2 | 33.1 | 34.1 | 34.6 |
| Luxembourg | 25.9 | 27.0 | 32.1 | 30.7 | 31.3 | 31.6 | 33.0 | 33.4 | 33.9 | 35.6 |
| Mexique | 12.7 | 16.0 | 19.8 | 20.4 | 19.7 | 20.2 | 20.4 | 20.2 | 21.0 | 20.0 |
| Norvège | 35.1 | 35.1 | 34.8 | 34.1 | 34.0 | 33.8 | 34.0 | 34.2 | 34.6 | 34.6 |
| Nouvelle-Zélande | 19.4 | 17.0 | 17.6 | 18.3 | 18.6 | 19.0 | 19.3 | 19.4 | 20.1 | 21.1 |
| Pays-Bas | 37.6 | 34.3 | 33.3 | 33.2 | 33.6 | 32.7 | 32.0 | 31.1 | 32.2 | 31.4 |
| Pologne | 36.6 | 31.6 | 33.7 | 28.7 | 28.9 | 26.9 | 25.4 | 25.4 | 25.4 | 26.9 |
| Portugal | 35.5 | 35.0 | 38.4 | 38.7 | 38.3 | 38.9 | 39.1 | 39.6 | 39.9 | 40.2 |
| République slovaque | 41.3 | 33.9 | 37.8 | 38.2 | 38.5 | 38.6 | 38.0 | 37.8 | 36.0 | 30.6 |
| Royaume-Uni | 30.2 | 30.3 | 28.6 | 28.9 | 28.9 | 28.9 | 28.3 | 29.0 | 29.8 | 29.4 |
| Slovénie | 41.1 | 37.8 | 37.2 | 37.3 | 38.7 | 39.0 | 38.9 | 39.4 | 38.8 | 39.4 |
| Suède | 47.2 | 40.0 | 40.1 | 40.6 | 40.4 | 39.9 | 40.0 | 39.9 | 39.9 | 39.7 |
| Suisse | 20.1 | 18.9 | 17.9 | 18.4 | 18.5 | 18.8 | 19.2 | 19.8 | 20.4 | 20.4 |
| Tchéquie | 39.4 | 37.2 | 37.7 | 38.8 | 37.1 | 39.6 | 37.8 | 35.6 | 35.7 | 36.2 |
| Türkiye[1] | 40.4 | 36.5 | 37.7 | 38.4 | 38.8 | 39.1 | 39.0 | 39.4 | 38.2 | 38.4 |
| **OCDE-Moyenne** | **33.8** | **31.9** | **32.5** | **32.2** | **32.0** | **32.0** | **31.6** | **31.3** | **31.7** | **31.8** |
| **OCDE-UE 22** | **41.1** | **38.4** | **39.0** | **38.4** | **38.2** | **38.0** | **37.5** | **37.5** | **37.4** | **37.5** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.8. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés et employeurs diminués des prestations versées, couple marié, deux salaires égaux à 100 % et 67 % du salaire moyen

Pression fiscale en % des coûts de main-d'œuvre, couple marié sans enfant, avec deux salaires

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 50.5 | 47.2 | 47.6 | 47.7 | 47.6 | 47.4 | 47.0 | 46.4 | 46.5 | 46.0 |
| Australie | 29.0 | 24.5 | 26.2 | 26.6 | 27.0 | 25.8 | 26.3 | 24.8 | 24.8 | 27.4 |
| Autriche | 45.7 | 46.3 | 47.8 | 45.7 | 45.9 | 46.2 | 45.6 | 46.0 | 45.1 | 45.4 |
| Belgique | 56.2 | 53.8 | 53.0 | 51.2 | 50.1 | 49.6 | 49.5 | 49.7 | 50.3 | 50.0 |
| Canada | 32.5 | 30.7 | 31.3 | 30.3 | 30.3 | 29.9 | 30.3 | 30.8 | 31.2 | 31.2 |
| Chili | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | -1.8 | 7.0 | 7.1 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 15.7 | 19.0 | 20.2 | 20.7 | 21.1 | 21.7 | 22.1 | 22.7 | 23.3 | 23.4 |
| Costa Rica | 27.8 | 28.0 | 28.2 | 28.6 | 29.0 | 29.0 | 29.2 | 29.2 | 29.2 | 28.6 |
| Danemark | 39.8 | 35.0 | 34.9 | 34.8 | 34.6 | 34.8 | 34.7 | 34.8 | 35.3 | 35.4 |
| Espagne | 37.1 | 38.5 | 38.0 | 37.9 | 38.0 | 38.0 | 37.3 | 38.1 | 38.2 | 38.5 |
| Estonie | 40.7 | 39.5 | 38.6 | 38.6 | 34.8 | 35.5 | 35.7 | 36.5 | 37.3 | 36.8 |
| États-Unis | 30.5 | 29.5 | 30.2 | 30.2 | 28.3 | 28.3 | 25.1 | 26.0 | 28.5 | 28.2 |
| Finlande | 45.6 | 40.1 | 41.3 | 40.6 | 40.2 | 39.7 | 39.3 | 40.5 | 40.6 | 40.9 |
| France | 47.7 | 48.7 | 46.7 | 45.9 | 45.8 | 45.4 | 43.7 | 44.2 | 44.3 | 44.1 |
| Grèce | 38.7 | 39.2 | 38.0 | 39.4 | 39.6 | 39.6 | 38.0 | 36.6 | 37.4 | 38.0 |
| Hongrie | 53.4 | 45.5 | 49.0 | 46.2 | 45.0 | 44.6 | 43.6 | 43.2 | 41.2 | 41.2 |
| Irlande | 31.3 | 26.7 | 28.8 | 28.4 | 28.8 | 31.0 | 31.5 | 32.4 | 32.1 | 32.0 |
| Islande | 26.8 | 31.4 | 32.7 | 31.5 | 31.6 | 31.4 | 31.1 | 30.3 | 30.5 | 30.0 |
| Israël | 26.4 | 17.5 | 18.5 | 18.8 | 18.7 | 19.2 | 19.5 | 20.2 | 20.3 | 20.0 |
| Italie | 45.7 | 45.9 | 45.0 | 44.9 | 44.9 | 45.1 | 44.5 | 43.4 | 42.7 | 42.4 |
| Japon | 29.3 | 29.7 | 31.7 | 31.9 | 32.1 | 32.1 | 32.0 | 32.0 | 32.1 | 32.4 |
| Lettonie | 42.6 | 43.7 | 42.2 | 42.2 | 41.4 | 41.3 | 40.8 | 39.5 | 39.1 | 39.6 |
| Lituanie | 44.6 | 39.9 | 40.4 | 39.7 | 39.3 | 36.5 | 35.7 | 36.3 | 36.7 | 37.0 |
| Luxembourg | 30.7 | 30.6 | 34.5 | 32.7 | 33.1 | 33.3 | 34.5 | 34.8 | 35.1 | 36.8 |
| Mexique | 10.6 | 14.7 | 17.9 | 18.7 | 18.3 | 18.8 | 20.0 | 19.8 | 20.3 | 19.6 |
| Norvège | 37.2 | 36.0 | 35.5 | 34.6 | 34.5 | 34.4 | 34.5 | 34.7 | 34.8 | 34.8 |
| Nouvelle-Zélande | 19.0 | 15.9 | 16.0 | 16.5 | 16.7 | 16.9 | 17.2 | 17.3 | 18.0 | 19.1 |
| Pays-Bas | 41.0 | 36.3 | 35.0 | 34.6 | 35.0 | 34.0 | 33.2 | 31.9 | 32.8 | 32.0 |
| Pologne | 37.7 | 33.8 | 35.4 | 35.4 | 35.5 | 35.3 | 34.6 | 34.7 | 32.9 | 33.5 |
| Portugal | 35.6 | 35.1 | 39.8 | 39.5 | 38.9 | 39.4 | 39.6 | 40.2 | 40.4 | 40.5 |
| République slovaque | 41.6 | 36.8 | 40.5 | 40.8 | 41.0 | 41.0 | 40.4 | 40.5 | 40.7 | 40.8 |
| Royaume-Uni | 31.2 | 31.3 | 28.9 | 29.1 | 29.1 | 29.0 | 28.4 | 29.0 | 29.7 | 29.5 |
| Slovénie | 44.8 | 41.0 | 41.0 | 41.8 | 41.9 | 42.2 | 42.0 | 42.3 | 41.6 | 41.9 |
| Suède | 49.5 | 41.9 | 41.8 | 42.1 | 42.2 | 41.7 | 41.8 | 41.4 | 41.2 | 41.1 |
| Suisse | 22.9 | 21.8 | 21.6 | 21.9 | 22.0 | 22.1 | 22.5 | 22.9 | 23.2 | 23.3 |
| Tchéquie | 42.1 | 40.9 | 41.7 | 42.3 | 42.8 | 43.1 | 43.2 | 39.1 | 38.9 | 39.3 |
| Türkiye[1] | 39.9 | 35.9 | 37.3 | 36.7 | 37.4 | 38.2 | 38.2 | 38.5 | 36.3 | 36.5 |
| **OCDE-Moyenne** | **35.0** | **33.1** | **33.8** | **33.6** | **33.4** | **33.4** | **33.1** | **32.9** | **33.1** | **33.3** |
| **OCDE-UE 22** | **42.8** | **40.3** | **41.0** | **40.6** | **40.3** | **40.2** | **39.8** | **39.7** | **39.6** | **39.7** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.9. Impôt sur le revenu, célibataire, salaire égal à 67 % du salaire moyen

Pression fiscale en % du salaire brut, célibataire sans enfant

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 16.3 | 13.8 | 14.2 | 14.0 | 14.1 | 14.2 | 13.6 | 12.9 | 13.5 | 12.2 |
| Australie | 21.1 | 16.0 | 18.5 | 19.1 | 19.6 | 18.1 | 18.7 | 17.3 | 17.2 | 20.2 |
| Autriche | 7.6 | 9.0 | 11.1 | 8.9 | 9.3 | 9.7 | 8.8 | 9.3 | 9.7 | 9.3 |
| Belgique | 22.8 | 22.5 | 21.5 | 19.4 | 18.3 | 17.5 | 17.4 | 17.7 | 18.7 | 18.4 |
| Canada | 16.2 | 13.5 | 13.7 | 13.6 | 13.7 | 13.5 | 14.2 | 14.5 | 14.6 | 14.2 |
| Chili | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 0.8 | 1.4 | 1.5 | 2.1 | 2.3 | 2.5 | 2.6 | 3.1 | 3.6 | 3.5 |
| Costa Rica | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Danemark | 28.4 | 34.0 | 33.8 | 33.6 | 33.2 | 33.3 | 33.3 | 33.4 | 33.4 | 33.4 |
| Espagne | 8.6 | 11.2 | 10.3 | 10.3 | 10.4 | 10.4 | 8.8 | 10.5 | 10.7 | 10.1 |
| Estonie | 19.9 | 14.8 | 15.5 | 15.4 | 8.3 | 9.0 | 9.3 | 10.0 | 10.8 | 8.9 |
| États-Unis | 15.0 | 13.8 | 15.2 | 15.5 | 13.7 | 13.7 | 13.9 | 14.0 | 14.1 | 13.8 |
| Finlande | 20.9 | 15.7 | 15.8 | 13.5 | 13.1 | 13.0 | 13.3 | 13.3 | 13.2 | 13.2 |
| France | 12.5 | 12.2 | 11.8 | 10.9 | 12.7 | 12.8 | 11.9 | 12.2 | 12.1 | 12.1 |
| Grèce | 2.1 | 1.7 | 3.0 | 4.0 | 4.2 | 4.5 | 2.1 | 3.6 | 5.0 | 6.0 |
| Hongrie | 17.6 | 10.8 | 16.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 |
| Irlande | 15.8 | 13.0 | 12.8 | 11.8 | 12.1 | 13.3 | 13.9 | 15.1 | 14.7 | 13.8 |
| Islande | 20.0 | 22.0 | 24.8 | 24.6 | 24.7 | 24.6 | 24.3 | 23.4 | 23.4 | 22.7 |
| Israël | 12.1 | 4.4 | 5.0 | 5.1 | 5.1 | 5.5 | 5.7 | 6.3 | 6.2 | 6.3 |
| Italie | 15.2 | 16.6 | 12.3 | 12.4 | 12.6 | 12.8 | 12.7 | 12.1 | 11.5 | 14.3 |
| Japon | 5.1 | 6.1 | 6.2 | 6.2 | 6.2 | 6.2 | 6.1 | 6.1 | 6.2 | 6.2 |
| Lettonie | 17.0 | 20.5 | 17.4 | 16.9 | 14.2 | 14.0 | 12.9 | 12.8 | 11.7 | 12.2 |
| Lituanie | 22.2 | 10.7 | 11.4 | 9.4 | 8.5 | 14.1 | 12.8 | 13.6 | 13.5 | 13.4 |
| Luxembourg | 10.3 | 7.3 | 10.0 | 8.1 | 8.5 | 8.9 | 10.0 | 10.1 | 10.1 | 12.1 |
| Mexique | -5.7 | -0.4 | 2.1 | 3.4 | 3.3 | 4.3 | 7.3 | 7.4 | 7.7 | 7.2 |
| Norvège | 19.0 | 17.8 | 16.9 | 15.9 | 15.7 | 15.6 | 15.9 | 16.0 | 16.0 | 15.7 |
| Nouvelle-Zélande | 18.6 | 14.3 | 13.5 | 13.7 | 13.8 | 14.0 | 14.1 | 14.2 | 15.4 | 16.3 |
| Pays-Bas | 5.3 | 5.3 | 7.2 | 6.7 | 6.8 | 5.6 | 5.4 | 5.5 | 6.4 | 6.3 |
| Pologne | 5.3 | 5.6 | 6.3 | 6.5 | 6.7 | 6.4 | 5.7 | 5.7 | 2.6 | 3.5 |
| Portugal | 6.4 | 5.1 | 10.2 | 10.6 | 10.6 | 11.2 | 11.4 | 11.9 | 12.5 | 12.7 |
| République slovaque | 6.2 | 4.6 | 6.6 | 7.3 | 7.7 | 8.0 | 7.1 | 7.6 | 8.0 | 8.2 |
| Royaume-Uni | 15.1 | 14.4 | 11.2 | 11.1 | 11.1 | 10.9 | 10.7 | 11.2 | 11.6 | 12.2 |
| Slovénie | 10.2 | 6.6 | 6.6 | 8.3 | 8.1 | 8.6 | 8.5 | 8.7 | 7.9 | 8.1 |
| Suède | 24.7 | 15.0 | 15.0 | 15.4 | 15.4 | 14.8 | 14.8 | 13.8 | 13.5 | 13.8 |
| Suisse | 8.4 | 8.3 | 7.8 | 8.1 | 8.2 | 8.3 | 8.4 | 8.6 | 8.9 | 8.9 |
| Tchéquie | 8.3 | 7.2 | 8.5 | 9.7 | 10.4 | 11.0 | 11.3 | 5.7 | 5.4 | 6.1 |
| Türkiye[1] | 13.2 | 8.6 | 9.7 | 9.7 | 9.9 | 10.0 | 10.1 | 10.2 | 6.7 | 7.1 |
| **OCDE-Moyenne** | **12.2** | **10.6** | **11.1** | **10.9** | **10.7** | **10.9** | **10.8** | **10.9** | **10.8** | **11.0** |
| **OCDE-UE 22** | **13.8** | **12.0** | **12.6** | **12.2** | **11.8** | **12.2** | **11.8** | **11.8** | **11.8** | **12.0** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.10. Impôt sur le revenu, célibataire, salaire égal à 100 % du salaire moyen

Pression fiscale en % du salaire brut, célibataire sans enfant

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 22.7 | 18.7 | 19.2 | 19.0 | 19.1 | 19.1 | 18.5 | 17.6 | 18.2 | 17.0 |
| Australie | 26.6 | 22.3 | 24.1 | 24.4 | 24.6 | 23.6 | 24.1 | 23.2 | 23.2 | 24.9 |
| Autriche | 12.9 | 15.0 | 17.0 | 14.5 | 14.8 | 15.2 | 14.7 | 15.2 | 15.3 | 15.0 |
| Belgique | 29.0 | 28.7 | 28.0 | 26.6 | 25.9 | 25.4 | 25.3 | 25.5 | 26.3 | 26.0 |
| Canada | 21.7 | 19.0 | 19.2 | 18.7 | 18.7 | 18.5 | 19.2 | 19.3 | 19.4 | 19.2 |
| Chili | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.1 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 2.2 | 4.5 | 4.9 | 5.5 | 5.9 | 6.1 | 6.1 | 6.5 | 6.9 | 6.8 |
| Costa Rica | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Danemark | 32.5 | 36.3 | 36.1 | 36.0 | 35.9 | 36.0 | 35.9 | 36.0 | 36.0 | 36.0 |
| Espagne | 13.5 | 15.4 | 14.9 | 14.7 | 14.9 | 14.9 | 14.4 | 15.1 | 15.2 | 15.6 |
| Estonie | 21.9 | 16.7 | 16.8 | 16.8 | 13.0 | 14.1 | 14.5 | 15.6 | 16.9 | 17.3 |
| États-Unis | 17.3 | 17.0 | 18.0 | 18.4 | 16.1 | 16.2 | 16.6 | 17.0 | 17.1 | 16.6 |
| Finlande | 26.9 | 22.3 | 22.6 | 20.9 | 20.6 | 20.5 | 20.8 | 20.8 | 20.8 | 21.1 |
| France | 15.7 | 14.2 | 14.8 | 14.6 | 16.5 | 16.7 | 15.8 | 16.3 | 16.2 | 16.2 |
| Grèce | 5.7 | 7.1 | 8.2 | 9.2 | 9.5 | 9.7 | 8.4 | 9.2 | 10.2 | 10.9 |
| Hongrie | 23.2 | 14.4 | 16.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 |
| Irlande | 24.1 | 20.1 | 22.0 | 21.3 | 21.6 | 23.6 | 24.0 | 24.8 | 24.5 | 24.0 |
| Islande | 25.3 | 27.4 | 29.2 | 28.2 | 28.2 | 28.2 | 28.1 | 27.7 | 27.7 | 27.3 |
| Israël | 18.0 | 9.0 | 9.6 | 9.7 | 9.7 | 10.1 | 10.4 | 10.8 | 10.8 | 10.8 |
| Italie | 19.9 | 20.7 | 21.6 | 21.6 | 21.7 | 22.0 | 20.6 | 18.7 | 19.0 | 22.1 |
| Japon | 6.4 | 7.6 | 7.8 | 7.9 | 7.9 | 7.9 | 7.8 | 7.8 | 7.9 | 7.9 |
| Lettonie | 18.9 | 21.5 | 18.4 | 18.7 | 17.7 | 17.6 | 17.3 | 16.0 | 15.9 | 16.6 |
| Lituanie | 25.8 | 13.1 | 13.9 | 13.7 | 13.1 | 17.0 | 16.5 | 16.9 | 17.8 | 18.3 |
| Luxembourg | 17.0 | 14.6 | 18.0 | 16.7 | 17.3 | 17.7 | 18.8 | 19.1 | 19.3 | 20.9 |
| Mexique | 1.0 | 4.8 | 9.1 | 9.8 | 9.0 | 9.6 | 9.9 | 9.9 | 10.8 | 9.6 |
| Norvège | 22.9 | 21.5 | 20.3 | 19.3 | 19.2 | 19.1 | 19.3 | 19.4 | 19.9 | 20.2 |
| Nouvelle-Zélande | 19.4 | 17.0 | 17.6 | 18.3 | 18.6 | 19.0 | 19.3 | 19.4 | 20.1 | 21.1 |
| Pays-Bas | 9.6 | 16.2 | 17.1 | 17.2 | 17.5 | 16.3 | 16.0 | 15.9 | 16.5 | 16.4 |
| Pologne | 6.6 | 6.7 | 7.1 | 7.3 | 7.4 | 7.2 | 6.4 | 6.4 | 5.1 | 5.7 |
| Portugal | 11.4 | 11.2 | 17.4 | 16.5 | 15.9 | 16.4 | 16.6 | 17.2 | 17.4 | 17.6 |
| République slovaque | 8.2 | 8.5 | 9.9 | 10.3 | 10.6 | 10.8 | 10.2 | 10.5 | 10.8 | 10.9 |
| Royaume-Uni | 17.4 | 16.2 | 14.1 | 14.0 | 14.0 | 13.9 | 13.7 | 14.1 | 14.4 | 14.8 |
| Slovénie | 13.5 | 11.2 | 11.2 | 11.6 | 12.0 | 12.3 | 11.9 | 12.4 | 11.6 | 12.1 |
| Suède | 26.7 | 17.8 | 17.6 | 18.0 | 18.1 | 17.6 | 17.6 | 17.4 | 17.2 | 16.9 |
| Suisse | 11.3 | 11.3 | 10.7 | 11.0 | 11.2 | 11.3 | 11.4 | 11.8 | 12.1 | 12.2 |
| Tchéquie | 10.0 | 11.5 | 12.4 | 13.1 | 13.6 | 14.0 | 14.2 | 8.8 | 8.6 | 9.0 |
| Türkiye[1] | 14.7 | 11.6 | 12.4 | 13.2 | 13.6 | 14.0 | 13.9 | 14.4 | 12.3 | 12.6 |
| **OCDE-Moyenne** | **15.8** | **14.5** | **15.2** | **15.0** | **15.0** | **15.2** | **15.1** | **15.0** | **15.2** | **15.4** |
| **OCDE-UE 22** | **18.0** | **16.4** | **17.3** | **17.0** | **16.9** | **17.2** | **17.0** | **16.8** | **17.0** | **17.3** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.11. Impôt sur le revenu, célibataire, salaire égal à 167 % du salaire moyen

Pression fiscale en % du salaire brut, célibataire sans enfant

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 31.7 | 27.1 | 27.8 | 27.5 | 27.6 | 27.6 | 26.7 | 26.1 | 27.5 | 26.5 |
| Australie | 34.9 | 28.2 | 30.1 | 30.1 | 30.4 | 30.5 | 30.8 | 29.4 | 29.7 | 30.0 |
| Autriche | 20.4 | 22.2 | 23.4 | 21.4 | 21.6 | 21.9 | 21.5 | 21.8 | 22.2 | 22.2 |
| Belgique | 36.0 | 35.5 | 35.1 | 34.3 | 33.9 | 33.5 | 33.5 | 33.6 | 34.2 | 34.0 |
| Canada | 28.9 | 26.5 | 26.8 | 26.1 | 26.1 | 25.8 | 27.1 | 27.5 | 27.7 | 27.3 |
| Chili | 1.3 | 1.0 | 1.2 | 1.3 | 1.3 | 1.3 | 1.3 | 1.3 | 1.2 | 1.4 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 6.7 | 8.6 | 8.9 | 10.1 | 10.8 | 11.1 | 11.1 | 11.7 | 12.3 | 12.1 |
| Costa Rica | 0.0 | 0.6 | 1.3 | 1.9 | 1.9 | 2.1 | 1.9 | 2.3 | 2.2 | 1.8 |
| Danemark | 40.3 | 42.9 | 42.1 | 41.8 | 41.5 | 41.6 | 41.4 | 41.4 | 41.7 | 41.8 |
| Espagne | 18.5 | 20.6 | 21.1 | 20.5 | 20.7 | 20.8 | 20.1 | 20.9 | 21.1 | 21.5 |
| Estonie | 23.6 | 18.2 | 18.0 | 18.0 | 19.7 | 19.7 | 19.7 | 19.7 | 19.7 | 19.7 |
| États-Unis | 24.3 | 22.9 | 23.5 | 23.7 | 21.2 | 21.2 | 21.5 | 21.8 | 21.9 | 21.4 |
| Finlande | 34.0 | 29.5 | 29.7 | 28.5 | 28.1 | 28.1 | 28.4 | 28.4 | 28.4 | 28.8 |
| France | 21.2 | 20.3 | 21.0 | 20.8 | 22.7 | 22.8 | 22.2 | 22.6 | 22.5 | 22.5 |
| Grèce | 13.3 | 14.2 | 16.1 | 16.1 | 16.4 | 16.7 | 15.8 | 15.4 | 16.7 | 17.7 |
| Hongrie | 30.3 | 22.8 | 16.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 |
| Irlande | 32.9 | 30.9 | 32.1 | 31.1 | 31.3 | 32.7 | 33.0 | 33.6 | 33.5 | 33.2 |
| Islande | 36.6 | 32.3 | 33.9 | 33.5 | 33.2 | 33.2 | 33.4 | 33.2 | 33.2 | 32.7 |
| Israël | 26.3 | 16.4 | 17.0 | 17.3 | 17.3 | 18.0 | 18.5 | 19.2 | 19.2 | 19.2 |
| Italie | 25.3 | 27.7 | 29.9 | 29.6 | 29.7 | 29.9 | 30.2 | 30.1 | 29.1 | 29.6 |
| Japon | 10.6 | 12.0 | 12.6 | 12.8 | 12.9 | 13.0 | 12.6 | 12.5 | 12.7 | 13.0 |
| Lettonie | 20.4 | 22.4 | 19.3 | 19.7 | 17.8 | 18.0 | 18.2 | 18.5 | 18.7 | 19.0 |
| Lituanie | 28.7 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 19.4 | 19.4 | 19.6 | 20.0 | 20.0 |
| Luxembourg | 26.2 | 22.6 | 25.7 | 25.2 | 25.5 | 25.7 | 26.4 | 26.6 | 27.0 | 27.7 |
| Mexique | 8.0 | 11.9 | 13.6 | 14.2 | 13.5 | 14.0 | 14.3 | 14.3 | 15.0 | 14.1 |
| Norvège | 30.4 | 27.9 | 26.7 | 25.8 | 25.7 | 25.7 | 25.7 | 26.0 | 26.6 | 27.0 |
| Nouvelle-Zélande | 24.2 | 23.3 | 23.4 | 23.9 | 24.1 | 24.4 | 24.6 | 24.8 | 25.3 | 25.8 |
| Pays-Bas | 25.4 | 28.4 | 28.9 | 28.0 | 28.3 | 27.2 | 26.6 | 26.7 | 27.2 | 27.1 |
| Pologne | 7.7 | 7.5 | 7.8 | 7.9 | 8.0 | 7.8 | 8.2 | 8.2 | 7.2 | 7.7 |
| Portugal | 17.6 | 18.5 | 24.7 | 23.1 | 22.5 | 23.2 | 23.3 | 24.0 | 24.6 | 24.6 |
| République slovaque | 12.8 | 11.7 | 12.5 | 12.8 | 13.0 | 13.0 | 12.7 | 13.1 | 13.4 | 13.6 |
| Royaume-Uni | 23.1 | 22.4 | 22.4 | 22.4 | 22.4 | 21.7 | 21.3 | 22.3 | 23.2 | 24.4 |
| Slovénie | 19.1 | 17.0 | 15.8 | 15.6 | 16.0 | 16.3 | 15.2 | 15.6 | 15.2 | 16.0 |
| Suède | 36.3 | 30.9 | 30.4 | 31.7 | 31.6 | 30.4 | 29.9 | 29.8 | 29.8 | 28.5 |
| Suisse | 16.2 | 16.3 | 15.6 | 16.0 | 16.1 | 16.3 | 16.4 | 16.7 | 17.2 | 17.2 |
| Tchéquie | 13.0 | 14.9 | 15.5 | 15.9 | 16.2 | 16.4 | 16.6 | 11.3 | 11.1 | 11.4 |
| Türkiye[1] | 18.0 | 14.9 | 16.6 | 17.4 | 17.7 | 17.9 | 17.8 | 18.1 | 16.9 | 17.1 |
| **OCDE-Moyenne** | **21.7** | **20.2** | **20.6** | **20.4** | **20.4** | **20.6** | **20.6** | **20.6** | **20.8** | **20.9** |
| **OCDE-UE 22** | **24.3** | **22.8** | **23.1** | **22.7** | **22.8** | **23.1** | **22.9** | **22.8** | **23.0** | **23.1** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.12. Impôt sur le revenu, parent isolé, salaire égal à 67 % du salaire moyen

Pression fiscale en % du salaire brut, parent isolé ayant deux enfants

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | -2.6 | -4.0 | -2.7 | -2.6 | -2.2 | -2.0 | -6.7 | -6.2 | -3.8 | -5.5 |
| Australie | 15.5 | 14.3 | 18.5 | 19.1 | 19.6 | 18.1 | 18.7 | 17.3 | 17.2 | 20.2 |
| Autriche | 5.8 | 5.8 | 8.3 | 5.7 | 6.2 | -1.6 | -2.3 | -1.5 | -2.4 | -2.3 |
| Belgique | 16.7 | 17.2 | 16.0 | 14.0 | 12.9 | 11.6 | 11.5 | 11.9 | 13.2 | 12.7 |
| Canada | 8.9 | 4.9 | 6.9 | 6.8 | 6.8 | 6.4 | 8.0 | 8.7 | 9.0 | 8.4 |
| Chili | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 0.1 | 0.7 | 0.0 | 0.0 | 0.2 | 0.8 | 0.9 | 1.1 | 1.3 | 1.3 |
| Costa Rica | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Danemark | 28.4 | 34.0 | 32.2 | 32.1 | 31.5 | 31.6 | 31.5 | 31.6 | 31.6 | 31.6 |
| Espagne | 0.4 | 1.7 | -4.8 | -4.7 | -4.4 | -4.1 | -6.0 | -3.8 | -2.8 | -2.8 |
| Estonie | 19.9 | 9.3 | 11.2 | 11.7 | 4.8 | 5.7 | 6.1 | 7.0 | 8.1 | 6.3 |
| États-Unis | -5.0 | -7.4 | -3.8 | -2.1 | -5.7 | -5.2 | -3.6 | -6.8 | -1.2 | -2.1 |
| Finlande | 20.9 | 15.7 | 15.2 | 12.9 | 13.1 | 13.0 | 13.3 | 13.3 | 13.2 | 13.2 |
| France | 7.1 | 7.5 | 7.9 | 7.9 | 9.5 | 9.5 | 9.5 | 9.5 | 9.5 | 9.5 |
| Grèce | 1.2 | 0.0 | 3.0 | 3.2 | 3.5 | 3.8 | 1.2 | 2.7 | 4.2 | 5.2 |
| Hongrie | 10.3 | 10.8 | 4.7 | 0.6 | 0.0 | 0.0 | 0.8 | 1.8 | 3.6 | 5.0 |
| Irlande | 9.0 | 6.5 | 7.2 | 6.4 | 6.9 | 8.6 | 8.9 | 9.5 | 9.5 | 9.7 |
| Islande | 20.0 | 22.0 | 24.8 | 24.6 | 24.7 | 24.6 | 24.3 | 23.4 | 23.4 | 22.7 |
| Israël | 1.1 | 0.0 | 0.0 | -2.8 | -2.8 | -1.9 | -2.1 | -1.1 | -2.2 | -1.2 |
| Italie | 10.0 | 9.3 | 4.6 | 4.7 | 5.0 | 5.3 | 5.5 | 4.8 | 11.5 | 14.3 |
| Japon | 2.4 | 2.7 | 6.2 | 6.2 | 6.2 | 6.2 | 6.1 | 6.1 | 6.2 | 6.2 |
| Lettonie | 5.4 | 9.0 | 3.2 | 3.8 | 2.1 | 1.2 | 0.0 | 1.1 | 0.8 | 2.6 |
| Lituanie | 16.2 | 7.3 | 7.6 | 0.0 | 8.5 | 14.1 | 12.8 | 13.6 | 13.5 | 13.4 |
| Luxembourg | 0.0 | -0.3 | 3.3 | 0.7 | 1.5 | 2.1 | 4.0 | 4.4 | 5.1 | 5.6 |
| Mexique | -5.7 | -0.4 | 2.1 | 3.4 | 3.3 | 4.3 | 7.3 | 7.4 | 7.7 | 7.2 |
| Norvège | 13.3 | 14.1 | 13.3 | 12.6 | 12.7 | 12.8 | 13.2 | 13.4 | 13.5 | 15.3 |
| Nouvelle-Zélande | 18.6 | 15.9 | 14.9 | 15.0 | 15.1 | 15.2 | 15.2 | 15.3 | 15.4 | 16.3 |
| Pays-Bas | 3.0 | 3.5 | 5.7 | 4.6 | 4.7 | 3.6 | 3.4 | 3.6 | 4.8 | 4.6 |
| Pologne | 2.5 | 0.0 | -2.7 | -1.6 | -0.9 | 5.0 | -0.5 | -0.4 | -4.4 | -3.9 |
| Portugal | 3.4 | 0.6 | 3.8 | 0.6 | 1.1 | 2.1 | 2.4 | 3.4 | 4.4 | 5.1 |
| République slovaque | 3.6 | -2.9 | -0.3 | 0.7 | 1.5 | 1.9 | 1.1 | -0.2 | -3.0 | -15.2 |
| Royaume-Uni | 8.6 | 0.0 | -3.9 | -0.3 | 1.1 | 2.6 | -3.6 | 11.2 | 11.6 | 12.2 |
| Slovénie | 3.4 | 0.0 | 0.0 | 1.8 | 1.9 | 2.6 | 2.7 | 3.3 | 2.6 | 2.9 |
| Suède | 24.7 | 15.0 | 15.0 | 15.4 | 15.4 | 14.8 | 14.8 | 13.8 | 13.5 | 13.8 |
| Suisse | 4.0 | 3.4 | 2.2 | 2.3 | 2.4 | 2.5 | 2.6 | 2.8 | 3.0 | 3.1 |
| Tchéquie | 2.3 | -4.8 | -5.0 | -8.7 | -7.8 | -6.4 | -6.0 | -11.9 | -11.3 | -9.8 |
| Türkiye[1] | 13.2 | 7.0 | 8.2 | 7.9 | 8.3 | 8.4 | 8.5 | 8.5 | 6.7 | 7.1 |
| **OCDE-Moyenne** | **7.5** | **5.7** | **5.9** | **5.3** | **5.4** | **5.7** | **5.4** | **5.7** | **6.1** | **6.1** |
| **OCDE-UE 22** | **8.7** | **6.4** | **6.1** | **5.0** | **5.2** | **5.6** | **4.9** | **5.1** | **5.5** | **5.3** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.13. Impôt sur le revenu, couple marié, salaire égal à 100 % du salaire moyen

Pression fiscale en % du salaire brut, couple marié ayant deux enfants et un seul salaire

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 1.5 | -0.6 | 1.0 | 1.0 | 1.2 | 1.3 | -0.8 | -0.6 | 1.1 | -0.2 |
| Australie | 25.6 | 21.1 | 24.1 | 24.4 | 24.6 | 23.6 | 24.1 | 23.2 | 23.2 | 24.9 |
| Autriche | 11.7 | 12.8 | 15.0 | 12.2 | 12.6 | 7.7 | 7.3 | 7.9 | 6.6 | 6.7 |
| Belgique | 18.9 | 17.7 | 16.7 | 15.0 | 14.6 | 13.4 | 13.3 | 13.7 | 14.9 | 14.4 |
| Canada | 18.4 | 14.6 | 13.7 | 15.4 | 15.5 | 15.2 | 15.9 | 16.1 | 16.2 | 16.0 |
| Chili | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 1.5 | 1.9 | 2.2 | 3.0 | 3.5 | 4.1 | 4.2 | 4.7 | 5.2 | 5.2 |
| Costa Rica | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Danemark | 25.9 | 32.1 | 32.2 | 32.0 | 29.2 | 29.4 | 29.4 | 29.6 | 32.3 | 32.3 |
| Espagne | 5.2 | 7.9 | 7.6 | 7.6 | 7.8 | 8.0 | 7.2 | 8.1 | 8.7 | 9.4 |
| Estonie | 17.9 | 9.2 | 11.2 | 11.5 | 7.9 | 9.4 | 9.9 | 11.3 | 13.0 | 13.5 |
| États-Unis | 6.8 | 3.6 | 6.1 | 6.7 | 4.1 | 4.3 | 4.8 | 2.1 | 5.7 | 5.5 |
| Finlande | 26.9 | 22.3 | 22.5 | 20.9 | 20.6 | 20.5 | 20.8 | 20.8 | 20.8 | 21.1 |
| France | 7.3 | 8.3 | 7.9 | 7.9 | 9.5 | 9.5 | 9.5 | 9.5 | 9.5 | 9.5 |
| Grèce | 7.7 | 7.6 | 9.2 | 9.7 | 10.0 | 10.2 | 9.1 | 9.7 | 10.9 | 11.8 |
| Hongrie | 18.4 | 14.4 | 8.4 | 5.4 | 4.8 | 4.6 | 5.5 | 6.2 | 7.4 | 8.3 |
| Irlande | 11.1 | 10.8 | 12.3 | 11.3 | 11.8 | 14.2 | 14.7 | 15.8 | 15.7 | 15.2 |
| Islande | 16.1 | 17.3 | 21.3 | 20.7 | 20.8 | 20.7 | 21.2 | 21.5 | 21.5 | 20.8 |
| Israël | 18.0 | 9.0 | 9.6 | 9.7 | 9.7 | 10.1 | 10.4 | 10.8 | 7.7 | 7.7 |
| Italie | 15.6 | 13.9 | 14.7 | 14.8 | 14.9 | 15.3 | 14.1 | 12.2 | 16.8 | 20.0 |
| Japon | 2.5 | 3.9 | 6.4 | 6.5 | 6.5 | 6.5 | 6.4 | 6.4 | 6.5 | 6.5 |
| Lettonie | 11.1 | 13.9 | 8.9 | 9.9 | 9.7 | 9.0 | 8.5 | 8.1 | 8.6 | 10.2 |
| Lituanie | 25.8 | 10.8 | 11.4 | 6.6 | 13.1 | 17.0 | 16.5 | 16.9 | 17.8 | 18.3 |
| Luxembourg | 2.3 | 4.5 | 6.4 | 5.6 | 5.9 | 6.2 | 7.0 | 7.2 | 7.2 | 8.6 |
| Mexique | 1.0 | 4.8 | 9.1 | 9.8 | 9.0 | 9.6 | 9.9 | 9.9 | 10.8 | 9.6 |
| Norvège | 18.1 | 19.0 | 19.1 | 18.3 | 19.2 | 19.1 | 19.3 | 19.4 | 19.9 | 20.2 |
| Nouvelle-Zélande | 19.4 | 17.0 | 17.6 | 18.3 | 18.6 | 19.0 | 19.3 | 19.4 | 20.1 | 21.1 |
| Pays-Bas | 4.8 | 15.9 | 16.5 | 16.8 | 17.2 | 15.9 | 15.7 | 15.8 | 16.4 | 16.4 |
| Pologne | 4.8 | 0.0 | 1.1 | 1.8 | 6.4 | 2.4 | 2.3 | 2.3 | -2.5 | -1.1 |
| Portugal | 6.2 | 3.3 | 7.3 | 4.5 | 5.1 | 5.9 | 6.1 | 6.9 | 7.8 | 8.2 |
| République slovaque | 5.0 | -4.5 | -1.4 | -0.2 | 0.6 | 1.0 | 0.4 | -0.1 | -3.3 | -14.1 |
| Royaume-Uni | 17.4 | 14.6 | 13.5 | 13.4 | 13.4 | 13.3 | 13.1 | 13.5 | 13.8 | 14.3 |
| Slovénie | 4.8 | 2.9 | 2.9 | 3.3 | 3.6 | 3.9 | 4.1 | 4.5 | 4.2 | 4.5 |
| Suède | 26.7 | 17.8 | 17.6 | 18.0 | 18.1 | 17.6 | 17.6 | 17.4 | 17.2 | 16.9 |
| Suisse | 6.2 | 5.9 | 4.3 | 4.5 | 4.6 | 4.7 | 4.8 | 5.2 | 5.5 | 5.6 |
| Tchéquie | 4.0 | -5.2 | -4.5 | -6.2 | -5.1 | -3.7 | -3.3 | -8.4 | -7.8 | -6.4 |
| Türkiye[1] | 14.7 | 9.8 | 10.6 | 11.3 | 11.8 | 12.1 | 12.1 | 12.5 | 12.3 | 12.6 |
| **OCDE-Moyenne** | **11.3** | **9.4** | **10.1** | **9.8** | **10.0** | **10.0** | **10.0** | **10.0** | **10.3** | **10.4** |
| **OCDE-UE 22** | **12.0** | **9.8** | **10.2** | **9.5** | **10.0** | **9.9** | **9.8** | **9.8** | **10.1** | **10.2** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.14. Impôt sur le revenu, couple marié, deux enfants, deux salaires égaux à 100 % et 67 % du salaire moyen

Pression fiscale en % du salaire brut, couple marié ayant deux enfants et deux salaires

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 13.8 | 9.9 | 11.0 | 10.8 | 11.1 | 11.1 | 9.6 | 9.2 | 10.5 | 9.1 |
| Australie | 23.8 | 19.1 | 21.8 | 22.2 | 22.6 | 21.4 | 21.9 | 20.8 | 20.8 | 23.0 |
| Autriche | 10.8 | 12.3 | 14.3 | 11.6 | 12.0 | 9.3 | 8.7 | 9.3 | 8.6 | 8.5 |
| Belgique | 26.4 | 24.8 | 23.9 | 22.2 | 21.4 | 20.7 | 20.6 | 20.8 | 21.8 | 21.4 |
| Canada | 19.5 | 16.2 | 16.9 | 16.6 | 16.7 | 16.5 | 17.2 | 17.4 | 17.5 | 17.2 |
| Chili | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 1.3 | 2.0 | 2.3 | 2.9 | 3.3 | 3.8 | 3.9 | 4.3 | 4.8 | 4.8 |
| Costa Rica | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Danemark | 30.8 | 35.4 | 35.2 | 35.1 | 34.8 | 34.9 | 34.9 | 35.0 | 34.9 | 35.0 |
| Espagne | 9.3 | 11.5 | 10.9 | 10.8 | 10.9 | 11.0 | 10.0 | 11.2 | 11.5 | 11.6 |
| Estonie | 21.1 | 13.7 | 14.6 | 14.8 | 9.7 | 10.8 | 11.1 | 12.2 | 13.4 | 12.9 |
| États-Unis | 12.8 | 10.9 | 12.3 | 12.7 | 9.9 | 10.1 | 10.4 | 8.7 | 10.9 | 10.7 |
| Finlande | 24.5 | 19.7 | 19.7 | 17.8 | 17.6 | 17.5 | 17.8 | 17.8 | 17.8 | 17.9 |
| France | 10.8 | 11.1 | 11.4 | 10.8 | 12.7 | 12.9 | 11.6 | 11.9 | 11.9 | 11.9 |
| Grèce | 6.1 | 6.2 | 7.3 | 7.7 | 8.0 | 8.2 | 6.5 | 7.5 | 8.8 | 9.7 |
| Hongrie | 18.0 | 13.0 | 11.5 | 9.2 | 8.9 | 8.7 | 9.3 | 9.7 | 10.4 | 11.0 |
| Irlande | 19.7 | 15.6 | 17.1 | 16.7 | 17.1 | 19.5 | 20.0 | 20.9 | 20.6 | 20.5 |
| Islande | 23.2 | 25.3 | 27.5 | 26.7 | 26.8 | 26.7 | 26.6 | 25.9 | 25.9 | 25.4 |
| Israël | 12.5 | 5.4 | 5.7 | 5.8 | 5.8 | 6.0 | 6.2 | 6.7 | 4.6 | 4.6 |
| Italie | 16.8 | 16.3 | 14.9 | 15.0 | 15.2 | 15.5 | 14.7 | 13.3 | 16.0 | 18.9 |
| Japon | 4.5 | 5.5 | 7.1 | 7.2 | 7.2 | 7.2 | 7.1 | 7.1 | 7.2 | 7.2 |
| Lettonie | 13.5 | 16.5 | 12.3 | 12.7 | 11.5 | 11.0 | 10.3 | 10.0 | 9.8 | 11.0 |
| Lituanie | 24.3 | 10.8 | 11.4 | 7.7 | 11.3 | 15.9 | 15.0 | 15.6 | 16.0 | 16.4 |
| Luxembourg | 8.2 | 9.3 | 12.4 | 10.9 | 11.4 | 11.9 | 13.2 | 13.5 | 13.8 | 15.8 |
| Mexique | -1.7 | 2.7 | 6.3 | 7.2 | 6.7 | 7.5 | 8.9 | 8.9 | 9.6 | 8.6 |
| Norvège | 20.6 | 20.0 | 18.9 | 17.9 | 17.8 | 17.7 | 17.9 | 18.0 | 18.3 | 18.4 |
| Nouvelle-Zélande | 19.0 | 16.5 | 16.0 | 16.5 | 16.7 | 16.9 | 17.2 | 17.3 | 18.2 | 19.1 |
| Pays-Bas | 7.9 | 11.7 | 12.5 | 12.2 | 12.4 | 11.2 | 10.9 | 11.0 | 11.8 | 11.7 |
| Pologne | 6.1 | 2.6 | 3.9 | 4.4 | 4.7 | 4.6 | 4.1 | 4.2 | 2.4 | 3.3 |
| Portugal | 8.1 | 7.3 | 9.4 | 10.1 | 9.5 | 10.4 | 10.6 | 11.5 | 12.0 | 12.4 |
| République slovaque | 6.0 | 3.9 | 5.8 | 6.5 | 7.0 | 7.2 | 6.5 | 6.2 | 4.3 | -2.2 |
| Royaume-Uni | 16.5 | 15.4 | 12.9 | 12.8 | 12.8 | 12.7 | 12.5 | 12.9 | 13.3 | 13.8 |
| Slovénie | 8.1 | 5.7 | 5.7 | 6.5 | 6.6 | 6.9 | 7.0 | 7.3 | 6.7 | 7.2 |
| Suède | 25.9 | 16.7 | 16.5 | 16.9 | 17.0 | 16.4 | 16.5 | 16.0 | 15.7 | 15.6 |
| Suisse | 9.8 | 9.5 | 8.1 | 8.4 | 8.6 | 8.7 | 8.9 | 9.2 | 9.6 | 9.7 |
| Tchéquie | 6.8 | 4.9 | 5.4 | 4.4 | 5.0 | 5.8 | 6.1 | 0.5 | 0.6 | 1.5 |
| Türkiye[1] | 14.1 | 9.7 | 10.7 | 11.1 | 11.5 | 11.7 | 11.7 | 12.0 | 10.1 | 10.4 |
| **OCDE-Moyenne** | **13.1** | **11.5** | **11.9** | **11.7** | **11.6** | **11.8** | **11.7** | **11.7** | **11.8** | **11.9** |
| **OCDE-UE 22** | **14.7** | **12.7** | **13.0** | **12.5** | **12.5** | **12.8** | **12.5** | **12.5** | **12.7** | **12.8** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.15. Impôt sur le revenu, couple marié, deux salaires égaux à 100% du salaire moyen chacun

Pression fiscale en % du salaire brut, couple marié ayant deux enfants et deux salaires

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 17.2 | 13.1 | 13.8 | 13.6 | 13.8 | 13.9 | 12.9 | 12.3 | 13.1 | 12.1 |
| Australie | 26.6 | 22.3 | 24.1 | 24.4 | 24.6 | 23.6 | 24.1 | 23.2 | 23.2 | 24.9 |
| Autriche | 12.9 | 14.7 | 16.7 | 13.9 | 14.3 | 12.1 | 11.7 | 12.2 | 11.6 | 11.5 |
| Belgique | 29.0 | 27.5 | 26.8 | 25.4 | 24.7 | 24.1 | 24.0 | 24.2 | 25.0 | 24.7 |
| Canada | 21.7 | 18.5 | 19.2 | 18.7 | 18.7 | 18.5 | 19.2 | 19.3 | 19.4 | 19.2 |
| Chili | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 2.0 | 3.4 | 3.9 | 4.6 | 5.0 | 5.4 | 5.4 | 5.8 | 6.3 | 6.2 |
| Costa Rica | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Danemark | 32.5 | 36.3 | 36.1 | 36.0 | 35.9 | 36.0 | 35.9 | 36.0 | 36.0 | 36.0 |
| Espagne | 11.6 | 13.5 | 13.1 | 12.9 | 13.1 | 13.2 | 12.6 | 13.3 | 13.6 | 14.1 |
| Estonie | 21.9 | 14.8 | 15.4 | 15.6 | 11.8 | 13.0 | 13.5 | 14.6 | 16.0 | 16.4 |
| États-Unis | 15.1 | 12.6 | 13.9 | 14.3 | 12.2 | 12.3 | 12.9 | 11.8 | 13.7 | 13.3 |
| Finlande | 26.9 | 22.3 | 22.5 | 20.9 | 20.6 | 20.5 | 20.8 | 20.8 | 20.8 | 21.1 |
| France | 12.5 | 12.2 | 12.8 | 12.6 | 14.5 | 14.7 | 13.7 | 14.3 | 14.2 | 14.2 |
| Grèce | 8.3 | 8.5 | 9.2 | 9.7 | 10.0 | 10.2 | 9.1 | 9.7 | 10.9 | 11.8 |
| Hongrie | 20.8 | 14.4 | 12.2 | 10.2 | 9.9 | 9.8 | 10.2 | 10.6 | 11.2 | 11.6 |
| Irlande | 24.1 | 20.1 | 22.0 | 21.3 | 21.6 | 23.6 | 24.0 | 24.8 | 24.5 | 24.5 |
| Islande | 25.3 | 27.4 | 29.2 | 28.2 | 28.2 | 28.2 | 28.1 | 27.7 | 27.7 | 27.3 |
| Israël | 15.4 | 6.5 | 7.2 | 7.5 | 7.5 | 8.0 | 8.3 | 8.9 | 5.7 | 5.8 |
| Italie | 18.9 | 18.6 | 19.3 | 19.3 | 19.4 | 19.7 | 18.5 | 16.5 | 19.0 | 22.1 |
| Japon | 5.3 | 6.3 | 7.8 | 7.9 | 7.9 | 7.9 | 7.8 | 7.8 | 7.9 | 7.9 |
| Lettonie | 15.0 | 17.7 | 13.7 | 14.3 | 13.7 | 13.3 | 12.9 | 12.1 | 12.2 | 13.4 |
| Lituanie | 25.8 | 12.0 | 12.6 | 10.2 | 13.1 | 17.0 | 16.5 | 16.9 | 17.8 | 18.3 |
| Luxembourg | 12.0 | 12.8 | 16.4 | 15.1 | 15.7 | 16.1 | 17.4 | 17.7 | 18.0 | 19.6 |
| Mexique | 1.0 | 4.8 | 9.1 | 9.8 | 9.0 | 9.6 | 9.9 | 9.9 | 10.8 | 9.6 |
| Norvège | 22.3 | 21.5 | 20.3 | 19.3 | 19.2 | 19.1 | 19.3 | 19.4 | 19.9 | 20.2 |
| Nouvelle-Zélande | 19.4 | 17.0 | 17.6 | 18.3 | 18.6 | 19.0 | 19.3 | 19.4 | 20.1 | 21.1 |
| Pays-Bas | 9.6 | 16.1 | 16.6 | 16.5 | 16.9 | 15.6 | 15.3 | 15.3 | 16.0 | 15.8 |
| Pologne | 6.6 | 3.6 | 4.7 | 5.1 | 5.4 | 5.3 | 4.8 | 4.8 | 3.7 | 4.4 |
| Portugal | 10.9 | 10.1 | 12.8 | 13.1 | 12.6 | 13.4 | 13.6 | 14.3 | 14.7 | 15.0 |
| République slovaque | 7.0 | 6.0 | 7.5 | 8.1 | 8.5 | 8.7 | 8.2 | 7.9 | 6.3 | 0.9 |
| Royaume-Uni | 17.4 | 16.2 | 14.1 | 14.0 | 14.0 | 13.9 | 13.7 | 14.1 | 14.4 | 14.8 |
| Slovénie | 10.0 | 8.1 | 8.1 | 8.5 | 8.8 | 9.1 | 8.9 | 9.4 | 8.7 | 9.4 |
| Suède | 26.7 | 17.8 | 17.6 | 18.0 | 18.1 | 17.6 | 17.6 | 17.4 | 17.2 | 16.9 |
| Suisse | 11.7 | 11.5 | 10.0 | 10.4 | 10.6 | 10.7 | 10.9 | 11.3 | 11.9 | 11.9 |
| Tchéquie | 7.9 | 7.4 | 7.8 | 7.0 | 7.5 | 8.2 | 8.4 | 2.9 | 3.0 | 3.7 |
| Türkiye[1] | 14.7 | 11.0 | 11.8 | 12.6 | 13.1 | 13.4 | 13.3 | 13.8 | 12.3 | 12.6 |
| **OCDE-Moyenne** | **14.9** | **13.3** | **13.8** | **13.6** | **13.6** | **13.8** | **13.8** | **13.7** | **13.9** | **14.0** |
| **OCDE-UE 22** | **16.7** | **14.9** | **15.4** | **14.9** | **15.0** | **15.2** | **15.0** | **14.9** | **15.2** | **15.3** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.16. Impôt sur le revenu, couple marié, deux salaires égaux à 100 % et 67 % du salaire moyen

Pression fiscale en % du salaire brut, couple marié sans enfant, avec deux salaires

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 19.8 | 16.5 | 16.9 | 16.7 | 16.8 | 16.9 | 16.3 | 15.4 | 16.1 | 14.8 |
| Australie | 24.4 | 19.8 | 21.8 | 22.2 | 22.6 | 21.4 | 21.9 | 20.8 | 20.8 | 23.0 |
| Autriche | 10.8 | 12.6 | 14.6 | 12.2 | 12.6 | 13.0 | 12.4 | 12.8 | 13.1 | 12.7 |
| Belgique | 28.0 | 26.2 | 25.4 | 23.7 | 22.9 | 22.2 | 22.1 | 22.4 | 23.2 | 22.9 |
| Canada | 19.5 | 16.8 | 17.0 | 16.6 | 16.7 | 16.5 | 17.2 | 17.4 | 17.5 | 17.2 |
| Chili | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.1 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 1.6 | 3.2 | 3.5 | 4.1 | 4.4 | 4.7 | 4.7 | 5.1 | 5.6 | 5.5 |
| Costa Rica | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Danemark | 30.8 | 35.4 | 35.2 | 35.1 | 34.8 | 34.9 | 34.9 | 35.0 | 34.9 | 35.0 |
| Espagne | 11.5 | 13.7 | 13.1 | 12.9 | 13.1 | 13.1 | 12.2 | 13.2 | 13.4 | 13.4 |
| Estonie | 21.1 | 15.9 | 16.3 | 16.2 | 11.1 | 12.1 | 12.4 | 13.4 | 14.5 | 13.9 |
| États-Unis | 16.8 | 15.4 | 16.5 | 16.7 | 14.7 | 14.7 | 14.8 | 14.9 | 15.0 | 14.7 |
| Finlande | 24.5 | 19.7 | 19.9 | 18.0 | 17.6 | 17.5 | 17.8 | 17.8 | 17.8 | 17.9 |
| France | 14.1 | 13.4 | 13.8 | 13.7 | 15.5 | 15.5 | 14.1 | 14.2 | 14.2 | 14.2 |
| Grèce | 5.6 | 6.2 | 7.3 | 8.2 | 8.5 | 8.7 | 7.3 | 8.2 | 9.4 | 10.3 |
| Hongrie | 21.0 | 13.0 | 16.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 |
| Irlande | 19.7 | 15.6 | 17.1 | 16.7 | 17.1 | 19.5 | 20.0 | 20.9 | 20.6 | 20.5 |
| Islande | 23.2 | 25.3 | 27.5 | 26.7 | 26.8 | 26.7 | 26.6 | 25.9 | 25.9 | 25.4 |
| Israël | 15.0 | 6.6 | 7.2 | 7.4 | 7.4 | 7.7 | 8.0 | 8.5 | 8.5 | 8.5 |
| Italie | 18.0 | 19.1 | 17.9 | 17.9 | 18.1 | 18.3 | 17.5 | 16.0 | 16.0 | 18.9 |
| Japon | 5.8 | 7.0 | 7.1 | 7.2 | 7.2 | 7.2 | 7.1 | 7.1 | 7.2 | 7.2 |
| Lettonie | 18.1 | 21.1 | 18.0 | 18.0 | 16.3 | 16.2 | 15.5 | 14.7 | 14.2 | 14.9 |
| Lituanie | 24.3 | 12.2 | 12.9 | 11.9 | 11.3 | 15.9 | 15.0 | 15.6 | 16.0 | 16.4 |
| Luxembourg | 11.3 | 9.3 | 12.4 | 10.9 | 11.4 | 11.9 | 13.2 | 13.5 | 13.8 | 15.8 |
| Mexique | -1.7 | 2.7 | 6.3 | 7.2 | 6.7 | 7.5 | 8.9 | 8.9 | 9.6 | 8.6 |
| Norvège | 21.3 | 20.0 | 18.9 | 17.9 | 17.8 | 17.7 | 17.9 | 18.0 | 18.3 | 18.4 |
| Nouvelle-Zélande | 19.0 | 15.9 | 16.0 | 16.5 | 16.7 | 16.9 | 17.2 | 17.3 | 18.2 | 19.1 |
| Pays-Bas | 7.9 | 11.8 | 13.1 | 13.0 | 13.2 | 12.0 | 11.8 | 11.8 | 12.5 | 12.3 |
| Pologne | 6.1 | 6.2 | 6.8 | 7.0 | 7.1 | 6.9 | 6.1 | 6.1 | 4.1 | 4.8 |
| Portugal | 9.2 | 8.7 | 14.5 | 14.1 | 13.4 | 14.1 | 14.2 | 14.9 | 15.3 | 15.4 |
| République slovaque | 7.4 | 6.9 | 8.6 | 9.1 | 9.5 | 9.6 | 9.0 | 9.3 | 9.6 | 9.8 |
| Royaume-Uni | 16.5 | 15.5 | 12.9 | 12.8 | 12.8 | 12.7 | 12.5 | 12.9 | 13.3 | 13.8 |
| Slovénie | 12.2 | 9.4 | 9.4 | 10.3 | 10.4 | 10.8 | 10.5 | 10.9 | 10.1 | 10.5 |
| Suède | 25.9 | 16.7 | 16.5 | 16.9 | 17.0 | 16.4 | 16.5 | 16.0 | 15.7 | 15.6 |
| Suisse | 11.3 | 11.0 | 10.5 | 10.8 | 10.9 | 11.0 | 11.1 | 11.5 | 11.9 | 11.9 |
| Tchéquie | 9.3 | 9.8 | 10.8 | 11.7 | 12.3 | 12.8 | 13.0 | 7.5 | 7.3 | 7.8 |
| Türkiye[1] | 14.1 | 10.4 | 11.3 | 11.8 | 12.1 | 12.4 | 12.4 | 12.7 | 10.1 | 10.4 |
| **OCDE-Moyenne** | **14.3** | **12.9** | **13.5** | **13.3** | **13.2** | **13.4** | **13.3** | **13.3** | **13.4** | **13.6** |
| **OCDE-UE 22** | **16.2** | **14.5** | **15.3** | **15.0** | **14.8** | **15.2** | **14.9** | **14.8** | **14.9** | **15.1** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.17. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, célibataire, salaire égal à 67 % du salaire moyen

Pression fiscale en % du salaire brut, célibataire sans enfant

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 36.8 | 34.3 | 34.7 | 34.8 | 34.7 | 34.3 | 33.7 | 33.1 | 33.0 | 32.6 |
| Australie | 21.1 | 16.0 | 18.5 | 19.1 | 19.6 | 18.1 | 18.7 | 17.3 | 17.2 | 20.2 |
| Autriche | 25.6 | 27.0 | 29.2 | 26.9 | 27.2 | 27.7 | 26.8 | 27.3 | 25.8 | 26.9 |
| Belgique | 35.8 | 36.4 | 35.4 | 33.3 | 32.1 | 31.4 | 31.3 | 31.6 | 32.4 | 32.0 |
| Canada | 21.3 | 20.8 | 21.1 | 20.8 | 20.8 | 20.6 | 21.2 | 22.3 | 22.6 | 22.5 |
| Chili | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | -6.5 | 7.0 | 7.0 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 7.5 | 9.2 | 9.9 | 10.5 | 10.8 | 11.2 | 11.6 | 12.2 | 12.9 | 12.9 |
| Costa Rica | 9.0 | 9.2 | 9.3 | 9.8 | 10.3 | 10.3 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.7 |
| Danemark | 37.4 | 33.5 | 33.4 | 33.3 | 33.0 | 33.1 | 33.1 | 33.2 | 33.3 | 33.4 |
| Espagne | 15.0 | 17.5 | 16.7 | 16.6 | 16.8 | 16.7 | 15.2 | 16.8 | 17.0 | 16.6 |
| Estonie | 19.9 | 17.6 | 17.1 | 17.0 | 9.9 | 10.6 | 10.9 | 11.6 | 12.4 | 10.5 |
| États-Unis | 22.6 | 21.5 | 22.9 | 23.1 | 21.4 | 21.4 | 17.0 | 18.3 | 21.7 | 21.4 |
| Finlande | 27.8 | 22.7 | 24.0 | 22.9 | 22.9 | 22.8 | 23.3 | 23.6 | 23.4 | 23.7 |
| France | 25.9 | 25.9 | 26.0 | 25.2 | 24.6 | 24.2 | 23.2 | 23.5 | 23.5 | 23.4 |
| Grèce | 18.0 | 17.7 | 18.5 | 20.0 | 20.2 | 20.4 | 17.6 | 17.7 | 19.0 | 19.8 |
| Hongrie | 30.1 | 27.8 | 34.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 |
| Irlande | 18.8 | 16.0 | 16.8 | 15.8 | 16.1 | 17.3 | 17.9 | 19.1 | 18.7 | 17.8 |
| Islande | 20.2 | 22.2 | 25.0 | 24.8 | 24.9 | 24.8 | 24.5 | 23.5 | 23.5 | 22.9 |
| Israël | 19.4 | 10.4 | 11.0 | 11.2 | 11.0 | 11.4 | 11.7 | 12.5 | 12.6 | 12.3 |
| Italie | 24.4 | 26.1 | 21.8 | 21.9 | 22.1 | 22.3 | 22.2 | 21.6 | 20.1 | 18.9 |
| Japon | 18.4 | 19.1 | 20.4 | 20.6 | 20.6 | 20.6 | 20.6 | 20.6 | 20.6 | 20.8 |
| Lettonie | 26.0 | 29.5 | 27.9 | 27.4 | 25.2 | 25.0 | 23.9 | 23.3 | 22.2 | 22.7 |
| Lituanie | 25.2 | 19.7 | 20.4 | 18.4 | 17.5 | 33.6 | 32.3 | 33.1 | 33.0 | 32.9 |
| Luxembourg | 21.8 | 19.4 | 22.7 | 20.3 | 20.8 | 21.1 | 22.3 | 22.4 | 22.3 | 24.3 |
| Mexique | -4.4 | 0.8 | 3.4 | 4.7 | 4.6 | 5.5 | 8.6 | 8.6 | 9.0 | 8.5 |
| Norvège | 26.8 | 25.6 | 25.1 | 24.1 | 23.9 | 23.8 | 24.1 | 24.2 | 24.0 | 23.6 |
| Nouvelle-Zélande | 18.6 | 14.3 | 13.5 | 13.7 | 13.8 | 14.0 | 14.1 | 14.2 | 14.7 | 16.3 |
| Pays-Bas | 32.9 | 27.1 | 24.7 | 22.5 | 22.8 | 21.2 | 20.1 | 19.1 | 19.7 | 18.4 |
| Pologne | 26.5 | 23.4 | 24.1 | 24.3 | 24.5 | 24.3 | 23.5 | 23.5 | 20.4 | 21.3 |
| Portugal | 17.4 | 16.1 | 21.2 | 21.6 | 21.6 | 22.2 | 22.4 | 22.9 | 23.5 | 23.7 |
| République slovaque | 18.2 | 18.0 | 20.0 | 20.7 | 21.1 | 21.4 | 20.5 | 21.0 | 21.4 | 21.6 |
| Royaume-Uni | 22.8 | 22.6 | 19.2 | 19.3 | 19.3 | 19.1 | 18.4 | 19.1 | 19.3 | 19.5 |
| Slovénie | 32.3 | 28.7 | 28.7 | 30.4 | 30.2 | 30.7 | 30.6 | 30.8 | 30.0 | 30.2 |
| Suède | 31.7 | 22.0 | 22.0 | 22.4 | 22.4 | 21.7 | 21.8 | 20.8 | 20.5 | 20.8 |
| Suisse | 14.9 | 14.4 | 14.1 | 14.3 | 14.4 | 14.5 | 14.8 | 15.0 | 15.3 | 15.3 |
| Tchéquie | 20.8 | 18.2 | 19.5 | 20.7 | 21.4 | 22.0 | 22.3 | 16.7 | 16.4 | 17.1 |
| Türkiye[1] | 27.2 | 23.6 | 24.7 | 24.7 | 24.9 | 25.0 | 25.1 | 25.2 | 21.7 | 22.1 |
| **OCDE-Moyenne** | **21.6** | **20.0** | **20.6** | **20.5** | **20.2** | **20.7** | **20.4** | **20.1** | **20.4** | **20.5** |
| **OCDE-UE 22** | **25.8** | **23.9** | **24.5** | **24.1** | **23.7** | **24.4** | **24.0** | **23.9** | **23.7** | **23.7** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.18. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, célibataire, salaire égal à 100 % du salaire moyen

Pression fiscale en % du salaire brut, célibataire sans enfant

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 43.2 | 39.2 | 39.7 | 39.7 | 39.7 | 39.2 | 38.6 | 37.8 | 38.0 | 37.4 |
| Australie | 26.6 | 22.3 | 24.1 | 24.4 | 24.6 | 23.6 | 24.1 | 23.2 | 23.2 | 24.9 |
| Autriche | 31.0 | 33.1 | 35.0 | 32.4 | 32.8 | 33.2 | 32.7 | 33.2 | 32.1 | 32.6 |
| Belgique | 43.0 | 42.7 | 42.0 | 40.6 | 39.9 | 39.4 | 39.3 | 39.5 | 40.2 | 39.9 |
| Canada | 26.9 | 25.0 | 25.3 | 24.6 | 24.6 | 24.6 | 25.1 | 25.4 | 25.7 | 25.6 |
| Chili | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.1 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 8.9 | 12.3 | 13.3 | 13.9 | 14.4 | 14.8 | 15.1 | 15.6 | 16.2 | 16.2 |
| Costa Rica | 9.0 | 9.2 | 9.3 | 9.8 | 10.3 | 10.3 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.7 |
| Danemark | 41.5 | 35.9 | 35.9 | 35.8 | 35.7 | 35.9 | 35.8 | 35.9 | 35.9 | 36.0 |
| Espagne | 19.8 | 21.7 | 21.3 | 21.1 | 21.3 | 21.3 | 20.7 | 21.4 | 21.6 | 22.1 |
| Estonie | 21.9 | 19.5 | 18.4 | 18.4 | 14.6 | 15.7 | 16.1 | 17.2 | 18.5 | 18.9 |
| États-Unis | 24.9 | 24.6 | 25.6 | 26.1 | 23.8 | 23.9 | 21.3 | 22.4 | 24.8 | 24.2 |
| Finlande | 33.9 | 29.4 | 30.9 | 30.2 | 30.3 | 30.3 | 31.0 | 31.3 | 31.1 | 31.6 |
| France | 29.2 | 27.8 | 29.0 | 29.0 | 28.4 | 28.0 | 27.1 | 27.6 | 27.6 | 27.5 |
| Grèce | 21.6 | 23.1 | 23.7 | 25.2 | 25.5 | 25.5 | 23.9 | 23.3 | 24.2 | 24.8 |
| Hongrie | 35.7 | 31.4 | 34.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 |
| Irlande | 27.5 | 23.4 | 26.0 | 25.3 | 25.6 | 27.6 | 28.0 | 28.8 | 28.5 | 28.0 |
| Islande | 25.4 | 27.6 | 29.4 | 28.3 | 28.4 | 28.3 | 28.2 | 27.8 | 27.8 | 27.4 |
| Israël | 26.1 | 17.0 | 17.5 | 17.7 | 17.6 | 18.1 | 18.4 | 19.0 | 19.0 | 18.8 |
| Italie | 29.0 | 30.2 | 31.1 | 31.1 | 31.2 | 31.5 | 30.1 | 28.2 | 27.7 | 27.7 |
| Japon | 19.7 | 20.6 | 22.1 | 22.3 | 22.4 | 22.4 | 22.2 | 22.2 | 22.3 | 22.6 |
| Lettonie | 27.9 | 30.5 | 28.9 | 29.2 | 28.7 | 28.6 | 28.3 | 26.5 | 26.4 | 27.1 |
| Lituanie | 28.8 | 22.1 | 22.9 | 22.7 | 22.1 | 36.5 | 36.0 | 36.4 | 37.3 | 37.8 |
| Luxembourg | 28.7 | 26.8 | 30.8 | 29.0 | 29.6 | 30.0 | 31.1 | 31.4 | 31.6 | 33.2 |
| Mexique | 2.5 | 6.1 | 10.4 | 11.1 | 10.4 | 10.9 | 11.2 | 11.3 | 12.2 | 11.0 |
| Norvège | 30.7 | 29.3 | 28.5 | 27.5 | 27.4 | 27.3 | 27.5 | 27.6 | 27.9 | 28.1 |
| Nouvelle-Zélande | 19.4 | 17.0 | 17.6 | 18.3 | 18.6 | 19.0 | 19.3 | 19.4 | 20.1 | 21.1 |
| Pays-Bas | 33.6 | 31.7 | 30.3 | 30.3 | 30.5 | 29.4 | 28.5 | 27.8 | 28.1 | 27.3 |
| Pologne | 27.8 | 24.5 | 24.9 | 25.1 | 25.2 | 25.0 | 24.3 | 24.3 | 23.0 | 23.6 |
| Portugal | 22.4 | 22.2 | 28.4 | 27.5 | 26.9 | 27.4 | 27.6 | 28.2 | 28.4 | 28.6 |
| République slovaque | 20.2 | 21.9 | 23.3 | 23.7 | 24.0 | 24.2 | 23.6 | 23.9 | 24.2 | 24.3 |
| Royaume-Uni | 25.8 | 25.4 | 23.4 | 23.5 | 23.5 | 23.4 | 22.9 | 23.4 | 23.8 | 23.7 |
| Slovénie | 35.6 | 33.3 | 33.3 | 33.7 | 34.1 | 34.4 | 34.0 | 34.5 | 33.7 | 34.2 |
| Suède | 33.7 | 24.8 | 24.6 | 25.0 | 25.1 | 24.5 | 24.6 | 24.4 | 24.2 | 23.9 |
| Suisse | 17.8 | 17.4 | 17.0 | 17.2 | 17.4 | 17.5 | 17.8 | 18.2 | 18.5 | 18.6 |
| Tchéquie | 22.5 | 22.5 | 23.4 | 24.1 | 24.6 | 25.0 | 25.2 | 19.8 | 19.6 | 20.0 |
| Türkiye[1] | 28.7 | 26.6 | 27.4 | 28.2 | 28.6 | 29.0 | 28.9 | 29.4 | 27.3 | 27.6 |
| **OCDE-Moyenne** | **25.2** | **23.8** | **24.6** | **24.5** | **24.4** | **24.9** | **24.7** | **24.7** | **24.8** | **24.9** |
| **OCDE-UE 22** | **29.9** | **28.1** | **29.0** | **28.8** | **28.6** | **29.4** | **29.1** | **28.9** | **28.9** | **29.1** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.19. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, célibataire, salaire égal à 167 % du salaire moyen

Pression fiscale en % du salaire brut, célibataire sans enfant

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 48.8 | 43.8 | 43.8 | 43.9 | 43.8 | 43.4 | 43.3 | 42.7 | 42.4 | 41.6 |
| Australie | 34.9 | 28.2 | 30.1 | 30.1 | 30.4 | 30.5 | 30.8 | 29.4 | 29.7 | 30.0 |
| Autriche | 36.3 | 38.3 | 39.4 | 37.7 | 38.0 | 38.1 | 38.0 | 38.2 | 37.8 | 37.5 |
| Belgique | 50.1 | 49.5 | 49.1 | 48.3 | 47.9 | 47.5 | 47.4 | 47.5 | 48.0 | 47.8 |
| Canada | 32.1 | 30.3 | 30.6 | 29.8 | 29.8 | 29.6 | 30.6 | 31.1 | 31.5 | 31.1 |
| Chili | 8.3 | 8.0 | 8.2 | 8.3 | 8.3 | 8.3 | 8.3 | 8.3 | 8.2 | 8.4 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 13.4 | 15.0 | 16.2 | 17.4 | 18.1 | 18.6 | 19.0 | 19.7 | 20.4 | 20.4 |
| Costa Rica | 9.0 | 9.8 | 10.6 | 11.8 | 12.3 | 12.4 | 12.4 | 12.8 | 12.7 | 12.5 |
| Danemark | 49.3 | 42.9 | 42.1 | 41.8 | 41.5 | 41.6 | 41.4 | 41.4 | 41.7 | 41.8 |
| Espagne | 24.4 | 26.5 | 27.3 | 26.8 | 27.0 | 27.1 | 26.5 | 27.3 | 27.4 | 27.9 |
| Estonie | 23.6 | 21.0 | 19.6 | 19.6 | 21.3 | 21.3 | 21.3 | 21.3 | 21.3 | 21.3 |
| États-Unis | 31.9 | 30.6 | 31.1 | 31.4 | 28.8 | 28.9 | 28.5 | 29.4 | 29.5 | 29.1 |
| Finlande | 41.1 | 36.6 | 38.1 | 37.8 | 37.9 | 37.9 | 38.6 | 38.9 | 38.7 | 39.3 |
| France | 33.1 | 33.4 | 34.5 | 34.5 | 33.9 | 33.8 | 33.3 | 33.6 | 33.5 | 33.5 |
| Grèce | 29.2 | 30.2 | 31.6 | 32.1 | 32.4 | 32.5 | 31.3 | 29.5 | 30.7 | 31.5 |
| Hongrie | 42.8 | 39.8 | 34.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 |
| Irlande | 35.6 | 34.4 | 36.1 | 35.1 | 35.3 | 36.7 | 37.0 | 37.6 | 37.5 | 37.2 |
| Islande | 36.7 | 32.4 | 34.0 | 33.5 | 33.3 | 33.3 | 33.4 | 33.3 | 33.3 | 32.8 |
| Israël | 35.0 | 26.0 | 26.5 | 26.9 | 26.9 | 27.6 | 28.1 | 28.9 | 28.9 | 28.8 |
| Italie | 34.5 | 37.3 | 39.5 | 39.2 | 39.3 | 39.5 | 39.8 | 39.7 | 38.6 | 39.2 |
| Japon | 22.6 | 24.5 | 25.9 | 26.0 | 26.1 | 26.1 | 25.9 | 26.2 | 26.3 | 26.6 |
| Lettonie | 29.4 | 31.4 | 29.8 | 30.2 | 28.8 | 29.0 | 29.2 | 29.0 | 29.2 | 29.5 |
| Lituanie | 31.7 | 24.0 | 24.0 | 24.0 | 24.0 | 38.9 | 38.9 | 39.1 | 39.5 | 39.5 |
| Luxembourg | 37.9 | 34.9 | 38.6 | 37.6 | 37.9 | 38.1 | 38.7 | 38.9 | 39.4 | 40.1 |
| Mexique | 10.1 | 13.4 | 15.1 | 15.7 | 15.0 | 15.5 | 15.8 | 15.8 | 16.5 | 15.6 |
| Norvège | 38.2 | 35.7 | 34.9 | 34.0 | 33.9 | 33.9 | 33.9 | 34.2 | 34.6 | 34.9 |
| Nouvelle-Zélande | 24.2 | 23.3 | 23.4 | 23.9 | 24.1 | 24.4 | 24.6 | 24.8 | 25.3 | 25.8 |
| Pays-Bas | 40.6 | 37.7 | 38.2 | 37.7 | 37.9 | 37.5 | 36.5 | 36.2 | 36.4 | 36.1 |
| Pologne | 28.9 | 25.4 | 25.6 | 25.7 | 25.8 | 25.6 | 26.0 | 26.1 | 25.1 | 25.5 |
| Portugal | 28.6 | 29.5 | 35.7 | 34.1 | 33.5 | 34.2 | 34.3 | 35.0 | 35.6 | 35.6 |
| République slovaque | 24.8 | 24.9 | 25.9 | 26.2 | 26.4 | 26.4 | 26.1 | 26.5 | 26.8 | 27.0 |
| Royaume-Uni | 28.8 | 30.0 | 29.8 | 29.9 | 29.9 | 29.5 | 29.1 | 29.7 | 30.6 | 30.8 |
| Slovénie | 41.2 | 39.1 | 37.9 | 37.7 | 38.1 | 38.4 | 37.3 | 37.7 | 37.3 | 38.1 |
| Suède | 41.1 | 35.6 | 35.2 | 36.5 | 36.4 | 35.2 | 34.7 | 34.7 | 34.6 | 33.4 |
| Suisse | 22.7 | 22.2 | 21.8 | 22.2 | 22.3 | 22.5 | 22.7 | 23.1 | 23.5 | 23.5 |
| Tchéquie | 25.5 | 25.9 | 26.5 | 26.9 | 27.2 | 27.4 | 27.6 | 22.3 | 22.1 | 22.4 |
| Türkiye[1] | 26.9 | 29.9 | 31.6 | 32.4 | 32.7 | 32.9 | 32.8 | 33.1 | 31.9 | 32.1 |
| **OCDE-Moyenne** | **30.3** | **29.0** | **29.5** | **29.5** | **29.5** | **29.9** | **29.9** | **29.9** | **30.0** | **30.0** |
| **OCDE-UE 22** | **35.4** | **33.7** | **34.2** | **33.9** | **34.0** | **34.7** | **34.6** | **34.4** | **34.4** | **34.5** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.20. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, parent isolé, salaire égal à 67 % du salaire moyen

Pression fiscale en % du salaire brut, parent isolé ayant deux enfants

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 17.9 | 16.2 | 17.5 | 17.9 | 18.2 | 17.8 | 13.2 | 13.8 | 15.4 | 14.2 |
| Australie | -2.1 | -13.2 | -7.5 | -5.3 | -3.9 | -4.8 | -4.7 | -6.6 | -3.8 | -0.7 |
| Autriche | 2.0 | 4.6 | 9.3 | 7.1 | 7.7 | 0.4 | -2.2 | 1.2 | -3.2 | 0.4 |
| Belgique | 16.1 | 18.9 | 17.8 | 15.7 | 14.7 | 13.6 | 9.3 | 9.3 | 10.9 | 10.6 |
| Canada | 0.0 | 0.8 | -9.4 | -9.7 | -9.7 | -10.9 | -7.1 | -2.4 | -3.1 | -4.0 |
| Chili | 5.9 | 6.1 | 6.2 | 6.2 | 6.2 | 6.2 | 6.1 | -24.3 | 4.8 | 2.2 |
| Colombie | -6.9 | -5.6 | -6.6 | -6.6 | -6.4 | -6.5 | -7.2 | -7.5 | -6.4 | -7.3 |
| Corée | 6.8 | 8.5 | 3.9 | 4.2 | 4.7 | 4.4 | 0.9 | 3.0 | 3.7 | 4.1 |
| Costa Rica | 9.0 | 9.2 | 9.3 | 9.8 | 10.3 | 10.3 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.7 |
| Danemark | 11.5 | 8.0 | 6.3 | 4.8 | 18.0 | 18.3 | 18.4 | 18.7 | 17.2 | 17.6 |
| Espagne | 6.8 | 8.1 | 1.5 | 1.6 | 2.0 | 2.3 | 0.3 | 2.5 | 3.5 | 3.7 |
| Estonie | -8.5 | -2.1 | -4.8 | -3.2 | -10.5 | -9.5 | -8.8 | -6.7 | -4.3 | -18.6 |
| États-Unis | 2.6 | 0.2 | 3.9 | 5.5 | 2.0 | 2.4 | -5.9 | -9.2 | 6.4 | 5.5 |
| Finlande | 9.7 | 8.9 | 10.9 | 10.2 | 10.8 | 10.9 | 11.2 | 11.7 | 10.9 | 12.4 |
| France | 13.5 | 14.8 | 16.0 | 1.0 | 0.4 | -4.2 | -6.5 | -3.7 | -3.0 | -7.1 |
| Grèce | 17.1 | 16.0 | 13.9 | 14.4 | 11.9 | 12.2 | 8.7 | 9.4 | 11.4 | 12.7 |
| Hongrie | 5.0 | 6.7 | 6.5 | 4.9 | 5.4 | 6.4 | 8.8 | 10.6 | 13.6 | 16.1 |
| Irlande | 6.6 | -15.8 | -10.7 | -9.5 | -6.6 | 0.2 | 0.7 | 1.8 | 2.1 | 4.8 |
| Islande | 1.4 | 9.5 | 14.5 | 13.7 | 12.4 | 12.7 | 11.7 | 10.5 | 11.3 | 12.4 |
| Israël | -1.5 | -2.6 | -1.5 | -2.9 | -3.0 | -1.8 | -1.8 | -0.4 | -1.4 | -0.7 |
| Italie | 5.5 | 5.1 | 1.3 | 1.4 | 1.7 | 2.3 | 1.0 | 0.1 | 0.7 | -1.3 |
| Japon | 3.8 | -3.0 | 4.6 | 4.4 | 4.7 | 4.1 | 3.9 | 3.9 | 4.5 | 5.4 |
| Lettonie | 3.5 | 12.4 | 7.3 | 8.7 | 6.7 | 6.0 | 5.2 | 6.4 | 0.5 | 3.4 |
| Lituanie | 19.2 | 8.2 | 10.3 | 9.0 | 3.0 | 17.3 | 7.5 | 11.7 | 12.2 | 12.1 |
| Luxembourg | -6.4 | -10.9 | -4.1 | -6.6 | -5.3 | -4.3 | -1.4 | -0.7 | 0.8 | 2.3 |
| Mexique | -4.4 | 0.8 | 3.4 | 4.7 | 4.6 | 5.5 | 8.6 | 8.6 | 9.0 | 8.5 |
| Norvège | 5.7 | 10.8 | 12.1 | 11.7 | 12.1 | 11.9 | 12.4 | 13.0 | 13.2 | 11.8 |
| Nouvelle-Zélande | -3.0 | -17.7 | -14.1 | -12.9 | -19.9 | -18.8 | -17.3 | -16.4 | -16.1 | -12.1 |
| Pays-Bas | 14.5 | 3.6 | 0.6 | -3.8 | -3.6 | -5.3 | -5.8 | -6.1 | -4.2 | -8.7 |
| Pologne | 18.0 | 17.8 | 11.2 | -36.5 | -28.9 | -21.9 | -10.8 | -10.6 | -11.3 | -8.0 |
| Portugal | 9.1 | 1.7 | 7.6 | 3.5 | 4.1 | 5.5 | 5.8 | 7.2 | 8.6 | 4.8 |
| République slovaque | -2.0 | 2.3 | 5.4 | 7.0 | 8.1 | 8.7 | 7.8 | 6.9 | 2.4 | -14.6 |
| Royaume-Uni | 7.7 | 0.6 | -3.4 | 0.9 | 2.6 | 4.3 | -2.7 | 10.3 | 10.1 | 9.0 |
| Slovénie | -2.0 | -1.7 | -4.4 | -1.5 | -0.5 | 1.0 | 1.5 | 3.3 | 2.9 | 8.7 |
| Suède | 20.1 | 11.1 | 12.2 | 13.1 | 12.1 | 11.3 | 11.6 | 10.9 | 10.9 | 11.5 |
| Suisse | 0.3 | -1.1 | -1.9 | -1.4 | -1.2 | -1.0 | -0.6 | 0.0 | 0.6 | 0.7 |
| Tchéquie | -17.9 | -12.7 | -0.8 | -3.8 | -5.3 | -3.3 | -2.7 | -11.1 | -9.8 | -9.0 |
| Türkiye[1] | 27.2 | 22.0 | 23.2 | 22.9 | 23.3 | 23.4 | 23.5 | 23.5 | 21.7 | 22.1 |
| **OCDE-Moyenne** | **5.6** | **3.9** | **4.4** | **2.6** | **2.7** | **3.3** | **2.7** | **2.7** | **4.0** | **3.6** |
| **OCDE-UE 22** | **7.2** | **5.5** | **5.9** | **2.5** | **2.9** | **3.9** | **3.3** | **3.9** | **4.0** | **3.1** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.21. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, couple marié, salaire égal à 100 % du salaire moyen

Pression fiscale en % du salaire brut, couple marié ayant deux enfants et un seul salaire

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 22.0 | 19.6 | 21.2 | 21.5 | 21.6 | 21.2 | 19.1 | 19.4 | 20.5 | 19.7 |
| Australie | 18.4 | 9.3 | 12.9 | 16.0 | 16.9 | 16.0 | 16.1 | 14.7 | 16.2 | 18.0 |
| Autriche | 15.1 | 17.9 | 21.6 | 19.1 | 19.6 | 15.0 | 13.2 | 15.7 | 11.0 | 14.2 |
| Belgique | 23.7 | 23.6 | 22.6 | 20.9 | 20.4 | 19.4 | 19.2 | 19.2 | 20.7 | 20.3 |
| Canada | 19.3 | 17.1 | 10.6 | 12.3 | 12.3 | 12.0 | 13.0 | 14.4 | 14.5 | 14.3 |
| Chili | 6.3 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | -18.5 | 5.7 | 5.7 |
| Colombie | -4.6 | -3.8 | -4.4 | -4.4 | -4.3 | -4.3 | -4.8 | -5.0 | -4.3 | -4.9 |
| Corée | 8.2 | 9.7 | 7.6 | 8.6 | 9.3 | 9.4 | 7.2 | 8.9 | 9.8 | 10.2 |
| Costa Rica | 9.0 | 9.2 | 9.3 | 9.8 | 10.3 | 10.3 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.7 |
| Danemark | 28.2 | 24.9 | 25.3 | 25.2 | 22.6 | 23.0 | 23.1 | 23.5 | 26.5 | 26.7 |
| Espagne | 11.5 | 14.2 | 13.9 | 13.9 | 14.1 | 14.3 | 13.5 | 14.5 | 15.1 | 15.9 |
| Estonie | 10.6 | 7.3 | 4.5 | 5.0 | 1.1 | 2.4 | 3.1 | 5.1 | 7.5 | 6.3 |
| États-Unis | 14.4 | 11.2 | 13.7 | 14.3 | 11.8 | 11.9 | 2.7 | 0.7 | 13.3 | 13.2 |
| Finlande | 24.8 | 23.0 | 25.2 | 24.8 | 25.0 | 25.1 | 26.0 | 26.4 | 26.0 | 27.1 |
| France | 16.1 | 17.7 | 18.0 | 18.1 | 17.4 | 16.3 | 14.8 | 16.8 | 17.0 | 16.9 |
| Grèce | 23.6 | 23.6 | 21.9 | 22.8 | 21.4 | 21.5 | 19.7 | 19.3 | 22.1 | 23.1 |
| Hongrie | 20.5 | 18.7 | 16.9 | 15.3 | 15.5 | 16.1 | 17.7 | 18.8 | 20.8 | 22.3 |
| Irlande | 10.9 | 5.6 | 8.9 | 7.9 | 8.7 | 11.9 | 12.4 | 13.8 | 13.8 | 13.2 |
| Islande | 8.9 | 12.2 | 17.5 | 16.3 | 14.8 | 14.6 | 14.3 | 14.4 | 14.8 | 15.4 |
| Israël | 21.8 | 13.6 | 14.8 | 15.0 | 14.9 | 15.4 | 15.8 | 16.5 | 13.4 | 13.2 |
| Italie | 18.6 | 17.8 | 19.0 | 19.0 | 19.2 | 19.7 | 17.5 | 15.5 | 12.4 | 12.0 |
| Japon | 15.8 | 11.3 | 16.0 | 16.2 | 16.4 | 16.4 | 16.1 | 16.1 | 16.3 | 16.6 |
| Lettonie | 12.8 | 19.1 | 15.2 | 16.7 | 16.4 | 15.8 | 15.7 | 15.2 | 11.8 | 14.2 |
| Lituanie | 28.8 | 14.4 | 16.1 | 15.6 | 12.4 | 25.6 | 19.3 | 22.1 | 23.3 | 23.8 |
| Luxembourg | 1.9 | 1.5 | 5.7 | 4.8 | 5.5 | 6.0 | 7.4 | 7.8 | 8.4 | 10.5 |
| Mexique | 2.5 | 6.1 | 10.4 | 11.1 | 10.4 | 10.9 | 11.2 | 11.3 | 12.2 | 11.0 |
| Norvège | 19.3 | 21.8 | 23.1 | 22.4 | 23.5 | 23.2 | 23.5 | 23.8 | 24.2 | 24.2 |
| Nouvelle-Zélande | 13.6 | -0.9 | 5.2 | 7.0 | 2.7 | 4.3 | 5.7 | 6.4 | 7.9 | 10.9 |
| Pays-Bas | 22.4 | 23.6 | 24.1 | 24.5 | 24.9 | 23.8 | 21.2 | 21.0 | 21.8 | 19.7 |
| Pologne | 22.1 | 17.8 | 18.9 | -3.9 | 1.2 | 3.9 | 1.3 | 1.4 | -1.2 | 2.1 |
| Portugal | 13.6 | 8.8 | 14.3 | 11.9 | 12.5 | 13.5 | 13.7 | 14.7 | 15.8 | 16.2 |
| République slovaque | 5.2 | 3.4 | 6.9 | 8.4 | 9.5 | 10.0 | 9.4 | 9.0 | 4.7 | -9.3 |
| Royaume-Uni | 20.6 | 18.7 | 17.8 | 18.2 | 18.3 | 18.4 | 17.7 | 18.5 | 19.0 | 18.8 |
| Slovénie | 10.1 | 10.4 | 11.3 | 12.3 | 13.1 | 13.8 | 17.0 | 17.9 | 17.7 | 18.2 |
| Suède | 26.0 | 17.4 | 18.1 | 18.8 | 18.2 | 17.6 | 17.8 | 17.7 | 17.8 | 17.7 |
| Suisse | 5.9 | 4.9 | 3.6 | 4.0 | 4.2 | 4.4 | 4.8 | 5.4 | 6.0 | 6.1 |
| Tchéquie | -5.3 | -5.6 | 2.0 | 0.7 | 0.2 | 2.0 | 2.6 | -4.2 | -3.2 | -2.3 |
| Türkiye[1] | 28.7 | 24.8 | 25.6 | 26.3 | 26.8 | 27.1 | 27.1 | 27.5 | 27.3 | 27.6 |
| **OCDE-Moyenne** | **15.0** | **13.1** | **14.3** | **13.8** | **13.6** | **14.1** | **13.5** | **13.1** | **14.1** | **14.2** |
| **OCDE-UE 22** | **16.5** | **14.8** | **16.0** | **14.7** | **14.6** | **15.4** | **14.8** | **15.0** | **15.0** | **14.9** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.22. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, couple marié, deux enfants, deux salaires égaux à 100 % et 67 % du salaire moyen

Pression fiscale en % du salaire brut, couple marié ayant deux enfants et deux salaires

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 34.3 | 30.1 | 31.2 | 31.4 | 31.4 | 31.0 | 29.5 | 29.2 | 29.8 | 28.9 |
| Australie | 22.0 | 19.0 | 21.8 | 22.2 | 22.6 | 21.4 | 21.9 | 20.8 | 20.8 | 23.0 |
| Autriche | 20.1 | 22.6 | 25.5 | 23.0 | 23.4 | 20.9 | 19.5 | 21.1 | 18.4 | 20.2 |
| Belgique | 35.0 | 33.9 | 33.1 | 31.3 | 30.5 | 29.8 | 29.8 | 30.0 | 30.8 | 30.4 |
| Canada | 24.4 | 22.2 | 20.3 | 19.9 | 20.0 | 19.8 | 20.8 | 21.8 | 21.9 | 21.7 |
| Chili | 6.6 | 6.6 | 6.7 | 6.7 | 6.7 | 6.7 | 6.6 | -8.6 | 6.1 | 5.1 |
| Colombie | -5.5 | -4.5 | -5.3 | -5.3 | -5.2 | -5.2 | -5.8 | -6.0 | -5.2 | -5.8 |
| Corée | 8.0 | 9.8 | 8.9 | 9.6 | 10.2 | 10.4 | 9.3 | 10.5 | 11.3 | 11.5 |
| Costa Rica | 9.0 | 9.2 | 9.3 | 9.8 | 10.3 | 10.3 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.7 |
| Danemark | 35.8 | 31.0 | 31.1 | 31.0 | 31.0 | 31.2 | 31.2 | 31.3 | 31.5 | 31.6 |
| Espagne | 15.6 | 17.8 | 17.2 | 17.1 | 17.3 | 17.4 | 16.3 | 17.5 | 17.8 | 18.0 |
| Estonie | 16.8 | 13.7 | 11.2 | 11.6 | 6.3 | 7.2 | 7.7 | 9.1 | 10.7 | 9.2 |
| États-Unis | 20.5 | 18.5 | 20.0 | 20.3 | 17.6 | 17.7 | 12.2 | 11.0 | 18.5 | 18.4 |
| Finlande | 26.0 | 22.9 | 24.6 | 23.9 | 24.2 | 24.2 | 24.9 | 25.3 | 25.0 | 25.7 |
| France | 21.4 | 22.2 | 23.2 | 22.7 | 22.1 | 21.8 | 20.4 | 20.8 | 20.9 | 20.8 |
| Grèce | 22.0 | 22.2 | 22.0 | 22.8 | 22.1 | 22.2 | 20.1 | 19.8 | 22.8 | 23.6 |
| Hongrie | 24.3 | 22.3 | 23.9 | 22.6 | 22.8 | 23.1 | 24.0 | 24.7 | 25.9 | 26.8 |
| Irlande | 20.8 | 13.7 | 16.7 | 16.2 | 16.8 | 19.7 | 20.2 | 21.3 | 21.1 | 21.0 |
| Islande | 21.9 | 24.4 | 27.6 | 26.8 | 26.5 | 26.5 | 26.0 | 25.2 | 25.0 | 25.1 |
| Israël | 17.7 | 10.5 | 11.2 | 11.4 | 11.3 | 11.6 | 11.8 | 12.6 | 10.6 | 10.3 |
| Italie | 25.1 | 24.0 | 22.8 | 22.8 | 23.0 | 23.3 | 21.9 | 20.4 | 15.8 | 15.1 |
| Japon | 17.9 | 15.1 | 18.6 | 18.8 | 18.9 | 18.9 | 18.7 | 18.7 | 18.9 | 19.1 |
| Lettonie | 18.1 | 23.3 | 20.3 | 21.0 | 19.9 | 19.5 | 19.0 | 18.4 | 16.0 | 17.6 |
| Lituanie | 27.3 | 19.8 | 20.4 | 16.7 | 16.4 | 30.7 | 28.5 | 29.7 | 30.3 | 30.6 |
| Luxembourg | 12.6 | 12.3 | 17.1 | 15.3 | 16.1 | 16.7 | 18.4 | 18.8 | 19.4 | 21.8 |
| Mexique | -0.3 | 4.0 | 7.6 | 8.5 | 8.0 | 8.8 | 10.2 | 10.2 | 10.9 | 10.0 |
| Norvège | 24.4 | 24.8 | 24.6 | 23.7 | 23.6 | 23.4 | 23.7 | 23.9 | 24.1 | 23.9 |
| Nouvelle-Zélande | 19.0 | 13.9 | 16.0 | 16.5 | 16.7 | 16.9 | 17.2 | 17.3 | 18.0 | 19.1 |
| Pays-Bas | 30.1 | 24.9 | 23.2 | 21.7 | 21.9 | 20.5 | 19.6 | 19.0 | 19.8 | 18.7 |
| Pologne | 25.0 | 20.4 | 21.7 | 15.1 | 15.3 | 12.6 | 10.6 | 10.7 | 10.3 | 12.3 |
| Portugal | 17.0 | 16.5 | 20.4 | 21.1 | 20.5 | 21.4 | 21.6 | 22.5 | 23.0 | 23.4 |
| République slovaque | 13.3 | 14.0 | 16.1 | 17.0 | 17.6 | 18.0 | 17.3 | 17.1 | 14.5 | 6.1 |
| Royaume-Uni | 21.5 | 21.1 | 18.7 | 19.0 | 19.1 | 19.0 | 18.4 | 19.1 | 19.5 | 19.4 |
| Slovénie | 25.1 | 23.4 | 24.1 | 24.6 | 24.9 | 25.3 | 25.4 | 26.0 | 25.4 | 27.1 |
| Suède | 28.3 | 19.3 | 19.6 | 20.2 | 19.9 | 19.2 | 19.4 | 19.0 | 18.9 | 18.9 |
| Suisse | 12.3 | 11.3 | 10.1 | 10.6 | 10.8 | 11.0 | 11.4 | 12.0 | 12.5 | 12.5 |
| Tchéquie | 14.0 | 12.1 | 13.7 | 12.9 | 12.6 | 13.6 | 14.0 | 11.5 | 11.6 | 12.5 |
| Türkiye[1] | 28.1 | 24.7 | 25.7 | 26.1 | 26.5 | 26.7 | 26.7 | 27.0 | 25.1 | 25.4 |
| **OCDE-Moyenne** | **19.9** | **18.2** | **19.0** | **18.6** | **18.4** | **18.8** | **18.4** | **18.1** | **18.6** | **18.7** |
| **OCDE-UE 22** | **23.1** | **21.0** | **21.8** | **21.0** | **20.7** | **21.3** | **20.9** | **21.1** | **20.9** | **20.9** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.23. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, couple marié, deux salaires égaux à 100% du salaire moyen chacun

Pression fiscale en % du salaire brut, couple marié ayant deux enfants et deux salaires

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 37.7 | 33.3 | 34.1 | 34.2 | 34.2 | 33.7 | 32.8 | 32.2 | 32.6 | 32.0 |
| Australie | 25.1 | 22.3 | 24.1 | 24.4 | 24.6 | 23.6 | 24.1 | 23.2 | 23.2 | 24.9 |
| Autriche | 23.7 | 26.3 | 29.1 | 26.3 | 26.8 | 24.8 | 23.7 | 25.1 | 22.8 | 24.2 |
| Belgique | 38.4 | 37.4 | 36.6 | 35.1 | 34.4 | 33.9 | 33.9 | 34.0 | 34.8 | 34.5 |
| Canada | 26.9 | 24.4 | 23.5 | 22.9 | 22.9 | 22.8 | 23.5 | 24.3 | 24.5 | 24.3 |
| Chili | 6.6 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | -5.7 | 6.6 | 6.6 |
| Colombie | -4.6 | -1.9 | -4.4 | -4.4 | -4.3 | -4.3 | -4.8 | -5.0 | -4.3 | -4.9 |
| Corée | 8.7 | 11.2 | 10.8 | 11.6 | 12.1 | 12.3 | 11.4 | 12.5 | 13.2 | 13.4 |
| Costa Rica | 9.0 | 9.2 | 9.3 | 9.8 | 10.3 | 10.3 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.7 |
| Danemark | 38.1 | 32.7 | 32.7 | 32.7 | 32.7 | 32.9 | 32.8 | 33.0 | 33.1 | 33.2 |
| Espagne | 18.0 | 19.9 | 19.4 | 19.3 | 19.5 | 19.6 | 18.9 | 19.7 | 20.0 | 20.5 |
| Estonie | 18.3 | 15.2 | 12.9 | 13.2 | 9.2 | 10.4 | 10.9 | 12.4 | 14.1 | 13.6 |
| États-Unis | 22.7 | 20.3 | 21.5 | 22.0 | 19.8 | 20.0 | 15.7 | 15.0 | 21.4 | 20.9 |
| Finlande | 29.3 | 26.2 | 28.0 | 27.5 | 27.7 | 27.7 | 28.5 | 28.8 | 28.6 | 29.3 |
| France | 23.5 | 23.8 | 25.0 | 24.9 | 24.4 | 24.0 | 22.9 | 23.6 | 23.7 | 23.5 |
| Grèce | 24.2 | 24.5 | 24.7 | 25.7 | 26.0 | 26.1 | 24.6 | 23.8 | 24.9 | 25.6 |
| Hongrie | 28.1 | 25.0 | 25.7 | 24.4 | 24.5 | 24.8 | 25.6 | 26.1 | 27.1 | 27.9 |
| Irlande | 25.7 | 19.2 | 22.3 | 21.6 | 22.1 | 24.4 | 24.9 | 25.8 | 25.6 | 25.5 |
| Islande | 25.4 | 27.5 | 29.4 | 28.3 | 28.4 | 28.3 | 27.9 | 27.8 | 27.8 | 27.4 |
| Israël | 21.3 | 12.8 | 13.8 | 14.2 | 14.1 | 14.7 | 15.0 | 15.8 | 12.7 | 12.5 |
| Italie | 27.4 | 27.0 | 27.8 | 27.8 | 27.9 | 28.2 | 26.4 | 24.4 | 21.1 | 21.0 |
| Japon | 18.6 | 16.5 | 19.7 | 19.9 | 20.1 | 20.1 | 19.9 | 19.9 | 20.0 | 20.3 |
| Lettonie | 20.4 | 24.8 | 22.0 | 22.9 | 22.6 | 22.2 | 22.0 | 20.8 | 19.1 | 20.7 |
| Lituanie | 28.8 | 21.0 | 21.6 | 19.2 | 18.9 | 32.6 | 31.0 | 31.9 | 32.9 | 33.4 |
| Luxembourg | 17.6 | 17.4 | 22.4 | 20.9 | 21.6 | 22.2 | 23.8 | 24.2 | 24.7 | 26.7 |
| Mexique | 2.5 | 6.1 | 10.4 | 11.1 | 10.4 | 10.9 | 11.2 | 11.3 | 12.2 | 11.0 |
| Norvège | 26.8 | 26.8 | 26.3 | 25.5 | 25.4 | 25.2 | 25.5 | 25.7 | 26.1 | 26.1 |
| Nouvelle-Zélande | 19.4 | 17.0 | 17.6 | 18.3 | 18.6 | 19.0 | 19.3 | 19.4 | 20.1 | 21.1 |
| Pays-Bas | 30.9 | 27.5 | 26.2 | 25.7 | 25.9 | 24.7 | 23.9 | 23.4 | 24.0 | 23.1 |
| Pologne | 25.9 | 21.4 | 22.5 | 17.1 | 17.2 | 14.9 | 13.1 | 13.2 | 13.2 | 14.9 |
| Portugal | 20.2 | 19.5 | 23.8 | 24.1 | 23.6 | 24.4 | 24.6 | 25.3 | 25.7 | 26.0 |
| République slovaque | 19.0 | 16.6 | 18.4 | 19.1 | 19.7 | 19.9 | 19.3 | 19.2 | 17.0 | 10.0 |
| Royaume-Uni | 23.2 | 22.8 | 20.9 | 21.2 | 21.2 | 21.2 | 20.6 | 21.2 | 21.6 | 21.5 |
| Slovénie | 29.4 | 27.8 | 27.1 | 27.3 | 28.8 | 29.1 | 29.0 | 29.6 | 29.0 | 29.6 |
| Suède | 29.9 | 21.1 | 21.3 | 21.9 | 21.6 | 21.1 | 21.2 | 21.1 | 21.0 | 20.8 |
| Suisse | 14.8 | 14.0 | 12.8 | 13.3 | 13.5 | 13.7 | 14.1 | 14.7 | 15.3 | 15.3 |
| Tchéquie | 18.2 | 15.9 | 16.5 | 18.0 | 15.7 | 19.2 | 16.8 | 13.9 | 14.0 | 14.7 |
| Türkiye[1] | 28.7 | 26.0 | 26.8 | 27.6 | 28.1 | 28.4 | 28.3 | 28.8 | 27.3 | 27.6 |
| **OCDE-Moyenne** | **22.3** | **20.7** | **21.3** | **21.1** | **21.0** | **21.4** | **21.0** | **20.8** | **21.2** | **21.3** |
| **OCDE-UE 22** | **26.0** | **23.8** | **24.6** | **24.0** | **23.9** | **24.6** | **24.1** | **24.2** | **24.0** | **24.1** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.24. Impôt sur le revenu et cotisations sociales des salariés diminués des prestations versées, couple marié, deux salaires égaux à 100 % et 67 % du salaire moyen

Pression fiscale en % du salaire brut, couple marié sans enfant, avec deux salaires

| | 2000 | 2010 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 40.3 | 37.0 | 37.4 | 37.5 | 37.4 | 37.0 | 36.4 | 35.7 | 35.8 | 35.2 |
| Australie | 24.4 | 19.8 | 21.8 | 22.2 | 22.6 | 21.4 | 21.9 | 20.8 | 20.8 | 23.0 |
| Autriche | 28.8 | 30.7 | 32.7 | 30.2 | 30.6 | 31.0 | 30.3 | 30.8 | 29.7 | 30.3 |
| Belgique | 42.0 | 40.2 | 39.4 | 37.7 | 36.8 | 36.2 | 36.1 | 36.3 | 37.0 | 36.6 |
| Canada | 25.0 | 23.4 | 23.6 | 23.1 | 23.1 | 23.1 | 23.8 | 24.1 | 24.4 | 24.3 |
| Chili | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | -1.8 | 7.0 | 7.1 |
| Colombie | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Corée | 8.3 | 11.0 | 11.9 | 12.5 | 12.9 | 13.4 | 13.7 | 14.3 | 14.9 | 14.9 |
| Costa Rica | 9.0 | 9.2 | 9.3 | 9.8 | 10.3 | 10.3 | 10.5 | 10.5 | 10.5 | 10.7 |
| Danemark | 39.8 | 35.0 | 34.9 | 34.8 | 34.6 | 34.8 | 34.7 | 34.8 | 34.9 | 35.0 |
| Espagne | 17.9 | 20.1 | 19.4 | 19.3 | 19.5 | 19.5 | 18.5 | 19.6 | 19.7 | 19.8 |
| Estonie | 21.1 | 18.7 | 17.9 | 17.8 | 12.7 | 13.7 | 14.0 | 15.0 | 16.1 | 15.5 |
| États-Unis | 24.4 | 23.1 | 24.2 | 24.3 | 22.3 | 22.4 | 18.9 | 19.9 | 22.6 | 22.3 |
| Finlande | 31.5 | 26.7 | 28.1 | 27.3 | 27.4 | 27.3 | 27.9 | 28.2 | 28.0 | 28.4 |
| France | 27.5 | 27.1 | 28.0 | 28.0 | 27.4 | 26.9 | 25.4 | 25.6 | 25.6 | 25.5 |
| Grèce | 21.5 | 22.2 | 22.8 | 24.2 | 24.5 | 24.6 | 22.8 | 22.3 | 23.4 | 24.1 |
| Hongrie | 33.5 | 30.0 | 34.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 | 33.5 |
| Irlande | 23.0 | 18.8 | 21.1 | 20.7 | 21.1 | 23.5 | 24.0 | 24.9 | 24.6 | 24.5 |
| Islande | 23.3 | 25.4 | 27.6 | 26.9 | 27.0 | 26.9 | 26.7 | 26.1 | 26.1 | 25.6 |
| Israël | 22.8 | 13.7 | 14.3 | 14.6 | 14.5 | 14.9 | 15.2 | 15.9 | 16.0 | 15.7 |
| Italie | 27.2 | 28.6 | 27.4 | 27.4 | 27.5 | 27.8 | 27.0 | 25.5 | 24.6 | 24.2 |
| Japon | 19.2 | 20.0 | 21.4 | 21.6 | 21.7 | 21.7 | 21.6 | 21.6 | 21.6 | 21.9 |
| Lettonie | 27.1 | 30.1 | 28.5 | 28.5 | 27.3 | 27.2 | 26.5 | 25.2 | 24.7 | 25.4 |
| Lituanie | 27.3 | 21.2 | 21.9 | 20.9 | 20.3 | 35.4 | 34.5 | 35.1 | 35.5 | 35.9 |
| Luxembourg | 22.9 | 21.4 | 25.2 | 23.2 | 23.7 | 24.1 | 25.5 | 25.8 | 26.1 | 28.1 |
| Mexique | -0.3 | 4.0 | 7.6 | 8.5 | 8.0 | 8.8 | 10.2 | 10.2 | 10.9 | 10.0 |
| Norvège | 29.1 | 27.8 | 27.1 | 26.1 | 26.0 | 25.9 | 26.1 | 26.2 | 26.3 | 26.3 |
| Nouvelle-Zélande | 19.0 | 15.9 | 16.0 | 16.5 | 16.7 | 16.9 | 17.2 | 17.3 | 18.0 | 19.1 |
| Pays-Bas | 33.3 | 29.8 | 28.0 | 27.2 | 27.4 | 26.1 | 25.1 | 24.3 | 24.8 | 23.8 |
| Pologne | 27.3 | 24.1 | 24.6 | 24.8 | 24.9 | 24.7 | 24.0 | 24.0 | 21.9 | 22.6 |
| Portugal | 20.2 | 19.7 | 25.5 | 25.1 | 24.4 | 25.1 | 25.2 | 25.9 | 26.3 | 26.4 |
| République slovaque | 19.4 | 20.3 | 22.0 | 22.5 | 22.9 | 23.0 | 22.4 | 22.7 | 23.0 | 23.2 |
| Royaume-Uni | 24.6 | 24.3 | 21.7 | 21.8 | 21.8 | 21.7 | 21.1 | 21.7 | 22.0 | 22.0 |
| Slovénie | 34.3 | 31.5 | 31.5 | 32.4 | 32.5 | 32.9 | 32.6 | 33.0 | 32.2 | 32.6 |
| Suède | 32.9 | 23.7 | 23.5 | 23.9 | 24.0 | 23.4 | 23.5 | 23.0 | 22.7 | 22.6 |
| Suisse | 17.8 | 17.1 | 16.7 | 17.0 | 17.1 | 17.2 | 17.5 | 17.9 | 18.3 | 18.3 |
| Tchéquie | 21.8 | 20.8 | 21.8 | 22.7 | 23.3 | 23.8 | 24.0 | 18.5 | 18.3 | 18.8 |
| Türkiye[1] | 28.1 | 25.4 | 26.3 | 26.8 | 27.1 | 27.4 | 27.4 | 27.7 | 25.1 | 25.4 |
| **OCDE-Moyenne** | **23.7** | **22.2** | **23.0** | **22.9** | **22.7** | **23.2** | **23.0** | **22.7** | **23.0** | **23.1** |
| **OCDE-UE 22** | **28.2** | **26.2** | **27.1** | **26.8** | **26.5** | **27.3** | **27.0** | **26.8** | **26.8** | **26.9** |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.25. Salaire brut et net annuel moyen, célibataire sans enfant, 2000-23

Dollars US convertis à l'aide du PPA

| | 2000 | | 2010 | | 2015 | | 2020 | | 2022 | | 2023 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Brut | Net | Brut | Net | Brut | Net | Brut | Net | Brut | Net | Brut | Net |
| Allemagne | 36 478 | 20 719 | 51 841 | 31 517 | 60 530 | 36 512 | 70 345 | 43 163 | 79 179 | 49 073 | 81 439 | 50 959 |
| Australie | 31 493 | 23 117 | 44 375 | 34 487 | 54 774 | 41 591 | 62 507 | 47 453 | 67 454 | 51 835 | 70 154 | 52 668 |
| Autriche | 32 765 | 22 619 | 45 716 | 30 597 | 54 970 | 35 708 | 65 773 | 44 261 | 72 904 | 49 506 | 76 127 | 51 288 |
| Belgique | 35 162 | 20 040 | 51 903 | 29 731 | 58 099 | 33 692 | 68 894 | 41 819 | 76 011 | 45 422 | 81 461 | 48 922 |
| Canada | 35 272 | 25 773 | 48 125 | 36 104 | 52 562 | 39 273 | 61 817 | 46 318 | 67 856 | 50 435 | 73 102 | 54 408 |
| Chili | 12 708 | 11 818 | 17 179 | 15 977 | 21 682 | 20 164 | 24 572 | 22 844 | 26 726 | 24 856 | 29 325 | 27 228 |
| Colombie | 7 109 | 7 109 | 10 937 | 10 937 | 11 718 | 11 718 | 13 794 | 13 794 | 16 873 | 16 873 | 16 615 | 16 615 |
| Corée | 26 546 | 24 171 | 43 848 | 38 465 | 46 293 | 40 124 | 55 814 | 47 382 | 62 571 | 52 450 | 66 806 | 55 956 |
| Costa Rica | 11 067 | 10 071 | 15 885 | 14 428 | 20 355 | 18 454 | 25 258 | 22 606 | 25 961 | 23 235 | 27 695 | 24 740 |
| Danemark | 32 493 | 19 023 | 49 540 | 31 736 | 55 247 | 35 418 | 67 164 | 43 101 | 73 290 | 46 971 | 82 383 | 52 734 |
| Espagne | 23 413 | 18 766 | 34 095 | 26 686 | 39 828 | 31 358 | 41 890 | 33 207 | 47 318 | 37 121 | 48 836 | 38 064 |
| Estonie | 8 384 | 6 544 | 18 965 | 15 270 | 24 266 | 19 789 | 32 885 | 27 579 | 35 098 | 28 589 | 36 052 | 29 254 |
| États-Unis | 33 129 | 24 877 | 45 665 | 34 429 | 50 963 | 37 900 | 59 517 | 46 867 | 64 845 | 48 765 | 67 264 | 50 954 |
| Finlande | 26 792 | 17 715 | 43 747 | 30 875 | 47 665 | 32 959 | 58 422 | 40 329 | 62 420 | 42 998 | 64 833 | 44 359 |
| France | 28 717 | 20 344 | 40 592 | 29 288 | 46 958 | 33 336 | 53 029 | 38 674 | 59 233 | 42 856 | 60 922 | 44 152 |
| Grèce | 23 085 | 18 100 | 33 456 | 25 716 | 33 648 | 25 658 | 34 617 | 26 330 | 41 479 | 31 454 | 43 840 | 32 983 |
| Hongrie | 9 869 | 6 343 | 19 871 | 13 634 | 23 935 | 15 677 | 34 701 | 23 076 | 38 236 | 25 427 | 39 916 | 26 544 |
| Irlande | 30 647 | 22 204 | 49 415 | 37 830 | 54 012 | 39 947 | 67 785 | 48 792 | 73 803 | 52 745 | 77 006 | 55 475 |
| Islande | 32 012 | 23 869 | 39 552 | 28 636 | 54 010 | 38 155 | 64 881 | 46 572 | 73 212 | 52 861 | 76 597 | 55 620 |
| Israël | 27 864 | 20 590 | 30 471 | 25 289 | 35 609 | 29 374 | 41 851 | 34 176 | 46 112 | 37 349 | 49 235 | 39 975 |
| Italie | 26 763 | 18 990 | 36 529 | 25 486 | 41 357 | 28 498 | 49 738 | 34 750 | 51 471 | 37 234 | 52 734 | 38 114 |
| Japon | 32 239 | 25 874 | 42 728 | 33 913 | 49 134 | 38 272 | 49 623 | 38 592 | 52 942 | 41 127 | 53 673 | 41 562 |
| Lettonie | 6 419 | 4 629 | 14 981 | 10 408 | 19 270 | 13 696 | 28 287 | 20 272 | 31 772 | 23 391 | 35 043 | 25 533 |
| Lituanie | 7 055 | 5 027 | 14 954 | 11 646 | 19 341 | 14 919 | 37 958 | 24 309 | 43 510 | 27 297 | 46 124 | 28 683 |
| Luxembourg | 37 539 | 26 778 | 53 351 | 39 071 | 63 384 | 43 836 | 75 240 | 51 824 | 81 234 | 55 538 | 83 741 | 55 929 |
| Mexique | 7 964 | 7 766 | 11 416 | 10 717 | 12 915 | 11 566 | 13 780 | 12 230 | 16 549 | 14 522 | 16 845 | 14 998 |
| Norvège | 32 844 | 22 762 | 51 542 | 36 458 | 55 743 | 39 884 | 63 652 | 46 164 | 77 626 | 55 974 | 82 880 | 59 594 |
| Nouvelle-Zélande | 24 172 | 19 491 | 32 073 | 26 623 | 38 184 | 31 451 | 45 977 | 37 122 | 48 204 | 38 497 | 51 149 | 40 381 |
| Pays-Bas | 35 829 | 23 783 | 52 939 | 36 181 | 61 162 | 42 657 | 71 667 | 51 275 | 76 965 | 55 316 | 78 201 | 56 816 |
| Pologne | 12 582 | 9 084 | 20 213 | 15 263 | 26 138 | 19 618 | 38 207 | 28 940 | 40 301 | 31 042 | 42 696 | 32 636 |
| Portugal | 16 523 | 12 814 | 26 546 | 20 652 | 29 693 | 21 269 | 35 663 | 25 821 | 39 692 | 28 427 | 41 048 | 29 328 |
| République slovaque | 10 179 | 8 127 | 19 104 | 14 924 | 22 344 | 17 143 | 25 807 | 19 715 | 28 389 | 21 528 | 29 872 | 22 614 |
| Royaume-Uni | 35 360 | 26 234 | 48 837 | 36 436 | 51 950 | 39 784 | 58 314 | 44 963 | 65 840 | 50 201 | 69 143 | 52 790 |
| Slovénie | 16 894 | 10 887 | 26 515 | 17 689 | 30 392 | 20 263 | 38 476 | 25 396 | 42 267 | 28 024 | 45 465 | 29 918 |
| Suède | 28 767 | 19 065 | 40 798 | 30 692 | 46 768 | 35 272 | 53 549 | 40 358 | 56 425 | 42 744 | 57 235 | 43 556 |
| Suisse | 40 765 | 33 501 | 58 022 | 47 935 | 70 007 | 58 139 | 82 609 | 67 902 | 96 344 | 78 482 | 100 048 | 81 465 |
| Tchéquie | 11 230 | 8 704 | 21 070 | 16 334 | 24 808 | 19 012 | 33 989 | 25 422 | 37 108 | 29 846 | 38 122 | 30 492 |
| Türkiye[1] | 19 693 | 14 034 | 19 586 | 14 380 | 26 832 | 19 489 | 33 700 | 23 972 | 31 936 | 23 204 | 46 011 | 33 314 |
| **OCDE moyenne** | 23 890 | 17 404 | 34 905 | 25 959 | 40 435 | 29 778 | 48 467 | 35 720 | 53 399 | 39 295 | 56 306 | 41 332 |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Tableau 6.26. Salaire brut et net annuel moyen, célibataire sans enfant, 2000-23 (en monnaie nationale)

| | | 2000 | | 2010 | | 2015 | | 2020 | | 2022 | | 2023 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Brut | Net | Brut | Net | Brut | Net | Brut | Net | Brut | Net | Brut | Net |
| Allemagne | EUR | 34 400 | 19 539 | 41 736 | 25 374 | 47 100 | 28 411 | 51 000 | 31 293 | 57 667 | 35 740 | 60 867 | 38 086 |
| Australie | AUD | 41 322 | 30 332 | 66 724 | 51 856 | 80 720 | 61 292 | 90 883 | 68 995 | 95 735 | 73 567 | 99 565 | 74 748 |
| Autriche | EUR | 29 732 | 20 526 | 38 504 | 25 770 | 43 911 | 28 524 | 49 087 | 33 032 | 53 126 | 36 076 | 57 082 | 38 457 |
| Belgique | EUR | 31 644 | 18 035 | 43 423 | 24 873 | 46 479 | 26 954 | 50 312 | 30 540 | 55 038 | 32 889 | 59 285 | 35 604 |
| Canada | CAD | 43 300 | 31 639 | 58 800 | 44 113 | 65 600 | 49 015 | 76 100 | 57 020 | 83 126 | 61 785 | 86 203 | 64 159 |
| Chili | CLP | 3 690 623 | 3 432 280 | 6 181 738 | 5 749 016 | 8 481 551 | 7 887 842 | 10 282 188 | 9 559 014 | 11 850 890 | 11 021 328 | 13 232 535 | 12 286 553 |
| Colombie | COP | 5 283 845 | 5 283 845 | 12 382 986 | 12 382 986 | 15 107 886 | 15 107 886 | 17 892 648 | 17 892 648 | 23 470 233 | 23 470 233 | 23 470 233 | 23 470 233 |
| Corée | KRW | 19 849 729 | 18 073 190 | 36 876 204 | 32 348 478 | 39 695 196 | 34 405 928 | 46 753 752 | 39 690 849 | 52 055 568 | 43 635 105 | 54 497 863 | 45 646 438 |
| Costa Rica | CRC | 1 604 324 | 1 459 935 | 5 191 869 | 4 715 774 | 7 205 069 | 6 532 116 | 8 294 100 | 7 423 220 | 8 897 195 | 7 962 989 | 9 193 578 | 8 212 623 |
| Danemark | DKK | 281 700 | 164 922 | 376 073 | 240 914 | 403 600 | 258 738 | 440 000 | 282 357 | 469 400 | 300 833 | 488 078 | 312 421 |
| Espagne | EUR | 17 319 | 13 882 | 24 786 | 19 400 | 26 475 | 20 845 | 26 028 | 20 633 | 28 780 | 22 578 | 30 237 | 23 568 |
| Estonie | EUR | 3 931 | 3 068 | 9 712 | 7 820 | 13 045 | 10 638 | 17 224 | 14 445 | 20 222 | 16 472 | 21 595 | 17 524 |
| États-Unis | USD | 33 129 | 24 877 | 45 665 | 34 429 | 50 963 | 37 900 | 59 517 | 46 867 | 64 845 | 48 765 | 67 264 | 50 954 |
| Finlande | EUR | 26 362 | 17 431 | 39 395 | 27 804 | 43 268 | 29 918 | 48 083 | 33 192 | 50 750 | 34 959 | 53 310 | 36 475 |
| France | EUR | 26 712 | 18 923 | 34 693 | 25 032 | 37 975 | 26 959 | 37 669 | 27 472 | 41 522 | 30 042 | 43 438 | 31 481 |
| Grèce | EUR | 15 459 | 12 120 | 24 156 | 18 567 | 20 494 | 15 628 | 18 834 | 14 325 | 22 170 | 16 812 | 23 536 | 17 707 |
| Hongrie | HUF | 1 086 240 | 698 166 | 2 512 020 | 1 723 560 | 3 172 680 | 2 078 105 | 5 043 851 | 3 354 161 | 6 276 792 | 4 174 067 | 7 152 170 | 4 756 193 |
| Irlande | EUR | 28 924 | 20 956 | 41 981 | 32 139 | 43 733 | 32 345 | 53 962 | 38 843 | 57 457 | 41 063 | 59 899 | 43 151 |
| Islande | ISK | 2 712 000 | 2 022 102 | 5 256 000 | 3 805 407 | 7 668 000 | 5 417 104 | 9 516 000 | 6 830 688 | 10 452 000 | 7 546 612 | 11 066 502 | 8 035 875 |
| Israël | ILS | 95 664 | 70 691 | 121 581 | 100 905 | 139 728 | 115 260 | 160 644 | 131 185 | 171 036 | 138 532 | 180 983 | 146 943 |
| Italie | EUR | 21 550 | 15 291 | 28 243 | 19 705 | 30 550 | 21 052 | 32 216 | 22 508 | 32 191 | 23 287 | 33 492 | 24 207 |
| Japon | JPY | 4 987 116 | 4 002 481 | 4 773 076 | 3 788 423 | 5 083 906 | 3 960 010 | 5 082 722 | 3 952 907 | 5 165 693 | 4 012 897 | 5 251 660 | 4 066 672 |
| Lettonie | EUR | 2 316 | 1 670 | 7 296 | 5 069 | 9 588 | 6 815 | 13 656 | 9 787 | 16 500 | 12 147 | 18 559 | 13 522 |
| Lituanie | EUR | 3 187 | 2 270 | 6 735 | 5 245 | 8 623 | 6 652 | 16 844 | 10 788 | 21 196 | 13 298 | 23 409 | 14 557 |
| Luxembourg | EUR | 35 875 | 25 591 | 49 387 | 36 167 | 55 858 | 38 631 | 64 424 | 44 374 | 68 578 | 46 885 | 73 418 | 49 035 |
| Mexique | MXN | 48 607 | 47 400 | 87 672 | 82 301 | 107 551 | 96 320 | 138 349 | 122 787 | 171 738 | 150 704 | 172 991 | 154 026 |
| Norvège | NOK | 298 385 | 206 788 | 471 696 | 333 655 | 553 670 | 396 149 | 628 871 | 456 093 | 689 478 | 497 163 | 727 681 | 523 231 |
| Nouvelle-Zélande | NZD | 34 923 | 28 159 | 48 007 | 39 850 | 56 436 | 46 485 | 64 994 | 52 476 | 70 588 | 56 374 | 76 001 | 60 001 |
| Pays-Bas | EUR | 31 901 | 21 176 | 45 215 | 30 901 | 49 540 | 34 552 | 54 710 | 39 143 | 58 810 | 42 268 | 62 281 | 45 249 |
| Pologne | PLN | 23 061 | 16 649 | 36 482 | 27 548 | 46 136 | 34 628 | 66 732 | 50 545 | 76 071 | 58 594 | 85 715 | 65 520 |
| Portugal | EUR | 10 922 | 8 470 | 16 542 | 12 870 | 17 369 | 12 441 | 19 868 | 14 384 | 22 073 | 15 809 | 23 714 | 16 943 |
| République slovaque | EUR | 5 256 | 4 197 | 9 593 | 7 494 | 10 983 | 8 427 | 13 418 | 10 251 | 15 299 | 11 602 | 16 835 | 12 744 |
| Royaume-Uni | GBP | 24 910 | 18 481 | 34 297 | 25 589 | 35 978 | 27 552 | 39 978 | 30 825 | 44 854 | 34 200 | 48 185 | 36 788 |
| Slovénie | EUR | 8 894 | 5 732 | 16 915 | 11 284 | 18 092 | 12 062 | 21 054 | 13 897 | 23 632 | 15 668 | 26 667 | 17 548 |
| Suède | EUR | 263 581 | 174 686 | 368 208 | 277 001 | 414 105 | 312 312 | 464 186 | 349 843 | 493 770 | 374 042 | 511 738 | 389 430 |
| Suisse | CHF | 72 910 | 59 918 | 85 068 | 70 280 | 86 514 | 71 847 | 93 816 | 77 114 | 101 350 | 82 559 | 102 141 | 83 169 |
| Tchéquie | CZK | 160 922 | 124 729 | 288 088 | 223 333 | 320 960 | 245 981 | 423 535 | 316 783 | 479 623 | 385 761 | 515 219 | 412 102 |
| Türkiye[1] | TRY | 5 545 | 3 952 | 18 026 | 13 235 | 31 191 | 22 654 | 72 933 | 51 880 | 150 661 | 109 469 | 319 068 | 231 018 |

1. Les données sur les salaires sont basées sur l'ancienne définition de l'ouvrier moyen (CITI D, Rév. 3) pour les années 2000 à 2006.

## Notes

[1] Les tableaux 6.1 à 6.24 présentent des chiffres arrondis à la première décimale. Du fait des opérations d'arrondi, les variations en points présentées dans le texte peuvent différer d'un dixième de point.

# Annexe A. Méthodologie et limites

## Méthodologie

### *Introduction*

La situation personnelle des contribuables est très variable. Le présent rapport fait appel à une méthodologie spécifique pour la production de statistiques comparatives englobant les impôts, les prestations sociales et les coûts de main-d'œuvre à l'échelle des pays membres de l'OCDE[1]. Cette méthodologie repose sur le cadre suivant :

- L'accent est mis sur huit catégories de foyer, qui se différencient par leur composition et le montant des revenus d'activité.
- Chaque foyer comprend un adulte travaillant à temps plein dans l'un des divers secteurs d'activité de chaque économie de l'OCDE. Certains foyers comptent également un conjoint travaillant à temps partiel.
- Par hypothèse, le revenu d'activité annuel est égal à une fraction donnée du salaire brut moyen de ces travailleurs.
- Des hypothèses supplémentaires sont formulées concernant d'autres éléments significatifs de la situation personnelle de ces travailleurs salariés, afin de permettre la détermination de leur situation au regard de l'impôt et des prestations sociales.

Les principes exposés dans les paragraphes qui suivent forment la base de calcul des données figurant dans le Chapitre 1 et les parties I, II et III. Le Tableau A A.1 indique la terminologie utilisée. Lorsqu'un pays a dû s'écarter de ces principes, cela est précisé dans le texte et/ou dans les chapitres par pays qui constituent la partie III du rapport. Le nombre de contribuables qui présentent les caractéristiques définies ci-dessous et le niveau de salaire du travailleur moyen diffèrent selon les économies de l'OCDE.

### *Caractéristiques des contribuables*

Les huit catégories de foyer retenues dans le rapport sont décrites dans le Tableau A A.2. On admet que tout enfant du foyer a entre 6 et 11 ans inclus.

On suppose que les seules sources de revenu du foyer sont ses salaires et les prestations en espèces dont il bénéficie.

### *Éventail des secteurs couverts*

Le calcul des salaires moyens repose normalement sur l'hypothèse selon laquelle les travailleurs relèvent des secteurs B à N de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI, Révision 4, ONU)[2] (voir le Tableau A A.3. Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique). De nombreux pays (pour plus de détails sur les pays, voir le tableau 1.8) optent désormais pour cette méthode.

## Tableau A A.1. Termes utilisés

| | |
|---|---|
| **Termes d'utilisation générale** | |
| Salarié moyen | Salarié adulte employé à plein temps dans l'un des secteurs couverts et dont les gains sont égaux au salaire moyen dans ces secteurs. |
| Célibataire | Hommes et femmes non mariés |
| Couple avec deux enfants | Couple marié avec deux enfants à charge âgés de six ans à onze ans inclus. |
| Coûts bruts de main-d'œuvre | La somme du salaire brut plus les cotisations patronales de sécurité sociale plus les taxes sur les salaires. |
| Rémunération nette | Rémunération brute après impôt et cotisations obligatoires de sécurité sociale des salariés et augmentée des prestations sociales reçues des administrations publiques. |
| Taux moyen de l'impôt (charges fiscales) | La somme de l'impôt sur le revenu plus les cotisations de sécurité sociale à la charge des salariés, en pourcentage du salaire brut. |
| Coin fiscal | La somme de l'impôt sur le revenu plus les cotisations de sécurité sociale à la charge des salariés et des employeurs plus les taxes sur les salaires moins le montant des prestations sociales, en pourcentage des coûts de main-d'œuvre. |
| Élasticité du revenu après impôt | Le pourcentage de variation d'un revenu donné après impôt à la suite d'une augmentation d'une unité monétaire du revenu avant impôt (selon une définition plus précise, ce terme correspond à un moins un taux marginal d'imposition divisé par un moins le taux moyen d'imposition correspondant). |
| **Termes utilisés en matière d'impôt sur le revenu** | |
| Allégements fiscaux | Terme générique qui couvre l'ensemble des moyens par lesquels est donné un traitement favorable du point de vue de l'impôt sur le revenu aux contribuables potentiels. |
| Abattements fiscaux | Montants déduits du salaire brut pour obtenir le revenu imposable. |
| Crédits d'impôt | Montant de la déduction que le contribuable peut opérer sur son imposition. Un crédit d'impôt est considéré comme payable s'il peut excéder l'impôt dû ; (les termes « remboursable » et « récupérable » sont parfois utilisés). |
| Allégements forfaitaires | Les allégements non liés à des dépenses effectivement supportées par les contribuables et accordés automatiquement à tous ceux qui remplissent les conditions requises en vertu de la loi sont également comptés comme allégements forfaitaires, y compris les déductions des cotisations obligatoires de sécurité sociale. |
| Abattement à la base | Tout abattement forfaitaire qui peut être accordé quelle que soit la situation de famille. |
| Abattement en raison du mariage | Abattement fiscal complémentaire attribué aux couples mariés (dans certains pays, il ne se distingue pas de l'abattement à la base qui peut être doublé en cas de mariage). |
| Allégements non forfaitaires | Allégements entièrement déterminés par référence à des dépenses réellement effectuées. |
| Taux moyen de l'impôt sur le revenu | Montant de l'impôt sur le revenu à verser, après avoir tenu compte de tout allégement, calculé sur la base des dispositions fiscales envisagées dans cette étude, divisé par le salaire brut. |
| Taux du barème | Taux qui figure dans les barèmes de l'impôt sur le revenu et des cotisations de sécurité sociale. |
| **Termes utilisés en matière de prestations en espèces** | |
| Prestations sociales | Versements en espèces effectués par les administrations publiques (agences) au profit des familles ayant en général des enfants à charge. |

## Tableau A A.2. Caractéristiques des contribuables étudiés

| Situation maritale | Enfants | Salaire principal | Deuxième salaire |
|---|---|---|---|
| Célibataire | Pas d'enfant | 67 % du salaire moyen | |
| Célibataire | Pas d'enfant | 100 % du salaire moyen | |
| Célibataire | Pas d'enfant | 167 % du salaire moyen | |
| Célibataire | 2 enfants | 67 % du salaire moyen | |
| Couple marié | 2 enfants | 100 % du salaire moyen | |
| Couple marié | 2 enfants | 100 % du salaire moyen | 67 % du salaire moyen |
| Couple marié | 2 enfants | 100 % du salaire moyen | 100 % du salaire moyen |
| Couple marié | Pas d'enfant | 100 % du salaire moyen | 67 % du salaire moyen |

## Tableau A A.3. Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique

| | |
|---|---|
| **Révision 3.1 (CITI Rév. 3.1)** | |
| A | Agriculture, chasse et sylviculture |
| B | Pêche |
| C | Activités extractives |
| D | Activités de fabrication |
| E | Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau |
| F | Construction |
| G | Commerce de gros et de détail ; réparation de véhicules automobiles, de biens personnels et domestiques |
| H | Hôtels et restaurants |
| I | Transports, entreposage et communications |
| J | Intermédiation financière |
| K | Immobilier, location et activités de services aux entreprises |
| L | Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire |
| M | Éducation |
| N | Santé et action sociale |
| O | Autres activités de services collectifs, sociaux et personnels |
| P | Ménages privés employant du personnel domestique |
| Q | Organisations et organismes extraterritoriaux |
| **Révision 4 (CITI Rév. 4)** | |
| A | Agriculture, sylviculture et pêche |
| B | Activités extractives |
| C | Activités de fabrication |
| D | Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation |
| E | Distribution d'eau ; réseau d'assainissement ; gestion des déchets et remise en état |
| F | Construction |
| G | Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles |
| H | Transport et entreposage |
| I | Activités d'hébergement et de restauration |
| J | Information et communication |
| K | Activités financières et d'assurances |
| L | Activités immobilières |
| M | Activités professionnelles, scientifiques et techniques |
| N | Activités de services administratifs et d'appui |
| O | Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire |
| P | Éducation |
| Q | Santé et activités d'action sociale |
| R | Arts, spectacles et loisirs |
| S | Autres activités de services |
| T | Activités des ménages privés employant du personnel domestique ; activités non différenciées de production de biens et de services des ménages privés pour usage propre |
| U | Activités des organisations et organismes extra-territoriaux |

Cette méthode correspond d'une manière générale au précédent mode de calcul, fondé sur les secteurs C à K inclus de la Révision 3.1 de la CITI, qui a été adopté dans l'édition 2005 des *Impôts sur les salaires*. Les motifs de ce passage à une définition élargie du salaire moyen avaient été exposés dans l'étude spéciale de l'édition 2003-2004.

### *Définition du salaire brut*

Dans cette section sont présentées les hypothèses sur lesquelles repose le calcul de la rémunération moyenne du « travailleur moyen ». Les niveaux de salaire brut ont été établis à partir de données

statistiques, et les méthodes de calcul des données sur les rémunérations utilisées dans chaque pays sont indiquées dans le Tableau A A.4. On trouvera des informations complémentaires sur le calcul de ces données dans les chapitres par pays de la partie III. Les sources des données statistiques pour chaque pays sont indiquées dans le Tableau A A.5.

Les principales hypothèses sont les suivantes :

- Les données se rapportent à la rémunération moyenne dans le secteur d'activité pour l'ensemble du pays.
- Les calculs se fondent sur la rémunération d'un adulte exerçant une activité (manuelle ou non) à temps plein. Ils renvoient à la rémunération moyenne de l'ensemble des travailleurs du secteur considéré. Il n'est pas tenu compte des écarts de rémunération entre hommes et femmes ou entre travailleurs d'âges différents ou de régions distinctes.
- Le travailleur est considéré comme employé à temps plein pendant toute l'année sans interruption pour cause de maladie ou de chômage. Néanmoins, plusieurs pays ne sont pas en mesure d'isoler et d'exclure les travailleurs à temps partiel des données sur les rémunérations (voir le Tableau A A.4). La plupart d'entre eux déclarent dans ce cas des montants en équivalent temps plein. Dans quatre pays (le Chili, l'Irlande, la République slovaque et la Türkiye), les rémunérations des travailleurs à temps partiel ne peuvent être ni exclues ni converties en équivalent temps plein en raison de la manière dont les échantillons de rémunérations sont constitués. De ce fait, les salaires moyens déclarés pour ces pays seront inférieurs à la moyenne des salaires à temps plein (par exemple, l'analyse effectuée par le Secrétariat des données disponibles d'Eurostat concernant les rémunérations pour certains pays européens a montré que l'inclusion des travailleurs à temps partiel réduisait la rémunération moyenne d'environ 10 %). En outre, dans la plupart des pays de l'OCDE où les indemnités de maladie sont versées par l'employeur, soit pour le compte de l'État, soit pour le compte de régimes privés d'assurance maladie, ces montants sont pris en compte dans les calculs concernant les salaires. Il y a peu de chances que ces différences aient une incidence notable sur les résultats obtenus, dans la mesure où les employeurs effectuent généralement ces versements pendant une courte période et où les montants versés sont d'ordinaire très proches des salaires horaires normaux.
- Le calcul du revenu d'activité tient compte de tous les éléments de rémunération en espèces versés aux travailleurs des secteurs considérés, y compris les montants moyens généralement versés au titre des heures supplémentaires, des compléments de salaire (prime de fin d'année, treizième mois, par exemple) et des congés payés. Néanmoins, tous les pays ne sont pas en mesure de prendre en compte la rémunération des heures supplémentaires, les congés payés et les primes en espèces conformément à la définition qui est donnée.
- Les travailleurs exerçant des fonctions d'encadrement et/ou de direction apparaissent dans les données sur les rémunérations, bien que certains pays ne soient pas en mesure de les y faire figurer. Dans ces pays, les moyennes communiquées sont inférieures à la normale (par exemple, l'analyse faite par le Secrétariat de l'OCDE des données disponibles d'Eurostat concernant certains pays européens a montré que l'exclusion de cette catégorie de travailleurs pouvait réduire la rémunération moyenne de 10 % à 18 %).
- Les avantages hors salaire, qui consistent, par exemple, dans la fourniture par l'employeur de produits alimentaires, d'un logement ou de vêtements gratuitement ou à des prix inférieurs à ceux du marché sont, lorsque cela est possible, exclus du calcul des rémunérations moyennes, ce qui pourrait affecter la comparabilité des coins fiscaux, dans la mesure où le recours aux avantages hors salaire peut varier selon les pays et selon les périodes. Toutefois, le manque de comparabilité est limité par le fait que ces avantages représentent rarement plus de 1 % à 2 % des coûts de main-d'œuvre et sont normalement plus fréquents pour les salaires élevés que pour les travailleurs qui se situent dans la fourchette de revenus couverte par *Les impôts sur les salaires* (50 % à 250 %

des rémunérations moyennes). Le Tableau A A.4 indique que certains pays membres ne sont pas en mesure d'isoler les avantages hors salaire des chiffres sur les rémunérations déclarés et utilisés dans *Les impôts sur les salaires*. La décision concernant cette exclusion des avantages hors salaire a été prise pour les raisons suivantes :

  - les avantages de ce type sont difficiles à évaluer de manière cohérente (ils peuvent être évalués en fonction soit de leur coût réel pour l'employeur, soit de leur valeur imposable du point de vue du salarié, soit de leur juste valeur marchande) ;
  - dans la plupart des pays, ces avantages ont une importance minime pour les travailleurs qui perçoivent le salaire moyen ;
  - le calcul des impôts serait sensiblement plus compliqué s'il fallait prendre en compte le régime fiscal des avantages hors salaire ;

- Les cotisations versées par les employeurs pour le compte de leurs salariés à des caisses de retraite complémentaire ou à des systèmes privés d'allocations familiales, d'assurance maladie ou d'assurance vie ne sont pas intégrées dans les calculs, bien que les montants en jeu puissent être non négligeables. Aux États-Unis, par exemple, il n'est pas rare que ces cotisations représentent plus de 5 % de la rémunération des salariés. Les chapitres par pays de la partie II donnent des indications sur l'existence de systèmes susceptibles de s'appliquer au travailleur moyen.

## Tableau A A.4. Mode de calcul des salaires moyens

| Pays | Éléments compris ou non compris dans la base de calcul | | | | | Types de travailleurs inclus ou exclus dans la base de calcul | | | Méthode de base utilisée pour le calcul | Fin de l'exercice budgétaire | Période à laquelle se réfère le calcul des salaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Maladie[1] | Vacances | Heures supplémentaires | Paiements en espèces réguliers | Prime | Superviseur | Manager | Travailleurs à temps partiel | | | |
| Allemagne | NC | C | C | C | NC | C | C | NC | Gains annuels | 31 décembre | Année civile |
| Australie | C | C | C | C | NC | C | C | NC | Gains hebdomadaires moyens x 52 | 30 juin | Année fiscale |
| Autriche | NC | C | C | C | C Valeur imposable | C | C | NC | Gains annuels moyens | 31 décembre | Année civile |
| Belgique | NC | C | C | C | NC | C | C | NC | Gains annuels moyens | 31 décembre | Année civile |
| Canada | NC | C | C | C | NC | C | C | NC | Gains annuels, salaires et commissions de la taxe administrative | 31 décembre | Année civile |
| Chili | NC | C | C | C | NC | C | C | C | Gains horaires x nombre d'heures travaillées | 31 décembre | Année civile |
| Colombie | NC | C | C | C | NC | C | C | NC | Gains horaires x nombre d'heures travaillées | 31 décembre | Année civile |
| Corée | NC | C | C | C | NC | C | C | NC | Gains mensuels moyens x 12 | 31 décembre | Année civile |
| Costa Rica | C | C | C | C | NC | C | C | C | Gains annuels moyens | 31 décembre | Année civile |
| Danemark | NC | C | NC | C | NC | C | C | C[6] | Gains horaires x nombre d'heures travaillées | 31 décembre | Année civile |
| Espagne | NC | C | C | C | NC | C | C | NC | Gains mensuels pondérés x 12 | 31 décembre | Année civile |
| Estonie | C | C | C | C | NC | C | C | C | Gains moyens | 31 décembre | Année civile |
| États-Unis | NC | C | C | sC[2] | NC | C | C | C[6] | Gains hebdomadaires moyens x 52 | 31 décembre | Année civile |
| Finlande | NC | C | C | C | NC | C | C[5] | NC | Salaire horaire x nombre d'heures usuelles travaillées (ou gains mensuels x mois)+ indemnités de congés payés + primes périodiques | 31 décembre | Année civile |
| France | NC | C | C | C | NC | C | C | NC | Gains annuels | 31 décembre | Année civile |
| Grèce | NC | C | C | C[2] | C | C | C | NC | Gains horaires x nombre d'heures travaillées | 31 décembre | Année civile |
| Hongrie | NC | C | C | C | NC | C | C[5] | NC | Gains mensuels moyens x 12 | 31 décembre | Année civile |
| Irlande | NC | C | C | C | NC | C | C | NC | Gains annuels moyens | 31 décembre | Année civile |
| Islande | NC | C | C | C | NC | C | C | NC | Gains horaires x nombre d'heures travaillées x 12 | 31 décembre | Année civile |
| Israël | NC | C | C | C | NC | C | C | NC | Gains moyens | 31 décembre | Année civile |
| Italie | NC[3] | C | C | C | NC[4] | C | C | C[6] | Gains mensuels moyens x 12 | 31 décembre | Année civile |
| Japon | NC | C | C | C | NC | C | C | NC | Gains mensuels en juin x 12 | 31 décembre | Année civile |

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Lettonie | C | C | C | C | NC | C | C | NC | Gains mensuels moyens x 12 | 31 décembre | Année civile |
| Lituanie | NC | C | C | C | NC | C | C | NC | Gains mensuels moyens x 12 | 31 décembre | Année civile |
| Luxembourg | NC | C | C | C | NC | C | C | NC | Gains annuels totaux divisés par le nombre moyen annuel de salariés à plein temps. Toute partie des gains qui excède la limite supérieure de cotisation sociale (7 fois le salaire minimum) n'est pas incluse dans le calcul. | 31 décembre | Année civile |
| Mexique | NC | C | NC | C | NC | C | C | NC | Gains mensuels moyens x 12 | 31 décembre | Année civile |
| Norvège | NC | NC | C | C | NC | C | C | C[6] | Salaire annuel + heures supplémentaires estimées | 31 décembre | Année civile |
| Nouvelle-Zélande | NC | C | C | C | NC | C | C[5] | C[6] | Gains hebdomadaires moyens de chaque trimestre x 13 | 31 mars | Année fiscale |
| Pays-Bas | NC | C | NC | C | NC | C | C | NC | Gains bruts annuels | 31 décembre | Année civile |
| Pologne | C | C | C | C | NC | C | C | C[6] | Gains mensuels moyens x 12 | 31 décembre | Année civile |
| Portugal | NC | C | C | C | C | C | C | NC | Gains mensuels pondérés x 12 | 31 décembre | Année civile |
| République slovaque | NC | C | C | C | NC | C | C[5] | C[6] | Gains mensuels moyens x 12 | 31 décembre | Année civile |
| Royaume-Uni | NC | C | C | C | NC | C | C | NC | Gains bruts annuels moyens | 5 avril | Année fiscale |
| Slovénie | C | C | C | C | NC | C | C | C | Gains mensuels moyens x 12 | 31 décembre | Année civile |
| Suède | NC | C | C | C | C Valeur actuelle | C | C | C[6] | Gains horaires moyens en septembre x heures travaillées ; et gains mensuels en septembre x 12 | 31 décembre | Année civile |
| Suisse | NC | C | C | C | NC | C | C | C[6] | Gains mensuels x 12 | 31 décembre | Année civile |
| Tchéquie | NC | C | C | C | NC | C | C | C[6] | Gains mensuels moyens x 12 | 31 décembre | Année civile |
| Türkiye | NC | C | C | C | C Valeur actuelle | NC | NC | C | Gains annuels moyens | 31 décembre | Année civile |

*Note :* NC = non compris, C = compris, « - » = information non disponible.

1. Inclut généralement les indemnités versées par l'employeur pour le compte du régime général ou d'un régime privé d'assurance maladie.
2. Exclut les primes de participation aux bénéfices en Grèce et aux États-Unis, et aussi les primes de fin d'année aux États-Unis.
3. Les paiements des indemnités de maladie sont inclus seulement dans la partie payée par les employeurs. Pour les travailleurs manuels, c'est seulement le cas pendant les trois premiers jours de congés de maladie et à partir du 4e jour, les paiements sont faits par l'INPS.
4. Partiellement : la (petite) part imposable des avantages en nature est incluse.
5. Sauf pour les hauts dirigeants (Finlande) ; sauf si le revenu issu des bénéfices excède 50 % du total de revenu (Hongrie) ; sauf pour les entrepreneurs individuels (Nouvelle-Zélande) ; seulement les revenus provenant d'un contrat de travail standard sont inclus (République slovaque).
6. Les salaires des personnes travaillant à temps partiel sont convertis en équivalent temps plein avant de calculer le salaire moyen. Pour la République slovaque, les travailleurs à temps partiel munis d'un contrat de travail temporaire non standard sont exclus.

## Tableau A A.5. Source des données concernant les gains, 2022

| Pays | Type d'échantillon | Source |
|---|---|---|
| Allemagne | Enquête du Bureau fédéral de statistiques. | Bureau national des statistiques |
| Australie | Échantillon représentatif des salariés dans chaque industrie. Enquête trimestrielle. | Bureau australien de statistiques, « Average Weekly Earnings, Australia » et « Labour Force, Australia » |
| Autriche | Statistiques annuelles sur l'imposition des salaires. | Statistiques de l'impôt sur les salaires, « Lohnsteuerstatistik » |
| Belgique | Données collectées ou estimées sur la base d'une enquête annuelle et des registres de sécurité sociale des salariés. | Division statistiques du ministère de l'Économie (service public fédéral, économie, PME, travailleurs indépendants et énergie). Même source que les données sur « gains bruts annuels » de l'Eurostat. |
| Canada | Enquête annuelle auprès des ménages | Statistique Canada, « Enquête sur la dynamique du travail et du revenu » et « Enquête canadienne sur le revenu » |
| Chili | Échantillon d'entreprises de plus de 10 employés. Enquête mensuelle. | Institut National des Statistiques du Chili (INE) |
| Colombie[1] | La Grande enquête intégrée auprès des ménages | Département administratif national des statistiques (DANE) |
| Corée | Enquête sur les forces de travail auprès des entreprises. | Ministère de l'Emploi et du Travail |
| Costa Rica | Salaires et nombre total d'employés par barème de salaire et secteur institutionnel | Gestion actuarielle et économique. Statistiques. « Caja Costarricense del Seguro Social » (CCSS) |
| Danemark | Enquête sur les salaires effectués par la Confédération danoise du patronat. | Rapport annuel de la Confédération danoise du patronat (« Dansk Arbejds Giverforening ») |
| Espagne | Enquête trimestrielle auprès des entreprises. | Office statistique national, Enquête sur le coût du travail (« Encuesta Trimestral de Coste Laboral ») |
| Estonie | - | Statistiques Estonie/ministère des Finances |
| États-Unis | Enquête mensuelle du ministère du Travail par voie de questionnaire couvrant plus de 40 millions de travailleurs et de salariés non agricoles. | Emploi, heures travaillées et salaires de l'étude sur les statistiques de l'emploi |
| Finlande | (1) Enquête de la Fédération finlandaise du patronat sur les salaires horaires en mensuels ; (2) Enquête « non officielle » du patronat « Structure des statistiques sur les salaires » publiée par l'Office central des statistiques. | Office central des statistiques, « Statistiques sur les salaires » |
| France | Registres d'assurance sociale des employeurs. | INSEE, « Déclarations Sociales Nominatives » (DSN) |
| Grèce | Enquête effectuée par l'Institut de la Statistique et les établissements de la sécurité sociale. | Service national de statistiques : statistiques sur le travail. Même source que les données sur « gains bruts annuels » de l'Eurostat. |
| Hongrie | Enquêtes mensuelles auprès des entreprises ayant plus de cinq salariés. | Bureau central de statistique |
| Irlande | Enquête trimestrielle sur l'emploi, les gains et la durée du travail dans l'industrie. | Office central de statistique |
| Islande | Enquête mensuelle sur les salaires du secteur privé. | Statistiques, Islande |
| Israël | - | Bureau central des statistiques |
| Italie | Indicateurs trimestriels de salaires dans les secteurs industries et services (OROS). | Institut national de statistique |
| Japon | Enquête de base sur la structure des salaires de l'ensemble des établissements employant plus de 10 salariés. | Ministère de la Santé, du Travail et du Bien-être, Rapport annuel |
| Lettonie | Salaires mensuels moyens (DSG01). | Bureau central des Statistiques de la Lettonie |
| Lituanie | - | Statistiques, Lituanie. |
| Luxembourg | Fichiers mensuels agrégés des services de sécurité sociale. | Office national des statistiques et Services de sécurité sociale. |
| Mexique | Données administratives de l'Institut de | Commission nationale sur le salaire minimum (*Comisión Nacional de Salarios* |

| | | |
|---|---|---|
| | sécurité sociale (*Instituto Mexicano del Seguro Social*, IMSS). | *Mínimos,* CONASAMI). |
| Norvège | Échantillon d'entreprises (excluant l'agriculture, la pêche et les foyers privés). Les données sont basées sur les statistiques publiées du 3e trimestre. | Statistiques sur les salaires |
| Nouvelle-Zélande | L'enquête trimestrielle sur l'emploi est un sondage auprès des entreprises. | Statistiques de Nouvelle-Zélande, INFOS |
| Pays-Bas | Enquête sur l'emploi et le salaire. | Bureau central de statistiques, Statline |
| Pologne | Estimations des différents secteurs. | Bulletin mensuel des statistiques |
| Portugal | Enquête sur la structure des gains. | Ministère de l'Emploi |
| République slovaque | Enquête trimestrielle auprès des employeurs. | Bureau national des statistiques |
| Royaume-Uni | 1 % de l'échantillon du système de retenue à la source de l'impôt sur les salaires. | Office des statistiques nationales, Enquête annuelle sur les heures travaillées et le salaire (ASHE) |
| Slovénie | Enquête mensuelle auprès des employés. | Office statistique national |
| Suède | Enquête menée en septembre auprès du patronat. | Office statistique national |
| Suisse | Office fédéral de la statistique. Personnes actives occupées selon la branche économique. | La vie économique, SECO (Secrétariat d'État à l'économie) tableau B.8.1, http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/03/04.html. |
| Tchéquie | Données provenant d'enquête auprès des employeurs. | Bureau national de statistique |
| Türkiye | Enquête annuelle de l'industrie manufacturière. | Institut national de statistique |

Note : 1. En Colombie, la Grande enquête intégrée auprès des ménages a été ajustée à partir de 2021 pour intégrer la base de sondage du recensement national de la population et des logements de 2018, ce qui a modifié la base de sondage du recensement de 2005. Par conséquent, les chiffres du salaire moyen en 2022 et en 2023 ne sont pas comparables avec ceux communiqués jusqu'en 2021. Le chiffre de 2021 a été calculé au moyen d'un raccordement fondé sur le revenu par habitant de l'unité de dépense, et non sur le revenu du travail.

### *Calcul du salaire brut moyen*

Le Tableau A A.4 indique la méthode de calcul de base utilisée dans chaque pays, méthode dont une description plus détaillée figure, le cas échéant, dans les chapitres par pays de la partie II. En principe, il est recommandé aux pays de calculer la rémunération annuelle en prenant la moyenne hebdomadaire, mensuelle ou trimestrielle de la rémunération horaire, pondérée par le nombre d'heures travaillées au cours de la période retenue, et en la multipliant par le nombre moyen d'heures travaillées au cours de l'année, y compris les périodes de congés payés, considérant que le travailleur n'a été ni malade ni au chômage. Le recours à une méthode analogue a été préconisé pour le calcul des heures supplémentaires. Pour les pays qui ne sont pas en mesure d'isoler les données concernant les travailleurs à temps partiel, il est recommandé de convertir ces données en équivalent temps plein, dans la mesure du possible.

Les données statistiques concernant les salaires bruts moyens en 2023 ne sont pas disponibles lors de la rédaction du présent rapport. C'est pourquoi, pour la majorité des pays, le Secrétariat a établi des estimations du salaire brut des travailleurs moyens en 2023 en adoptant une approche uniforme : l'ensemble des revenus d'activité enregistrés en 2022 sont multipliés par la variation nationale annuelle des salaires en pourcentage indiquée pour l'économie dans son ensemble dans l'édition la plus récente des *Perspectives économiques de l'OCDE* (*Perspectives économiques de l'OCDE*, Volume 2023, n° 2) . Cette procédure transparente vise à éviter tout résultat biaisé. Pour certains pays, diverses approches ont été adoptées :

- Les chiffres définitifs sur le salaire brut moyen en 2023 ont été utilisés dans le cas de l'Australie.
- On a eu recours à des estimations nationales en ce qui concerne le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la Nouvelle-Zélande et la Türkiye, étant donné qu'aucune variation des salaires en

pourcentage n'est indiquée pour ces pays dans les *Perspectives économiques de l'OCDE*, Volume 2023, n° 2.

- Dans certains pays, les salaires moyens au titre d'années antérieures ont également été estimés pour le Canada (2022), la Finlande (2022), le Portugal (à partir de 2013), la République slovaque (2022) et la Suisse (2007, 2009, 2011, 2013, 2015, 2017, 2019, 2021 et 2022) dans la mesure où aucune donnée nationale sur les rémunérations moyennes n'était disponible pour les années mentionnées dans ces pays.

Dix-huit pays de l'OCDE ont choisi de fournir des estimations nationales du niveau de salaire brut des travailleurs moyens en 2023. Ces estimations n'ont pas été utilisées dans les calculs des Impôts sur les salaires (sauf pour les pays énumérés ci-dessus) car elles risquaient d'être incohérentes avec les estimations établies par le Secrétariat pour d'autres pays. Elles figurent néanmoins dans le Tableau A A.6 pour qu'il soit possible d'effectuer des comparaisons entre les estimations du Secrétariat et celles de sources nationales. Dans bien des cas, les premières et les secondes sont relativement proches.

## Tableau A A.6. Salaire brut estimé, 2022-2023 (en monnaie nationale)

| | Salaire moyen 2022 | Salaire moyen 2023 (Estimation Secrétariat) | Salaire moyen 2023 (Estimation pays) | Perspectives économiques 2023 (n° 2), taux prévus pour 2022[1] |
|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 57 667 | 60 867 | | 5.5 |
| Australie[1] | 95 735 | | 99 565 | 5.6 |
| Autriche | 53 126 | 57 082 | 57 482 | 7.4 |
| Belgique | 55 038 | 59 285 | | 7.7 |
| Canada | 83 126 | 86 203 | | 3.7 |
| Chili[1] | 11 850 890 | | 13 232 535 | |
| Colombie[1] | 23 470 233 | | 23 470 233 | |
| Corée | 52 055 568 | 54 497 863 | 54 658 346 | 4.7 |
| Costa Rica[1] | 8 897 195 | | 9 193 578 | |
| Danemark | 469 400 | 488 078 | | 4.0 |
| Espagne | 28 780 | 30 237 | | 5.1 |
| Estonie | 20 222 | 21 595 | | 6.8 |
| États-Unis | 64 845 | 67 264 | | 3.7 |
| Finlande | 50 750 | 53 310 | | 5.0 |
| France | 41 522 | 43 438 | 43 766 | 4.6 |
| Grèce | 22 170 | 23 536 | | 6.2 |
| Hongrie | 6 276 792 | 7 152 170 | 7 256 560 | 13.9 |
| Irlande | 57 457 | 59 899 | 59 835 | 4.3 |
| Islande | 10 452 000 | 11 066 502 | | 5.9 |
| Israël | 171 036 | 180 983 | 177 708 | 5.8 |
| Italie | 32 191 | 33 492 | | 4.0 |
| Japon | 5 165 693 | 5 251 660 | | 1.7 |
| Lettonie | 16 500 | 18 559 | 17 904 | 12.5 |
| Lituanie | 21 196 | 23 409 | 23 400 | 10.4 |
| Luxembourg | 68 578 | 73 418 | | 7.1 |
| Mexique[2] | 171 738 | 172 991 | 190 240 | 0.7 |
| Norvège | 689 478 | 727 681 | | 5.5 |
| Nouvelle-Zélande[1] | 70 588 | | 76 001 | |
| Pays-Bas | 58 810 | 62 281 | | 5.9 |
| Pologne | 76 071 | 85 715 | | 12.7 |
| Portugal | 22 073 | 23 714 | | 7.4 |
| République slovaque | 15 299 | 16 835 | 17 143 | 10.0 |
| Royaume-Uni | 44 854 | 48 185 | | 7.4 |
| Slovénie | 23 632 | 26 667 | 24 966 | 12.8 |
| Suède | 493 770 | 511 738 | | 3.6 |
| Suisse | 101 350 | 102 141 | | 0.8 |
| Tchéquie | 479 623 | 515 219 | 517 993 | 7.4 |
| Türkiye[1] | 150 661 | | 319 068 | |

Note :
1. Dans les calculs des *Impôts sur les salaires*, l'estimation du salaire moyen faite par le pays est utilisée au lieu de l'estimation du Secrétariat de l'OCDE.
2. Les estimations nationales du salaire moyen diffèrent des estimations de l'OCDE car ces dernières ne tiennent pas compte de l'effet de la réforme de l'externalisation de la main-d'œuvre de 2021, qui a entraîné une augmentation du salaire de base entre 2020 et 2022.

## Tableau A A.7. Parités de pouvoir d'achat et taux de change en 2023

| | Unité monétaire | Taux de change[1] | Parités de pouvoir d'achat |
|---|---|---|---|
| Allemagne | EUR | 0.92 | 0.7 |
| Australie | AUD | 1.5 | 1.4 |
| Autriche | EUR | 0.92 | 0.7 |
| Belgique | EUR | 0.92 | 0.7 |
| Canada | CAD | 1.3 | 1.2 |
| Chili | CLP | 840.1 | 451.2 |
| Colombie | COP | 4326.0 | 1412.6 |
| Corée | KRW | 1305.8 | 815.8 |
| Costa Rica | CRC | | 332.0 |
| Danemark | DKK | 6.9 | 5.9 |
| Espagne | EUR | 0.92 | 0.6 |
| Estonie | EUR | 0.92 | 0.6 |
| États-Unis | USD | 1.0 | 1.0 |
| Finlande | EUR | 0.92 | 0.8 |
| France | EUR | 0.92 | 0.7 |
| Grèce | EUR | 0.92 | 0.5 |
| Hongrie | HUF | 353.1 | 179.2 |
| Irlande | EUR | 0.92 | 0.8 |
| Islande | ISK | 137.9 | 144.5 |
| Israël | ILS | 3.7 | 3.7 |
| Italie | EUR | 0.92 | 0.6 |
| Japon | JPY | 140.5 | 97.8 |
| Lettonie | EUR | 0.92 | 0.5 |
| Lituanie | EUR | 0.92 | 0.5 |
| Luxembourg | EUR | 0.92 | 0.9 |
| Mexique | MXN | 17.8 | 10.3 |
| Norvège | NOK | 10.6 | 8.8 |
| Nouvelle-Zélande | NZD | 1.6 | 1.5 |
| Pays-Bas | EUR | 0.92 | 0.8 |
| Pologne | PLN | 4.2 | 2.0 |
| Portugal | EUR | 0.92 | 0.6 |
| République slovaque | EUR | 0.92 | 0.6 |
| Royaume-Uni | GBP | 0.8 | 0.7 |
| Slovénie | EUR | 0.92 | 0.6 |
| Suède | SEK | 10.6 | 8.9 |
| Suisse | CHF | 0.90 | 1.0 |
| Tchéquie | CZK | 22.2 | 13.5 |
| Türkiye | TRL | | 6.9 |

Note : 1. Moyenne sur 12 mois de taux journaliers.
Source : *Perspectives économiques de l'OCDE*, volume 2023, n° 2.

### *Impôts et prestations sociales pris en compte*

Le rapport traite de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des cotisations sociales à la charge des salariés et des employeurs dues sur les salaires. De plus, les taxes sur les salaires (voir la section Taxes sur les salaires) sont prises en compte dans le calcul du coin fiscal total entre les coûts de main-d'œuvre pour l'employeur et le revenu net disponible du salarié.

Le calcul du revenu après impôt intègre les prestations familiales versées par l'État sous forme de prestations en espèces (voir la section Prestations familiales en espèces versées par l'État). L'impôt sur

les revenus du capital et du travail non salarié, plusieurs impôts directs (impôt sur l'actif net, impôt sur les bénéfices des sociétés), ainsi que l'ensemble des impôts indirects ne sont pas pris en compte dans ce rapport. En revanche, les données tiennent compte de tous les impôts sur le revenu prélevés par les administrations centrales et locales.

Dans ce rapport, les cotisations sociales versées à l'État sont traitées comme des recettes fiscales. Dans la mesure où elles constituent des paiements obligatoires à l'administration publique, elles s'apparentent clairement à des impôts. Elles peuvent s'en distinguer, cependant, du fait que l'obtention de prestations sociales est subordonnée au versement préalable des cotisations applicables, même si le montant des prestations n'est pas nécessairement lié au montant des cotisations. Les pays financent à des degrés divers leurs programmes de sécurité sociale obligatoire à l'aide des recettes fiscales et non fiscales du budget général, d'une part, et de cotisations spécifiques, d'autre part. Si l'on obtient une meilleure comparabilité entre les pays en traitant comme des impôts les cotisations sociales, celles-ci sont néanmoins énumérées sous une rubrique distincte de sorte que leurs montants puissent être isolés dans le cadre d'une éventuelle analyse.

Ce rapport se fonde sur les dispositions réglementaires relatives à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, aux cotisations salariales et patronales de sécurité sociale et des employeurs et aux prestations en espèces qui sont appliquées pendant tout l'exercice fiscal. Tout changement survenant au cours de l'exercice fiscal est pris en compte dans les calculs des *Impôts sur les salaires*.

### *Calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques*

Les chapitres pays de la partie III décrivent la méthode utilisée pour le calcul de l'impôt sur le revenu. On détermine d'abord les déductions fiscales applicables au salaire brut annuel d'un contribuable présentant les caractéristiques et se situant au niveau de revenu du travailleur moyen. En second lieu, on applique le barème d'imposition au revenu imposable, et l'impôt exigible ainsi calculé est minoré des crédits d'impôt éventuels. Une difficulté importante que soulève le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques réside dans la détermination des allégements fiscaux à retenir. On peut distinguer deux grandes catégories d'allégements fiscaux :

- les allégements à caractère forfaitaire : il s'agit de mesures d'allégement fiscal qui sont sans lien avec les dépenses réellement engagées par le contribuable et qui sont automatiquement consenties à tous les contribuables remplissant les conditions prévues par la législation. Ils prennent généralement la forme de montants forfaitaires ou de pourcentages fixes du revenu et constituent la principale catégorie d'allégements prise en compte pour déterminer l'impôt sur le revenu versé par les travailleurs. Les allégements forfaitaires sont pris en compte pour le calcul. Ils comprennent :
    - l'abattement à la base qui est fixe et dont bénéficient tous les contribuables ou tous les apporteurs de revenu quelle que soit leur situation matrimoniale ou de famille ;
    - l'abattement forfaitaire accordé aux contribuables en fonction de leur situation matrimoniale ;
    - l'abattement forfaitaire pour enfants à charge accordé aux foyers avec deux enfants d'un âge compris entre 6 et 11 ans inclus ;
    - l'abattement forfaitaire pour frais professionnels, qui est généralement fixe ou déterminé en pourcentage du salaire (brut) ;
    - les allégements fiscaux consentis au titre des cotisations sociales et des autres impôts sur le revenu (versés aux administrations infranationales) sont également considérés comme des allégements forfaitaires dès lors qu'ils s'appliquent à l'ensemble des apporteurs de revenu et qu'ils concernent des versements obligatoires à l'État ;

- les allégements non forfaitaires : il s'agit d'allégements qui sont entièrement déterminés par référence à des charges effectivement supportées. Leur montant n'est ni forfaitaire ni calculé par application de pourcentages fixes du revenu. On peut en donner comme exemples les déductions au titre des intérêts des emprunts remplissant certaines conditions (emprunts destinés à l'acquisition d'un logement, par exemple), des primes d'assurance, des cotisations à des régimes de retraite complémentaire et des dons à des organismes de bienfaisance. Ces déductions n'entrent pas en ligne de compte pour la détermination de la situation fiscale des salariés.

Les allégements forfaitaires sont appréhendés de manière distincte et leur incidence sur le taux moyen de l'impôt sur le revenu fait l'objet d'un calcul séparé dans les tableaux de résultats des chapitres par pays. Dans la plupart des cas, ces derniers offrent une brève description des principaux allégements non forfaitaires.

### *Impôts sur le revenu perçus par les administrations infranationales*

Les impôts sur le revenu des personnes physiques prélevés par les administrations infranationales (États, provinces, cantons ou collectivités locales) entrent dans le champ de la présente étude. Des impôts sur le revenu sont perçus à l'échelon des États fédérés au Canada, aux États-Unis et en Suisse. En 1997, l'Espagne a introduit un impôt sur le revenu pour les régions autonomes. Des impôts sur le revenu sont perçus à l'échelon local en Belgique, en Corée, au Danemark, aux États-Unis, en Finlande, en France, en Islande, en Italie, au Japon, en Norvège, en Suède et en Suisse. En Belgique, au Canada (hors Québec), en Corée, au Danemark, en Espagne, en Islande, en Italie et en Norvège, ces impôts sont calculés en pourcentage du revenu imposable ou de l'impôt perçu par l'administration centrale. En Finlande, au Japon, en Suède et en Suisse, les administrations infranationales appliquent des allégements fiscaux différents de ceux qui sont applicables dans le cadre du système de l'impôt sur le revenu de l'administration centrale. Aux États-Unis, les administrations infranationales appliquent un système d'imposition du revenu distinct en vertu duquel elles disposent d'un pouvoir discrétionnaire à l'égard de l'assiette et du taux d'imposition. Sauf au Canada, aux États-Unis et en Suisse, ces impôts de niveau infranational sont perçus sur la base d'un taux unique.

En raison des différences pouvant exister à l'intérieur d'un même pays en matière de taux et/ou d'assiette de l'impôt sur le revenu collecté par les administrations infranationales, il est parfois fait l'hypothèse que le travailleur moyen assujetti à l'impôt a son domicile dans une zone type et que ce sont les impôts sur le revenu (et les prestations sociales) applicables dans cette zone qui sont indiqués. C'est la formule qui a été adoptée par le Canada, les États-Unis, l'Italie et la Suisse, où l'assiette et les taux d'imposition sont très variables sur l'étendue du territoire. La Belgique, le Danemark, la Finlande, l'Islande et la Suède ont préféré, pour leur part, retenir le taux moyen d'imposition du revenu appliqué par les administrations infranationales pour l'ensemble du pays. Dans le cas de la France, les taux des impôts locaux qui varient grandement d'une municipalité à l'autre, ne sont ni estimés ni inclus dans les calculs figurant dans *Les impôts sur les salaires*. En Corée et en Norvège, ce problème ne se pose pas, les taux d'imposition locaux n'étant, dans les faits, pas différents les uns des autres. L'Espagne et le Japon ont retenu le barème général le plus largement appliqué.

### *Cotisations de sécurité sociale*

Le présent rapport prend en compte les cotisations sociales obligatoires versées par les salariés et les employeurs à l'État ou à des caisses de sécurité sociale effectivement contrôlées par l'État. Dans la plupart des pays, ces cotisations sont prélevées sur les salaires bruts et affectées au financement de prestations sociales. En Finlande, en Islande et aux Pays-Bas, certaines de ces cotisations dépendent du revenu imposable (c'est-à-dire du salaire brut déduction faite de la plupart/l'ensemble des allégements fiscaux). L'Australie, le Danemark et la Nouvelle-Zélande ne prélèvent pas de cotisations sociales.

Les cotisations à des régimes de sécurité sociale ne relevant pas de l'administration publique ne sont pas prises en compte dans les calculs. Néanmoins, des informations sur les prélèvements obligatoires non fiscaux ainsi que des indicateurs de prélèvements obligatoires figurent dans la Base de données fiscales de l'OCDE, qui est accessible à l'adresse suivante : https://www.oecd.org/fr/fiscalite/politiques-fiscales/base-de-donnes-fiscales/.

### *Taxes sur les salaires*

Les taxes sur les salaires ont une base d'imposition qui est soit un pourcentage des salaires, soit un montant fixe par salarié. Les taxes sur les salaires sont indiquées à la rubrique 3000 des Statistiques des recettes publiques de l'OCDE. Seize pays de l'OCDE déclarent des recettes provenant de taxes sur les salaires : l'Australie, l'Autriche, le Canada, la Corée, le Danemark, la France, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, la Lettonie, le Mexique, la Pologne, la Slovénie et la Suède.

Les taxes sur les salaires sont comprises dans les coins fiscaux totaux indiqués dans cette publication, dans la mesure où elles ont pour effet d'accroître l'écart entre les coûts bruts de main-d'œuvre et la rémunération nette disponible de la même manière que l'impôt sur le revenu et les cotisations sociales. La principale différence avec ces dernières est le fait que le paiement des taxes sur les salaires ne donne pas droit à des prestations sociales. Par ailleurs, la base des taxes sur les salaires peut être différente de la base des cotisations sociales patronales. Par exemple, certains avantages hors salaire peuvent n'être assujettis qu'à la taxe sur les salaires. Comme ce rapport porte sur le cas général, la base de la taxe sur les salaires peut correspondre, selon la législation en vigueur, au salaire brut (à l'exclusion des avantages hors salaire et autres éléments de rémunération, qui varient d'un salarié à l'autre), au salaire brut majoré des cotisations sociales patronales, ou à un montant forfaitaire par salarié.

Six des pays de l'OCDE tiennent compte des taxes sur les salaires dans les calculs figurant dans *Les impôts sur les salaires* : l'Australie, l'Autriche, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne et la Suède. Pour diverses raisons, les autres pays qui font état dans les Statistiques des recettes publiques de recettes tirées de taxes sur les salaires n'ont pas intégré ces taxes dans les calculs effectués en vue de la présente étude.

### *Prestations familiales en espèces versées par l'État*

Les déductions fiscales et les prestations familiales en espèces de caractère général accordées au titre des enfants à charge de 6 à 11 ans inclus en cours de scolarité s'inscrivent dans le champ de l'étude. Si les déductions fiscales ou les transferts en espèces varient à l'intérieur de cette tranche d'âge, ce sont les dispositions les plus avantageuses qui sont retenues, le cas des jumeaux étant explicitement laissé de côté. Leurs implications sont illustrées ci-dessous, reposant sur l'hypothèse que le programme d'allocations pour enfant à charge d'un pays présente la structure suivante :

| Tranche d'âge | Prestation par enfant à charge |
|---|---|
| Enfants de 6 à 8 ans | 100 unités |
| Enfants de 9 à 10 ans | 120 unités |
| Enfants de 11 à 14 ans | 150 unités |

Le résultat le plus favorable est obtenu pour des jumeaux de 11 ans : 300 unités. Toutefois, comme on exclut le cas des jumeaux, le meilleur résultat (tenant compte que les enfants ont entre 6 et 11 ans) est ramené à 270 unités (un enfant de 11 ans et un enfant de 9 ou 10 ans). Ce montant serait inclus dans le tableau par pays. Souvent, le montant des prestations s'accroît lorsque l'âge des enfants augmente. En supposant que les enfants sont nés le 1er janvier, le montant annuel des allocations perçues pour enfant à charge peut être calculé à partir du barème de prestations en vigueur au début de l'année en question, toute révision de ce montant intervenue au cours de l'année étant prise en compte.

Les prestations sociales pertinentes sont celles qui émanent de l'État. Dans certains cas, les allocations en espèces englobent les montants payés indépendamment du nombre d'enfants.

### *Crédits d'impôt remboursables*

Les crédits d'impôt remboursables (ou récupérables) sont des crédits d'impôt pouvant excéder le montant des impôts à verser, l'excédent éventuel étant reversé au contribuable sous forme de transfert d'espèces. En principe, on peut traiter ces crédits d'impôt de différentes manières selon qu'on les considère comme des dispositions fiscales, des transferts en espèces, ou une combinaison des deux. L'étude spéciale figurant dans l'édition 2016 des *Statistiques des recettes publiques* aborde ces différentes options, ainsi que les problèmes d'ordre conceptuel et pratique qui se posent pour choisir la méthode la mieux adaptée à la présentation de statistiques des recettes fiscales internationalement comparables. Elle présente également des chiffres qui montrent l'impact des différentes façons d'interpréter les ratios de l'impôt sur le PIB.[3]

Sur la base de cette étude, le guide d'interprétation des *Statistiques des recettes publiques* impose :

- que seule la fraction du crédit d'impôt remboursable qui a pour effet de réduire ou d'effacer la dette fiscale du contribuable (composante « dépense fiscale »)[4] soit déduite dans la présentation des recettes ;
- que la fraction du crédit d'impôt qui est supérieure à la somme à payer par le contribuable et qui lui est remboursée (composante « transfert en espèces ») soit traitée comme une dépense et ne soit pas déduite des chiffres de recettes fiscales.

Toutefois, les *Statistiques des recettes publiques* donnent des informations complémentaires sur les montants totaux réclamés par le fisc et l'élément « transferts totaux » des crédits d'impôt remboursables pour montrer les résultats de différents traitements statistiques.

Dans *Les impôts sur les salaires*, la situation est différente comme le montant total du crédit d'impôt remboursable est pris en compte dans le calcul de l'impôt sur le revenu.

Si l'on s'en tenait strictement au guide d'interprétation des *Statistiques des recettes publiques*, il faudrait que seule la composante « dépense fiscale » soit déduite de l'impôt sur le revenu, tout dépassement éventuel étant traité comme un transfert en espèces. Cependant, cette méthode aurait pour effet d'affaiblir et non de renforcer la valeur informative des résultats présentés dans *Les impôts sur les salaires*. En particulier, limiter les créances de crédit d'impôt à la dépense fiscale se traduirait par un impôt nul et un taux moyen d'imposition du revenu également nul lorsque des remboursements en espèces sont effectués. Si l'on ne limite pas de la sorte les créances de crédit d'impôt, on fera apparaître, en cas de transferts en espèces, un impôt sur le revenu négatif et des taux moyens d'imposition du revenu également négatifs. On peut soutenir que ces montants négatifs donnent une idée plus claire de la situation du contribuable (plutôt que de considérer une situation de non-imposition). En outre, le fait de ne pas inclure la fraction des crédits d'impôts remboursables correspondant à des transferts en espèces à la rubrique « Prestations en espèces versées par les administrations » des tableaux par pays permet une plus grande transparence de cette rubrique, consacrée aux seuls transferts en espèces « véritables ».

Pour étoffer les informations données dans les tableaux par pays sur les crédits d'impôt remboursables, la rubrique pour mémoire qui se trouve au bas des tableaux des pays concernés indique, sur une première ligne, les montants de dépenses fiscales et, sur une deuxième ligne, les montants des transferts en espèces. Là où il existe plusieurs dispositifs de crédits d'impôt remboursables, les données présentées correspondent à des montants totaux couvrant l'ensemble de ces dispositifs. Pour chaque catégorie de foyer considérée, on peut, en faisant la somme des dépenses fiscales et des transferts en espèces, obtenir le coût global des dispositifs.

### *Calcul des taux marginaux d'imposition*

Dans tous les cas excepté un, les taux marginaux d'imposition sont calculés en prenant en compte l'incidence d'une faible augmentation des salaires bruts sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques,

les cotisations sociales et les prestations en espèces. L'exception est le cas d'un conjoint inactif, où le passage d'un revenu nul à un revenu faiblement positif n'est pas représentatif des variations de revenu et présente donc peu d'intérêt. Dans ce cas particulier, on calcule les taux marginaux applicables au conjoint en prenant en compte l'incidence d'une augmentation de revenu de 0 à 67 % du salaire moyen.

## Limites de l'étude

### *Limites de caractère général*

L'utilisation de la méthode simple consistant à comparer la situation au regard de l'impôt et des avantages sociaux des huit catégories de foyers modélisées permet d'échapper aux nombreux problèmes conceptuels et de définition que soulèvent des comparaisons internationales plus complexes des charges fiscales et des programmes de transferts sociaux. Toutefois, l'une des faiblesses de cette méthode est liée au fait que la place de la rémunération du salarié moyen sur l'éventail des salaires varie d'une économie à l'autre, bien que les salaires en question concernent des ouvriers accomplissant des tâches de même nature dans les différents pays membres de l'OCDE.

En raison des limites qui affectent les impôts et les prestations sociales couvertes par le rapport, les données réunies ne peuvent être considérées comme représentatives de l'impact global des administrations sur le niveau de vie des contribuables et de leurs familles. Il faudrait pour cela étudier l'incidence des impôts indirects, le régime applicable en matière d'imposition des revenus du travail non salariaux ainsi que des autres revenus et l'incidence des autres mesures d'allégement fiscal et prestations en espèces. Il faudrait aussi tenir compte de l'incidence sur le niveau de vie des services fournis par l'État soit gratuitement soit en dessous de leur coût et de l'incidence sur les salaires et les prix des impôts sur les sociétés et des autres impôts directs. Il est impossible de couvrir un champ d'étude aussi étendu dans le cadre d'une comparaison internationale concernant l'ensemble des pays de l'OCDE. L'importance des écarts entre les résultats présentés ici et ceux auxquels aboutirait une étude complète de l'impact global des interventions publiques sur la situation des salariés serait variable d'un pays à l'autre, notamment en fonction de la part relative des différents impôts dans les recettes publiques et de l'étendue et de la nature des dépenses sociales des administrations.

Le rapport indique l'incidence formelle de l'impôt sur les salariés et les employeurs. L'incidence économique finale de la charge fiscale peut être répercutée des employeurs aux salariés et vice versa à la suite d'ajustements des salaires bruts opérés sur le marché.

Le revenu restant à la disposition du contribuable peut correspondre à des niveaux de vie différents selon les pays, parce que l'éventail des biens et services auxquels le revenu est affecté ainsi que leurs prix relatifs diffèrent d'un pays à l'autre. Dans les pays où les administrations fournissent une gamme importante de biens et services (régimes de retraite de base généreux, services de santé gratuits, logements sociaux, éducation tertiaire, etc.) le contribuable peut disposer d'un revenu en espèces plus faible tout en ayant un niveau de vie identique à celui d'un contribuable percevant un revenu en espèces plus élevé mais vivant dans un pays où les biens et services publics sont plus limités.

### *Exemples de limites spécifiques affectant le calcul de l'impôt sur le revenu*

Étant donné le nombre limité des allégements fiscaux considérés ainsi que l'exclusion des revenus non salariaux, les taux moyens d'impôt sur le revenu calculés dans les tableaux de cette publication ne rendent pas nécessairement compte des taux effectifs des impôts versés par les contribuables se situant aux niveaux de salaires indiqués. L'exclusion des abattements de caractère non forfaitaire liés à des frais réels peut conduire à surestimer les taux réels d'imposition dans le calcul. D'autre part, l'exclusion des revenus autres que ceux du travail peut tendre à les sous-estimer.

La décision de ne pas procéder à un calcul séparé de l'impôt sur le revenu après prise en compte de l'effet des allégements fiscaux non forfaitaires a été prise pour les raisons suivantes :

- dans de nombreux cas, les allégements liés à des dépenses effectives représentent des substituts d'aides financières directes. Prendre en considération ces allégements sans prendre en compte par ailleurs les éventuelles aides directes correspondantes conduirait à fausser les comparaisons des rémunérations nettes plus transferts en espèces ;
- le régime fiscal particulier de certaines dépenses peut s'accompagner d'un régime spécial des revenus associés à ces dépenses (par exemple, le régime fiscal des cotisations de sécurité sociale et des pensions de retraite) qui se situe en dehors du champ de la présente étude ;
- quelques pays n'ont pas été en mesure d'estimer la valeur de ces allégements et même les pays qui ont pu effectuer une telle estimation n'ont pas été en mesure de la limiter aux contribuables présentant les caractéristiques prises par hypothèse dans la partie qui précède sur la méthodologie ;
- tous les pays n'ont pas été en mesure de calculer séparément les allégements applicables aux différents types de foyer. Lorsqu'on calcule séparément les allégements applicables aux célibataires et aux familles avec enfants, on observe des écarts importants entre les montants des allégements dont bénéficient normalement ces deux catégories de foyer.

### *Limites relatives aux comparaisons de séries chronologiques*

Les calculs de la charge fiscale des revenus du travail dans les pays de l'OCDE qui sont indiqués dans l'édition de 2004 et les précédentes des *Impôts sur les salaires*, sont fondés sur un indicateur du salaire moyen pour les travailleurs manuels à temps complet du secteur manufacturier (« l'ouvrier moyen »).

Toute analyse longitudinale des résultats doit prendre en compte le fait que les données concernant les salaires ne portent pas nécessairement sur le même contribuable pendant toute la période. Les rémunérations moyennes sont calculées pour chaque année. En tant que tels, les résultats ne font pas apparaître les variations de salaire et la situation fiscale des différentes personnes concernées au fil du temps, mais plutôt la situation de salariés dont le salaire équivaut à (une proportion de) la rémunération moyenne dans les secteurs industriels concernés pour chaque année considérée. Cela pourrait également signifier que les niveaux de salaires mentionnés pourraient se situer à des points différents de la distribution des revenus sur la période couverte et que les variations des taux d'imposition pourraient subir l'influence de cette évolution.

La définition du salarié moyen a évolué au fil du temps. À partir de l'édition de 2005, *Les impôts sur les salaires* ont communiqué des calculs des impôts effectués à partir d'une définition élargie du salarié moyen qui inclut tous les salariés à temps plein appartenant aux secteurs d'activité C à K (CITI Rév. 3.1). Les conséquences de l'adoption de cette définition pour les comparaisons de séries chronologiques sont examinées dans l'édition de 2005 des *Impôts sur les salaires*. Depuis l'édition de 2010, nombre de pays ont commencé à communiquer les salaires moyens des employés à temps plein appartenant aux secteurs B à N de la CITI Rév. 4 (ce qui correspond globalement aux secteurs C-K de la CITI Rév. 3.1).

## Note sur les équations fiscales

Chaque chapitre par pays contient une section qui décrit les équations présentées sous une forme normalisée indiquant les calculs nécessaires pour obtenir le montant de l'impôt sur le revenu, des cotisations de sécurité sociale et des transferts en espèces. Ces algorithmes représentent sous une forme algébrique les dispositions légales décrites dans le chapitre et correspondent aux chiffres indiqués dans les tableaux par pays et les tableaux comparatifs. Cette section décrit les conventions utilisées dans la définition des équations et indique la manière dont elles pourraient être appliquées à d'autres recherches.

Les sections précédentes des chapitres par pays décrivent le mode de fonctionnement des systèmes fiscaux et des autres systèmes ainsi que les valeurs des paramètres de ces systèmes, tels que le montant des abattements et des crédits d'impôt et les barèmes d'imposition.

La première partie de la section concernant les équations est un tableau qui décrit brièvement chaque paramètre (tel que le « Crédit d'impôt de base »), indique le nom du paramètre tel qu'il est utilisé dans l'équation algébrique (« Basic_cred ») et la valeur actuelle pour l'année considérée (telle que « 1098 »). Lorsqu'il existe un tableau de valeurs – par exemple un barème des taux d'imposition et des seuils de revenu imposable correspondants –, un nom est donné à l'ensemble du tableau (par exemple « tax_sch »). Ces noms de variables sont ceux qui sont utilisés dans les équations.

À la suite du tableau des paramètres se trouve le tableau d'équations. Les quatre colonnes contiennent les informations suivantes :

- Les deux premières colonnes contiennent une description et indiquent le nom de la variable correspondant au résultat de l'équation mentionnée sur la même ligne. Elles incluent toujours les treize principales rubriques financières des tableaux par pays. Des lignes supplémentaires définissent des valeurs intermédiaires qui sont calculées soit pour faire apparaître de manière plus détaillée les données figurant dans les tableaux (telles que la ventilation des abattements fiscaux totaux entre les différentes catégories) ou des montants qui facilitent les calculs.
- La troisième colonne indique l'intervalle de calcul dans cette ligne. Cette indication est nécessaire pour tenir compte des différents modes de calcul possibles de l'impôt dû par les couples mariés. Les différentes options sont les suivantes :
    - **B** Le calcul est effectué séparément aussi bien en ce qui concerne le revenu principal que celui du conjoint et en utilisant les niveaux de rémunération de chacun d'entre eux. Cela vaut pour les cas où il y a imposition séparée et aussi en général pour les cotisations de sécurité sociale.
    - **P** Le calcul s'applique uniquement au revenu principal. On peut citer comme exemple le cas où le titulaire du revenu principal peut utiliser tous les abattements à la base de son conjoint qui ne peuvent être déduits des revenus de celui-ci.
    - **S** Le calcul s'applique seulement au conjoint (le deuxième apporteur de revenu) dont le salaire est égal ou plus faible que celui du principal apporteur de revenu.
    - **J** Le calcul est effectué une seule fois sur la base du revenu cumulé. Cela vaut pour les systèmes d'imposition conjointe ou par foyer et cette méthode est également courante pour le calcul des prestations en espèces au titre des enfants à charge.
- La dernière colonne contient l'équation elle-même. Celle-ci peut se référer aux variables figurant dans le tableau des paramètres et aux variables qui résultent de l'une des lignes du tableau d'équations lui-même. On utilise également deux variables standards, « marié », qui prend la valeur 1 si le foyer est constitué par un couple marié et 0 dans le cas d'un célibataire, et « enfants », qui indique le nombre d'enfants. Parfois, il est fait référence à une variable à laquelle s'ajoute l'affixe « total » qui indique la somme des valeurs des variables à prendre en compte pour le titulaire du revenu principal et son conjoint. De même les affixes « _princ » et « _conjoint » indiquent respectivement les valeurs concernant le titulaire du revenu principal et son conjoint.

Dans les équations, un certain nombre de fonctions sont utilisées. Certaines d'entre elles sont utilisées de la même manière que dans un certain nombre de programmes informatiques d'utilisation courante. Par exemple, MAX(X, Y) et MIN(X, Y) permettent de trouver respectivement la valeur maximum et la valeur minimum. IF (condition, X, Y) choisit l'expression X si la condition est vérifiée et l'expression Y si elle ne l'est pas. Des expressions booléennes sont également utilisées et l'on admet qu'elles ont la valeur 1 si l'expression est vérifiée et 0 si elle ne l'est pas. Par exemple (enfants=2*CB_2 est équivalent à IF (enfant=2, CB_2,0).

Il y a aussi trois fonctions spéciales généralement utilisées qui font apparaître les calculs souvent nécessaires dans le cadre des systèmes d'impôt et de sécurité sociale. Ces fonctions sont les suivantes :

- Tax (taxinc, tax_sch) : cette fonction calcule le résultat obtenu en appliquant le barème d'imposition et les différents seuils dans « tax_sch » à la valeur du revenu imposable représenté par « taxinc ». Cette fonction peut être utilisée dans toutes les parties des équations et non pas seulement dans le calcul de l'impôt sur le revenu. Pour certains pays, elle est utilisée en ce qui concerne les cotisations de sécurité sociale ou même pour les niveaux de prestations qui pourraient dépendre des revenus.
- Positive (X) : cette fonction donne le résultat X lorsque cette valeur est positive et 0 dans les autres cas. Elle est donc équivalente à MAX(0,X).
- Taper (valeur, revenu, seuil, taux) : cette fonction indique le montant représenté par « valeur » si le « revenu » est inférieur au « seuil ». Sinon elle indique la « valeur » réduite par le « taux » multiplié par (revenu-seuil) à moins que cela ne donne un résultat négatif auquel cas on revient à zéro. Cette fonction indique le calcul qui est parfois nécessaire lorsque, par exemple, un crédit d'impôt peut être accordé en totalité sous réserve que le revenu total soit inférieur à un certain seuil mais se trouve ensuite retiré à un taux donné pour chaque unité monétaire à partir de ce seuil jusqu'à son retrait complet.

Dans certains cas, il existe des fonctions VBA spécifiques à chaque pays. Ces fonctions VBA font intervenir un programme conçu pour simplifier les calculs fiscaux. Ce programme repose sur la mesure fiscale décrite dans le chapitre par pays à la partie II. Par exemple, le crédit d'impôt pour les revenus du travail en vigueur aux États-Unis est calculé à l'aide de la fonction VBA appelée EIC.

Quiconque souhaite utiliser ces équations à d'autres fins devra établir des fonctions VBA correspondant à ces fonctions spéciales ou apporter les modifications appropriées aux équations qui les utilisent.

## Notes

[1] Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

[2] Les organismes nationaux de statistique n'utilisent pas tous la Révision 3.1 ou 4 de la CITI pour classer les secteurs d'activité. Néanmoins, la Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE), le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et l'*Australian and New Zealand Standard Industrial Classification* (ANZSIC) coïncident à peu près avec les Révisions 3.1 et 4 de la CITI au niveau des secteurs C à K et B à N, respectivement.

[3] OCDE, *Statistiques des recettes publiques*, 1965-2017, p. 62.

[4] Dans ce cas, le montant de l'allégement fiscal est fonction des cotisations de sécurité sociale effectivement versées par le/la salarié(e) ou retenues sur son salaire ; cette forme d'allégement forfaitaire s'écarte donc à ce titre de la définition générale selon laquelle il n'existe pas de lien entre l'allégement forfaitaire et les dépenses réellement engagées.

DISPONIBLE EN LIGNE

# Les impôts sur les salaires

## (VERSION ABRÉGÉE)

## LA FISCALITÉ ET LE GENRE SOUS L'ANGLE DU DEUXIÈME APPORTEUR DE REVENU

Cette publication annuelle contient des informations détaillées sur les impôts payés sur les salaires dans les pays de l'OCDE. L'édition de cette année se concentre sur les incitations fiscales pour les seconds apporteurs de revenus dans l'OCDE et sur la façon dont la politique fiscale peut contribuer aux écarts entre les hommes et les femmes sur le marché du travail. Pour l'année 2023, le rapport couvre également les impôts sur le revenu et les cotisations de sécurité sociale payés par les salariés, les cotisations de sécurité sociale et taxes sur les salaires versés par leurs employeurs, et les transferts en espèces perçus par les travailleurs. L'objectif est de montrer comment ces taxes et prestations sont calculées dans chaque pays membre et d'examiner leurs impacts sur le revenu des ménages. Les résultats permettent aussi de faire des comparaisons internationales quantitatives des coûts de main-d'œuvre et de la situation globale vis-à-vis de l'impôt et des prestations des célibataires et des familles à différents niveaux de revenus. Cette publication présente des taux effectifs moyens et marginaux d'imposition sur les coûts de main-d'œuvre pour huit types de ménages représentatifs dont le niveau du salaire et la composition diffèrent (célibataires, parents isolés, couples avec un ou deux salaires et avec ou sans enfant). Les taux moyens d'imposition mettent en évidence le pourcentage de la rémunération brute ou des coûts de main-d'œuvre représenté par les impôts et les prélèvements sociaux, avant et après transferts en espèces, et les taux marginaux d'imposition correspondent à la partie d'une augmentation minime de la rémunération brute ou des coûts de main-d'œuvre reversée sous la forme d'impôts.

*Les informations détaillées par pays sont disponibles en anglais seulement.*

**ÉGALEMENT DISPONIBLE EN LIGNE**
Cette publication est également disponible sous forme de base de données en ligne via ***www.oecd-ilibrary.org*** sous le titre *Statistiques fiscales de l'OCDE* (***https://doi.org/10.1787/tax-data-fr***).

**IMPRIMÉ ISBN 978-92-64-91682-1**
**PDF ISBN 978-92-64-92842-8**

9 789264 916821

**2024**